



Chambre  
des Députés  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-10

Séances publiques  
n<sup>os</sup> 57, 58 et 59 p. 10-68

Questions au  
Gouvernement p. 69-99

2023-2028

n° 24



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-10

Séances publiques ..... p. 10-68

57<sup>e</sup> séance du jeudi 19 décembre 2024 p. 10-31

58<sup>e</sup> séance du jeudi 19 décembre 2024 p. 32-36

59<sup>e</sup> séance du mardi 21 janvier 2025 p. 37-68

Questions au Gouvernement ..... p. 69-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

#### Impression :

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

#### Date d'impression :

26/02/2025

#### Concept et layout :

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg

PRINTED IN  
LUXEMBOURG



## Arménie, la paix en suspens



*L'échange entre les délégations arménienne et luxembourgeoise a eu lieu à l'Hôtel de la Chambre des Députés.*

Le Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, M. Alen Simonyan, a été reçu le 4 février 2025 dans le cadre d'une visite officielle au Luxembourg.

La situation de l'Arménie reste difficile, d'une part, au vu des difficultés à parvenir à un accord de paix avec l'Azerbaïdjan voisin et, d'autre part, en raison de la pression liée à la volonté du peuple arménien de s'engager sur la voie d'une candidature pour adhérer à l'Union européenne.

Le Luxembourg entretient des relations diplomatiques favorables avec l'Arménie. La Chambre des Députés avait notamment reconnu officiellement en 2015 le génocide des Arméniens sous l'Empire ottoman. Plusieurs visites de délégations réciproques ont déjà eu lieu, dont une visite officielle en 2024 à l'occasion de laquelle le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a pu prendre la parole devant l'Assemblée nationale d'Arménie. La visite officielle du 4 février 2025 s'inscrit dans la continuité de ces bonnes relations.

### **Dans l'attente d'une réponse de l'Azerbaïdjan**

Les députés luxembourgeois ont interrogé M. Simonyan sur l'état du processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pays avec lequel l'Arménie est en conflit territorial concernant la région du Haut-Karabagh, actuellement sous contrôle azéri.

Le Président du Parlement arménien a notamment affirmé que son pays attendait depuis deux mois une

réponse de la part de ses interlocuteurs azéris au sujet de la plus récente version d'un accord de paix, contenant des propositions de l'Arménie sur les derniers points contentieux. Il a également demandé aux députés luxembourgeois de continuer à inciter l'Azerbaïdjan par la voie diplomatique à avancer dans ce dossier.

Les questions des prisonniers de guerre arméniens et des personnes disparues dans le cadre du conflit entre les deux pays restent également des sujets sensibles sur lesquels les représentants arméniens ont insisté pendant la réunion. M. Simonyan a encore fait valoir que la signature d'un accord de paix entre les deux pays serait un signal particulièrement bienvenu à un moment où les relations internationales traversent une période difficile.

Les députés ont abordé le sujet de l'impact de la mission d'observation de l'Union européenne en Arménie EUMA à laquelle le Luxembourg vient de prolonger sa participation jusqu'en 2027. M. Simonyan a constaté que cette initiative a eu un impact considérable. L'année précédant le lancement de la mission en 2023, 57.000 coups de feu auraient été recensés le long de la frontière. En 2024, ce chiffre serait passé à 3.000.

### **Une loi d'initiative populaire pour prendre le chemin de l'Europe**

La Constitution d'Arménie permet des initiatives législatives populaires. Ainsi, un texte de loi proposé par

des citoyens arméniens sera examiné prochainement au Parlement national. Le texte consisterait en une simple ligne demandant à l'Arménie d'emprunter le chemin d'une candidature d'adhésion à l'Union européenne, reflétant ainsi clairement la volonté des Arméniens. Les représentants arméniens présents à la réunion ont estimé que le texte sera adopté lors de son vote à l'Assemblée nationale. Ils ont affirmé, en réponse à une question des députés, assumer le fait que cette orientation européenne peut être de nature à déplaire à la Russie et risque d'avoir des répercussions, notamment sur l'Union économique eurasiatique (UEEA) dont fait partie l'Arménie.

Interrogés sur leurs attentes concernant la relation de leur pays avec le Luxembourg, les hôtes ont dit espérer être « soutenus, mais aussi promus » dans leurs efforts européens. Ils ont encore souhaité un soutien dans tous les domaines du développement économique, mais aussi dans le domaine de l'expertise, en particulier en ce qui concerne la formation de leurs étudiants au sujet du fonctionnement et du cadre législatif de l'UE. Les représentants ont estimé en effet « encore manquer de savoir-faire » en la matière.

Une lettre détaillant des pistes pour renforcer les relations bilatérales entre l'Arménie et le Luxembourg fut remise aux représentants luxembourgeois dans le cadre de la visite officielle.

## L'Administration parlementaire recrute :

- un ingénieur polyvalent orienté réseaux et sécurité (m/f/d) pour les besoins du service des technologies de l'information poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé
- un gestionnaire des ressources humaines appartenant au groupe de traitement B1 poste à pourvoir par le biais du changement d'administration

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : [https://www.chd.lu/fr/offres\\_emploi](https://www.chd.lu/fr/offres_emploi)



## Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

# 90<sup>e</sup> session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Dans le cadre de la 90<sup>e</sup> session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, a fait partie de la délégation représentant le Luxembourg le 7 février 2025 lors de l'examen fait par ce comité des Nations Unies.

Aux côtés des représentants ministériels, Mme Minella a eu l'occasion de présenter tant les initiatives mises en place que les défis rencontrés par la Chambre des Députés quant à la question de l'égalité des genres au sein du Parlement luxembourgeois. Son discours liminaire lui a permis de mettre l'accent, entre autres, sur l'importance que revêt le traitement égalitaire pour la Chambre des Députés ainsi que sur les différents canaux à partir desquels cette dernière promeut l'égalité des genres. Sont notamment visés les rapports avec les citoyens et les relations internationales, mais également des projets à envergure institutionnelle.

Ainsi, Mme Minella n'a pas manqué de souligner la mise en place d'un groupe de travail interne en vue :

- d'élaborer un concept stratégique pour la réalisation d'un audit en matière de sensibilité au genre ;
- de dresser un état des lieux au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes, tout en ayant une vision large de la notion de genre ;
- d'élaborer des recommandations sur les marges de progression en matière de sensibilité au genre, tant au niveau politique qu'au niveau administratif de la Chambre des Députés.



*Mme Mandy Minella (2<sup>e</sup> à droite), Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Noah Louis (1<sup>er</sup> à droite), administrateur de la commission, accompagnés de la délégation luxembourgeoise composée de hauts fonctionnaires de différents ministères devant le Palais des Nations à Genève*

Les premiers résultats des travaux du prédit groupe de travail sont attendus pour fin 2025 et concerneront, dans un premier temps, l'administration parlementaire.

À l'issue de sa 90<sup>e</sup> session, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes adressera des

observations finales ainsi que des recommandations au Luxembourg. Celles-ci feront l'objet d'un examen par les députés lors d'une réunion de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité.

## Le droit à un environnement sain : un enjeu parlementaire et juridique majeur



*Le Président de la Chambre a souligné le rôle clé des parlementaires dans la protection du droit à un environnement sain.*

Comment les parlementaires, citoyens, jeunes engagés peuvent-ils mieux protéger le droit à un environnement sain ? Cette question était au cœur d'une conférence organisée par la Chambre des Députés dans le cadre de la présidence luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le 14 février 2025.

« Aujourd'hui, l'action climatique est menacée par certains acteurs majeurs. La coopération européenne en matière de protection de l'environnement est plus nécessaire que jamais. » C'est par ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a ouvert la conférence organisée par le Parlement du Luxembourg sur le « rôle des Parlements nationaux dans la protection du droit à un environnement sain ».

**« La coopération européenne en matière de protection de l'environnement est plus nécessaire que jamais. »**

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

**Un appel pour créer un instrument juridique contraignant**

En avril 2024, l'APCE a franchi une étape décisive dans la protection de l'environnement en adoptant une résolution demandant que le droit à « un environnement sûr, propre, sain et durable » soit inscrit dans un instrument juridique contraignant. Cet ajout pourrait rendre ce droit juridiquement contraignant devant les tribunaux nationaux et la Cour européenne des droits de l'homme.



*Mme Adélaïde Charlier, conférencière principale et activiste pour la justice climatique et sociale*

**#EnvironnementUnDroit : l'APCE en action pour un environnement sain**

La conférencière principale et activiste pour la justice climatique et sociale, Mme Adélaïde Charlier, a ouvert son intervention par un témoignage poignant sur les inondations meurtrières qui ont frappé la Belgique en juillet 2021. Cofondatrice en Belgique du mouvement « Youth for Climate », qui s'inscrit dans l'initiative « Fridays for Future », elle a mis en avant que le « changement climatique renforce les inégalités sociales ».

Mme Charlier a appelé les parlementaires de l'APCE à s'engager auprès de leurs gouvernements respectifs pour que le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe (organe décisionnel de cette institution garante des droits) adopte un instrument juridique contraignant reconnaissant explicitement le droit à un environnement sain. Selon elle, un tel instrument juridique permettrait de défendre des écosystèmes sains ou de signaler une dégradation de la biodiversité. Il renforcerait également le droit à un environnement durable et permettrait de tenir davantage compte des droits des générations futures. D'après l'activiste, un tel protocole ne constituerait pas « seulement une nécessité légale, mais un impératif humain et moral ».

Mme Anne-Sophie Roux, conseillère au Secrétariat d'État français chargé de la Mer et de la Biodiversité, a lancé un appel à l'action concernant un enjeu encore méconnu selon elle : l'exploitation minière des fonds marins. Notant que « la surface de Mars est mieux connue que les fonds océaniques », elle a insisté sur l'urgence de la situation, affirmant que « tout se joue maintenant, après juillet 2025, il sera trop tard ». Dans cette optique, elle a exhorté les parlementaires à soutenir le moratoire sur cette exploitation.

**Enjeux et solutions pour une gouvernance environnementale : dialogue entre parlementaires, experts et activistes**

Tout au long de la journée, les parlementaires membres de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'APCE ont échangé avec des experts, des représentants d'ONG et des activistes sur les défis et solutions en matière de gouvernance environnementale.

Les discussions ont porté sur la protection juridique de l'environnement, l'impact des décisions des juridictions européennes, la responsabilité sociale des entreprises et l'implication de la société civile, notamment des jeunes.

La députée luxembourgeoise et membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire, Mme Alexandra Schoos, a clôturé la conférence en soulignant que « le droit à un environnement sain n'est pas une simple abstraction juridique ». D'après la parlementaire luxembourgeoise, « ce droit s'incarne dans notre quotidien : c'est le droit fondamental de chacun à respirer un air pur, à boire une eau saine, à se nourrir d'aliments de qualité ».

**La présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe. La Chambre des Députés joue un rôle crucial au sein de cette institution garante de l'État de droit et de la défense des droits de l'homme en Europe.

**Le Président de la Chambre des Députés au « Fieldgen » : échange de vues avec 160 élèves**

« Vous ne pouvez changer les choses que si vous vous engagez et les prenez vous-mêmes en main » : tel a été le message principal du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de son exposé sur la démocratie au lycée privé « Fieldgen » le 7 février 2025.

Le Président a expliqué que « la démocratie et la paix ne sont pas une normalité, ne sont jamais garanties ». Il a attiré l'attention de l'audience sur les différents éléments qui composent une démocratie, mais également sur les dangers qui la menacent, au Luxembourg et dans le monde, et a encouragé les lycéens des 10 classes du cycle supérieur à s'engager dans la société et à prendre des responsabilités pour les autres, que ce soit sur le plan politique, associatif, bénévole ou autre.

À l'issue de la présentation, M. Wiseler était à l'écoute des jeunes et a eu un long échange de vues avec les 160 élèves sur différents thèmes proposés par eux-mêmes. Les questions des jeunes au Président de la Chambre portaient notamment sur sa carrière politique, le droit de vote à partir de 16 ans, le droit de vote pour les étrangers, la nécessité ou non de quotas pour les femmes au sein du Parlement et du Gouvernement ainsi que dans les conseils d'administration et la situation du marché immobilier au Luxembourg. Les élèves se sont également intéressés

au système de retraite, au budget de l'État et à la coopération au développement. Ils ont soulevé des questions concernant différents aspects du système

scolaire et du secteur de la santé et se sont montrés inquiets au sujet de la montée des courants d'extrême droite dans nos pays voisins.



*Lors de l'échange avec le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, les élèves de plusieurs classes du cycle supérieur ont abordé des sujets d'actualité et des questions sociétales.*

## Dispositions légales concernant le RCS et le RBE

### 7961 – Projet de loi modifiant :

#### 1° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 2° la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs

Le présent projet de loi vise à modifier les dispositions légales applicables au Registre de commerce et des sociétés (ci-après « RCS ») et au Registre des bénéficiaires effectifs (ci-après « RBE »). Il a paru en effet opportun de reprendre ces modifications au sein d'un même projet de loi, alors que le contenu de certaines dispositions proposées pour le RCS est également suggéré pour le RBE. S'agissant en premier lieu de la législation applicable au RCS, ce projet a pour objet d'adapter la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises à la pratique et à l'actualiser, en reformulant certaines de ses dispositions.

Au-delà de l'adaptation du texte, le projet a aussi vocation à renforcer la qualité des informations inscrites au RCS et à doter son gestionnaire de nouveaux moyens, afin que soit mise en œuvre une politique efficace de suivi des personnes et entités immatriculées et s'assurer de leur mise en conformité par rapport à leurs obligations d'inscription et de dépôt au RCS.

Force est de constater que si l'informatisation du RCS a été un succès, en ce qu'elle a permis de réduire significativement les délais d'émission des extraits et de simplifier les démarches et la consultation du registre, la tenue à jour du RCS reste encore à améliorer. En effet, le registre n'est pas encore complètement à la hauteur de ce que l'on peut attendre, notamment en ce qui concerne les moyens juridiques disponibles pour mieux garantir l'actualisation du contenu de la banque de données. Ainsi, si historiquement les registres du commerce avaient largement vocation à collecter des informations et documents sur les entreprises, l'évolution du marché et des normes internationales leur impose de revêtir un rôle plus proactif dans l'environnement commercial de leur pays, en garantissant des données exactes, complètes et utiles. Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit du registre national d'une place financière d'ampleur internationale telle que le Luxembourg. En outre et eu égard à l'évaluation et à l'atténuation des risques au plan national, il est primordial pour l'État de pouvoir exploiter des banques de données fiables et actuelles, alors que tant le RCS que le RBE apparaissent comme des outils incontournables, ces derniers étant les principales sources d'informations sur les personnes morales du pays.

En l'état actuel des textes, la responsabilité de maintenir à jour les informations inscrites au RCS pèse sur les personnes et entités immatriculées, qui se doivent de communiquer au gestionnaire du RCS, endéans le mois de leur survenance, toutes les modifications des informations, dont l'inscription au RCS est requise par la loi. En parallèle, ledit gestionnaire dispose quant à lui de moyens légaux insuffisamment gradués pour s'assurer de l'actualisation de la banque de données. Il est donc impératif de faire évoluer rapidement le RCS sur ce point, afin qu'il réponde pleinement à l'évolution des besoins et aux normes internationales. Pour ce faire, le gestionnaire doit, en amont, améliorer l'accompagnement des entités immatriculées, en leur rappelant efficacement leurs obligations légales de dépôt et, en aval, prendre des mesures administratives incitatives, voire contraignantes, pour celles ne s'y conformant pas.

Il ne s'agit pas là d'élever le gestionnaire du RCS au rang de régulateur, mais de lui permettre d'effectuer un suivi plus actif de l'état des dossiers tenus au RCS et d'amener les entités immatriculées à se conformer aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. L'objectif est finalement que le gestionnaire puisse remplir de manière optimale son rôle d'autorité centralisatrice des informations essentielles visant les entités immatriculées.

L'amélioration de la qualité de l'information inscrite au RCS passe par plusieurs leviers.

D'abord, il est nécessaire d'exécuter un contrôle de l'information à inscrire ou inscrite dans la banque de données du RCS, par rapport à d'autres registres nationaux « sources », qui disposent également de l'information, afin de s'assurer de la cohérence de cette dernière. Il est en effet peu concevable qu'une information relative à l'adresse du siège social d'une entreprise luxembourgeoise inscrite au RCS ne soit pas conforme à celle figurant dans le registre national des localités et des rues par exemple. De même, si l'information dans le registre « source » est ultérieurement modifiée, cette modification doit pouvoir être automatiquement répercutée au RCS, sans autre démarche administrative.

Un autre levier consiste ensuite à ce que le gestionnaire du RCS suive de manière continue l'information inscrite dans la banque de données du RCS, pour s'assurer que des données périmées n'y figurent plus et qu'elles soient remplacées par des données actualisées dans les meilleurs délais. Pour ce faire, des contrôles sur la banque de données doivent être mis en place, afin d'avertir rapidement les personnes et

entités immatriculées sur l'état de leur dossier et les inciter activement à garder leurs données à jour. Dans ce contexte, le gestionnaire du RCS doit mieux accompagner et sensibiliser les entités immatriculées en leur rappelant de manière régulière leurs obligations. Ces contrôles vont également servir à relancer efficacement les personnes et entités immatriculées qui n'auraient pas effectué un dépôt obligatoire ou renouvelé une inscription. En effet et à l'heure du renforcement des dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, il est primordial d'agir lorsqu'une société anonyme n'a pas déposé ses comptes annuels ou n'a pas mis à jour la durée de mandat de ses mandataires par exemple.

Afin d'assurer une efficacité à ce suivi et dans l'hypothèse où la personne ou l'entité immatriculée ne répondrait pas aux sollicitations du gestionnaire, ce dernier doit avoir à sa disposition un panel de mesures administratives, afin d'amener cette dernière à mettre à jour son dossier ou ses inscriptions, avec comme ultime mesure, pour les cas les plus graves ou les personnes ou entités réfractaires, leur dénonciation au parquet.

S'agissant en second lieu du RBE, les modifications proposées vont dans le même sens que celles prévues pour le RCS. Une partie de ces modifications sont de nature technique et visent globalement l'accès à la banque de données du RBE, alors que l'autre envisage le suivi et le maintien à jour de la banque de données, se concluant par le déploiement de mesures et sanctions administratives si l'entité immatriculée reste en défaut de se conformer à ses obligations vis-à-vis du RBE.

Alors que le RBE dispose d'une banque de données qui lui est propre, indépendante de celle du RCS, empêchant toute passerelle entre les deux registres, la pratique a rapidement montré combien il était nécessaire que ces banques de données fassent l'objet d'une interconnexion, qu'il s'agisse des inscriptions à effectuer au RBE, de la mise en place de contrôle automatique afin de s'assurer de l'actualisation des données, eu égard notamment à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ou de la consultation des informations inscrites dans ces registres. Ainsi, la démarche administrative de déclaration au RBE pourrait être simplifiée dans l'hypothèse où les dirigeants principaux seraient à inscrire au RBE et où il pourrait être alors proposé au déclarant de reprendre dans le RBE les mandataires légaux inscrits au RCS. Ceci faciliterait grandement les démarches des associations sans but lucratif par exemple. De même, pour les sociétés ayant inscrit des associés personnes physiques au RCS, il serait possible de leur proposer de reprendre ces personnes ou certaine(s) d'entre elle(s) dans le RBE, lors de leur démarche de déclaration.

Le RBE étant un des outils de la lutte contre le blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, il est aussi impératif de faciliter son accès aux autorités nationales, qui sont reprises de manière exhaustive dans la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs, afin qu'elles puissent efficacement l'exploiter.

En outre, la loi a été adaptée aux nouvelles technologies permettant d'optimiser le flux d'information entre le gestionnaire du RBE et ses usagers, en proposant un nouveau canal sécurisé d'échange, par le biais d'une plateforme électronique mise à disposition par le Centre des technologies de l'information de l'État (ci-après « CTIE »). Cette nouvelle plateforme ouvre la voie aux communications électroniques de masse, de « machine à machine », sans intervention humaine et est conçue pour la mise en place de services informatiques délivrant des volumes importants d'informations, mieux adaptée aux flux d'échanges avec les grands donneurs d'ordre du gestionnaire que son site Internet actuel. Il s'agit ici d'ouvrir cette nouvelle technologie, d'ores et déjà disponible pour accéder au RCS, au RBE.

Enfin, et comme pour le RCS, il est proposé d'offrir au gestionnaire du RBE le même panel de mesures incitatives, voire coercitives afin que ce dernier dispose de leviers nécessaires et utiles pour amener les entités immatriculées à effectuer leur déclaration au RBE et à tenir à jour les informations relatives à leurs bénéficiaires effectifs.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

02/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

22/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Suite de l'examen du projet de loi

26/04/2023 Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

10/05/2023 Échange de vues avec des représentants de la CNPD

Suite de l'examen du projet de loi

17/05/2023 Échange de vues avec des représentants du Conseil de presse

21/06/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 24/01/2024 Échange de vues avec des représentants du Conseil d'État  
 28/03/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur  
 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
 18/04/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 11/07/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 12/12/2024 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État  
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 23 janvier 2025

Mémorial A : 2025, n° 22, page 1

## Recyclage des navires

**8048 – Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanctions du règlement (UE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le règlement (CE) n° 1013/2006 et la directive 2009/16/CE et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime**

Le projet de loi n° 8048 vise à préciser des modalités d'application et les sanctions du règlement européen n° 1257/2013 relatif au recyclage des navires.

Ce règlement a été adopté par l'Union européenne dans l'attente de l'entrée en vigueur de la Convention de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires. L'entrée en vigueur de cette Convention est prévue, selon l'Organisation maritime internationale, pour juin 2025. Elle a été ratifiée par le Luxembourg en mai 2022.

L'objectif du règlement (UE) n° 1257/2013 est de soutenir la protection de la santé humaine, la sécurité et la protection de l'environnement marin tout au long du cycle de vie d'un navire, mais également de faciliter la ratification de la Convention de Hong Kong par les États membres.

Le projet de loi réaffirme la désignation du Commissaire du Gouvernement aux affaires maritimes en tant qu'administration au sens de l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup> (point 9), du règlement (UE) n° 1257/2013.

Le Commissaire du Gouvernement aux affaires maritimes se voit accorder la possibilité de confier toutes ou une partie de ses missions à des organismes habilités au sens de l'article 2.0.0-2 de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois.

En outre, le dispositif ajoute la Convention de Hong Kong à la liste des conventions approuvées au sein de la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 18/07/2022

Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/01/2024 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation et examen du projet de loi  
 Examen de l'avis du Conseil d'État  
 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 27/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
 05/12/2024 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État  
 12/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 599, page 1

## Lutte contre la criminalité

**8381 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale**

Dans le cadre des réflexions engagées sur une modernisation et adaptation du Code de procédure pénale, le présent projet de loi vise à fournir aux autorités judiciaires des

moyens supplémentaires adéquats afin de lutter efficacement contre la criminalité ainsi qu'à corriger ou améliorer certaines modalités procédurales en matière pénale qui se sont avérées incomplètes ou dont la mise en pratique semble inefficace. Le projet de loi se divise en deux volets :

a) introduction d'un nouveau chapitre XIII au livre I<sup>er</sup> du Code de procédure pénale portant sur la recherche active de fugitifs ;

b) modifications ciblées du Code de procédure pénale, et notamment :

- article 10 du Code de procédure pénale : Il est proposé d'attribuer la qualité d'Officier de police judiciaire (OPJ) aux membres de l'Inspection générale de la police (IGP).
- article 48-11bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de procédure pénale : Il est proposé de remplacer les termes « „assistés, le cas échéant, des » par ceux de « ou les ».
- article 101-1 du Code de procédure pénale (nouveau) : Il est proposé de préciser le contexte de l'introduction dans un domicile dans le cadre du mandat d'amener ou d'arrêt.
- article 179, paragraphe 2, alinéa 2, du Code de procédure pénale : Il est proposé de supprimer le délai de trois jours.
- Article 223, paragraphe 1<sup>er</sup>, du Code de procédure pénale : Il est proposé de préciser le représentant légal dans le cadre des procédures menées à l'encontre des personnes morales.
- article 621 du Code de procédure pénale : Il est proposé de supprimer l'obligation de l'accord du prévenu dans le cadre de la suspension du prononcé.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 08/05/2024

Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

21/11/2024 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation du projet de loi  
 Examen de l'avis du Conseil d'État  
 12/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 23 janvier 2025

Mémorial A : 2025, n° 21, page 1

## Imposition minimale effective

**8396 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure**

Le projet de loi vise à modifier la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure (ci-après « Loi Pilier Deux »), qui a introduit en droit luxembourgeois un seuil-plancher de 15 % d'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises dépassant un chiffre d'affaires consolidé de 750 millions d'euros.

Les modifications visent, dans une optique de sécurité juridique, à apporter des précisions quant aux règles implémentées par le biais de la Loi Pilier Deux, afin de clarifier l'interprétation et l'application de certaines de ces dispositions conformément aux instructions agréées et approuvées par l'OCDE. Par ailleurs, certaines modifications visent à implémenter certaines précisions nouvelles, telles que notamment l'extension à l'impôt national complémentaire de l'exclusion du champ d'application de la règle d'inclusion du revenu (ci-après « RIR ») et de la règle des bénéficiaires insuffisamment imposés (ci-après « RBII ») pour les groupes d'entreprises se trouvant dans la phase initiale de démarrage de leurs activités internationales, ou encore des précisions concernant l'application du régime de protection en matière d'impôt national complémentaire qualifié et de celui en matière de déclaration pays par pays.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 12/06/2024

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

15/11/2024 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux  
 Examen de l'avis du Conseil d'État

22/11/2024 Suite de la présentation du projet de loi et de l'examen de l'avis du Conseil d'État  
13/12/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024  
Loi du 20 décembre 2024  
Mémorial A : 2024, n° 576, page 1

## Compte général de l'exercice 2023

### 8403 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023

Le projet de loi sur le compte général de l'État a pour objet de recenser l'ensemble des opérations effectuées au courant de l'année budgétaire 2023. L'exercice 2023 dégage un résultat négatif de 1,4 milliard d'euros. En faisant abstraction des opérations financières, le compte général de l'exercice 2023 affiche un résultat négatif de 2,3 milliards d'euros.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 21/06/2024  
Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Exécution budgétaire  
(Président : M. Franz Fayot) :

08/10/2024 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
14/10/2024 Présentation du rapport général de la Cour des comptes  
18/11/2024 Entrevue avec la Direction du Contrôle financier et la Trésorerie de l'État  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
02/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances  
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

08/10/2024 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 19/12/2024  
Loi du 20 décembre 2024  
Mémorial A : 2024, n° 557, page 1

## Taxe sur la valeur ajoutée

### 8406 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :

**1° transposer l'article 1<sup>er</sup> de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;**  
**2° transposer l'article 1<sup>er</sup>, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée**

1) Transposition de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE [...]

Dans le but d'alléger la charge découlant d'une série d'obligations fiscales pour des entreprises qui ont peu de chiffre d'affaires, la directive 2006/112/CE prévoit actuellement un régime particulier des petites entreprises qui permet à un État membre d'accorder une franchise de TVA aux assujettis établis sur son territoire lorsque leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas un certain seuil, et pour les livraisons de biens et les prestations de services effectuées par ces assujettis sur le territoire national pour lesquelles ils deviendraient redevables de la TVA en l'absence de l'application de la franchise. Le seuil fixé dans la directive 2006/112/CE s'élève en principe à 5.000 euros.

Dans un effort d'aider les petites entreprises à développer leur commerce au-delà de leurs frontières nationales, la Commission européenne a proposé une modification du régime particulier pour petites entreprises.

Le régime de franchise demeure optionnel et accessible aux assujettis qui remplissent les conditions pour en bénéficier. La directive (UE) 2020/285 modifie le régime particulier des petites entreprises essentiellement sur les points suivants : le bénéfice de la franchise qu'un État membre accorde aux petites entreprises y établies est étendu aux assujettis non établis dans cet État membre, mais établis dans un autre État membre, il est fixé un seuil annuel de 100.000 euros de chiffre d'affaires réalisé sur le territoire TVA de l'UE, et les États membres obtiennent plus de flexibilité quant à la fixation de leur seuil national, à condition de ne pas dépasser 85.000 euros.

En outre, le nouveau régime particulier pour les petites entreprises prévoit des mesures de simplification pour les assujettis en ce qui concerne les obligations d'identification à la TVA et les obligations déclaratives. Les États membres doivent mettre à disposition de leurs assujettis un moyen informatique en vue de pouvoir s'identifier pour les besoins du régime particulier des petites entreprises et il est prévu que les États membres échangent les données leur transmises par les assujettis.

2) Transposition de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée

Jusqu'à l'adoption de la directive (UE) 2020/285, les États membres pouvaient appliquer un taux normal non inférieur à 15 % et deux taux réduits non inférieurs à 5 % aux livraisons de biens et aux prestations de services énumérées à l'annexe III de la directive 2006/112/CE.

La directive (UE) 2022/542 s'inscrit dans cette optique en offrant aux États membres plus de flexibilité dans la gestion de leurs taux de TVA et en ouvrant l'accès aux dérogations dont bénéficiaient certains États membres.

À titre accessoire, et en raison de leur inclusion dans l'annexe III de la directive 2006/112/CE, le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire est adapté en ce qui concerne les livraisons d'objets d'art, de collection et d'antiquités par un assujetti-revendeur ou par un organisateur de ventes aux enchères publiques.

La pandémie de Covid-19 ayant mis en évidence des divergences d'application par les États membres, et en vue d'assurer la taxation dans l'État membre de consommation, la directive (UE) 2022/542 comporte en outre des dispositions fixant le lieu d'imposition de l'accès à des manifestations culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives, de divertissement ou similaires, ainsi que le lieu d'imposition de services ayant pour objet de telles activités, à l'endroit où la personne non assujettie preneur de ces services est établie, à son domicile ou sa résidence, lorsque la présence est virtuelle ou que ces activités sont virtuelles.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2024  
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances  
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

12/11/2024 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux  
29/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
13/12/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024  
Loi du 20 décembre 2024  
Mémorial A : 2024, n° 574, page 1

## Contrôle accru en matière de Blockchain

### 8425 – Projet de loi portant modification :

**1° de la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés ;**  
**2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**  
**3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications ciblées à la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés afin de permettre au secteur financier de tirer parti des nouvelles technologies, dont notamment la technologie des registres ou bases de données électroniques distribués (ci-après la « technologie DLT »), tout en bénéficiant d'une sécurité juridique accrue. Il s'inscrit également dans la suite des lois pionnières adoptées au Luxembourg sur la technologie des registres distribués (les lois dites « Blockchain »).



Le projet de loi propose d'introduire la possibilité de recourir à un agent de contrôle en matière d'émission de titres dématérialisés. L'agent de contrôle se servira pleinement de la technologie DLT qui permet de sécuriser et de partager les informations sur la détention des titres émis entre les différents acteurs du marché pour l'exercice de ses missions. Les missions de l'agent de contrôle incluent la tenue du compte d'émission, le suivi de la chaîne de détention des titres et la réconciliation des titres émis.

Le nouveau régime est facultatif pour les émetteurs. Il complète le cadre juridique existant en reconnaissant la possibilité de s'appuyer sur les nouvelles technologies, sans compromettre la certitude et la sécurité pour les émetteurs et les investisseurs.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2024

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

22/11/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13/12/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 597, page 1

## Adaptations dans le domaine du secteur financier

**8427 – Projet de loi portant :**

**1° transposition de la directive (UE) 2024/1174 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**

**2° mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres ;**

**3° modification de :**

**a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;**

**c) la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) ;**

**d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**

**e) la loi du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage**

Le projet de loi vise, en premier lieu, à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2024/1174 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles. Cette dernière adapte l'actuel cadre européen en matière de résolution bancaire, transposé à travers la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement.

En second lieu, le projet de loi vise à opérationnaliser le règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres (ci-après « règlement (UE) 2024/1623 »). Le règlement (UE) 2024/1623 met en œuvre dans le droit de l'Union européenne les éléments de la réforme des normes internationales « Bâle III » arrêtées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en 2017. En vue de permettre leur application dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025, date d'application du règlement (UE) 2024/1623, la loi en projet met en œuvre certaines discrétions laissées au choix du législateur national et figurant au règlement précité.

En troisième lieu, le projet de loi apporte des aménagements ciblés à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, à la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015), à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, et à la loi du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage. Il s'agit notamment de parfaire

d'une part la transposition de la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres, et, d'autre part, celle de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE. Des changements ciblés sont également apportés aux lois précitées dans une optique d'explicitation du cadre réglementaire existant, notamment en ce qui concerne la prorogation de l'échéance des lettres de gage, la structure de l'actionariat en cas d'agrément d'un professionnel du secteur financier, respectivement les dispositions régissant la gouvernance du Fonds d'insolvabilité en assurance automobile et du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 25/07/2024

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

24/09/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

22/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

13/12/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 585, page 1

## Ancienne bibliothèque nationale

**8441 – Projet de loi relative à la rénovation et à la transformation de l'ancienne bibliothèque nationale**

Le projet de loi n° 8441 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la rénovation et à la transformation des bâtiments de l'ancienne bibliothèque nationale. Les bâtiments rénovés et transformés sont destinés aux besoins des chambres commerciales du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg et du Parquet général ainsi qu'aux besoins du Ministère de la culture.

Le site de l'ancienne Bibliothèque nationale à Luxembourg-ville, riche en histoire et patrimoine national, a connu diverses affectations : d'abord Collège des Jésuites, le bâtiment accueille au 19<sup>e</sup> siècle l'Athénée de Luxembourg. Le déménagement de l'Athénée en 1964 permet une nouvelle affectation au profit de la bibliothèque nationale en 1973. Fin 2018, la bibliothèque nationale quitte les lieux pour s'implanter au Kirchberg.

Le site est désormais destiné à un usage mixte combinant fonctions administratives et culturelles. Une grande partie des surfaces est destinée au Ministère de la Justice pour accueillir les chambres commerciales du Tribunal d'arrondissement et des services du Parquet général. Le rez-de-chaussée, attribué au Ministère de la Culture, hébergera le Centre pour la promotion des arts et un café littéraire, offrant ainsi une dimension culturelle ouverte au public.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/09/2024

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

09/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2025

## Nouveaux bâtiments pour le Lycée Michel Lucius

### 8442 – Projet de loi relative à la construction de nouveaux bâtiments pour le Lycée Michel Lucius au Plateau de Kirchberg

Le projet de loi n° 8442 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à construire de nouvelles infrastructures pour le Lycée Michel Lucius au Plateau du Kirchberg.

Le Lycée Michel Lucius, établi en 1966 sous le nom de Collège d'Enseignement Moyen, a connu plusieurs transformations majeures au fil des décennies. En 1979, il devient le Lycée technique Michel Lucius, avec des infrastructures initialement provisoires. Dès les années 1970, l'établissement déménage progressivement sur son site actuel dans le parc de l'ancien Séminaire à Luxembourg-Limpertsberg sis avenue Pasteur. Une première phase de construction aboutit à un bâtiment comportant quatre ailes, tandis qu'un complexe sportif comprenant une piscine est inauguré en 1983. À cette époque, le lycée compte 1.377 élèves répartis dans 56 classes.

Cependant, deux des ailes construites dans les années 1970 ont été démolies entre 2013 et 2017. Une reconstruction partielle a permis la mise en service de l'aile 2000 en 2014, tandis que des rénovations substantielles de sécurisation ont été effectuées entre 2017 et 2020 sur les ailes 1000 et 4000.

Le nombre croissant d'élèves a rendu nécessaire l'utilisation de structures provisoires (ailes 6000 et 7000), ainsi que de bâtiments désaffectés, tels que l'ancien Séminaire et une partie de l'École française.

En 2016, le lycée adopte sa dénomination actuelle à travers la loi du 23 décembre et crée l'« International School Michel Lucius », autorisée à dispenser des cours en anglais au niveau fondamental et secondaire. Ces classes internationales ont toutefois été initiées dès 2011 dans le cadre d'un projet pilote d'innovation pédagogique.

En 2016, le Gouvernement annonce sa volonté de relocaliser certains établissements scolaires du Limpertsberg afin de réduire le nombre d'élèves et d'étudiants dans ce quartier résidentiel, fortement encombré par le transport scolaire. Depuis, le nombre d'étudiants à l'Université diminue, vu le départ d'une grande partie de ses effectifs vers l'Université à Esch-Belval. En 2018, le Lycée français Vauban déménage vers ses nouvelles infrastructures à la Cloche d'Or. Par ailleurs, le Gouvernement décide de planifier des nouvelles infrastructures pour le Lycée technique du Centre au Ban de Gasperich et pour le Lycée Michel Lucius au Plateau du Kirchberg.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/09/2024

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

09/01/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
16/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2025

## Augmentation du REVIS et du RGPH

### 8458 – Projet de loi portant modification :

#### 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

#### 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le présent projet de loi vise à augmenter les montants du revenu d'inclusion sociale et du revenu pour personnes gravement handicapées de 2,6 pour cent par analogie à la hausse du salaire social minimum à entreprendre par la loi en projet n° 8459 portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 15/11/2024

Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

02/12/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13/12/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 554, page 1

## 57<sup>e</sup> séance

### Sommaire

#### 1. Ouverture de la séance publique

p. 12

M. Claude Wiseler, Président

#### 2. 8403 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023

p. 12

Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire : M. Franz Fayot

Discussion générale : M. Franz Fayot | Mme Stéphanie Weydert | M. Guy Arendt | Mme Sam Tanson

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8403 et dispense du second vote constitutionnel

#### 3. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

#### 8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

p. 14

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8444 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8445 et dispense du second vote constitutionnel

#### 4. 8436 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2023

p. 14

Rapport de la Commission des Comptes : M. Tom Weidig (dépôt d'une résolution)

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Guy Arendt | Mme Djuna Bernard | M. Franz Fayot

Vote sur la résolution (adoptée)

#### 5. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de la Cour des comptes

p. 15

Dépôt et exposé : M. Franz Fayot

- Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Tom Weidig  
Vote sur la résolution (adoptée)
- 6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman** p. 15  
Dépôt et exposé : M. Franz Fayot  
Vote sur la résolution (adoptée)
- 7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 du Centre pour l'égalité de traitement** p. 16  
Dépôt et exposé : M. Franz Fayot  
Discussion générale : M. Tom Weidig  
Vote sur la résolution (adoptée)
- 8. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher** p. 16  
Dépôt et exposé : M. Franz Fayot  
Discussion générale : M. Tom Weidig (interventions de M. Fred Keup et M. Claude Haagen) | Mme Corinne Cahen | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel et M. Claude Haagen) | M. Fred Keup (intervention de M. Georges Engel) | Mme Corinne Cahen | Mme Sam Tanson (intervention de Mme Corinne Cahen) | M. David Wagner | Mme Taina Bofferding (interventions de M. Tom Weidig, Mme Liz Braz, M. Fred Keup et M. Sven Clement) | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Mars Di Bartolomeo  
M. Sven Clement  
Vote sur la résolution (adoptée)
- 9. 8396 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure** p. 18  
Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar  
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement  
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8396 et dispense du second vote constitutionnel
- 10. 8406 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :**  
**1° transposer l'article 1<sup>er</sup> de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;**  
**2° transposer l'article 1<sup>er</sup>, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée** p. 21  
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer  
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8406 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 8425 – Projet de loi portant modification :**  
**1° de la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés ;**  
**2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**  
**3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier** p. 22  
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer  
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8425 et dispense du second vote constitutionnel
- 12. 8427 – Projet de loi portant :**  
**1° transposition de la directive (UE) 2024/1174 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**  
**2° mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres ;**  
**3° modification de :**  
**a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**  
**b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;**  
**c) la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) ;**  
**d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**  
**e) la loi du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage** p. 24  
Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar  
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8427 et dispense du second vote constitutionnel
- 13. Ordre du jour** p. 25  
M. Claude Wiseler, Président
- 14. 8048 – Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanctions du règlement (UE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le règlement (CE) n° 1013/2006 et la directive 2009/16/CE et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime** p. 25  
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel  
Discussion générale : Mme Simone Beissel | Mme Stéphanie Weydert | Mme Taina Bofferding | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement  
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8048 et dispense du second vote constitutionnel
- 15. Ordre du jour (suite)** p. 26  
M. Claude Wiseler, Président
- 16. Question élargie n° 29 de M. Dan Biancalana au sujet de la prise en charge du transport des détenus** p. 27  
M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
- 17. 7961 – Projet de loi modifiant :**  
**1° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;**  
**2° la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs** p. 28  
Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar  
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | Mme Liz Braz | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement  
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7961 et dispense du second vote constitutionnel
- 18. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo** p. 30  
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de Mme Sam Tanson et M. Sven Clement)

**19. 8381 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale**
**p. 30**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach  
 Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson  
 Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice  
 Vote sur l'ensemble du projet de loi 8381 et dispense du second vote constitutionnel

**20. Ordre du jour (suite)**
**p. 31**

M. Claude Wiseler, Président  
 Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président  
 Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. 8403 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023

Ier mir zum Vott iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2025 kommen, muss mer nach fir d'éischt de Projet de loi 8403 iwwert de Compte général vum Exercice 2023 diskutieren an ofstëmmen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An deemno huet de Rapporteur 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. An et hu sech schonn ageschrieben: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, d'Madamm Sam Tanson. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot.

### Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire

**M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur | Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, zum Budgetexercice gehéiert och ëmmer de Rapport zum Compte général. Mam Budget fir d'Joer 2025 ginn och ënner anerem d'Konten aus dem Joer 2023 clôturéiert. Dat ass ëmmer en Exercice, wou een e gewëssenen Decalage an och Recul huet. Dofir ass et interessant, mam Bléck zréck nach eng Kéier ze kucken, wat do geschitt ass.

Déi gréisst Repercussiounen op d'Budgetskonte fir d'Joer 2023 ginn am Fong nach ëmmer op d'Joer 2022 zréck: Et war de 24. Februar 2022, deen d'Situatioun op der Welt an domadder och hei zu Lëtzebuerg op de Kapp gestallt huet mat der Invasioun vun de Russen an der Ukrain. 2023 war nach ëmmer markéiert vun de Konsequenze vun den héijen Energiepräisser, déi d'Inflatioun a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg an d'Luucht schéisse gedoen hunn.

No den Tripartitten aus dem Joer 2022 waren d'Sozialpartner och am Joer 2023 beieneen. Mam Solidaritéitspak 3.0 huet déi viregt Regierung konkret Mesürene ergraff, fir de Leit an de Betriber zur Säit ze stoen.

Um Enn vum leschte Joer gouf hei gewielt. Do ass eng nei Regierung komm. Dofir ass dat hei och dee leschte Kont, deen ech als Member vun der fréierer Regierung an elo als Rapporteur presentéieren an och e bësse kommentéieren.

Bei de Budgetsaarbechte fir d'Joer 2023 ass de Stateg vun engem Wuesstum vun eiser Ekonomie vun 2 % ausgegangen. Duerno ass et awer anescht komm D'Ekonomie huet sech ëm 1,1 % kontraktéiert. Och d'Inflatioun huet net esou evoluéiert, wéi et am Budget 2023 virausgesot war: No de 6,3 % Inflatioun aus dem Joer 2022 gouf et am Joer 2023 eng Baisse erof op e Plus vun 3,7 %. Am Budget war deemools e Plus bei der Inflatioun vun 2,8 % virausgesot ginn. D'Zuele beim

Emploi hu besser evoluéiert: 2,2 % méi Aarbechtsplazen am Joer 2023 amplaz déi virausgesoten 2 %. De Chômage louch am Joer 2023 bei 5,2 % a war domat méi héich wéi am Budget virausgesot, wou dat mat 4,9 % ugesat war.

Komme mer elo zu de Staatskonten. D'Joer 2023 gouf mat engem Defizit vun 1,4 Milliarden Euro clôturéiert. D'Recetté vum Staat hu sech op 25,4 Milliarden Euro belaf. Dat ware ronn 854 Milliarden Euro manner, wéi dat virausgesot war am Budget 2023, en Ënnerschied vu minus 3,25 %. De gréissten Ënnerschied par rapport zum Budget mécht d'Kierperschaftssteuer aus. Hei si 415 Milliarden Euro méi erakomm wéi virausgesot. D'Vermögenssteuer bei de Betriber huet 258 Milliarden Euro méi erabruucht wéi virausgesot. A bei der Akomessteuer vun de Privatpersoune war et e Plus vun 196 Milliarden Euro. D'TVA, déi soss ëmmer de groussen Driver vun de Recetté war an normalerweis ass, gouf beim Opstelle vum Budget mat ronn 284 Milliarden iwwerschatt.

D'Depensé ware méi héich wéi virausgesot: 26,2 Milliarden Euro ware berechent; schlussendlech waren et 26,8 Milliarden Euro, also 2,2 % méi un Depensen. Bei den Acquisitioune vum Staat um private Marché sinn 138 Milliarden Euro méi wéi ugangs virausgesot ausgi ginn. E Plus vun 98,5 Milliarden Euro waren et bei den Engagementer vum Land bei den internationale Finanzinstitutiounen. Donieft ass och de Fong fir militärescht Ekippement mat 76 Milliarden Euro méi gespeist ginn.

De Budget pour ordre regruppéiert jo traditionell déi öffentlech Gelder, déi de Staat asammelt, fir se un Drëttersoune weiderzeginn. An deem Budget sollen also déi Sue regruppéiert ginn, déi just duerch d'Staatskeess fléissen, dat sollt also theoreetesesch ausgeglach sinn, wat awer och normalerweis net de Fall ass. Och am Joer 2023 ass de Budget pour ordre am Desequilliber. Et fénnt sech hei en Excedent vun 20,5 Milliarden.

Mir sinn der Meenung – an dat ass, mengen ech, och eng traditionell Recommendation vum der Kommissioun –, dass et richteg ass, hei e bëssen opzepasst, dass dësen Desequilliber net ze grouss gëtt, an e wa méiglech och ze reduzéieren. Dofir begrësse mer och d'Annonce vun der Regierung, dass bei der Opstellung vum Budget 2025 dru geschaff ginn ass, d'Unzel un Artikel bei de Recetten an den Depensé pour ordre ze reduzéieren. Donieft gouf jo och an Aussicht gestallt, dass dës Budget pour ordre an Zukunft, deemno wéi, ganz kéint ewechfalen. Dat, mengen ech, wier eng gutt Saach, wann et dann effektiv méiglech ass.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, esou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 méiglech. Dir wësst dat, et erlaabt, Kreditter, déi gestëmmt goufe mat engem gewëssenen Zil, anerwäerts ze benotzen, no bestëmmte Krittären a kloer definéierte Reegelen. Et ass wichteg, an do hale mer och ëmmer drop an der Budgetkontrollkommissioun, dass dat gutt motivéiert gëtt. An hei wëlle mer

nach eng Kéier drop hiweisen, dass et sech heibäi ëm eppes Spezielles handelt, well den Transfert de crédits ass am Fong eng Derogatioun par rapport zum Prinzip vum der Specialité du budget. An dofir ware mer och der Meenung, dass et hei am Fong net geet, dass ganz standardiséiert Motivatioune gemaach gi queesch duerch déi verschidde Ministère. Dat soll schonn allkéiers eng spezifesch Begrënnung sinn, firwat déi Transferten do gemaach ginn.

D'Spezialfongen hate Recetté vu 7,9 Milliarden Euro. Dat ware 523,1 Milliarden Euro méi wéi am Budgetsprojert virgesinn. D'Fongen hunn natierlech och Depensé generéiert: 7,9 Milliarde waren et fir d'Joer 2022. Dat sinn 253,1 Milliarden Euro (veuillez lire: 243,1 Milliarden Euro) méi un Depensen, wéi ugangs berechent.

Och hei betoune mer, wéi och schonn an deene viregte Joren, dass eng Necessitéit besteet, d'Depensé vun deene verschidde Fonge besser duerzustellen, dëst, fir eng méi déifgräifend Analys kënnen ze erméiglechen. D'Regierung huet jo och schonn annoncéiert, dass déi kleng Fongen deelweis ofgeschafft solle gi respektiv mat anere Fonge fusionéiert ginn. An dat ass eng Annonce, déi mer als Kommissioun begrëssen a wou mer och mengen, dass se kann zu enger Verbesserung bäidroen.

Här President, zu gudder Lescht géif ech och nach gären déi lescht Recommendation abordéieren, wou mer och scho gëschter driwwer geschwat hunn. Do geet et ëm d'Budgétisation par objectif, wou de Minister jo och am Kader vum PIBien-être zougesot huet, dass mer géifen do d'nächst Joer weiderkommen. Mir hunn als Kommissioun d'Meenung ugeholl, dass mer missten ufänken, vun enger reng quantitativer Budgetopstellung zu enger Opstellung ze kommen, déi méi op Objektiv baséiert ass. An an där Richtung hate mer jo och e gudden Echange mat der Ekipp vun der OECD, déi och dorobber schafft, jo, och fir d'Regierung. An dofir, nach eng Kéier, sinn ech frou, dass mer elo zesumme kënnen an déi Richtung do goen. Dat ass och am Sënn vun den Aarbechten, déi mer an der Budgetkontrollkommissioun gemaach hunn.

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojert iwwert d'Staatskonten den 21. Juni 2024 vum Finanzminister. Den 8. Oktober 2024 gouf de Gesetzesprojert der Budgetkontrollkommissioun an der Finanzkommissioun an der Chamber virgestallt. Bei där Geleeënheet gouf ech Rapporteur genannt fir dës Projet de loi. De 14. Oktober huet d'Cour des comptes hire Rapport virgestallt. Den 18. November hu mer den Avis vum Staatsrot analyséiert, dee keng Beanstandungen hat par rapport zum Gesetzesprojert iwwert d'Staatskonte vum Joer 2023.

Här President, 2023 war ekonomesch keen einfach Joer an et ass gutt, ze gesinn – e bëssen, wéi dat bei eis Traditioun ass –, dass mer aus enger Rezessioun awer relativ schnell erëm erauskomm sinn no deem komplizéierte Joer.

### Discussion générale

An dann, fir kuerz d'Kap vum LSAP-Spriecher unzedoen, géif ech gäre soen, dass mer hei als LSAP dëse Compte général natierlech mat approuvéieren, well mer och net ganz onschëlleg waren um Detail vu senger Opstellung.

Voilà! An domat sinn ech zum Schluss komm vu mengem Rapport a vu menger Interventioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Fayot villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Dann ass déi éischt Riednerin déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

*(Problème de sonorisation)*

E geet elo, de Mikro.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Voilà! Mikro – technesch Problemer ... Merci, Här President. Jo, ech mengen, et ass e ganz interessanten Exercice an der Budgets Kontrollkommissioun, effektiv eng Kéier ze kucken, wat dann déi reell Depensen an déi reell Recettë vun engem Budgetjoer waren. Hei geet et eeben elo ëm de Kont vun 2023.

Mir waren zwar net déi ganz Zäit an der Regierung, zum Schluss schonn, awer net fir de groussen Deel vum Exercice, mee d'CSV-Fraktioun wäert dëse Kont och matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Mir ënnerstëtzen dat a mir wäerten och dofir stëmmen.

**M. Gusty Graas** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech ginn och den Accord vun deene Gréngen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn elo weider kee Riedner, dee sech gemellt huet. Dann ass et elo dës Kéier un der Regierung. Här Finanzminister.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech hat schonn ze fréi versicht, den Asaz ze huelen. Ech wëll awer trotzdem als Éischt dem President vun der Budgets Kontrollkommissioun, dem Franz Fayot, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech hu gelauschert, wéi en am Ufank gesot huet ... vun deenen dräi Haaptsteiereinnamen, do hutt Der gesot, dass d'Kierperschaftssteier vun de Betriber och schonn 2023 méi an d'Luucht gaangen ass, wéi se am Budget ageschat ginn ass, wat, mengen ech, zu deem Zäitpunkt ënner anerem op d'Pandemie zrëckzeféieren ass, mee och dorop, dass d'Betriber jo zënter enger Rei vu Joren déi elektronesch Deklaratiounen maachen, soudass do méi zäitno kann de Benefiss besteiert ginn.

Dat selwecht ass d'Lounsteuer. Déi huet sech 2023 natierlech positiv entwéckelt. Firwat? Well mer do dräi Indexranchen haten. Dat huet do matgespillt.

A bei der TVA, do hutt Der gesot, do wiere ronn 200 an eppes Milliounen manner erakomm wéi

ursprünglech geschat. Ech mengen, dat hätt dermat ze dinn – wat mer awer alleguerten matgedroen hunn –, dass d'TVA an deenen Tripartitt-Beschlëss jo vu 17 % op 16 % erfogesat gi war. An doduerch kennt déi Differenz.

Si hu mer gesot: „Schwätz net ze laang!“ Dat wäert ech och maachen. Duerfir ginn ech séier op déi Recommandatiounen an, am Telegrammstil, wann Der dat erlaabt.

Jo, de Budget pour ordre, ech weess net, ob mer dat ganz kënnen aus der Budgetsprozedur eraushuelen. Well Dir wësst alleguerten, de Budget pour ordre, dat ass eppes, wat de Staat akasséiert a wat en dann erëm weidergëtt. Dat bescht Beispill ass eigentlech den Impôt commercial, deen de Staat wuel akasséiert, mee dee weider un d'Gemenge geet. Bon, wann een do eng Vereinfachung ka maachen, da sinn ech gäre bereit, dat ze maachen. Mee dat ass eppes, wat schonns zënter Joerzénngen an eisem Budget ass.

Richtig ass, dass ee muss kucken, dee Budget pour ordre – doduerch kommen déi Desequiliberen – zäitgläich an de Joren ze bewerkstellige. Dat heescht, an deem Joer, wou d'Suen erakommen, dass een dann och kuckt, déi esou séier wéi méiglech weidzeginn, fir dass et keng Iwwerschneidung iwwer eenzel Budgetexercicë gëtt.

Dann dat mat den Transferten, do hutt Der mat Recht drop verweisen. D'Chamber kritte e Budget virgeluecht, dee se dann hoffentlech och stëmmt a wou eenzel Artikelen do sinn, an da muss natierlech dee Respekt och vis-à-vis vun dem Legislateur sinn, dass, wann e gesot huet: „Mir hätte gären, dass op deem Artikel déi Depensé maximum op dee Montant limitéiert sinn“, dass ech dann net iwwert de Jeu vun Transferten dat – loosse mer soen – e bëssen aushielegen.

Et sinn effektiv 20 Fäll gewiescht 2023, wou d'Cour des comptes festgestallt huet, dass déi Transferts de crédits, déi ënner verschiddeenen Ëmstänn méiglech sinn um Enn vum Joer, innerhalb vun enger eenzeler Sektioon, déi kënnen bewerkstelt ginn ... et sinn 20 Fäll, déi waren net genuch motivéiert. Et sinn der awer, schreiw se mer hei op, aacht manner gewiescht wéi 2022. Dat heescht, do ass awer e klengen Effort gemaach ginn.

Dann, wou ech 100 % zoustëmmen, dat ass, dass d'Spezialfongen, déi hannen an dem Budget opgelëscht sinn, an och déi eenzel Depensen ... Also, ech soen Iech als Finanzminister: Fir mech ass dat och en Dickicht! Ech verstinn och net all Zeil, déi do dran ass. Liest mol eng Kéier dat, wat bei dem Klima- an Energiefong ass! Dat ass, ech mengen, och fir Insider schwéier novollzéibar. An ech huelen dat gären op: Wann de Finanzminister et schonn net versteet, wéi sollen d'Leit dobaussen dat alles am Detail matkréien?

Mir mussen dat méi transparent maachen. An ech mengen, et kéint och ubruucht sinn, dass déi eenzel Ministeren, wa se an d'Chamberskommissioun kommen, dann en Deel vun der Presentatioun vun hirem Budget och verwenden, fir am Detail op déi eenzel Depensé vun deene Fongen anzegoen, well do bei ville Ministären eigentlech déi meeschte Suen driwwer bezuelt ginn. Duerfir huele mer dat gären op.

Dir hutt eng véiert Recommandatioun gemaach, wou mer ni eng richtig Eenegung oder eng richtig Léisung fannen: Dat ass déi Geschicht mat der Autorisatioun vun den Emprunten. Dat heescht, d'Fro ass déi: Wann eng Kéier an dem Budgetgesetz eng Empruntsautorisatioun ... – also an der Loi budgétaire, dat sinn déi Artikelen, déi vir stinn – drasteet, deen zum Beispill am Joer X geneemegt gëtt mat dem Vott vum Budget, da kann en am Joer X plus 1 oder X plus 2 nach ëmmer gemaach ginn, well jo eng Autorisatioun do gewiescht ass.

Déi Liesaart, déi de Finanzministère traditionell huet, ass déi, fir ze soen: Wa mer eng Kéier eng Autorisatioun hunn, da kënnen mer se och weider benotzen. D'Chamber implizitt gëtt dozou och hir Zoustëmmung, well soss géif se jo soen: „Ma, da mussst Der e Spezialgesetz maachen.“

Ech wëll awer och soen: An der Praxis, an enger pragmatescher Approche, vereinfacht dat och dem Direkter vum Tresor, deen nämlech d'Emprunten zitt, d'Saach méi, well en natierlech au vu vun de Konditiounen vum Marché kann decidéieren, wéini an zu wat fir engem Montant an zu wat fir enge Konditiounen en esou en Emprunt lancéiert.

Wann zum Beispill eng gënschteg Situatioun wier an d'Chamber wier net en mesure, ze tagen an der Plenière, fir esou e Spezialgesetz ofzestëmmen, da kéint do eng Opportunitéit eventuell am Plus oder am manner Negative verluer goen.

An Dir hat gesot, ech sollt kuerz sinn. Duerfir eng leschte Recommandatioun: Selbstverständlech wäert d'Chamber matagebonne gi fir déi Aarbechte vun der OCDE, fir eis Budgetsprozedur ze iwwerkucken. Dat ass Deel vum Regierungsprogramm. An dat zielt selbstverständlech, ech soen et haut nach eng Kéier, och fir de PIBien-être.

Nach eppes – an enger Minutt sinn ech fäerdeg –, dat ass d'OCDE. Ech weess, dass mir eng gewësse Retizienz haten. Firwat? Dat waren Enn der 90er-Joren déi homeresch Diskussiounen iwwert den Austausch vu Steierdonnéeën. Duerfir hu mer eis ëmmer e bësse vun deenen, loosse mer soen, net ewechgehalten, mee mir haten ëmmer eng gewësse Mefiance do géintiwwer.

D'OCDE huet awer eng extreem wichteg Roll ze spillen. Mir kommen herno nach am Pilier 2 vläicht dorobber. Mee d'OCDE spillt och eng Roll um Niveau vun deem technesche Support, dee se ka liwweren. An déi haten och eng Visitt gemaach virun dräi Woche bei eis am Ministère, wou se eis gesamt ëffentlech Finanzen analyséieren.

An ech hunn eigentlech do gefrot, dass ech selwer kéint op Paräis goen – ech mengen, dat ass um Ufank vum Februar –, ech soen Iech och firwat: fir d'Individualiséierung vun der Besteuerung. Well déi hunn alleguerten déi Informatiounen, notamment vun deenen nordesche Länner, déi dat schonns viru Joren oder viru Joerzénngen, notamment Schweden, versicht hunn an och op dee Wee gaang sinn, déi Individualiséierung vun der Besteuerung ze maachen.

An ech krut dunn och am Ministère gesot, dass mäi Virvirgänger, de Pierre Gramegna, selwer, mengen ech, virun enger ganzer Rëtsch vu Joren op Stockholm war, fir do méi prezis Informatiounen ze kréien. Duerfir ass d'OCDE net nëmmen do ee wichtege Partner vu Lëtzebuerg. An dat soll se och bleiwen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. An domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8403. Den Text steet am Document parlementaire 8403<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8403 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner. Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 3. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

### 8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2025, de Projet de loi 8444. Den Text steet am Document parlementaire 8444<sup>13</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8444 et dispense du second vote constitutionnel**

An hei fänkt d'Ofstëmmen och elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmme bei 25 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

*Ont voté non* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber hei och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

An da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, de Projet de loi 8445. Den Text steet am Document parlementaire 8445<sup>11</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8445 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 35, Nee: 25. Dëse Projet de loi ass also och ugeholl mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

*Ont voté non* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 4. 8436 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2023

Als nächste Punkt stinn d'Chamberkonte vum Joer 2023 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung

10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Guy Arendt, d'Madamm Djuna Bernard. An elo huet den honorabelen Här Tom Weidig als Rapporteur d'Wuert an hie presentéiert eis Konten. Här Weidig.

#### **Rapport de la Commission des Comptes**

**M. Tom Weidig** (ADR), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a menger Fonctionn als President vun der Kontekommissioun presentéieren ech heimat de Rapport vun eiser Commissioun zu den interne Konte vun der Chamber. D'Roll vun der Kontekommissioun nom Artikel 176 vum Chambersreglement ass et, d'Konte vun der Chamber, déi vun eisem Finanzservice opgestallt goufen a vum Bureau vun der Chamber guttgeheescht gi sinn, ze kontrolléieren. An dat och mat Hëllef vun engem Reviseur.

De Reviseur PKF Audit & Conseil huet d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2023 kontrolléiert an de 26. September 2024 e positiven Avis ginn: „D'Konten an d'Resultat op den 31. Dezember 2023 beschreiwen déi finanziell Situatioun vun der Chamber a si si konform zu den ze applizéierende Reegelen opgestallt ginn.“

D'Kontekommissioun huet e Rapport vun de Konte presentéiert kritt de 7. November 2024 vum Här Rychlicki, Chef vum Finanzservice, an all Member vun der Commissioun hat d'Méiglechkeet, Froen ze stellen. Dëse Rapport ass eestëmmeg vun eis ugeholl ginn a läit Iech elo zur Ofstëmmung vir.

Ech wëll dem Här Rychlicki a sengem Team villmools Merci soe fir hir Aarbecht. Vu dass ech an de leschte Jore berufflech vill mat Kontabilitéit ze dinn hat, muss ech soen, datt d'Konte professionell op héijem Niveau gefouert ginn. An op all meng Froen hunn ech eng gutt Äntwert kritt.

Ech wollt nach kuerz e puer Wierder zu de Konte selwer soen.

Déi nei Finanzsoftware fonctionnéiert elo gutt a si erlaabt, gläichzäiteg de Chambersbudget wéi och d'Kontabilitéit en temps réel ze féieren, wat d'Transparenz vun de Chambersfinanze signifikant stäerkt.

De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 59,3 Milliounen fir d'Joer 2023 zoukomme gelooss. Mat der Befreiung vu Reserven an engem Remboursement fir d'Wale louchen d'Recetté bei insgesamt 65,7 Milliounen.

Déi reell Depensé par rapport zum Budget waren 58,9 Milliounen, wat ongeféier 10 % manner wéi de Budget war.

D'Reserv ass fir den 1. Januar 2024 bei 15,4 Milliounen Euro.

D'Depensé sinn awer par rapport zu 2022 ëm 7,9 Milliounen Euro geklommen, an dat wéinst e puer Facteuren: Éischtens, d'Variatioun vum Index vu bal 6 %; zweetens, d'Schafe vun 13 zousätzlechen Aarbechtsplazen op 164 Posten; drëttens, d'Walen, e Remboursement, Indemnités de départ; véiertens, Renovatiounsaarbechte vun der Maison Gilly; a fënneftens divers IT-Projeten.

Et kommen och nei Aufgaben op d'Kontekommissioun zou.

Ab dem Joer 2025 kontrolléiert d'Cour des comptes d'intern Chamberskonten. Hire Rapport wäert vun der Kontekommissioun analyséiert ginn.

An dann ab 2026 wäert d'Cour des comptes och d'Konte vun de Fraktiounen a Sensibilitéite kontrolléieren. Dëse Rapport wäert och vun der Kontekommissioun analyséiert ginn.

Dësen Exercice bréngt eng besser Transparenz, mee ech hoffen, datt dat ouni onnéideg administrativ

Belaaschtunge fir d'Fraktiounen a Sensibilitéiten oflaffe wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech um Enn ukomm an ech géif Iech am Numm vun eiser Kommissioun bieden, eise Rapport vum Exercice 2023 guttzeheeschen, an de President froen, dës Resolutioun an de Rapport un d'Cour des comptes weiderzeleeden.

Merci.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

*vu le rapport de sa Commission des Comptes,*

*approuve les comptes de l'exercice 2023 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.*

*(s.) Tom Weidig.*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig, fir d'Resolutioun. Merci och fir Äre Rapport, deen Der hei gemaach hutt.

An dann ass den éischte Riedner d'Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp.

### Discussion générale

**Mme Françoise Kemp** (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen dee positiven Avis vum Réviseur d'entreprises agréé. Des Weidere wëlle mir dem Här Rychlicki e grouse Merci soe souwéi senger Ekipp. An ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech schlësse mech am Fong de Wieder vun der Madamm Kemp un. Merci un all déi, déi um Kont hei geschafft hunn. A mir kënnen och nëmmen eisen Accord ginn dozou.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Madamm Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Den Här Rychlicki a seng Ekipp si bekannt derfir, dass se eng ganz gewëssenhaft an akribesch Aarbecht maachen. Och dat hu mer hei erëm gesinn. Mir soen him villmools Merci a ginn den Accord fir d'Konten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesinn elo ... Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, voilà, ech soen dann och dem Här Rychlicki a seng Ekipp Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se gemaach hunn. A mir approuvéieren natierlech déi Konten och mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Soss ass elo keng Wuertmeldung. An da soen ech, datt d'Diskussioun heimadder ofgeschloss ass.

An esou, wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, par main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

*(Assentiment)*

### Vote sur la résolution

Da bieden ech déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

## 5. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zu eise nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konten vun der Cour des comptes fir d'Joer 2023. D'Riedezäit ass folgendermoosse festgeluecht: Den Auteur vun der Resolutioun huet 5 Minutten, all Fraktioun 5 Minutten an all Sensibilitéit 2 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt an den Här Tom Weidig.

An elo huet den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur-rapporteur vun der Resolutioun d'Wuert.

*(Interruption)*

Jo, Här Fayot, d'Prozedur ass esou. Dir musst elo ee Wuert doriwwer soen.

*(Hilarité)*

### Dépôt et exposé

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech weess, dass ech elo hei géif gestengegt ginn, wann ech laang heizou schwätzen. Dofir wäert ech dat och sécher net maachen. Den Exercice ass alljoers, wéi Der wësst, fir eng Resolutioun ze adoptéieren zu deene verschiddene Konten vun deene Satellitte vun der Chamber, soen ech emol.

Ugefaange mat der Cour des comptes, wou mer effektiv d'Rapport vum Réviseur gekuckt hu fir d'Cour des comptes, deen näischt ze beanstanden hat, an dofir dann och recommandéieren, déi Konten do ze approuvéieren. An an deem Sënn deposéieren ech hei déi éischt Resolutioun dozou.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2023 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2024,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2023 de la Cour des comptes.*

*(s.) Franz Fayot.*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot.

Da ginn ech dem Här Arendt d'Wuert. Här Arendt.

### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Mir sinn op alle Fall och derfir, déi Resolutioun ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Mir sinn och derfir.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Dann ass et esou ... Mir musse fir d'éischt ofstëmmen, Här Fayot, an da kommt Dir direkt erëm.

*(Hilarité)*

Et ass e gewëssenen Dynamismus haut an der Chamber. Dat ass ganz flott esou. Da komme mer och virun.

Esou, wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstan, par main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

*(Assentiment)*

Jo?

### Vote sur la résolution

Ech bieden also all déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

## 6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman

Da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, d'Konten vum Ombudsman fir d'Joer 2023. D'selwecht Prozedur wéi virdrun.

Här Fayot, elo ass et un Iech.

### Dépôt et exposé

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Dir hutt dat elo schonn alles gesot. Hei geet et ëm d'Konten vum Ombudsman. An deem Sënn deposéieren ech hei eng Resolutioun dozou.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

*– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman qui estime que « les états financiers [...] de l'Institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg » ;*

*– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2024,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman.*

*(s.) Franz Fayot.*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot.

Wëllt een dozou d'Wuert huelen? Dat ass net de Fall.

Esou wéi den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mir elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, par main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

*(Assentiment)*

### Vote sur la résolution

Ech bieden also déi, déi mat der Resolutioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman weidergereecht.

## 7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 du Centre pour l'égalité de traitement

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten, oder vun haut ...

(Hilarité)

... ass d'Resolutioun ...

(Brouhaha)

Dat steet hei a mengem Text. Sorry, mee ech hunn deen elo erausgeholl.

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien also ass d'Resolutioun iwwer d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2023.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

### Dépôt et exposé

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Och déi Resolutioun fir dem Centre pour l'égalité de traitement seng Konten deposéieren ech dann heimat.

### Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'Égalité de Traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2023, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2024,

approuve

les comptes de l'exercice 2023 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Franz Fayot.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Ass eng Wuertmeldung do? Här Weidig.

### Discussion générale

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Mir stëmme d'Konte vum CET mat, mee mir wëllen och kloer soen, datt mir onzefridde sinn, datt den CET nees eng Kéier probéiert huet, den demokrateschen Debat ze beaflossen, andeem en eng kloer politesch Positioun geholl huet, zum Beispill bei der Petitioun iwwer LGBTQ-Theemen an der Schoul.

Merci.

(Brouhaha)

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig.

Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Dann ass d'Diskussioun doriwwer ofgeschloss.

Esou wéi eist Reglement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwer d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, à main levée iwwer dës Resolutioun ofzestëmme?

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

### Vote sur la résolution

Déi, déi mat dëser Resolutioun averstane sinn, hiewen d'Hand an d'Luucht.

(Hilarité)

Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht.

## 8. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen dann zur Resolutioun iwwer d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2023.

Här Fayot, Dir sidd den Auteur-rapporteur vun dësem Dag.

### Dépôt et exposé

**M. Franz Fayot** (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Hei ass déi lescht Resolutioun. Déi betrëfft den OKaju, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Och do huet de Reviseur näischt fonnt bei der Revisioun vun de Konten an och hei géif ech der Chamber recommandéieren, dës Konten ze approvouieren.

### Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à l'Institution tels que définis par les responsables de l'Institution et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 2 décembre 2024,

approuve

les comptes de l'exercice 2023 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

(s.) Franz Fayot.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Ass dozou eng Wuertmeldung? Här Weidig.

### Discussion générale

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Mir stëmme d'Konte vum OKaju och mat, mee mir wëllen och hei soen, datt mir onzefridde sinn, datt den

OKaju nees eng Kéier probéiert huet, déi demokratesch Debat ze beaflossen, andeem se eng politesch Positioun geholl huet, ...

**Une voix** | Zu Recht huele si keng politesch Positioun!

**M. Tom Weidig** (ADR) | ... zum Beispill bei der Petitioun iwwer LGBTQ-Theemen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dir wësst guer net, wat dat ass!

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Muss een dat wierklech lo sou soen?

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig.

Ech hunn elo zwou Wuertmeldungen. Dat ass d'Madamm Cahen an duerno d'Madamm Tanson. Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Also ech géif elo ... Déi éischt Kéier hunn ech nach geduecht, ech géif elo näischt soen.

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech muss awer soen, dass ech et wierklech ganz penibel fannen, wann een hei wëll de Leit de Mond verbidden, wa Leit net dierfen hir Meenung soen. Mir liewen hei an enger Demokratie an net nëmme d'ADR dierf hir Meenung soen. Ech fannen dat scho schlëmm genuch, déi ëmmer mussen ze lauschten, mee ech fannen et awer ganz schlëmm, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | ... wann Der hei wëllt souwuel dem CET wéi dem OKaju de Mond verbidden. Also, ech fannen, dat kënne mer awer net einfach esou stoe loossen.

Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mir geet et änlech wéi der Madamm Cahen. Et ass grad d'Fonction souwuel vun engem CET wéi vum OKaju ... Si sinn do, fir d'Menscherechter ze verrieden a fir grad op Inegalitéiten hinzewiesen, fir grad drop hinzewiesen, wa verschidde Leit probéieren, Leit auszegrenzen. An ech weess, Dir plädéiert ëmmer fir Mënsche...

**M. Fred Keup** (ADR) | Dir wäert e gudden Paschtouer gewiescht, Madamm Tanson!

(Brouhaha)

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, jo, jo!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou. Wannechgelift. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir plädéiert ëmmer ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Weidig, d'Madamm Tanson huet d'Wuert, wannechgelift.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir plädéiert ëmmer fir d'Meenungsfreiheet, léif ADR. Mee d'Meenungsfreiheet, wéi Dir se verstitt, dat ass just Är eegen.

(Brouhaha)

An et geet awer dorëm, dass jiddwereen eng Meenungsfreiheet kann hunn. An eebe grad déi Instanzen hei sinn do, ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

... fir d'Rechter vun de Kanner, vun de Jugendlechen, vun deenen, déi diskriminéiert ginn, ze verteidegen. An ech fannen et wierklech ... Et zeechent Iech aus, datt Der ëmmer erëm grad dat doten hei kritiséiert,



datt déi Leit, déi do sinn, fir géint d'Ausgrenze virzegoen, hir Meenung soen.

*(Interruption par M. Tom Weidig)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Clement, et ass un Iech.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also ech stellen och just erëm fest, datt hei eng Partei, déi ëmmer fir d'Meenungsfräiheet antrëtt, u sech dat nëmme versteet als d'Meenungsfräiheet vun hirer eegener Meenung, an all déi aner gehéiere verbueden. An dat ass d'Definitiouen vu ganz, ganz däischteren Zäiten an eiser Geschicht ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

... an ech hoffen, datt mer ni méi dohinner zrëckkommen, well ...

*(Brouhaha et exclamations)*

... d'Meenungsfräiheet ass eppes, wat wichteg ass. An et ass wichteg, datt och déi, déi net Ärer Meenung sinn, et kënnen soen.

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Eng Ausgrenzungspartei ass d'ADR.

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Keup huet nach d'Wuert gefrot. Den Här Keup kritt elo nach d'Wuert, an dann ...

**M. Claude Haagen** (LSAP) | ... schwätzen hei. Dat ass insupportabel, dat doten!

*(Interruption par M. Sven Clement)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift. Fir elo Uerdnung hei dran ze kréien, den Här Keup huet d'Wuert.

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, ech wollt ...

**M. Claude Wiseler**, Président | A wien duerno nach d'Wuert huele wëll, dee ka sech mellen.

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Et ass ëmmer erëm impressionnant, wéi schnell hei awer bei Verschiddenen dann d'Nerve blank leien, wann een iergendepes kritiséiert.

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | A wien huet dann am meeschten hei ...?

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift, den Här Keup huet d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Genau dat doten! Si mer an engem Stadion hei, oder wéi?

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Also, Dir kënnt ...

*(Brouhaha et interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech wollt ... Also ganz gutt awer elo oppassen! Et gëtt d'Meenungsfräiheet vun enger Persoun, déi hir Meenung ka soen, esou wéi mir alleguerten eis Meenung kënnen soen.

*(Brouhaha et exclamations)*

Et gëtt d'Meenungsfräiheet och vun deenen, déi iergendwou schaffen. Déi kënnen och hir Meenung soen.

Wann een awer eng staatlech Institutioun ass, déi finanziert gëtt vun der Chamber oder vun engem

Ministère, da muss een oppassen, wéi ee sech an där Fonctioun äusseret, an där staatlecher Fonctioun, wou een awer zu enger gewëssener Neutralitéit verpflichtet ass.

Wann een dann eng Petitioun huet, wou op där enger Säit 10.000 Leit derfir sinn an op där anerer Säit 10.000 Leit dergéint sinn – dat heescht, Dir kënnt dervun ausgoen, et ass hallef-halleg –, wann een dann als staatlech Institutioun higeet an et ënnerstëtzt een déi eng 10.000 an déi aner 10.000 setzt een domadder op d'Säit, ech mengen, dass een da ganz kloer net neutral ass. An et ass genee dat, wat hei den Här Weidig och wollt soen. An et geet absolutt net drëm ... an dat ass net éierlech, wann Der heihinner kommt an dann d'Saache verdréit a sot, et géif hei ëm d'Meenungsfräiheet goen.

*(Brouhaha)*

D'Meenungsfräiheet ass guer net d'Theema!

D'Theema ass, dass eng staatlech Institutioun sech an d'Politick amëscht a sech an engem demokrateschen Diskurs fir déi eng ausschwätzt a géint déi aner. An dat fanne mir net an der Rei, zemoos fir eng Institutioun, déi der Chamber ënnersteet. Dat muss ee kënnen soen.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup.

Elo hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, d'Madamm Cahen an d'Madamm Tanson. Ech wëll just soen, datt jiddweree sech zu engem Sujet kann zweemol zu Wuert mellen an duerno net méi; datt d'Saache kloer sinn. An dann den Här Wagner och nach. D'Madamm Bofferding och nach.

*(Hilarité)*

Ok. D'Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Merci, Här President. Also ech hunn net héieren, dass ee sech géint een ausgeschwat huet, wann een d'Rechter vu Minoritéiten eebe verteidegt. An hei geet et jo drëms, d'Rechter vu Minoritéiten ze verteidegen. Et stëmmt genau esou, Här Weidig. Mir sinn hei iwverhaapt net enger Meenung. Hei si mer an enger Demokratie. Hei sinn Institutiounen, déi sech fir d'Rechter asetzen an déi sinn och dofir do, fir sech fir d'Rechter anzesetzen, fir déi Dir Iech net asetzt. A jiddweree huet hei d'Recht, ze liewen an dësem Land. A jiddweree huet d'Recht, seng Rechte verteidegt ze kréien an net nëmme déi eng Leit. Ech hunn net gemierkt, dass déi géint iergendee waren, sou wéi den Här Keup dat elo gesot huet. Ganz au contraire: Déi Institutiounen do, déi sinn do fir d'Rechter, fir jiddweree. Fir jiddweree. An et ass och normal, dass déi sech dann och äusseren an deem Debat, wou et drëms geet, d'Rechter vu Verschiddene vläicht anzeschränken.

Villmoos merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mir wësse jo, Här Keup, dass Der e relativ komescht Verständnis vun eisen Institutiounen hutt. Firwat? Déi ënnerstinn net der Chamber, déi Institutiounen. Si ënnersti bewosst net der Regierung, well se onofhängeg solle sinn an eebe sech net mussen draschwätze loosse, wéi dat a verschiddene Staaten, vun deenen Dir Iech gär inspiéiert, de Fall ass, ...

*(Brouhaha)*

... wou esou Institutiounen drageschwat kréie vun der Politick. Si sinn ...

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech stelle fest, dass deen Eenzege, dee sech hei wierklech echaufféiert, dass Dir dat sidd, Här Keup, wéi sou dacks. An deen eenzege, deen hei Foussballstadionambiance mat erabrëngt, dat sidd Dir, Här Keup.

**Une voix** | Très bien!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | De Fait ass deen, ...

*(Hilarité)*

... datt déi Institutiounen do sinn, fir Rechtere ze verteidegen. A si maachen dat. A si hu sech net ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

... hannert deen een oder hannert deen anere gestallt. Mir haten déi Diskussioun hei schon am Kader vun der Mënscherechtskommissioun.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

Si hunn ...

*(Interruption par M. Fred Keup)*

Här President ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift! Dir hat d'Wuert virdrun. Elo huet d'Madamm Tanson et.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Et gëtt awer héich Zäit!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Si hunn ... Souguer d'Meenungsfräiheet vun den Deputéierte gëtt hei net respektéiert vun der ADR, wéi sou oft hei an dësem Plenum.

*(Brouhaha)*

Wann ee keng Argumenter méi huet, dann argumentéiert een op deem doten Niveau.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Fait ass, datt hei just déi Petitioun en tant que telle kritiséiert ginn ass. An et ass net gesot ginn, dass déi Leit, déi se ënnerschriwwen hunn, béis oder gutt sinn, weeder op déi eng oder op déi aner Aart a Weis. Mee et ass a Fro gestallt ginn, dass mir als Chamber déi Petitioun do esou ugehall hunn. Ma dat kann ee maachen, Här Keup. Dat ass jo d'Meenungsfräiheet. D'Meenungsfräiheet ass, dass ee ka seng Meenung soen. Dat ass d'Essenz dovunner, an Dir sot se reegelméisseg. Dir hutt nach gëschter gepost ... do hutt Der hei Journalistinne kritiséiert an an iergendeen Eck gestallt a gesot, et misst een eng Zeitung desabonnéieren. Dir maacht permanent esou Saachen. Wann een Är Logik géing applizéieren, dann dierft Dir dat als Deputéierten – dee jo dann och hei der Chamber ënnersteet, dee jo dann och um Staat bezuelt gëtt, wéi Der dat virdrun esou schéi formuléiert hutt – jo och net maachen. Mee dat wär jo absurd.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech hunn elo nach dräi Wuertmeldungen: den Här Wagner, d'Madamm Bofferding an d'Madamm Morgenthaler. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci. Ech mengen, d'ADR huet wierklech eng Schwieregkeet mam Begrëff vun der Neutralitéit. Den OKaju ass do, fir d'Rechter vu Kanner ze verdeedegen, an en huet misse feststellen, datt, wann een där Petitioun géif follegen, dat heescht, datt och zum Beispill net Rücksicht géif geholl ginn an

de Schoulen op déi verschidden Diversitéiten enger-säits vun de Kanner oder vu jonke Mënschen, déi relativ fréi ufänken ... deenen och ze erklären, datt dat ganz an der Rei ass, datt se keng Schwiereregkeeten domadder mussen hunn, au contraire ... fir se ze ënnerstëtzen, fir datt se an hirem erwuessene Liewen eens ginn an net duerno gréisser Schwiereregkeete kënnen hunn, voire tragesch Schwiereregkeete kënnen hunn, wann een dat justement ënnerdréckt. Dofir mussen se vun der ëffentlecher Schoul och ënnerstëtzt ginn, enger-säits, respektiv, et muss een awer och konkreet schwätzen, fir ze wëssen, wourëms et geet, fir datt och Kanner relativ fréi erkenne kënnen, wann erwuesse Mënschen sech net korrekt hinne vis-à-vis behuelen – wat d’Kanner net direkt ëmmer erkenne kënnen, zum Beispill – an datt dat och an eng ganz geféierlech Richtung ka goen. Mir wëssen dat alles.

Den OKaju seet: „D’Kanner muss ee protegéieren an d’Schoul muss déi Aarbecht maachen.“ An déi Petitioun, wann dat a Realitéit géif ëmgesat ginn, da wiere Kanner net méi protegéiert a si wieren a Gefor. Ganz einfach. Deen Här, deen déi Petitioun gemaach huet, dee selwer seet, e wier net homophob etc, ... bon, ok, do kënnen mer soen, „jo, mee ...“, mee et liest ee ganz genau – ech weess net, wat a sengem Kapp virgeet –, et wier eng Gefor fir Kanner, wann déi Petitioun géif ëmgesat ginn. An dat muss d’ADR eeben ... Bon, d’ADR verteidegt eng exklusiv Liewensform a wéilt a Wierklechkeet, datt just déi Liewensform géif ugesi ginn. Mee bon, dat entsprécht net der Realitéit, der gesellschaftlecher Realitéit oder der wëssenschaftlecher Realitéit.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner, D’Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Op der Dagesuerdnung steet, dass mer iwwert d’Resolutioun vun de Konte vum CET sollen ofstëmmen. Elo si mer an enger Diskussioun hei an ech mengen, dass d’ADR net esou onschëlleg ass, wéi se hei probéiert, sech elo duerstellen. Dir wësst ganz genau, wann Dir mat esou enger Ausso kommt, dass Der Reaktiounen kritt. An et ass och gutt, dass Der Reaktiounen kritt, well dat hei ass e Moment, wou Der erëm probéiert, Är mënscheveruechtend, antisozial, ...

(Brouhaha)

... onempathesch, reaktionär an zum Deel och Är riets Gedanken hei kënnen ze propagéieren.

(Interruption par M. Fred Keup)

Här Keup ... Här Keup, bei eis leien net, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift, Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | ... bei eis leien net d’Nerve blank. Dat, wat Der vun Iech gitt, si mer mëttlerweil gewinnt. Mee Dir musst och drop oppassen, wann Der dat do sot, dass Der och Reaktiounen kritt, a mir wäerten an Zukunft ëmmer manner nach de Mond halen a mir wäerten eis alleguerte wieren. An hei sinn alleguerten déi aner Parteien, déi zesummenstinn an Iech soen, dass Der mat Ären Iddie falsch leit an datt alles, wat Der hei propagéiert, ...

**M. Tom Weidig** (ADR) | 10.000 ...

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Dat ass guer näischt!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | ... net fir den Zesammenhalt, mee ëischer nach fir d’Trennung ass. Et ass rëm den üblechen Discours, deen Der féiert: Si a mir, an déi eng géint déi aner. Dat ass jo Äre Fonds de commerce. Et geet just drëm, nëmmen Angscht

ze maachen a falsch Iddien a falsch Informatiounen ze propagéieren, fir Äert riets Gedankegutt kënnen domadder ënnert d’Leit ze bréngen. Dat ass den eenzege Fonds de commerce, deen Der hutt. An ech mengen, hei kritt Der ganz kloer d’Rout d’Kaart vun eis alleguerte gewisen, dass mer dat do net nach weider wäerten dulden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | D’Resultat sinn 10.000 ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Giel-rout ...

**M. Claude Wiseler**, Président | D’Madamm Morgenthaler an duerno den Här Di Bartolomeo. Madamm Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Ech wollt mech ganz kloer all menge Virriedner a Virriednerinnen uschléissen, ausser natierlech deene Saachen, déi dohannen aus dem Eck kommen. Ech kann absolut net mat deem Argument liewen, dass déi zwee Organer CET an OKaju keng Politick dierfte maachen. Si maachen nëmmen hiren Job, well dat ass genee dat, wat hir Roll ass. Liest no, wat an hirem Gesetz steet: Si sollen d’Kannerrechter, d’Mënscherechter, d’Minoritéite verteidegen, an dat ass absolut kee Mandatsmëssbrauch, wéi dohannen an deem Eck do gesot ginn ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Mir sinn hei am Haus vun der Demokratie. Dat steet fir Meenungsfräiheet. Wa mer an engem Foussballstadion wäeren, da géifen déi Leit zu menger Riets mat hirer Meenung, déi se elo geäussert hunn, näischt Aneres gewise kréie wéi déi Rout Kaart weinst graffem Foul.

(M. Mars Di Bartolomeo montre un carton rouge.)

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo gesinn ech keng weider Wuertmeldungen. Da géife mer erëm zrëckkommen zu dem Sujet, an zwar d’Konten vum Ombudsman. An ech schléissen d’Diskussioun also iwwert déi Resolutioun, déi den Här Fayot hei deposéiert huet, of.

Esou wéi eist Reglement et virgesäit, stëmme mir elo iwwert d’Resolutioun of, déi d’Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

(Interruption par M. Sven Clement)

Pardon?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech froen e Vote électronique vun där Resolutioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Da maache mir e Vote électronique vun där Resolutioun, wann dee gefrot ass. Da muss mer elo just kucken, datt eis Regie ... Déi ass direkt prett, fir dat ze maachen.

**Vote sur la résolution**

De Vote électronique gëtt also elo opgemaach. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D’Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentionen. Dann ass dës Resolutioun also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies,

Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

(Brouhaha)

Esou wéi d’Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weidergereecht.

## 9. 8396 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2023 relative à l’imposition minimale effective pour les groupes d’entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi 8396, eng Ofännerung vum „Gesetz Pilier Deux“, dat fir e minimale Steierniveau vu 15 % soll surger fir all multinational Firma, déi en Ëmsatz vun iwwer 750 Milliounen mécht. D’Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d’Regierung 10 Minutten. Age-schriwwen si schonn: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d’Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D’Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d’Wuert.

**Rapport de la Commission des Finances**

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech versiche grad, Iech dësse Projet och esou schnell ze presentéiere wéi anerer. Mir hu virun engem Joer e Gesetz gestëmmt, dat den Accord op OECD-Niveau an déi entsprecheend EU-Direktiv zur Mindestbesteuerung vu grouse Betriber an eist nationaalt Recht ëmgesat huet. Dëst Gesetz, dat och de „Pilier Deux“ genannt gëtt, gesäit deemno vir, datt Betriber mat engem Ëmsatz vun iwwer 750 Milliounen Euro mat engem Mindeststeuersaz vu 15 % ze besteiere sinn.

Wéi mir d’Gesetz Enn 2023 – also virun engem Joer – gestëmmt hunn, war gewosst, datt d’Aarbechten zum Thema Mindestbesteuerung op OECD-Niveau nach net ofgeschloss wäeren an datt nach géifen technesch Upassungen kommen. Mir haten eis dofir d’Wuert ginn, dës Upassungen esou schnell wéi méiglech an d’Gesetz afléissen ze loossen a mir maachen dat elo mat deemem Gesetzesprojet. Mir setzen nämlech d’Modifikatiounen, d’Präzisierungen an och d’Klarifikatiounen ëm, déi mir 2023 an och 2024 nach vun der OECD kruten. Déi lescht Instruktiounen vun der OECD koumen am August 2024

eran an déi ginn och an dësem Gesetzesprojet iwwerholl.

Mat dësem Projet de loi maache mir eng Upassung vun der Berechnung fir Steieren, déi ee Grupp muss bezuelen, wann e sech an der Ufanksphas vu sengen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg befënnt. Ausserdeem prezisier mir mat dësem Gesetzesprojet och d'Modalitéiten, wéi grouss Entrepreneuren hei am Land hir Steuererklärung maachen, fir souwuel der OECD-Mindestbesteuerung wéi och dem nationale Steuerrecht Rechnung ze droen.

Här President, komme mir zu den Avisen. De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle, huet awer eng Rei Verbesserungsverschléi gemaach. Och a sengem Avis complémentaire gouf et keng Opposition formelle. D'Chambre des Salariés gesäit d'Upassungen, déi mer virhuelen, kritesch a fäert, dass d'Betriber doduerch manner wéi 15 % Mindestbesteuerung kéinte bezuelen. Doriwwer eraus begréisst si awer, datt et Reegele gëtt zur Mindestbesteuerung vu grouse Betriber op internationalem Niveau.

Fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Zur Prozedur wier Follgendes ze soen: De Gesetzesprojet ass den 12. Juni 2024 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 8. Oktober ginn. Den Avis vun der Chambre des Salariés koum den 23. Oktober. An den 31. Oktober huet d'Regierung eng Rei Amendementer deposéiert. Ech gouf an der Sitzung vun der Finanzkommissioun vum 15. November zum Rapporteur ernannt, a während dëser Reuniooun gouf och de Projet virgestallt an d'Avis goufen diskutéiert. Dës Diskussioun sinn an der Finanzkommissioun vum 22. November weidergaangen. De Staatsrot huet säin Avis complémentaire den 10. Dezember eraginn. Den 13. Dezember gouf dësen analyséiert, an dëse Gesetzesprojet gouf an der Finanzkommissioun à l'unanimité uegheoll.

Här President, domadder schléissen ech mäin Exposé als Rapporteur.

### Discussion générale

Ech dinn da ganz schnell nach déi Kap als Spriecher vu menger Fraktioun un. D'CSV-Fraktioun begréisst, datt mir elo säit engem gudden Joer eng Mindestbesteuerung fir grouss Betriber um internationalen Niveau hunn. Dëst schafft e sougenannt Level-Playingfield an domat kloer Reegelen, déi och vun all eise Länner müssen agehale ginn. Mir begrëssen och, datt sämtlech Upassungen säitens der OECD, och wa se technesch sinn, per Gesetz iwwerholl gi sinn. Dëst schafft Rechtssécherheet, déi besonnesch a Steierfroen extrem wichteg ass.

Ech wëll dann awer och nach betounen, datt mer mat eiser Betriebsbesteuerung, mat eise Taux nominal, do nach däitlech iwwert der OECD-Moyenne leien, well – an dat ass och gëschter an den Diskussionen zum Budget ausgefouert ginn – et si jo net nëmmen déi 16 %, déi elo um 1. Januar wäerten ufalen, mee do kënt och nach d'Betriebsbesteuerung an den Impôt sur la solidarité derbäi, soudatt mer do um 1. Januar – wann ech elo emol d'Stad Lëtzebuerg huelen, déi ech e bësse besser kennen – op e gesamte Prozentsaz vun 23,60 wäerte kommen.

Mir begrëssen duerfir och nach eng Kéier, datt d'Regierung mam Entlaaschtungspak den Taux nominal ëm 1 % erofgesat huet, well dat schafft Entlaaschtung fir d'Betriber an et ass och e staarkt Zeeche fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft.

An domadder ginn ech och den Accord vun eiser CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Ech ka mech hei nëmmen deene Wieder uschlësse vu mengem Virriedner an och Rapporteur. Dat Eenzegt, wat ech ka soen: Ech felicitéieren der Regierung, dass se déi Ännerungen oder déi Amendementer oder déi Propositionen, déi gemaach gi sinn um OECD-Niveau, ganz schnell an d'nationale Gesetz eriwuerhuelen. Domadder gehéiere mer zu deenen éischte Länner, déi fir déi Klarifikatiounen suergen, an dat ass och extrem wichteg fir d'Betriber. An deene Gesetzesännerungen, déi mer hei virhuelen, geet et haaptsächlech, wéi de Rapporteur scho gesot huet, ëm déi Klarifikatiounen, ëm technesch Detailler. An dofir kann ech heimadder nëmmen den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann ass et um Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech soen direkt, dass mer dëse Projet de loi zum „Pilier Deux“ wäerte matstëmmen. Dat ass e wichteg Projekt. Dat ass bestëmmt och net dee leschte Projet de loi, dee mer kréien zum „Pilier Deux“, well mir wëssen, dass mer déi nei Reegelen, déi do kommen, au fur et à mesure allkéiers och am Gesetz müssen upassen. Ech géif awer allerdéngs gäre ganz kuerz dräi Punkten opwerfen zum „Pilier Deux“.

Den éischte Punkt ass, dass Der jo hei am Fong – an d'Chambre des Salariés huet dat och gesot – op e Recht renoncéiert, wat mer hunn, fir an de fënnef éischte Jore Betriber ze taxéieren, wa se net den Taux vu 15 % errechen. Dat ass déi sougenannte „qualified domestic minimum top-up tax“, dat heescht, dat éischt Recht vun de Länner, fir u sech den Delta anzedreien, wann e Betrib ënner 15 % ass. Dat ass normalerweis eppes, wat d'EU-Direktiv bei neien Entrepreneuren an de fënnef éischte Jore just bei deenen zwee Instrumenter, déi et eis erlaben, am Ausland Steiere sichen ze goen, virgesäit: nämlech den IIR (ndlr: Income Inclusion Rule) an den UTPR (ndlr: Undertaxed Payment Rule). Dat heescht awer dann, dass méiglecherweis Net-EU-Länner déi Steiere kënnen erhiewen. Net d'USA, well déi hunn dorobber renoncéiert, mee awer méiglecherweis aner Länner. Déi Betriber bezuelen zwar dann hei zu Lëtzebuerg manner Steieren, dofir awer da méi an engem anere Land. An dat si Steiersuen, déi eis dann dee Moment duerch d'Lappe ginn a wou ee sech e bësse freet, firwat mer dat maachen, well dat dréit net direkt zu eiser Attraktivitéit bäi, vu dass déi Steier neutraliséiert gëtt, dat heescht, anerwäerts agedriwwen gëtt, wat mer u sech net direkt verstinn.

An dofir ass d'Fro, Här Minister: Firwat maacht Der dat? A virun allem: Wien ass hei viséiert, fir bei där Derogatioun vun der Capacitéit ze besteieren?

Zweete Punkt, Här President: Dir wësst, dass mer hei eng Diskussioun hunn iwwert d'Recetten, déi generéiert ginn duerch déi GloBE Rules vum „Pilier Deux“. Dat ass gëschter schonn ugeschwat ginn, dee Montant, deen do concernéiert ass. Den Artikel, deen an der CGFP-Zeitung publiéiert gouf, ass evoquéiert ginn. Dir hutt och dorobber reagéiert, Här Minister, an Dir hutt dat am Fong irrealistesche genannt als

Montant, déi sechs Milliarden, déi do genannt ginn. Et bleift awer trotzdem, an och d'Zentralbank huet dat an hirem Avis gesot, dass mer eis e bësse wonnere, dass do guer keng Zenarien do sinn an och absolut keng Previsiounen. Well wann déi Steier effektiv och zu Lëtzebuerg positiv Repercussiounen huet – a mir schwätzen hei weltwäit, de leschte Previsiounen no, vun 270 Milliarden Dollar oder Euro Einnahme pro Joer, déi duerch de „Pilier Deux“ kommen –, dann ass d'Fro an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat vill Headquarteren huet, wat den Impact budgétaire dovunner ass. Dee kann effektiv signifikativ sinn. Ech weess, dass Der fir de Moment nach net all d'Donnéen hutt. D'Länner sinn amgaangen, déi Reegele vum „Pilier Deux“ ëmsetze bei sech. Mee trotzdem wär et awer wichteg, do verschidden Unhaltspunkten ze hunn, well, wéi gesot, dat kann e Gamechanger sinn, wann do signifikativ Recetten derbäi erakommen.

An en drëtten Punkt – an ech mengen, dat ass och wierklech de sprangende Punkt fir eis –, dat ass: Wéi eng Steueravantages, déi mer aféieren, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren, riskéieren duerch de „Pilier Deux“, u sech neutraliséiert ze ginn? Dat ass den „nerf de la guerre“. Wann Der Crédit-d'impôt aféiert, Bonifikatiounen, verschidde Steuerexemptiounen – ech denken un d'IP-Box, déi modifiéiert IP-Box –, riskéieren déi, op enger anerer Plaz vun de Betriber müssen zrëckbezuelen ze ginn.

An d'Fro ass, Här Minister, hutt Der déi Analys gemaach mat Äre Leit? Well wann dat de Fall ass, da kann dat d'Betriber deier ginn an och eis Attraktivitéit eppes kaschten, wann aner Länner déi Crédit-d'impôt do neutraliséieren oder u sech andreien iwwert de „Pilier Deux“. Dat ass eng zentral Fro, an domadder hänkt natierlech och, dans une certaine mesure, déi Fro vun de Recetten zesummen.

Mee wéi gesot, mir wäerten trotzdem dëse Projet matstëmmen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. An dann ass d'Wuert fir den Här Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech kann et och kuerz maachen: Mir wäerten dëse Projet matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Mardamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also, de Prinzip vun där Minimalbesteuerung ass e ganz wichteg Prinzip. Dofir ware mer och ganz frou, dass mer dat d'lescht Joer nach konnten ëmsetzen. Dat hei sinn, wéi gesot, technesch Adaptatiounen – de Franz Fayot ass schonn drop agaan –, wou een och vläicht hätt kënnen aner Weeër goen. Mir haten an der Kommissioun doriwwer diskutéiert, a kruten Äntwerten op déi Froen, déi eis elo mol à ce stade zefridde gestallt hunn.

Ech wollt just nach eng Kéier op den Niveau vun de Recetten agoen. Ech hat dat jo och scho gëschter gemaach. Ech wollt awer wëssen, ab wéini dass Der schätzt, dass Der e bëssen eng Vue kritt, wou et higeet? Well effektiv, an der Kommissioun sinn d'Meenungen extrem auserneegaange vun deenen eenzelen Experten, déi mer gehéiert hunn. Déi eng hunn eis gesot, dass mer sécherlech misste méi Recetten doduerch erakriegen, dat wär an der Natur vun der Saach.

Anerer hunn eis gesot, dass et – vu d'Situatioun an den USA mam President Trump a mat sengem Positionnement par rapport zu engem Text wéi deem heiten – kéint sinn, dass mer géifen un Attraktivitéit verléieren als Europa, dass also Entreprisé géifen an d'USA goe wéinst där doter Steier.

Duerfir ass meng Fro: Hutt Der elo méttlerweil schonn e bëssen eng Vue, wou et kann higoen? A kréie mer awer och ganz ventiléiert eng Duerstellung gemaach, wa mer bis op deem Punkt sinn, wou Der dat kënnt maachen, iwwert déi Recetten, déi iwwert deen heite Wee erakommen an déi, déi iwwert déi normal Betrëbsbesteuerung erakommen?

Mee ech ginn den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass eng Kéier e Projet, wou mer weisen, wéi reaktiv mer kënne sinn, wann et eis drëm geet, e Gesetz séier unzepassen u verännert international Gegebenheiten. An de Rapportier huet dat jo och am Ufank scho gesot: Mir sinn hei an enger Situatioun, wou mer, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, scho wossten, datt mer nach eng Kéier missten zesummekommen, fir driwwer ze schwätzen. Dat maache mer. Dofir fënnt dat heiten och eisen Accord.

Ech hunn awer eng änlech Fro wéi d'Madamm Tanson, nämlech – an dat hu mer gëschter am Debat gesot, dat gouf awer och déi lescht Wochen ëmmer erëm an der Kommissioun thematiséiert –, datt mer u sech net wierklech wëssen, wat den Impakt vun där Mindestbesteuerung fir eise Staatsbudget ass. An dat ass awer e bësse geféierlech, wann et eppes ass, wou et potenziell ëm ganz vill méi geet.

Ech erënnere mech, datt an de Virwalkampfzäiten, also, wéi den Här Roth nach hei op dëser Säit vun der Bänk souz, reegelméisseg dervunner geschwat gouf, datt déi Mindestbesteuerung potenziell de Lëtzebuurger Staatsbudget kéint Milliounen, wann net Honnerte vu Milliounen kaschten. An ech ka mech ganz gutt un Interventione souwuel vum Kollege Mosar wéi vum Kollege Roth erënnere, wéi se dat hei op der Tribün thematiséiert hunn.

Elo, als Ministerrot, kréie mer gesot: Mir wëssen net, wat et bréngt. A vläicht, hoffen ech, wësse mer dann an zwee Joer: Majo, dat huet eis Honnerte vu Milliounen bruecht! Wat aner Leit aus der Opposition deemools scho gesot hunn. À voir, wou mer da landen. Mee hutt Der méttlerweil vläicht e bësse méi Kloerheet an deem Niwwel, op deem dat heiten awer fonctionéiert?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. An dann ass kee Riedner méi ageschriwwen.

Dann huet de Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister. 10 Minutten, wann Dir wëllt. Dat muss awer net sinn.

(Hilarité)

### Prise de position du Gouvernement

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Nee, nee, nee. Ech si frou, dass Der sot: „Dat muss awer net sinn.“ Mee ech sinn awer och frou, ze héieren an der Chamber, dass dat hei e wichtegt Gesetz ass. An ech si frou, dass mer eng breet Zoustëmmung kréien. Dat hei ass effektiv en „nerf de guerre“, och fir d'Zukunft vun der Finanzplaz an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber hei zu Lëtzebuerg.

An ech fänken u mam Patrick Goldschmidt, deen eigentlech déi Saach ënnerstrach huet. D'Ausrichtung vun der Politik, iwwregens och iwwert déi leschte Joren zu Lëtzebuerg, war déi, dass mer, wa mer wichteg europäesch Direktiven hunn, kucken, déi, wéi mer dat esou fei soen, als First Mover, dat heescht, meeschtens als Éischt, ëmzesetzen.

Firwat? Fir dass d'Wirtschaft dobaussen e Rechtskader huet, wou se weess, datt se sech muss drun halen. Hei ass et natierlech nach vill méi komplex, well déi Reegelen eigentlech ausgi vun der OECD, vu Paräis, fir dass, wéi dat vun dem Rapportier ugedeit gouf, nämlech déi grouss Wirtschaftsnatiounen sech un déi selwecht Reegele mussen halen.

D'Europäesch Unioun ass dunn higaangen a si huet eng Direktiv doraus gemaach an déi hu mer ganz am Ufank vun dëser neier Legislatur, nämlech am Dezember virun engem Joer, och hei an der Chamber mat enger grousser Majoritéit, wëll ech soen, gestëmmt.

Déi Froen, déi prezis Froen, déi den Här Fayot mentionéiert huet, sinn eigentlech och ganz pertinent: Firwat gi mer Entreprises, déi nei an dee Beräich do kommen, transitoresch déi Exemptioun am Sënn vu Kompetitivitéit?

Déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt – dat ass och eng ganz pertinent Fro, wou mir ofschléissend och nach net déi richteg Äntwerte voll ëmfänglech drop hunn –, dat ass déi: Wéi ass d'Zesummespill mat zum Beispill de Bonification-d'investissements, déi mer agefouert hunn, vun der Chamber? Abee, do hänkt et dervun of, wéi aner Länner dat uginn, zum Beispill d'Belsch, zum Beispill Irland, nämlech, ob ech déi Bonifications-d'investissement zum Deel remboursabel maachen oder net, wat natierlech dann en Impakt op dat Ganzt huet.

Déi drëtt Fro – ech mengen, dat ass déi, déi politesch am pertinentsten ass, déi ass jo vu Verschiddenen opbruecht ginn – ass déi: Wat bréngt dat do dem Land, méi oder manner Recetten? D'Madamm Tanson ass drop agaangen an huet gefrot: „Wat mécht Amerika? Wéi geet déi nei Trump-Administratioun mat där Minimalbesteuerung vu multinationale Gruppen ëm? Wat fir eng Repercussiounen huet dat net nëmme op Lëtzebuerg, mee op vill aner Memberstaaten?“

Dat weess ech net. Ech weess just, dass am Virfeld vun den amerikanesche Wahlen, an ech hu mech domadder befaasst, de Walprogramm vum President-elect Trump relativ aggressiv op deem Punkt hei war. En huet net nëmme gesot: „Mir féieren dat net an!“, mee och: „Mir kucken och nach, wat mer maache géigeniwwer vun deene Länner, déi déi Minimalbesteuerung do hunn!“

Ech weess net, wat definitiv an dem Regierungsprogramm vun där neier US-Administratioun wäert drastoen. Mee sécherlech wäert dat en net onerheeblichen Impakt hunn, esou oder esou, op d'Applikatioun vun der Minimalsteuer, virun allem och an der Europäescher Unioun. An dat ass e Sujet, dee gouf e Méindeg virun aacht Deeg och besonnesch um Niveau vun de Finanzministere aus der Eurogrupp ugeschwat. Wou vläicht och Einzelner soen, ob een déi Positioun, déi d'Europäesch Unioun à ce stade huet, net gegebenefalls am Sënn eebe vun engem, wéi den Här Mosar gesot huet, Level-Playingfield, dat heescht, engem gemeinsame Kader fir Reegelen, misst upassen, ob een net misst déi Direktiv eventuell spéider ajustéieren. Dat ass Stand haut dat, wat dozou ze soen ass.

Deen zweete Punkt hänkt natierlech och dervun of, wat déi verschidde Gruppéierung maachen, dat heescht, déi verschidde multinationale Entreprises. Well Dir wësst, och déi hu Steuerberoder an och déi kënne Benefisser innerhalb vun de Gruppen hin- an hierschiben. Duerfir hänkt natierlech och vill dervun of, wéi d'Strukture vun deenen eenzelne Gruppe sinn.

An alles dat sinn déi Inconnuen, wou ech gëschter versicht hunn ze soen, dass ech Iech Stand haut net ka soen, wat de reelle finanziellen Impakt op eis Staatsrecettë wäert sinn. Ech kann Iech dat net soen!

Ech engagéiere mech awer vis-à-vis vun der Chamber, ech engagéiere mech ganz kloer, well do spillt jo och en Deel, bon, net en Deel, do spillt d'Steiergeheimnis. De Finanzminister kritt all Mount einfach d'Recettë geliiwert, déi mer um Niveau vun der Kierperschaftssteuer erakréien. Mee mir kréien net gesot: „Déi doten Entreprise, déi huet elo esou vill, an déi doten Entreprise huet elo esou vill.“ Ech hunn awer kee Problem dermat, och am Sënn vun engem bessere Verständnis, dass de Steierdirekter an eng Finanzkommissioun kënnt, gegebenefalls à huis clos. Hien huet jo selwer, Dir wësst et, Dir kennt d'Steiergesetz, och e Steiergeheimnis. Mee e kann awer vläicht méi Detailler ginn iwwert d'Auswierkung vum der „Pilier Deux“-Gesetzgebung an deenen nächste Méint, um Enn vum nächste Joer.

Well mir musse jo wëssen, dass dëst Joer, 2024, dat éischt Joer ass, wou déi Gesetzgebung als Steierjoer applizéiert gëtt. Dat heescht jo net, dass déi Steiererklärung vun 2024 gemaach gëtt. Ech huelen dat Engagement, dass d'Chamber hei, am Kontext vum Steiergeheimnis, dat sech och op de Steierdirekter applizéiert, méi eng breet Informatioun kritt, fir dass se och ka weider eventuell Adaptatiounen maachen – well ech mengen, dass mer haut mat dësem Gesetz net derduerch sinn –, datt se an deem Punkt wäert informéiert ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Do gesinn ech elo nach zwou Froen, déi wëlle gestallt ginn. Huel Der d'Froen un, Här Minister? Den Här Fayot an d'Madamm Tanson.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Jo, bon, dat gehéiert zum demokratesche Prozess.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir sot et. Den Här Fayot an d'Madamm Tanson.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Minister fir seng Prise de position. Här Minister, Dir hutt erkläert, dass Der dat elo maacht mat där Exemptioun fir déi fennef éischt Joer bei där QDMTT – „qualified domestic minimum top-up-tax“ – aus Kompetitivitéitsgrënn. Bon, dat ass ok, ech mengen, dat ass de bonne guerre.

D'Fro ass awer déi: Fäert Der net, dass dann, wa mer déi he exoneréiere vun där Tax, se anerwärts age-driwwen gëtt, an dass mer dann dee Moment u sech net vill fir eis Kompetitivitéit gemaach hunn an u sech deem Betrieb och net onbedéngt gehollef hunn? Well den Dispositiv vun deem „Pilier Deux“ ass jo ..., do ass d'Iddi, dass e soll relativ waasserdicht sinn. Dat heescht, dass, wann een op enger Plaz esou eng Exemptioun kritt, se op enger anerer Plaz dee Moment dann do recuperéiert gëtt.

Ass dat net eng Crainte, déi Der hutt, wann Der dat maacht?

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Et gëtt ëmmer Craintë fir alles. Dat hei ass de politesche Choix, deen d'Regierung op dësem Punkt getraff huet. Wa mer kucken, Betriber nei op Lëtzebuerg ze kréien, da muss mer op alle Pläng kucken, en Ëmfeld ze schafen, souwuel en administratiivt wéi och e fiskalesch Ëmfeld an anerer, fir dat esou attraktiv ze hale wéi méiglech.

Ech ginn och perséinlech dervun aus... Wa mer nei Betriber hunn, déi bezuele jo net nëmme d'Kierperschaftssteuer. Et sinn och Leit, déi domadder verbonne ginn, et gëtt d'Lounsteuer, et gëtt d'TVA, et sinn aner Steieren, déi wäerten ufalen.

Dat ass déi Approche, déi d'Regierung an dësem Fall geholl huet. An dozou sti mer och.

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Tanson.

(Interruption)

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci fir d'éischt emol fir déi Ouverture, déi Der gemaach hutt. Ech denken, et ass extreem wichteg, dass mer alleguer wëssen, wat den Impakt heivunner ass, an dass dat sech net duerno verléiert an der Betriebsbesteuerung en tant que telle, dass mer och kënnen doriwuer eng politesch Diskussioun féieren.

Meng Fro wär: Dir hat elo vum Ministerrot geschwat, an ech wollt wëssen, wat dann Är Positioun war, déi Dir do vertrueden hutt, wéi Lëtzebuerg sech géif positionéieren par rapport zu enger Adaptatioun oder net vun der Minimalbesteuerung.

(*Interruption*)

A, et deet mer leed, da muss hei vläicht eppes un de Mikroe geännert ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Mir hunn e Problem mat de Mikroen, wann Der do stitt a méi wäit ewech sidd. Dat heescht, effektiv déi Leit, déi do stinn, net nëmmen Dir, Madamm Tanson, mee alleguer: Wa se méi haart schwätzen, wa se do stinn, ass et besser, soss muss ee bei d'Riederpult, quitte datt dat elo besat ass an datt dat schwéier ass an dësem Fall.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Oder mir änneren eppes un eiser Sonorisatioun hei, ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, mir hunn dat scho probéiert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... well déi eng hu méi haart Stëmmen, well se vläicht an enger Gewerkschaft scho mol waren, ...

(*Hilarité générale*)

... déi aner hu manner haart Stëmmen.

(*Interruption*)

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech mengen, dat hänkt net just un der Gewerkschaft. Sou, wann ech gelift, Här Minister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Also, Madamm Tanson, ech ginn dervun aus, dass dat Iech net staark verwonnert: Mir sinn e klengt Land; mir sinn och ee Grënnungsmitglied vum der Europäescher Unioun. Et ass kloer, dass net nëmmen dës Regierung, mee och déi virdrun ëmmer dozou stoungen, de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ze verteidegen. An dat op alle Pläng. An dat och an den Enceinten zu Bréssel.

Mir stinn, an dat soen ech och haart an däitlech, net nëmmen am Eurogrupp zu Bréssel, mir stinn zu de Recommendationen, déi an dem Draghi- an an dem Letta-Rapport sinn, fir dass d'Europäesch Unioun méi kompetitiv gëtt a virun allem, fir dass se drop hält, dass dee Réckstand, dee mer de Moment hunn an der Kompetitivitéit an an der Innovatioun, par rapport zu den US an och par rapport zu anere Regiounen an der Welt, net méi grouss gëtt.

An duerfir hale mer och drop, dass mer zum Beispill Vehikelen, déi mer schonn zu Lëtzebuerg hunn, zum Beispill eng Titrisatiounslegislatioun, déi zënter 2004 do ass, esou flexibel halen, och zu Lëtzebuerg – och zu Lëtzebuerg! –, fir dass déi nei Erausforderunge kënnen kommen.

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

An d'Äntwert op Är Fro ass ganz einfach déi: Jo, wat mer wëllen als Lëtzebuerg – an dat steet am Regierungsprogramm –, ass, dass mer d'europäesch Legislatioun eent zu eent, ouni Goldplating, dat heescht, ouni zousätzlech administrativ Hürden, ëmsetzen ...

Rëselt net ëmmer de Kapp, well ech ginn Iech d'Äntwert!

... an dass mer virun allem e Level-Playingfield hunn, dat heescht, dass mer eng Rumm halen, wou d'Kompetenz- an d'Konkurrenzregelen déi selwecht si fir déi Memberstaaten allegueren op dem OECD-Niveau.

An dat heescht am Kloertext: Wann aner d'Reegele wëllen upassen, da wäerte mir eis am Kontext vun der Europäescher Unioun net do dergéint stäipen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir kënnt, Madamm Tanson, nach eng Kéier – nach eng Kéier! –, an dann ass et fäerdeg mat der Diskussioun.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, mee d'lescht Kéier huet den Här Roth hei honnertmol insistéiert, ech hätt net op seng Fro geäntwert. Ech stelle fest: Och Dir hutt net op meng Fro geäntwert.

Meng Fro war ganz prezis déi – an ech schwätzen dann nach méi haart, fir dass jiddweree mech héiert –, wéi eng Positioun Dir op deem Ministerrot ageholl hutt, ob déi Minimalbesteuerung hei erëm soll ofgeschaaft ginn. Net ob Lëtzebuerg, wa se géif ofgeschaaft ginn, dat da géif ëmsetzen oder net – ech mengen, dat ass jo eng aner Fro –, mee wéi eng Positioun Dir op deem Ministerrot ageholl hutt. Dat war meng Fro.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Mee d'Fro – op dem Ministerrot, et war d'Eurogrupp – war net déi, ob d'Minimalsteuer soll ofgeschaaft ginn, well soss misst ... Éischtens ass dat eng europäesch Direktiv, also hu mer eis als Lëtzebuerger grad wéi déi aner dorun ze halen. Et ass awer eng Ouverture gewiescht ...

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

Jo dach! Mee et ass ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wann ech gelift, den Här Roth huet d'Wuert.

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ech weess, Dir musst Recht kréien. Mee Dir kritt awer hei net Recht.

(*Hilarité générale*)

Et ass esou einfach wéi ... Dat ass esou einfach gesot. Ech soen et dann nach eng Kéier haut et fort, Madamm Tanson, och wann Der mat mer net d'accord sidd: Wa sollt opgrond vun der internationaler Kompetitivitéit an opgrond vun Decisiounen, déi Memberstaaten, déi Member vum der OECD sinn, zu Paräis ..., wann do sollten Adaptatiounen kommen um Niveau vun der Reegel vum „Pilier Deux“, dat heescht, vun der Mindestbesteuerung, an d'Europäesch Unioun seet: „Mir brauchen en termes de compétitivitéit vun der Europäescher Unioun déi eng oder déi aner Upassung“, da soen ech Iech, dass ech als Lëtzebuerger Finanzminister net dergéint sinn, dass déi sollte virgeholl ginn. Punkt!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou. Domat ass dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen zum Vott an zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8396. Den Text steet am Document parlementaire 8396<sup>5</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8396 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 58, Abstentiuon: 2, a keng Stëmm dergéint. Dat heescht, dësen Text ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Poldori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Se sont abstenus* : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. 8406 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :

1<sup>o</sup> transposer l'article 1<sup>er</sup> de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;

2<sup>o</sup> transposer l'article 1<sup>er</sup>, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8406, d'Ëmsetze vun zwou europäeschen Direktiven iwwert d'TVA um Ordre du jour. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell avec rapport et sans débat ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: De Rapportier huet 5 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten. Dann ass d'Wuert elo um Rapportier vum Projet de loi, dem honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Finances

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng grouss Freed, Iech als Rapportier haut de Projet de loi 8406 ze presentéieren. Mat dësem Gesetzesprojet, deen de Finanzminister den 1. Juli 2024 an der Chamber deposéiert huet, setze mir zwou Steierdirektiven aus de Joren 2020 an 2022 ëm an änneren domadder eis TVA-Steiergesetzgebung vun 1979.

De 25. Juli goufen d'Amendements gouvernementaux ënnerebreet. D'Chambre des Métiers huet hiren Avis

de 24. Oktober 2024 ofginn. Den 12. November gouf de Projet de loi mat den Amendements gouvernementaux presentéiert.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 22. November ofginn, an de Staatsrot de 26. November. An hirer Reunion huet d'Finanzkommissioun den Avis analyséiert an de selwechten Dag Amendements parlementaires ënnerbreet. De Staatsrot huet doropshin den 10. Dezember säin Avis complémentaire ofginn.

Konkreet gi mat dësem Projet de loi dräi TVA-Regimier geännert. Éischtens kënn et zu Ännerungen am TVA-Regimm fir kleng a mëttelgrouss Entreprises. Et handelt sech ëm de sougenannte „Régime de franchises“, deen et scho länger Zäit zu Lëtzebuerg gëtt. Dobäi handelt et sech ëm e fakultativen TVA-Regimm, wou kleng Entreprises hir Wuere an a Servicer ouni TVA kënnen verkafen an och keng TVA mussen deklaréieren.

Dëse Regimm gëtt ganz gutt ugehol vum neien Entreprises a Startuppen, déi mat hirer Aktivitéit ufänken. Zu Lëtzebuerg däerf aktuell eng Entreprise vun där Franchise profitéieren, esoulaang de Chiffre d'affaires annuel manner wéi 35.000 Euro bedréit. Dëse Seuil vum Chiffre d'affaires gëtt mat dësem Projet de loi op 50.000 Euro eropgesat.

Zousätzlech kënn nach eng Toleranz vun 10 % respektiv 5.000 Euro derbäi. Dës Toleranz ass e wichtege Punkt, well am Fall vun engem Dapasement vum Seuil kann d'Entreprise awer nach temporaire vun der Franchise profitéieren.

Et ass awer ze bemierken, dass, wa Betriber vun dësem Regimm profitéieren, se dann a Contrepartie déi TVA, déi se bezuelen, wa se Investissementer maachen oder soss Akeef, net méi däerfen zréckfroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Regimm ass bis elo nëmmen op national Transaktiounen limitéiert gewiescht. Wann d'Entreprise Wuere an a Servicer an d'Ausland verkaf huet, huet se sech fir dës Transaktiounen am normalen TVA-Regimm am Ausland missen immatrikuléieren. Mam virleiende Gesetzestext kënn et op dësem Punkt zu enger grondleeënder Ännerung, well de Franchiseregimm fir den 1. Januar 2025 och fir grenziwwerschreidend Transaktiounen opgemaach gëtt. Dat ass fir vill Lëtzebuerger Entreprises, déi oft grenziwwerschreidend Aktivitéiten hunn, eng gutt Nouvelle. An deem Sënn gëtt en europäesche Seuil vun 100.000 Euro Chiffre d'affaires agefouert, deen an der EU realiséiert ka ginn.

Fir de Contrôle vun dësem System ze assuréieren a fir Abusen ze verhënneren, gëtt en Informatiounsaustausch tëschent den europäesche Fiskalautoritéiten agefouert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim zweete Punkt vun dësem Gesetzestext sinn Ännerungen beim TVA-Regimm vu virtuellen Eventer virgesinn. An der Pandemie si vill Eventer, och hei am Haus, op eemol virtuell ofgehele ginn. Do ass et zu Interpretatiounsdivergenzen tëscht de Memberstaate komm, notament bei der Fro vum Lieu d'imposition vun de virtuellen Eventer. Dat ass néideg, fir d'TVA kënnen ze berechnen.

Weinst dësen Interpretatiounsdivergenzen huet d'Direktiv vun 2022 de Regimm fir virtuellen Eventer elo harmoniséiert. Deemno ass de Lieu de taxation oder Lieu d'imposition do, wou de Client oder Participant non assujetti seng Residenz ergo säi Wunnsätz huet.

Duerch dës Upassung gëtt elo Kloerheet fir all Memberland an Entreprise, déi an dësem Domän vu virtuellen Eventer ënnerwee ass, geschafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Punkt vum Gesetz handelt ëm den TVA-Regimm fir de Verkauf vu Konscht an Antiquitéiten. Den aktuelle Regimm gëtt ab dem 1. Januar 2025 net méi applizéiert. An dofir ginn ab dësem Stéchedatum all Transaktiounen am Beräich vun der Konscht an den Antiquitéite mam reduzierte Steuersaz vun 8 % besteiert.

Als leschte Punkt wëll ech nach informéieren, dass d'Regierung en cours de route och nach en Amendement gouvernemental déposéiert huet. Am initiale Projet de loi war nämlech virgesinn, d'Exoneratioun fir de Personentransport iwwert d'Grenzen ofzeschaffen. Dëst ass awer net ëmsetzbar, well festgestallt ginn ass, dass d'Fluchgesellschaften och vun dëser Exoneratioun profitéieren. Et ass also net méiglech, d'TVA just fir den Deel vum Vol iwwer eisem Land ze berechnen. An dofir gouf dës uviséiert Ofschaffung mam Amendement gouvernemental erëm réckgängig gemaach.

Ech kommen dann nach ganz kuerz zu den Aweise vum Staatsrot, vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce.

D'Chambre des Métiers hat keng Observatioun zum Projet de loi.

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis vum 22. November den Text, virun allem den neien europäesche Franchiseregimm, a freet an dësem Kontext no Klarifikatiounen, wéi dëse Regimm soll konkreet applizéiert ginn. D'Chambre de Commerce ass awer och frou iwwert den Amendement gouvernemental, deen d'Ofschafung vun der Exoneratioun fir de Personentransport iwwert d'Grenze réckgängig gemaach huet.

De Staatsrot huet de 26. November en in globo positiven Avis zum Projet de loi ofginn. Hien hat just eng Opposition formelle ausgeschwat. Iwwert de Wee vun engem Amendement parlementaire konnt dësen du redresséiert ginn. De Staatsrot weist sech a sengem Avis complémentaire vum 10. Dezember 2024 och zefridden an hieft seng Opposition formelle op. Mir hunn an der Finanzkommissioun och allen Observations d'ordre légistique vun der héijer Kierperschaft Rechnung gedroen.

Dat war et vu menger Säit mat de Punkte vun dësem Projet de loi. A fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet an entschëllege mech fir déi 40 Sekonne Retard.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauer, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

D'Regierung hätt elo d'Wuert, wa se d'Wuert wëllt huelen. Här Minister.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ech soe Merci a wëll d'Debaten domat net méi laang verlängeren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet also ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8406. Den Text steet am Document parlementaire 8406<sup>7</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8406 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugehol ginn.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **11. 8425 – Projet de loi portant modification :**

**1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés ;**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**3<sup>o</sup> de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**

Da komme mer zum Projet de loi 8425 iwwert d'Aféierung vun der Méiglechkeet, op e Kontrollagent zréckzegräifen am Kader vun der Emissioun vun dematerialiséierte Wäertpabeieren. Hei ass et och e Riedemodell avec rapport et sans débat. De Rapporteur huet 5 Minutten. D'Regierung huet 5 Minutten. An elo huet de Rapporteur, den Här Maurice Bauer, nach eng Kéier d'Wuert. Här Bauer.

#### **Rapport de la Commission des Finances**

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng Freed, Tech haut och dëse Projet de loi 8425 als Rapporteur ze presentéieren, e Projet, deen de 24. Juli vum Finanzminister an der Chamber déposéiert ginn ass.

Nodeems d'Chamber an de leschte Joren dräi sougenannte „Blockchain-Gesetzter“ gestëmmt huet, geet et an dësem Gesetzesprojet dorëms, geziilte Modifikatiounen vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Abrëll 2013 iwwert dematerialiséiert Wäertpabeieren ze maachen, fir datt de Finanzsektor nach besser vun den neien Technologie profitéiere kann, dorënner besonnesch déi sougenannten „technologie des registres ou bases de données électroniques distribués“ oder „distributed ledger technologies“ – „DLT-technologie“ genannt –, an esou och vun enger verstärkter Rechtssécherheet profitéiere kann.

De Gesetzesprojet gouf den 22. November an der Finanzkommissioun vun der Chamber presentéiert.

D'Chambre de Commerce huet den 13. November hiren Avis ofginn. De Staatsrot huet elo den 10. November (veuillez lire: den 10. Dezember) säin Avis ofginn, deen an der Sëtzung vun der Finanzkommissioun vum 13. November (veuillez lire: vum 13. Dezember) analyséiert gouf. An där selwechter Kommissiounssetzung huet d'Finanzkommissioun den aktuelle Rapport uegeholl.

De Gesetzesprojet dréit bäi zum Zil vun der Regierung, d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz ze stäerken, andeems se de legale Kader fir digital Wäertpabeiere kreéiert a méi Flexibilitéit, Sécherheet an Transparenz fir Emittenten an Investisseure bitt. Wéi schonns agangs gesot, ass dese Projet de loi och déi logesch Suite vun den dräi sougenannte „Blockchain-Gesetzer“.

De Gesetzesprojet féiert d'Méiglechkeet an, op en Agent de contrôle an der Emissioun vun dematerialiséierte Wäertpabeieren zréckzegräifen. De Kontrollagent ka Gebrauch maache vun der DLT-Technologie, déi et him erlaabt, op eng gesécherert Aart a Weis Informatiounen iwwert de Besëtz vun den Titren, déi vun einzelnen Acteuren am Marché gehandelt ginn, ze sammelen an ze deelen.

De Projet de loi beschreift ganz genee, wien dese Rôle kann iwwerhuelen. De Kontrollagent kann entweder en Établissement de crédit, also eng Bank, sinn oder eng Entreprise d'investissement oder en Organisme de liquidation, esou wéi et am Gesetz virgesinn ass.

D'Missioun vum Kontrollagent bestinn ënner anerem doranner, de Kont, wou den dematerialiséierten Titer emetteiert gouf, ze geréieren an duerno de Suivi ze maache vun de successive Besëtzer vum Pabeier a schlussendlech d'Reconciliatioun vun den dematerialiséierten Titren.

Dësen neie Modell vum Kontrollagent stellt eng Alternativ zum existente Modell duer, deen eng duebel Emissiounsketten tëscht dem zentrale Kontohalter op där enger Säit an engem sougenannte „sekundäre“ Kontohalter op där anerer Säit erfuerdert. Mat Hëllef vun deem Agent de contrôle kënnen dematerialiséiert Titren esou vum Kontoinhaber vun engem Compte-titre an enger bestoender Kette gehale ginn.

Den neie Regimm ass fakultativ fir Emittenten. En ersetzt (veuillez lire: En ergänzt) deen existente legale Kader, andeems en eng weider Méiglechkeet schafft, fir op déi nei Technologien ze vertrauen, ouni d'Sécherheet fir d'Emittenten an d'Investisseuren à risque ze compromittéieren.

Dese Gesetzesprojet markéiert e wichtige Schrëtt, fir d'Benotzung vun der DLT-Technologie am Finanzsektor ze erliichteren. Domadder soll d'Positioun vun der Lëtzebuerger Finanzplaz als Referenzzentrum an der Europäescher Unioun a fir d'Benotzung vun der DLT-Technologie besonnesch am Beräich vun der Emissioun vun dematerialiséierte Wäertpabeiere gestäerkt ginn.

Ausserdeem gi geziilt Modifikatiounen um Gesetz iwwert de Finanzsektor, dem Gesetz iwwert d'CSSF an dem Gesetz iwwert déi dematerialiséiert Wäertpabeiere virgeholl, fir der Aféierung vun der Aktivitéit vun dem Agent de contrôle Rechnung ze droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo nach kuerz zu den Aweise vum Staatsrot an der Chambre de Commerce.

An hirem Avis vum 13. November begréisst d'Chambre de Commerce d'Aféierung vun der Roll vum Agent de contrôle bei der Emissioun vun Wäertpabeieren. Si begréisst och d'Benotzung vun der DLT-Technologie, déi d'Sécherheet an den Transaktiounen verstärkt

an d'Deele vun Informatiounen tëscht den Acteuren erliichtert. Si sprécht sech och derfir aus, aner Entitéiten ze autoriséieren, d'Roll vum Agent de contrôle auszeüben, zum Beispill en Opérateur de marché oder en Dépositaire central de titres.

Si hält et och fir néideg, fir verschidde Klarifikatiounen zu de verschiddene Begrëffer a Bestëmmunge vun deem Gesetz ze kréien.

De Staatsrot stellt a sengem Avis vum 10. Dezember fest, dass dese Gesetzesprojet dat amendéiert Gesetz vum 6. Abrëll 2013 iwwert dematerialiséiert Wäertpabeiere konkret ännert, fir d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz ze stäerken. Et geet drëms, am Finanzsektor d'Benotzung vun neien Technologien ze encouragéieren, dorënner déi sougenannten „distributed ledger technology“.

De Staatsrot stellt fest, dass de Gesetzesprojet no dräi rezente Gesetzer kënn, déi op Blockchain baséieren an déi domadder e legale Kader erstallt hunn, fir d'Benotzung vu gesécherchten elektronischen Enregistrementen a punkto dematerialiséiert Wäertpabeieren.

De Staatsrot mengt, datt d'Plus-value vum proposéierten neie System zu engem groussen Deel vun der Penetratiounsquot vun neien DLT-Technologien am Finanzsektor ofhänkt, also, wéi vill a wéi oft op des nei Technologie zréckgegraff gëtt.

De Staatsrot huet keng Opposition formelle zu deem Gesetzesprojet.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Bauer, och hei nach eng kéier fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, Här Minister.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** Merci, Här President. Och wann et e Projet de loi ass, deen ouni Diskussioun ass, wëll ech awer soen, dass dat hei e Projet de loi ass, dee ganz einfach weeweisend ass. Deen ass weeweisend fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz.

Firwat? Well mer zu Lëtzebuerg eigentlech, niewent Singapur fir den asiatesche Raum, Leader sinn um Niveau vun de Blockchain-Legislatiounen. Do kënnen Transferte gemaach ginn, Kontrolle gemaach ginn, a Millisekonnen.

A rezent gëtt et zwou Haaptapplikatiounen, ech hat dat gëschter kuerz bemierkt.

D'HSBC-Bank, déi zu Lëtzebuerg ass, déi huet esou eng Blockchain-Plattform. An do gi mëttlerweil alle guerten d'digital Obligatiounen vun der BEI iwwert déi Blockchain-Technologie an iwwert déi Plattform vun der HSBC-Bank zu Lëtzebuerg ofgewéckelt.

En zweete Punkt ass deen, dass mer zum Beispill och UCITS-Fongen hunn, déi iwwert déi heiten Technologie kënnen gehandelt ginn. Dat ass Franklin Templeton, déi maachen dat iwwer Lëtzebuerg.

An niewent eiser traditioneller Banken- an Assurancenindustrie, niewent eiser Fongenindustrie wäert an deenen nächste Joren, an ech géif soen, och doruwwer eraus, d'Digitalisatioun vun de Finanzen, an wäiteste Sënn vun Wuert, e weesentleche Krittär gi fir d'Kompetitivitéit an och d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz, als sougenannten „Drëtte Pilier“.

Dorunner gi mer gemooss. An duerfir sinn ech als Finanzminister extreem frou an houfreg driwwer, dass Gesetzer wéi déi do ohne Wenn und Aber och déi breet Zoustëmmung vun enger Lëtzebuerger Chamber fannen. Dat ass eppes, op dat d'Ausland extreem dobausse kuckt: Wéi schnell mer kënnen agéieren – an hei agéiere mer schnell – a wéi genau mer eis Gesetzgebung an d'Besoinen an d'Ufuerderunge vun der Finanzindustrie, och am Sënn vun der Rechtssécherheet, kënnen upassen.

Duerfir e grouse Merci. Dat hei ass e grouse Schrëtt fir e weidere Kompetitivitéitsfacteur vu Lëtzebuerg als Standuert vun engem vun de gréisste Finanzzentren vun der Welt.

**Une voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** Villmools merci, Här Finanzminister. Wësst Der, d'Wichtigkeet vun engem Gesetz hänkt net ëmmer vun der Längt vun eisen Diskussiounen of, ...

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** Nee, dat ass richtig.

**M. Claude Wiseler, Président |** ... mee vun der Expressioun vun eise Votten.

**Une voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** An dofir komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8425. Den Text steet am Document parlementaire 8425<sup>3</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8425 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, bei enger Abstentiuon. An domat ass dese Projet de loi also bei 57 Jo-Stëmmen géint 2 Nee-Stëmmen bei enger Abstentiuon uegeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8425 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

**12. 8427 – Projet de loi portant :**

**1<sup>o</sup> transposition de la directive (UE) 2024/1174 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n<sup>o</sup> 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**

**2<sup>o</sup> mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n<sup>o</sup> 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres ;**

**3<sup>o</sup> modification de :**

**a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;**

**c) la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) ;**

**d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**

**e) la loi du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage**

Op eistem Ordre du jour vun de Moie steet als nächste Punkt de Projet de loi 8427, d'Ëmsetze vun enger Rei europäeschen Direktiven, ënner anerem iwwert d'Minimalfuorderung fir Eegefongen an eligibel Verflechtungen. Och dëse Projet steet ënnert dem Riedemodell avec rapport et sans débat. An hei huet dann den honorabelen Här Laurent Mosar als Rapporteur d'Wuert. Här Mosar.

**Rapport de la Commission des Finances**

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, mam virleiede Gesetzestext 8427, deen den Här Finanzminister de 25. Juli 2024 an der Chamber deposéiert huet, hu mer et mat engem finanztechnesche Projet ze dinn, bei deem et, vereinfacht gesot, ëm d'Kapitalfuorderungen u Banken an Zukunft geet.

Et ass wéi ëmmer bei deene Gesetzer iwwer Kapitalfuorderungen en extreem wichtegt Gesetz fir d'Finanzstabilitéit, well mer alleguerte wëssen, datt, wann eng systeemesch Bank rutscht, dat kann extreem gross Inzidenzen op de ganze Bankesystem hunn.

Fir d'Widerstandsfäegkeet vun de Banken ze verbesseren an de Risiko vu systeemesche Krisen ze verklengeren, ginn elo e puer Gesetzer opgrond vu verschiddenen europäeschen Direktiven a Reglementer geännert. An ee vun deene weesentleche Punkte vun dësem Gesetz läit dann och am Beräich vun der Bankeresolution, déi dee sougenannte ganz floten Numm „Daisychains“ huet an déi dann haut och implementéiert gëtt. Ech muss allerdéngs soen, den Numm täuscht e bëssen, well de Projet de loi ass relativ dréchen.

Am Weesentleche geet et also hei drëms, datt d'Banken, déi solle gerett ginn, am Virfeld mussen nowiesen, datt se genuch Substanzen an hirem Bilan hunn. Dat géllt souwuel fir déi Banken, déi eng administrativ Ofwécklung maachen, wéi och fir déi Banken, déi carrement liquidéiert ginn. Fir datt do den néidege Puffer besteet, muss dat néidegt Kapital och am Ufank vun de Banken disponibel sinn, fir an enger

éischter Phas d'Pertë kënnen ofzefiederer, a fir datt an enger zweeter Phas, wann et da géif komplett schifgoen, dann och nach genuch Substanz do ass.

Fir deem Rechnung ze droen, gi verschidde Modalitéiten ugepasst, wat déi sougenannte Resolutionsprozedur ugeet, fir dass déi kann erfollegräich ofgewéckelt ginn. Jee no Struktur respektiv no Gréisst vun enger Bank muss genuch Kapital do sinn, fir dass d'Stabilitéit vun deenen eenzelnen Entitéiten och gewärleescht gëtt. An deem Sënn gëtt dann och nach Basel III prezisiéiert, wou et ëm déi Bankeregulation geet.

Vu Basel III gëtt en europäescht Reegelwierk ofgeleet, vun deem mir hei zu Lëtzebuerg verschidden Optione iwwerhuelen. Ervirzehiewe wier ganz besonnesch d'Berechnung vum Risiko vu residentiellen Immobilienkreditte. Dat zielt net nëmme fir e groussen Immobilienprojet, mee dat zielt bei enger Bank zum Beispill och, wann d'Zomm vun den eenzelnen Immobilienkreditte, déi Privatleit hunn, e gewëssene Pfaffong iwwerschrëit. Do muss een da kucken. Wéi déi eenzel Risikooptione innerhalb vun de Memberstaate gemaach ginn. Déi eng Banken orientéiere sech direkt um Reegelwierk vu Basel III, wat d'Eegekapital betrëfft, aner Banke kënnen no interne Berechnungsmodeller funktionéieren.

Sënn an Zweck vun dësem Gesetz ass et, fir dës Bestëmmungen an eiser nationaler Gesetzgebung ze prezisiéieren, wou den Haaptpunkt deen ass: Wéi berechnen ech de Risiko bei der Gesamtvergab vu residentiellen Immobilienkreditte?

Dat kléngt, a kléngt och net nëmme, mee ass extreem technesch a komplizéiert. Mee mir hu vun den Experten aus dem Finanzministère awer all déi néideg Explikatiounen heizou an der Finanzkommissioun kritt.

Här President, e weidere Punkt vum Projet de loi betrëfft verschidden Upassungen an eiser Finanzgesetzgebung. Esou kënnt et an der Bankeresolutionsgesetzgebung zu enger weesentlecher punktueller Upassung.

Wéi Dir alleguerte wësst, hunn d'Banken eng Lizenz, soss kéinte se jo net operationell sinn. Elo gëtt eng Flexibilitéit agebaut am Fall, wou eng Bank géif rëtschen. Nei ass, datt deejeenigen, deen dës Bank iwwerhëlt, och net onbedéngt muss selwer direkt eng Banklizenz hunn. Dat kann zum Beispill de Fall sinn, wann en Assurancégrupp de Repreneur ass, dee jo eigentlech keng Lizenz als Bank besëtzt. Dëse Grupp kéint dann temporär iwwert déi Lizenz fuere, als Bank vun där Entitéit, déi se iwwerhëlt.

De Finanzminister huet eis an der Finanzkommissioun informéiert, datt dës Flexibilitéit och eng Demande vum Secteur war, déi dann och vun der CSSF expressement approvüiert ginn ass.

Eng weider Ännerung kënnt dann elo bei de generelle Krittäre vun de Bankenagementen. Et gëtt och e ganz laange Verfarenprozess, wann eng Bank zu Lëtzebuerg wëllt operationell ginn. An dësem Verfarenprozess ginn elo verschidde Prezisioune virgeholl, fir dëse Prozess méi ze straffen a gegebenefalls och méi séier ofzewéckelen.

E weidere Punkt betrëfft déi sougenannte Pfandbréiwer. Hei gëtt méi Rechtssécherheet geschaft um Niveau vun der Valorisation vun den Aktivaen.

Beim Zukunftsfong gëtt beim Sekretariat, déi d'Suen aus dem Fong geréieren, eng Indemnitéit agefuert, well déi Leit hunn et bis dato onentgeltlech gemaach. Dat selwecht géllt dann och nach fir den Assurancégarantiefong.

An zu gudder Lescht kommen dann nach verschiddenen Ofännerungen a verschiddenen Texter, déi reng

technescher Natur sinn, wou zum Beispill falsch Verweise op Artikele redresséiert ginn.

Zu den Avisen. Zu dësem Gesetzestext sinn et nëmme zwee Avisa ginn. Déi Europäesch Zentralbank kënnt zur Konkusioun, dass verschidden Ännerungen net an hire Kompetenzberäich falen, an deemno huet si déi Dispositioun vum Gesetzestext och net aviséiert.

De Staatsrot huet dee komplexen Dossier den 12. November positiv aviséiert. Hien hat awer zwou Opposition-formellen op den Artikelen 9 an 10. Déi konnten awer entre-temps behuewe ginn, soudatt de Rapport vun der Finanzkommissioun den 13. Dezember ugeholl ginn ass an elo haut an hei an der Chamber zum Vott steet.

Ech hoffen op eng breet Zoustëmmung a soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Dëse Projet de loi, deen heescht bei eis intern „Daisychains“. An et geet net ëm dem fréiere Rudolph Moshammer sengem Hond seng Ketten, ...

(Hilarité)

... mee hei geet et ëm en ...

(Interruption)

Jo, jo, jo, hei geet et ëm e wichtege Gesetzesprojet, deen net nëmme technescher Natur ass, wéi den Här Mosar dat virdu gesot huet, mee hei geet et och ëm richtig Politick, nämlech Finanzpolitick. Well en huet mat Recht drop higewisen: Et geet ëm Kapitalfuorderung vu grouse Bankgruppen an et geet och ëm de Risiko vum Kapitalmanagement vun deene Bankgruppen. A wann ech Tech dat Stéchwuert soen aus der Schwäiz, „Crédit Suisse an UBS-Ofwécklung“, da wësst Der, dass dat hei eng Implikatioun huet, déi net nëmme zu Lëtzebuerg eng grouss Roll spillt, mee och doriwwe eraus.

An eng vun den Diskussiounen, déi um Niveau vun europäeschen Instanzen ass, ass déi: Kënnt duerch déi Neiausrichtung eventuell eng Neiausrichtung och vun Amerika géintiwwer de Basel-III-Ufuerderungen? Dat heescht, hält déi nei Trump-Administratioun sech integral un déi Basel-III-Regelen oder net? Dat wäert eng Fro sinn, déi sech am nächste Joer och d'Europäesch Unioun muss stellen a wou si gegebenefalls hir Politick do muss ajustéieren. Dat sinn also fundamental finanzpolitesch Dossier.

An eng vun den Haaptfroen – an den Här Mosar ass dorobber agaangen – ass d'Ofwécklung vun de Banken. Kréie mer et dohin, dass mer am Kontext vun der Europäescher Unioun e gemeinsaamt Reegelwierk hunn, wat d'Ofwécklung vun de grouse Finanzgruppen, a virun allem vun de Banken, reegelt?

An eng lescht Fro war déi vun de Pfandbréiwer. Dat war eppes, wat mer mol an der Zäit zu Lëtzebuerg kann hunn. An duerfir maache mer an dësem Gesetz eng Upassung, fir do Rechtssécherheet ze schafen an engem Marché, deen erëm méi zu Lëtzebuerg opkënn, fir deem dann och dee Kader ze ginn, fir dass e sech positiv, dynamesch, am Interessi vun eiser Staatskeess kann entwéckelen.

Dat gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. An domat wäere mer dann um Schluss vun den Diskussiounen zu dësem Projet ukomm.



A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8427. Den Text steet am Document parlementaire 8427<sup>s</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8427 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, deemno keng Nee-Stëmmen, keng Abstentiuon. De Projet ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **13. Ordre du jour**

An als leschten, net als leschte Punkt, als theoretesch leschte Punkt vum eiselem Ordre du jour vum de Moie steet nach ee Gesetzestext, den 8048.

Mir probéieren awer, well mer relativ fréi an der Zäit sinn, ze kucken, datt mer d'Leit alleguer zesumme kréien, fir deen nächsten Text, deen de Mëtte virgesi war, och scho kënnen de Moie matzehuelen. Wann eis dat gëllt, da fuere mer duerno, no dësem Text, weider. Ech wollt Iech just déi Informatioun ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

## **14. 8048 – Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanctions du règlement (UE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le règlement (CE) n° 10 13/2006 et la directive 2009/16/CE et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime**

**M. Claude Wiseler**, Président | An da komme mer elo zum Projet de loi 8048, d'Ëmsetze vum enger Rei

Modalitéiten a Sanktioune vum europäesche Reglement iwwert de Recyclage vu Schëffer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

### **Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme**

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegeen, Här Minister, dëst ass den drëtten maritimem Projet vum dësem Wanter hei an der Chamber.

Ëm wat geet et? Et sinn u sech dräi Punkten ervirzehiewen. Éischtens, de Projet de loi soll d'Applikationsmodalitéite vum EU-Reglement 1257/2013 an d'Sanktiounen dovun prezisieren; zweetens, verschidden international maritimem Konventiounen approuvéieren; drëtten – an Dir wësst et, mir haten dat d'lescht Woch scho bei deenen anere maritimem Projeten – gëtt erëm eng Kéier de Lëtzeburger Regierungskommissär als zoustänneg Administratioun festgeluecht. An et kënn derbäi, dass hien direkt och d'Autorisatiounen kritt, fir eeben eng Partie oder all seng Missiounen an agreéiert Organisme viruzeginn.

Wat ass d'Rechtslag? De Projet de loi 8048 ass am Juli 2022 deponéiert ginn. Duerno koumen zwee konstruktiv Avis vum der Chambre de Commerce. Si hunn dat begréisst.

Duerno, oder deelweis parallel, koumen dräi Avis vum Staatsrot. Déi zwee éischt, déi ware ganz kritesch, do waren Opposition-formellen dran. Ëm wat ass et gaang? Ech hunn Iech gesot, et ass en EU-Reglement. An Dir wësst, dass en EU-Reglement d'application directe ass an de Memberstaten. De Ministère hat awer eng Reformulatioun vu bestëmmten Dispositiounen gemaach, an do war déi héich Kierperschaft net dermat d'accord. Dunn ass nogebessert ginn. Den zweeten Avis war och nach ganz kritesch mat enger Opposition formelle. An du kum awer e klärende Bréif vum der zoustänneger Kommissioun, an do sinn déi Interpretationsdifferenzen, wann een dat gentiment esou kann nennen, du verschwonnen. An dunn huet de Staatsrot an engem drëtten Avis da säin Accord ginn.

Här President, de Kontext. D'Fro, d'Problematik vum der Entsuerung – mir soen och Schleefung oder Demontage oder Recyclage – vu Schëffer huet säit Joren international fir grouss Befierchtungen a Soucié gesuergt, well do total wëll gehandelt ginn ass, an et waren ëmmer immens Gefore fir d'Gesondheet, fir d'Sécherheet a fir d'ganz Ëmwelt an notament den Zoustand vum Mier.

Am Detail: Do ass Remedur geschaaft ginn. Dunn ass 2009, den 13. Mee (veuillez lire: 15. Mee), déi international maritimem Konventioun vum Hongkong ugeholl ginn, eebe vum den internationale Staaten. Lëtzebuerg huet déi Konventioun am Mee 2022 ratifizéiert.

Wat ass dann elo d'Kärstéck vum dësem Hongkong-Konventioun?

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Éischtens, d'Konzeptioun, d'Preparatioun, de Bau an d'Exploitatioun vum alle Schëffer gëtt genau considéiert, fir dass een herno weess, wéi ee se muss entsuergen.

Zweetens, et gëtt ganz genau gekuckt, wéi d'Recyclageinstallatiounen exploitéiert ginn.

An drëtten, et gëtt och gekuckt, en appropriéierten Exekutiounsmechanismus fir déi Entsuerung ze maachen, well dat si ganz komplizéiert Operatiounen.

Här President, leider ass déi Hongkong-Konventioun haut awer nach ëmmer net en vigueur. Et sinn zwar 17 Staaten, déi se ratifizéiert hunn, dobäi néng europäesche Staaten. Dat ass déi éischt Konditioun. Mee et kënn eng zweet Konditioun derbäi. Momentan sinn et nëmmen 29,7 %, also déi 17 Länner stellen nëmmen 29,7 % vum dem Bruttoregister-tonnage vum der weltwäiter Handelsflott duer. An dat geet net duer, well et si 40 % verlaangt, fir dass déi Konventioun en vigueur kënn.

Wat muss dann elo geschéien, fir dass se endlech en vigueur kënn, fir dass se dann international spillt?

Wéi gesot, Staate sinn der genuch do: 15 Staaten, dat ass déi éischt Konditioun; et sinn der elo scho 17. Mee elo kënn déi Zweet: Nach eng Kéier, et musse 40 % vum Bruttoregister-tonnage vum der weltwäiter Handelsflott zesummekommen. An drëtten – wat nach méi komplizéiert ass –: Hire maximale Joresrecyclage während de leschten zéng Joer muss 3 % vum Bruttoregister-tonnage vum der weltwäiter Handelsflott duerstellen.

Elo ass et esou: Et kommen nach zwee oder dräi Länner derbäi aus Asien, an et geet een dervun aus, dass am Fréijoer 2025 déi maritimem Hongkong-Konventioun dann endlech en vigueur kënn. D'Organisation maritime internationale huet dat mol esou virgesinn.

Vu dass se awer net leeft, huet – wéi esou oft – d'Europäesch Unioun d'Kommissioun suppléiert a Remedur geschaaft duerch eeben dee Reglement, dee mer elo hei sollen unhuelen, also de Projet de loi, fir dee Reglement dann ze approuvéieren, oder éischer ze prezisieren, vu dass e jo d'application directe ass. Si hu Remedur geschaaft mat deem Reglement 1257/2013, fir eebe just derfir ze suergen, dass d'Gesondheet, d'Sécherheet an d'Ëmwelt geschützt gi bei deem Recyclage.

De Reglement, bon, wéi esou oft ... erënnert Iech, d'lescht Woch hate mer och schon déi Problematik, dass d'Europäesch Kommissioun mat Momenter méi streng ass wéi d'international maritimem Konventiounen. Hei ass dat erëm de Fall. Bei deene Recyclagen, do si ganz oft ganz géfteg Substanzen, déi erauskommen, wa recycéliert gëtt, an den EU-Reglement setzt nach op d'mannst ee geféierleche Produit op d'lescht vum deene geféierleche Substanzen.

Haaptzil vum Projet de loi, deen eis de Moien hei beschäftegt, ass also, d'Sanktioune vum EU-Reglement 1257/2013 ze klarifizieren. De Regierungskommissär, eemol méi an dësem Projet och, gëtt erëm eng Kéier als zoustänneg Verwaltung agesat.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ech hunn Iech geschwat vu geféierleche Substanzen, déi fräigesat ginn, wann esou e Schëff recycéliert gëtt. An de Regierungskommissär huet, opgrond vum dësem Gesetz, d'Obligatioun oder d'Missioun, d'Kontroll ze maachen an och den Inventar dauernd à jour ze hale vum alleguerten deene geféierleche Substanzen, ëm déi et dann do elo geet.

Da muss de Schëffbesëtzer ... An dat ass och eppes ganz Wichtiges. Well wann een e Schëff recycéliert, dat kascht ganz vill Geld, an dofir waren e ganze Koup Schëffbesëtzer net seriö an hunn de Recyclage net gemaach. Elo ass et esou: Dem Reglement no, wann ee wëllt e Schëff recycéliieren, da muss de

Schëffsbesëtzer informéieren. Dee muss dann elo déi zoustänneg Instanzen – hei dann de Commissaire aux affaires maritimes – informéieren, par notification, dass en e Schëff wëllt an de Recyclage schécken.

An dann, wat och nach derbäikënn, dat ass: Rëm eng Kéier de Regierungskommissär – well dat ganz spezifesch Missioun sinn – kann déi delegéieren un habituéiert aner Sousorganisatiounen.

An da kënn och nach derbäi, dass och mat dësem Projet de loi eeben d'Konventioun vun Hongkong, déi mer jo schon 2022 ratifizéiert hunn, op d'Lëscht kënn hei zu Lëtzebuerg vun de ratifizéierte Konventiounen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech doen elo nach ganz kuerz d'DP-Kap un.

### Discussion générale

Vu dass ech a mengem Liewe fënnf Joer um Mier war an déi onméiglechst Situatioun matgemaach hunn, kann ech Iech soen: Wa verraschte Wracken am säichte Waasser, wat net ganz héich ass, dorëmer trëllen, sinn déi eng riseg Gefor fir all Schëff, wat ze no laansch kënn a wat net e ganz performante Radar huet! An notament nuets ass dat eng riseg Gefor an do si ganz schwéier Accidenter geschitt.

Dat Zweet ass: Mir wëssen alleguerten, dass ganz och recycléiert ginn ass an asiatesche Länner, op asiatesche Plagen, ënner total mënschenonwürdege Konditiounen. An och op Käschte vun der Gesondheet vun alleguerten de Leit a vun der Ëmwelt sinn déi Recyclagé gemaach ginn. Et war eng riseg Katastroph. Dofir ass héich Zäit, dass déi eng riseg Texter elo hei kommen, dass déi wëll Entsuerung mat all de Problemer hofentlech elo endlech Geschicht ass!

Plusieurs voix | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP) | Mat dësem drëtten Projet maritime ass Lëtzebuerg elo, ech géif bal soen – mee um Mier ass dat net esou gutt, mee als Terme kennt Der dat awer –, geschwënn am Peloton de tête an huet eng exzellente Situatioun am Secteur maritime international, well mer alleguerten déi Texter elo ëngesat hunn, mat präzise Missiounen, Obligatiounen, déi de Lëtzebuerg Staat an notament de Regierungskommissär da soll maachen.

Fir eist Land, wéi gesot, si mer elo am Peloton de tête. Dat ass fir Lëtzebuerg e groussen Atout, och wéinst der Seriositéit vun eisem Secteur maritime. An dofir bréngen ech mat Pleséier den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen der Madamm Beissel villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An da ginn ech der Madamm Stéphanie Weydert d'Wuert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Jo, d'Madamm Beissel hat scho gesot, dass dëst den drëtten Gesetzesprojet bannent enger Woch ass iwwert de Secteur maritime. E ganz wichteg Standbeen och vu Lëtzebuerg. No den Aarbechtkonditiounen vun de Séileit an der Sécherheet vun de Schëffer geet et haut ëm de Recyclage vun de Schëffer, fir dass déi effektiv net esou am Mier do ronderëm gammelen an dann awer eng Gefor si fir all déi aner, déi do um Mier navigéieren.

Déi 206 Schëffer, déi mir an eisem Pavillon maritime hunn, wäerten och enges Daags ausser Déngscht goen an dann eeben och ënner deene Konditiounen vun deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, mussen recycléiert ginn. Dofir: Et ass wichteg am Sënn vun Ëmweltschutz an awer och vum Schoune vun de

Ressourcen, dass dës éierbar recycléiert ginn an déi geféierlech Substanzen uerdentlech entsuergt ginn.

Dowéinst hu mer och déi Konventioun vun Hongkong vun 2022 scho ratifizéiert. A mat dësem Gesetz applizéiere mir dann elo d'Modalitéiten zum EU-Reglement iwwert de Recyclage vun de Schëffer. Mir huele Verantwortung fir eise Pavillon a maachen eppes fir d'Ëmwelt- an d'Kreeslafwirtschaft. Dowéinst wäert och d'CSV hei dëse Projet positiv aviséieren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Meng zwee Virriednerinnen hunn dat esou gutt an ausféierlech erkläert, dass deem näischt méi bäizefügen ass an ech domadder den Accord vun der LSAP ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir fannen och, dass dat e gudden Projet de loi ass. Do gëtt eppes konkret fir den Ëmweltschutz gemaach a mir ekutéieren eng international Konventioun, en europäescht Reglement, an elo e Lëtzebuerges Gesetz.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Et geet an dëser Saach souwuel ëm d'Sécherheet wéi ëm d'Kreeslafschléissung, an dofir ginn ech heimmadden och den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Rapportrice ass drop agaangen: Et war kee Projet, deen eng ganz einfach Gebuert war, och einfach, well Lëtzebuerg net immens vill Kilometer Küst huet, an deemspriechend déi ganz Recyclinginfrastruktur fir déi Schëffer net esou einfach hei zu Lëtzebuerg kënnen installéiert ginn. Bien que dass ee sech sou lues misst d'Fro stellen, wann nach eng Kéier eng Schleis géif futti fueren, ob een net och dann esou Installatiounen fir d'Muselschëffaart hei zu Lëtzebuerg kéint installéieren. Mee bref! Dat gesot, ass dat heiten e wichtige Projet fir den Ëmweltschutz.

An datt et heiansdo e bëssen dauert, bis mer d'Konventioun ratifizéieren, gesäit een hei och dran. Déi heite Konventioun vun Hongkong, déi mer dann haut endlech mat op d'Lëscht huelen, déi d'äerf d'nächst Joer scho legal hei zu Lëtzebuerg Alkohol drénke goen. Esou laang hu mer se net ratifizéiert. Dat heescht, et wär definitiv un der Zäit, dass mer dat maachen. An dofir gi mer och eisen Accord.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, et ass e ganz wichtige Projet fir de Recyclage vun de Schëffer, wou et ëm d'Natur an awer och ëm d'Leit geet. Dofir sinn ech frou, dass déi breet Zoustëmmung hei ass, dass och

mir eebe grad hei déi Konventioun esou matdroen an och do eis Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Da géife mer zum Vott vum Projet de loi kommen; d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8048. Den Text steet am Document parlementaire 8048<sup>8</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8048 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Deemgemäss keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 15. Ordre du jour (suite)

Theoretesch wäere mer elo um Enn vun der Sëtzung vun haut de Moien ukomm, mee vu datt mer an der Conférence des Présidents och decidéiert haten, dass mer géifen en continu weiderfueren, esou wäit wéi mer haut de Moie géife kommen, géife mer elo eng Rei Punkte vum Ordre du jour vun de Mëtten direkt de Moien huelen.

Mir müssen eis awer e wéineg reorganiséieren, well déi eng oder déi aner hate sech e wéineg anescht agestallt. Ech géif Iech, wann Der domat d'accord wäert, proposéieren, dass mer elo géifen d'Question élargie vum Här Dan Biancalana virhuelen, well mer déi zwee Ministeren hei hunn, déi sollen dorobber äntwerten.

Sidd Der domadder averstanen?

(Assentiment)

Da kënnen mer dat esou maachen.

## 16. Question élargie n° 29 de M. Dan Biancalana au sujet de la prise en charge du transport des détenus

Da komme mer also zur erweiterter Fro Nummer 29 vum Här Dan Biancalana iwwert de Gefaangenen-transport. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert seng eventuell Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntwerten. An, Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, de 15. Oktober hat ech der Madamm Justizministesch an dem Här Inneminister eng parlamentaresch Fro zum Gefaangenen-transport gestallt. An hirer Äntwert soen déi zwee Ministeren, datt den aktuelle System vum Gefaangenen-transport mat der Police – konkret der UGAO, der Unité de garde et d'appui opérationnel vun der Police grand-ducale – gutt fonctionnéiere géif, an datt a Consultatioun mat deene betreffenen Acteuren dëse Constat confirméiert gouf.

Datt d'Madamm Ministesch an den Här Minister mat hirer Aschätzung net ganz richtig louchen, konnte mer bekanntlech an der Press noliesen. Déi gréisste Police-Gewerkschaft, d'SNPGL, seet do, datt si net der Meenung wier, datt den aktuelle System vum Gefaangenen-transport gutt fonctionnéiere géif.

Ganz au contraire wier et esou, dass d'Aarbeitskonditiounen vun de Policeagentinnen an -agenten inakzeptabel wieren. D'Manier, wéi d'Agenten organiséiert wieren, géif si och enormem Drock an héije professionnelle Risiken aussetzen. Et ass och verwonderlech, dass d'Ministere wuel konstatéieren, datt d'Agentinnen an d'Agenten vun der UGAO mat enger ganz héijer Aarbeitslaascht konfrontéiert sinn, mee si d'Léisung fir d'éischt doranner gesinn, no alternative Léisungen ze sichen, fir datt d'Zuel vun de Gefaangenen-transporter ka reduzéiert ginn.

Et stinn dann am Regierungsprogramm scho konkret Aktiounen, fir dëse Problem unzegoen. Ech zitieren: „Dans le but de réduire la surcharge de travail de la police, certaines tâches, comme le transport des détenus, seront confiées aux agents pénitentiaires.“

Och stoungen änlech Fuerderungen am Walprogramm vun der CSV. An den Här Inneminister, a senger Qualitéit als fréieren CSV-Deputéierten, huet jo och méi wéi eng Kéier ganz staark esou e Wiessel gefuerdert a sech och dofir ausgeschwat.

Och d'Policegewerkschaft, d'SNPGL, bedauert, dass sech trotz dëse kloer Punkten am Koalitionsaccord elo näischt deet. Si ass der Meenung – an där Meenung si mer och als LSAP –, datt et elo un der Zäit ass, konkret Mesuren ëmzesetzen. Och d'Police- an d'Arméiegewerkschaft huet op hirer Generalversammlung am November festgehalten, dass déi aktuell Situatioun fir de Gefaangenen-transport net an der Rei ass an dass Changementer sollten deementspreechend kommen.

D'Presidentin vun der SNPGL sot: „De Polizist ass net de besser bezuelten Taxischauffer! Zil soll et bleiwen, datt d'Agents pénitentiaires dat iwwerhuele sollen, natierlech mam néidegen Zäitraum, fir d'Gesetz ze adaptéieren an hinnen déi néideg Formatiounen ze ginn.“

A souwuel den Direkter vun der Prisongsverwaltung wéi och d'Association des agents pénitentiaires schloen och an déi selwecht Richtung: dass d'Agents pénitentiaires am Fong mussen ekipéiert ginn an effektiv och forméiert ginn, fir den Ufuerderungen vun hirer Tâche kënnen gerecht ze ginn a fir se kënnen auszeüben.

D'Policegewerkschaft ass also derfir, datt d'Polizisten dës Missioun net méi ausüben. An d'Association des agents pénitentiaires ass preneur, fir nei Aufgaben ze erfüllen.

An dësem Kader wëll ech am Fong an dëser erweiterter parlamentarescher Fro eng Rei Froen un déi zwee zoustänneg Ministeren stellen.

Kënnen d'Madamm Ministesch an den Här Minister erklären, wéi et zu dësem komplette Revirement a punkto Gefaangenen-transport komm ass? Wisou huet d'Regierung hei elo eng aner Approche? Mir si jo éischer gewinnt ze héieren, datt Punkten, déi net am Regierungsprogramm stinn, net ëmgesat ginn. Hei ass et jo dann ëmgedréit. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet: Wéi kann et sinn, datt d'Ministere soen, datt alles gutt geet, wann dat offensichtlech net de Fall ass an déi betreffenen Acteuren dat och confirméieren?

Drëtt Fro: Ass eng Kompetenzerweiterung an och eng Opwärtung, wéi gesot, vun de Giischercherer ugeduecht? Wéi gesot, och do gouf sech méi wéi eng Kéier an der Vergaangeneit fir eng Opwärtung vun de Karriäre vun den Agents pénitentiaires agesat.

Dir schwätzt vun alternative Léisungen. Wat wäeren déi alternativ Léisungen? Sinn dat besteeënder? Sinn dat neier, déi ëmgesat ginn? A wat heescht dat generell a punkto Perspektiv fir déi concernéiert Polizisten an och Giischercherer?

An eng lescht Fro: Wat de Prisong Uerscherhaff ugeet, do besteet jo d'Méiglechkeet, dass d'Untersuchungsrichter sech kënnen dohinner deplacéieren. Gëtt der Madamm Ministesch no genuch dorobber zrëckgegraff? A wann net, wat si Grënn dofir? A wéi kann een dat deementspreechend, wann et de Fall ass, verbessern?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana.

Da wär et un der Regierung. Ech gesinn, fir d'éischt d'Justizministesche. Dir hutt 10 Minutten zu zwee.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir dës Fro, déi mer och eng Kéier d'Méiglechkeet gëtt, op dee Punkt anzegoen.

Et ass net ganz richtig ze soen, et wär e Revirement. Dat ass et nämlech guer net! Mee si hunn eis just d'Fro gestallt: „Wéi kënnen mer dee Problem léisen, deen awer existéiert? A wéi kënnen mer en och kuerzfristeg léisen?“

Dir hutt gesot: „De Policetransport fonctionéiert gutt.“ E fonctionéiert an deem Sënn gutt, datt e säin Zweck erfüllt an datt mer et effektiv fäerdegbréngen, all déi Transporter ze maachen. Dat ass awer nëmmen – an dat muss ee ganz kloer ënnersträichen – dank dem Engagement vun deene Polizisten, déi dat maachen! A mir sinn eis ganz kloer bewosst, datt dat ganz vill Ressourcë verbraucht. An dat ass dee Problem, dee mer eigentlech mussen léisen. A vu datt mer wëssen, datt eng Reform méi laang Zäit hält ... Déi lescht Reform ass, wéi gesot, eréischt vun ..., och nach net ganz al. Dowéinst probéiere mer hei, par étapes ze procedéieren.

Dat éischt, wéi gesot, wat mer maachen, ass – a parallel wäerten déi aner Diskussiounen weiderlafen –, einfach och ze kucken: Wéi kënnen mer déi Transporter da reduzéieren?

An do gëtt et e puer Pisten. Vläch, fir der zwou ze nennen:

Dat eent ass effektiv ze kucken, vläch méi medezinesch Ënnersichungen am Prisong selwer ze

maachen. Well d'Transporter fannen eeben haapt-sächlech statt fir medezinesch Ënnersichungen a fir op d'Gericht.

An da fir deen zweete Volet stellt sech d'Fro, ob een net vläch och nach ka méi Akten iwwer Visiokonferenz maachen. Aktuell ass et schon esou, datt de Code de procédure pénale virgesäit, datt en Detenu ka gehéiert gi fir eng Deposition, eng Auditioun oder en Interrogatoire. Dat steet tel quel am Code de procédure pénale. Dat ass dann dem Richter seng Entscheedung, dat esou ze maachen oder net.

Mir kucken awer am Moment, ob et net nach vläch aner Akten an der Procedure gëtt, déi een och vläch kann digital maachen. An do si mer an enke Gesprecher mat de Justizautoritéiten, fir ze kucken, wat do méiglech ass.

Op alle Fall wësse mer, wa mer eng Reform maachen, datt de System herno muss op d'mannst esou gutt klappen, wéi dat haut de Fall ass. An dowéinst wéilt ech och nach kuerz awer soen, wat dat alles bedeit, eng Reform. Well dat ass awer keng kleng Reform, an a Frankräich huet et schlussendlech zéng Joer gedauert, bis déi Reform richtig ëmgesat war an och herno huet nach ëmmer net alles honnertprozenteg fonctionéiert.

Mee, Dir hutt et gesot: Et mussen eng ganz Rei Gesetzer ugepasst ginn an ëmgeschriwwe ginn; et mussen Formatiounen ugebuede gi fir déi Giischercherer, déi géifen un dësem Service deelhuelen. Et muss ee sech och bewosst sinn, datt dat net déi selwecht Agente kënnen sinn, wéi déi, déi sech och schon am Alldag ëm déi Prisonéier këmmen, einfach och ... Et ass evident, datt dat net kënnen déi selwecht sinn.

Mir misste ganz neit Material kafen, fir dat kënnen ze maachen. An eppes, wat och net onnegligabel ass: Mir mussen och kucken, datt d'Giischercherer erëm d'Recht kréien, Waffen ze droen. An da mussen mer nach eng ganz Rei aner Froen klären: Wat ass dann, wann ee fortleeft? Wat däre se maachen? Wat däre se net maachen? Dat sinn also Froen, déi mer net vun haut op muer klären.

An da muss ganz kloer och rekrutéiert ginn, well déi Leit, déi eis op där enger Säit feelen, feelen eis nach ëmmer herno op där anerer Säit. Dat heescht, dat ass schon eng Eraufuerderung.

Mir haten an deem Kontext eng ganz Rei Consultatiounen, dont och, wéi gesot, mat der Gewerkschaft vun der Police. A mir kucken eeben och, an engem Esprit collaboratif weiderzefueren, fir déi Pisten auszeschaffen. Den Inneminister wäert nach kënnen dorobber agoen. Mee et ass kloer.

A mir wäerten och kucken, wat am Ausland gemaach ginn ass. Mir wäerten eis do och vläch deplacéieren, fir ze kucken, wat gutt a wat schlecht leeft an deene verschiddene Länner. Well a Frankräich ass effektiv decidéiert ginn, de Gefaangenen-transport vun der Police op d'Prisongsverwaltung ze iwwerdreien. Mee dat huet, wéi gesot, zéng Joer gedauert. E ganz neie Service ass och doduerjer kreéiert ginn. An dat ass eng speziell Ekip. Dat heescht, et muss een och kucken: Wéi setzt een déi Ekip op?

An der Belsch hu se 2018 am Fong decidéiert, genau den ëmgedréinte Wee ze goen. Ech mengen, et muss ee kucken: Wat ass dat, wat am Endeffekt de Problem um Terrain léist? An do muss ee par étapes fueren. An dat ass, mengen ech, dat Wichtigst.

(Interruption)

Pardon. Ech hat nach eng Fro effektiv net beäntwert. Dir hat déi Fro vun den Auditiounen um Uerscherhaff

gestallt. Do ass et effektiv esou, datt dat och d'Entscheidung vum Riichter ass, ob e wëllt d'Auditioun um Uerschterhaff maachen oder net.

Et ass esou, datt et wichteg ass, datt de Riichter d'Persoun en face huet fir den Interrogatoire. Ech mengen, do spillt d'Kierpersprooch och eng weesentlech Roll. Et ass awer esou, datt een och muss bedenken, datt wann een decidéiert, den Interrogatoire um Uerschterhaff ze maachen, datt dat ganz oft och nach den Deplacement voraussetzt vun engem Affekt a vun engem Interpret. Woubäi dat och erëm eng Konsequenz huet op aner Affären, déi dann dee Moment leibleiwen, déi dann um Geriicht fixéiert sinn a mussen eventuell refixéiert ginn, soudatt do den Untersuchungsriichter natierlech déi Entscheidung och en fonction vu verschiddene Consideratiounen hält.

Ech soen Iech Merci an ech gi weider un den Inneminister.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Justizminister. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Deen huet nach ronn 5 Minuten. Merci.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro.

Ech wëll fir d'éischt emol dem Här Deputéierte Biancalana rappéléieren, vu wou mer kommen. Et ass eng Réforme pénitentiaire 2018 ginn. Well virun där Reform huet d'Police just d'Detenuen an déi klasséiert Condamnéiert gefouert. An dunn, ab dem Summer 2019, also ënnert der viregter Regierung, ass alles vun der Police iwwerholl ginn. An ech mengen, déi Zäit war nach en LSAP-Politiker Policeminister.

Vläicht e puer Chifferen.

Wéi gesäit d'Charge de travail fir den UGAO aus mat de Gefaangenentransporter? Mir hu fir déi lescht ziwielef Méint insgesamt 51.312 Stonne mam Gefaangenentransport verbruecht. Dat ass eng Augmentatioun vun 8 % par rapport zu 2023. Dovunner sinn 9.495 Stonnen aleng fir d'Virfierung beim Untersuchungsriichter, 5.248 Stonne fir d'Setzungsdeingschter an d'Prononcéé vun de Jugementer, 640 Stonne fir d'Chambre du conseil, an 340 Stonne si vun Abrëll 2023 bis Mäerz 2024 gemaach gi fir d'Consultatiounen vun den Dossieren.

Opgrond vun de Remarque vun der Madamm Negrini hat ech déi och invitéiert bei mech an de Ministère. Dat war eng ganz konstruktiv Sëtzung. Si huet och nach eng Kéier confirméiert, datt de Gefaangenentransport gutt funktionéiert, well d'Polizisten an d'Polizistinnen dat gutt maachen. A mir hunn och iwwer potenziell Méiglechkeete geschwat, wéi een de Gefaangenentransport kann entlaaschten.

Dat war och Sujet an deene verschiddene Comités de concertation régionale a besonnesch am Süden, an Ärem Bezierk, wou och e Representant vum Parquet do war, fir ze kucken, datt an Zukunft keng Transporter misste gemaach ginn, wa Chambre-de-conseil-Sitzung sinn oder bei Prononcéen.

Dat géif eis, der Police, natierlech hëllefen, well do kéint ee schonn tëschent 25 % a 40 % vun de Gefaangenentransporter aspueren. Si sinn amgaang, do ze kucken, dat vläicht bis Enn 2025 kënne en place ze setzen. Dat ënnerstëtze mir natierlech, well et och dann d'UGAO entlaascht.

Doriwwer eraus, mengen ech, kann ech mech nëmmen deem uschléissen, wat d'Justizministesch gesot huet. A mir hunn och wëlles, eng Kéier an Däitschland dee System kucken ze goen. Do gëtt et jo eng speziell Behörde, wéi se an Däitschland soen, déi dee ganzen Encadrement vun der Justiz, vun Fonctionnement vun der Justiz assuréiert. An dat wëlle mer och eng Kéier kucke goen.

Ech hat dat och kuerz ugeschwat, wéi ech elo zu Saarbrécke beim Kolleeg Inneminister do war. An da muss een ..., wéi gesot, d'Justizministesch huet jo och gesot, datt et a Frankräich och laang gedauert huet, fir dee Switch ze maachen. An dat sinn alles Consideratiounen, déi an eis Iwwerleunge mat afléissen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Inneminister.

Här Biancalana, hutt Dir nach eng Zousatzfro? Dat ass net de Fall. Dann ass och dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

## 17. 7961 – Projet de loi modifiant :

**1<sup>o</sup> la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs**

An da géife mer zum Projet de loi 7961 kommen iwwer eng Rei Ofännerunge vu legalen Dispositiounen am Registre de commerce et des sociétés, dem RCS, an am Registre des bénéficiaires effectifs, dem RBE. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen niewent dem Här Mosar: den Här Arendt, d'Madamm Braz, den Här Hardy, d'Madamm Tanson an den Här Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, de Projet de loi, deen ech elo de Pleséier hunn, Iech virstellen, betrëfft a sech d'Moderniséierung vun zwou zentrale Strukturen: op där enger Säit de Registre de commerce et des sociétés, RCS an ofgekierzter Versioun, an op där anerer Säit de Registre des bénéficiaires effectifs, den RBE. Dese Projet ass dann och e wichtige Mosaiksteen, wat eis wirtschaftlech Zukunft betrëfft, awer och, fir d'Situatioun an d'Positioun vun eisem Land als international Finanzplaz, notamment um Niveau vu senger Reputatioun, ze stärken.

D'Zil vum Projet de loi ass kloer: Mir wëllen d'Qualitéit an d'Genaukeet vun den Informatiounen, déi an deenen zwee Regëstere agedroe sinn, verbessern. Et geet drëm, datt déi Donnéeën ëmmer aktuell, korrekt a kohärent sinn, esou wéi et sech och fir eng modern Wirtschaft an e modernt Justizwiese passt.

D'Realitéit ass Follgend: Trotz dem Fortschritt duerch d'Automatiséierung vum RCS bleiwen nach ëmmer Lacunen, an och wann et méi einfach ginn ass, op Informatiounen vun deem Regëster zougéifen, ass dach d'Aktualitéit vun den Donnéeën net ëmmer ganz zefriddestellend. Et gëtt nach net genuch juristesche Mëttelen, fir déi gespäichert Donnéeën ze iwwerpräieren an, wann néideg, unzepassen.

Dofir proposéiert dese Gesetzesprojet eng Rei konkret Upassungen.

Fir d'éischt eng verstärkt Kontroll an Automatiséierung. D'Informatiounen sollen am Registre de commerce mat aneren nationale Regëstere wéi zum Beispill dem Regëster vun de Stroossen an de Lokalitéiten ofgeglaach ginn. Wann zum Beispill eng Adress geännert gëtt, soll dat automatesch och am RCS iwwerholl ginn.

Wat de Suivi betrëfft, do soll de Gestionnaire vum RCS nei Mëttele kréien, fir och d'Entreprise ëmmer erëm un hir gesetzlech Obligatiounen ze erënnere. D'Notifikatiounen an déi systematesch Relancé sollen dozou féieren, datt déi betrafften Entrepreneuren hir Donnéeën ëmmer ganz aktuell halen.

Da ginn eng Rei administrativ Moosnamen a Sanktiounen virgesinn. Wann eng Entreprise an Zukunft hir Obligatiounen, trotz Erënnungen a Rappellen, net erfëllt, kritt den RCS-Gestionnaire d'Méiglechkeet, administrativ Moosnamen ze ergräifen, an hie kann dat och beim Parquet mellen.

Dës Upassunge gëllen net nëmme fir de Registre de commerce, mee och fir de Registre des bénéficiaires effectifs. De Registre des bénéficiaires effectifs spillt, wéi Der dat alleguer wësst, eng zentral Roll och an der Lutte géint d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vum Terrorismus. Dofir ass et och noutwendeg, datt d'Informatiounen an deem Regëster ëmmer korrekt, exakt a kohärent sinn.

Déi grouss Linnen, wat elo d'Ännerunge fir den RBE betrëfft, si Follgend:

Hei soll a sech eng besser Interconnectivitéit zwëschen dem RCS an dem RBE geschaaft ginn. Dat bedeit, datt d'Donnéeën tëschent dese béide Regëstere méi einfach a méi séier kënnen ausgetosch ginn.

D'Deklaratiounsprozesser solle fir Entrepreneuren an Organisatiounen ewéi d'ASBLE méi einfach ginn. Dat hei ass also e ganz konkrete Schrëtt a Richtung Simplification administrative.

Déi technesch Moderniséierung gëtt duerch eng nei sécher elektronesch Plattform erméiglecht. An des Plattform erlaabt dann och den automatiséierten Datenaustausch an erméiglecht den Autoritéiten e besseren Zougang zu den Donnéeën.

Här President, komme mir zu den Avisen. De Staatsrot hat a sengem Avis eng Rei vun Opposition-formellen an huet awer och direkt eng Rei vu Verbesserungsvorschläge gemaach. Ech ginn elo net am Detail dodrop an. Dat kënnt Der alles a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Zur Prozedur wär nach Follgendes ze soen: Dese Gesetzesprojet ass de 27. Januar 2022 deposéiert ginn. Et koumen am Ganze 17 Avisen eran, déi ech, an dat verstitt Der, aus zäitliche Grënn net alleguerten hei kann developpéieren. Erlaabt mer awer trotzdem, bei Geleeënheet vum Vott vun deemem Projet, all deenen Associatiounen, déi heizou en Avis gemaach hunn, e grouse Merci ze soen a fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

Ech erlabe mer awer, hei trotzdem op verschiddenen Avisen ganz kuerz anzegoen. Sou huet de Staatsrot de 7. Februar 2023 säin Avis ofginn an huet duerno nach véier Avis-complémentaire zum Gesetzesprojet publizéiert.

D'Chambre de Commerce huet hiren éischten Avis de 4. Mee 2022 publizéiert an duerno och nach zwee zousätzlech Avisen presentéiert.

Genau wéi de Staatsrot an d'Chambre de Commerce, huet och d'Commission nationale pour la protection des données hiren éischten Avis den 31. Mäerz 2023 eraginn.

Ech gouf duerno an der Sitzung vun der Justizkommissioun vum 28. Mäerz vun deemem Joer zum Rapporteur ernannt.

D'Justizkommissioun huet iwwer dräi Serien Amendements parlementaires diskutéiert an déi dann och an der Kommissioun ugeholl. Dës Amendementer goufen dann och alleguerte vum Staatsrot aviséiert.

An de Staatsrot huet dann zu gudder Lescht säi leschten Avis complémentaire den 10. Dezember vun dem Joer eraginn.

Dësen Avis gouf den 12. Dezember an der zoustänneger Justizkommissioun analyséiert an de Rapport vun deemem Projet gouf dann och an där selwechter Kommissioun uegheoll.

Här President, domat schléissen ech mäin Exposé als Rapporteur. An erlaabt mer dann nach ganz kuerz, schnell déi Kap vun mandatéierter Spricheger vun der CSV-Fraktioun unzedeoen.

### Discussion générale

D'CSV-Fraktioun begréisst natierlech, datt dese Gesetzesprojet no ganz laanger Onsécherheet um Terrain dann endlech de Moien hei zur Ofstëmmung kënn. Ech muss soen, ech hu selten och a menger Karriär als Rapporteur vu ganz ville Projeten e Projet gesinn, deen esou oft zwëschent der Justizkommissioun an dem Staatsrot hin- an hierraangen ass.

Mir hate souguer eng Kéier eng Sitzung als Chamberskommissioun am Staatsrot, fir ze kucken, ob mer hei net méi schnell géife virukommen. Ech muss och soen, et war äusserst komplizéiert, well et och zum Deel en extreem technesche Projet ass an et ware wierklech ganz vill Explikatiounen néideg zwëschent der Justizkommissioun an och der Regierung an dem Staatsrot, fir datt mer da schlussendlech zu engem positiven Ofschluss komm sinn.

Ech wëll och nach eng Kéier widderhuelen, wéi wichteg datt et besonnesch an den haitegen Zäiten ass, fir kloer Richtlinnen ze hunn, fir den Émgang mat Donnéeën vun Entrepreneuren, awer och haaptsächlech de Wee fir den Zougrieff op des Donnéeën méiglechst einfach ze maachen, natierlech ëmmer ënnert dem Respekt vun deene Konditiounen, déi och an deene verschiddene Gesetzer elo festgeschriwwen sinn.

Ech géif awer besonnesch nach eng Kéier hei ervirhiewen, datt mer mat deemem Projet wierklech en éischte wichtege Schrëtt a méi eng grouss Simplification administrative maachen, notamment duerch eng besser Kooperatioun zwëschent deenen zwee Registeren.

Als Konkusioun wäerte mer mat deemem Projet e wichtege Schrëtt fir méi Transparenz, Genauegkeet an Effizienz an eisem Regëstersystem haut maachen. Et wäert Lëtzebuerg och säi Ruff als transparent, professionell a seriö Finanzplaz stäerken an och eis administrativ Effizienz fir Entrepreneuren an Organisatiounen, wéi d'ASBLen, weesentlech verbesseren. An duerfir ginn ech och heimadder den Accord vun menger Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Jo, merci, Här President. Eigentlech ass alles gesot vum Här Mosar. Well mir begrëssen och als DP déi Transparenz, déi Simplification administrative, déi do ageféiert gëtt. Et geet net, dass mer Regëstere hunn, déi net fiabel sinn. Mir mussen fiabel Regëstere hu mat Donnéeën, op déi ee sech och ka verloossen.

Dofir ass et och wichteg, dass et Kontrolle gëtt an dass eeben de Gestionnaire a verschiddene Fäll – wann een de Recommandatiounen, fir à jour ze setzen, net nokënn – och administrativ Mesüre kann huelen, fir eeben d'Leit ze forcéieren, sech à jour ze setzen.

Mir wëssen och, dass déi zwee Regëstere ënner anerem och fiabel mussen si wéinst dem Blanchiment vum Geld a géint den Terrorismus. Méi ass net ze soen an ech kann nëmmen den Accord vun der DP-Fraktioun heizou ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Dann huet d'Madamm Liz Braz d'Wuert.

**Mme Liz Braz** (LSAP) | Jo, diesen Text balancéiert effektiv gutt d'Transparenz, déi Lëtzebuerg sech als Land muss ginn, mee awer och de Respekt virun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an dem RGPD. Dofir si mer haut och frou, déi gesetzlech Upassungen hei kënnen ze stëmmen, déi de Kader an d'Reegele fir den Accès méi kloer definéieren, an domat och d'Qualitéit vun den Informatiounen duerch déi verschidde Mechanismen a Mesüeren, déi virgesi sinn, ze verbesseren.

Esou e proaktive Regëster, dat ass grad fir e Land wéi Lëtzebuerg mat esou enger grousser Finanzplaz ëmsou méi vu Virdeel. An dofir hoffe mer och, dass des Outil sech herno an der Praxis als positiv wäerten erweisen.

Mir begrëssen och, dass dem Conseil de presse seng Fuerderungen zréckbehale gi sinn, fir d'Journalisten an deemem Text als „personnes qui démontrent un intérêt légitime dans le cadre de la lutte contre le blanchiment“ ze definéieren an esou hiren Accès weider ze garantéieren. Si spillen och hei an der Lutte eng wichteg Roll. An et ass wichteg, dass mer hir Rechter stäerken an net schwächen.

An dofir sinn ech frou, eisen Accord fir dese Projet kënnen ze ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Dan Hardy.

**M. Dan Hardy** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an dir Hären, och mir stëmmen dese Gesetzesprojet mat. Mir begrëssen, datt diesen Text elo dozou bäidréit, datt endlech nach méi prezis Informatiounen an den Handelsregëster kommen an et de jeeweilege Gestionnairen esou erlaben, e bessere Suivi ze maachen.

Datt duerch dëst Gesetz den Handelsregëster mam RBE, dem Registre des bénéficiaires effectifs, interconnectéiert gëtt, stellt ee grouse Virdeel duer a verhënnert dee sougenannten „double Emploi“.

Da begrësse mir och explizit, datt am Fall vun engem Verdacht vu Wäisswäsche vu Suen oder enger méiglecher Finanzéierung vun terroristeschen Aktivitéite méi séier reagiert ka ginn, zum Beispill, wann eng SA, eng Société anonyme also, hire Joresbilan net deposéiert huet oder wichteg Donnéeën vun hire respektive Kontoen net aktualiséiert huet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Et ass schonn heiansdo e bëssen d'Ironie vun der Geschicht, Här Mosar, wann ech mech un déi ganz houléis Diskussiounen erënneren, déi mer zu deemem Gesetzestext, deen ech deposéiert hat, an der Kommissioun haten, wann ech elo hei Är luewend Wieder héieren, déi Der als Rapporteur vun deemem Text dofir hutt, an Iech souguer nach e bëssen op d'Schëller klappt, dass Der elo hei eng Simplification administrative géift maachen!

Ech wollt vläicht nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, firwat dass dat heite sou wichteg ass. Mir hunn eng grouss Finanzplaz. Dat ass de Moie scho vill

ugeklongen. Et sinn oft Journalisten, déi Recherché maachen, déi kucken och, wéi pertinent verschidden Informatiounen sinn. A mir kréie souwuel vun der Press, déi eng ganz wichteg Roll huet an deem Beräich vun der Kontroll, wéi och vun internationalen Institutiounen, wéi zum Beispill engem GAFI, ëmmer erëm gesot, wéi wichteg et ass, net nëmmen, dass mer déi Date sammelen, mee dass se och richtig sinn.

An dofir war dat hei mer e ganz grousst Uleies, dass mer och dem Regëster déi néideg Moyene ginn, fir déi Donnéeën och ze kontrolléieren a fir deementsprechend Sanktiounen auszeschwätzen.

A firwat gouf et esou vill Aller-retouren? Dotëschtent koun nach eng Jurisprudenz vun Europäesche Geriichtshaff am Joer 2022, wou d'Europäesch Direktiv invalidéiert ginn ass op deem Punkt, wou se jiddwengem den Accès op den RBE erméiglecht huet. An do war et mer och deemools immens wichteg, dass mer deen Accès esou séier wéi méiglech erëm géife reegele fir eebe grad déi Leit, déi eng ausseruerdentlech Kontroll hei ausüben, an zwar eeben net just déi Professionell, mee och d'Journalisten. An och do hate mer ganz vill kritesch Diskussiounen, Här Mosar, an der Kommissioun.

An, wéi d'Madamm Braz et grad richtig gesot huet, et war immens wichteg fir ons, dass mer géifen de Journalisten hei nolauschten a kucken, dass mer eng Reegelung kréichen, mat deene se kënnen liewen. Ech hoffen, dass dat elo hei de Fall ass. An ech si wierklech frou, dass mer deen Text elo hei endlech zu engem Ofschluss kréien.

An ech ginn natierlech den Accord vun deene Gréngen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et gouf elo schonn e puermol gesot: Deen heite Projet läit schonn eng Zäitchen um Instanzewee. Wann ee sech d'Nummer ukuckt – 7961 –, gëschter ass de 8469 deposéiert ginn! Also iwwer 500 Projete méi spët, déi sinn elo schonn deposéiert, a mir stëmmen dann elo endlech deen heite Projet.

Et ass awer ganz gutt, datt mer en endlech stëmmen, well wie mol mam RBE ze dinn huet, op dat an enger ASBL ass, op dat an enger Firma ass, dee weess, datt dat an der aktueller Situatioun awer heiansdo ganz schwéierfällig ass, soudatt ech grouss Hoffnungen hunn, datt et mat deenen neien Zesummeleungen, mat där neier Simplification administrative, wéi een dat esou schéin op Politikerlëtzebuergesch seet, dann awer wierklech zu enger Vereinfachung am Liewe vun deene Leit kënn, déi all Dag oder zumindest eemol d'Joer – well meeschtens ass et eemol d'Joer – mat deene Regëstere ze dinn hunn.

Deementsprechend kann ech och nëmme begrëssen, datt d'Journalisten hei weiderhin hiren Zougang behalen an datt deen och elo kloer gereegelt ass, soudatt mer do keng Doutte méi kréien.

Dat gesot, kann ech nëmmen den Accord vun de Piraten fir dese Projet ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement.

Elo ass keng weider Wuertmeldung do. Dann ass et un der Regierung. Madamm Justizministeresche.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif ufänken an dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin detailléierte Rapport.

Dat erlaabt mer, net méi misse vill op d'Detailer anzegoen. An da géif ech Iech all Merci soe fir déi ganz grouss Zoustëmmung fir dëse Rapport.

Ech wollt awer dräi kleng Punkte maachen. Ech wollt, éischters, awer nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun dësem Text insistéieren. Et ass wierklech e Change-ment de paradigme. Mir ginn dem LBR hei eng ganz aner Roll, fir eeben ze garantéieren, datt déi Don-néeën, déi um LBR zur Verfügung stinn, och fiabel sinn.

Dat ass ganz wichteg, dat ass schonn e puermol ugeklongen, natierlech fir d'Zivillgesellschaft, mee awer och fir déi wirtschaftlech Aktivitéit hei am Land.

Dann, en zweete Punkt ass deen, datt mer awer och eng Approche adoptéiert hunn, déi eng Sensibilisa-tioun vun de Betriber virussetzt. Et geet par étapes. Als éischt kritt een eng E-Mail, wann eng Formalitéit net erfëllt ass, da gëtt et eng Warnung, an da gëtt um Site geschriwwen, datt eng Donnée feelt. An eréischt da kënnst déi Sanction administrative, kann déi geschwat ginn, soudatt mer do awer wierklech och probéieren, d'Betriber mat op de Wee ze huelen.

An dann, drëtters, ass et wichteg, datt mer eis mat deem heite Projet dann och conforméiere par rapport zu der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff, wat den Accès op den RBE ubelaangt, an an deem Sënn och den Accès perenniséiere fir d'Journalisten an natierlech fir all déi Acteuren, déi en matière de blanchiment aktiv sinn.

An deem Sënn e ganz grouse Merci fir Är breet Ënnerstëtzung.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Min-istesche. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7961. Den Text steet am Document parlementaire 7961<sup>21</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7961 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi dann eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu-tionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **18. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo**

Elo hunn ech nach eng Ufro vum Här Mars Di Bartolomeo, dee wëllt eng Proposition de loi depo-séieren. Dann ass et un Iech, Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Elo si mer awer gespaant.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... eng rout Kaart!

(M. Mars Di Bartolomeo montre un carton rouge.)

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir hutt 5 Minutten – just.

**Exposé**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Merci och fir d'Flexibilitéit. Eigentlech war geplangt, et de Mëtten zum Ufank vun der Sëtzung ze maachen. Also e grouse Merci.

Ech wollt eng Proposition de loi deponéieren, déi op dat reagiert, wat virun engem Mount hei iwwer en Appell vun der Croix-Rouge geschitt ass, fir dat an Zu-kunft ze verhinieren.

D'Croix-Rouge huet virun engem Mount en Appell un eis fräiwëllegen Blutspender gericht, fir Blut ze spenden, well d'Blutreserven e kriteschen Niveau erreicht hunn.

Lëtzebuerg zeechent sech duerch e Blutspendesy-stem aus, deen exemplaresch ass, well en op de Vo-lontariat opgebaut ass a mir kënnen op ronn 15.000 fräiwëlleg Blutspender zréckgräifen.

De Sënn vun dëser Proposition de loi ass et, änlech wéi an der Fonction publique, wéi am Gemengesec-teur, wéi an enger Rei vu Konventiounen, Kollektiv-vertråg a fräiwëllegen Ofmaachungen zwëschent de Salariaë vum verschiddene Betriber, fir dat ze verall-gemengeren, nämlech, beim Akt vum Blutspenden e Congé spécial oder eng Fräistellung vu véier Stonnen ze gewärleeschten. Dat wäicht net vum Volontariat vum Blutspenden of, huet fir de Budget kee Käsch-tepunkt, mee kann awer e Käschtepunkt hu fir déi eenzel Betriber. An do ass et net verbueden, falls déi heite Proposition de loi sollt Realitéit ginn, driwwer ze diskutéieren, wien eng Hand mat upake kéint, fir déi zousätzlech Fraisen ze decken.

Do kann een zum Beispill un d'CNS denken, et kann een och un d'Mutualitéit vun den Entrepreneurs den-ken. Mee wichteg ass et, dee System vun fräiwëllege Blutspenden ze pereniséieren. An dat hei ass ee Schrëtt. Et si jo weider Schrëtt ugekënnegt ginn. An ech wollt dofir dem President déi hei Proposition de loi iwwerreechen a Merci soe fir d'Flexibilitéit.

8471 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 233-16 du Code du travail

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Déi Proposition de loi geet dann an d'Conférence des Présidents.

### **19. 8381 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale**

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar de Projet de loi 8381, eng Moderni-satioun an Upassung vum Code de procédure pénale. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur huet also 10 Minutten, déi eenzel Fra-ktiounen a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy an d'Madamm Sam Tanson. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Justice**

**M. Alex Donnersbach** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Also, dëse Projet de loi gouf effektiv den 8. Mee 2024 vun der Justizministesch deposéiert a soll de Code de procédure pénale moderniséieren. D'Zil ass et, d'Lutte géint d'Kriminalitéit duerch nei Moosnamen an Adaptatiounen vun de Prozeduren ze verbesseren.

D'Pierre angulaire vun dësem Gesetzesprojet ass wierklech dat neit Kapitel am Code de procédure pé-nale fir d'Recherche active vun de Fugitifs. An da gouf et nach weider punktuell Verbesserungen vun der Pro-cédure pénale.

Fänke mer mat der Pierre angulaire vun dësem Ge-setzesprojet un: Dat ass, wéi gesot, d'Recherche active vun de Fugitiven. Do gi fir déi éischte Kéier strukturéiert Moosnamen agefeiert, déi et erlaben, d'Fugitiven aktiv ze fannen. Aktuell ass et nämlech esou, datt d'Lëtzebuurger Recht am Fong net kloer virgesinn huet, wéi déi Fugitiven aktiv apprehendé-iert kënnen ginn. Aktuell gëtt et verschidde Saachen: Den Artikel 332 a weiderer vum Code pénal luxem-bourgeois inkriminéiere verschidde Saachen, wéi zum Beispill d'Hëllef, wann ee fortleeft, awer net d'Flucht selwer.

Mat dësem Projet de loi gëtt dës Onkloerheet, dës juridique Onkloerheet, elo eliminéiert. An all déi ver-schidde Saache ginn elo kloer gereegelt, wann een aus dem Prisong fortleeft, wann ee sech net presentéiert, wann ee sech bei enger Surveillance électronique net un d'Reegelen hält, alles dat gëtt elo kloer gereegelt, fir datt d'Police hei kloer Moyenen huet. Contrairement zum franséische Recht, wou am Fong all d'Kompetenze beim Procureur sinn, bleiwe mer hei an der Kohärenz vum lëtzebuergesche System. Dat heescht, d'Kompe-tenze sinn opgedeelt ginn zwëschent dem Procureur d'État an dem Juge d'instruction: dem Procureur d'État op där enger Säit, dee kompetent ass fir d'Recherche vun de Fugitiven duerch d'Mandat oder duerch eng Enquête préliminaire, an op där anerer Säit de Juge d'instruction, dee spezifesch Moosnamen ordonéiert, wéi de Reperage an d'Lokalisatioun. Voilà. Dat bleift also an der Kohärenz vun eisem System.

Da gi weider Artikelen ugepasst, notamment den Ar-tikel 101-1. Do gëtt prezisiéiert, datt d'Police d'Recht huet, an en Doheim eranzegoen, wa si eng Person duerch e Mandat d'amener oder e Mandat d'arrêt sicht. Dat war bis haut e bëssen onkloer, soudatt d'Polizisten net woussten: Däerf ech elo an den Do-micile eran oder net? Déi heiten Dispositioun mécht dat elo ganz kloer, datt, wann esou e Mandat d'arrêt do ass, se dann och kënnen an den Domicile eragoen.

Da gëtt och den Artikel 179 ugepasst. Hei geet et am Fong drëm, den Delai vun dräi Deeg ofzeschaaften, an deem d'Jugen decidéiere kënnen, ob se an enger kol-legialer Formatioun tagen oder net. Dat ass am Fong

e Parallelisme de forme dermat, wéi et och elo am Civil a bei den Affaires familiales ass.

Da gëtt och den Artikel 223 vum Code de procédure ugepasst. Dat ass notamment par rapport zu de Societäten, déi pénalement ugesicht ginn. Do gëtt elo nach eng Kéier prezisiéiert, wien déi Persoun, dee Représentant legal, ass, deen zu deem Moment ugesicht gëtt. Wann d'Personne morale ugesicht gëtt, dann ass et déi Persoun, déi zu deem Moment, wou déi Aktioun ugefaange gëtt, eeben de Représentant légal ass.

Natierlech ass et esou, datt d'Responsabilité personnelle, wann eng Action pénale ass géint déi Responsable vun der Firma, zu deem Moment ass, wou déi Faite waren. Wann déi perséinlech ugesicht ginn, da sinn et natierlech net déi, déi et sinn zu deem Moment, wou d'Action publique uleeft, mee dee Moment, wou d'Faite vun der Aktioun hir Base hunn.

Da gëtt nach den Artikel 621 ugepasst, wou d'Noutwendegkeet vum Accord vum Prevenu bei der Suspension vum Prononcé eliminéiert gëtt.

Voilà. Am Ganze gouf et bei dësem Gesetzesprojekt sechs Avisen. Aus zäitleche Grënn wäert ech elo net op déi sechs Avisen agoen. Ech wäert just prezisieren: De Staatsrot hat a sengem Avis vum 22. Oktober aviséiert an och eng Opposition formelle formuléiert par rapport zu der Police, wien d'Qualité d'officier de police judiciaire huet. Doropshin huet d'Kommissioun decidéiert, deen Artikel ze sträichen. An domat ass och d'Opposition formelle am Fong opgehewe ginn.

D'Remarke vun den Avise vum Tribunal d'Arrondissement an och vum Parquet sinn deelweis integréiert ginn an de Rapport ass den 12. Dezember unanime vun der Justizkommissioun ugeholl ginn.

Domat kann een ofschléissend soen: Dëse Projet de loi stellt e wichtege Schrëtt fir d'Moderniséierung vun eiser Justiz duer. Domat kréie mer méi eng effikass Justiz. Mir kréie méi Rechtssécherheet. Mir hunn eng kloer Kompetenzverdeelung tëschent dem Procureur an dem Juge d'instruction. An d'Police kritt eeben déi Sécherheet an och déi Instrumenter, déi et erlaben, d'Fäll vu Fugitifs méi schnell ze léisen.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech hei dann och ofschléissend den Accord vun der Fraktioun ginn. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Donnersbach.

Da kritt den Här Guy Arendt d'Wuert. Här Arendt.

### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Jo, merci. Här President, Madamm Minister, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, dësen Text ass e wichtege Schratt a Richtung Moderniséierung vun eisem Code de procédure civile.

Mir als DP-Fraktioun begrëssen dëse Projet ausdrécklech, well et noutwendeg ass, dass d'Justiz déi noutwendeg Mëttelen huet, fir kënnen aktiv ze sinn.

Et ass och positiv ze bewäerten, dass duerch dësen Text d'Kooperatioun mat den europäeschen Autoritéite verbessert gëtt, soudass mer eng méi effikass transnational Justiz kënnen kréien. Wichteg ass den Text och, fir ze verhënnern, dass verschidde Leit sech duerch Lacunen derduerchschräichen a laanscht Sanktioune kommen.

Wat awer och ze begrëssen ass, dat ass, dass mer duerch dëse Projet de loi, duerch déi verschidde

Modifikatiounen, déi gemaach ginn am Text, méi eng rapid Justiz kënnen kréien, d'Acceleratioun vun den Debaten.

An dofir kënnen mir als DP-Fraktioun nëmmen eisen Accord ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Här Biancalana, et ass un Iech.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, virop: Mir wäerten als LSAP dëse Projet de loi matdroen, well e sech ganz kloer an d'Modernisatioun vun der Justiz respektiv vum Code de procédure pénale aschreift. Ech mengen, de Rapporteur ass op eng ganz Rei Elementer agang. Mee ech mengen, d'Kärelement ass jo effektiv dat, dass mir, respektiv d'Autoritéite fir d'Sich no flüchtege Persoune méi Moyene kréien, wéi se der de Moment hunn. An dat ass wichtig, well mer de Moment keen explizitte gesetzleche Kader hunn, fir effektiv eng Rei Operatiounen duerchzeféieren.

An ech mengen, dass et awer och wichtig ass, am Kader och vun der Entraide judiciaire mat eisen Nopeschlänner, awer och um europäeschen an och um internationalen Niveau ganz kloer en zouverläsigen an och gudde Partner ze sinn am Kader vun der Strofverfolgung.

Mee wann engersäits de Procureur d'État hei nei Kompetenz kritt, ass et awer och de Procureur européen délégué, deen hei effektiv nei Kompetenz kritt ronderëm d'Sich vu flüchtege Persoune. Soumat mengen ech, dass mer der Justiz hei déi néideg Instrumenter, déi néideg Outile ginn, fir dat deementspreechend och kënnen ëmzesetzen. An dofir droe mer dat och mat.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana. Här Hardy.

**M. Dan Hardy** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Text vun dësem Gesetzesprojekt stellt fir eis eng Vereinfachung a Moderniséierung vum Code de procédure pénale duer, déi et och erlaabt, méi effikass géint d'Kriminalitéit virzegoen. Dofir stëmme mir dëse Gesetzesprojekt mat.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech ginn och den Accord vun deene Grëngen zu dësem Text.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hu mer d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da kritt d'Regierung d'Wuert. D'Madamm Justizministesch.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif Iech Merci soe fir déi ganz breet Zoustëmmung och fir dëse Projet de loi. Ech géif dem Rapporteur Merci soen, dee mer et erlaabt, net müssen op all Detail anzegoen. Ech mengen, dat Wichtigst ass, datt mer hei awer Lacunne vum Code de procédure pénale behiewen, fir derfir ze suergen, datt d'Justice an d'Police kënnen méi effikass schaffen. An dat ass eng Etapp. Et wäerten der nach e puer nokommen, mee op alle Fall ass et eng wichtig Etapp.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8381. Den Text steet am Document parlementaire 8381<sup>7</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8381 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An domat ass dëse Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmegeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Foyot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

**Une voix** | Jo!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

## 20. Ordre du jour (suite)

An da si mer um Schluss vun eiser Sessioun vun de Moien ukomm. Mir hunn nach ee Punkt um Ordre du jour. Mir konnten awer bis auf Weideres net déi noutwendeg Leit, déi mer brauchen, fir dëse Projet de loi duerchzekeréien, de Moien hei an d'Chamber kréien, soudatt ech proposéieren, datt mer deen de Mëtten um 14.00 Auer maachen an nach eng Kéier zesummekommen.

Ech bieden Iech dann, wa mer de Mëtten zesummekommen, relativ matzäit ze sinn, ...

(Hilarité)

... well et riskéiert, ganz schnell ze goen.

Ech soen Iech Merci an ech hiewen d'Sëtzung heimat op.

(La séance publique est levée à 11.44 heures.)

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 32

### 2. 8458 – Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale**

p. 32

Rapport de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt (dépôt de la résolution 1) | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8458 et dispense du second vote constitutionnel

Résolution 1 : Mme Mandy Minella | M. Marc Spautz | M. Sven Clement | Mme Claire Delcourt

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

### 3. Discours de M. le Président

p. 36

M. Claude Wiseler, Président | M. Marc Spautz | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Setzung op.

## 2. 8458 – Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale**

Als éischt an eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtte steet de Projet de loi 8458 iwwert d'Erhéijung vum REVIS souwéi vum RPGH, dem Revenu pour personnes gravement handicapées. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minuten an d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy an d'Madamm Djuna Bernard. An elo huet d'Rapportrice vum Projet de loi d'Wuert, déi honorabel Madamm Mandy Minella, Madamm Minella, et ass un Iech.

**Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité**

**Mme Mandy Minella** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, lescht Woch hu mer d'Erhéijung vum soziale Mindestloun ëm 2,6 % gestëmmt, fir en un d'Lounentwécklung unzepassen. De Gesetzesprojet 8458 ass parallel zu dëser Erhéijung unzegesinn, well déi selwecht Upassung fir de Revenu d'inclusion sociale, also de REVIS, an de Revenu pour personnes gravement handicapées proposéiert gëtt. Esou soll een ze groussen Ecart tëschent dëse Revenuen an dem soziale Mindestloun evitéiert an déi vulnerabelst Persounen an eiser Gesellschaft ënnerstëtzt ginn.

Nieft dem Staatsrot, deen a sengem Avis keng Remarcken zum Projet de loi formuliert huet, goufen nach d'Avise vun der CNPD, déi keng Punkte relativ zum Datschutz identifizéiert huet, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an dem Conseil supérieur de certaines professions de santé agereecht. Alleguer hu se an hiren Avisen hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet formuliert.

Domadder schléissen ech dann och dee kuerze Rapport of a soen alleguer de Memberen aus der Familljekommission Merci fir d'Zesummenaarbecht. Am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord fir dëse Gesetzesprojet a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà, am Numm vun also alleguer de Leit hei e grouse Merci fir dee schréftlechen a fir dee mëndleche Rapport.

Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler.

### Discussion générale

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. Nodeems mer d'lescht Woch dann hei eng Erhéijung vum Mindestloun – dat ass jo scho gesot ginn – ëm 2,6 % gestëmmt hunn, ginn dann haut hei och de REVIS an den RPGH ëm dee selwechte Prozentsaz no uewen ugepasst. Et handelt sech heibäi net ëm e gesetzlechen Automatismus, mee et ass eng politesch Entschuedung, dat ze maachen. An déi Entschuedung ass och absolutt noutwendeg, well mer domadder all deene Leit, déi et am néidegsten hunn, ënner d'Äerm gräifen.

Dës Upassung, déi och am Koalitiounsaccord steet, trëtt ab dem éischte Januar 2025 a Kraaft an ass grad an dësen Zäite wichteg a richtig. Als CSV ass eis awer och gläichzäiteg bewosst, dass een och nach u ville weidere Schrauwe muss dréinen – kann a muss dréinen, jo – fir d'Aarmut verstärkt ze bekämpfen. Dës Koalitioun huet och schonn domadder ugefaangen – ech zitieren nëmmen den Entlaaschtungspak als Beispill – an dës Koalitioun wäert och weiderfueren, d'Sozialpolitik nach weider ze verbessern. Dofir wäerte mer dësem Text natierlech eis Zoustëmmung ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. D'Madamm Claire Delcourt ass un der Rei. Madamm Delcourt.

(*Interruption et hilarité à propos de la tenue vestimentaire de Mme Delcourt*)

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech wëllen och mir vun der LSAP net, dass sech den Ecart tëschent dem Mindestloun an dem REVIS oder dem Revenu fir Persounen mat engem schwéieren Handicap vergrëssert. Nodeems mir d'lescht Woch schonn d'Upassung ëm 2,6 % vum Mindestloun hei an der Chamber gestëmmt hunn, wäerte mir haut déi selwecht Upassung natierlech och fir d'Montante vum REVIS a fir den RPGH matdroen.

Fir eng Persoun mat geréngem Akommes kann och eng kleng Hausse schonn e groussen Ënnerschied maachen. Mee mir dierfen awer net vergiessen, dass d'Montante vum REVIS an och vum RPGH och mat der virleieder Upassung nach ënner dem Referenzbudget leien, fir dezent liewen ze kënnen, an och ënner der Aarmutrisikogrenz.

Eng gerecht sozial Inklusioun a gesellschaftlech Participatioun ka mat den aktuelle Montanten deemno net ëmmer garantéiert ginn. Zu Lëtzebuerg sinn 19 % vun den Awunner vun Aarmut bedrot a bei den Alengerzéien sinn et 43 %, déi ënner der Aarmutrisikogrenz liewen. Dat sinn dramatesch Zuelen! An dat sinn Zuelen, déi net selten d'Schicksal vu Persounen spigelen, déi zwar gäre schaffe wëllten, mee net schaffe kënnen, well se keng Aarbecht fannen oder oprond vun engem Handicap net kënnen schaffen. Si sinn dofir vum REVIS oder vum RPGH ofhängeg a sinn objektiv gesinn zwar Deel vun eiser Gesellschaft, mee fille sech trotzdeem ganz oft ausgeschloss.

Jo, um Niveau vum REVIS ass an de leschte Jore scho vill geschitt. A mir hunn zu Lëtzebuerg zousätzlech zum REVIS an zum RPGH jo och nach eng ganz Rei Avantages en nature an aner Aiden. Dat war e ganz wichtege Schrëtt an dat kann een och roueg ervirhiewen.

Mee mir wëssen och, dass net jiddereen, deen eng Hëllef zegut hätt, och tatsächlech vun hir profitéiert. An et dierf een och net vergiessen, dass et hei ganz grondleeënd ëm Gerechtegkeet geet, ëm d'Fro, wéi vill déi, déi wéineg hunn, vum Wuelstand vum Land profitéieren dierfen. Wann déi Räich ëmmer méi räich ginn, während et deenen Äermste ganz oft iwwer Generatiounen ewech net geléngt, aus hirer benodeelger Situatioun erauszekommen, da leeft eppes schif. Da brauche mir eng méi breet Diskussioun iwwer eis Grondsécherung.

Dass et ëmmer nees virkënn, dass alengerzéiend Mammen a Pappen, déi de REVIS bezéien, fir hir Kanner keng Plaz an enger Crèche oder Maison relais kréien, well se jo net schaffen an dofir keng Prioritéit hunn, a gläichzäiteg net kënnen schaffe goen, well se jo keng Kannerbetrieung hunn, weist och ganz kloer, dass eng Upassung vun de Montante vun den Hëllefzwecken zentral ass, mee eleng net duergeet, fir all déi bestoend Problemer ze léisen. Et muss een dat ganz Bild an de Bléck huelen a kucken, wéi een deene Leit am Land, déi wéineg hunn, an och hire Kanner reell Perspektiven an dezent Liewenskonditiounen bidde kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aktuell si mir net derbäi, eis europäesch Ziler fir 2030 fir d'Reduktioun vun der Aarmut ze errechen. D'Prekaritéit, déi vill Mënsche bedrot, gëtt ëmmer méi visibel an ëmmer méi Leit liewen a relativer Aarmut, an dat,



obwuel si schaffen oder Ënnerstützungsgehälter a Form vum REVIS oder vum RPGH kréien.

D'LSAP ass dofir der Meenung, dass een déi kommand Diskussiounen iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Mindestloundirektiv notze sollt, fir d'Sujete vum Mindestloun vum REVIS a vum RPGH breet hei am Haus ze thematiséieren. Ech erlabe mir dofir, Här President, eng Resolutioun an dësem Sënn ze deposéieren. Wannechgelift.

### Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le Gouvernement a déclaré, aux termes de l'accord de coalition, la lutte contre la pauvreté comme « priorité absolue » et tenant compte du fait que l'accord de coalition 2023–2028 dispose : « La lutte contre la pauvreté devra être poursuivie de manière continue afin de soutenir les ménages à faible revenu et ceux en situation de précarité. Dans cet esprit, le revenu d'inclusion sociale (REVIS) et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) seront, tout comme le salaire social minimum (SSM), régulièrement adaptés en fonction de l'évolution du niveau moyen des salaires » ;

– tenant compte de la nouvelle législation européenne sur les salaires minimums, qui prévoit que chaque pays de l'Union européenne devra garantir un salaire minimum légal national assurant un niveau de vie décent ;

– considérant que la Chambre des Députés a déclaré, lors de la séance plénière du 12 décembre 2024, que le sujet de l'adaptation de la législation nationale relative au salaire social minimum, en vue de se conformer aux exigences européennes, sera examiné par la Commission du Travail prochainement ;

– tenant compte de la volonté de la Chambre des Députés d'éviter l'élargissement de l'écart entre le salaire social minimum et les revenus de soutien aux personnes les plus vulnérables de notre société, en veillant à l'adaptation concomitante des taux du REVIS et du RPGH à l'augmentation du salaire social minimum ;

– tenant compte de l'évolution du taux de risque de pauvreté, auquel sont, entre autres, particulièrement exposées les personnes bénéficiant du REVIS, du RPGH ou percevant le salaire social minimum,

décide

– que la Commission du Travail abordera la question de l'adaptation de la législation nationale relative au salaire social minimum, en vue de se conformer aux exigences européennes, conjointement avec la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, dans le but de concevoir un concept global autour du salaire social minimum et des revenus de remplacement ;

– de saisir cette occasion pour aborder des questions fondamentales de justice sociale, notamment celles du montant que devraient atteindre le salaire social minimum, le REVIS et le RPGH, afin de garantir à leurs bénéficiaires une part équitable de la prospérité nationale et surtout de leur permettre de vivre une vie dans la dignité.

(s.) Claire Delcourt, Djuna Bernard, David Wagner.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Wéi gesot, d'LSAP ass der Meenung, dass et wichteg ass, bei der Upassung vum Mindestloun d'Verhältnis zum REVIS an zum RPGH vum Ufank u matzedenken. D'Zil muss et sinn, alle Mënschen hei am Land dezent Liewenskonditiounen ze bidden, an dofir menge mir, dass et net gutt wier, de Mindestloun ze adaptéieren, ouni och gläichzäiteg iwwert de REVIS an den RPGH ze schwätzen. Mir proposéieren dofir, dass de Sujet vun der Mindestloundirektiv an Zukunft an eng Commission

jointe vun der Aarbechts- an der Familljekommission sollt behandelt ginn, mam Zil, e Gesamtkonzept ronderëm de Mindestloun an d'Ersatzgehälter opzestellen.

Dat gesot, wéll ech dann nach eemol drun erënnere, dass d'LSAP de virleiende Gesetzesprojet, wéi gesot, ënnerstëtze wäert, a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass d'Wuert fir den Här Dan Hardy. Här Hardy.

**M. Dan Hardy** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeems de soziale Mindestloun ëm 2,6 % an d'Luucht gaangen ass, géllt déi wichteg Upassung och fir REVIS-Empfänger respektiv fir Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien. Mir sinn absolut dofir an droen dat natierlech mat, och wann eis déi Adaptatiounen als ADR net wäit genuch ginn.

An hiren Avisen invitéieren d'Beruffschamber vun de Fonctionnaires an ëffentlechen Employéë gradewéi d'Chambre des Salariés d'Regierung, de Kampf géint d'Aarmut ze verstärken an de Betreffenen en dezent Liewen ze erméiglechen, andeems d'Montante vu béide Revenue weider no uewen ugepasst ginn.

Der ADR no bitt de REVIS eng grondleeënd Existenzsicherung, déi am Kampf géint d'Aarmut a sozial Ausgrenzung hëllef kann. Mir bleiwen awer der Iwwerzeugung, dass et mam REVIS eleng net gedoen ass. De Staat ass weider an der Pflicht, deene sozial méi schwache Leit ze hëllef an och duerch eng sozial Preventivpolitik mat geziilte Moossnamen dem Aarmutsrisiko entgéintzewierken. Et ass traureg, dass hei zu Lëtzebuerg, laut Statec, méttlerweil ronn e Fënneftel vun der Populatioun vum Aarmutsrisiko betrëff ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de massiven onkontrolléierte Wuesstem huet d'Land vill kascht a vill Problemer verursaacht. Ech erënnere dorunner, dass déi héich Wunnpräisser d'Haaptursach vun der Aarmut zu Lëtzebuerg sinn. Dat ass dann och en Haaptgrond, firwat mir an der Europäescher Unioun bei de sougenante Working Poor quasi Spëtzerreider sinn.

Fir eis als ADR steet fest, dass keng betraffe Famill a keen Elterendeel an d'Aarmut falen däerf, well een oder méi Kanner am Stot sinn. D'finanziell Belaaschtung duerch Kanner däerf keen Aarmutsrisiko duerstellen! Mir hu schonn eng Rei Moossname presentéiert, déi engem Stot oder alengerzéienden Elteren ënnert d'Äerm gräifen, dorënner d'Elteregeld, dat de Familljen Alternative bitt, fir hiert Zesummeliewen no hirer Virstellung ze organiséieren.

Här President, ech komme schonn zum Schluss. Fir d'ADR muss ëmmer d'Haaptzil sinn, fir d'Leit aus der Aarmut erauszubegleeden, dass si esou séier wéi méiglech nees e vu Sozialleeschungen onofhängegt Liewe féiere kënnen. D'Hausse vum REVIS geet fir eis an déi richtig Richtung. Dofir droe mir dëse Gesetzesprojet mat, och wann dat eiser Meenung no, wéi gesot, net duergeet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Djuna Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann et just eng kleng Gesetzesupassung ass, déi eng logesch, mee natierlech och eng staark noutwendeg Suite ass vun der Mindestlounerhéijung, ass awer eppes wichteg:

Laut dem CSL-Tablo stëmme mer hei de REVIS an den RPGH, dee bei 1.941 Euro mat den Allocations familiales fir en eenzelnen Erwuessene läit. De Seuil de risque de pauvreté bei där selwechter Persoun läit bei 2.518 Euro an de Budget de référence vum éischte Semester 2024 läit bei 2.496 Euro. Do leie 555 respektiv 570 Euro (veuillez lire: 577 Euro) dertëschent.

Wa mer vun Aarmutsbekämpfung schwätzen, dann ass hei eng Stellschrauf, wou onbedéngt muss uge-sat ginn. D'Erhéijung, déi mer virhuelen, ass gutt an néideg, mee ob se strukturell duergeet, ass eng ganz aner Fro. Och ob de Mindestalter vu 25 Joer net misst ënner Konditiounen opgehewe ginn, dat ass eng Fro, där ee sech misst widmen a par rapport zu där mer och am Kader vun der Aarmutsbekämpfung Positioun brauchen.

Mir hunn an der Aarbechtskommission d'Theema Mindestloun um Ordre du jour, an zwar direkt elo am Januar. A well de REVIS an den RPGH net komplett lassgeléist kënnen thematiséiert ginn an d'Fro vun enger Kopplung vun dëse Montanten un de Budget de référence sech souwuel beim Mindestloun wéi beim REVIS stellt, kënnen mer d'Resolutioun nëmmen ënnerstëtzen, déi d'Madamm Delcourt deposéiert huet.

A mir ginn natierlech och den Accord zu dësem Projet de loi an hoffen, dass mer d'Gesamtheit vun dëse Froen och deemnächst an zukünftege Kommissionen nach weider kënnen diskutéieren. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versprechen Iech, ech maachen et ganz kuerz, mee et huet ...

(Exclamations à propos de la tenue vestimentaire de M. Clement et coups de cloche de la présidence)

Dir hutt elo déi lescht Minutten hei awer eng Rëtsch Leit defiléiere gesinn – an ech si jo net aleng –, déi Chrëschtstëmmung hei an d'Chamber erabrëngen. An den heite Projet, kéint ee jo bal soen, ass e kleng Kaddo un ...

**Une voix** | Fuesstëmmung!

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

Kommt, mir kucken, dass mer déi lescht hallef Stonn nach uerdentlech iwwert d'Bün bréngen!

(Hilarité)

Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et kéint ee jo bal mengen, dat heite wär e Kaddo ënnert dem Beemche vun deene Leit, déi sech ganz heefeg eebe keng Chrëschtkaddoe fir hir Kanner oder fir sech selwer kënnen leeschten. A genau dat ass et, wou mer mussen usetzen.

Mir mussen Aarmut grondsätzlech bekämpfen. A grad wa mer iwwer REVIS an RPGH schwätzen, da mussen mer grondsätzlech Reformen ugoen. An ech mengen, d'Djuna Bernard huet et elo grad ganz richtig gesot: Mir däerfen dat och net lassgeléist vun de Mindestloundiskussiounen kucken. An dofir kann ech och d'Resolutioun, déi elo hei deposéiert gouf vun der Madamm Delcourt, nëmmen ënnerstëtzen, well et ass wichteg, dass mer béides zesumme kucken an datt mer virun allem derfir suergen, d'Aarmut um Fong, un der Wuerzel, ze bekämpfen an net nëmmen d'Upassungen ze maachen, déi legal néideg sinn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Dann ass et um Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Effektiv, et ass virdu scho gesot ginn: Datt hei ass en analoge Mechanismus zu deem, dee mer d'lescht Woch par Rapport zum Mindestloun votéiert hunn. An duerfir ass alles dat, wat zum Mindestloun gesot ginn ass, hei och richtig, vläicht souguer nach eng Kéier méi richtig, well déi Wäerter, iwwert déi mer hei beim REVIS a beim RPGH schwätzen, nach eng Kéier énnert deene vum Mindestloun leien. Dat heescht, eng effektiv Aarmutsbekämpfung muss d'Fro nach eng Kéier op den Dësch bréngen, ob de REVIS, dee mer elo hunn, dat Mëttel ass, wat adaptéiert ass, oder ob een net de REVIS selwer erëm eng Kéier misst op de Leescht huelen.

Den Här Familljeminister hat eis och versprach, datt mer déi REVIS-Etüd, déi d'Regierung gemaach huet, déi am Juli 2023, mengen ech, an der Kommissioun presentéiert ginn ass, an der Familljekommissioun nach eng Kéier drunhuelen, datt mer déi nach eng Kéier kucken an eventuell och da Léieren oder Suggestiounen, déi déi Etüd awer och huet, kënnen adaptéieren (veuillez lire: an eventuell och da Léieren oder Suggestiounen aus där Etüd kënnen matabezéien).

Ech mengen, et sinn zwee grouss Elementer, déi ee wierklech misst iwwerleeën. Dat ass de Charakter selwer vun där Hëllef, well se ass nach ëmmer remboursabel, dat heescht, et ass eng Hëllef, wou een dann och déi Sue muss zeréckbezuelen, wann een à meilleure fortune kënnt. An et stellt sech d'Fro vun der Limite d'âge, déi am Moment bei 25 Joer ass: Wat ass mat deene Leit, déi tëschent 18 a 25 Joer al sinn? Wéi eng Mëttelen hu mer do, fir effektiv géint Aarmut virzegoen, respektiv muss mer eis do net nei Moyene ginn?

Ech mengen, dat sinn alles Chantieren, déi an deenen nächste Wochen a Méint op eis duerkomme wäerten. An déi kleng Erhéijung vun 2,6 % ass sécher richtig an néideg. Mee ech mengen, et kann och just den Ufank si vun enger méi grousser Reflexioun iwwert d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg.

Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Ech géing der Regierung d'Wuert ginn. Här Familljeminister.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Schéine gudd Mëtteg zesummen. Virop e ganz grouss Merci der Rapportrice, dem Mandy Minella, fir hire ganz explizite schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci och all de Virriedner, déi mer jo hei signaléiert hunn, dass si hir breet Zoustëmmung zu deem heite Gesetzestext wäerte ginn, wat, mengen ech – ech hunn elo net allze wäit recherchéiert, ech ka vu menger bescheidener Deputéiertenerfarung erzielen déi lescht zéng Joer –, eng gewëssen Traditioun huet hei am Haus.

Et ass esou, dass et kee gesetzlechen Automatismus gëtt. Dat ass beim Mindestloun tatsächlech esou, dass een allkéier kuckt, wéi d'Lounentwécklung ass. Doropshi gëtt dann all zwee Joer de Point gemaach an da gëtt de Mindestloun deem ugepasst. An et ass awer eng Traditioun, an déi ass och am Koalitiounsaccord nach eng Kéier festgehalte ginn, dass, och

wann et kee gesetzleche Kader hefir gëtt oder keng Obligatioun, wann een dat esou wéilt nennen, en Automatismus derfir soll geschaf ginn tëscht dem REVIS an dem RPGH, déi Augmentatioun, déi mer beim Mindestloun maachen, dann och beim REVIS a beim RPGH ze maachen. Dat sinn 2,6 %, déi ausgerechent gi sinn, déi ab dem 1. Januar méi wäerte bezuelt ginn.

Et dierf een awer déi Augmentatioun vun 2,6 % méi net eenzel betruachten. Ech mengen, Dir erënnert Iech ganz gutt: Mir ware virun, mengen ech, zwou Wochen hei zesummen, wéi mer e Kriseninstrument, dat agefouert ginn ass vun der vieregter Regierung am Kader vun der Energiekris – en Équivalent crédit d'impôt, deen eeben zäitbegrenzt sollt dozou déngen, d'Kompensatioun vun den héijen Energiepräisser ze decken –, hei zesummen eestëmmeg an der Chamber och festgehalen an an d'Luucht gesat hunn. Dat wäerten nach eng Kéier 90 Euro sinn, déi derbäikomme bei déi 2,6 %, déi soss net hei derbäikomm wieren. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg.

A wa mer vu REVIS-Bezéier schwätzen – an dat hu Virriedner richtegerweis gesot –, da schwätze mer hei vun deene sozial Schwächsten an eiser Gesellschaft. An déi mussen eng Haaptopmierksamkeit vun der Politick kréien. Dat ass dat, wat mer probéieren. A mir hu virun allem d'Feststellung gemaach iwwert déi lescht Joren, déi lescht Joerzéngte souguer, dass mer gesinn hunn: Mir hunn ëmmer erëm nei Sozialleeschungen agefouert, nei sozial Fangnetzer, déi net onbedéngt ëmmer esou genotzt ginn.

Do schwätze mer da vum Taux de non-recours des prestations sociales, wou mer ganz héich Tauxen hunn: bei der Subvention Loyer, zum Beispill, 75 % a bei der Allocation de vie chère 40 %, jee weils ganz héich Wäerter, déi eis ze bedenke ginn a wouéinst mer bis Enn d'nächst Joer wëllen de Guichet social en place setzen, dee sech genau heimat beschäftegt, fir ze kucken, wéi mer de Bierger kënnen informéieren, sensibiliséieren an orientéieren. Dee wäert bis Enn d'nächst Joer en place sinn, fir där doter Missioun nozekommen.

Mir beloossen et awer net dobäi. Mir wëlle virun allem och kucken, wéi mer dann de vulnerabele Bierger dobaussen et esou einfach wéi méiglech kënnen maachen, dann och déi sozial Fangnetzer, wou et nëmme geet, automatesch ze notzen. An och dat, nieft deenen zwou Mesüeren, déi ech Iech genannt hunn, wäert dem REVIS-Bezéier och d'nächst Joer zeguttkommen.

Awer net nëmme deem, well de REVIS-Bezéier wäert d'nächst Joer eng Allocation de vie chère automatesch ausbezuelte kréien. Dat sinn all déi, déi de Revenu d'inclusion kréien. An ech kann Iech soen, dass déi lescht Joren alt 30 % bis 40 % vun all de REVIS-Bezéier, an dat sinn der 10.400 gewiescht d'lescht Joer, net d'Allocation de vie chère ugefrot hunn, se awer hätte kënnen ufroen. Dat wäert ab Januar automatesch passéieren. Dat heescht, déi Leit, vun deene mer hei schwätzen, wäerten net nëmme 2,6 % méi kréien, déi 90 Euro de Mount pro REVIS-Bezéier am Menage, souguer wann een de Complément REVIS kritt – Stéchwuert: Working Poor; dat heescht och Leit, déi just e Complément REVIS kréien, wäerten dovu profitéieren –, mee do dernieft eeben och d'Allocation de vie chère automatesch ausbezuelte kréien.

A wann ech Allocation de vie chère soen, da wësst Der, dass d'Allocation de vie chère net nëmme ab nächst Joer wäert ëm 10 % an d'Luucht gesat ginn, mee dass mer dodru gekoppelt jo och d'Energieprimm hunn; d'Energieprimm, déi net nëmme bis de Seuil vun der Allocation de vie chère geet – de Maximum, deen een also dierf verdéngen –, mee souguer

25 % driwwer, fir déi voll Energieprimm ze kréien. A mer si nach méi wäit eragaang an d'Gesellschaft: Bis 30 % kritt een nach d'Energieprimm réduite, wat dann d'Hallschent ass. A wéi gesot, déi Energieprimm ass ab nächstem Joer verdräifacht. Dat si Montante vu 600 bis 1.200 Euro, déi d'Menagen dann nach kënnen bäikréien.

Fir dass ee sech e bësse méi drënner ka virstellen, just zwee Beispiller fir Iech:

Wann Der e Stot hutt vun zwee Leit, dat heescht, zum Beispill, eng elengerzéind Mamm mat engem Kand, déi e Revenu vu bis zu 4.000 Euro kann hunn, da wäert déi 3.000 Euro Allocation de vie chère an Energieprimm kréien, wat e Plus vu 700 Euro d'nächst Joer ass, ouni den ECI (ndlr: Équivalent crédit d'impôt), deen ech genannt hunn, an ouni déi 2,6 %.

E Stot vu véier Leit: Huele mer eng Koppel mat zwee Kanner, déi kann e Revenu hu bis zu 5.700 Euro, déi kritt da 4.300 Euro Allocation de vie chère an Energieprimm, dat ass e Plus vun 1.000 Euro.

Fir deen, deem dat elo ze séier gaangen ass – esou geet et eis jo alt alleguerten –, fir deen hu mer op fns.lu Calculateuren agefouert, wou ee sech op d'mannst elo scho fir de REVIS a fir d'Energieprimm kann ausrechnen loosse: Sinn ech eligibel oder sinn ech net eligibel? Well virun allem wann et dofir ass, bei dem REVIS fir de Complément eligibel ze sinn oder net, dann denkt ee vläicht, wann ee jo de Mindestloun verdéngt an et huet een awer e Kand doheem: „Ech verdéngt jo de Mindestloun, dann hunn ech eigentlech kee REVIS zegutt.“ Dat ass en Trugschluss! Well et kann een e Complément REVIS kréien a Funktioun vun der Composition de ménage. Dofir, fir dee Calculateur, deen et um Site scho gëtt, wäerte mer och nach e bësse Promotioun maachen.

Dann hu mer nach eppes: Wa mer bei der Bekämpfung vun der Aarmut sinn, do huet natierlech de Staat eng immens wichteg Roll ze spillen. Mee ech weess, dass vill Gemengepolitiker heibanne sinn, déi och ganz engagéiert sinn, wann et drëms geet, hire Bierger an hire Gemengen och nach eng Kéier konkret énnert d'Äerm ze gräifen. A ganz ville Gemenge gëtt et och nach eng Allocation de vie chère communale. Et gëtt der souguer, déi nennen déi anescht, mee Dir wësst, wat gemengt ass. Déi meescht Gemengen hu sech dann och orientéiert un der Allocation de vie chère, déi de Staat gëtt: Do gi si als Gemeng XY nach eng Kéier 30 % vun deem Montant, alt 40 % oder 50 % vun deem Montant leeë si nach drop, wat ech ganz gutt fannen, well domat huet ee keen administrativen Opwand. Et kritt ee vum FNS och eng Bescheinegung.

An ech hunn de Gemengeresponsablen an de leschte Wochen iwwert den FNS e Courier zoukomme gelooss mat all hire Beneficiairen aus hire Gemengen, woufir d'Leit d'ailleurs den Accord ginn hunn, wéi se dee Formulaire ënnerschriwwen hunn. Ech hunn all de Gemengeresponsablen eng Lëscht zoukomme gelooss mat all hire Residenten, déi d'Allocation de vie chère kruten, wat et eigentlech de Gemengepolitiker, an dat ass e bësse méi Wonsch derhannert, ganz einfach ka maachen, well se gesi jo: An der Gemeng XY hunn zéng Leit hei d'Allocation de vie chère ugefrot, et sinn der awer 30, déi déi national kruten. Ma dann hunn der 20 se net ugefrot, da kann ech do d'Demarchen och automatesch maachen. Dat, wéi gesot, en vue vun der Aarmutsbekämpfung, wou och déi Gemengeresponsabel eis kënnen énnert d'Äerm gräifen an eis dobäi ënnerstëtzen.

Virdrun ass och iwwer Aarmutsbekämpfung en général geschwat ginn. Dat ass net nëmme déi monetär Basis. D'Aarmut huet ganz vill Facetten, besonnesch och all déi sozial Facteuren. Mee wa mer nach bei

deem Monetären eng Minutt wéilte bleiwen: Dir wésst, dass och ab nächstem Joer, dat hutt Der de Moien esou am Entlaaschtungspak festgehalten, de Crédit d'impôt monoparental eropgesat gëtt. Dir wésst et: Déi meescht, oder ganz vill Leit, déi Monoparentalle sinn, riskéieren, an d'Aarmut ze falen. An dofir ass de Crédit d'impôt monoparental nach eng Kéier däitlech eropgesat ginn op 3.500 Euro d'Joer.

Dir wésst, de Mindestloun ass steierfräi ginn, deen Der d'lescht Woch och schonn ëm 2,6 % an d'Luucht gehéicht hutt.

An do dernieft, an dat ass jo e bëssen den Elefant am Raum, wa mer vun Aarmutsbekämpfung schwätzen, si mer ganz séier beim Logement. Och do huet d'Regierung schonn dëst Joer probéiert, grad an deem Beräich, wou mer wëssen, datt do déi sozial Schwächst sinn, aktiv ze sinn, an dat ass éischer am Locatif wéi an der Propriétéit. Et ass jo och scho grad do fir Eltere gekuckt ginn, dass een dem Faktor Kand nach eng Kéier sonner Rechnung dréit, soudass et fir all Kand nach eng Kéier 40 Euro an d'Luucht gesat ginn ass. Dat wëllt heeschen, dass eng Famill, also Eltere mat dräi Kanner, ka bis zu 520 Euro de Mount bei hirem Loyer bäigeluecht kréien, wat scho substanzuell ass, wéi gesot.

Dat, wat mir nach Kappzerbrieches mécht – an dofir och de Guichet social, deen d'nächst Joer en place wäert gesat ginn –, dat ass, dass mer esou en héijen Taux de non-recours hu bei dëser wéi awer och bei anere Sozialleeschtungen. An, léif Deputéiert, léif Frëndinnen, Kolleegen aus der Regierung, dat ass eppes, wat mir als Regierung och nach ganz aktiv wëllen ugoen.

Just nach vläicht eppes zur Energieprimm respektiv der Allocation de vie chère: Dovu wäerten 30.000 Stéit kënne Gebrauch maachen. Ech hunn Iech gesot, wat mer alles fir de REVIS decidéiert hunn, a fir den RPGH d'ailleurs och. Do si mer bei 15.000 Stéit, wou mer dann och den Automatismus wäerten hu vun der Allocation de vie chère. A wéi ech virdu gesot hunn, ass et net nëmme fir déi Beneficiairë sënnvoll, mee et ass virun allem och fir eis Manpower an eisen Office-sociale ganz sënnvoll, wann déi manner mat Paperasse beschäftegt sinn, fir Leit ze hëllefen, op Aiden opmierksam ze maachen, Formulären auszufüllen. Well mer Saachen automatiséieren, hunn déi däitlech méi Zäit, fir sech mat hire Clienten ze beschäftegen a mat deenen ze kucken, se ze stabiliséieren an aus hirer Situation erauszekréien.

Dëst gesot, Iech nach eng Kéier e ganz grouse Merci fir Är breet Zoustëmmung. An elo schonn Iech alleguerten an Äre Familljen – als Familljeminister soen ech dat dann –, Äre Frënn, ganz, ganz schéin a besënnlech Feierdeeg!

An d'nächst Joer hu mer ganz vill Chantieren zesammen, notament mat der Familljekommissioun, awer doriwwer eraus natierlech och hei am Haus, wou mer och konkret wäerte kucken, um Ball ze bleiwen als ganz Regierung, déi sech dat heiten als eng vun de Prioritéite gesat huet, nämlech derno ze kucken, dass et och deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft gutt geet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Debatt zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8458 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8458<sup>6</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8458 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmege uegholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **Résolution 1**

An dann ass nach eng Resoluition vun der Madamm Delcourt deposéiert ginn. Madamm Delcourt, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

(Négation)

Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu dëser Resoluition Stellung huelen? Jo, d'Madamm Minella, den Här Spautz. Madamm Minella.

**Mme Mandy Minella** (DP), rapportrice | Wat de Mindestloun ugeet, wäert an der Aarbechtskommissioun driwwer geschwat ginn. A wat den zweete Punkt vun dëser Resoluition ugeet, ass et an éischer Linn wichteg, dass mat de Sozialpartner geschwat gëtt. A wéi de Minister virdu bemierkt huet, gëtt d'Erhéijung vum REVIS a vum RPGH jo automatesch ëmmer un de Mindestloun gekoppelt. Dat steet am Koalitionsaccord. Ech gesinn do da kee Sënn an Zweck, eng Jointe ze maachen. An ech géing menger Fraktioun proposéieren, dës Resoluition net matzestëmme.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minella. Här Spautz.

(Brouhaha)

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir haten eng Diskussioun heibannen ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift!

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mir haten eng Diskussioun heibanne bei der Erhéijung vum Mindestloun, wou den Här Haagen eng Motioun eraginn huet, dass mer géife kucke beim Mindestloun, dat och un d'Mindestloun-Direktiv kënnen unzepassen, dass mer iwwert déi Seule géife schwätzen. Dozou hu mer eis engagéiert. Dat wäerte mer och maachen an der Aarbechtskommissioun, wou zwee Datumen och scho feststinn, dee vum 8. Januar an dee vum 29. Januar, well dat jo och e Bestanddeel ass vum Mindestloun, wat an der EU-Direktiv draasteet.

Dofir géif ech Iech bidden, an dat musst Der och verstoen, dass et elo e bësse fréi ass, fir schonn ze soen: „Kommt, mir maachen eng Jointe!“, mee dass mer fir d'éischt de Punkt vum Mindestloun sollte klären. An do ass et, wéi d'Madamm Minella elo grad gesot huet: De REVIS ass dodru gekoppelt. Mee da sollte mer fir d'éischt déi eng Diskussioun ofschléissen. An ech hunn och Vertrauen an déi Wieder vum Här Hahn, deen als Familljeminister gesot huet – en ass jo amgaange mam Aarmutsprogramm, dem Programm, fir d'Aarmut ze bekämpfen –, dass dat jo och nach eppes ass, wat dodran ass. A wann een dann nach Besoine sollt feststellen, kann een dat dann nach ëmmer maachen, mee et ass de Moment ze fréi.

An dofir roden ech menger Fraktioun, d'Resoluition net ze stëmme. Villmoos merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, et ass vläicht dat üblecht Spill. D'Oppositioun proposéiert eppes, d'Majoritéit fënn et net esou gutt.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech fannen awer, datt et sech hei e bëssen einfach gemaach gouf, well virun allem den zweete Punkt vun der Resoluition drop ageet, datt mer eebe grad déi fundamental Problemer vum REVIS a vum RPGH missten thematiséieren. An déi sinn net vu gëschter, dat ass och net d'Schold vun enger eenzegeger Regierung, dat ass eppes, wat iwwer Joren, Joerzëngten, gewuess ass a wou mer einfach feststellen, datt et net méi duergeet, ob dat elo d'Alterslimite sinn, ob dat d'Seule sinn. Dat sinn einfach, an dofir steet et och dran, fundamental Problemer, déi ee sollt ugoen, an dat ass och net einfach nëmme nieft dem Mindestloun ze kucken. An dofir denken ech, datt een dat do scho soll zesumme kucken, an dofir wäerte mir dat heiten och weiderhi matzestëmme.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Da géing ech der Madamm Delcourt d'Wuert ginn.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, ech hat am Fong geduecht, dat hei wär esou eppes, wat net esou vill verlaangt wier. An ech hunn och e bëssen d'Gefill, a menger Ried hat ech dat geduecht, ech hätt d'Punkte wierklech kloer opgezielt, firwat mer déi heite Resoluition ofginn hunn.

Ech mengen, et gouf och elo schonn e puermol gesot: Mir schwätzen iwwert de Mindestloun. Ok. De Referenzbudget ass awer trotzdeem nach ëmmer kleng. Dat huet jo och d'Chambre des Saliés ganz kloer gewisen an hirem Tablo. Et wär am Fong d'Iddi gewiescht, wierklech einfach zesummen op de Wee ze goen, doriwwer ze schwätzen, eng Léisung ze fanne fir jiddereen an net just fir déi, déi de Mindestloun kréien.

Mee gutt, et kann een natierlech elo soen: „Ok, mir kucken dat zu engem spéideren Zäitpunkt.“ D'Iddi war et, hei einfach vun Ufank un u Bord gewiescht ze sinn. Mee bon, ech huelen dat dann zur Kenntnis.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Vu datt weider keng Wuertmeldung do ass, géing ech dann dës Resolutioun zum Vott stellen.

#### **Vote sur la résolution 1**

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmme a kenger Abstentiuon. Dës Resolutioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul SchAAF, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.*

### **3. Discours de M. le Président**

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir sinn um Enn vun der leschter öffentlecher Sëtzung vun dësem Joer ukomm. Dat Joer ass schnell gaangen, hat ech op jidde Fall d'Impressioun. Ech profitéiere vun der Occasioun, fir Iech zwee Gedanke mat op de Wee an déi Feierdeeg hei ze ginn.

Deen Éischt ass: Mir haten an deene leschte Méint vill auslännesch Gäscht hei, aus China, aus Amerika, aus der Ukrain, aus Armenien an aus villen anere Länner. A mir hate vill Diskussiounen mat hinnen. Mir hunn d'Geleeënheet gehat, hiren Erklärungen nozelauschteren. Mir haten och d'Geleeënheet, eis Positiounen ze explizéieren.

Wat mir opgefall ass an den Diskussiounen mat allen eise Gäscht, ass, datt mer gesot kruten, datt Lëtzebuerg ënner anere fir Stabilitéit géif stoen, politesch Stabilitéit, institutionell Stabilitéit. A wann ech kucken, wat an eisen Nopeschlänner lass ass, an der Belsch, Frankräich, Däitschland, wou momentan keng Regierung oder zumindest keng handlungsfäeg Regierung ass, da fannen ech, datt déi Ausso richtig ass. Eis Demokratie vum Lëtzebuerg funktionéiert, wien och ëmmer an der Majoritéit ass a wien och ëmmer zu enger gegebener Zäit an der Opposition ass.

Mir fannen dat alleguer heibannen normal, datt et funktionéiert. Mee mir gesi ronderëm eis, datt dat Normalst am Fong net méi ëmmer iwwerall normal

ass. Dofir wëll ech Iech am Fong Merci soen, datt bei all deenen Desaccorden, deene Meenungsverschiedenheeten, déi mer an den Diskussiounen, déi mer mateneen hunn, kënnen ausdrécken, bei alle Parteien, wéi mer heibanne sëtzen, awer ee Konsens besteet, an dee Konsens ass, datt stabil Institutionen fir d'Demokratie a fir d'Grondfräiheeten eng Viraussetzung sinn. Dat ass haut net méi iwwerall normal. An ech si wierklech dankbar, datt dat hei an dësem Sall als eng Normalitéit consideréiert gëtt.

Dat Zweet ass, ze soen, datt d'Kredibilitéit vun eiser Institution nëmme da kann oprechter hale ginn, wann d'Institution et och fäerdegbréngt, sech ze moderniséieren an der Zäit unzepassen. Ech muss soen, mir hunn zesummen an deem leschte Joer viles un eise eegene Fonctionnement geännert, fir d'Chamber méi effizient ze maachen, fir se méi attraktiv ze maachen, fir se och méi nolauschterbar no baussen ze maachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht bis elo, ouni an där Aarbecht Majoritéit an Opposition dat Spill spillen ze loossen, géinteneen ze schaffen, mee mir hunn dat am gemeinsame Souci vun alle Parteien gemaach, fir datt dës Chamber och weiderhin den Zentrum vun der gelieferter Demokratie soll sinn. An dofir wëll ech Iech och e perséinleche Merci soen an hannendru fügen: Well mer net um Enn vun deene Chantiere sinn, well nach eng ganz Rei Saache virun eis leien, géing ech mer just wënsche fir d'nächst Joer, datt mer kéinten an deem do Esprit, an deem Geescht, weiderfuere, op deem Plang zesummeschaffen, fir datt déi Institution Chamber, déi mer alleguer representéieren, sech ka moderniséieren, och kann de Rhythmus vun deem, wat dobause geschitt, mathalen an och ka weiderhin dat demokratescht Liewen esou gestalten an esou begleeden, wéi et fir eist Land nützlich ass.

Ech wëll dann och dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, deenen zwee Adjointé Benoit Reiter an Isabelle Barra an alle Mataarbechter aus der Verwaltung, de Fraktiounen, de Sensibilitéit villmools Merci soe fir déi wäertvoll Aarbecht an déi grouss Ënnerstëtzung, déi mir alleguer haten. Mir wëssen alleguer heibannen, datt mer ouni si, ouni all déi Collaborateuren, ouni hiert Engagement, ouni hir Aarbecht, eis Aarbecht iwwerhaupt net kéinte maachen. An dofir hu si, mengen ech, e grouse Merci an och e grousen Applaus, wann Der wëllt, vun Iech verdéngt.

*(Applaudissements)*

Ech wëll och der parlamentarescher Press Merci soen, déi net nëmme d'Bierger informéiert, mee déi och eis Handlung kritesch hannerfreet. Dat ass heiansdo méi komplizéiert, wann ee selwer concernéiert ass, mee ech mengen, an enger Demokratie awer eng absolut Selbstverständlechkeet an och eng Noutwendegkeet. An dofir och hinne villmools merci.

Ech wënschen Iech alleguer, Äre Familjen an all deenen, déi Der gär hutt, e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg an e flotte Joreswiessel. Passt op Iech op!

**Une voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Spautz, Dir wollt nach eppes soen.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt och vun der Geleeënheet profitéieren, Iech als President vun dësem héijen Haus Merci ze soe fir Ären Asaz an och fir déi Representatiounspflicht, déi Dir dagan, dagaas fir eis alleguerte wouerhuet. Dir hutt et ënnerstrach, mir hu verschidden Ännerungen am leschte Joer gemaach, a grouss Ännerung stinn d'nächst Joer am Januar bevir.

Mir sollen d'Plenarsitzungen aneschters organiséieren, wou mer jo dann net méi hallefdaags tagen, mee ganzdaags tagen an dat an engem vill méi feste Rhythmus, wat och aner Aarbechsméiglechkeeten an aner Aarbechskonditiounen fir d'Deputéierten, awer och fir d'Personal a fir d'Mataarbechter vun de Fraktiounen mat sech bréngt.

Do bieden ech Iech just – Dir hutt gesot, fir déi Aarbecht weiderzeféieren –, do leien och nach Iddien a Proposen um Dësch, déi vun deenen eenzelne Fraktiounen komm sinn, wat de Statut vum Deputéierten ubelaangt, dass een dat dann och kann deem upassen, wéi ee sech elo déi nei Aarbechswies ginn huet, an dass mer och do am Laf vum Joer 2025 e Schrëtt an déi richtig Richtung solle maachen.

Iech, de Mataarbechter vun de Fraktiounen a vun der Chamber e grouse Merci fir dat, wat Der geschafft hutt a gelescht hutt an dësem Joer, an dass mer dann all zesummen d'nächst Joer nach all déi Projekte kënnen ugoen, déi am Interêt vun der Chamber sinn, vun der Representativitéit, egal ob Opposition oder Majoritéit, fir dass mer do nach méi performant kënnen schaffen, wéi dat bis elo de Fall war.

Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmools merci, Här Spautz.

*(Applaudissements)*

An da kritt nach d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir d'Relatiounen mam Parlament.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | Wéi Der richtig beschriwwen hutt, géif ech dann och am Numm vun der Regierung nach eng Kéier réckbléckend Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, allen Deputéierten hei am Haus, mee och der Verwaltung vun der Chamber. Ech mengen, et huet gutt geklappt an d'Erausforderungen, déi Der virdrun an Ärer Ried beschriwwen hutt, Här President, a ganz richtig beschriwwen hutt, déi wäerten déi selwecht bleiwen am neie Joer, soudatt et och wichtig ass, datt mer weiderhi gutt zesummeschaffen, wann et och vläicht e bëssen an enger anerer Form ass. Mee ech sinn awer iwwerzeegt, datt mer dat wäerte kënnen maachen an engem Esprit constructif, an do freeën ech mech drop.

An da géif ech Iech natierlech nach am Numm vun der Regierung, zesumme mam Här Kolleeg Hahn, alles Guddes wënsche fir d'Chrëschtdeeg an e gudder Rutsch an dat neit Joer. An ech freeë mech dann, Iech rëm voller Energie am neie Joer hei erëmzegesinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmools merci, Madamm Minister.

*(Applaudissements)*

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung si fir den 21., 22. an 23. Januar virgesinn.

Éier ech d'Sëtzung ophiewen, wëll ech awer nach soen, datt e kleng Patt donidde virgesinn ass fir d'Enn vum Joer.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler**, Président | An da géing ech d'Sëtzung ophiewen.

*(La séance publique est levée à 14.39 heures.)*

## Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Ordre du jour** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Communication** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Changements de composition de commissions parlementaires** p. 40  
M. Claude Wiseler, Président (interventions de Mme Corinne Cahen et M. André Bauler)
- 5. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel** p. 40  
Exposé : M. Georges Engel
- 6. Heure de questions au Gouvernement** p. 40
  - Question n° 167 du 21 janvier 2025 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la première phase du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système de retraites « Schwätz mat ! », adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41  
M. Jean-Paul Schaaf | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Question n° 168 du 21 janvier 2025 de Mme Paulette Lenert relative à l'avis de la Commission nationale d'éthique sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41  
Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Question n° 169 du 21 janvier 2025 de M. André Bauler relative à la vaccination contre le zona, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 42  
M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Question n° 170 du 21 janvier 2025 de M. Jeff Engelen relative à l'état des cours d'eau, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 42  
M. Jeff Engelen | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
  - Question n° 171 du 21 janvier 2025 de M. Laurent Mosar relative à la décision des États-Unis de limiter dans certains pays européens l'exportation des « AI Chips », adressée à M. le Premier ministre** p. 43  
M. Laurent Mosar | M. Luc Frieden, Premier ministre
  - Question n° 172 du 21 janvier 2025 de M. Meris Sehovic relative aux développements récents portant sur l'électromobilité, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** p. 43  
M. Meris Sehovic | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
  - Question n° 173 du 21 janvier 2025 de M. Luc Emering relative à la réapparition du loup au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 44  
M. Luc Emering | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
  - Question n° 174 du 21 janvier 2025 de M. Sven Clement relative aux courriers de l'Administration des contributions directes, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 45  
M. Sven Clement | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
  - Question n° 175 du 21 janvier 2025 de M. Maurice Bauer relative aux initiatives européennes en matière de durabilité au niveau des entreprises, adressée à M. le Premier ministre** p. 45  
M. Maurice Bauer | M. Luc Frieden, Premier ministre
  - Question n° 176 du 21 janvier 2025 de M. David Wagner relative à la position du Gouvernement concernant l'échec provisoire des négociations collectives chez Luxair, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** p. 46  
M. David Wagner | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Question n° 177 du 21 janvier 2025 de Mme Claire Delcourt relative à l'exposition à des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 46  
Mme Claire Delcourt | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- 7. Ordre du jour (suite)** p. 47  
M. Claude Wiseler, Président
- 8. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 47  
Exposé : M. Meris Sehovic
- 9. Motion de M. Georges Engel relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives** p. 47  
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Corinne Cahen (intervention de M. Sven Clement) | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. Georges Engel (interventions de Mme Stéphanie Weydert)  
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail  
Vote sur la motion (adoptée)  
M. Georges Engel
- 10. 8441 – Projet de loi relative à la rénovation et à la transformation de l'ancienne bibliothèque nationale** p. 48  
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen  
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8441 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 8442 – Projet de loi relative à la construction de nouveaux bâtiments pour le Lycée Michel Lucius au Plateau de Kirchberg** p. 51  
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen  
Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Paul Galles | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | M. Michel Wolter  
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8442 et dispense du second vote constitutionnel
- 12. Ordre du jour (suite)** p. 53  
M. Claude Wiseler, Président
- 13. Motion de M. Meris Sehovic relative à la promotion de l'électromobilité au Grand-Duché du Luxembourg** p. 53  
Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Jeff Boonen | M. Tom Weidig (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen | M. Yves Cruchten | M. Tom Weidig (interventions de M. Franz Fayot et M. Georges Engel) | M. David Wagner | M. Meris Sehovic (intervention de M. Jeff Boonen)  
Vote sur la motion (rejetée)
- 14. Interpellation de M. Marc Baum sur les violences fondées sur le genre** p. 55  
Exposé : M. Marc Baum (dépôt des motions 1 et 2)  
Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 3) | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy (interventions de Mme Corinne Cahen et M. Georges Engel) | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson  
Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité (intervention de M. Sven Clement) | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice  
Motion 1 : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. Marc Baum | Mme Nathalie Morgenthaler | Mme

Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : Mme Nathalie Morgenthaler | M. Gilles Baum | M. Marc Baum

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

D'Reglementskommissioun proposéiert den Zäitmodell avec rapport et sans débat amplaz vun engem Modèle de base fir d'Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8478, déi op eisem Ordre du jour vun de Mëttwoch de Mëtte virgesinn ass. An dat selwecht ass och de Fall fir de Projet de loi Nummer 8368, deen den Donneschden de Moien um Ordre du jour steet.

Ass d'Chamber mat der Proposition averstanen, déi zwee Zäitmodeller vun engem Basismodell op e Modell avec rapport et sans débat ze änneren?

(Assentiment)

Ma très bien!

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens: D'Lëscht mat de Petitounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

A véierte Punkt: Sou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: Laut dem ofgeännerte Gesetz vum 22. August 2003 zur Asetzung vun engem Ombudsman an de Bestëmmunge vum Artikel 130 vum Reglement vun der Chamber designéiert d'Chamber an enger ëffentlecher Sëtzung en Ombudsman.

Dës Matdeelung erfollegt op d'mannst 30 Deeg virun der Designatioun. Interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur mat engem Bréif un de President vun der Chamber areeche. D'Membere vun der Chamber kënnen Kandidaturen iwwer Bréif erareeche. An deem Fall muss se sécherstellen, dass de Kandidat dës Kandidatur och akzeptéiert.

Fir zoulässeg ze sinn, mussen d'Kandidature bis spëtstens de 5. Februar eragereecht gi sinn. Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereeche, déi beleeeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn.

Dat heescht éischtens d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, zweetens am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn, drëttens déi gefuerdert moralesch Garantien hunn, véiertens en Universitätsdiplom, deen e vollstännegen Zyklus vu véier Joer Studium an en erfollegräichen Ofschluss dovu beleet, an eng professionell Erfahrung an engem relevante Beräich fir d'Ausübe vun der Fonctioun hunn, a fënneftens och déi adequat Kenntnisser an den dräi Verwaltungssproochen hunn, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert d'Sproocheregelung festgehale sinn.

Dës Kommunikatioun gëtt och als offiziellen Avis an der Press verëffentlecht.

### Communications du Président – séance publique du 21 janvier 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et la proposition suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8469 – Projet de loi portant modification :

1<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 2023 portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

2<sup>o</sup> de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/12/2024

8470 – Projet de loi portant modification :

1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 18/12/2024

8472 – Projet de loi réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

8473 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'hébergement et les services du centre de contrôle de la future constellation IRIS2 au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

8474 – Projet de loi portant modification de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

8475 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

8476 – Projet de loi portant mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) n° 300/2008, (UE) n° 167/2013, (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) et portant modification de :

1<sup>o</sup> la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données ;

2<sup>o</sup> la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

3<sup>o</sup> la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 23/12/2024

8478 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux pouvoirs de signature

Dépôt : M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, M. Sven Clement, M. Fred Keup, M. Marc Spautz, Mme Sam Tanson, Députés, le 15/01/2025

8479 – Projet de loi portant :

1. introduction d'une demande en obtention des indemnités de chômage complet en ligne et

2. modification des articles L. 521-3, L. 521-7, L. 521-8, L. 521-11, L. 521-18 et L. 525-1 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 16/01/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3479 – Demande de pétition publique : Méi Hëllef bei der Sich no enger Wunneng fir déi Leit, déi just de Mindestloun hunn

Dépôt : M. Ronny Burgen, le 17/12/2024

3480 – Demande de pétition publique : Modifier la fiscalité l'année du divorce

Dépôt : M. Franck Spierckel, le 18/12/2024

3481 – Demande de pétition publique : Limiter les arrêts de travail « abusifs » par des mesures de renforcement de contrôle voire de sanction

Dépôt : M. Mohamed Reqba, le 18/12/2024

3482 – Demande de pétition publique : Ouverture de la boutique GIFI au Luxembourg / J'ouvre cette pétition, car la boutique GIFI fait des super actions, est vraiment à la hauteur, pendant ou en dehors des fêtes, prix hilarants, des choix énormes, toujours de belles choses, ce qui m'attire tout le temps en voyant leurs publicités à la TV

Dépôt : M. Rocky Kaiser, le 19/12/2024

3483 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant les véhicules de police vides

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 18/12/2024

3484 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant les actions de sensibilisation sur les besoins des sans-abris, en particulier des femmes, des jeunes filles et des enfants négligés

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 18/12/2024

3485 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'explication de la dénomination des marchés de Noël au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 19/12/2024

3486 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'équilibre entre la maîtrise des langues étrangères et le professionnalisme au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 19/12/2024

3487 – Demande de pétition ordinaire : Upasse vun den Öffnungszäiten am administrative Beräich. Accessibilitéit bei Staat, Gemeng, awer och am Privatsecteur ausbauen. Büroen op vu moies 6.00 Auer bis owes 10.00 Auer (22:00 Auer)

Dépôt : M. Gérard Konecny, le 18/12/2024

3488 – Demande de pétition publique : Gardons notre Stade Josy Barthel !

Dépôt : M. Reynald Clavier, le 19/12/2024

3489 – Demande de pétition publique : Organiser un référendum sur la question pour ou contre l'ouverture systématique des magasins le dimanche

Dépôt : M. Baudouin Schinker, le 19/12/2024

3490 – Demande de pétition publique : Le voile et la neutralité : mettons fin aux discriminations dans le service public

Dépôt : Mme Duha Hameed, le 19/12/2024

3491 – Demande de pétition publique : Contre LuxTrust Mobile, la centralisation croissante des services publics dans le smartphone et la marchandisation de l'accès citoyen

Dépôt : Mme Cecilia Passanti, le 20/12/2024

3492 – Demande de pétition publique : Amendes ajustées en fonction du revenu / Cela conduirait à des amendes plus équitables / Ce système est déjà utilisé dans de nombreux pays, aussi en Europe

Dépôt : M. Jean-Paul Mayer, le 23/12/2024

3493 – Demande de pétition publique : Obligatorische PCR-Test bei Kanner mat potenzielle Viruskrankheeten

Dépôt : Mme Tamara Streff, le 24/12/2024

3494 – Demande de pétition publique : Besserer Schutz für Patient gegenüber der CNS (Kontrollärztlicher Dienst)

Dépôt : M. Normen Meiser, le 24/12/2024

3495 – Demande de pétition publique : Augmentation du chèque-service d'État pour les crèches privées, aider les parents

Dépôt : Mme Stefania Arré, le 26/12/2024

3496 – Demande de pétition publique : Kennzeichnungspflicht fir all Zorte vu Juegd am Groussherzogtum Lëtzebuerg

Dépôt : M. Pit Braun, le 27/12/2024

3497 – Demande de pétition publique : Le voile et la neutralité : mettons fin aux discriminations dans le service public

Dépôt : Mme Duha Hameed, le 29/12/2024

3498 – Demande de pétition publique : Demande d'effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024 au lieu du 1<sup>er</sup> octobre 2024 – Réduction de la base imposable pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription

Dépôt : M. Johnny Pereira, le 30/12/2024

3499 – Demande de pétition publique : Trounwissel feiere mam Vollek

Dépôt : Mme Nancy Glangé, le 31/12/2024

3500 – Demande de pétition publique : Caméra par patrouille de police / Les chefs d'État nous ont mis à disposition des personnes telles que la police pour veiller et venir en aide au citoyen du Luxembourg. Comme dans tous les métiers il y a du bon et du mauvais. Il semble plus que important que le statut d'un policier en service doit être impeccable et surtout représenter notre pays. Les caméras sont des témoins importants

Dépôt : Mme Jessica Tavares Da Moura, le 31/12/2024

3501 – Demande de pétition publique : Loi interdisant les feux d'artifice le soir du Nouvel An

Dépôt : M. Patrick Backes, le 01/01/2025

3502 – Demande de pétition publique : « Liberté, Santé et Dignité » : Pour l'accès gratuit aux protections périodiques et à la contraception

Dépôt : Mme Isabelle Treillard, le 02/01/2025

3503 – Demande de pétition publique : Établir une commission indépendante chargée de traiter les cas de harcèlement moral et sexuel au sein de la fonction publique au Luxembourg

Dépôt : Mme Lynn Kremer, le 03/01/2025

3504 – Demande de pétition publique : Öffnung der Archive in Bezug auf die luxemburgische Kollaboration mit den Nazis

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 03/01/2025

3505 – Demande de pétition publique : Pour un Luxembourg sans feux d'artifice : pétition pour la protection de la faune, de l'environnement et de la sécurité

Dépôt : M. David Laurent, le 03/01/2025

3506 – Demande de pétition publique : Permission de rouler une moto 125 ccm<sup>3</sup> appartenant à la catégorie A2 en dehors du territoire luxembourgeois

Dépôt : M. Pedro Alexandre Carvalho Rodrigues, le 03/01/2025

3507 – Demande de pétition publique : Pétition pour limiter les vols de nuit (22.00 à 06.00 heures) à Luxembourg, y compris les vols cargo

Dépôt : M. Denis Troyan, le 05/01/2025

3508 – Demande de pétition publique : Rechte, um sich anzumelden in einem Hotel oder Camping

Dépôt : Mme Danielle Schreiber, le 05/01/2025

3509 – Demande de pétition ordinaire : Obligation de transparence dans la description des plats servis dans les restaurants

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 03/01/2025

3510 – Demande de pétition ordinaire : Loi du 7 août 2023 sur les ASBL et les fondations

Dépôt : M. Jean-André Stammel, le 28/12/2024

3511 – Demande de pétition publique : „Avertissement taxé“ der Geschwindigkeit angepasst

Dépôt : M. Andy Weber, le 06/01/2025

3512 – Demande de pétition publique : Une App pour bus scolaire

Dépôt : Mme Lynn Senaya, le 06/01/2025

3513 – Demande de pétition publique : Freedefeierverbuert fir Privatleit

Dépôt : M. Claude Paquet, le 06/01/2025

3514 – Demande de pétition ordinaire : Réforme du régime des pensions du secteur privé

Dépôt : M. Manfred Reinertz Barriera, le 07/01/2025

3515 – Demande de pétition publique : Pétition pour une égalité d'accès aux formations professionnelles : Stop aux barrières linguistiques injustifiées

Dépôt : M. Guelord Manangama Love, le 07/01/2025

3516 – Demande de pétition publique : Keng staatlech Accounts méi op X/Twitter – benotzen a promovéiere vun net kommerzielle Plattformen

Dépôt : M. Claude Feltgen, le 07/01/2025

3517 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la terminologie des assurances familiales

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 08/01/2025

3518 – Demande de pétition publique : Rémunération pour les stages des élèves en classe d'aide-soignant

Dépôt : M. Lucas Loureiro, le 08/01/2025

3519 – Demande de pétition publique : Pour un débat urgent sur la création d'un Park&Ride (P&R) à Aumetz/Crusnes et le développement d'une mobilité durable pour Audun-le-Tiche

Dépôt : M. Alexis Kuta, le 08/01/2025

3520 – Demande de pétition publique : Le droit de fumer pendant la récréation du matin à l'école

Dépôt : M. Samy Schwickert, le 08/01/2025

3521 – Demande de pétition publique : Hilfe für Los Angeles! / Ich reiche diese Petition ein, um um Hilfe für Los Angeles zu bitten. Wie jeder im Moment mitbekommen hat, brennt es lichterloh in dieser Region und viele Menschen haben ihr Zuhause verloren, Ich möchte einfach um etwas Menschlichkeit bitten und die Regierung darum bitten, Hilfe zu leisten. Es gibt da viele Menschen, die kein Dach mehr über dem Kopf haben, also bitte helfen Sie!

Dépôt : M. Joé Schmitz, le 11/01/2025

3522 – Demande de pétition publique : Développer des infrastructures de volleyball indoor pour tous au Luxembourg

Dépôt : M. Sami Ben Hsain, le 12/01/2025

3523 – Demande de pétition publique : Aktierent fir Lëtzebuerg

Dépôt : M. Daniel André Nico Bindels, le 14/01/2025

3524 – Demande de pétition publique : Plus de droits pour les pères célibataires

Dépôt : M. Dany Hubert, le 14/01/2025

3525 – Demande de pétition ordinaire : Cannabis médical

Dépôt : M. Carlo Luck, le 15/01/2025

3526 – Demande de pétition publique : Salaire parental pour le renforcement des familles au Luxembourg

Dépôt : MM. Brix Wilmes et Tommy Ernster, le 16/01/2025

3527 – Demande de pétition publique : Erweiterte Maßnahmen gegen Vermüllung von Straßen und Wiesen (SDG 15 Leben an Land) / Élargir les mesures contre le littering (ODD 15 Vie terrestre)

Dépôt : M. David Koch, le 16/01/2025

3528 – Demande de pétition publique : Reductions des heures scolaires dans les lycées

Dépôt : M. Karim Chakir, le 16/01/2025

3529 – Demande de pétition publique : Verbuert vu Knupperten

Dépôt : M. Joé Schmitz, le 16/01/2025

3530 – Demande de pétition publique : Ofschafe vum Chèque-service fir Leit, déi net schaffen

Dépôt : Mme Jessica Hartz, le 17/01/2025

3531 – Demande de pétition publique : Réduction impôts pour parents ayant une garde partagée une semaine sur deux

Dépôt : M. Jorge Silva, le 17/01/2025

3532 – Demande de pétition publique : Pflicht, alle zehn Jahre nach Führerscheinerhalt an der praktischen Übung in Colmar-Berg am Centre de formation pour conducteurs teilzunehmen

Dépôt : Mme Agnes Tarsoly, le 19/01/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

4) Conformément à la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un Ombudsman et aux dispositions de l'article 130 du Règlement de la Chambre des Députés, l'Ombudsman est désigné par la Chambre des Députés, siégeant en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 5 février 2025.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un Ombudsman sont remplies, à savoir :

1. posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité à joindre) ;
2. jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire n° 3 et certificat d'inscription aux listes électorales à joindre) ;
3. offrir les garanties de moralité requises (pas de pièce à fournir) ;
4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction (copie des diplômes, certificats et homologations à joindre) ;
5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues (déclaration sur l'honneur concernant cette dernière condition à joindre).

Cette communication sera publiée sous forme d'avis officiel dans les quotidiens.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

## 4. Changements de composition de commissions parlementaires

Deen nächste Punkt, dat sinn d'Changementer an der Kompositioun vun de Commission-parlementairen. An do si follgend Ofännerunge mer matgedeelt ginn:

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Ben Polidori d'Madamm Claire Delcourt.

An der Commission des Institutions ersetzt den Här Dan Biancalana d'Madamm Taina Bofferding all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8095 relative à la reconnaissance du titre honorifique de résistant aux volontaires de l'Espagne républicaine, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Corinne Cahen, ausser fir de Volet Digitalisatioun, dee si behält.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Här President, et ass ëmgedréint, dee leschte Punkt.

**M. Claude Wiseler**, Président | An der Commission ... Dann dréien ech dat elo ëm a liesen et dann nach eng Kéier richtig vir, esou wéi et net hei steet. An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här André Bauler, ausser fir de Volet Digitalisatioun, deen hie behält.

**M. André Bauler** (DP) | Nee, ëmgedréit. Dat ass schonn déi zweete Kéier falsch.

(Interruption)

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok. Also ersetzt ...

**Plusieurs voix** | Mir ginn eens.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, mee nee, ech wëll ... Dir gitt eens, dat gleewen ech Iech.

(Interruptions et hilarité)

**M. André Bauler** (DP) | Dir musst et richtig soen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech wëll awer och, datt d'Sekretariat eens gëtt.

**M. André Bauler** (DP) | Dir musst et awer richtig soen.

**M. Claude Wiseler**, Président | ... ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här André Bauler fir de Volet Digitalisatioun.

**M. André Bauler** (DP) | Ganz genee!

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Genau, also fir de Volet Digitalisatioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok, d'Madamm Corinne Cahen ersetzt den Här André Bauler fir de Volet Digitalisatioun. An da si mer richtig.

Gëtt et dozou aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen dann averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel

Da sinn ech nach gefrot gi fir den Depot vun enger Motioun vum Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech wëll effektiv hei eng Motioun deposéieren och am Numm vun déi gréng, vun déi Lénk a vun de Piraten. Eng Motioun, iwwert déi mer hei schonn eng Kéier wéinstens esou zum Deel geschwat hunn. Et ass de Wuertlaut vun der Motioun vun der Madamm Djuna Bernard, déi seet, dass d'Exklusivitéit, fir Kollektivverträge ze verhandelen, bei de Gewerkschafte soll bleiwen.

Do gëtt et jo säit e puer Woche schonn Diskussiounen, wou déi eng soen: „Ech gouf falsch verstanen.“ Anerer soen: „Ech schwätze vu Geschichtsfälschung.“ Et gëtt Interviewen an et gëtt Zeitungsartikelen, déi eng kloer Sprooch schwätzen. An et gesäit een, dass op enger ganzer Rei vun Aussoen och zrëckgeruddert gouf, notamment vum Premier an och vum Aarbechtsminister.

A mir wëllen hei als Oppositioun kloer Faarf bekenne. Dat hu mer an där Motioun vum 22. Oktober hei schonn eng Kéier ganz kloer gemaach. Et gëtt elo nei Informatiounen au sujet vun de Conventions collectives, déi elo an de Meedie beschwat goufen. A mir wëllen hei déi Motioun nach eng Kéier zu Sprooch bréngen, well den 22. Oktober huet op alle Fall emol eng Partei, déi sech haut ganz kloer fir d'Exklusivitéit vun de Gewerkschafte ausschwatzt, nämlech d'DP, géint eng Motioun geschwat, wou et ëm d'Exklusivitéit vun de Gewerkschafte gaangen ass.

Bei der CSV wësse mer et nach net esou richtig. Do ass et eng Kéier léns an eng Kéier riets. Et geet eng Kéier no vir an et geet eng Kéier no hannen, bal wéi zu Iechternach op der Sprangpressioun.

(Interruptions diverses)

An duerfir wär hei d'Geleeënheet ganz kloer fir ze soen, wou et higeet.

Duerfir deposéieren ech hei déi Motioun, wou et dann drëm geet, de Gewerkschafte dee Rôle exklusiv dann ze ginn an datt se deen och behalen.

Merci.

**Motion**

« relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives »

La Chambre des Députés,

considérant

– les informations au sujet des conventions collectives parues dans les médias les derniers jours ;

– le cadre luxembourgeois des négociations collectives actuellement en vigueur qui prévoit que les syndicats justifiant de représentativité nationale générale ou de la représentativité sectorielle font partie intégrante de la commission de négociation ;

– les discussions entre le Ministre du Travail et les représentants syndicaux lors d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi,

invite le Gouvernement à

– continuer à reconnaître le rôle exclusif des syndicats justifiant de représentativité nationale générale ou de la représentativité sectorielle dans la négociation et la signature de conventions collectives de travail.

(s.) Georges Engel, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Claude Haagen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engel. Da kucke mer duerno, wéini mer se op den Ordre du jour huelen.

(Interruption)

Jo, nee, wéini mer se haut op den Ordre du jour huelen.

Merci, Här Engel.

## 6. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer dann zu eisem nächste Punkt. Dat ass d'Heure de questions au Gouvernement. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntweren.



Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 167 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert déi éischt Phas vum Consultationsprozess zur laangfristeger Viabilitéit vun eisem Rentesystem „Schwätz mat!“. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 167 du 21 janvier 2025 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la première phase du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système de retraites « Schwätz mat! », adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, et ass jo un Iech, wou mer eis hei adresséieren, oder wou ech mech elo hei adresséieren. D'Regierung huet sech an der Pensiounsfro fir e Wee entscheet, deen och am Koalitionsaccord nozulesen ass, an dee sicht, op engem schwierigen Dossier e Konsens hierstellen, an duerfir och vill Leit anzebannen. Schwierig ass den Dossier jo dowéinst, an dat kënne mer jo alleguerten novollzéien, well jiddereen jo automatesch e bëssen de Reflex huet: „Ups, wat hunn déi elo mat mir wëlles?“

Dat ass eeben esou, an dat kann Onsécherheet schafen an engem Thema, wou et eigentlech jo der Regierung drëm geet, grad Sécherheet ze schafen an der Altersofsécherung, well eng gutt Ofsécherung hu mer a mir sinn eis, mengen ech, och alleguerten eens, dass et drëm geet, déi Ofsécherung dauerhaft sécher ze gestalten.

Mir sinn eis, mengen ech, och eens, dass et en exzellente Prozess war, fir d'Suerge vun de Bierger ze héieren, an duerfir och, fir d'Transparenz an der Auswärtung d'Publikatioun vun de Rapporte virzeleeën.

Iwwert de Site „Schwätz mat!“ hunn an de Méint Oktober, November iwwer 2.000 Leit sech dorunner bedeelegt. Ech perséinlech fannen dat – kann ech emol einfach esou soen – formidabel, dass sech esou vill Leit zu engem dach awer komplexe Sujet getraut hunn, sech ze äusseren. An et ass och luewenswäert fir déi Leit, dass jiddereen ..., oder fir Iech als Ministesch, dass jiddereen onageschränkt eigentlech d'Recht hat, sech anzubringen.

De Prozess ass jo net ofgeschloss. D'Leit froe sech elo: Wat geschitt mat hirem Input, dee se um Internetsite gemaach hunn? An duerfir e puer Froen un Iech, Madamm Minister.

Éischstens: Wéi gesäit d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet den Output vun der éischter Phas vum breeder Consultatioun? Ass d'Resultat den Erwaardunge gerecht ginn, de Prozess also gelonge bis dohin?

Zweetens: Vlächcht ergëtt sech aus der Lektür vun de Bäitrag och d'Konklusioun, dass den Handlungsbedarf a Saachen Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem gedeelt gëtt vun de Leit.

Drëttens: Gëtt et konkret Bäitrag, déi an déi nächst Etapp mat eragezu ginn?

A vlächcht, wann d'Zäit nach bleift: Wat sinn déi nächst Etappen a Saache Bedeelegung vun de Leit, der Politik, de Gewerkschaften etc.? Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Schaaf. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, merci dem Deputyéierte Schaaf fir déi Fro. Jo, déi éischt Phas vum Prozess ass ofgeschloss. Mir hunn de 4. Oktober ugefaangen. D'Leit hate ronn véier Wochen, fir hir Bäitrag eranzerechen. Den 18. Dezember ass een

éischten Draft vum Rapport gemaach ginn an den 10. Januar ass dann de Rapport publizéiert gi mat engem Accès op all déi eenzel Bäitrag, déi erakomm sinn.

D'Meenunge si vilfältig, gi wäit ausernee an et kann een awer vun enger gelongener Biergerbedeelegung schwätzen. Fir d'Éischt emol merci all Einzelnen, deen e Beitrag ginn huet. Merci deene Leit, déi hannert där Firma stoungen, déi dat Ganzt begleet hunn an déi dat Ganzt an enger rasonabler Form presentéiert hunn, wou och jiddweree kann noliese goen, wat erakomm ass.

Sinn elo 2.000 Bäitrag eng gelonge Biergerbedeelegung oder net? A wat zéie mer elo doraus? Esou kéint een dat resüméieren, wat elo u Froe gestallt ginn ass: Laut OCDE a laut Bertelsmann Stiftung geet et an esou Biergerbedeelegungsprozesser net onbedéngt ëm d'Quantitéit vun de Bäitrag, mee ëm d'Qualitéit vun de Bäitrag. A souguer wat d'Quantitéit ugeet, soe si, datt fir Länner wéi Malta oder Lëtzebuerg schonn 100 Bäitrag signifikativ si fir eng Biergerbedeelegung.

Wéi geet et elo weider? Inhaltlech, hunn ech gesot, ass et eng grouss Villfalt gewiescht: d'Bereitschaft, matzedanken, d'Bereitschaft, seng Gedanken ze deelen, an och d'Bereitschaft, sech Zäit ze huelen, fir dat an enger Form ze presentéieren, wou jiddweree et versteet. Am Ufank si mer kritiséiert ginn, datt mer nëmme 500 Zeechen do géifen zouloossen. Mee do si Leit, déi hu sech dohinner gesat an hu gekuckt, wat se an déi 500 Zeeche géifen erakréien. An amplaz dann eemol 500 Zeechen ze benotzen, hu se gesot: „Ma ech hu véier Iddien, ech hu fënnf Iddien. Ech deelen déi gären alleguerten“, an hu véier oder fënnf Bäitrag hannertenee gemaach.

Am Resümee: All déi Bäitrag, déi komm sinn, dréine sech ronderëm d'Gerechtegheet vum System, ronderëm d'Nohaltegheet vum System a ronderëm d'Flexibilitéit vum System. Dodrënner hu mer néng Kategorien identifizéiert, déi Der op där éischter Säit vum Rapport kënn noliesen. Enorm vill Aarbecht ass geleescht ginn an déi benotze mer elo, fir an déi nächst Phas ze starten. All déi Bäitrag, déi an deenen néng Kategorien zesummegefaasst sinn, wäerten afléissen an déi nächst Etappen. Déi nächst Etapp – déi zweet Phas – gëtt méi dialogbereet. Mir gi méi participativ an interaktiv a mir organiséieren dräi gréisser Evenementer, déi mer Experteronnen nennen, wat awer éischter e Genre vu Workshop ass ronderëm déi grouss dräi Themaen, déi ech virdu genannt hunn.

Mir freeën eis elo schonn op den Input an där zweeter Phas. A wien den Detail vun alle Bäitrag liese wëll: Zéckt net! En ass accessibel ënner schwätzmat.lu. Villmools merci nach eng Kéier jiddwerengem dobaussen, deen eppes erageschriwwen huet. Ech freeë mech, wéi gesot, op déi zweet Phas.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 168 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Stellungnam vun der nationaler Eethikkommissioun zu enger Verlängerung vum Delai fir d'Ofdreiwung an zur Bedenkzäit. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 168 du 21 janvier 2025 de Mme Paulette Lenert relative à l'avis de la Commission nationale d'éthique sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, virun net grad engem Joer, am Mee d'lescht Joer,

war dee Sujet hei schonn eng Kéier um Ordre du jour an der Froestonn. Wourëms geet et? De fräiwëllegen Ofbroch vun enger Schwangerschaft ass wuel e ganz groussen Acquis gewiescht fir eis Fraen, e grouse Meilesteen an eiser Geschicht. An trotzdem gëtt ëmmer erëm driwwer diskutéiert, haut vlächcht méi wéi jee. Deenen enge geet et ze wäit, deen aneren net wäit genuch. An an deem Sënn sinn och zu Lëtzebuerg eng Rei Diskussiounen, déi iwwert déi lescht Jore geféiert gi si par rapport zu dem legale Kader, dee mer en place hunn.

Ech hat zu menger Zäit als Gesondheitsministesch en Aarbechtsgrupp an d'Wéeër geleet, wou ee ganz séier gemierkt huet, dass d'Acteuren net onbedéngt op enger Linn sinn, dass et villschichtig ass, dass mer och net vill Donnéeën hunn. Dat war e grouse Problem. An doropshin ass am November 2023 déi Initiativ geholl gi vun der viregter Regierung, den Eethikrot domadder ze befaassen, zwou Froen ze beantwieren an ze belichten, an zwar d'Fro vum Allongement, also vum Eropfuere vum Delai, bannent deem ee kann eng IVG maachen, vun 12 op 14 Wochen. An déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, war déi vum Delai de réflexion, dee bei eis nach virgesinn ass a wou aner Länner schonn drop zrëckkomm sinn, a wou a priori och eng Volontéit war, an déi Richtung ze goen.

Dir, Madamm Minister, hat am Mee der Madamm Bofferding geäntwert, Dir géift deen Avis ofwaarden. Selbstverständlech huet e seng Zäit gebraucht. En huet iwwert ee Joer gebraucht, wat och weist, wéi komplex do d'Diskussiounen gelaf sinn. Den Avis ass awer elo do. Allerdéngs ass eng éischt Annonce vun Iech scho virdu komm. Wat den Delai de réflexion ugeet, hutt Der eis matgedeelt, éiert deen Avis komm ass, also ouni ofzewaarden, dass Der dee wéilt ofschafen. Dat kann een ënnersträchen. Dat ass och déi Conclusioun, zu där den Avis déi elo kënn.

Allerdéngs hätt ech eng Fro dozou. D'Motivatioun, déi ugeféiert gëtt, ass, dass d'ëscher net an de penale Beräich gehéiert, mee eng Fro vun Deontologie ass. An et ass eng Opfuerderung do, eng Recommendation, dass e Referentiel soll ausgeschafft ginn, fir déi néideg Informatiounen un d'Fraen ze ginn. Et ass eppes Delikates. Et si schwéier Decisiounen, wou et wichteg ass, dass déi richteg Aschätzung ass vusäite vum Dokter, dass dat net am Affekt geschitt, dass wierklech eng wueliwwerluechte Reflexioun bei der concernéierter Fra ass, besonnesch och, wann et Mi-neure sinn, ëm déi et geet. Dat ass meng Fro: Wéi stitt Der zu deem Referentiel? Ass dat eppes, wat Der wéilt ugoen?

Da bei deem zweeten Deel, wou Der gewaart hutt op den Avis, sidd Der warscheinlech, genau wéi mir, wann Der e gelies hutt, net onbedéngt méi schlau ginn, well den Avis sech net richteg positionéiert zum Delai. Leider, muss ee soen, ass keen Accord komm. An do ass natierlech elo d'Fro vun eiser Säit: Wéi stitt Dir dozou? Wéi wëllt Der weiderfuere, wëssend, dass an anere Länner och Avisen agefuere gi sinn, ënner anerem e ganz etofféierten Avis an der Belsch, wou eng ganz Rei Experten – 28 Experten – aus verschiddeenen Disziplinne sech geäussert hunn a sech en faveur vun enger Extensioon bis zu 18 Wochen ausgeschwat hunn? Aner Länner, wéi gesot, hunn de Schrott gemaach, op 14 Wochen ze goen. Wat ass do d'Positioun vun der Regierung?

An déi drëtt Fro, ganz kuerz, dat wär: Wéi stitt Der zu der Datenerhiewung? Et war eng grouss Schwierigkeet, iwwerhaapt op deem Thema ze schaffen, well mer keng Daten hunn. Hutt Der wëlles, do eppes ze maachen? Voilà, dat war et.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Lenert. Dann ass d'Wuert nees eng Kéier un der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci Här President a merci och fir déi Fro zu dem Avis vun der Commission nationale d'éthique. Deen ass parallel zum Projet de loi am Regierungsrot um Ordre du jour gewiescht. De Projet de loi ass deposéiert, fir den Delai ofzeschaffen, well dat eng Fuerderung vum Accord de coalition war respektiv dat do zesummen ofgehandelt ginn ass. Dee Projet de loi ass deposéiert. Déi Diskussioun sinn nach net an der Chamberskommissioun ugaangen, mee parallel zu deenen Diskussioun wäerte mer kënnen iwwert de Referentiel schwätzen an och iwwert d'Datelaag.

Zum Erophiewe vun 12 op 14 Wochen hu mer kee Szam am Accord de coalition stoen an do wäerte mer dann och dës Period net aktiv ginn. Falls et do Aarbechtsgruppe gëtt, déi en place sinn, fir doriwier ze diskutieren ... Ech mengen, den Avis vun der Commission nationale d'éthique ass kloer: Do gëtt et en eethesche Problem, well vun deem Moment un, wou déi zwielf Wochen eriwier sinn, ee ka verschidde Saache beim Kand detektieren an dat ass e relativ schwierigen eethesche Problem, dee mer net einfach esou kënnen vun haut op muer léisen. Mee, wéi gesot, am Resümee: Et steet näischt dozou am Accord de coalition dran.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 169 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwer d'Impfung géint d'Gürtelrous. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 169 du 21 janvier 2025 de M. André Bauler relative à la vaccination contre le zona, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. De leschte Wanter huet de Gesondheitsministère iwwer d'Risiko vu verschiddenen Otemwee-Erkrankungen opgekläert, dorënner d'Gripp, den RSV-Virus, de Covid-19 an aner. Am Kader vun dëser Informatiounscampagne gouf och op déi sellegen Impfstoffer higewisen, déi zur Preventioun vun dësen Krankheete bäidroen.

Och fir aner Krankheeten existieren Impfstoffer, mee net fir all gëtt et eben eng Informatiounscampagne. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Gürtelrous – oder op Franséisch dem Zona –, enger Hauterkrankung, déi fir déi betraffe Patiente mat ganz vill Péng verbonnen ass. Dës Krankheet gëtt duerch Varizell-Zoster-Viren ausgeléist, déi dacks jorelaang am Kierper onbemierkt present sinn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheitsminister Follgendes froen: Ass d'Madamm Minister der Meenung, dat eng Sensibiliséierungscampagne iwwer de Zona sënnvoll wier? An Däitschland ass de Vaccin fir déi allgemeng Bevëlkerung och schon ab 60 Joer recommandéiert. Sollt och hei zu Lëtzebuerg den Alter op 60 Joer erofgesat ginn? Gëtt et Zuelmaterial, dat weist, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg sech bis haut géint d'Gürtelrous, also géint de Zona impfe gelooss hunn?

An eng lescht Fro: Weess d'Madamm Minister vläicht zoufällg, wéi vill Leit an de leschte fënnf Joer un der Gürtelrous erkrankt sinn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert erëm eng Kéier fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och nach eng Kéier, Här President. Et gesäit een, dat d'Gesondheetssujeten am Zentrum vun der Gesellschaft stattfannen, souwéi och d'sozial Sécherheet.

De Zona-Virus, jo, Gürtelrous: do muss ee virdu jo eng Kéier krank gewiescht si mat der Varicelle, soss huet een am Fong elo keen extra Risk, de Zona ze entwéckelen. D'Krankheet ass och net obligatoresch ze deklarieren, dat heescht duerfir hu mer keng Zuelen, wéi vill Leit déi Krankheet hunn. Mir kënnen awer schätzen, dat ee bis fënnf pro Dausend Leit am Joer erkranken an dat 20 % vun de Leit, déi hei liewen, eemol am Liewe vum Zona betraff sinn.

An Däitschland si mer erofgaangen op 60 Joer, hutt Der richteg gesot. Zu Lëtzebuerg ass de CSMI dee Gremium, deen d'Recommandatiounen ausschwätzt, mat wéi enge Vaccinen d'Populatioun soll geimpft ginn. Si verfollegen dat an adaptieren hir Recommendatiounen esou bal wéi néideg, mee fir de Moment, soe si, wär elo keng Urgence do.

Wat d'Sensibilisatiounscampagnen ugeet, sou sinn ech op Récksprouch gewuer ginn, dat eigentlech de Zona elo net eng grouss Sensibilisatiounscampagne bräicht, mee dat ee sech do vertrauensvoll soll u säin Hausdokter wenden, fir ze kucken, ob ee méi oder manner vulnerabel ass an ob ee sech soll impfe loos-sen.

Wéi vill Impfung gëtt et am Land? Mir hunn zënter dem Abrëll 2023, wou d'Recommandatioun vun dem CSMI geännert huet, dat heescht wou de Vaccin an de Programm opgeholl ginn ass, ronn 30.000 Dose verdeelt. Dat sinn der ongeféier 1.325 pro Mount, mat engem méi héijen Taux am Wanter wéi am Summer. Merci villmools. Dat sinn d'Donnéeën, déi mir hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 170 vum Här Jeff Engelen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert den Zoustand vun de Waasserleef. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 170 du 21 janvier 2025 de M. Jeff Engelen relative à l'état des cours d'eau, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Aus dem drëtten Plan de gestion pour les parties des districts hydrographiques fir d'Period 2021 bis 2027 geet ervir, dat zu Lëtzebuerg d'Fléissgewässer a kengem gudden Zoustand sinn. Et muss ee feststellen, dat verschidde Gemengen nach ëmmer keng eege Kläranlag hunn oder net ugeschloss sinn un eng Kläranlag. An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi den Ëmweltministère elo agéiere wëll, fir dës Problematik ze verbessere respektiv ze behiewen.

Et muss ee wëssen, dat et an der Zäit 90 % Subsid gouf fir eng Kläranlag: Dat ass jo elo merklech reduzéiert ginn. An där anerer Hिसicht, fir dem Wuesstem gerecht ze ginn, hu mer d'Gemengen. Déi muss sech och engagieren a Schoulen, Maisons médicales, Maisons relais an esou weider.

Ech huelen elo just d'Beispill vu menger Gemeng. Mir hunn elo déi lescht 20 Joer véier Kläranlage gebaut. Déi gounge un d'Substanz vun eise

Gemengefinanzen. Dobäi muss ee wëssen, dat mer nach a Schoulen, a Maisons relais an och a Maisons médicales hu missen investéieren. An dobäi hate mer nach 3 Milliounen Euro d'Joer manner un Akomme wéi virduen duerch dat neit Gesetz vun de Gemengefinanzen. An, ech mengen, an deem Sënn misst een do iergendwéi de Gemengen awer hëllefen, dat se dat och gestëmmt kréien am Interesse vun eise Fléissgewässer. Ech soen Iech, Här Minister, Merci fir Är Äntwert.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Dann huet den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit d'Wuert. Här Minister.

**M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President, entschëllegt dee laange Wee bis heihinner, a Merci villmools dem Här Engelen – do sëtzt Der – fir Är Fro, well et erlaabt eis och eng Kéier, de Punkt do ze maachen. Et ass richteg: Et ass eng vun den Urmissiounen – Kärmissiounen – vun de Gemengen, sech ëm d'Ofwaasser an och d'Drénkwaasser ze këmmern. Dat maachen eis Gemengen awer och, dat muss ee sou soen. Déi meeschte Gemengen investéieren ganz vill doranner, fir kënnen dofir ze suergen, dat mer propert Waasser hunn, dat eis Baachleef a Fléssleef och kënnen hir Waasserqualitéit verbesseren.

Et ass och natierlech en Invest, deen héich ass. Doweinst gëtt de Staat awer och nach ëmmer grouss Subsiden, déi awer kënnen bis zu 50 respektiv 70 % ausmaachen. Awer fir Iech awer eng Kéier trotzdem e Punkt ze maachen, wou mer haut stinn: Also haut ass et esou, dat 99 % vum Ofwaasser duerch Kläranlagen hei zu Lëtzebuerg gesammelt ginn. Dat ass en equivalenten Awunnerwäert vun 1.033.000 Awunner, déi domadder ofgedeckt sinn. Mir sinn nach bei 1 % vum Ofwaasser, dat net direkt a Kläranlage geet, mee éischer an esou privat Fosse-septiquen. Do si mer da bei engem Equivalent vun Awunner vu 5.480.

Dat heescht mir hunn awer scho bal d'ganz Land ofgedeckt mat Kläranlagen, wat net heescht, dat net nach weider Efforte musse gemaach ginn, well do kommen natierlech och nei Ufuerderungen op eist Land duer iwwer ënner anerem déi nei Ofwaasserdirektiv aus Europa, déi den 1. Januar dëst Joer a Kraaft getrueden ass an déi nach méi héich Fuerderung fir d'Waasserqualitéit, fir d'Ofwaasser ze klären, virgesäit, zum Beispill fir a bestëmmten eebe Kläranlagen – selbstverständlech deene ganz groussen – e véierte Klärstoff anzesetzen, fir déi ganz Mikropolluanten och aus dem Ofwaasser erauszekréien, fir dann eis wichtegst Ressource, déi mer hunn, nämlech d'Waasser, ze schützen.

Mee et ass awer schon esou, dat d'Gemengen zesumme mam Staat hei zu Lëtzebuerg grouss Efforte bis elo gemaach hunn, fir kënnen d'Qualitéit vun de Waasserleef – an dozou gehéiert dann d'Ofwaasserklären – ze verbesseren. Esou konnt awer zum Beispill schon doduercher, dat den Effort gemaach ginn ass, de Stéckstoff, deen aus der Kläranlagen herno am Ofwaasser erauskënnt, ëm 50 % erofgesat ginn eleng doduercher, dat mer déi Kläranlagen hei zu Lëtzebuerg ausgebaut a verbessert hunn an déi aus dem Ofwaasser kommen, haaptsächlech natierlech och dem stätteschem Ofwaasser. Dat heescht do si grouss Efforte scho gemaach ginn.

Mee mir sinn natierlech nach net do, wou mer gäre wëlle sinn. Dat huet awer och domadder ze dinn, dat mer hei zu Lëtzebuerg Baachen a Fléss hunn, déi relativ wéineg Waasser féieren. De Volume ass relativ kleng. Dat ass, well mer op der Waasserscheed sinn téschent op der enger Säit dem Rhäin, op der anerer Säit der Meuse. Dofir si mir eebe kee Land, dat grouss

Baachen a Flëss huet, an dowéinst sinn och eis Flëss a Baache vill méi ufällig fir allméiglech Schuedstoffer, allméiglech Stéierungen, déi era kënnen kommen an déi aus verschiddene Quellen natierlech hierkommen, dat eent aus dem urbane Raum, dat anert natierlech och zum Deel aus der Landwirtschaft. Do sinn och cheemesch Belaaschtungen, déi aus industriellem Ofwaasser kommen. An dat gëllt et natierlech, weider ze verbesseren. Mee mir hunn doduerch, datt dee Volume vun eise Gewässer esou kleng ass, vill méi grouss Problemer, fir do och bäi ze kommen, wéi dat elo zum Beispill an anere Länner ass, wou et vill méi grouss Flëss mat vill méi Waasser gëtt. Mee déi Efforte ginn, wéi gesot, weidergefouert. Do kënnen d'Gemengen och op déi voll Ënnerstützung vum Staat zielen, datt dee sech och un deene Käschte weider bedeelegt an déi Efforten, déi musse gemaach ginn, och zesumme kënnen gestëmmt ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.**

Mir kommen zur Fro Nummer 171 vum Här Laurent Mosar un den Här Premierminister iwwert d'Entscheidung vun den USA, den Export vun AI Chips a verschidden europäesch Länner ze beschränken. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 171 du 21 janvier 2025 de M. Laurent Mosar relative à la décision des États-Unis de limiter dans certains pays européens l'exportation des « AI Chips », adressée à M. le Premier ministre**

**M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Merci, Här President.** Här Premier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kuerz virun hirem Ausscheiden huet d'Biden-Administration eng Decisioun geholl, déi wäitreechend Konsequenze fir Europa, mee och fir eist Land riskéiert ze hunn. Ëm wat geet et hei? Et geet hei ëm den Export vun AI Chips, amerikaneschen AI Chips. Dat sinn technologesch ganz héich performant Chips, déi notamment och am ChatGPT gebraucht ginn, och a ganz villen aneren Technologien.

Wat ass elo hei genau passéiert? D'amerikanesch Administratioun huet decidéiert, datt an Zukunft just nach 18 Länner direkt an Accès op dës Chips wäerten hunn. Ënnert deenen 18 Länner sinn 10 europäesch Länner an 8 aussereuropäesch Länner. Leider ass bei deenen 10 europäesche Länner Lëtzebuerg net derbäi. Aus erstaunleche Grënn. Wann ee gesäit, datt Däitschland, Frankräich, d'Belsch an Holland an Accès hunn, huet Lëtzebuerg keen Accès do kritt. Dat féiert och derzou, datt am Moment an der Europäescher Union eng grouss Divisioun ass, well 10 Länner vun deem Accès profitéiere wäerten a 17 net, wat och net gutt ass fir d'Kohäsion an der Europäescher Union.

Dofir wollt ech dem Premierminister zwou Froe stellen. Éischtens: Wat riskéieren d'Repercussiounen an d'Konsequenze fir Lëtzebuerg ze sinn, wat dës Decisioun betrëfft? An zweetens, wat eventuell och un Niveau vun der Europäescher Union wäert ënnerholl ginn, fir trotzdeem déi doten Decisioun esou ze änneren, datt all d'europäesch Länner weider kënnen vun deenen Chips profitéieren.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar.** Dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President,** d'Lëtzebuenger Regierung ass iwwerrascht a besuergt iwwert déi Decisioun, déi déi amerikanesch Regierung ënnert dem President Biden, e puer Deeg éier d'Administratioun Biden opgehale huet, geholl huet. A se féiert zu engem groussen Onverständnis op eiser Säit.

D'Lëtzebuenger Regierung, wéi och déi aner Regierungen an Europa, war net am Virfeld informéiert a mir krute bis elo och keng valabel Explikatiounen, firwat Amerika decidéiert huet, déi AI Chips do u verschidden EU-Länner an Zukunft ouni Lizenz ze verkaufen a bei aneren eng aner Applikatioun ze huelen.

De Fait, datt mir bei deene 17 Länner sinn, déi, wa se déi Chips wëlle kréien, extra Kontrollen duerchlaf mussen, enttäuscht eis, well dat och net der Relatioun tëschent Lëtzebuerg an Amerika entsprécht. Mir sinn en Alliéierte vun Amerika an der NATO, an der OECD, a villen Decisiounen an der UNO, an duerfir ass et net novollzéibar, firwat déi Decisioun sou an Amerika geholl ginn ass.

D'Lëtzebuenger Regierung wäert dat och net einfach esou stoe loosse. An d'Regierung huet duerfir decidéiert, datt den Ausseminister all d'Schrëtt soll ënnerhuelen, déi noutwendeg sinn, fir den Amerikaner ze erklären, datt mir e vertrauenswürdegen Alliéierte sinn.

Den Text vun den Amerikaner gesäit och vir, datt ee während 120 Deeg ka seng Observatiounen maachen. Dat wäerte mer also maachen.

A mir wäerten, och ech selwer, mat der Europäescher Kommission – och d'nächst Woch, wann d'Madamm von der Leyen op Lëtzebuerg këmmt – e Gespréich doriwuer féieren, fir datt d'Kommissioun als europäesch Institutioun zu Amerika seet, datt dat do net geet, well, wéi den Här Mosar a senger Fro gesot huet, dat stellt eng ganz seriö Fro vum Fonctionnement vum Bannemaart. Well wann Amerika de Bannemaart opspléckt tëschent gudden Handelspartner a manner gudden Handelspartner, da fonctionéiert de Bannemaart net.

An duerfir, niewent menger Interventioun, déi ech wäert d'nächst Woch bei der Madamm von der Leyen maachen, wëll ech Iech och soen, datt ech och scho mat zwee anere Regierungschefen aus der Europäescher Union Kontakt opgeholl hunn, nämlech deenen aus Polen an aus Portugal – déi an där nämlecher Situatioun wéi Lëtzebuerg sinn, déi och staark Alliéiert an historesch Alliéiert vun Amerika sinn –, fir datt mer zesummen eis Interête vis-à-vis vun der neier amerikanescher Regierung, déi dann elo gëschter an d'Amt komm ass, kënnen virbréngen.

Reng praktesch, well och den Här Mosar gefrot huet: „Wat heescht et elo, déi praktesch Repercussiounen?“ ... Déi wäerten, esou wäit mer dat à ce stade kënnen aschätzen, net enorm grouss sinn, well mer héchstwahrscheinlech ënner Limitte fale vu Quantitéit vun Chips, déi mer awer kënnen kafen. Och bei eisem Supercomputer baséiere mer eis virun allem op europäesch Technologie, mee nach hätt ech gären, datt eist Land, an deem mer och als dës Regierung decidéiert hunn, datt AI eng vun eise Prioritéite wär, och an der politescher Ausriichtung, all d'Elementer op senger Säit huet, all d'Atouten huet, fir och Accès ze kréien zur amerikanescher an europäescher Technologie.

An duerfir nach eng Kéier: Mir sinn iwwerrascht, mir si besuergt a mir wäerten alles maachen, datt déi Decisioun hei net negativ Konsequenze fir eist Land kritt.

Merci.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 172 vum Här Meris Sehovic, déi hei un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte gericht ass, iwwert déi

nei Entwécklung am Beräich vun der Elektromobilitéit. Souvill ech verstanen hunn, ass do éischter de Kompetenzberäich vum Wirtschaftsminister gefrot, deen och elo just age Traff ass. Dat heescht Dir hutt elo Zäit, Här Sehovic, fir Är Fro ze stellen, an den Här Minister, fir da Loft ze huelen, ier en d'Äntwert muss ginn. Här Sehovic, et ass un Iech.

**– Question n° 172 du 21 janvier 2025 de M. Meris Sehovic relative aux développements récents portant sur l'électromobilité, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, Här President,** léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Biergerinnen an d'Bierger, déi mat hirem Elektroauto op effentlechen Chargy-Borne lueden, hunn d'Joer mat enger batterer Iwwerraschung ugefaangen. De Präis fir de Strom op de Bornen ass zënter dem 1. Januar däitlech geklommen. De Grond dofir: Ma d'Regierung huet de staatleche Subsid vun 13 Cent pro Kilowattstonn ofgeschaaft. Dese Subsid, agefuert vun der Virgängerregierung am Joer 2022, sollt d'Hausse vun den Energiepräisser offiederer an hëllef, d'Elektromobilitéit als attraktiv Alternativ ze ënnerstëtzen.

Elo mat der Ofschafung ginn déi elektresch Alternativen net just méi deier, mee riskéieren, fir vill Leit manner accessibel ze ginn. Dës Decisioun ass nëmmen eng vun e puer rezente Entscheedungen vun der Regierung, déi d'Klimatransitioun am Beräich vun der Mobilitéit negativ beaflossen. D'Erhéijung vun den Netzkäschte fir Strom treëft besonnesch déi, déi hiren Elektroauto doheem lueden. D'Reduktioun vun den Akafsprimme fir Elektroautoe mécht den Ëmstig op d'Nullemissiounsmobilitéit méi deier.

D'Konsequenz vun dëser CSV-DP-Politik ass kloer: Propper a klimafreundlech Alternative verléieren un Attraktivitéit, grad vis-à-vis vun traditionelle fossilen Alternativen. Dat ass eng geféierlech Entwécklung, well bis elo awer de finanzielle Virdeel och ee vun den driewende Facteur war, deen d'Leit motivéiert huet, den Ëmstig op elektresch Gefierer unzegoen. Déi Eenzeg, un déi d'Regierung ëmmer nach denkt, dat sinn déi, déi vun engem Déngschtwon profitéiere kënnen. Déi profitéieren nämlech och an Zukunft nach vun attraktive Steiervirdeeler op der Elektromobilitéit.

An dësem Kader géif ech da gär dem Här Energieminister follgend Froe stellen: Firwat gouf d'Subventioun fir d'Stroumpreisser un den Chargy-Borne gestrich? Gedenkt d'Regierung, nei/aner Mesürene ze ergräifen, fir d'Elektromobilitéit an Zukunft ze ënnerstëtzen? An, mam aktuellen Undeel vu ronn 10,5 % Elektro- a Plug-in-Hybriden am Fierpark, wéi wëllt d'Regierung d'Zil vun 49 % Undeel bis 2030 errechen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.** Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

**M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools.** Och merci villmools, Här Sehovic, fir déi Fro.

Ech wëll just hei eng Kéier ganz kuerz erklären – wat Der richteg gesot hutt –, dass ënnert der vieregter Regierung, wou ech och selwer derbäi war, déi Hëllef do agefuert gi sinn. Et ass net drëm gaangen, nëmmen d'Elektromobilitéit ze féerden. Et ass drëm gaangen, deen héije Präis, wéi Der et och selwer gesot hutt, deen 2022 um Spotmarché war, ofzefiederer.

Dofir ass dee Subsid vun 13 Cent agefuert ginn, deen och ganz richteg war an zu deem och, mengen ech, jiddwereen hei am Haus zu deem Moment gestan huet, well et wichteg war, dass mer trotzdeem

nach Präisser géifen hunn, déi méiglech sinn, besonnesch well deemools de Spotmarché, den Elektreschpräis, esou an d'Luucht geschloe war, dass de Präis sech dann direkt op den Elektroborne repercutéiert hätt.

Firwat huet e sech do direkt repercutéiert, contrairement zu de Privat-Consommateuren? Majo ganz einfach, well déi Fournisseurs ... Dir hutt den Numm gesot vun engem, dee Bornen dohinnerstellt. Mee deen, deen d'Bornen dohinnerstellt – Chargy, wéi d'Diskussionen heiansdo sinn –, dee verkeeft de Stroum net! Do si Fournisseurs hannendrun. An déi Fournisseurs hannendrun, déi maachen de Präis, deen den Endclient op der Born duerno bezilt. Et ass also net, dass Chargy de Präis an d'Luucht gesat huet, mee dass d'Fournisseurs de Präis an d'Luucht gesat hunn.

Wann een dovunner ausgeet, dass de Spotmarché awer an Tëschenzäit erëm zu enger normaler Héicht erofkomm ass – jo, en ass nach ëmmer méi héich wéi en 2021 war –, ass awer de Präis, déi Spëtzt, déi mer 2022 haten, trotzdem däitlech erausgaangen aus dem Marché, soudass zu dësem Moment de Spotmarchéspräis méi kleng ass, also och do de Präis op der Born net méi ee ganz héije Präis ass, well d'Fournisseurs, déi de Stroum verkafen, sech vill méi kuerzfristeg andecke mat Stroum, dee se op den elektresche Borne verkafen.

Dofir ass dee Subsid vun 13 Cent d'Kilowattstonn auslaffe gelooss ginn, deen d'lescht Joer am Budget ronn 2 Milliounen Euro ausgemaach huet.

Mir sinn op där enger Säit – an dat hu mer awer gekuckt – op de Bornen nach ëmmer bei engem Präis, deen an der Groussregioun an eisen Nopeschlänner plus/minus d'nämmlecht ass.

Op där anerer Säit ... Wourëm geet et? Et geet jo am Fong bei der Elektromobilitéit – zu där déi lescht Regierung stoung an zu där och déi heite Regierung steet, d'Elektromobilitéit ze férdere – haaptsächlech drëm, dass d'Leit och kënne Bornen doheem hunn, well et ass do, wou ee sech am meeschte ka protegéiere virun héije Präisser, déi op enger Born kënne sinn. Dofir hu mer jo och an der Regierung decidéiert, ...

*(Interruption)*

Entschëllegt!

... dass mer géife Borne weider subsidiéieren, fir dass een déi kann doheem abauen.

Op där anerer Säit den Droit à la borne – och e ganz wichtege Volet, wou ech weess, dass et e ganz grousst Engagement och vun Ärer Partei war, fir den Droit à la borne och an de Residenzen hinzekréien. Och dorunner schaffe mer weider, well ech eebe grad, wann ech eng Born doheem hunn, wou et Subside gëtt, manner ofhängeg si vun de Präisser, déi ech op enger öffentlecher Born muss bezuelen.

Dat plus ou moins zu den Erklärungen, wéi se sinn. An ech mengen, dass mer och domat an der Elektromobilitéit weiderkommen.

Zu deenen anere Proposen, déi Der gesot hutt, dass mer just nach wëlle steierlech Virdeeler maache fir Betrubsautoen: Dat ass net richtig! Ech mengen, d'Subside vun der Elektromobilitéit si virgestallt ginn a mer ginn och nach aner Subside fir d'Elektromobilitéit. Si sinn erfogaangen op där enger Säit. D'Autospräisser sinn och erfogaangen. Op där anerer Säit hu mer awer e ganz neien agefouert, deen et virun net gouf. Dat ass deen, dass mer Occasionsautoen och kënne subventionéieren, eebe grad Occasionsautoen an der Elektromobilitéit, déi mer och musse

férdere, wat et virun net gouf. Dir gesitt also, dass déi Regierung hei trotzdem ganz vill fir d'Elektromobilitéit mécht.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 173 vum Här Luc Emering un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Retour vum Wollef zu Lëtzebuerg. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 173 du 21 janvier 2025 de M. Luc Emering relative à la réapparition du loup au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President. Ech denken, dass mer an de leschte Wochen alleguerte matkritt hunn, dass de Wollef erëm hei zu Lëtzebuerg ass an dass och nogewise ginn ass, dass e Schof gerass huet. An deem Kader wollt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit e puer Froe stellen.

Wéi vill där Fäll sinn Iech bis elo konkret bekannt, wou de Wollef nogewise ginn ass? De bayresche Ministerpresident Markus Söder huet ...

*(Brouhaha)*

... viru Kuerzem gesot: „Problemwölfe müssen eliminiert werden!“

Dofir wollt ech Iech froen, wéi Dir dat gesitt. Duerch eeben deen neie Schutzstatus, dee mer elo hunn, hu mer jo och nei Méiglechkeeten, ze reagéieren. Ab wéini géllt e Wollef als Problemdéier? Wat genau ass virgesinn, fir de Baueren ze hëlfe?

An da wollt ech Iech zu gudder Lescht nach froen: Obschonn de Wollef jo am Prinzip de Kontakt mam Mënsch evitéiert, plangt den Här Minister, d'Leit, virun allem am ländleche Raum, ze sensibiliséieren?

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Emering. Dann huet d'Wuert den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit. Här Minister.

**M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Merci, Här Emering, fir Är Fro, well dat erlaabt mer et och nach eng Kéier, effektiv de Point ze maachen iwwert déi Situatioun.

Bon, et ass esou, dass hei bis elo keng permanent Wëllef sinn, also datt et kee Wollef ass, dee permanent hei zu Lëtzebuerg leeft. Dat ass am Moment net de Fall. Mir hunn awer wuel an eisen Nopeschlänner Ruddelen, déi sech erëm néiergelooss hunn, an zwar dräi Stéck an der Belsch, an den Hautes-Fagnes virun allem, an ee Ruddel mol hei nobäi, tëschent Rheinland-Pfalz an dem Saarland. Mee bei eis gëtt et nach keng permanent Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg. Selbstverständlech sinn awer eenzel Wëllef duerch d'Land gaangen an hunn effektiv och do mol Déiere gerass. Dat ass nogewise ginn.

Wat konnt zënter 2017 nogewise ginn? Do hate mer aachtmol eng sougenannte „preuve évidente de présence“, dat ass en „eindeutiger Nachweis“, an zweemol en „indice confirmé“, „bestätigter Hinweis“. Ech kann Iech och herno déi Kaart ginn, déi vun der ANF gemaach ginn ass, wou dat dann nach eng Kéier drop steet.

*(M. Serge Wilmes montre un document.)*

Mee dat ass et bis elo, wat d'Aktivitéit vum Wollef ugeet, dat heescht mir hu bis elo kee Ruddel, dee

sech hei definitiv néiergelooss huet. Et kann awer sinn, datt dat eng Kéier kënnt. Wann déi Ruddelen, déi elo am Moment an den Nopeschlänner sinn, sech vläicht méi no wäerten op Lëtzebuerg zou beweegen, kann dat duerhaus an den nächste Joren de Fall sinn.

Déi viereg Regierung hat tëschent 2015 an 2017 zesumme mat enger ganzer Hellewull vun Acteuren, wéi zum Beispill dem Landwirtschaftsministère, der ASTA, mee awer och engem Mouvement écologique, fir der nëmmen e puer ze nennen, en Aktiouns- a Gestionsplang fir de Wollef zu Lëtzebuerg op d'Bee gestallt. An do waren eng ganz Partie Mesüeren dran, wéi zum Beispill preventiv Mesüeren, an och, datt een entschiedegt gëtt. An do war och dran, datt ee soll d'Leit sensibiliséieren; wéi se sech solle behuelen, wa se géifen e Wollef gesi respektiv engem Wollef begéieren, wat awer ganz, ganz rar ass, souguer europawäit. Mee dat gëtt et also.

An do kann ech Iech derzou soen, datt vun 2017 u ronn 7.300 Euro Entschiedegunge bezuelt gi sinn. Wann et eendeiteg ass, datt et e Wollef war, deen en Déier gerass huet, da kritt een zu 100 % dee Schued ersat. Wann et net kann ausgeschloss ginn, mee och theoreetesch méiglech gewiescht kéint sinn, kann ee bis zu 75 % vun deem Schued ersat kréien.

Da gëtt et och nach e Subsid, deen ee ka kréien, fir sech zum Beispill als Landwirt ze schützen mat Zéink, déi een eebe kann installéieren. An dat kann ee bis zu 75 % subsidiéiert kréien. Dat war och deemools en Accord tëscht deenen Acteuren an där Consultatioun, déi am Virfeld, fir dee Plang op d'Been ze stellen, gemaach ginn ass. Firwat 75%? D'Erklärung war, et kéint net ausgeschloss ginn, datt och mol eenzel fräilafend Hénn eng Kéier en Déier géife räissen oder verletzen, an dowéinst kéint een et engem dann zommuden, datt da 25 % vun de Käschten, fir en Zonk ze bauen, fir sech besser dogéint ze schützen, kéinte vun engem selwer gedroe ginn.

Och zu Ärer Fro vun dem Schutzstatus nach eng Kéier eng Prezisioun: Am Moment ass nach näischt geännert. Dat heescht et ass nach ëmmer esou, datt sech an Europa d'Habitat-Direktiv applizéiert. Och aktuell ass de Wollef europawäit an der Europäescher Unioun nach ëmmer streng geschützt. Wat wuel geschitt ass: D'Berner Konventioun, do ass e Vott am Dezember gemaach gi vun de Memberstaaten, well d'Europäesch Unioun majoritär en faveur ass, de Schutzstatus vu „streng geschützt“ op „geschützt“ erfzesetzen. Elo sinn dräi Méint Zäit, fir nach eng Kéier dogéint virzegoen als Memberstaaten, déi d'Berner Konventioun ënnerschriwwen hu vum Conseil de l'Europe.

A wann dat awer net de Fall ass – dat ass ufanks Mäerz –, da musse mer waarden op eng Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, déi da konform ass zu deem, wat do elo erfogesat ginn ass an der Berner Konventioun, wat u sech déi Konventioun ass, déi als internationaalt Rechtsdokument iwwer eisen europäeschen Texter steet, fir dann de Memberstaaten eng Upassung ze proposéieren. An et misst dann eng Codecisioun ginn tëschent dem Parlament an dem Conseil, fir dann déi Ännerung unzehuelen, och an engem Trilog. Do si mer awer nach net. Dat wäert awer dann héchstwahrscheinlech ab Mäerz da wuel kommen. Do musse mer op eng Initiativ waarden.

Fir Lëtzebuerg wäert sech awer net vill änneren, well ganz kloer ass: Et muss een den Texter no – souwuel der Konventioun vu Bern wéi deene vun der Habitat-Direktiv no – derfir suergen, datt de Populationszustand net gefäerdet gëtt, an engem gudden Zoustand bleift. Mir hu mol keng Populatioun vu Wëllef hei zu Lëtzebuerg, also si mir dann och net

dovunner betraff. Ergo wäert de Wollef och hei zu Lëtzebuerg an Zukunft streng geschützt bliwen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 174 vum Här Sven Clement un den Här Finanzminister iwwert d'Bréiwer vun der Steierverwaltung. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

– **Question n° 174 du 21 janvier 2025 de M. Sven Clement relative aux courriers de l'Administration des contributions directes, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Sven Clement (Piraten) |** Jo, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, wat op den éischte Bléck vläicht e bësse witzeg klénge, ass et vläicht e bësse manner, virun allem fir Betriber, déi reegelméisseg Courrier vun der Steierverwaltung kréien, zu Recht. Ech mengen, et sinn d'Decompten, op déi se waarden. Et sinn eng ganz Rëtsch Courrieren, déi och wichteg sinn, fir datt d'Fakte kënnen dokumentéiert ginn.

Mee et ass awer ëmmer erëm komesch, grad am Ufank vum Joer, wann eng ganz Rëtsch Fixatiounen gemaach ginn. Da kennt et dach vir, datt d'Betriber net nëmmen een, mee direkt eng ganz Hickecht, eng hallef Dosen, eng Dose Courrieren op ee Coup kréien, well den Dossier fir e puer Joer op ee Coup clôturéiert gëtt.

Den aktuellen informatische System vun der Steierverwaltung schéngt dann net ee grouse Courrier ze verschécken, mee dee schéngt dann automatesch esou vill Enveloppen ze generéieren, wéi en eebe grad verschidde Formulairë generéiert, an déi ginn dann alleguerten op ee Coup geschéckt.

Et ass elo net, datt eng Boîte géif iwwerlafen, verstiit mech net falsch. Et geet hei éischer drëm, datt jo mat all Dokument, mat all Pabeiersdokument, dat e Contribuabel kritt, och Aarbecht verbonnen ass. E muss dat traitéieren, e muss dat scannen, e muss dat eventuell un de Comptabel weiderginn, an da gëtt et och do nach eng Kéier traitéiert, an dat alles fir Informatiounen, déi u sech schon digital virleien, well manifestement sinn déi Bréiwer net op der Hand geschriwwen. Se si vun engem Computersystem gemaach. Se kéinten also och digital verschéckt ginn.

Den CCSS sengersäits huet et fäerdegbruecht, all seng Kommunikatioun – et klappt och net ëmmer ganz – direkt an d'e-Inbox vun der ... A jo, ech gesinn d'Madam Ministesch fir d'Sécurité sociale. Ech hätt Iech u sech déi nämmlecht Fro fir den CCSS kënnen stellen: Déi Courriere kéinten iwwer MyGuichet deposéiert ginn an de Contribuabel kéint se eroflueden.

Dofir d'ganz Fro: Plangt d'Steierverwaltung haut, déi Courrieren dann och flächendeckend iwwert déi Inbox op MyGuichet disponibel ze maachen? A wa jo, wéini wäert dat de Fall sinn? A wann nee, firwat net?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Clement. An dann huet den Här Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister, 4 Minuten.

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** Merci, Här President. Ech soen och dem Här Clement Merci fir déi Fro, well dat mer et erlaabt, e puer Prezisiounen ze ginn, awer och op seng prezis gestallte Froen eng Äntwert ze ginn.

Also, d'Regierung huet an hirem Regierungsprogramm stoen, dass se kuckt, de Leit an de Betriber d'Steierklärungen esou einfach an och digital wéi

méiglech ze maachen. A rezent huet och den neie Steierdirekter do eng Rei vu Weeër opgezeechent am Numm vu senger Verwaltung, fir méi no beim Steierzueler ze sinn, datt d'Leit plus d'Betriber och op e Kontaktzenter kënnen zrëckzegräifen, a souguer mat engem elektroneschen Assistent.

Wat heescht dat elo konkret? Fir d'Leit heescht dat konkret, dass 2025 ronn 20.000 Stéit kéinten eng vir... – ech widerhuelen nach eng Kéier –, eng virausgefëllte Steiererklärung kréien. Dat heescht dat ass – ech hunn dat Wuert net gär – e Paradigme-wiessel.

Mee d'Leit deklaréieren net méi, mee si kréien eng virimpriméiert Steiererklärung. A wa se déi fir gutt befannen, „vorgelesen, genehmigt und unterschrieben“, da schécke se se zrëck. An eng éischer Phas sinn dat 20.000 Leit. A si ginn an de Steieren de Moment dervun aus, dass se dann iwwert déi nächst Joren op 100.000 Stéit an d'Luucht kommen. Well jee méi d'Leit niewent hirer classescher Pensioon oder engem Salaire nach aner Ausgaben hunn, zum Beispill Donen, desto méi schwierig ass dat natierlech och ze realiséieren.

Dat ass also eng duebel Entlaaschtung: méi Digitalisatioun a manner Paperassen.

Bei dem moderne Staat wëlle mer kucken, dat esou vill wéi méiglech iwwert d'Plattform MyGuichet ze maachen. Dir sot mat Recht: Dir kennt haut schon op MyGuichet eng Rei vun Informatiounen – Är Avancen, déi Der virdu mentionéiert hutt, mee och Äre Bulletin – fannen. Dat wëlle mer och ausbauen, a virun allem och fir d'Betriber.

Well de Leit kann een net eppes imposéieren. Ech gesi meng Mamm schwéier ... Wann déi eng digital Steiererklärung do muss maachen, schéngt dat relativ schwierig ze sinn. Anerer bréngen dat vläicht fäerdeg, mee déi muss op Pabeier zrëckzegräifen.

De Problem bei de Betriber, Här Clement, an dat hutt Der mat Recht mentionéiert, ass, d'Identitéit vun engem Betrib ze fannen. An deem zweete Problem, dat ass d'Steiergeheimnis! Mir müssen d'Steiergeheimnis respektéieren. Mee ech huelen awer dat Engagement, well et och am Regierungsaccord esou virgesinn ass, dass mer Neel mat Käpp maachen. An dat zesumme mam sougenannte CTIE, dem Centre des technologies de l'information de l'État.

Deen, deem am meeschten Donnéeën iwwert d'Entreprises huet, dat ass d'Enregistrementsverwaltung, well op der Enregistrementsverwaltung – ech gesinn hei de fréiere President, dee laangjäregem Enregistrementsmatarbechter war – leeft schonns praktesch alles digital. Déi préiwen och net méi alles am Detail, mee si maachen eng Approche par risques. An et ass och duer, wou mer zesumme mat Kënschtlecher Intelligenz wëllen um Niveau vun den direkte Steiere kommen. Wann natierlech eng Rei vun Informatiounen bei dem Enregistrement do sinn, jo, dann ass et méi einfach, déi ze iwwerdroen – selbstverständlech am Kontext vun dem Steiergeheimnis.

Eng lescht Saach ass déi, Här Clement: Mir müssen ... Wéini geschitt dat? Dat geschitt an Etappen. An u wat hânt et? Dat ass net nëmmen den digitale Wee. Mee mir müssen och d'Abgabenordnung, déi nach vu viru ganz laanger Zäit hierkennt, iwwerhaupt upassen, dass dat Digitaal, virun allem bei de Betriber, méiglech ass. Well an der Abgabenordnung steet ganz kloer dran – ech brauch Iech elo net ..., et sinn d'Paragrafen 88 an 111 –, dass Der dat op Pabeier zougestallt kritt.

An Dir wësst och, dass eng Dispositioun ass, dass e Courrier, deem d'Steierverwaltung Iech zouschéckt,

censéiert ass, och wann en net per Recommandé kennt, dräi Deeg, nodeem si de Stempel drop hunn, wéini e geschéckt ginn ass, fir d'Leit ze zielen. Dat heescht do mussen eng Rei vun Upassung gemaach ginn, fir dat Digitaal ze erlaben, awer och d'Leit net ze forcéieren, déi nach wëllen op d'Pabeierversioun zrëckzegräifen.

Merci fir Är Fro. A weider Prezisiounen kommen deemnächst.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 175 vum Här Maurice Bauer un den Här Premierminister iwwert d'europäesch Nohaltegkeetsinitiativen um Niveau vun den Entreprises. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 175 du 21 janvier 2025 de M. Maurice Bauer relative aux initiatives européennes en matière de durabilité au niveau des entreprises, adressée à M. le Premier ministre**

**M. Maurice Bauer (CSV) |** Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, an de leschte Jore sinn op europäischem Niveau eng ganz Rëtsch Gesetzestexte iwwer eng méi nohalteg Entwécklung vun den nationalen Ekonomien ëmgesat ginn. Esou och d'Direktiv iwwert de Reporting vun der Nohaltegkeet vun de Betriber, déi sougenannt CSRD, déi an der Ëmsetzungsphas a villen EU-Memberlänner, an awer och hei zu Lëtzebuerg ass.

Si ass ee vu villen europäeschen Texten, déi sech mam Respekt vu wichtige Normen säitens de Betriber ausenanersetzen. A villen EU-Memberstaate sinn déi Texter awer net onëmstridden, well se och en héijen administrativen Opwand fir d'Betriber mat sech bréngen an hir Adoptioun zu Bréssel mat villen zéie Verhandlungen verbonne war.

Dowéinst schéngt déi nei EU-Kommissioun nei Iwwerleeungen ze féieren a gewëllt ze sinn, nei Initiativen ze huelen, an huet an Aussicht gestallt, eng global Omnibusapproche fir déi Texter ze huelen, well et jo dorëms geet, sécherstellen, dass d'Betriber déi nei europäesch Ufuerderungen am Beräich vun dem Nohaltegkeetsreporting kënnen erfëllen, ouni datt se administrativ iwwerlaascht sinn.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un de Premierminister: Kennt Dir dës Entwécklung esou bestätegen? Gëtt et do eventuell schonn en Zäitplang? A wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerg Regierung an der Debatt iwwert dës nei Initiativen an eng eventuell Omnibusapproche vu Bréssel?

Ech soen Iech villmools Merci.

**Une voix |** Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Bauer. Dann huet elo den Här Premierminister d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Premier ministre |** Här President, dës Regierung deelt d'Meenung vun enger Rei anere Regierungen an Europa, datt mer an deene leschte Joren iwwerreglementéiert oder ze komplizéiert an Europa reglementéiert hunn, datt mer domadder un Attraktivitéit verluer hunn, och par rapport zu anere Kontinenter. An duerfir hu mer där neier Europäescher Kommissioun gesot, datt elo misst eng aner Richtung ageschloe ginn.

Déi nei europäesch Kommissioun huet dat verstanen, insbesondere och a Bezuch op Texter, och wéi deem, deem den honorabelen Här Bauer hei mentionéiert huet. Dat ass déi sougenannt CSRD-Direktiv iwwert de Reporting iwwer Nohaltegkeet an de Betriber. Mee dat gëllt och fir d'Liwierketten-Direktiv, d'CSDDD.

Schonn eleng déi Nimm si schonn extreem komplizéiert. A mir beweisen, datt besonnesch fir kleng a

mëttel Betriber an Europa, déi awer enorm wichteg sinn, dat Ganzt iwwerkomplizéiert gëtt. An duerfir wäerten ëmmer méi Betriber op aner Kontinenter goen. An dat fäerten ech: datt ënnert där neier amerikanescher Regierung vum President Trump d'Attraktivitéit vun Amerika riskéiert, an deenen dote Sujeten nach méi grouss ze ginn. Mir liewen net aleng op der Welt.

Well déi nei Kommissioun dat gesinn huet, huet se gesot, datt se géif – kuerzfristeg! – en Text virleeën, deen eng Rei vun Ännerungen zu deenen doten Direktive géif bréngen. De provisoireschen Zäitplang läit an den Hänn vun der Kommissioun, mee dee sollt sinn, datt dat am Februar/Mäerz soll geschéien.

Well mer mengen, datt et eng schlecht legislativ Prozedur wär, am Januar e Gesetz hei ze stëmmen, dat am Februar schon net méi aktuell ass, proposéiert d'Regierung der Chamber – et ass un der Chamber, dat ze decidéieren –, e puer Wochen ze waarden, bis mer deen neien Text gesinn hunn. An da géife mer versichen, och eng direkt Proposition ze maachen, ob a wéi een deen Text kann adaptéieren, oder an Dealer ëmsetzen, fir domadder och e First Mover Advantage ze hunn, also deen Éischten ze sinn, deen an deem dote Beräich, besonnesch an der grénger Finanz, vläicht dann déi richteg Reglementatioun ka bréngen.

Mee haut ze legiferéiere fir en Text, dee muer net méi aktuell ass, menge mer, wär net déi beschte Prozedur. Mee derbäi an nach méi wichteg ass: Mir wëllen, datt et ophält mat enger iwwerkomplizierter Reglementatioun an Europa, déi derzou féiert, datt d'Leit net méi wëssen, wat eigentlech gewollt ass. D'Zilsetzung vum deenen Texter sinn oft ganz gutt, mee d'Fassung, wéi et gemaach gëtt, wéi se ageféiert gëtt duerno, ass vill ze vill komplizéiert. An ech wär frou, a mir wäre frou, wann d'Europäesch Kommissioun dat bei dësem, wéi bei aneren Texter, och wierklech géing huelen als Guideline fir hir Texter, déi se an deenen nächste fënnf Joer presentéiert.

Merci.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 176 vum Här David Wagner un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Positioun vun der Regierung zum virleefegen Echech vun den Tarifverhandlung bei der Luxair. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 176 du 21 janvier 2025 de M. David Wagner relative à la position du Gouvernement concernant l'échec provisoire des négociations collectives chez Luxair, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, wéi Der wësst, si mer e Freideg gewuer ginn, datt d'Verhandlung bei der Luxair fir de Renouveau vum Kollektivvertrag bei der Mediation elo gescheitert sinn an datt d'Gewerkschaften – OGBL an LCGB – elo de Conciliateur geschalt hunn.

Also, et ass jo gewosst: Zemoos no Covid huet d'Luxair Bommeresultater gemaach. Dorobber beruffe sech jo och d'Gewerkschaften. Dat huet och domadder ze dinn, datt och d'Personal gewësse Sacrificen huet misse maachen. An elo wëlle se awer bei den neie Verhandlungen op gewësse Sacrificen zréckkomme respektiv och richteg behandelt ginn, fir zum Beispill erëm den integralen 13. Mount ze kréien.

Also, et ass jo emol näischt ganz Extravagantes, zemoos wann ee weess, wéi gutt et der Luxair geet: d'Recuperatioun vun den Echelonnen, nodeems de Barème geléiert gouf, ee Congésdag, eng Reegelung iwwert den Teletravail, Compte épargne-temps – fir déi wichtegst Fuerderungen opzezielen.

Mir wësse jo och, dass de Staat jo u sech Haaptaktionär ass bei der Luxair: direkt mol mat 39,05 %, an duerno indirekt iwwert d'Spuerkeess, déi 21,81 % huet. An do kann een och nach d'BIL derzouziele mat 7 oder 8 % am Kapital.

D'Luxair ass strateegesch wichteg. De Staat ass u sech also och de Patron an déi Verhandlung ginn eis u sech eppes un. Et sinn eis Steiergelder, déi och do matmaachen. D'Bevëlkerung, mir Chamber a mir Staat misste kënnen do vläicht awer och matschwätzen, wéi mat de Salarié vum der Luxair ëmgesprongt gëtt.

Dofir meng Fro: Wat ass d'Strategie iwwerhaupt vum Staat, op jidde Fall vun der Direktioun respektiv dann och indirekt vum Staat? Wat wëllt d'Regierung? Wat sinn d'Punkten, wou se och bereet ass ze soen: „Hei, komm, doriwwer wëlle mer diskutéieren“? Oder soll d'Direktioun weiderhi stuer bliewen an duerno de Gewerkschaften keen anere Choix loosse wéi ze streiken, mat alle ganz negative Konsequenze fir d'Luxair, déi mer kennen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten. Madamm Ministesch.

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, honorabelen Deputéierte Wagner, fir Är Fro. Ech mengen, den Esprit vun de Kollektivvertragsverhandlungen zu Lëtzebuerg gesäit vir, dass d'Sozialpartner – dat sinn d'Salariat an d'Patronat – ënnert sech verhandelen. Ech fannen et och ganz wichteg, dass mer dat och respektéieren. Ech sinn informéiert, dass bei onser nationaler Fluchgesellschaft, der Luxair, e ganz konstruktiven Dialog besteet. Säit Oktober 2023 hu 14 Reunionen tëscht de Sozialpartner stattfonnt, eeben am Kontext vun de Kollektivvertragsverhandlungen. De 16. Januar, wéi Der sot, hunn d'Gewerkschaften dunn den Office national de conciliation saisiert.

Ech sinn der Meenung, dass een elo d'Prozedur vun der Conciliatioun soll ofwaarden. Et ass och esou am Aarbechtsrecht virgesinn. Ech mengen, méi generell mussen d'Kollektivvertragsverhandlungen der ekonomescher Situatioun, an där de Betrieb sech grad befënn, natierlech Rechnung droen. Dat wirtschaftlecht a konkurrenztielt Ëmfeld, an deem de Betrieb agéiert, muss natierlech och consideréiert ginn. Ech sinn op alle Fall zouversichtlech, dass béid Partner – Gewerkschaften an Direktioun – zu engem fairen Accord wäerte kommen, an dat muss am Interessi si vun de Salariéen, wéi natierlech och vun der Gesellschaft, wéi Dir och selwer sot. Et ass wichteg, datt Lëtzebuerg eng staark an effizient national Fluchgesellschaft huet. Déi ass strateegesch wichteg a mir wëllen natierlech och, dass dat an Zukunft esou bleift.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëten, an zwar der Fro Nummer 177 vun der Madamm Claire Delcourt un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Expositioun géigeniwwer per- a polyfluoroalkyléierte Substanzen – PFAS.

(Brouhaha)

Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 177 du 21 janvier 2025 de Mme Claire Delcourt relative à l'exposition à des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech schwätzen haut vun engem Theema, dat vläicht op den éischte Bléck immens technesch an immens wëssenschaftlech eriwwerkënt, mee a Wierklechkeet awer jidderee vun eis betrëfft, och am Alldag. Hei geet et, wéi Der scho sot, ëm PFASen, also déi sougenannte Éiwegkeetschemikalien. Dës Fluorverbindunge sinn eigentlech iwwerall ze fannen: vu Reejacketten, déi mer undoen, bis hin zu deenen Antihafpanen an natierlech och Feierläschmëttel. Hiren Asaz kënn mat engem héije Präis, deen eis Ëmwelt, eis Gesondheet an och déi kommend Generatiounen bezuele mussen.

Dës Stoffer bliewen an der Natur extreem laang erhalen a fannen esou de Wee an eist Gewässer, an eise Buedem an och an eist lessen. Haut wësse mir, wat d'Industrie schonn zanter 50 Joer och verstoppt. Déi PFASe si kriibserreegend, se kënnen den Immunsystem schwächen a se kënnen och nach onfruchtbar maachen. Dozou hu mer och nach Liewerschied, déi se verursaache kënnen. Iwwer laang Zäit ass do och kee Monitoring dozou gemaach gi fir dës Substanzen, soudass mir elo eréischt no an no entdecken, wat fir en Ausmooss dës Problematik mat sech bréngt. D'Regierung ass do och amgaangen, esou Monitoring opzustellen a PFASen am Waasser wéi och am Buedem an an der Loft ze moossen. Dréngend wieren ausserdem Gruppe vu Leit ze identifizéieren, déi an der Vergaangenheet besonnesch exponéiert waren an dofir eventuell erhéichte Wäerter am Blut hunn.

Op der Insel Jersey – dat läit jo net esou wäit vun eis ewech – gouf zum Beispill rezent festgestallt, dass d'Awunner duerch d'Waasserkontaminatioun, déi vum Fluchhafen kënn, esou staark belaauscht sinn, dass si proposéiert kréien, reegelméisseg Saignéeën ze maachen, fir d'PFASen aus dem Blut ze wäschen. D'Ursach vun der Kontaminatioun sinn eeben déi sougenannte PFASen aus dem Feierläschschaum, déi net nëmme bei Bränn, mee an der Vergaangenheet och bei Übunge vun de Pompjeeën agesat goufen. D'PFASe sinn nach ëmmer an de Läschmëttel an an der Schutzkleedung vu Pompjeeën, och wann et Efforte gëtt, den Asaz dovunner ze limitéieren. Et gëtt och Etüden, déi weisen, dass d'Pompjeeë méi PFASen am Blut hu wéi d'Gesamtbevëlkerung.

Dofir wollt ech d'Madamm Ministesch hei froen, ob si sech dëser Problematik bewosst ass an ob d'Madamm Ministesch am Austausch ass mat deenen anere Memberen aus der Regierung, fir eventuell Risikogruppen ze identifizéieren. Gëtt et nielt de Pompjeeën aner Berufsgruppen, déi en erhéichte Risiko hunn? Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass een dës Risikogruppe geziilt sollt ubidden, Blutprouwen ze huelen, fir ze testen, wéi héich d'PFAS-Konzentratioun an hirem Kierper ass an ob weider Mesüre musse geholl ginn?

Villmoos merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci och der Madamm Delcourt fir dës Fro. Zënter 2024 gëtt et en interministerielle Aarbechtsgrupp, dee sech där Problematik ugehall huet an net nëmmen

d'Ofwaasserenanalyse kuckt, mee och iwwer aner Mesüeren nodenkt. Ech huelen déi do Propositionne mat an deen Aarbechtsgrupp a wäert déi och reliéieren. Et gétt awer nach aner Berufsgruppen, déi am Alldag mat esou Produiten ze dinn hunn: besonnesch Estheteicien, Leit, déi a Spideeler schaffen an déi mat volatile Substanzen ze dinn hunn, Baueren, Wénzer, déi mat Pestiziden ze dinn hunn. Dat heescht dat ass net beschränkt op d'Berufspompjeeën.

An deem Aarbechtsgrupp lafe Projeten a Gedankengäng, fir verschidde Berufsgruppen eeben extra ze suivéieren. Exposition kann iwwer Inhalatioun, Ingestioun oder Hautkontakt sinn. Hautkontakt ass manner dramatesch mee bei Inhalatioun kann ee mat Aspiratioun, Filtratioun a Maske villes ofwieren. Déi Substanze sinn och am Règlement grand-ducal vun de cancerigèn Substanzen opgefouert. Dat heescht do huet de Patron och eng gewësse Responsabilitéit, wann e weess, datt esou Substanze bei him am Betrieb kéinte fräigesat ginn, e Reporting ze maachen a mat der Gesondheitsmedezinn ze kucken, wéi e seng Leit am beschte ka schützen.

Merci fir d'Suggestiounen. Ech leeden déi virun an den interministeriellen Aarbechtsgrupp.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wäere mer dann um Schluss vun eiser Froestonn vun haut ukomm.

## 7. Ordre du jour (suite)

An éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour ginn, wollt ech nach zwou Saache maachen: éischtens dem Här Sehovic d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun, an zweetens dann déi Motioun op den Ordre du jour huelen, wann Der domat d'accord sidd, déi den Här Georges Engel virdrun deposéiert hat.

Kënne mer dat esou maachen?

(Assentiment)

Ok.

## 8. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Da fir d'éischt den Här Serovic. Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Ech géif gären zrëckkommen op déi Thematik, déi mer virdrun an der „Question Time“ schonn haten, nämlech de Subsid op den éffentleche Luedbornen.

De Minister huet hei gesot, dass dat eng Mesür ass, déi am Kontext vun der Energiekris agefouert ginn ass an déi dowéinst obsolet ass. Wien awer den Exposé des motifs vun deem Gesetz nach eng Kéier liest, dee gesäit, dass et effektiv an deem Kontext agefouert ginn ass, mee dass de Rasonement wäit doriwuer erausgaangen ass. Ech zitieren: „Cette aide vise à éviter que les prix appliqués sur les bornes de charge ne deviennent un élément dissuasif pour la transition vers la mobilité électrique en ligne avec les objectifs du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.“ Et bien, d'Mesüre vun der Regierung beziehungsweise d'Netmesüeren, d'Nethandele vun der Regierung, féieren dozou, dass mer hei en Élément dissuasif hunn, deen eeben den Émstig op d'Elektromobilitéit manner attraktiv mécht.

Wat och interessant ass, ass, dass eng aner Mesür, déi deemools mam selwechte Gesetz agefouert ginn ass, och virun deem selwechten Hannergrond,

nämlech d'Subventioun, déi d'Entreprisë kréien, fir bei hinne Bornen ze installéieren, soll verlängert ginn. Dofir huet den Här Minister e Projet de loi, nämlech de Projet de loi 8474, agefouert, fir déi Aide ze verlängeren.

An – an dat ass wichteg ze betounen – dat Nethandelen, dat Sträiche vun der Subventioun op den éffentleche Bornen, féiert dozou, dass mer hei zu Lëtzebuerg eeben op eisem Réseau zum Deel duerch manner kompetitiv si wéi eis Nopeschlänner, wou mer d'Situatioun hunn, dass eis Schnellluedbornen hei am Land op den Autobunnen zum Deel daitlech méi deier si wéi dat de Fall ass an Däitschland an a Frankräich zum Beispill.

An dowéinst deposéieren ech mat der Ennerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleeg vum der LSAP, déi Lénk an de Piraten eng Motioun, déi d'Regierung dozou opfuert, déi Subventioun vun 13 Cent op der Kilowattstonn um éffentleche Luedereseau erëm anzeféieren.

Ech bieden em Är Ennerstëtzung fir déi Motioun an ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir misst mer se ginn.

(Hilarité)

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An ech deposéieren d'Motioun nach beim Här Chamberspräsident.

**Une voix** | O!

**Motion**

« Promotion de l'électromobilité au Grand-Duché de Luxembourg »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la part des voitures électriques et des voitures de type plug-in hybride dans le parc automobile s'élevait à 10,65 % en décembre 2024 ;

– que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) vise à porter la part des voitures électriques et des véhicules de type plug-in hybride dans le parc automobile à 49 % d'ici 2030 ;

– que plusieurs décisions prises et/ou soutenues par le Gouvernement risquent de freiner la transition climatique dans le domaine de la mobilité, notamment:

- la décision du Gouvernement de réduire le plafonnement étatique des prix de l'électricité,
- la nouvelle structure tarifaire des prix de l'électricité introduite le 1<sup>er</sup> janvier 2025 qui risque de pénaliser les ménages ayant d'ores et déjà investi dans la transition énergétique,
- la diminution de 8.000 euros à 6.000 euros des aides maximales accordées aux particuliers.ières pour l'achat d'une voiture 100 % électrique,
- la suppression de la subvention étatique sur le prix du service de charge sur les bornes de charge accessibles au public ;

– l'impact direct et indirect de l'augmentation relative des prix de l'électricité sur le pouvoir d'achat des citoyens.ne.s ;

– la récente introduction du projet de loi n° 8474 qui vise à prolonger un régime d'aides destiné à encourager les entreprises à investir dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques ;

– la modification du règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 qui prolonge la mesure transitoire de taux avantageux pour les voitures de société électriques pures ou à pile à combustible à hydrogène ;

– que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables pour les ménages, les entreprises de toute taille, ainsi que les industries,

invite le Gouvernement

– à réintroduire la subvention étatique sur le prix du service de charge sur les bornes de charge accessibles au public à hauteur de 13 ct/kWh afin d'éviter que les prix de l'électricité ne constituent un frein à la transition vers la mobilité électrique.

(s.) Meris Sehovic, Yves Cruchten, Marc Goergen, David Wagner.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass gentil vun Iech. Merci, Här Sehovic.

## 9. Motion de M. Georges Engel relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 40 de ce compte rendu)

Sou, an da géing ech proposéieren, datt mer zur Motioun vum Här Georges Engel kommen iwwert d'Roll vun de Gewerkschafte bei den Negociatiounen vu Kollektivverträgen. Här Engel, Dir hat se virdu schonn explizéiert. Dir wëllt duerno nach eng Kéier schwätzen, huelen ech un.

Da wollt ech froen, wien zu dëser Motioun wëllt d'Wuert huelen. D'Madamm Weydert, gesinn ech. Einstweilen emol nach keen aneren. Da gi mer der Madamm Weydert d'Wuert. Madamm Weydert.

**Discussion générale**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | D'CSV steet zum Exklusivrecht vun de Gewerkschaften, fir Kollektivverträge ze verhandelen, an dat hu mer méi wéi eng Kéier bekräftegt. Dowéinst wäerte mir déi Motioun hei matstëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert. Madamm Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Fir d'DP gëllt genau dat selwecht. An dofir wäerte mir déi Motioun och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen.

Sinn nach aner Wuertmeldungen?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Den Här Minister an d'ADR.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech huelen, wann Der d'accord sidd, d'Madamm Bernard an dann den Här Baum.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also, ob dat elo Pirouetten, Rudder, Geschichtsverfälschung oder einfach nëmmen e Messverständnis war, ech mengen, et kann een elo laang iwwer Wierder diskutéieren. Fakt ass, dass d'Diskussioun, déi mer am Oktober hei gefouert hunn, jo duerch an eng komplett aner Richtung gaang ass.

Säitdeem ass ganz vill Opreegung gewiescht, grad opsäite vun de Gewerkschaften, Opreegung, déi mer ganz gutt konnten novollzéien, well se eeben d'Kärverständnis vun hinnen a Fro gestallt hunn. Eng Situatioun, déi total onnéideg war, déi wierklech net hätt misse sinn. Mir sinn zu Lëtzebuerg drop ugewisen, datt mer e starke Sozialdialog hunn. An déi ganz Debatt, déi mer elo déi lescht dräi Méint hei hu misse féieren, war, mengen ech, alles, mee net

förderlech, fir hei eng gutt Entente tëscht de Sozialpartner ze hunn.

Mir sinn an deem Sënn ganz, ganz frou, dass sech do elo e Revirement erauskristalliséiert. Et ass mer nach ëmmer net kloer – an ech hat d'Debatt elo nach eng Kéier virun e puer Deeg nogekuckt –, firwat dat am Oktober net méiglech war. Mir stelle ganz zefridde fest, dass dat anscheinend haut vun de Majoritéitsparteien anescht gesitt gëtt. Merci dofir. A vläicht d'nächst Kéier ... hoffen ech, dass mer eis déi Opregung an deene Woche virdrun och vun Ärer Säit kënne spueren, fir dass mer eis do méi produktiv kënne ...

*(Brouhaha)*

... ëm d'Suerge vun eisem Land an eiser Wirtschaft këmmen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann hunn och nach d'Wuert gefrot: den Här Baum, den Här Clement an zum Schluss den Här Engel. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir als Lénk begrëssen natierlech och de Sënnswandel vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei op deem heite Punkt. Ech ka just dat bestätegen, wat d'Madamm Bernard virdrun och scho gesot huet: datt mer eis domadder ganz vill penibel Diskussiounen hätte kënne erspueren, souwuel an der Chamberskommissioun wéi awer och an der Öffentlechkeet dobussen.

Ech mengen awer, datt dat hei just en éischte Schrëtt ka sinn. Ech mengen, d'Attacken op d'Kollektivvertragsweise lafen nach op zwee aneren Niveauen.

Engersäits doduerch, datt, well vill Saache gesetzlech gereegelt ginn, wéi zum Beispill d'Öffnungszäite vun de Commercen, ee riskéiert, datt d'Kollektivvertrag eigentlech hirer Essenz beraubt ginn an doduerch d'Gewerkschaften och u Poids verléieren. Dat ass eng reell Gefor, déi weiderhi bleift.

An et bleift och weiderhin d'Gefor, datt een eventuell kéint un d'Gesetz iwwert d'Kollektivvertrag drugoen. Do musse mer ganz vigilant bleiwen. Mer musse kucken, datt dat net geschitt.

Ech mengen, datt dat hei zumindest en éischte Schrëtt ass an déi richteg Richtung. A wéi gesot, mir begrëssen d'Alenke vun der Koalitioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et schéngt jo hei da wierklech e Mëssversteesdemech gewiescht ze sinn.

*(Interruption)*

Oder, jo, vläicht huet och de Gewerkschaftsflillek vun der CSV an deene leschte Méint u Gewicht zougeluecht an huet dozou gefouert, datt d'Wo dann elo awer an déi aner Richtung ëmschléit.

*(Interruption)*

An deemspriechend kann ech dat heiten nëmme begrëssen.

Vläicht ass och den Drock vu baussen e bësse méi grouss ginn. Ech weess et net wierklech. Mee esou ganz un déi Theorie vum Mëssversteesdemech gleeuwen ech net!

*(Interruptions)*

Et schéngt jo nämlech och heibannen net esou ganz kloer gewiescht ze sinn, well firwat hätte mer soss am Oktober als Éischt bei enger Motioun vum Djuna

Bernard gesinn, datt d'Majoritéit dergéint stëmmt, an elo ass et dann awer gutt?

Also, ech kann et nëmme begrëssen! Ech si frou. Zumindest eis Positioun ass kohärent zënter Oktober, a mir wäerten déi och weiderhi bäibehalen. An ech kann nëmme begrëssen, datt mer dat heiten – hoffentlech dann – unanime stëmme kënne! Mee bon, dat gesi mer dann elo gläich.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Wann elo keng aner Wuertmeldungen do sinn, da ginn ech dem Auteur nach eng Kéier zum Schluss d'Wuert. Här Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Merci och fir dat Revirement vun de Regierungsparteien an dësem Dossier.

Dir kënnt elo de Kapp rëselen, Madamm Weydert, a soen, dat wär kee Revirement. Mee Dir kënnt Iech nach eng Kéier d'Debatt vum 22. Oktober ularschteren. An do hutt Der bei genau deem selwechten Text – genau deem selwechten Text ...

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Amendement!

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Bei genau deem selwechten Text hutt Der ...

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV) | Amendement!

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Bei genau deem selwechten Text, deen exklusiv ...

**Une voix** | Amendement.

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | ... hei diskutéiert ginn ass, hutt Dir dergéint gestëmmt, souwuel d'DP wéi och d'CSV. Dat ass e Fakt! Dat kënnt Der alleguer ten iwwerall noliesen.

*(Interruption)*

Dat kënnt Der iwwerall noliesen.

A mat e bësse méi Fangerspëtzegefill, a mat e bësse méi Gefill fir de Sozialdialog wär hei vill Porzeläin net gebrach ginn, wär hei d'Vertraue vun deem Lëtzeburger Sozialmodell, dee mer hunn, net op d'Spill gesat ginn.

Ech si frou, dass de gesellschaftleche Widerstand vu Gewerkschaften, vu ganz ville Leit, vun den Oppositionsparteien hei sech bezuelt gemaach huet. Dat huet hei effektiv elo zu engem Revirement gefouert vun de Majoritéitsparteien, deen net nëmme hei am Parlament bei den Deputéierten esou war, mee deen och an der Regierung plusieure fois esou geschitt ass, sief et vum Premierminister oder vum Aarbechtsminister.

Duerfir, wann dat elo esou ausgeet – waarde mer mol de Vott of –, dass dat heiten esou ofgestëmmt gëtt, da bleift d'Exklusivrecht bei de Gewerkschaften. An dat ass och gutt esou.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engel.

Ech gesinn, datt nach eng Wuertmeldung vun der Regierung do ass. Här Mischo.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | Jo, merci, Här President. D'CSV an d'DP confirméiere genau dat, wat d'Regierung och schonn duerch de Premierminister an och duerch den Aarbechtsminister déi lescht Woche confirméiert huet. An ech hunn, nach eng Kéier, expressis verbis ni gesot, dass ech géint allegueren déi doten Diskussiounen wier respektiv dass ech dergéint wier, dass déi national representativ Gewerkschaft solle Kollektivvertrag verhandele respektiv ënnerschreiwen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss an ech géing déi Motioun zum Vott stellen.

**Vote sur la motion**

Vu datt net all d'Parteien sech expriméiert hunn, maa-che mer en elektronesch Vott doriwwer.

*(Interruption et hilarité)*

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert, nach e klengen Effort ze maachen! Et sinn nach net all d'Stëmmen ofgi ginn. Voilà, Schluss vum Vott.

D'Resultat: 60 Jo-Stëmmen, ...

**Plusieurs voix** | A!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | ... also keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Den Här Frieden huet gesot, hie wëllt d'Exklusivitéit net fir d'Gewerkschaften garantéieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Awer eréischt, wann Der Iech calméiert hutt.

**M. Georges Engel** (LSAP), auteur | Ech wëll dat just nach eng Kéier hei festhalen.

## **10. 8441 – Projet de loi relative à la rénovation et à la transformation de l'ancienne bibliothèque nationale**

**M. Claude Wiseler**, Président | Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8441 iwwert d'Renovatioun an den Embau vun der fréierer Nationalbibliothék. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deemno huet d'Rapportrice 10 Minutten, jiddwer Partei a Sensibilitéit 5, d'Regierung 10. Et hu sech schonn



ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, et ass un Iech.

### **Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech muss zouginn, dass et fir mech eng Eier ass, Rapportier d'ärfen ze si vum Projet 8441, der Renovatioun vum Ale Kolléisch. Den Athenée war zwar schon 1964 op de Geesseknäppche geplënnert, mee mer schwätzen awer nach ëmmer vum „Ale Kolléisch“ oder, wéi den Här President elo grad, vun der „aler Nationalbibliothék“. Si war vun 1973 bis 2018 an deem Gebai an der Ënneschtgaass, éier se an hir nei a wonnerschéi Raimlechkeeten op de Kierchberg geplënnert ass.

Mat deem Gesetz, dat mer haut solle stëmmen, erwächt den Ale Kolléisch respektiv déi al Nationalbibliothék zu neiem Liewen, mat Aktivitéite fir jiddereen – woumat ech dann och direkt mam Detail vum Rez-de-chaussée wéilt ufänken.

Déi dräi Häff – jo, et sinn der dräi: een an der Ënneschtgaass, een um Parvis, op der Säit vum Boulevard Roosevelt, déi mer kennen, an dann awer och en Atrium, deen net jiddweree kennt – wäerten eng zentral Roll spillen.

De Rez-de-chaussée gëtt dem Kulturministère attribuéiert. D'Ouverture op d'Stad steet do am Mëttelpunkt. De CEPA, de Centre pour la promotion des arts, wäert dat ganz Joer iwwer kulturell Aktivitéiten a Coursen organiséieren fir all Konschtamateuren, souwuel fir Erwuessener wéi och fir Kanner, wou een allméiglech kulturell Kreatiounen entdecker kann.

Um Rez-de-chaussée vum Gebai wäert dann och en Ausstellungsraum sinn an e Café littéraire mat, am Summer, enger flotter Terrass.

All d'Fonctionen um Rez-de-chaussée kënnen separat, mee och zesumme fonctionéieren. D'Ouverture op d'Stad mat Aktivitéiten ass hei ganz wichteg. Et sollt net e rengt Bürogebai sinn.

Dee méi groussen Deel vum Gebai – dat heescht all d'Stäck – geet un d'Justice. Den Tribunal d'arrondissement plënnert dohinner. Et kommen dräi Salle-d'audiences – zwou fir 50 Leit an eng fir 20 Leit – eran, gradewéi 30 Büroer fir 36 Postes de travail. An da wäert och de Service administratif vum Parquet an dat Gebai plënnere mat Plaz fir 33 Aarbechtsplazen.

De Site ass accessibel: d'Justice – esou wéi fréier d'Nationalbibliothék – iwwert de Boulevard Roosevelt an awer och an der Rue Notre-Dame duerch den Atrium duerch e securiséierten Accès.

Et ginn deemno dräi groussen Zonen: eng Zone publique – de Rez-de-chaussée –, wou dann eeben dee Contrôle d'accès gemaach gëtt, den éischte Stack ass eng Zone semi-publique mat de Salles d'audiences; an da gëtt et eeben och nach eng Zon mat just Büroen.

De Site ass natierlech klasséiert, wat d'Transformatioun an d'Renovatioun net méi einfach mécht. De ganze Projet ass awer mam INPA (ndlr: Institut national du patrimoine architectural) duerchgeschwat ginn. D'Autorisatioun si schon all do – och vun der ANF (ndlr: Administration de la nature et des forêts), dem Environnement, der Stad Lëtzebuerg an esou weider.

Well dat Gebai esou schéin ass a virun allem och immens al, wollt ech awer nach e puer Detailler ginn zum architektonesche Konzept.

Et sinn Naturstengfassaden. Dat ass ganz rar hei zu Lëtzebuerg! All déi Maueren, déi keng Dromauere sinn, mussen erausgeholl ginn. D'Fassade gi komplett renovéiert.

Um Rez-de-chaussée wäert déi eng oder aner Ouverture och derbäi kommen. Den Daach gëtt isoléiert. D'Schifercouverture muss komplett nei gemaach ginn. Et kënn e Blitzableiter derbäi. An d'Cloisonnement ginn all nei gemaach. An den alen Zeechessall vum Kolléisch komme Fënsteren eran, fir Luucht eranzekriegen.

D'Energiekonzept ass natierlech bei deem Gebai eng grouss Erausforderung. D'Fënstere ginn all ersat. Se wäerten aus Holz sinn an et gëtt eng Duebelverglasung. Do kann ee gutt Wäerter erreechen, mee se bleiwen an de Proportiounen esou, dass se déi fei Chassisen eeben och halen. Bei der Duebelverglasung no bannen, op der Süd- an op der Westsäit, gëtt e performante Store agebaut an den Tëscheraum, deen een da vu baussen net gesäit.

E groussen Challenge ass och, dass d'Gebai vu bannen isoléiert gëtt. Dofir kënn och just eng Zweefachverglasung. Bausse bleift d'Gebai intakt, a bannegëtt et mat enger Holzfaserdämmplatt versinn.

Den Ale Kolléisch, respektiv déi al Nationalbibliothék, kritt zwou Pelletheizungen an eng Pompe à chaleur. Am Summer kann d'Pelletheizung ganz aus sinn, well d'Pompe à chaleur do ass. Et kann och Keelt produzéiert ginn am Summer. Den Atrium kritt en neien Dallage.

De Budget total, dee virgesinn ass, läit ënner 60 Milliounen, soudass mer am Fong geholl haut guer net hätte missen e Gesetz hei stëmmen. Et ass awer, mengen ech, méi virsichteg vun der Ministesch gewiescht, ons ze proposéieren, dat Gesetz haut hei ze stëmmen. Well mir sinn net allze wäit vun de 60 Milliounen ewech, nämlech bei 55 Milliounen, op déi elo de Projet chiffriert ass. An do ass et effektiv virsichteg, dann haut awer hei an der Chamber driwwer ze schwätzen an dat Gesetz hei ze stëmmen.

Timingsméisseg – dat interesséiert ons jo all – sollen d'Joer schon déi éischt Ausschreiwunge virum Summercongé gemaach ginn. Uganks d'nächst Joer sollen d'Aarbechten ufänken an am Idealfall dann 2030 fäerdeg sinn.

De Staatsrot hat keng Observatiounen a sengem Avis vum 22. Oktober. A mengem schrëftleche Rapport fannt Der natierlech all d'Detailler iwwert dese flotte Projet.

Ech géif dann och direkt den Accord gi vu menger Fraktioun a freeë mech elo schon drop, dass d'Stad nees em ee flott renovéiert an accessibel Gebai méi räich gëtt.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Ech soen Iech als Rapportrice Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

### **Discussion générale**

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Häerz vun der Stad, op enger zentraler a strateegescher Plaz an der Uewerstad, steet d'ëst impressionnant Gebai vum fréiere Kolléisch an där fréierer Nationalbibliothék mat senger schéiner, soberer Architektur, deels Renaissance, deels Barock, op impressionnante 43 Ar. D'Gebai mécht sech op, souwuel zur Stad

selwer wéi zur Péitruss hin, souzesoen där touristescher Säit. An esou e gutt visibel Gebai, dat esou gutt läit, ass ganz wichteg fir d'Attraktivitéit vun der Uewerstad. A wat elo dra komme wäert, huet eng Bedeutung fir hir Attraktivitéit an Entwécklung.

Virgesinn ass, wéi d'Madamm Rapportrice et scho gesot huet, Raum fir Kultur a fir Geriichter. De CEPA, aka Summerakademie, kréit de Rez-de-chaussée fir seng Programmation an Ausstellungen. An d'Handelsgericht an de Parquet général kënnen elo auswäichen op méi Plaz fir d'Beamten a fir d'Audiences. An do ass de Bedarf grouss.

An der Debatt iwwert de Kulturentwécklungsplang hat ech op der Chambertribün gesot, déi fréier Nationalbibliothék kéint ee sech als kulturellen an artisteschen Hub virstellen, mat Ausstellungsflächen, Künstlerresidenzen an Ateliers, Néierloossung vun Encadréierberuffer an engem Deel Wunnechte fir jonk Leit, déi am Ufank vun hirem aktive Liewe stinn. Iwwert d'Professionalisierung an d'Verbesserung vun de berufleche Karriäre vun de Kënschtler eraus hätt esou en inhaltleche Programm och vill zur Beliefung vun deem Deel vun der Stad bäigedroen.

Am Gesetzesprojet vun haut, deen déi viregt Regierung deposéiert hat, ass elo virgesinn, der kultureller Programmation eng grouss Plaz ze ginn. An de CEPA kritt eng fest Plaz fir seng Aktivitéiten, déi sech ëmmer un e grouss Publikum wenden – dat musse mer jo wëssen. Den Accès vum Public zu Kultur ass domadder och e wichtige Punkt.

Eis Geriichter brauchen och méi Plaz.

An et ass och wichteg, dass ëffentlech Verwaltungen an der Uewerstad bleiwen. Mat Mataarbechter a Publikumsverkéier, souwuel um Geriicht wéi natierlech am Kulturdeel, bleift och Liewen an der Stad. Dat soll iwwer e literaresche Café ëmsou méi gefërdert ginn. Do ass nach näischt Genaues festgeluecht. Et sollt natierlech net nëmmen eng einfach oder afallslos Léisung sinn, denken ech. De Café wäert ausgeschriwwen ginn. Bon, et ass natierlech ni schlecht, wann de professionelle Bedreier ganz fréi matagebonne ka ginn, fir sécher ze sinn, dass d'Gebailechkeeten de Besoinen och gerecht ginn.

De Bauteprogramm vum Gebai steet, wéi ëmmer, net am Gesetzestext selwer – déi zukünftige Affektatioun och net. Traditionell steet just de Präis dran. An hei, wéi d'Madamm Rapportrice et scho gesot huet, huet d'Regierung sech derzou entscheet – an dat ka se ëmmer maachen, dass ëmmer méiglech –, mam Projet an d'Chamber ze kommen, och wann deen neie Seuil fir d'Bautegesetz, deen an eiser neier Verfassung steet, hei net iwwerschritt ginn ass.

Da kéint ee jo och nach mat den zukünftege Gestionnairen iwwert d'Detailler kucken, oder vläicht iwwer en Zougang zum artistesche Fligel och vun der touristescher Säit aus, déi zur Péitruss hin ass, wou am Fong geholl méi gesi gëtt, wat lass ass.

Jo, de Gesetzesprojet ass scho wäit fortgeschritt an de Viraarbechten, soudatt d'Verwaltung dervun ausgeet, zimmlech séier kënnen auszuschreiwen. Mir begrëssen och d'Zesummenaarbecht mam INPA fir d'ëst wäertvollt klasséiert Gebai, wat natierlech nëmmen normal ass, fir d'ëst Kulturierwen an dese wichtige Patrimoine, woumat sensibel ëmgaange gi muss.

An domadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Modert. An dann ass d'Wuert fir den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech géif gären ufänken, andeems ech dann eiser Presidentin, der Madamm Cahen, villmoos Merci soe fir deen detailléierte Bericht. Dat erspuert mir, op vill Detailer anzegoen. An ech géif och gären d'Spannung direkt eraushuelen, well mir wäerten dat Finanzéierungsgesetz hei selbstverständlech matdroen.

Et soll jo, wéi elo erkläert gouf, an deem Ale Kolléisch, féiere Kolléisch, dann ennen um Rez-de-chaussée e Café entstoen. De Centre pour la promotion des arts soll do Ateliere bedriewen. An net zulescht solle jo och do Raimlechkeete komme fir d'Justiz respektiv de Parquet – wat jo net vu Muttwëll ass, well mer alleguerte wëssen, dass d'Cité judiciaire vill ze kleng ass. An déi ka sech jo a quasi keng Himmelsrichtung richteg erweideren. Dofir ass et net vu Muttwëll, och wëssend, dass dat doten awer net de Problem vun der Justiz wäert léisen an dass do nach aner Léisunge musse kommen. Mee bon, et ass alt schonn emol eppes.

Firwat ech d'Wuert hei awer ergräifen zu deem Projet? Well ech fannen, dass dee Projet hei eigentlech dat beschte Beispill derfir ass, dass mer eigentlech guer kee Plang hunn, wat mer mat eisen historesche Gebaier a mat eise Patrimoine maachen!

Dat Gesetz fir déi nei Bibliothék ass 2013 gestëmmt ginn. 2019, mengen ech, ass déi nei opgaangen an elo am Joer 2025 komme mer mat engem Projet, wat dann elo an deem ale Gebai soll geschéien. Ech weess, dass do dertëscht och vill Diskussiounen waren.

Ech ka mech un den Här Bettel erënneren, dee gesot huet, et sollt e Musée drakommen. Wéi en awer gefrot gouf, wat fir e Musée, do wusst en net esou richteg, wat da lo géif drakommen, wat ech och ganz speziell fannen. Also: Mir maache mol e Musée. Mir wëssen awer net, wat mer do dra solle weisen.

Duerno ass driwwer diskutéiert ginn, Wunnenge respektiv Studentewunnengen dran ze maachen. Bon, ob dat historescht Gebai vun iwwer 400 Joer wierklech déi richteg Plaz ass oder ob et dat hiertgëtt, Wunnengen draus ze maachen – quitte dass mer alleguer wëssen, dass mer e Manktem u Wunnengen iwwerall hunn –, mengen ech, war och speziell. Mee et sief dann! Elo hu mer e Projet, e Konzept, dat och eppes daacht, an dofir wäerte mer dat ennerstëtzen.

Mee ech soen dat heiten, well eigentlech steet déi nächst Fro schonn erëm am Raum. Deen nächste Projet, dee wäert kommen, ass selbstverständlech dee vum Nationalarchiv. Och do wësse mer, dass dee wäert plënnere an och do wäerte sech erëm déi selwecht Fro stellen. An ech sinn der Meenung, dass mer ... oder mir Sozialiste sinn der Meenung, dass sech eigentlech fir alleguerten déi dote Sitten d'Spezialiste vum Staat, awer och d'Spezialiste vun der Stad Lëtzebuerg sollte beienaner setzen, sech Gedanke maachen, en Inventaire maachen a kucken: „Wéi gi mer an Zukunft mat deem Patrimoine ëm? Wat brauch mer? Wat gëtt gebraucht? A wat setze mer do dran?“ Ech mengen, dat wär e gudden Usaz, fir an Zukunft och do e bësse méi Kohärenz ranzékriegen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Cruchten. An dann ass d'Wuert fir den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken der Madamm Corinne Cahen en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, wann een als véierte Riedner hei drukënt, brauch een net méi vill zum Historique ze soen an

och net méi vill zum Detail vum Émbau. Dat meescht ass hei virgedroe ginn. Mir als ADR begrëissen, dass duerch dese Projet d'Offert an der Uewerstad vergréissert gëtt. Et kënt méi Liewen eran. An ech mengen, dass ass och dat, wat wichtig ass, dass dat hei mat erageholl gëtt an dann och d'Infrastrukture vun der Justiz entlaascht ginn, andeem mer déi op deenen ieweschte Stäck ennerbréngen.

Erlaabt mer vläicht, an deem Kontext drop opmierksam ze maachen: Mir mussen eis och iergendwéi Gedanke maachen iwwer en zukünftigen Emplacement vun eiser Justiz. Et misst ee mat hinne schwätzen. Well wann ech mech gutt erënnere kann, ass déizäit d'Justiz gebaut ginn, wéi mer bei 400.000 Awunner waren an e puer Gequëtschter. Elo komme mer lues a lues bei 700.000. Et geet jo ongebrems virun. Do muss ee sech eng Kéier Gedanke maachen, wéi een dann dem Justizapparat kann déi néideg Infrastrukture ginn. Ech mengen, an deem Sënn ... Bon, mir hu keng Glaskugel, ech weess dat och, mee ech mengen, mir mussen eis awer iergendwann eng Kéier Gedanke maachen, wat mer dann der Justiz offrëieren.

Ech bréngen dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu deemem Gesetz a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et hei beim virleiede Projet de loi mat engem Projet ze di fir d'komplett Renovatioun an d'Transformatioun vum Ale Kolléisch, vun der aler Nationalbibliothék. Dat ass noutwendeg, well d'Gebai aktuell weeder de funktionelle Besoinen entsprécht, nach de gesetzleche Virgaben am Beräich vun Technik a genereller Sécherheet, nach den Ufuerderungen am Beräich vun Energieeffizienz.

Et ass – an dofir sinn ech frou, dass d'Regierung trotzdem de Wee gaangen ass, de Projet de loi hei der Chamber zum Vott virzeleeën – en extreem flott Beispill dofir, wéi een d'Besoine vun den öffentleche Verwaltung ka bedéngen a gläichzäiteg eng Plus-value fir d'Noperschaft, fir de Quartier a fir d'Leit schafe kann.

Mir hu Raimlechkeete fir d'Besoine vun der Administration judiciaire, fir d'Handelskummere vum Tribunal d'arrondissement a fir d'administrativ Servicer vum Parquet. Mir hunn awer och Raimlechkeete fir kulturell Aktivitéiten, notament d'Aktivitéite vum Centre pour la promotion des arts, dem CEPA, dee säit laange Joreng eng ganz wäertvoll Aarbecht am Beräich vun der Formation artistique an am Beräich vun der Promotioun vum kënschtlersche Schafe mécht. Dës Aarbecht vum CEPA gëtt mat den neie Raimlechkeeten um Rez-de-chaussée valoriséiert an de CEPA kritt e flotte Kader, fir seng Formatiounen, seng Workshopen a Summerakademien ze organiséieren, an och an Zukunft dann eng flott Salle d'exposition, an där d'Artisten hir kreativ Aarbecht engem méi grouse Public kënnen presentéieren.

Mam Café littéraire, dee Public empfängt an domat och d'Gebai opmécht fir de Grand public, ass och do eng Plus-value geschaf. An ech mengen, dass dat jo och e Stéckwäit am Geescht ass vun deem, wat mir och hei an der Chamber wëlle maache mat der Maison Gilly: d'administrativ Servicer opmaachen, d'Gebaier opmaachen, och fir de Grand public.

Et ass awer och e flott Beispill dofir, wéi een an engem grouse funktionelle Bau Denkmalschutz an

och Klimaschutz zesummebréngen kann. D'Gebai ass säit 1964 als Monument national klasséiert, gouf successiv tëscht 1575 a 1740 gebaut, awer an de 1960er-Jore staark verännert, wéi et fir d'Besoine vun der Nationalbibliothék fir d'lescht ëmgebaut gouf.

Bei der Planung ass enk mam INPA zesumme geschafft ginn an et ass e Projet entstanen, deen zum Deel al Elementer, déi mat der Zäit och verluer gaange sinn – verschidde Fassaden, verschidde Dekoren, verschidde Mobilieren a verschidde Räim –, an hiren ursprénglechen Zoustand restauréiert. Gläichzäiteg läit en innovatiiv Energiekonzept vir. D'Enveloppe vum Gebai gëtt energeetescht besser isoléiert an de Chauffage gëtt mat zwou Pelletheizungen an enger Wärmepompe assuréiert, déi bei kalen Temperaturen heizen a bei waarmen Temperaturen och zum Deel de Killcircuit fir d'technesch Installatiounen alimentéiere kënnen.

Duerch an duerch also e gelongene Projet, dee wichtige Besoine vun der Administratioun nokënt, e flott Stéck Geschicht vun eise Land valoriséiert an et gläichzäiteg dem Public erëm zougänglech mécht. Eng grouse Felicitatioun och un d'Beamten an d'Beamten, déi un deemem Projet geschafft hunn. An natierlech ennerstëtze mir Gréng dese Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. An de leschten ageschriwwene Riedner ass dann den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech bleiwe mol hei.

**M. Claude Wiseler**, Président | Très bien!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ech maachen och keen Historique ... awer dach en aneren Historique, op deen een, mengen ech, awer muss agoen. Mir wäerten dee Projet de loi matstëmmen, mee awer elo net mat der gréisster Begeeschterung, well trotzdem huet een den Androck, dass eppes verpasst gouf. Déi fréier Nationalbibliothék, de fréieren Athenée hätt een nach kënnen fir aner Zwecker asetzen, also net déi, déi elo virgesi sinn, bis op een, nämlech dee vum Gericht. A firwat? Ma well mer schonn deemools, wou mer d'Cité judiciaire gebaut hunn, Schmu gedriwwen hunn. Et war scho gewosst deemools, dass net genuch Plaz virgesi war. Et war eng grouse Diskussioun. Ech ka mech erënneren: Souguer wéi ech Enn vun den 90er-Jore nach am Lycée war, gouf et e Bauteminister, mat deem et ëmmer schwéier war ze diskutéieren an dee ganz aleng géint de Rescht vun der Welt erkläert huet, dass dat ganz gutt wär. Selbstverständlech hat en Onrecht, wéi mer dat wëssen a wéi jiddereen dat och elo weess.

Ganz dovunner ofgesinn, dass se vläicht och nach ästheetescht ganz diskutabel ass, déi Zort vun Disneyland, déi Mëschung tëscht Disneyland a Germania, déi mer do vun der Architektur hier um Helleg-Geescht-Platto hunn, ...

(Hilarité)

... misst ee sech vläicht och iwwerleeën, wéi laang mer dee Schandfleck do nach behalen, well wat wichtig wier, wier op jiddé Fall, dass mer op enger anerer Plaz – an dat fuerdert jo och nach de President vun der Cour suprême – wierklech richteg Plaz fanne fir all d'Administratiounen vun der Drëtter Gewalt hei zu Lëtzebuerg. Well et schafft sech och ganz schlecht do. Si sinn net frou. Et ass kee frou.

Ech verstinn, dass mer déi Noutléisung elo fannen, well mir keng Plaz hunn, mee et ass einfach nëmme schued, dass schonn deemools einfach Schmu

gedriwwe gouf mat dëser Cité judiciaire, wat eis elo zwéngt, ze piddelen, an dat ass natierlech net optimal.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech weess elo net, op wéi ee Bauteminister Dir Iech referéiert hutt, mee ech hoffen, dass mat där heiter Bauteministesch awer méi einfach ze schwätzen ass.

(Interruption)

Merci. De Mëtteg hu mer zwee Finanzéierungsgesetzter fir Bauprojeten um Ordre du jour. Ech sinn natierlech ganz frou domadder a ganz, ganz zefridden. Dir gesitt, dass d'Regierung och weider konsequent um Ausbau an un der Moderniséierung vun eisen Infrastrukture schafft. Mir investéiere weider. Mir mussen weider an eis Zukunft investéieren. D'Betribler kréien esou nei Opträg, wat eng gutt Nouvelle ass fir de Bausecteur, mee och fir alleguerter d'Mataarbechter a Mataarbechterinne vun deem Secteur.

Ech soen natierlech och der Rapportrice e ganz grouse Merci. Si huet alles am Detail erkläert. Exzellente Rapport. Den Ale Kolléisch oder déi al Nationalbibliothék, wat wierklech en historescht Gebai ass, kritt elo en neit Liewen.

Mir wëllen esou e Patrimoine wierklech valoriséieren. Dat ass eis ganz wichteg. Et ass erkläert ginn, mat wéi engem Liewen dat Gebai dann elo geféllt gétt: op der enger Säit mat Kultur, op der anerer Säit mat eeben Espacen, déi fir eis Justiz wichteg sinn, well d'Cité judiciaire dat effektiv net méi packt. Et ass och drop higewise ginn, dass d'energeetesche Sanéierung e wichtege Volet vun deem Ganzen ass. Sou gesinn ech dat natierlech och. Et ass Referenz gemaach ginn op de Budget: Mir hätten hei kee Finanzéierungsgesetz misse maachen, et war mir awer léiwer. Déi hei Aarbechte wäerte véier Joer daueren. Mir wëssen, dass Indexextranché kommen an esou weider an esou virun, Indexadaptatiounen. Dofir wollt ech dann effektiv op Nummer sécher goen.

A vun dëser Plaz wëll ech dann och de Beamtinnen a Beamte vun Ministère, wéi och der Administratioun, déi hei uewe vertraueden ass, e grouse Merci soen an och der Chamber Merci fir d'Ënnerstëtzung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8441. Den Text steet am Document parlementaire 8441<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8441 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun. De Projet ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler,*

*Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **11.8442 – Projet de loi relative à la construction de nouveaux bâtiments pour le Lycée Michel Lucius au Plateau de Kirchberg**

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8442 um Ordre du jour, e Projet iwwert de Bau vun neie Gebaier fir de Lycée Michel Lucius um Kierchbiereg.

D'Riedezäit ass nom Basismodell déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

#### **Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Corinne Cahen** (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. 2016 huet d'Regierung sech bereeterkläert, verschidde Schoulgebaier vum Lampertsbiereg fortzeplënnere, fir de Quartier ze entlaaschten. De Lycée Vauban ass 2018 op d'Cloche d'Or geplënnert an d'Uni ass haut gréisstendeels um Belval. Haut presentéieren ech Iech de Projet vum neie Lycée Michel Lucius, deen op de Kuebebiereg um Kierchbiereg plënnere soll.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, fir d'éischt och hei e ganz kuerzen Historique ze maachen. De Lycée Michel Lucius huet 1966 seng Dieren opgemaach ënnert dem Numm „Collège d'enseignement moyen“. Duerch d'Joerzëngten ass de Lycée e puermol ëmgebaut ginn. 1979 krut en den Numm „Lycée Technique Michel Lucius“. An de 1970er-Joren ass de Lycée lues awer sécher op säin aktuelle Site geplënnert an der Avenue Pasteur. Deemools hat d'Gebai véier Fililleken an e Sportkomplex mat enger Piscine, déi 1983 oppaangen ass. Dir fannt all déi historesch Detailler natierlech a mengem schrëftleche Rapport. Do kënnt Der dann och noliesen, dass de Lycée Michel Lucius wéinst sengem grouse Succès ëmmer nees huet mussen vergréssert ginn. Net zulescht och, well en 2016 d'International School Michel Lucius gouf, déi no engem Pilotprojet souwuel am Primaire wéi och am Secondaire IEC-Klassen, also „International English Classes“, opgemaach huet.

Den Ament huet de Lycée am Ganzen 105 Klassen. Eppes iwwer 1.600 Schüler sinn am Lycée Michel Lucius scolariséiert: 659 am Enseignement secondaire général an 990 Schüler an den internationale Klassen. An de leschte Joren ass de Lycée Schülerméisseg immens gewuess, net zulescht wéinst dem Ukrain-Krich an deene jonken Ukrainer, déi sech séier an den engleschsproochige Klassen agelieft hunn. De Lycée Michel Lucius ass deemno ze kleng ginn a soll an e puer Joer plënnere.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech haut virstellen, gesäit de Bau vun engem ganz neie Gebai um Kuebebiereg um Kierchbiereg vir. Et si 54 Klassen virgesinn. Et komme Geschichts- a Geografiesäll an d'Gebai, 31 Spezialsäll fir Bio, Chimie, Physik an esou weider, 9 Ateliere fir Musek, Konscht, Kichen. Déi ronn 100 Leit aus der Administratioun kréie Büeroen. Fir déi 240 Enseignante sinn zwee grouss Openthalts- a Schaffräim virgesinn. Dann ass natierlech och e Service psycho-social virgesinn am Gebai. D'Schoul kritt ee grouse Sall, dee souwuel multifunktionell wéi och als Examensraum benotzt ka ginn. Et ass eng Bibliothék op zwee Niveaue virgesinn, e Schoulrestaurant mat 450 Sëtzplazen, eng Produktiounskiche fir 1.500 Platen, wou dann och fir de Fondamental spéiderhi soll kënnen gekacht ginn. Niewent d'Schoulgebai kënnt eng grouse Sportsaal mat véier Unitéiten, enger Salle de musculation, enger Salle multifonctionnelle, enger grousser Piscine mat sechs Couloiren an engem Garage fir Mountainbike-Vëloen.

Den Terrain ass net ganz riicht. Am Éislek géinge se soen, et wär „Éisleek Platt“, mee hei an der Stad ass en awer an der Pente. An dat ass architektonesch eng grouse Erausforderung, déi awer mat dësem Projet elegant geléist gouf. Den Terrain ass am Ganzen 2,65 Hektar grouss, mat engem Denivelé vu siwe Meeter. De Michel Lucius ass iwwregens dat éischt Gebai, dat um Kuebebiereg wäert gebaut ginn. Wa keng Schoul ass – owes, weekends, mee och während de Schoulvakanz –, da wäerten d'Infrastrukture vum Lycée wéi och d'Gréngfläche ronderëm op si fir d'Awunner vum Quartier. Domat kann da jidderee vun dësem Projet profitéieren an de Schoulkomplex integréiert sech domat perfekt an de Quartier.

Erlaabt mer awer och nach, Iech e puer Detailler ze ginn zum Energiekonzept vum Gebai. Iwwert de ganzen Daach wäert Fotovoltaik sinn; en ass en plus südorientéiert. D'Südfassad vum Sportsgebai wäert ganz mat Fotovoltaikpannoen ofgedeckt ginn. Am Ganze si 7.000 Meeterkaree Fotovoltaikpannoe geplangt. Domat kënnen 66 bis 70 % vun der ganzer Consommatioun ofgedeckt ginn.

Do dernieft ass e Bassin de rétention virgesinn. De ganze Konzept berout dorobber, dass et eng Bétonsstruktur ass op Piliere mat Dallen, mat engem liichte Cloisonnement, soudass een dat ganz einfach adaptéiere kann, wann am Laf vun der Zäit nei Besoine fir de Lycée kommen.

Et ass eng Dräifachverglasung virgesi mat effikasse mikroperforéierte Storen. D'Späichermass fir déi technesch Installatiounen ass esou kleng wéi méiglech, well d'Gebai selwer ka späichere. D'Luuchte sinn natierlech LED an et ass kee Lintean an de Klassen virgesinn. D'Dall geet riichtduerch an de Chassis gëtt an d'Dall eragesat, fir dass eeben e Maximum u Luucht erakënnt.

Beim Waasser gëtt iwwregens och gespuert. Et gëtt Urinoiren ouni Waasser. D'Reewaasser gëtt fir d'Netze benotzt, mee och fir d'Wäsche vun de Mountainbikes. D'Waasser vun der Piscine gëtt och nees benotzt. D'Hëtzt gëtt dann och nach emol aus dem Waasser

erausgeholl. Am Bassin de rétention ka sech iwwrengens eng flott Fauna a Flora developpéieren.

E Wuert zum Budget dann. Deen ass e bësse méi héich wéi virdrun an et ass ganz normal, dass mer dann haut dat Gesetz hei musse stëmmen. Den neie Lycée Michel Lucius wäert mat den Honorairen an der TVA eng 213,37 Milliounen Euro kaschten. Déi éischt Ausschreiwunge solle schonn dëst Joer gemaach ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 22. Oktober 2024 keng Observatiounen. Fir weider Detailer verweisen ech dann op mäi schrëftleche Rapport.

### Discussion générale

A wann ech dann nach eng Sekonn just kann d'Kap vun der Demokratescher Partei undinn, vun der Fraktioun, wëll ech soen, dass mer immens frou sinn, dass ons Schüler a moderne Lycéee kënnen an engem gudde Kader léieren. Och wann de Sproch „Léierjore si keng Härejore“ ëmmer nees gesot gëtt, sou ginn awer an der Schoul d'Fundamenter gesat fir d'Liewen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Kanner a gudde Konditiounen léiere kënnen an dass d'Enseignanten a gudde Konditiounen enseigner kënnen. En Investissement an e Lycée ass e richtegen Investissement an d'Wëssen, an d'Bildung, an deemno an d'Zukunft vun onsem Land. Dofir gëtt d'Demokratesch-Partei-Fraktioun natierlech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojekt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

**M. Paul Galles** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gräifen elo direkt d'Wierder vun der Madamm Rapportrice zum Schluss op, dass et kloer ass, dass den Investissement an d'Bildung an an d'Ausbildung vun eise Jonken ëmmer en Investissement ass, dee sech immens lount. An dofir ass natierlech och fir eis als CSV kloer, dass mer deen heite Projet vum neie Lycée Michel Lucius ënnerstëtzen.

Et ass e stolze Präis, mee et steet awer och e stolze Projet hannendrun. An dee gëtt engersäits dem Personnage vum Michel Lucius duerchaus ganz gerecht, awer natierlech och der Schoul, déi eng ganz dynamesch Schoul ass. Et ass eng Schoul, déi eeben déi engleschsproocheg international Klasse mat an hirem Curriculum dran huet an nach den Enseignement secondaire général. Dann huet se awer och spezialiséiert a speziell Angeboter fir Jugendlecher mat Difficultés d'apprentissage. Sciences de la vie sti ganz zentral am ganze Curriculum, Sciences de la Terre, des matériaux an esou weider. Dat heescht och eppes, wat ganz no un eiser Zukunft ass, wat de Buedem, wat d'Kultivéierung vum Buedem ugeet, d'Kultivéierung vun eisem Land, d'Kultivéierung iwwerhaapt vun eiser Kultur.

De Michel Lucius war selwer en interessante Personnage, och e ganz dynamesch Personnage iwwrengens. E war Enseignant, e war Schoulmeeschter an zugläich och Geolog an huet et fäerdegbruecht, innerhalb vu 14 Joer eng Pionéieraarbecht ze maachen, nämlech dat ganz Lëtzebuurger Land geologesch ze erfassen. Dat war während där Zäit, wou e gelieft huet, a 14 Joer eng mega Leeschtung, eng Pionéierleeschtung, a wirklech eppes, wat deemools immens vill bruecht huet an op dat och ganz vill konnt opgebaut ginn. Et gëtt also och senger Perséinlechkeet gerecht.

Domat, mengen ech, hunn ech genuch Grënn genannt, fir dëse Projet ze ënnerstëtzen. Déi sinn do a mir ginn eis Zoustëmmung. Merci villmools.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Galles. An dann ass d'Wuert fir den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. A selbstverständlech wäerte mir och deen heite Projet matdroen. E werft natierlech awer nach an eisen Aen zwou Froen op, déi ech der Ministesch wéilt stellen.

Déi éischt Fro ass natierlech déi: Wat geschitt mat deem ale Site um Lampertsbiërg? Et ass jo esou: Wann ech de Projet de loi liesen, da liesen ech, dass d'Stad Lëtzebuërg sech wënscht, dass de Lampertsbiërg soll desengorgéiert ginn. Also, op Lëtzebuërgesch géif ech dat emol mat „entlaaschten“ iwwersetzen – wat jo och verständlech ass. Mee wat fir eng Projete, wat fir eng Iddie gëtt et, fir deen ale Site ze developpéieren? Bleift deen an effentlecher Hand? Dat heescht wien huet en herno? Gëtt et d'Stad Lëtzebuërg? Gëtt et de Staat? Oder gëtt et vläicht e gemeinsame Projet? Gëtt et Iddien? Kënnst Der eis vläicht eppes doriwwer zielen?

An dann awer nach eng zweet Fro, déi ech un d'Madamm Ministesch hätt ... Déi kéint se zwar och hirem Kolleeg stellen, dem Educationsminister respektiv dem Landesplanungsminister – dat ass eng an déi selwecht Persoun iwwrengens. Do ass meng Fro ... Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz Partie nei Schoulinfrastrukture gebaut, wéi zu Bouneweg, zu Ierpeldeng, zu Jonglënster, zu Gilsdref, zu Stroossen; ech nenne se elo net alleguerten. Mee d'Fro, déi sech awer stellt, ass: Gëtt et iergendwéi eng Strategie? Gëtt et e Plang vun der Regierung, dee virauskuckt: Wat brauche mir a 25 Joer, an 30 Joer? Wat brauche mer vu Schoulinfrastrukturen? A wou am Land brauche mer déi Infrastrukturen? A wéi eng Infrastrukture wäeren dat?

Virun 20 Joer hate mer de Plan sectoriel „Lycées“. Deen hat jo schon esou eng Iwwerleeung gemaach. Mee souwäit elo meng Recherche gaange sinn, hunn ech néierens fonnt, dass dee jee eng Kéier soll aktualiséiert gi sinn. Vlächtt kënnt Der mech doriwwer informéieren. Oder hutt Dir entre-temps iergend aner Projete lafen, wéi deen, deen deen anticipative Gedanken do huet, fir e bësse virauszuekucken, wéi eist Land evoluéiert a wéi dann och déi schoulesch Besoinen a schoulesch Infrastrukture sollten evoluéieren?

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Cruchten. Et ass um Här Jeff Engelen. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir fir unzefänken, der Madamm Corinne Cahen en häerzleche Merci ze soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, wéi d'Madamm Cahen elo hire mëndleche Rapport virgedroen huet, huet se vun de 60er-Jore geschwat, vun der École moyenne, wann een dat emol sou däreft soen. Dat erënnert mech drun: Ech war an der Nopeschschoul. Deemools war dat nach en hëlzent Gebai, wann elo meng Memoiré richtig sinn. Ech war an der Berufsschoul. Et war an de 60er-Joren. Do ass mer déi Erënnung erëm erëmkomm.

Bon, ech mengen, mir brauche permanente Schoulausbau. Den Här Yves Cruchten huet och drop higewisen, dass mer vlächtt eng Kéier missten do eng Etüd maachen, wat mer alles brauchen an hei an do. Mee wat wichteg ass, dat ass: Mir brauche Lycéee fir eist Land a fir eis Gesellschaft. An dofir begrëisse mer och dëse Projet.

Mir sinn och frou, dass et elo mol an en anere Quartier gelagert gëtt, dass net ëmmer d'Schoulprojete all beieneeleien. Dat gëtt eis och eng Entlaaschtung vun eise Quartieren. An deem Sënn begrëisse mer dëse Projet. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Här Meris Sehovic, et ass un Iech.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Merci, Här President. Als fënnefte Riedner an där heiter Debatt ass et schwéier, nach eppes Neies eranzebréngen. Normalerweise fokusséieren och mech gären och op déi méi architektonesch Komponent, op dat Energiegesch. Mee och dat huet d'Rapportrice haut ganz in extenso gemaach. Dat heescht all déi Notten, déi ech mer dozou gemaach hunn, erspuren ech Iech à ce stade.

Vlächtt ee Gedanken: Wann ech mer d'Zuelen ukucke vun de Schülerinnen a Schüler, déi hei zu Lëtzebuërg am effentlechen Enseignement secondaire beschoult ginn, da stellen ech fest, dass an deene leschte siwe Joer déi Zuel ëm 15 % an d'Luucht gaangen ass an domadder och de Besoin un zousätzlechem Schoulraum – an dat géllt sécher fir de Secondaire, sécher och fir de Fondamental – eigentlech zougeholl huet an och weiderhin akut bleift.

An dowéinst meng Fro un d'Ministesch: Vu d'Entwécklung vun de Schülerzuelen an d'Projektiounen an d'Zukunft, wéi eng weider Lycéeeën, wéi eng weider konkreet Projete sinn an deenen nächste Joren ënnerwee? Ech hunn e séieren Tour versicht ze maachen duerch Äre Koalitionsaccord. Do ass eigentlech déi eenzeg konkreet Infrastruktur, déi ernimmt gëtt, de Sportlycée. An do wollt ech froen, wéi et do ausgesäit mam Bau vun engem neie Sportlycée? Gëtt et do De-tailer? Gëtt et do Delaien? Wou si mer do drun?

Merci fir Är Äntwert. An natierlech ënnerstëtze mir Gréng deen heite Projet. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten deen heite Projet natierlech och ënnerstëtzen. Natierlech ass et och wichteg, de Lampertsbiërg ze entlaaschten oder ze „desengorgéieren“, wéi een an der Stad seet.

(Hilarité)

Mee dat musse mer ... Dat ass wichteg. Et muss een och derfir suergen, vlächtt de Kierchbiërg net ze vill ze belaachten. Net datt deen och eng Kéier muss entlaascht ginn. Mee bon.

An ech kann och nëmme dem Här Cruchten seng Fro ënnerstëtzen, fir ze wëssen, wéi déi weider Planifikatioun virgesinn ass, well mir hunn immens grouss Besoinen, wat d'schoulesch Infrastrukturen ugeet, an et ass besser, dat koordinéiert an equilibriert uechtert d'Land unzuegoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Wolter. Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, Här President, wéi mer viru 25 Joer de Plan sectoriel „Lycées“ gemaach hunn – d'Madamm Brasseur an ech selwer –, do hu mer eis eng Rei Froe gestallt, nämlech genau déi, déi haut nees op der Tapét sinn: Wéi gesäit d'Schoulinfrastruktur an hir Entwécklung an deenen nächste 25 Joer aus a wat musse mer haut maachen, fir dat ze plangen?

Ech muss soen, duerch dee Plan sectoriel sinn eng ganz Rei Saache geschitt. A besonnesch frou sinn ech, datt no 25 Joer dann och de Plang fir dese Lycée, wou mer deemools schonn der Meenung waren, dass en op de Kierchbierg sollt kommen, fir de Quartier ze entlaaschten, da Realitéit gëtt.

Dat ass ongeféier esou déi Zäit, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, fir e Projet ze maachen: 25 Joer – also den Duerchschnitt vum enger Strooss, ...

*(Interruption)*

... an nach net alleguer.

*(Hilarité)*

Mee 25 Joer si fir eng Schoul e bësse vill. An dat huet eppes domadder ze dinn, dass do nach laang net jiddwereen der Meenung war an der Zäit, datt een dee Lycée do soll vun dem Lampertsbierg erfoueren. Déi eng waren derfir, déi aner waren dergéint, soudass eng Rei Joren an d'Land gaange sinn, bis déi Decisioun geholl ginn ass.

Alles dat, wat mer deemools gemaach hunn – Här Cruchten, wann ech Iech op Är Fro därer äntweren –, dat huet 2004 an engem Dokument geendegt, dat „IVL“ geheescht huet, wou mer och déi Gedanke vun de Schoul-Plan-sectoriellen opgeholl hunn, wou mer Propositione gemaach hunn, wéi mer eis Schinn kéinte moderniséieren, wéi mer Stroossen a Contournemente kéinten organiséieren, wéi mer Aktivitéitszone kéinten an d'Land bréngen, wéi mer eng intelligent Extenssioun vun de Perimeetere géife maachen.

Mir haten 20 Plazen an Land definéiert, wou ee kéint eng Extenssioun vum Perimeeter maachen. Jee, mir si souguer souwäit gaangen, dass mer eng Moderniséierung an eng Neigestaltung vum Gemengewiesene deemools proposéiert haten. Alles Saachen, déi gutt gemaach gi wäeren an deene leschte 25 Joer.

Hoffe mer dann, datt mer eng Generatioun vu Politiker an nächster Zäit kréien, déi d'Noutwendegkeet méi erkenne wéi an deene leschte 25 Joer, dass et noutwendeg ass, an d'Zukunft ze kucken an eeben dann och déi virausschauend Politick ze maachen, déi net am selwechte Moment, mee heiansdo eréischt a 15 oder 20 Joer zu engem Resultat féiert.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wolter. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwenen an net ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

*(Hilarité)*

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Vu menger Sait dann och e grouse Merci un d'Madamm Rapportrice fir hiren exzellente méndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, mir wëssen allegueren, dass mer e ganz grouse Besoin u Schoulen a Lycéeën hei am Land hunn. Mir wëlle weider modern Schoulgebäier hunn. Mir wëllen deene Jonken en optimaalt Ëmfeld fir hir Entwécklung an d'Erzéiung bidden.

E positiiv, en inspiréierend an en nohaltéig Léierëmfeld, dat ass dat, wat mir deene Jonke wëlle bidden. Hei ass scho gesot ginn: d'Sportinfrastrukturen – och ganz wichteg fir déi 1.800 Schülerinnen a Schüler, déi da wäerten an e puer Joer kënnen an deen neie Lycée goen.

Mat Ärem Accord fir dëst Finanzéierungsgesetz kënnen dann och d'Prozedure lancéiert ginn. De

Chantier kann 2026 ufänken, fir dass d'Schoul dann 2030 – hoffentlech! – d'Diere kann opmaachen. Ech mengen, wat och ganz flott ass, ass, dass den Tram bis dann och hoffentlech dohinner wäert fueren. Et ass virgesinn, dass 170 Vélosplazen do sinn, och fir déi Jonk. Ech mengen, dat sinn alles ganz flott Perspektiven.

Iwwert de Budget ass geschwat ginn, effektiv e stolze Präis, mee effektiv fir e stolzen a wichtige Projet.

Et si verschidde Froe gestallt ginn. Ech mengen, déi eng ass effektiv fir den Här Meisch, dee beschtlageiert ass, fir Iech kënnen dodrop ze äntweren.

Wat geschitt mat deem ale Site? Déi Gespréicher hunn ech op alle Fall elo nach net gefouert. Dofir gitt mer do Zäit, fir ze kucken, wat dann do wäert geschéien.

Weider Lycéeën – ech mengen, och do kann ech eng Kéier, wann Der wëllt, mat oder ouni den Här Meisch, an déi zoustänneg Chamberskommissioun kommen. De Lycée technique du Centre um Ban de Gasperich ass natierlech och eppes, wou mer wäerte bei Iech drop zréckkommen.

Voilà! Ech soen Iech e grouse Merci. Ech mengen, dat heiten ass wierklech e ganz flotte Projet, wou mer mat Ärem Accord wëllen esou séier wéi méiglech kënnen ufänken, drun ze schaffen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister.

Domat wäer mer dann um Schluss vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8442 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8442<sup>2</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8442 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dese Projet ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## **12. Ordre du jour (suite)**

Éier mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, géif ech proposéieren, wann Der domat d'accord wäert, datt mer déi Motioun vum Här Sehovic elo géifen traitéieren.

Sidd Der domat d'accord?

*(Assentiment)*

Da kënnen mer dat esou maachen.

## **13. Motion de M. Meris Sehovic relative à la promotion de l'électromobilité au Grand-Duché du Luxembourg**

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 47 de ce compte rendu)*

Här Sehovic, wëllt Dir elo nach eng Kéier? Dir wëllt duerno vläicht nach eng Kéier schwätzen?

*(Assentiment)*

Ok.

Dann, wie mellst sech zu Wuert? Ech hunn zwo Wuertmeldungen: d'Madamm Hartmann an den Här Boonen.

Ech ginn der Madamm Hartmann d'Wuert. An dann huele mer déi aner hannendrun. Dir kritt all d'Wuert. Madamm Hartmann.

### **Discussion générale**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Sehovic hat bei senger Fro an der Äntwert vum Minister u sech och schonn Äntwerte kritt op déi Motioun, déi en hei ervirbruecht huet, par rapport zu enger Reintroduktioun vun der Subvention étatique, wat d'Bornes de charge accessibles au public ubelaangt.

Dir wësst, dass wéi déi Subventioun agefouert gouf, e gewëssenen Drock par rapport zu de Präisser do war an dass et eng immens grouse Hausse um Niveau vum Spotmarché ginn ass. Abee, déi Hausse, déi ass – an dat wësst Der och gradesou gutt wéi ech – nees erofgaangen, soudass mer haut nees op engem ganz aneren Niveau sinn an doduerjer och déi Mesür hei an deem Sënn, an dat ass och esou erkläert ginn, net verlängert ginn ass.

Et ass awer nach nach wie vor esou, dass een d'Méiglechkeet huet, weider och Subventiounen ze kréien, fir doheem Bornen ze installéieren. Déi Ënnerstëtzung, déi gëtt et nach wie vor. An dann ass et jo och d'Iddi, d'Leit ze encouragéieren, sech och selwer Energiezoufuer ze schafen iwwer Fotovoltaikpannoen, wou et jo och d'Iddi ass, do en Tiers payant anzeféieren, soudass u sech déi Leit, déi och an d'Fotovoltaik investéieren, net méi de komplette Montant direkt musse bezuelen, mee datt se u sech nëmmen nach déi Part solle selwer droen, déi se och en fin de compte musse bezuelen.

Dat ass eppes, wat de Leit entgéintkënn a wat se an eisen Aen och weider encouragéiert, an déi doten erneierbar Energien, hei an d'Elektrescht, ze investéieren. An Dir hutt, mengen ech, och selwer de Projet de loi ugeschwat, deen elo Enn Dezember deposéiert gouf an dee mer elo wäerten an enger nächster Ekonomieskommissioun presentéieren.

Ech géif doduerjer menger Fraktioun proposéieren, des Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Hartmann.

Dann ass d'Wuert fir den Här Boonen, duerno fir den Här Weidig, da fir den Här Goergen. Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, Merci, Här President. Ech well an der Argumentatioun vun der Madamm Hartmann nach e bësse virugoen: Souguer wann ee keng Fotovoltaikanlag huet an doheem luet, ass et pro 100 Kilometer, déi ee fiert, nach ëmmer méi bëlleg, elektresch ze fueren. An am Moment si mer op der Chargy-Station am Equiliber mat de fossillen Energien. A wa mer dat da kucken, de Prinzipp, wéi mer en och gesot hunn, dass mer d'Netz net musse belaauchten, dann ass et wichteg, dass mer, mengen ech, laang lueden, net ze vill lueden, dat heescht idealerweis doheem.

Domat kënn Dir, wann Dir nuets doheem luet an net grad an dräi Stonnen den Auto musst voll hunn, och den Dag drop 150 Kilometer fueren. An, ech mengen, et ass och an deem Sënn, wou mer hei solle virufueren. An ech fannen et net gutt, wa mir ëmmer hei soen, déi lescht Wochen hei, d'Elektromobilitéit wier defavoriséiert, well faktuell ass et jo awer esou, dass et am bëllegsten ass, elektresch ze fueren. A mir sollen net grad elo, wou mer gär hätten, dass mer d'Elektromobilitéit ausbauen, ëmmer erëm soen, wéi wann dat net interessant wier a bal de Leit soen: „Dir hutt besser, Dir kaaft elo dës Woch oder elo dëst Joer um Autosfestival en Auto mat engem Verbrenner.“

An dat ass och de Grond, firwat mir fannen, mir sollte virufueren heimat. Net mat zousätzleche Subventiounen, well et ass interessant. An dofir géif ech menger Fraktioun roden, dës Motioun net ze stëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Dës Motioun ass dee beschte Beweis, dass déi gréng Energie- a Mobilitéitspolitik realitéitsfriem ass. A wa mer nëmmen eng kleng Hausse hunn, oder wann e Subsid erfogee, da gesäit een direkt, dass déi ekonomesch Realitéit erakënn. An et ass och dee beschte Beweis, dass den elektreschen Auto nach net massentauglech ass.

Well wat bedeit d'Fuerderung mat Subsiden? Dat heescht näischt aneres, wéi dass déi Technologie vum Konsument a vum Marché nach net voll akzeptéiert ass, an duerfir muss een duerch Subsiden de Präis reduzéieren.

Et bedeit awer och, dass duerch Feelentscheidungen de Stroumpriis vill ze héich ass. An dat gesäit ee jo duerch d'Zerstéierung vun den däitschen Atomzentralen duerch déi Gréng, mee och d'CDU an Däitschland – eng Politick, déi och hei zu Lëtzebuerg vun deene Gréngen a vun anere Parteie matgedroe gëtt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Eis lëtzebuergesch Atomzentral, Här Weidig.

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert.

**M. Tom Weidig** (ADR) | An dat ass ekonomesch Selbstmord. Mee et ass och en Desaster fir d'Ëmwelt, well doduerch E-Autoen nämlech manner rentabel sinn. Duerfir stëmm mir dat net mat.

*(Brouhaha)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Duerno ass d'Wuert fir den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, dës Regierung gëtt jo u sech heimadder de Message eraus, dass den Elektroauto elo net onbedéngt willkomm ass. Well wann een dat elo vergläicht: Während Lëtzebuerg beim Spritt gären déi bëllegste Präisser huet an der Groussregioun, kucke mer, dass et beim Stroum net méi esou ass.

Ech hu virdrun an der App gekuckt: Géif ech am Ausland tanken, géif ech warscheinlech op verschidene Plazen elo besser ewechkommen, well do kritt een Tariffer ëm déi 40 Cents.

Iwwregens, d'ADR huet jo och eng Invitatioun ausgeschwat un den Elon Musk, deen eigentlech fir den Elektroauto bekannt ass. Dofir verstinn ech Är Interventioun elo net. Ech wollt als Beispiil just soen – fir deem seng Firma elo net ze nennen, fir keng Reklamm ze maachen –, dass déi däitlech ënnert dem Präis sinn d'Kilowattstonn. Dat heescht déi kréien et hin.

Dat heescht dat, wat Der elo och grad hei gezielt hutt, ass esou gesinn eigentlech Kabes.

*(Exclamations)*

Dir sidd jo selwer Fan vum Elon Musk. An dofir mengen ech, dass den Elektroauto awer d'Zukunft wäert sinn, ausser Dir schwätzt elo Ärem neie Guru do of, dass seng Visioun richteg gewiescht wär.

Dës Regierung huet – ech mengen, et ass eigentlech eppes, wat een erkennt – kee grousst Häerz fir den Elektroauto a fir déi ëmweltfrëndlech Léisungen. Ech weess net, ob en Iech nervt, wéi Der dat heiansdo bei aneren ëmweltfrëndleche Léisunge sot. D'Press huet et Iech ausgerechent. Ech mengen, och déi eenzel Verbraucher hunn Iech ausgerechent, dass duerch Är Moossnamen Elektroautofuere méi deier ginn ass, wéi wann een op Verbrenner setzt. Dat ass awer bedenklech fir eis Zukunft a fir eis Kanner.

Ech sinn averstanen domat, dass jidderee soll fräi wíelen, wéi e Motor en hält, ob dat e Verbrenner oder en elektreschen ass. Mee et soll een awer als Regierung net higoen a künstlech dem elektreschen Auto en Nodeel ginn. An et ass nun emol dat, wat Der gemaach hutt, entweeder doheem oder elo op der Born. Well mat deenen 63 Cents, déi Der elo verlaangt, fir schnell ze lueden, an et ass dat eigentlech, wat d'Zukunft vum Elektroauto ass, leit Der och nach wäit driwwer.

Eng grouss Firma an Däitschland, déi mat I ufänkt, bitt iwwerall fir 50 Cents un. Dat heescht, zu Lëtzebuerg wäert herno den Auto vill méi deier si wéi am Ausland. An ech mengen net, dass dat déi Politick ass, déi dëst Haus sollt an Zukunft ënnerstetzen.

Dofir wäerte mir dës Motioun matdroen, well mir sinn eise Kanner et schëlleg, weiderhin ëmweltfrëndlech Léisungen unzëbieden.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech elo nach dräi Wuertmeldungen: den Här Cruchten, den Här Weidig nach eng Kéier an den Här Wagner. Den Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech géif gären dem Här Sehovic Merci soe fir déi Motioun, déi mer och ganz gäre wellen ënnerstetzen. Et geet hei awer net ëm déi scho bal reliéis Fro: fir oder géint den Elektroauto. Hei geet et wierklech ëm eppes aneres. Hei geet et drëms, dass mat där Erhéijung vun de Präisser op den ëffentleche Borne déi Avantagen an der Elektromobilitéit dann och am ëffentleche Raum ewechfalen. A kommt, mer sinn eis awer eens dobäi: Wien ass dat, deen am ëffentleche Raum luet? Un éischter Stell sinn dat scho mol

d'Locataire, déi keng eege Garage hunn, wou se den Auto kënnen erastellen. Dat sinn déi, déi drop ugewise sinn, am ëffentleche Raum ze lueden. An déi mussen elo par rapport zu deem Lueden ... Do huet den Här Boonen natierlech Recht. D'Lueden doheem ass nach ëmmer e gutt Stéck méi gönschteg, mee am ëffentleche Raum gëtt et elo e gutt Stéck méi deier an den Advantage vun der Elektromobilitéit vis-à-vis vum Diesel, dee fällt quasi komplett ewech.

An dofir well ech heimadder soen, dass mer mat esou Initiative wéi där heiter, wou mer d'Präisser hiewen, awer och mat den Diskussiounen, déi mer sou féieren, d'Leit veronsécheren. Ech well awer drun erënneren, dass mer eis als Land engagéiert hunn, bis 2030 49 % vun den Autoen als Hybrid- oder als Elektroautoe fueren ze loosse. Dat ass net einfach, well iergendee Loscht huet op Elektroautoen. Dat ass, well mer eppes musse maachen, fir eis CO<sub>2</sub>-Emissiounen erfzesetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | An dat ass dat, wat mer am PNEC festgehalen hunn, zu wat mer eis engagéiert hunn. A wa mir dauernd „mixed signals“ ginn an ëmmer rëm esou an esou an dann elo nach d'Präisser hiewen, da wäerte mir dat doten Zil net erreechen. An dofir fannen ech déi Motioun vum Här Sehovic ganz sénnvoll an déi wäerte mer dofir och ënnerstetzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Cruchten. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, also ech well als Éischt confirméieren: Ech sinn en absolute Fan vum Elon Musk. En huet nämlech ...

*(Exclamations)*

En huet ganz vill Saachen ... D'Raumfaart huet e revolutionéiert. En huet mat Neuralink ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Kommt, mir schwätzen zum Sujet, Här Weidig, wannechgelift.

*(Hilarité)*

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo.

**Une voix** | Très bien, Här President.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | An e mécht e gutt ... E mécht e super Hitlergruß!

**Une autre voix** | E kënnst jo nach.

**M. Tom Weidig** (ADR) | All den Handicapéierten, déi alt net kommunizéieren kënnen, deenen hëlleft en.

*(Interruption)*

An en huet natierlech och mat Tesla ... A mir sinn absolutt net géint den E-Auto.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Ech fannen dat eng super Saach. De Problem ass, mir si géint d'Verzerrung vum Marché, well den E-Auto ass am Moment nach net massentauglech. A mir schueden domat éischter, wéi datt mer eppes aneres maachen. De beschte Beweis ass ... Datt Der muss Subside ginn, ass de beschte Beweis, dass den E-Auto nach net vu sech selwer kann de Marché iwwerhuelen. Duerfir hutt Gedold, huelt déi Subsiden ewech. A wann d'Fuerschung weider an déi selwecht Richtung geet, da kritt Der och Ären E-Auto ëmmer méi.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Wat soll den Elon dozou soen?

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass ëmmer interessant ze gesinn, datt den Här Weidig ëmmer versicht, eis mat der Realitéit ze konfrontéieren. Mee a senger Realitéit, dat heescht an engem aneren Universum, dem „Trumpistan“, oder ech weess net, wéi een dat muss nennen, ...

(Hilarité)

... do funktionéieren d'Saache ganz aneschters wéi an der normaler Welt, déi mir kennen. Wësst Der, och Äre Chouchou, den Elon Musk, also wann deen ouni Steiergelder vum amerikanesche Steierzueler géif säi SpaceX an all seng Spillereie maachen, da géifen déi och net funktionéieren.

Dir sidd géint d'Marchésverzerrung, mee wësst Dir, datt d'Atomenergie ouni ëffentlech Gelder guer net funktionéiere géif? Et si quasi nëmmen ëffentlech Gelder, d'Atomenergie. Gitt a Frankräich kucken. Et baséiert dorobber. Dat heescht esou oder esou hutt Der eng Marchésverzerrung. An heiansdo ass et souguer ... Dat wëllt guer näischt heeschen a Wirklechee.

Dat heescht mir mussen natierlech op d'Zukunft bauen. D'Zukunft ass och net, dee ganze Verbrennungsautospark eent zu eent duerch Elektromobilitéit ze ersetzen. Ech mengen, d'Zukunft, dat ass och den ëffentlechen Transport. D'Zukunft, dat ass och, derfir ze suergen, datt d'Mënsche sech net permanent mussen wéi geckeg beweegen, fir schaffen ze goen, an datt een dat och ka mam Vélo maachen, mat Trëppelen et cetera. A mam ëffentlechen Transport. Dat ass d'Zukunft natierlech. Mee en l'état ass et awer och interessant, wann ee kann op Elektromobilitéit ëmklammen.

An do sinn ech och net averstane mat deem, wat den Här Boonen seet. Et ass eng komesch Logik. Selbstverständlech bleift weiderhin d'Elektromobilitéit méi bëlleg, mee dat, wat och den Här Sehovic seet, an dat, wat mir versichen ze soen, dat ass, datt et weiderhin nach muss méi attraktiv bleiwen, wuel wëssend, datt et en l'état souwisou och méi interessant ass wéi de Pétrol. Mee wann een awer keng politesch Efforte mécht, fir dat weiderhin nach méi attraktiv ze maachen, wat och e politesch Signal ass, dann hëlleft een der Saach net.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat wäre mer dann um Schluss vun der Riednerlescht ukomm. Da géing den Auteur, wann e wëllt, nach eng Kéier d'Wuert kréien. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Madamm Hartmann, Dir hutt eng ganz Rei vu Mesürene opgezielt, déi dës Regierung verlängert vun der aler Regierung, aféiert an esou weider. Dat ass guer net den Debat. De Gros vun deene Mesürene ënnerstëtze mir och.

Den Debat haut, an dofir fannen ech et schonn e staarkt Stéck, dass mir elo oder ech elo hei virgeheit kréien, ech géing d'Leit veronséichere mat där Diskussioun hei. Nee, et ass dës Regierung, déi d'Leit veronséichert mat hirem Zickzack-Kurs, mat hiren halleggebakene Mesürene ...

(Interruption)

**Une voix** | O, jo, jo, jo.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Dach!

(Interruption)

... an am Endeffekt mat Mesürene, déi eeben dozou féieren, dass d'Incentiven ëmmer manner ginn. Ech hunn et virdu scho gesot: Dir hutt d'Primme gekierzt

bei der Elektromobilitéit. Dir hutt och d'Tanken doheem fir d'Leit méi deier gemaach.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | An och de Stroum méi bëlleg gemaach.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An iwwerengs, d'Land besteet net just aus Leit, déi doheem e Garage an en Haus hunn. Et gëtt och genuch Leit, déi kee Garage hunn an net kënnen doheem lueden. Déi eenzeg Leit, déi Dir am Endeffekt favoriséiert mat Ärer Klimapolitick, dat sinn déi Leit, déi en Déngscht-won kënnen hunn, déi Leit, déi doheem e groust Haus hunn, déi e grouse Garage hunn, déi kënnen da vun Ärer Politick profitéieren. All déi aner loosst Der am Ree stoen. Dat ass Klimapolitick nom Motto: „Je voulais bien, mais je pouffais pas.“

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Très bien!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | CSV-DP, dat gëtt deier fir d'Klimaschützer. An ech fannen et wirkleech bedauernswäert, dass d'Majoritéit sech hei enger Diskussioun verschléisst, déi am Endeffekt net just schlecht fir de Klimaschutz wäert sinn, mee och d'ekonomesch Kompetitivitéit vun dësem Land méi schlecht mécht. Dat ass ze bedauern. Mee, ech mengen, dass hei nach net dat lescht Wuert geschwat ass.

Ech soen Iech Merci.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Mee fir elo ass emol dat lescht Wuert zu dëser Motioun geschwat, gesinn ech. An da géif ech proposéieren, datt mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen, ausser d'Regierung wëllt nach eppes soen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

**Vote sur la motion**

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme, 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

## 14. Interpellation de M. Marc Baum sur les violences fondées sur le genre

An da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen, an zwar der Interpellatioun vun Här Marc Baum iwwer d'geschlechtlech baséiert Gewalt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk jeeeweils 7. D'Regierung huet 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Baum als Auteur vun der Interpellatioun. Här Baum.

**Exposé**

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Merci, Här President. Mir hunn dës Interpellatioun am Abrëll d'lescht Joer eragereecht mat der Intentioun, d'Regierung ze interpelléieren, opgrond och vun dem leschte GREVIO-Rapport respektiv och opgrond vun Aussoen, déi am Koalitionsaccord drastinn.

An ech mengen, datt et elo, néng Méint méi spéit, awer zwou Saache gëtt, déi sech wirkleech geännert hunn. Wann een nach virun engem Joer iwwer genderbaséiert Gewalt geschwat huet, och an der Chamber, ass et, mengen ech, eng immens engagéiert an awer Minoritéit vun Deputéierte ginn, déi sech fir dee Sujet interesséiert hunn. An ech mengen, datt an deene leschten néng Méint eppes geschitt ass, wat dat awer och e bësse geännert huet. Ech mengen, de Fall a Frankräich vum Gisèle Pelicot huet eppes an d'ëffentlecht Bewusstsein bruecht, wat eis all, mengen ech, muss drop opmierksam maachen, datt mer an eiser Gesellschaft e strukturelle Problem hunn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

An duerfir begrëissen ech och, datt d'Madamm Minister gëschter op den Assisen oder als eng vun de Konklusione vun den Assisen iwwer genderbaséiert Gewalt och gesot huet, datt et eng Mammutaufgab ass, dat, wat op eis duerkënn, datt et eppes ass, wat transversal muss geduecht ginn. An duerfir wëll ech dës Geleeënheet och notzen, fir Iddien a Proposen do ze entwéckelen an datt mer déi Debatt och hei kënnen féieren.

Aus deem leschte Rapport vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité geet ervir, datt d'haisleech Gewalt zu Lëtzebuerg klëmmt. Vun 870 Interventiounen am Joer 2014 si mer 2023 bei 1.057 ukomm. An et ass, mengen ech, wichtig ze verstoen, dass dës Zuelen net genderspezifesch sinn a souwuel Gewalt géint Fraen, wéi och géint Männer a Kanner opzielen. Eppes fält awer op: D'Täter si majoritär Männer an d'Affer si majoritär Fraen a Meedercher. Esou ass déi eenzeg Altersgrupp, wou Jonge méi be-trafft si wéi Meedercher, d'Grupp vun de Kanner ënner aacht Joer. An och hei ass den Täter an zwee Drëttel vun de Fäll e Mann.

A 60 % vun de Fäll ass d'Affer eng Fra oder e Meedchen. An an där Statistik ass awer explizit d'Géigewier mat abegraff, also Gewalt géint en Auteur vu Gewalt, déi als Noutwier eigentlech misst verstane ginn. An et ass och genee déi feelend Differenzierung tëschent Gewalt géint Fraen a Gewalt géint Männer souwéi d'Ignoréiere vun intersektionelle Krittären, déi d'Konsequenze vun haislecher Gewalt verstärken an amplifiéieren an déi ënner anerem am GREVIO-Rapport vun 2023 kritiséiert ginn.

De GREVIO-Rapport ass e Bericht, deen ënner anerem vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gëtt an deen de Länner, déi d'Istanbuler Konventioun ënnerschriwwen hunn, spezifesch Recommandatiounen gëtt, fir dass se d'Méiglechkeet hunn, hire legale Kader un d'Exigencë vun där Konventioun unzepassen.

Lëtzebuerg gëtt an deem Rapport virun allem kritisiert, well déi Donnéeën, déi vum Staat erhuewe ginn, ze lacunär sinn a sech net op genderspezifesch Gewalt konzentréieren, mee all Gewalt, all Form vu Gewalt, géint Fraen, Kanner, Männer, an ee groust Dëppe geheien. An dat erschwéiert et dann awer natierlech, eng anstänneg a cibléiert Preventiounsprogramm ze maachen oder Preventiounsprogrammer kënnen op d'Been ze stellen an den Affer déi néideg Berodung a Begleedung ze ginn.

An deem Sënn ass dann och eise legale Kader net pertinent genuch a bréngt et oft net fäerdeg, d'Affer richteg ze schützen. Déi GREVIO-Rapporten hunn an deene meeschte Länner an der EU zu engem Ëmdeken iwwert de Sujet Gewalt géint Frae gefouert an zu enger Adaptatioun vum legale Kader. A Spuenie goufen tëschent 2020 an 2024 nei Infractionen an de Code pénal opgeholl, déi sech spezifesch op psychologesch Gewalt a Bezéiunge konzentréieren. D'Mesures de protection sinn och esou ugepasst ginn, datt se mëttlerweil eng Perspective de genre dran hunn, datt heescht datt se op all spezifesch Fall kënnen zugeschnidde ginn.

Zu Lëtzebuerg huet de legale Kader awer quasi net evoluéiert an d'Perspective de genre gouf nach ëmmer net an d'Legislatioun opgeholl. Wat déi politesch an institutionell Ënnerstëtzung fir Affer vun haislecher Gewalt ugeet, krut Lëtzebuerg änlech Recommandatiounen wéi Rumänien, e Land, dat manifestement manner finanziell Mëttelen huet wéi mir. Par contre huet Rumänien awer e genderspezifesch legale Kader, an dat zanter 2016.

Et gëtt also nach eng ganz Rëtsch Verbesserungen, déi zu Lëtzebuerg misste virgeholl ginn.

En éischte grouse Problem, mat deem mer hei konfrontéiert sinn, ass, dass iwwerhaapt kee weess, wat d'Proportioun vu Femiciden hei am Land ass. De Femicide ass weeder en offizielle juristeschen Term, nach ginn Donnéeën doriwuer erhuewen, wéi vill Fraen hei am Land pro Joer vun engem Partner oder Ex-Partner ëmbruecht ginn, an doropshin och konsequent publizéiert.

Déi eenzeg Source, déi ech dozou fonnt hunn an déi och e bësse versicht, e Verglach hierzestellen, dat ass de Soziolog Fernand Fehlen, deen 2019 am Forum probéiert huet, e Verglach opzestellen opgrond vun effektiv den Zuele vun 2019, aus dem Rapport vun deemools, a festgestallt huet, datt op eng Millioun Awunner gerechent den Taux vu Femiciden zu Lëtzebuerg 2019 méi héich war wéi an eisen Nopeschlänner. Also, mir kënnen op jidde Fall net soen, datt mer kee Problem domadder hätten. Ech mengen éischter, datt de Géigendeel de Fall ass.

Wann ee kuckt, wéini an aneren europäesche Länner en Ëmdeken ugefaangen huet, war dat justement, well d'Zuele vun de Femicidë konsequent publizéiert goufen a well et och e gewëssene medialen a gesellschaftleche Schockmoment doduerch gouf. Dee kréie mer hei am Land net, wa mer net och éierlech mat eis selwer sinn, wa mer eis net mat eis selwer ausennersetzen.

Ech si mer och bewusst, datt dat dans l'immédiat net vill bréngt. Esou Statistike kéinten zumindest zukunftsweisend sinn an eis virun Ae féieren, dass d'Politik an d'Gesellschaft handele mussen.

Dofir deposéieren ech an dësem Sënn hei eng éischt Motioun. Wannechgelift, Här President.

### Motion 1

*La Chambre des Députés, considérant*

– *qu'aucun décompte officiel d'actes qualifiables de féminicides existe au Luxembourg ;*

– *que tous nos pays voisins recensent le nombre de féminicides commis par année,*

*invite le Gouvernement*

– *à recenser le nombre de féminicides commis au Luxembourg depuis 2004 et publier une statistique annuelle sur le nombre de féminicides et de tentatives de féminicides au Luxembourg.*

(s.) Marc Baum, David Wagner.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci, Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Här President, et kann een natierlech net eréischt dann handelen, wann d'Affer bis dout ass. Et muss een haislech Gewalt a Gewalt géint Fraen als gesamtgesellschaftleche Problem ugoen. E konsequent Handele géint d'Gewalt géint Frae verhënnert Strofdoten, verbessert den Afferschutz a rett Liewen. Déi vun der Madamm Minister ugekënnegt zentraliséiert Ulafstell fir Affer vu Gewalt begrësse mer ausdrécklech, well se scho laang iwwerfällig ass. Vläch ka si eis herno och nach e puer Detailler dozou ginn, gradewéi fir deen ugekënnegten Aktiounsplang, dee se nach virum Summer wëllt presentéieren.

Am Moment hu mer op verschidde Fronte strukturell Problemer, déi Affer dervunner ofhalen, Hëllef an Usproch ze huelen. Op e puer vun deene Punkte wëll ech elo summaresch agoen.

Éischstens: Assistance judiciaire. Deen aktuelle System vun der Assistance judiciaire erlaabt et nëmme Leit mat ganz niddregem Akkommes, vun där Hëllef ze profitéieren. D'Assistenz gëtt och just fir eng eenzeg Affär accordéiert a muss bei all neier Gerichtsaffär nei ugefrot ginn. Soubal eng finanziell Situatioun sech geännert huet, gëtt d'Assistance judiciaire och erëm entzunn.

Dëse System ass fir Fäll vun haislecher Gewalt a Gewalt géint Frae leider net adaptéiert. Et gëtt nämlech net beduecht, dass oft méi juristesche Affäre mateneen zesammenhänken an deelweis och vuneneen ofhänken. Am Fall vun haislecher Gewalt ass et zum Beispill dacks esou: D'Affer mécht d'Plainte a constituéiert sech als Partie civile, wou een oft d'Ënnerstëtzung vun engem Affekot brauch. Duerno kommen dann nach d'Problemer, wat d'Gard vun de Kanner ugeet, zemoos d'Fro, ob de gewalttätege Partner e Besuchsrecht kritt, wien d'Autorité parentale kritt an ob Alimenter ze bezuele sinn.

Ausserdeem mussen Mesure-de-protectionen ugefrot ginn an oft kommen duerno dann nach Problemer mam Logement derbäi, eventuell, deemno wéi, och nach mam Employeur, wann och déi berufflech Capacitéit dorënner leit.

All déi Problemer sinn déi logesch Konsequenz vun der Decisioun, de gewalttätege Partner ze verlossen. Ënnert deem aktuelle System kréien awer déi meescht Affer d'Affekotkäschten a kenger eenzegger Affär iwwerholl a mussen d'Ausgabe selwer stemmen. D'Prekaritéit vun den Affer vu Gewalt gëtt esou ëmmer méi grouss oder entsteet iwwerhaapt eréischt.

Duerfir misst een op déi speziell Komplexitéit vun der haislecher Gewalt agoen, andeem en universelle

System vun Assistance judiciaire fir Affer vu Gewalt géint Frae geschafte gëtt, deen et erlaabt, dass all Affer sech et ka leeschten, seng Rechter och all anze-fuerderen, a bei de Prozeduren ënnerstëzt ka ginn.

Soubal eng Persoun als Affer vun haislecher Gewalt oder Gewalt géint Fraen identifizéiert gëtt, muss dës Persoun e Recht op gratis Assistance judiciaire kréien, an dat fir all d'Prozeduren, déi am Lien mat dëser Gewalt stinn.

Dëse System gëtt et schonn a verschidde europäesche Länner, notamment a Spuenien, wou ënner anerem duerch dëse System mëttlerweil néng vun zéng Plaintë wéinst Gewalt géint Fraen och zu enger Verurteilung vum Auteur féieren. Als Lénk wäerte mir an deenen nächsten Deeg och eng deemontspriechend Gesetzespropositioun deposéieren respektiv dem Service légistique vun der Chamber presentéieren.

Zweetens: d'Mesures de protection. Aktuell erlaabt den Nouveau Code de procédure civile et engem Affer vun haislecher Gewalt, divers Mesure vum Familljerichter ze froen, fir dass seng Sécherheet garantéiert ass, notamment e Kontaktverbuert oder d'Interdictioun fir den Auteur, dem Affer viru sengem Doheem oder senger Aarbechtsplaz opzelauerer.

An deene leschte Joren ass an deem Domän och vill geschitt, notamment dass een déi Mesure mëttlerweil och ka géint en Ex-Partner beantragen oder géint e gewalttätegen Elterendeel. Mee och wann de System aktuell scho besser ass wéi nach virun zéng Joer, esou muss een awer kloer soen, dass een duerch punktuell Verbesserungen den Afferschutz nach vill méi effektiv gestalte kéint.

Ee Punkt, deen ech an deem Kontext gär uschwätze géif, ass, dass et aktuell Familljemembere vun engem Affer vun haislecher Gewalt net méiglech ass, eng Mesure de protection ze froen, an den Auteur esou d'Famill belästegen oder dem Affer bei der Famill oplauere kann. Duerfir wier et wichteg, den Nouveau Code de procédure civile an deem Sënn ze modifizéieren, dass och Familljemembere, wann eng reell Gefor besteet, esou eng Ordonnance kéinte beantragen.

Am Fall, wou Kanner an d'haislecher Gewalt implizéiert sinn, misst et och méiglech sinn, dass den net gewalttätegen Elterendeel ufroe kann, dass d'Kand ouni Accord vun deenen zwee Eltere ka bei de Psycholog oder de Psychiater goen. Well et ass jo offensichtlech, dass d'Méiglechkeet, e Kand eng Therapie ufänken ze loosser, net un den Accord vun där Persoun gekoppelt bleift, déi presentéiert grad duerfir verantwortlech ass.

Ausserdeem misste Mesure wéi eng Interdiction de port d'armes och kënnen geschwat ginn, fir ze verhënnere, dass eng Fra an hir Kanner an eng liewensbedrohlech Situatioun gerode kënnen.

Eng aner Mesure de protection, déi mir als immens wichteg ugesinn, wier d'Méiglechkeet, en urgence an temporaire kënnen d'Notrecht vun engem Familljendoheem dem net gewalttätege Partner an de Kanner zouschwätzen. Dat soll verhënnere, dass de gewalttätege Partner duerch Drock d'Famill kann dervunner ofhalen, rechtlech Schrëtt ze ergräifen. Dës Mesur gëtt et a Frankräich säit 2020 a se gouf 2023 nach eng Kéier verstärkt.

Esou kéint een effektiv verhënnere, dass et zu enger temporärer Wunnengsnout vun Eltere mat Kanner kennt. Aktuell gëtt et zwar schonn d'Méiglechkeet fir den Elterendeel, deen d'Kanner bei sech huet, d'Wunnrecht ze froen, mee déi Prozedure si relativ laangwierig a se sinn net adaptéiert, wann et eng Situation d'urgence gëtt.



Dass et hei engem Èmdenke bedarf, weisen och eis Statistiken. Och wann d'Interventioune wéinst haislecher Gewalt konsequent an d'Lucht geklomm sinn, esou bleift d'Zuel vun den Expulsiounen d'selwecht. Den Undeel vun Expulsioune par rapport zu den Interventioune geet also tendenziell esouguer erof.

Dréttens, de Code pénal, am Bezuch op Violence économique. Laut der aktueller Gesetzeslag gëtt Gewalt géint Fraen zwar duerch divers Artikelen mat ofgedeckt, mee et gëtt keng gesetzlech Dispositiounen, déi déi ganz Komplexitéit vu familiäre Relatiounen an all déi verschidde Formen vun Abusen, déi dorauer entstoe kënnen, definéiert an och kriminaliséiert.

Zum Beispill gëtt et aktuell keng Dispositioun, déi ekonomesch Gewalt definéiert oder bestrooft. Et ass also am Moment schwiereg fir en Affer vun haislecher Gewalt, sech dergéint ze wieren, dass e Partner oder eng Autoritéitspersoun eng extern Kontroll iwwer d'Finanzen ausübt, em verbitt, sech verschidde Saachen unzëeegnen oder seng finanziell Ressourcen ouni Accord benotzt.

Mee de Fakt, dass eng Vertrauenspersoun engem verbitt, méi wéi eng bestëmmt Zomm de Mount fir Iessen auszeginn, eng Onlineformatioun ze maachen, déi eppes kascht, ganz schaffen ze goen oder ongefrot Bankkaarte benotzt, schränkt d'Fräiheet vum Affer extreem an an huet enorm Auswierkungen op seng psychologesch Gesondheet.

En Novum ass dëse Virschlag och net, vu dass ekonomesch Gewalt säit dem 19. Abrëll 2024 notament an der Belsch strafbar ass, wou de Senat en entsprechend Gesetz gestëmmt huet.

Dann, Här President, sinn ech schonn op de Femicide agaan. E Femicide ass e Mord un enger Fra, well se eng Fra ass. Zu Lëtzebuerg kann een aktuell just wéinst Mord verurteilt ginn. Eng Circonstance aggravante kann awer hei sinn, wann de Mord sech géint e Partner oder en Ex-Partner riicht. De Femicide en tant que tel als Strofdot oder zumindest, wéi a Frankräich, als Circonstance aggravante unzekerne wier duerfir an eisen Aen e wichtige Schrëtt.

Effektiv kënn bei engem Mord un enger Fra duerch hire Partner oft eng Dimensioun derbäi, déi bei anere Morde feelt: de Fakt, d'Fra, oft d'Ex-Partnerin, fir eppes ze bestrofen, wat den Täter als Rejet empfënt, sief et eng Trennung, de Fakt, dass d'Affer net wëllt mam Täter zesumme sinn oder dass et eng real oder fiktiv Affär gouf. Et wier dofir an eisen Aen och extreem wichtig, wann een dës Dynamik an Denkwies vun engem Täter am Droit pénal kéint opgräifen an och speziell bestrofen, well et gëtt kee Besëtzerrecht un engem Mënsch.

Mir erkenne jo och un, dass et besonnesch schlëmm ass, wann Elteren hir Kanner ëmbréngen, hir Elteren oder e Partner insgesamt. Da misst et jo och méiglech sinn unzekerne, dass et och Morde gëtt, déi net geschitt wieren, wann d'Affer keng Fra gewiescht wier.

Véiertens: Logement. De Logement ass fir ganz vill Fraen, déi Affer vun haislecher Gewalt sinn an hire gewalttätege Partner gäre géife verloossen, e ganz grouse Problem. D'Fraenhaiser an d'Männerhaiser sinn duerfir extreem wichtig hei am Land, vu dass se en Accueil vu Famillje garantéieren, déi viru Gewalt flüchten an oft keng direkten Ënnerdaach fannen. Mee déi Fraen, déi an de Fraenhaiser Schutz sichen, ginn aktuell net all an dës Strukturen opgehol. Esou kënn et regelméisseg zu engem Refus d'accueil, well d'Fra an/oder d'Kanner keng visibel Tracé vun

haislecher Gewalt hunn oder well hiren Openthaltsstatus prekär ass, zum Beispill eng irregulär Situatioun, en Touristevisum, eng Asylprozedur oder eng Duldung.

Et muss ganz kloer sinn, dass den Accès an d'Structure d'accueil d'urgence onofhängeg dervunner muss sinn, ob d'Fra eng Openthaltsgeneemegung ka virweisen oder ob een op deen éischte Bléck ka gesinn, dass de Partner se geschloen hat. Wann e Mann seng Fra mat de Kanner aus der Wunneng geheit, kann et mat der d'ärzteger Reegelung sinn, dass d'Fra an d'Kanner sech op der Strooss erëmfinden, well d'Fraenhaiser net kompetent duerfir sinn. Et muss onbedéngt garantéiert ginn, dass all Affer vun haislecher Gewalt eng Plaz am Fraenhaus kritt, an och dann, wann d'Gewalt net physisch, mee nëmme ekonomesch war oder wann d'physisch Gewalt net schlëmm genuch war, fir visibel Tracen ze hannerloossen.

Fir ze verhënnern, dass de provisoereschen Accueil am Fraenhaus zu enger Dauerléisung gëtt, wat weeder gutt fir d'Fraen nach fir d'Kanner ass, misst et och e konsequent Programm ginn, fir dass d'Fraen an d'Kanner esou séier wéi méiglech eng dauerhaft Wunnplaz an engem Logement à prix abordable kréien.

Fënneftens: den Openthalt. Bei ville Fraen aus Dréttstaaten, déi aus familiäre Grënn zu Lëtzebuerg sinn, hânt den Openthaltstitel deelweis vum Agresseur of. Bei enger Trennung respektiv Scheedung oder enger Umellung op enger anerer Adress fält dann den Openthaltstitel ewech. A verschidde Fäll ka sech eng Fra duerch en dauerhaften Aarbechtskontrakt administrativ ofsécheren an en Titre de séjour salarié kréien, mee fir vill Fraen, déi net schaffe kënnen, entweder aus gesondheetleche Grënn oder vu dass se Kanner opzéien, fält d'Openthaltseneemegung am Reegelfall dann ewech. Fir eis schéngt et kloer ze sinn, dass mer an deem doten Domän wierklech nach nohëllef musse fir ze kucken, och deene Leit e Maximum u Schutz, un effektivem Schutz, kënnen ze bidden.

Sechstens: Intersektionalitéit. Et dierf een net vergiessen, dass Gewalt géint Fraen och e staarken intersektionelle Charakter huet an afro-descendante Frae méi staark vun Auswierkungen, déi haislech Gewalt mat sech bréngt, betraff sinn. Esou hunn an der Etüd „Being Black in the EU“ 71 % vun de befreiten Afro-Lëtzeburgerinnen uginn, no un der Aarmutsgrenz ze liewen a 47 % vun der afro-lëtzebuergescher Bevëlkerung hu schonn diskriminéierend Erfahrung mat staatleche Strukturen gemaach. Fir déi Frae gëtt et méi schwiereg, sech aus dem Gewaltzyklus ze befreien, andeem ee sech en alternative Logement sicht. Ausserdeem ass hei oft d'Hemmschwell méi grouss, sech Hëllef bei der Police oder bei Dokteren ze sichen.

Effektiv huet den „European Journal of Emergency Medicine“ an enger Etüd vun leschte Joer, also vun 2024, ervirgehewen, dass Frae generell a spezifesch afro-descendante Fraen, zumindest a Frankräich, der Belsch, der Schwäiz, manner seriö geholl ginn, wa si zum Beispill an eng Urgence ginn. Et ass och wichtig ze betounen, dass bei Fraen, déi hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, oft e grousst familiäert oder soziaalt Netz besteet, dat bestëmmt negativ Effete vun enger Separatioun kann offieder, notament wat de Logement uegt. Bei zougewanderte Frae gesäit dat dacks nach ganz anescht aus an oft ass de soziale Krees méi kleng, soudass och hei weesentlech manner Soutien ze erwaarden ass.

Siwentens: Preventioun. Ugefaange mam Rezidivismus. Rezidivismus ass e grouse Problem, wann et

ëm Gewalt géint Frae geet. Laut enger belscher Etüd sinn ongeféier 71 % vun de Männer, déi dohem gewalttäteg sinn, scho virdu wéinst aneren Delikter opgefall. 29 % ware scho virdu wéinst haislecher Gewalt opgefall. Et géif also ganz kloer hëlfe, wann d'Täter géifen en adaptéierte Suivi kréien, fir an Zukunft Gewalt géint Fraen a Kanner kënnen ze evitéieren. Et gëtt zwar zu Lëtzebuerg e Preventiounsprogramm fir Täter vun haislecher Gewalt, mee 2022 sinn 53 % vun de Leit, déi invitéiert goufen, de Programm ze suivéieren, net dohinner gaangen. Hei misst een duerfir iwwerleeën, ob een net misst iwwer konkret Konsequenzen nodenken, wann d'Mesures de prévention net befollegt ginn. Et kéint een zum Beispill driwwer nodenken, ob esou e Programm net eng Konditioun fir eng Libération conditionnelle, e Placement sous contrôle judiciaire oder Sursis kéint sinn.

D'Preventioun betrëfft awer och d'Formatioun. An hei ass e ganz wichtige Acteur och d'Police, déi jo ganz dacks den éischten Intervenant um Terrain ass. Och hei gëtt et zwar mëttlerweil eng Formatioun am Kader vun der Polizeiausbildung zur haislecher Gewalt, mee et misst een hei och iwwer potenziell obligatoresch Formation-continuen nodenken, fir dass d'Beamten och au courant si vun aktuellen Entwécklungen.

An d'Fro vun der kontinuéierlecher Weiterbildung stellt sech och bei der Magistratur. Laut enger Etüd vum Stateg vun 2022 soe 47 % vun de Fraen zu Lëtzebuerg, dass se schonn Affer vun haislecher Gewalt waren. Dat heescht dann och, dass 47 % vun de Meedercher riskéieren, eng Kéier an hirem Liewen Affer vu Gewalt géint Fraen ze ginn. Dofir wier et extreem wichtig an eisen Aen, dass et géif spezifesch Formatiounen fir Schülerinnen a Schüler ginn, déi op déi verschidde Formen vu Gewalt géint Fraen opmierksam maachen an d'Virzeeche vun haislecher Gewalt a Gewalt géint Fraen erklären.

Am Moment bidden zwar divers Organisatiounen an deem Domän un an et gëtt och d'Méiglechkeet fir Lycéeën, eng Interventioun zu deem Thema ze organiséieren, an dat mam Educatiousministère zesummen, mee et wier sécher méi effikass, wann een d'Problematik vun der haislecher Gewalt géif als feste Bestanddeel vun de Schoulprogrammen an den eethesche Fächer zum Beispill opheue respektiv generaliséiert Formatiounen zu deem Thema an de Lycéeën ubidden.

Dozou, Här President, och hei eng zweet Motioun vun eiser Säit.

## Motion 2

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– les recommandations formulées dans le rapport annuel 2024 de l'OKaju ;*

*– qu'au cours de l'année 2023, 451 enfants et adolescents ont été recensés comme victimes de violences domestiques ;*

*– qu'en 2023, dix expulsions ont été prononcées pour des faits liés à la protection de la jeunesse ;*

*– que les enfants ont droit à une protection effective contre toute forme de violence à leur rencontre ;*

*– que des mesures de prévention peuvent aider les enfants et adolescents à identifier les signes avant-coureurs de violence domestique et de violence fondée sur le genre,*

*invite le Gouvernement*

*– à inclure dans les cursus scolaires la thématique des violences domestiques et des violences fondées sur le*

genre, sous une forme adaptée à l'âge des enfants et adolescents, afin de les sensibiliser à leurs droits et aux signes avant-coureurs de la violence domestique.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Här President, zum Ofschloss: Genderbaséiert Gewalt ass e gesamtgesellschaftleche Problem. An duerfir mengen ech och, datt mer en nämme kënne gesamtgesellschaftlech ugoen. An dem Volet vun der Preventioun, a virun allem och der Preventioun, déi kéint a misst a Schoule stattfannen, mengen ech, misst een e ganz eegene Volet nach eng Kéier widmen. An an deem Kontext bedauern ech natierlech och, datt den Educationsminister keng Zäit fonnt hat, fir un dëser Debatt deelzehuelen, well en awer, mengen ech, och e ganz wicthegen Acteur an deem heiten Zesammenhang ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci vilmools, Här Marc Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. Léif Deputéiert, haut diskutéiere mer iwwer en Thema, dat all eis Opmierksamkeit an all eist Engagement erfuert: Gewalt baséiert op d'Geschlecht. Ech wëll dem honorabelen Deputéierte Marc Baum Merci soen, dass hien dëst wictheg Thema op d'Dagesuerdnung gesat huet.

Gewalt baséiert op d'Geschlecht stellt e grouse Problem vun Ongläichheet tëschent de Geschlechter an eng schwéier Mënscherechtsverletzung duer. Rezent Zuele weisen, dass d'haislech Gewalt méi Frae betrëfft. Bei den 1.057 Policeinterventiounen aus dem Joer 2023 waren a 67 % vun de Fäll d'Täter Männer. Vun den 246 Expulsiounen, déi 2023 virgeholl gi sinn, ware bal 90 % Männer.

Et ass also net fir näischt, dass de MEGA – de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit – 60 % vu sengem Budget an alles, wat ronderëm d'haislech Gewalt dréint, stécht. No der Konventioun vum Europarat iwwert d'Preventioun an d'Bekämpfung vun der Gewalt géint Fraen an der haislecher Gewalt, déi als Istanbul-Konventioun bekannt ass, zu Lëtzebuerg uegheoll duerch d'Gesetz vum 20. Juli 2018, gëtt d'Gewalt géint Frae baséiert op d'Geschlecht definéiert als „toute violence faite à l'égard d'une femme parce qu'elle est une femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée“. Gewalt géint Frae gëtt definéiert als „tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris [...] de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée“.

De Koalitiounsprogramm ënnersträicht, wéi wictheg et ass, geschlechtercibléiert Gewalt ze bekämpfen. Sou huet d'Regierung sech ënner anerem dozou engagéiert, d'Lëtzebuurger Dispositioun fir d'Bekämpfung vun der haislecher Gewalt reegelméisseg ze evaluéieren an eng obligatoresch therapeutesch Begleedung fir d'Auteurs vun Doten anzeféieren.

D'Ursaache vun enger eventueller Rezidiv ginn analyséiert, fir d'Betreiung vun den Täter an den Täterin

vu Gewalt ze verbessern. D'Beméiungen zur Sensibiliséierung an der Preventioun vu Gewalt fir all Gesellschaftsschicht gi verschäerft. D'Regierung huet sech och derzou engagéiert, eng ëmfaassend Strategie zur Bekämpfung vun allen Zorte vu Gewalt baséiert op d'Geschlecht, déi vun der Istanbul-Konventioun ofgedeckt ginn, auszeschaffen.

D'lescht Joer huet de GREVIO, en Organ vun onofhängegen Expertinnen an Experten, en Evaluationsrapport verëffentlecht, deen d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun zu Lëtzebuerg analyséiert. Dëse Rapport erkennt d'Beméiunge vun eise Land un, weist awer och Beräicher op, an deenen nach Verbesserungen noutwendeg sinn. Fir nënnen e puer Recommendatiounen ze ernimmen – déi éischt huet den Här Baum jo och genannt –: d'Differenzéierung vun eiser Datekollektioun, dat heescht no Geschlecht, no Alter a Relatioun zum Täter oder der Täterin. Et wier och essenziell, Programmer iwwert d'Gläichheet tëschent de Geschlechter an net gewalttäteg Relatiounen an de Schoulcurriculume festzeschreien. Lëtzebuerg soll an engem nationalen Aktiounsplang seng Beméiungen am Kampf géint all Forme vu Gewalt géint Frae verstärken. Eng Prioritéit soll der Aféierung vun enger nationaler méisproocheger Helpline, déi 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen zougänglech ass, gëllen. Gewalt soll verstärkt eng Roll bei Decisiounen iwwert d'Kannergard a Visittrechter spillen. Eng standardiséiert Risikobewertung soll systematesch fir all Gewaltfäll agefuert ginn.

Dëst sinn nënnen e puer Beispiller vu wicthegen Erausforderungen, déi de Rapport beliicht huet. Mir müssen d'Recommendatiounen eescht huelen a konkret Moosnamen huelen, fir dës Erausforderungen unzegoen. Sou wéi d'Regierung an hirer Äntwert op de GREVIO-Rapport ënnersträicht: Och wann de Lëtzebuergesche Mechanismus géint déi haislech Gewalt gutt funktionéiert, ass ee sech bewosst, dass dësen nach optimiséiert ka ginn an aner Forme vu Gewalt, déi an der Istanbul-Konventioun ofgedeckt sinn, wéi d'Gewalt baséiert op d'Geschlecht, inklusiv Intersektionalitéitsdiskriminatioun an Diskriminatioun géint all Fraen a Meedercher, nach méi encadréiert kéinte ginn.

Wat den Dispositif am Kampf géint all aner Forme vu Gewalt u Fraen ugeet, sou ass d'Regierung sech och bewosst, duerch eegen Analysen an och duerch déi vun GREVIO, dass een nach méi wäit muss aushuelen an d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun verbessere muss. D'Äntwert vum Lëtzebuurger Staat op de GREVIO-Rapport ënnersträicht des Weideren eis Engagementer am Kampf géint Gewalt géint d'Fraen an de Schutz vun de vulnerabelste Membere vun eiser Gesellschaft. Besonnesch ervirzehiewen ass d'Koordinatioun tëschent de Richter a Richterinnen fir d'Familljefäll an dem Jugendrichter a -richterin, dee garantéiert, dass d'Decisiounen am beschte Sënn vum Kand geholl ginn. Och déi kloer Unerkennung vu psychologescher Gewalt, Stalking a sexueller Gewalt weist, dass Lëtzebuerg eng fortschrëttlech Approche huet. Mat enger staarker Gesetzgebung, gratis juristescher Hëllef fir Affer mat limitéierte Ressourcen an der Formatioun vun der Magistratur an der Police bewiese mer eis Null-Toleranz-Politic géint iwwer Gewalt.

Lëtzebuerg bleift engagéiert, fir all Form vu Gewalt konsequent unzegoen an d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter ze fërderen. D'Madamm Justizministeres huet an enger Ried virun der Chamber den 10. Dezember 2024 am Kader vun der Interpellatioun iwwert de Mënschenhandel betount, de legale Kader wëllen unzepassen. Dorënner fält och den Artikel 195-1 aus dem Code de procédure pénale,

deen aktuell virgesäit, dass e Richter oder eng Richterin eng speziell Motivatioun muss uginn, fir een ouni Sursis an de Prisong ze schécken. Dës soll potenziell Täter oder Täterinnen net nënnen dovun ofschrecken, e Verbrichen oder en Delikt ze begoen, mee och eng eventuell Ongestrooftheit ze vermeiden.

De Wëllen, de legale Kader esou unzepassen, ass natierlech am Aklang mam Koalitiounsprogramm. An engem Communiqué vum 10. Januar vun dësem Joer huet d'Madamm Ministesch Follgendes zu der strof-rechtlecher Upassung geschriwwen: „Cette modification du Code de procédure pénale constitue une étape importante dans l'adaptation de la législation pour renforcer la lutte contre la criminalité grave dont toutes les formes de violence [sexiste], notamment envers les femmes et les enfants, et pour protéger ainsi [...] les victimes.“

Dee selwechten Dag ass och am Regierungsrot nach e weidere Gesetzesprojet uegheoll ginn. An der Absicht, d'Rechter vun de Gewaltaffer ze stärke, besonnesch déi vun Affer vu Gewalt am Stot a vu sexueller Gewalt, wäert Lëtzebuerg säi gesetzleche Kader upassen, fir eng besser Ëmsetzung vun der Direktiv 2011/99 iwwert d'europäesch Décision de protection ze erméiglechen. Dës Direktiv bezitt sech op d'géigesäitig Unerkennung vu Schutzmoosnamen am Strofrecht tëschent de Membersstaate fir de Schutz vun de betraffene Persounen – Affer an eventuell Affer – ze verbessern. Et handelt sech heibäi ëm eng Rei Moosnamen, déi d'Rechter an d'Sécherheet vun den Affer stärke, déi eng gerichtelech Schutzmoosnam an hirem Heemechtsland genëssen an déi och an engem anerem EU-Memberstaat, an deem dës Persounen sech ophalen, uwennbar kënne sinn.

Eng Fro, déi mer eis onbedéngt musse stellen ass: Wéi kënne mer präventiv handelen, fir d'Gewalt ze bekämpfen? Et ass kloer, dass eng strikt repressiv Politic net duergeet. La prévention doit commencer par l'éducation. Hautdesdaags gëtt et keng national obligation fir Schoulen, d'Schüler oder d'Schülerinnen iwwer Gewalt oder Geschlechterstereotypen ze sensibiliséieren. Etüde weisen awer, dass gutt Bildungsprogrammer e gewalttäteg Verhalen ëm 25 % reduzéiere kënnen. Dofir ass et wictheg, dës Thematiken an d'Schoulprogrammer ze integréieren, fir sexesches Normen ze dekonstruieren an eng Kultur vum Respekt schonn am früen Alter ze fërderen. D'Regierung plangt d'aféierung vu Sensibiliséierungsmoduler an de Schoulen, eng Initiativ, déi mer natierlech begrëssen a bei där mer ureegen, se weider auszebauen. D'Schoule müssen eng Plaz sinn, wou déi jonk Leit sech wuel a sécher fillen.

Des Weidere muss d'Ausbildung vun der Police, der Magistratur an de Leit, déi beim Staat ugestallt sinn, verstärkt ginn. De GREVIO-Rapport weist, dass dës Beruffer net ëmmer fir d'Geschlechtsperspektiv vun der Gewalt sensibiliséiert sinn. Mir müssen dowéinst eng obligatoresch a kontinuierlech Ausbildung fir dës wictheg Acteuren an Actricë garantéieren, fir Gewaltsituatiounen baséiert op d'Geschlecht besser ze identifizéieren, ze verstoen an ze behandelen. An dësem Zesammenhang huet d'Regierung d'aféiere vu spezifesche Formatiounsseancë fir d'Police an Ugrëff geholl, wat e fundamentale Fortschrëtt ass. Mir därefen an där ganzer Diskussioun ronderëm ugepasste Formatiounen och dat medezinnesch Personal net vergiessen. Bei Kanner kënt dann och spezifesch dat pediateresch Personal dobäi.

Jo, d'Gesetz vum 2003, dat eng Expulsiounsprozedur vu Gewalttäter an -täterinnen aus hirem Doheim agefuert huet mat enger systematescher Betreiung vun engersäits den Affer an anersäits awer och den

Täter oder den Täterin vum haislecher Gewalt, ass e Meilesteen. Projete wéi déi digital Plattform violence.lu, fir ze sensibiliséieren an och hei déi zwou Säiten ze informéieren, hunn eis och schon e Stéck weiderbruecht an eisem Kampf géint d'Gewalt.

Rezent huet d'Regierung och nach nei Initiativen ugekënnegt, wéi d'Opmaache vun engem nationalen Zenter fir d'Affer vu Gewalt, dee 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 op ass. Dëse soll 2025 als Pilotprojet ufänken. Zil ass et, den Affer en onnéidegen Hin an Hier ze erspueren an hinnen ze erspueren, hir Erliednesser e puermol mussen ze erzielen. Wéi och den OKaju an anerer hiweisen, ass et an dësem Kontext och enorm wichteg, dass esou eng Ulafstell esou ausgestatt gëtt, dass se geziilt op d'Bedierfnesser vun de Kanner kann agoen. Esou wäert eng zukünfteg europäesch Direktiv iwwert d'Rechter an de Schutz vun Affer eng immens wichteg Roll spillen. Hei solle mer eis um Barnahus-Modell inspiréieren, deen eng extra Hëllefstellung fir vulnerabel Affer ubitt, an dozou zielen natierlech besonnesch Kanner.

Da soll och den Zougang zu psychologesche Servicer verbessert ginn. Am Kampf géint d'Gewalt si viru Kuerzem zwee nei Servicer an d'Liewe geruff ginn: Lotus, e Croix-Rouge-DropIn-Zenter fir jonk Leit mat aggressiven oder gewalttätigem Verhalten, an de Service d'assistance aux victimes de violence domestique, en infoMann-Service fir Männer, déi Affer vu Gewalt am Stot sinn.

Last but not least kënnt bis de Summer vun dësem Joer och nach en nationalen Aktionsplang géint geschlechtsspezifesch Gewalt, fir eng koordinéiert an nohalteg Approche ze garantéieren.

Den Aktionsplang soll alle Forme vu Gewalt Rechnung droen an zum Beispill Weeër definéieren, fir besser mam Täter an der Täterin ze schaffen an iwwer méi haart Strofen ze diskutéieren. D'Aarbechtssetzunge sollen am Januar ufänken.

Hannert deenen dräi leschtgenannten Initiative steet d'CSV scho ganz laang. Ech erënneren do gären en eng Motioun aus dem Joer 2021, déi heibannen eestëmmege ugeholl ginn ass. An dofir ënnerstëtze mer déi selbstverständlech voll a ganz.

Léif Deputéiert, et ass kloer, dass an Zukunft nach méi Beméiungen noutwendeg sinn, fir déi juristesche Moosnamen ze stäerken. D'Gewalt géint Fraen ass kee Schicksal. Et ass d'Resultat vu sozialen a kulturelle Strukturen, déi mer zesumme kënnen änneren. All Affer huet d'Recht, e vollständigen an effektive Schutz garantéiert ze kréien. Mir hunn all zesummen d'Flicht, ze garantéieren, dass jiddereen a Sécherheet an an Dignitéit liewe kann.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Madamm Morgenthaler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Marc Baum an de Kollege vun déi Lénk fir hir Initiativ an dofir, dass mir dësem wichtige Sujet mat dëser Interpellatioun déi néideg Opmerksamkeet kënnen ginn.

Et geet haut hei ëm en immens breede Sujet. Dofir wäert ech leider net op all Punkt am Detail kënnen agoen. Virun allem awer ass et en immens transversale Sujet, deen immens vill Domänen an Aspekter matenee verflecht. Ech géif dofir versichen, relativ geuerdent op de Sujet anzugeen, eng Bestandsopnam ze maachen, souwuel um Plang vum legale Kader wéi

och vun de Moosnamen, déi haut schon existéieren, Sensibiliséierung a Preventioun ze erfassen an ze kucken, wat fir d'Zukunft virgesinn ass oder wou och nach besonneschen Asaz gefuerdert gëtt.

Ëm déi 88 Asätz pro Mount, bal dräi Asätz pro Dag: 2023 hat d'Zuel vun haislecher Gewalt d'Limitt vun 1.000 Fäll d'Joer iwwerschritt. D'Donkelziffer bleift onbekannt. Wann een d'Statistike kuckt, sinn d'Affer effektiv ganz oft Fraen. De GREVIO-Rapport huet dat och opgegraff a kritiséiert Lëtzebuerg a senger Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun, déi d'Land 2011 ënnerschriwwen an 2017 ratifizéiert huet.

Léif all, mir sinn haut net hei, fir dës Kriticke schéinzeschwätzen. Gläichzäiteg gëllt et awer och, en éierleche Bléck ze werfen op dat, wat iwwert déi lescht Joren am Kontext vun dëser Problematik gemaach ginn ass. Nëmme esou léisst sech feststellen, wou Lacunen existéieren, wou eventuell Mesüeren net gräife wéi se sollen, wat fir Projeten dozou gëeegent sinn, virugeféiert ze ginn, a wat fir zousätzlech Mesüeren noutwendeg sinn, fir der Gewalt an Zukunft en Enn ze bereeden.

Gewalt, dat ass gewosst, existéiert a ville verschidene Formen: kierperlech oder psychesch Gewalt, Gewalt iwwer Manipulatioun a Kontroll, finanziell an administrativ Gewalt an domat och déi associéiert Aschränkung vu Fräiheeten a Rechter. Et ass net just de bloe Fleck um Aarm oder déi déck Léps. Et ass och d'Fra, déi net schaffen dierf goen, déi komplett isoléiert ass, keng Frënn a Kollegee méi trëfft, déi sech selwer net wäertschätzt an dovun ausgeet, dass och keen aneren dat mécht.

Zu de groussen Achsen, wat de legale Kader betrëfft:

E Sujet, deen ugeschwat gouf, ass de Femicide, soi-disant d'Fro, wisou deen net als eegestänneg Strofdot am Code pénal verzechent ass. Dozou sief gesot: Virum Gesetz ass jidderee gläich, well Gewalt d'Affer awer och aus rassisteschen, sexisteschen oder änlech motivéierte Beweggrënn ka viséieren, goufen am März 2023 zousätzlech zum Crime de haine d'Circonstances aggravantes am Code pénal fir Crimmen an Deliten op Basis vum Artikel 454 adoptéiert an erweidert, deemools nach ënnert der Madamm Tanson.

Um Enn vum leschte Joer hat d'Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit, d'Yuriko Backes, nach emol ënnerstrach, dass deen Text esou d'Égalité de traitement vu jidderengem respektéiert a keng Hierarchie tëschent deene villen diskriminatoresche Motiver entstoe léisst. Och wann de Femicide net explizitt am Gesetz steet, ass en awer am Code pénal implizitt viséiert a kann dofir och poursuiviéiert ginn.

Weider gouf 2023 och e Gesetz iwwert de consentement, also d'Averständnis, hei am héijen Haus gestëmmt. Meng Kollegin Carole Hartmann hat et deemools richtig gesot: Bei enger Atteinte à la pudeur beispillsweis ass et net d'Pudeur selwer, déi attackéiert gëtt, mee déi kierperlech a sexuell Integritéit. Hei mécht d'Awëllegung de klengen Ënnerschied tëschent Geschlechtsverkeier an engem Viol, an dat och nëmme, wa se aus fräie Stécker kënnt. Kee Jo ass och en Nee. Dat ass deemools kloer ënnerstrach ginn. Zu dësem Text hunn och verlängert Verjährungsfristen gehéiert, och dat e positive Schrëtt an déi richteg Richtung, deen hei och nach emol soll ernimmt ginn.

Et existéieren och haut schon eng Rëtsch Moosnamen an Entitéiten, fir deene Leit – Fraen a Männer, och Kanner –, déi Affer vu Gewalt sinn, ze hëllefen: Fraenhaiser mat der passender Begleedung, Associatioune wéi Femmes en détresse oder Informatiounssäiten um Internet wéi beispillsweis de

Site Relation2Test, wou ee sech iwwer Unzeeche vun enger abusiver Bezéiung informéiere kann, de Service Umedo, deen Ënnersuchungen duerchféieren a Beweiser enregistrierte kann, Telefonslinne fir Assistenz a Rotschléi, Ulafstellen och fir Männer an och Ënnerstützungsmoosname fir Täter wéi beispillsweis d'Servicer vum Riicht eraus, déi besonnesch an der Preventioun e wichtige Bäitrag leeschten. Dëst just, fir der e puer ze ernimmen.

Besonnesch wichteg ass an der Thematik vun der genderspezifischer Gewalt och d'Preventiounsaarbecht duerch Education, dëst souwuel um formale wéi och um nonformale Plang.

Net méi spéit wéi d'lescht Joer, nämlech den 28. Juni 2024, huet de Plan d'action national pour la promotion de la santé affective et sexuelle au Luxembourg seng zéng Joer gefeiert. Op dësem Dag hu souwuel d'Gesondheitsministesch wéi och de Familljeminister Max Hahn an d'Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit Yuriko Backes eng Deklaratioun ënnerschriwwen, dass si ouch weider fir eng Sensibiliséierung an dëser Matière engagéieren.

Als Deel vun dësem Nationalplang gouf deemools bei senger Aféierung och de Cesas an d'Liewe geruff, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle. Prioritär si Kanner a Jonker duerch dem Cesas seng Aktivitéite cibléiert an d'Servicer hëllefle säit senger Grënnung Konzepter, souwuel fir de formale wéi fir den nonformale Beräich, mat auszeschaffen an ze begleeden.

D'Sensibiliséierung an d'Promotioun vun engem respektvollen Émgang bei der affektiver a sexueller Gesondheet sinn elementar Aspekter, fir eise Kanner a Jugendlechen eng gesond Entwécklung fräi vun alle Stereotypen ze erméiglechen.

Och fir den DP-Bildungsminister Claude Meisch ass kloer, dass d'Schoul iwwert déi sougenannte Santé affective et sexuelle eng wichteg Missioun am Bildungssystem erfëllt. Besonnesch an dëser Zäit, wou Sexualitéit ëmmer méi mediatiséiert gëtt, spillt d'Sensibiliséierung eng wichteg Roll bei der Entwécklung vun de Jonken hirer Identitéit.

An deem Kontext ass och d'Formatioun vum Léier- a Betreuungspersonal onheemlech wichteg. Eleng beim IFEN, dem Nationalen Institut fir Formatiounen a Weiterbildung vum Léierpersonal, fënnt een eng ronn 40 Formatiounen zu themerellevante Sujeten am Katalog: Dat geet vu „Jugendschutz“ iwwert „Wat ass erlaabt a wat net?“ bis hin zu „Les droits sexuels et les violences“. Och ginn ëmmer erëm Konferenzen organiséiert, déi ënnert dem Haapttitel „Let's talk about sex“ ënnerschiddlech Thematiken uschwätzen.

Souwuel am Enseignement wéi och an de Structures d'accueil brénge mir et esou fäerdeg, eis Kanner ze sensibiliséieren, e respektvollen Émgang ze promovéieren a si och esou fir d'Zukunft ze stäerken. Dat war a bleift eis als DP wichteg, dofir hu mer eis och 2023 weider derfir agesat, a mir si frou, dass dat am Regierungsprogramm och esou säin Nidderschlag fonnt huet.

Här President, léif all, wat ass fir d'Zukunft virgesinn? Ech hat et gesot: De GREVIO-Rapport huet eng Rei Kriticke geäussert, deenen dës Regierung probéiert nozekommen. Vereenzelt Usätz sinn och scho gemaach oder ginn aktuell lancéiert.

D'Koalitioun huet wuel erkannt, dass besonnesch Frae vulnerabel sinn, grad am Kontext vu sexueller Gewalt. De Femicide kann och op Basis vum Artikel 454 poursuiviéiert ginn, mee de Koalitiounsaaccord hält och fest, dass eng Evaluatioun iwwert d'Applikatioun vum Text soll gemaach ginn. Och déi bestoend

Strukture sollen ënnert d'Lupp geholl ginn an, falls néideg, sollen och do Nobesserunge kommen.

Bei méi schlëmme Strofdote war et an der Vergaangenheet esou, dass d'Richter hu musse motivéieren, wa si kee Sursis ginn hunn. An Zukunft wäerte si musse motivéieren, wa si Sursis ginn. Sougenannte Jungfräulichkeitszertifikater sollen an Zukunft per Gesetz verbuede ginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Dat selwecht géllt fir d'Genitalverstümmlung. An deem Text, deen d'Justizminister Margue virgeluecht huet, gétt och de sougenannten Délai de réflexion beim Avortement ofgeschaf, och dat Revendicatiounen, déi vun Associatiounen am Beräich vun de Fraerechter kommen.

Mesüren analyséiere geet nëmmen op Basis vun Informatiounen an Daten. Mir hunn am Oktober d'lescht Joer déi legal Basis fir den Observatoire de l'égalité entre les genres geschaf. Dësen Observatoire an Zukunft evidence-based objektiv Informatiounen liwweren, op déi weider Evaluatiounen sech kënnen baséieren.

D'Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit Yuriko Backes schafft och en engem nationale Plang, fir géint genderbaséiert Gewalt virzegoen. An dësem Kontext goufen eng 120 Associatiounen a Gruppen opereruff, hir Suggestiounen eranzerechen. Wuel muss an deem Kontext e besonneschen Accent op der Gewalt géint Frae leien, mee de Plang beschäftegt sech och allgemeng mat der Gewalt géint all Genre.

Schutz virun all Zort vu Gewalt ass a bleift e Mënnschrecht. An dofir schafft de Ministère och mat engem Réseau u konventionéierte Partner zesummen, fir all eis Matbierger viru Gewalt ze schützen.

Dann huet d'Madamm Backes rezent och annoncéiert, dass eng zentral Ulafstell fir Affer vu Gewalt soll kommen. Dës Lokalitéit soll virop Schutz virun der Gewalt bidden an eng adequat Prise en charge vun den Affer mat allen Demarchen, déi musse geholl ginn, medezinnesch an administrativ, assuréieren, an zwar 24 Stonnen op 24. Dëst gesot, gouf den 1. Dezember och schonn den infoMann lancéiert, eng Ulafstell fir Männer, déi och kënnen Affer vu Gewalt sinn.

Ech géif mir erlaben, kuerz nach op e Punkt anzegoen, fir deen d'DP sech och besonnesch asetzt an dee mir perséinlech och besonnesch um Häerz läit. Fir d'DP ass och de sougenannte Safeguarding am Sport e wichtegt Thema, dat am Kontext vun dëser Problematik och sollt en compte geholl ginn. Belästegung a Mëssbrauch sinn zu kengem Moment ze toleréieren an am Sport – och hei zu Lëtzebuerg – müssen d'Wuelbefannen an d'Integritéit vun eise Sportler a Sportlerinnen zu all Moment garantéiert sinn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Mandy Minella (DP)** | Als Sportlerin an als Mamm wëll ech wëssen, dass, vun deene Klengste bis hin zu eise professionnelle Sportler a Sportlerinnen, si all geschützt hirem Hobby oder hirer Professioun kënnen nogoen a souwuel hir kierperlech wéi och hir mental a physesch Integritéit erhale bleift.

Domat, léif Kollegeen, wier ech bal um Schluss vu menger Ried ukomm. All fënnelt Fra hei zu Lëtzebuerg huet schonn emol Gewalt erlieft. Mee nëmmen eng vun zéng Fraen, déi sexuell Gewalt erlieft hunn, traute sech duerno, driwwer ze schwätzen.

Onofhängeg, wéi een dës Gewalt finalement definiéiert – Feminicide, Circonstance aggravante –, de Problem ass net just, wéi mir se nennen. De Problem

ass, dass se ëmmer nach passéiert. An eis Missioun ass et, ze hëllefen, dëse Sujet ze enttabuiséieren, derfir ze suergen, dass all Meedchen, all Fra an och all Mann sech sécher a gestärkt genuch spieren, fir driwwer ze schwätzen, wann hinnen eppes passéiert. An eis Missioun ass et, ze hëllefen, eng Gesellschaft ze schafen, an där gemeinschaftlecht Mateneen am Respekt virun deem aneren zu där Reegel gétt, no där mir all Dag liewen.

An deem Sënn géif ech och gären eng Motioun erarechen. A mat dëser Motioun maache mir nach emol de Constat vun der Situatioun a géifen d'Regierung gläichzäitig och invitéieren, hir Aarbechten, déi se elo schonn ugefaangen huet an déi am Kontext vun dëser Problematik fir d'Zukunft annoncéiert goufen oder déi och soss nach néideg sinn, weiderzeféieren.

D'Motioun ass schonn ënnert de Gruppen an der Chamber zirkuléiert an ass och vun all Grupp ënnerschriwwen ginn, wouriwwer ech mech och freeën a woufir ech Iech all villmools Merci soen.

### Motion 3

*La Chambre des Députés, considérant*

– les recommandations formulées par le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur l'action contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) dans son rapport du juillet 2023 portant sur l'implémentation nationale de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, également connue sous le nom de « Convention d'Istanbul » ratifiée par la loi du 20 juillet 2018 ;

– que l'appréciation du nombre réel des violences subies s'avère problématique comme les agressions se traduisent rarement par des dépôts de plaintes ;

– qu'à défaut d'un renseignement complet sur les violences intervenues, une documentation des circonstances réelles s'avère problématique ;

– que la sensibilisation et la prévention sont des éléments essentiels dans la lutte contre les violences fondées sur le genre ;

– le Plan d'action national pour la promotion de la santé affective et sexuelle au Luxembourg ;

– la loi du 28 mars 2023 complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal ;

– la loi du 7 août 2023 portant modification 1<sup>o</sup> du Code pénal 2<sup>o</sup> du Code de procédure pénale en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs définissant plus précisément le principe du consentement et les violations à l'égard de ce dernier,

saluant

– les premières « Assises fondées sur le genre (veuillez lire : Assises des violences fondées sur le genre) » organisées par le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité ayant rassemblé des représentants de plus de 50 organisations de la société civile luxembourgeoise pour discuter dans des ateliers modérés par des experts du terrain les volets de la formation, de la sensibilisation, de la prise en charge des victimes, de la prise en charge des auteurs et de la collecte des données et de la recherche,

constatant

– que le Plan d'action national « Violences fondées sur le genre » comportera des mesures stratégiques et des

projets concrets se basant sur les quatre piliers de la Convention d'Istanbul en termes de protection des victimes, de prévention contre toute forme de violence fondée sur le genre, de poursuites des incriminations relatives aux différentes formes de violence et de politiques intégrées pour assurer le suivi ainsi que la cohérence des mesures se greffant sur les piliers précités ;

– que le Gouvernement à travers les ministères compétents agit déjà aujourd'hui en coopération avec des organisations et associations du terrain et de la société civile pour lutter contre toute forme de violence fondée sur le genre ;

– que le Gouvernement est aujourd'hui investi dans la prévention par la sensibilisation et la conscientisation ;

– que l'Institut de formation de l'éducation nationale, ci-après « IFEN », offre déjà aujourd'hui dans le cadre de son catalogue de formation continue une quarantaine de cours et formations concernant la santé affective et sexuelle, les droits sexuels, les violences ainsi que les discriminations et autres sujets y relatifs ;

– que le Centre national pour victimes de violence commencera ses missions le 1<sup>er</sup> avril 2025 dans le cadre d'une phase pilote qui sera par la suite étendue pour assurer une prise en charge 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ;

– que le Gouvernement a adopté dans sa séance du 17 janvier 2025 l'arrêté portant institution du Comité d'accompagnement pour la réalisation du Centre national pour victimes de violence ayant comme mission d'assurer « le suivi de la réalisation et de l'opérationnalisation du projet du Centre national pour toute victime de violence », consciente

– que le 28 juin 2024, les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale, de l'Égalité des genres et de la Diversité ainsi que de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ont signé conjointement une déclaration d'intention visant à garantir la continuité des opérations de sensibilisation en matière de santé affective et sexuelle au Luxembourg,

invite le Gouvernement

– à continuer les travaux sur le Plan d'action national « Violences fondées sur le genre » sous la coordination du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, en étroite coopération avec les ministères concernés par le sujet, et en associant les organisations de la société civile et autres acteurs qui sont engagés tant dans la prise en charge des victimes et des auteurs que dans la lutte contre toute forme de violence fondée sur le genre ;

– à suivre de près l'évolution des violences fondées sur les motifs visés à l'article 454 du Code pénal ;

– à développer une approche méthodologique cohérente en matière de collecte et de partage des données et en termes de recherche sur les violences fondées sur le genre comme base politique ciblée et harmonisée et fondée sur des preuves factuelles et scientifiques ;

– à organiser et maintenir des programmes de formations continues dédiés aux intervenants ainsi qu'à toute organisation et personne encadrant les victimes ainsi que les auteurs de violences fondées sur le genre ;

– à allouer des ressources suffisantes pour assurer la pérennité du Centre national pour victimes de violence et pour assurer une prise en charge globale 24/7 par un staff hautement spécialisé ;

– à se donner les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'action national « Violences fondées sur le genre ».

(s.) Mandy Minella, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Claire Delcourt, Dan Hardy, Carole Hartmann, Nathalie Morgenthaler, Jean-Paul Schaaf, Joëlle Welfring.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci vilmools, Madamm Minella. An da wier et elo un där honorabeler Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, haut diskutéiere mer tatsächlech iwwer en Thema, dat méi an der Gesellschaft stattfënt, wéi mer dat mengen. Et ass oft verstoppt, gëtt oft verschwigen an ass awer ganz present, nämlech geschlechtsspezifesch Gewalt, a virun allem d'Gewalt géint Fraen hei zu Lëtzebuerg.

Mir liewen an engem Land, dat sech rüüm, sécher a räich ze sinn. An awer mussen mir eis agestoen, dass dës Sécherheet an dese Wuelstand net jiddwereen errechen. Well och hei zu Lëtzebuerg erliewe Fraen all Dag Gewalt an dat an all hire Facetten. Si erliewen net nëmmen déi physesch Blessuren, mee och déi psychologesch, sexuell oder wirtschaftlech Violencen. Nach ëmmer gëtt et e Mariage forcé. Nach ëmmer gëtt et Verstümmelungen. Fakt ass, dass et nach ëmmer ze vill Gewalt an eiser Gesellschaft gëtt, sief et op der Aarbecht, an der Schoul, online, oder awer och doheem.

A Frankräich schwätzt ee vun enger Kultur vum Mëssbrauch. Déi, déi sech duerno schummen, sinn an der Reegel d'Affer. Si schumme sech dofir, dass se benotzt goufen, dass se sech net gewiert hunn oder net wiere konnten.

An der Fraebewegung vun de 70er-Jore gouf et d'Fuerderung: „La honte doit changer de camp.“ D'Gisèle Pelicot huet dës Fuerderung elo, 50 Joer méi spéit, misse widderhuelen – do ass och de Marc Baum drop agaan –, an dat weist och, wivill Aarbecht nach virun eis läit, fir d'Gewalt an d'Inegalitéit tëscht de Geschlechter ze bekämpfen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | D'Gisèle Pelicot hat de Courage an hat d'Laascht op sech geholl, un d'Effentlechkeet ze goen, fir op Mëssstänn géint d'Fraen opmierksam ze maachen. A si huet Recht domat, wa se seet: „La honte doit changer de camp.“ Net d'Affer solle sech schummen, mee d'Täter. Dass dës Fuerderung nach ëmmer esou eng Reechwäit huet, weist, dass eis Gesellschaft an zum Deel och eise Rechtsstaat an dem Ëmgang domat e fundamentale Gewaltproblem huet.

Déi meescht Gewalt geschitt doheem, also do, wou ee sech eigentlech sécher spiere soll. Sait Jore ginn ëmmer méi Fäll vun haislecher Gewalt gemellt. Dat huet net nëmme mat der wuessender Populatioun ze dinn, mee et gëtt och prinzipiell méi Gewalt dokumentéiert. Dat huet och domat ze dinn, dass mir d'Gewalt haut besser erfaasse kënnen.

Dank vill Formatiouns- a Sensibiliséierungsarbecht an de leschte Joren ass d'Bewosstsi fir d'Thema geklommen an d'Affer traue sech éischter, sech ze melden. Trotzdeem sinn d'Zuele vill ze héich an et huet vläicht och domat ze dinn, dass de Fokus ze weéne op den Täter läit an dass et fir d'Affer a Realitéit ganz schwéier ass, sech ze schützen.

Ech wëll heizou e Beispill ginn, dat ech an de soziale Medie matkrut. Do gëtt et vill Gruppen, dat wësse mer jo, an dës ass eng Grupp, wou just Mammen dra sinn. An ech liesen do och reegelméisseg mat. Dat sinn da Bäitrag, déi dann anonym gepost ginn. Dat si Fäll, wou se dann Angscht kréien oder vun Mann Angscht gemaach kréien an och Gewalt schonn erlief hunn, wa se net dat maachen, wat de Mann vun hinne verlaangt. Si sinn dann och psychescher Gewalt, awer och natierlech physescher Gewalt

ausgesat a si stelle sech dann och tatsächlech do am Grupp d'Fro, wat se maache sollen, wouhinne se solle goen. Si hunn tatsächlech Angscht, Schrëtter ze goen, well se vun hirem Mann gedrot kréien, hir Kanner ewechgeholl ze kréien. Do kommen dann och nach aner Facteuren dobäi: Si wëssen net, wéi se als elengerzéiend Mamm um Wunnengsmaart eng Wunneng kënnen fannen an da geet d'Kette schonn u vun de Froen, ouni eng Äntwert drop ze fannen.

En anert Beispill ass dat vun enger Fra, déi zwar eng sécher Plaz am Fraenhaus elo krut – de Fall ass och viru Geriicht gelant –, mee no vill Emotiounen, no vill Suen, déi d'Fra huet misse bezuelen, ass de Mann schëlleg geschwat gi fir fënnel Joer op Sursis. Hie kann zu all Moment nees virun der Dier stoen an dat ass hei natierlech dann och e Problem. Wann d'Police dat bis matkritt, ass et vläicht schonn ze spéit. Effektiv weisen d'Zuele vum Statec, dass 20 % vun de Fraen d'Gewalt net mellen, well si keng Hoffnung hunn, dass et eppes bréinge wäert.

Dat hei si just Beispiller vun deem, wat a Wierklechkeet geschitt. Fir d'Affer ass et immens schwierig, Recht ze kréien, souguer wa bewisen ass, dass de Mann d'Fra harceléiert, mëssbraucht oder geschloen huet. Sou kritt en an der Reegel keng fest Prisongsstrof. D'Regierung huet hei Ännerungen ugekënnegt an dat ass ganz begrëssenswäert. Déi lescht Regierung huet d'Dispositioun agefouert, dass et sech ëm eng Circonstance aggravante handelt, wann d'Geschlecht vum Opfer eng Roll gespilt huet. Dës Sanktioun huet missen agefouert ginn, well et nach ëmmer fundamental Inegalitéiten an eiser Gesellschaft gëtt, well déi Leit, déi harceléiert, mëssbraucht, ausgenotzt a geschloe ginn, nach ëmmer haaptsächlech Frae sinn. Wat mir ni zouloossen dierfen, ass den Narrativ, dass déi Gewalt verdéngt war. Se gräife ganz bewosst an d'Fräiheet, an d'Selbstbestëmmung vun anere Mënschen an.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Wéi ech virdu sot, geschitt Gewalt haaptsächlech am Privaten. Trotzdeem dierf d'Gewalt ni als Privatsaach considéréiert ginn. Well am Kär ass dës Gewalt e Symptom vun eiser Gesellschaft oder vun enger Gesellschaft, déi sech net ëmmer ëm sech selwer këmmert. Si ass en Zeechen dofir, dass d'Sécherheetsnetzer net méi gräifen. Dat dierfe mir weeder toleréieren nach akzeptéieren. Gewalt ass e Verbrieche, en Affront géint d'Mënscherechter an huet näischt an eiser Gesellschaft verluer.

Eng vun de Konkusiounen vum GREVIO-Rapport ass, dass et an de leschten zwee Joerzénge immens gutt Fortschrëtter am Kampf fir méi Egalitéit a géint Gewalt gouf. D'LSAP huet mam Lydie Err, mam Lydia Mutsch, mam Taina Bofferding sécherlech e Bäitrag dozou geleescht. Et gouf e Fundament geschaf fir méi Gerechtegkeet an och méi Sécherheet. D'Täter kënnen aus hiren Haiser expulséiert ginn a fir d'Affer goufen automatesch Interventionsketten etabliert, wat eng enorm wichteg Errungenschaft fir den Afferschutz ass. Och bei der Sensibiliséierung, bei de Formatiounen fir dat zoustänneg Personal a bei der Ënnerstëtzung viru Geriicht gouf et wichteg Fortschrëtter. Fir déi ënnerschiddlech Violencë richteg verhënnere ze kënnen, mussen se vill éischter als solch erkannt ginn. D'Gewalt muss direkt gestoppt ginn, ier se ausarte kann.

Vu kleng op mussen dofir och d'Kanner Grenze léieren. D'Bildung ass e fundamentale Pilier fir eng gewaltfräi Gesellschaft an et ass katastrofal, wa schonn an de Schoule Stereotypen an diskriminéierend Rollebillen weidergelieft ginn. Dofir ass et

noutwendeg, de Kampf géint d'Gewalt net nëmmen duerch e seriöse Bildungsprogramm virunzebréngen, mee och d'Léierpersonal systematesch ze sensibiliséieren, well och Kanner kënnen indirekt an direkt vun der Gewalt betraff sinn.

De Rapport annuel vum leschte Joer vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet kloer op Problemer higewisen, déi et nach ëmmer gëtt. Mannerjäreg Affer vu Gewalt hunn et besonnesch schwéier, well wann d'Elteren doheem zum schlëmmste Feind ginn, gëtt et kee séchere Bezugspunkt méi an eiser Gesellschaft. Grad dann ass et ëmsou méi fatal, wann d'Sécherheetsnetzer och méi sanctionéieren, wann d'Kanner net eescht geholl ginn a wa se net vun hire Rechter kënnen Gebrauch maachen.

Eng wichteg Pist kéint hei och d'Afféierung vun engem „Childhood-Haus“ sinn. Am Interêt vun eise Kanner si mir als LSAP dovun iwwerzeegt, dass e Modell nom Barnabus misst agefouert ginn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

An deem Sënn ass et gutt, dass d'Regierung dës Joer de Pilotprojet vun enger zentraler Ulafstell fir d'Affer vu Gewalt lancéiere wëll, mee et wier nach besser, wann esou e Service iwwer e Gesetz den néidege legalen Encadrement géif kréien. Mir mussen déi sensibiliséieren an och méi sanctionéieren. Dofir brauche mir besser Strukturen a Prozeduren, fir d'Täter méi streng ze encadréieren. D'Gewaltdoten dierfen ni als Ausrutscher erfogespilt ginn. Dat ass dat falscht Signal, souwuel un d'Gewalttäter wéi och un d'Affer. Dofir ass et wichteg, dass d'Täter sech zum Beispill obligatoresch beim zoustänneg Service Riicht Eraus melle mussen. An et muss seriö Konsequenze ginn, wann dat net geschitt.

De Kampf géint d'Gewalt ass, wéi elo de Mëtteg scho gesot gouf, eng Mammutaufgab. Et ass wichteg, dass d'Regierung d'Ziler vun der Istanbul-Konventioun an d'Fuerderungen aus dem GREVIO-Rapport sou séier wéi méiglech ëmsetzt. Effektiv brauche mir méi ventiléiert an harmoniséiert Zuelen, besser Statistiken, notament och vun de verschiddenen Institutiounen. Grad an der Justiz ginn d'Zuelen zum Beispill nach net esou methodesch erfaasst, dass mir se an der Lutte fir méi Egalitéit a manner Gewalt sënnavoll notze kéinten. Dobäi si grad hei Zuele wichteg, fir Opschlëss kënnen ze kréien an d'Gewaltentwécklung besser kënnen ze verstoen. Ma och viru Geriicht selwer brauchen d'Affer déi néideg Ënnerstëtzung. Et dierf net sinn, dass ee sech scheid, viru Geriicht ze goen, aus Angscht virun den Affekotekäschten. Grad déi Leit, déi finanziell net an der Lag sinn, sech selwer ze schützen, mussen méi vun Staat gehollef kréien. D'Regierung kann dat souwuel direkt maachen, andeems se zum Beispill méi Fraenhaiser zur Verfügung stellt, oder awer indirekt, andeems méi abordable Wunnraum entsteet.

Zum Schluss, an et kann een et einfach net oft genuch soen: Et muss méi sensibiliséiert ginn, méi forméiert an tëscht all deem besser koordinéiert ginn. D'Gewalt muss an all hire Facettë verstan a bekämpft ginn, well et gëtt net just Affer an Täter, mee och den Entourage spillt eng wichteg Roll. Wann een dem Affer hëllef, kann ee sech selwer a Gefor bréngen, oder den Täter ka vum Entourage och encouragéiert ginn.

Fir eng besser Koordinatioun ze erméiglechen, huet déi lescht Regierung en interministerellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff mat Representanten aus dem MEGA, dem Justizministère an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet. Dozou wollt ech och am Fong nach d'Ministesche froen, ob dës Aarbechtsgrupp nach weider stattfënt respektiv ob et deen nach gëtt.

Jo, Här President, mir sinn all géint d'Gewalt a mussen eis an dëser Saach zesummendinn, ob elo an der Politick, bei den Associatiounen, der Police oder am privaten Ëmfeld. Mir dierfen net méi ewechkucken an och als Elteren ass et eis Pflicht, eise Kanner gutt Virbillen ze sinn. All Dag entscheede mir, wéi eng Welt mir hinnen hannerloosse wëllen, an all Dag entscheede mir, wéi vill Gewalt mir zouloosse wëllen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Hardy** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem wichtege Thema wëlle mir als ADR fir d'éischt dorobber opmierksam maachen, datt mir ewech vum kategorisierten Denke wëlle kommen. Fraen a Männer mussen vum Gesetz gläich behandelt ginn. Well et sech hei ëm e ganz komplexe Sujet handelt, kann ech a menger Ried net op alleguerten déi verschidden Aspekter vun deem Typ Gewalt agoen.

Wat ass sexualiséiert Gewalt? Wou fänkt se un? Wou hält se op? Schändlech Aktiounen an deem Kontext gi meeschtens mat Begrëffer wéi „sexuelle Mëssbrauch“, „harcèlement sexuel“ oder „sexuellen Iwwergrëff“ bezechent. Hei geet et ëmmer ëm Grenziwwerschreidungen – net virop ëm Sexualitéit, mee vill méi ëm eng Form vu Machtdemonstratioun. De Begrëff „sexualiséiert Gewalt“ ass nämlech extrem fluid an ënnerläit kulturellen a gesellschaftleche Wandlungsprozesser.

Et ass zu Recht dorobber higewise ginn, och vu menge Virriedner, datt d'Schoulen – an hei si besonnesch d'Lycée gemengt – bis elo keng Obligatioun hunn, d'Kanner an d'Jugendlech fir dës ganz brisant Thematik ze sensibiliséieren. Dofir triede mir d'fir an, datt all d'Forme vun där Gewalt an de Schoule sollen thematiséiert ginn, fir datt d'Schüler fréizäiteg erkennen, wéi een Impakt dës Forme vu Gewalt op d'Affer hunn, gradewéi datt och geziilt Preventiouns-aarbecht mat deene Jonke gemaach gi muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis ass et wichtig, datt virun allem d'Fraen hei am Land keng Angscht mussen hunn, fir eng Plainte ze maachen, wa se Affer ginn, dat aus Angscht, stigmatiséiert ze ginn.

Fakt ass, datt hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren net just d'Fäll vu sexualiséierter Gewalt an d'Luucht gaange sinn, ma och generell all d'Akte vu Gewalt. Fir dat ze ënnermaueren, zitieren ech d'Zuele vum Statec. Waren et am Joer 2010 am Ganzen nach ronn 2.600 Gewaltinfraktiounen, esou gouf et 2023 schonn iwwer 4.700 där Fäll. Dat ass leider eng Tendenz, déi weider an d'Luucht geet.

Iwwerdeems weisen an aneren europäesche Länner d'Statistiken, datt d'Täter dacks aus frieme Kulturkreesser immigréiert sinn. Mir bedauern, datt zu Lëtzebuerg keng esou Statistike gefouert ginn. Fir eis huet de Problem awer och kloer mat Immigratioun ze dinn.

Mir als ADR setzen eis géint all Form vu Gewalt a Kriminalitéit an. Mir wëllen, datt Lëtzebuerg, dat laut Eurostat zu engem vun deenen onsécherste Länner an Europa gehéiert, zu engem vun deene sécherste gëtt.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Dan Hardy** (ADR) | Dat ass esou. Liest Eurostat! Mir fuerderen dofir ...

*(Interruption par Mme Corinne Cahen)*

Nee, mee ...

*(Brouhaha)*

Et geet ëm Gewalt a Kriminalitéit.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Sot et nach e puermol, da gleeft Der et selwer!

**M. Dan Hardy** (ADR) | Mir fuerderen dofir weider, datt d'Bekämpfung vun der Gewalt verstärkt gëtt.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dir dierft net nëmmen den Elon froen!

**M. Dan Hardy** (ADR) | Krimineller an aner Gewalttäter mussen séier a streng bestrooft ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi schlemmst Form vu sexualiséierter Gewalt ass ganz sécher d'Vergewaltung, mee et gëtt vill aner Forme vu sexualiséierter Gewalt, déi ënner Ëmstänn grade-sou eng verheerend Wierkung kënnen hu wéi e Viol. Ech wëll och e puer konkret Beispiller duerleeën.

D'Zwangsprostitutioun. Fir eis ass kloer, datt ee bestëmmte Forme vu Prostitutioun aktiv bekämpfe muss an och alles ënnerhuele muss, fir datt Persounen, déi an dës Prostitutiounsforme verstréckt sinn, erëm aus hirer mënschenonwiederger Situatioun erauskommen: d'Prostitutioun vu Mannerjärege, d'Beschafungsprostitutioun, also d'Prostitutioun vun Drogéierten, an eeben och d'Zwangsprostitutioun.

Obwuel zu Lëtzebuerg d'Prostitutioun iwwerall ze fannen ass, gëtt dës Gesellschaftsberäich oft tabuiséiert an déi betrafte Leit schaffen zum Deel ouni legale Kader, wat d'Diere grouss opmécht fir all Zort vu Mëssbrauch.

Falsch Uschëllegungen. Jo, och falsch Uschëllegunge sinn eng Form vu sexualiséierter Gewalt. Sait 2017 gëtt ënnert dem Hashtag MeToo weltwäit op sexuell Iwwergrëff, an der Haaptsaach vu Fraen, higewisen. Dës Debatt huet mëttlerweil och zu Lëtzebuerg ganz grondsätzlech d'Fro opgeworf, ob et hei am Land e wäit verbreeten Alltagssexismus besonnesch géint Frae gëtt. Am Ausland heefe sech op alle Fall d'Fäll vu Männer, déi am Kontext vun der MeToo-Debatt onschëlleg ugeklot oder diffamiert goufen.

Ganz aktuell gëtt et an Däitschland zum Beispill de Fall Stefan Gelbhaar bei deene Gréngen. Hei hu sech d'Virwërf vu sexueller Belästegung am Nachhinein als onwouer erausgestallt an haten als Zil, deem Här parteiintern ze schueden.

*(Interruption par Mme Sam Tanson et brouhaha)*

Dat gëtt awer esou och reportéiert, Madamm Tanson.

An dann erënnere ech och heiheim un de Fall vun engem DP-Regierungsmember, dem Claude Meisch, fir en net ze nennen, deen an engem Restaurant an der Stad eng Fra geschloe soll hunn. Bis haut wëssen d'Leit am Land net, ob de Minister op der Place publique vis-à-vis vun der Fra tatsächlech handgräiflech ginn ass. Och wann den Här Meisch net verurteilt gouf, ass et sécher, datt säi Ruff dorënner gelidden huet, well déi Affär ëffentlech gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Mir sinn der Meenung, datt Fraen a Männer vun der Justiz gläichbehandelt mussen ginn am Fall, wou si en Akt vu Gewalt gemaach hunn. An als ADR maache mir och keen Ënnerscheid, ob ee Mann oder eng Fra d'Victime ass. Deemno ass Gewalt ëmmer ze verurteilen a streng ze bestrofen, egal wien d'Affer ass.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hardy. An dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Noperen hei, Dir enttäuscht mech awer ni: Ëmmer do, wou et méiglech ass ze spalten, maacht Der et! „Und täglich grüßt das Murmeltier.“ Also, et kann ee sech wierklech drop verlossen.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, fir d'éischt och vu mir e grouse Merci un de Marc Baum fir dës Initiativ. Gewalt géint Fraen ass strukturell a kulturell, jo souguer historesch, wann een un déi griichesche Mythologie denkt, an eiser Gesellschaft verankert a se zitt sech duerch sämtlech Schichte vun eiser Gesellschaft. An ob een e Stacklëtzebuerger ass oder en Immigrant, dat mécht do keen Ënnerscheid.

Zäitgenëssesche Begrëffer wéi „Vergewaltungskultur“ weise kloer op déi normaliséiert Gewalt an eisem Alldag hin. D'Affär Pelicot – si ass schonn e puermol hei erwänt ginn – a Frankräich huet eis op eng tragesch Aart a Weis gewisen, wéi wäit en Affer muss goen, fir Gerechtegheet ze fannen. D'Madamm Gisèle Pelicot huet sech bewosst d'fir entscheet, déi belasschend Biller a Videon ëffentlech ze weisen, fir dass sech endlech eppes ännert, engersäits natierlech, fir d'Beweislaascht ze stäerken, mee och, fir dass aner Fraen an Affer an änleche Situatiounen sech un hir Wieder erënnere, dass d'Schimm muss d'Sait wiesselen an dass d'Täter, net d'Affer, sech solle schummen.

Fir hiren Engagement ze wüerdigen, mussen mer de Kampf géint d'Gewalt a speziell d'Gewalt u Frae mat nach méi Determinatioun weiderféieren. Op d'Gewalt u Minoritéite kommen ech spéider zréck.

Firwat konzentréiere mer eis haut grad op d'Gewalt géint Fraen? Ganz einfach, well d'Zuelen alarmant sinn. Ech mengen, et huet bal all Riedner hei Zuelen, an hei sinn der nach e puer. An Europa erlieft eng Fra vu véier Gewalt an der Partnerschaft. An zu Lëtzebuerg féiere just 5 % vun deene quasi 800 Fäll vu Vergewaltung an deene leschte fënnf Joer zu enger Verurteilung.

Preventioun, Afferschutz a Konsequenze fir d'Täter mussen eist Zil sinn. D'Sprooch spillt heibäi eng wichtige Roll an dat geet bei Wäitem méi wäit wéi eng Kategoriséierung. D'Gewalt muss als dat benannt ginn, wat se ass. A se fänkt scho mat der Zwangskontroll un, dem sougenannte Contrôle coercitif duerch d'Täter. An dat ass de Grondsteen. D'Sprooch ass de Grondsteen fir d'Handelen a fir méi Gerechtegheet.

Dëst bréngt mech och zum GREVIO-Rapport, deen och d'Feele vun enger klorer Sprooch ënnersträicht. Meng Virriedner/inne si bal alleguer op dëst Dokument agaangen, dofir wollt ech just eenzel Aspekter belichten.

Lëtzebuerg huet Fortschrëttler gemaach bei der Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun. A mir gi positiv bewäert, zum Beispill fir eis Strategie géint haislech Gewalt, déi 2021 lancéiert a kontinuéierlech weiderentwéckelt gouf. Et gëtt awer och bemängelt, dass d'Strategie, grad déi géint haislech Gewalt, genderneutral gehalen ass. Dëse Choix kann een duerchaus verteidigen. Schliisslech ginn och Männer Opfer vu Gewalt, e Phenomeen, dee mer als Gesellschaft och eescht huele mussen.

Ugesiichts vun der Enormitéit vum Problem ass et kloer: Tatsaache richtig benennen ass en éischte Wee a Richtung Gerechtegheet! An do komme mer net derlaanscht, och e spezifesch Fokus op d'Gewalt géint Fraen ze leeën.

D'Roll vun der Umedo gëtt och ervirgehuewen. Dës Opferambulanz gouf vum Justizminister Félix Braz op de Wee bruecht. Zënter hirer Ouverture am Joer 2018

huet dës Eenheet zwar eng wichteg Aarbecht gelescht, ma hir Visibilitéit an och den Zougang zu hir, zum Beispill duerch verstärkte Recommandatiounen duerch Dokteren, mussen dréngend verbessert ginn.

*(Interruption)*

Zu de positive Schrëtt gehéiert awer ganz sécher, dass d'Regierung gëschter op den Assises des violences fondées sur le genre d'Émress vum nationalen Aktionsplang géint d'geschlechterorientéiert Gewalt presentéiert huet. Trotzdem bleiwe weider Defiziter, an dës ginn ënner anerem och vu Femmes en détresse ugeféiert.

Nieft der verstärkter Preventioun feelt et weider u genuch Plazen a Fraen- a Meederchershaiser. An och d'Prise en charge vun den Affer ass ausbauféig.

Et ergi sech och eng Rei Froen: Wäert d'Regierung hiert Versprieche aus dem Koalitionsaccord, sech speziell anzesetze fir obdachlos Fraen oder Fraen op der Flucht, och realiséieren? Wat ass d'Virgab fir eng verbessert a komplett Prise en charge vun de Kanner als Affer vu Gewalt oder als Zeie vu Gewalt, zum Beispill an hirer eegener Famill, am zukünftige Plan d'action? Wéi gëtt den Aspekt vun der Violence op Basis vun der Geschlechteridentitéit am Plan d'action berücksichtegt? De GREVIO-Rapport ënnersträicht hei speziell d'Gewalt géint LGBTI-Fraen.

Nieft villen anere gudden Usätz, déi gëschter diskutéiert goufen, ass et an eisen Aen awer besonnesch wichteg, dass och d'Gewalt am digitale Raum hir Plaz an dësem Plang fënnt. Cybermobbing, Grooming, Erpressung mat Sexting-Texter, Verbreede vun Allgemeineren Inhalter an esou weider si leider Deel vun eisem Alldag ginn. An nach ënner der grénger Regierungsbedelegung ass decidéiert ginn, de Bracelet électronique mat engem GPS-System fir Täter anzeféieren, also eng méi performant Versioun wéi dat, wat meeschtens agesat gëtt. An d'Fro wär elo: Wou si mer haut dru mat där doter Initiativ oder der Ëmsetzung dovun?

Zu der ugekënnegter nationaler Ulafstell fir Affer vu Gewalt wollt ech wëssen, ob an der Ausschaffung vun dësem Konzept d'Auswärtung vum de Questionnairen un d'ASBL mat agefloss sinn, déi vun der viregter Regierung lancéiert goufen, dëst, fir de konkrete Besoin um Terrain ze ermëttelen. A mech géif och interesséieren, ab wéini dës Ulafstell soll ronderëm d'Auer an all Dag funktionéieren.

Madamm Ministesch, Dir hat eis an der Kommissioun ugekënnegt, dass den Aktionsplang nach virun der Summerpaus an der Chamber presentéiert an diskutéiert géif ginn. An ech wollt froen, ob dësen Timing nach ëmmer steet. Mir wäerten dës Aarbechte jiddefalls genee suivéieren.

Fir géint d'Gewalt an eiser Gesellschaft am Allgemenge virzegoen, gëtt et sécher gemeinsam Léisungen: Usätz an der Schoul, an der Erziéung oder doheim gehéieren hei derzou. Déi sinn och schonn hei ugeschwat ginn. Mee d'Gewalt géint Fraen ass eng spezifesch Erausforderung, déi och spezifesch Moosnamen erfuerdert, genee wéi all Form vun Diskriminéierung oder Gewalt, ob géint LGBTIQ+-Persounen oder och intersektionell Forme vu Gewalt.

Speziell och fir Kanner als direkt oder indirekt Affer vu Gewalt brauche mer séier an duerchduechte Prisene-Chargen, déi op ausgebildetem Personal berouen.

Här President, all dës Fäll brauchen eege Weeër a Léisungen, déi och am zukünftigen Aktionsplang a virun allem an der séierer Ëmsetzung heivu mussen berücksichtegt ginn. Mir kënnen alleguer eppes heizou bäidroen: Léisungen doheim bei der Erziéung vun eise Kanner ëmsetzen oder och dobaussen am

Alldag mat zum Deel einfache Gesten a mat guddem Beispill virgoen oder heibannen, andeem mer eis zesommen derfir einsetzen, dass mer eiser Gesellschaft déi richtig Reegele ginn, fir dës Problemer an de Grëff ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.** Dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.** Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer iwwer en Theema, dat eis all beréiere sollt an dat mer net ignoréiere kënnen: geschlechterbaséiert Gewalt hei zu Lëtzebuerg.

D'Zuelen, wann ee sech als Éischt emol op d'Zuele baséiert, sinn erschreckend, jo, schockéierend: 2022 bal 1.000 Interventiounen wéinst haislecher Gewalt, 2023 huet d'Police souguer méi wéi 1.000 Asätz wéinst haislecher Gewalt registréiert! An dat ass déi Gewalt, déi ee gesäit, dat ass déi Gewalt, wou deelweis d'Noperen agräifen, dat ass déi, wou Leit Zivilcourage weise fir ze hëllefen. All Woch gëtt am Duerchschnitt eng Persoun aus der gemeinsamer Wunneng verwiisen, wat och erëm e schockéierende Constat ass.

A jo, dat sinn net nëmme Statistiken, dat si Mënschen, dat si Familljen, dat si Leit matten an eiser Gesellschaft. Et betrëfft jiddereen, Kanner, Jonker an Erwuessener, vun all Geschlecht, Hautfaarf oder Hierkonft. Dat heiten ass kee Problem, dee sech op enzel Bevëlkerungsschichten zréckféiere léisst. Dat heiten ass eppes, wat e gesamtgesellschaftleche Problem ass.

De GREVIO-Rapport huet eis gewisen, dass mir als Land nach vill ze maachen hunn. Jo, mir hu schonn e puer Schrëtt an déi richtig Richtung gemaach. Mee et ass nach laang net genuch. An do sinn och ganz kloer mir heibannen als Politiker a Politikerinne gefrot.

Mir brauchen en obligatoreschen Educatiounsprogramm an all eise Schoulen, queesch duerch déi eenzel Programmer. Vun der Grondschoul bis an de Lycée mussen mer eis Kanner a Jugendlech iwwer Respekt, Konsens a gesond Bezéiungen oplären. D'Preventioun fänkt nämlech genau do un, bei der Bildung!

Wa mer iwwer Bildung schwätzen, da mussen mer och iwwer Formatioun schwätzen. Jo, déi vun eise Polizistinnen a Polizisten an der Magistratur. Och déi Formatioun mussen mer daitlech verbesseren. All Policebeamten an all Riichterin oder Riichter soll eng speziell Formatioun kréien, fir mat Affer vu geschlechterbaséierter Gewalt ëmzegoen. Dofir brauche mer dann och déi néideg Ressourcen, personeller, mee natierlech och finanzieller fir d'Hëlleforganisatiounen. Well e Constat och hei: D'Fraenhaiser si permanent iwwerlaascht, a vu Plaze fir männlech Affer guer net ze schwätzen!

Mir brauchen op d'mannst 50 nei Plazen an de Schutzstrukturen, an dat u sech nach dëst Joer. Mir mussen awer och an den nächste Jore méi Schutzplaze fir Affer vu geschlechterbaséierter Gewalt schaffen, wou si Schutz fannen a gehollef kréien. An och fir mannerjäreg Affer vu Gewalt brauche mer eng spezifesch Ulafstell, wou se professionell encadréiert kënnen ginn. Well och si sinn dacks, ze dacks, Affer vu Gewalt.

An zum Deel mussen mer, an dat huet d'Madamm Minella richtig gesot, iwwert de Safeguarding am Sport schwätzen, e ganz wichtege Projet, wou et och wichteg ass, dass all d'Acteuren zesammeschaffen. Mee mir mussen natierlech och an all deenen anere Beräicher vun eisem gesellschaftleche Liewen do-robber agoen.

An der Moyenne, an dat huet den OKaju eis gëschter, wann ech mech net ieren, nach eng Kéier an Erënnung geruff, gëtt all aacht Deeg eng Plainte wéinst Viol vun engem Mineur deposéiert.

Heibanne si ganz vill Eltere vu klengen a manner klenge Kanner. An als Papp vun engem jonke Meedche beonrouegt mech dat. Ech muss Iech net erklären, wat dat mat engem mécht. A virun allem wëll ech him net erkläre mussen, dass esou Zuelen normal wieren. Well se dierfen et net sinn! Mir mussen d'Täter an de Grëff kréien an net de potenziellen Affer gutt gemengte Rotschléi mat op de Wee ginn, wéi se net zum Affer kënnen ginn. Nee, mir mussen derfir surgen, dass d'Täter net zu Täter ginn! Well dann hu mer richtig Preventioun gemaach. An dofir mussen mer och de juristesche Kader iwwerschaafen. Well wann dann awer een zum Täter gëtt, trotz aller Preventiounsarbecht, déi esou wichteg ass, jo, da mussen mer e juristesche Kader hunn. An do dierf d'Beweislaascht net esou schwéier op den Affer leien, wéi dat am Moment de Fall ass. Dofir brauche mer eng Reform vum Code pénal, déi d'Realitéit vu geschlechterbaséierter Gewalt besser reflektéiert.

Wat de Code pénal ugeet, mussen mer fundamental Ännerunge maachen. Well aktuell gesäit eist Gesetz zum Beispill verschidde Forme vu Gewalt, an dat gouf haut schonn e puermol gesot, net adequat vir, wéi zum Beispill de Femicide als Condition aggravante. Mir mussen och d'Definitioun vu sexueller Gewalt erweideren. De Konsens muss explizit festgesat ginn. Et geet nämlech net duer ze soen: „Nee heescht Nee!“ Mir brauchen eng kloer legal Basis fir ze soen: „Nëmme Jo heescht Jo!“

Da brauche mer eng nei juristesche Approche bei der Beweisféierung – och dat gouf schonn ugeschwat –, well heiansdo mussen ee quasi onméiglech Beweiser liwweren. Wichteg Ännerunge wäeren hei an eisen Aen zum Beispill d'Unerkennung vu WhatsApp- an SMS-Norichten oder anere Messenger-Déngschter an och d'Méiglechkeet fir d'Affer, direkt no der Dot vereedegt Aussoe kënnen ze maachen, déi awer net forcement direkt zu enger Plainte mussen féieren, well mir wësse ganz genau, dass ganz heefeg dee Choix, sech deem ze exposéieren, eng Plainte ze deposéieren, awer Leit dervunner ofhält, Hëllef ze sichen.

Mir mussen dann och d'Strofe fir d'Täter verschäerfen, besonnesch bei Widderhuelungstäter. Mir fuerderen dowéinst nieft enger obligatorescher psychologescher Behandlung fir all Täter och eng Mindeststrof bei schwéierer geschlechterbaséierter Gewalt wéi och eng Verlängerung vun der Verjärungsfrist vun deenen Akten.

Des Weidere brauche mer speziell Bestëmmunge fir digital Gewalt, Cyberstalking, Revenge Porn an Onlinebelästegung oder AI-generated Revenge Porn, wat anscheinend och mëttlerweil schonn nees eng Saach ass. Mir gesinn, d'Technologie an d'Imaginatioun vun Tätergruppe geet vill méi séier, wéi mir als Legislatuer iwwerhaupt wierder fannen, fir verschidde Tätegkeeten ze beschreiwen.

An dofir mussen mer och d'Prozedur vun de Schutzuerdere vereinfachen. Ech mengen, dass dat och eppes ass, wou net vill Dissens drop herrscht.

Wann ech also op ee leschte Punkt kann agoen, da vläicht nach, dass mer d'Rechter vun den Affer mussen stäerken, d'Recht op eng gratis juristesche Berodung vum éischten Dag un, onofhängeg vun der sozioeonomescher Réalitéit vum Stot, grad fir Affer, fir se ze encouragéieren, hir Rechter wouerzehuelen, d'Recht op psychologesche Begleedung während der ganzer Prozedur an d'Recht op e Schutz virum Täter während dem ganze Prozess.

Dat, mengen ech, wärem Reformen, déi ganz vill géife maachen, fir net nëmmen d'Affer am Viraus ze schützen bei der Preventioun, mee eeben och fir se, wa se da bis Affer gi sinn, kënnen ze schützen während deem Prozess, datt se net nach eng zweete Kéier zum Affer gemaach ginn. Well Gewalt géint Mënschen ass keng Privatsaach. Et ass e gesellschaftleche Problem an et ass eis kollektiv Verantwortung als Politikerinnen a Politiker, dogéint virzegoen. Well nëmmen eng Gesellschaft ouni Gewalt ass eng Gesellschaft mat Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Clement. Jo, Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson (déi gréng)** | Et gétt net Parole après Sven Clement, mee ech wollt awer just eppes soen, wat den Här Clement elo gesot huet, well et einfach wichteg ass, dass mer dat net esou am Raum stoe loosson.

Mir hunn eng Dispositioun an eisem Code pénal säit dem August 2023, deen de Consentement kloer definéiert. Bei eis zu Lëtzebuerg ass et evident, dass nëmme Jo Jo heescht. Dat ass säit deem Gesetz ganz kloer gereegelt an dofir wëll ech net, dass et falsch verstane gëtt, dass ee géif mengen, dat wär net de Fall. An ech fanne schon, als Deputéierten, wann een dat Gesetz matgestëmmt huet, sollt een awer oppassen op déi dote Saachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Tanson.

Dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung. Madamm Minister.

### **Prises de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité** | Voilà, Här President, honorable Deputéiert, vu menger Säit och merci dem Här Baum fir dës Interpellatioun an och merci sämtleche Fraktiounen an Deputéierten, déi zu deem Sujet geschwat hunn, fir Är Ureegungen a fir Är Iddien zu deem ganz wichtige Sujet, engem Sujet, dee wierklech zu de Käraufgabe vum Gläichstellungsministère, vum MEGA, gehéiert. Mee et ass ganz, ganz kloer, an ech mengen, dat gesi mer un der Diskussioun de Mëtteg: Hei sinn e ganze Koup Ministère an Ministeren, déi hei och an der Verantwortung stinn. D'Justizministesch ass de Mëtteg hei bei mer.

Dir hutt et mentionéiert, de Rapport GREVIO vum Europarat, deen datéiert vum Juli 2023 a gétt eis eng ganz Rei vu Recommendatiounen mat op de Wee. Eis Zesummenaarbecht mam Conseil de l'Europe ass wierklech ganz wichteg, scho jorelaang. An dat wëlle mer och weiderféieren. Et ass vläicht just interessant ze mentionéieren, dass mer och de Moment d'Presidence vum Comité des ministres vum Europarat hunn an dass eng vun eise Prioritéiten an deem Kontext och de Vivre ensemble ass. Dat ass e bësse méi breet wéi dat, wat mer elo hei beschwätzen, mee déi heite Problematik an deen heite Sujet sinn och en Deel dovunner.

De GREVIO huet eis a sengem Rapport ënner anerem zwou weesentlech Mesüre proposéiert oder éischter gefuerdert: éischters eng global Strategie géint all Forme vu geschlechtsbasierter Gewalt, déi vun der Istanbul-Konventioun dann och couvréiert sinn, an zweetens d'Schafung vun enger zentraler Ulaftell fir all d'Affer vu Gewalt. Déi zwou Recommendatiounen stinn dann och ganz konkret am Koalitiounsaccord an ech schaffe mat mengen Ekippen am MEGA, mee

och mat deenen anere Ministère, déi hei concernéiert sinn, wierklech op Héichdruck, fir dass mer hei weiderkommen. Fir mech ass dat wierklech ganz, ganz wichteg!

De generelle Kontext, an deem mer hei schaffen an am Fong liewen, ass vun engem ganze Koup vun Iech och mentionéiert ginn, well mir gesinn trotzdeem massiv Pushbacks, wierklech mat engem Ugrëff op gläichstellungspolitesch Theemen. Mir gesinn Ugrëff géint d'Fraerichter, mir gesinn Ugrëff géint d'Minoritätsrechter. Dat si wierklech Menacen, ob et online, ob et offline ass, an dat ass e bësse wéi Gëft, dat sech duerch eis Gesellschaft ... an och am Discours, dee mer ganz oft héieren, et ass wierklech Gëft, dat an eiser Gesellschaft gespreekt gëtt.

D'Affär Pelicot ass scho puermol kommentéiert ginn. Ech mengen, dat weist wierklech d'Geschicht vum Versoen op ganz, ganz villen Niveauen an eiser Gesellschaft. Ech mengen, et ass gutt, dass dat awer en Debat ugestouss huet iwwert d'Grenze vu Frankräich eraus. An och mir sollen eis Gedanke maachen: Wat heescht dat fir eisen Dispositif am Kampf géint geschlechtsbaséiert Gewalt?

Dee Kontext ass keen einfachen. Ech mengen, dat motivéiert mech an d'Kolleginnen a Kollegen an der Regierung awer nach méi, sou dass mer wierklech op dese Sujete weiderkommen an dass mer konkret weiderkommen an dass mer och wierklech zesummen, et zesumme mat der Chamber, desen negativen Entwécklung konstruktiv a positiv entgéintwierken.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, gëschter huet de MEGA effektiv eng ganz wichteg Konferenz organiséiert. Et sinn déi éischt Assisen an der Geschicht vun eisem Land iwwert d'Violence fondée sur le genre. An ech wëll och deenen Deputéierte Merci soen, déi gëschter do waren. Ech hunn Iech et scho gesot, Här Baum: Ech hunn Iech vermësst gëschter op den Assisen. Mee dofir kënnen mer jo haut hei driwwer schwätzen.

D'Konferenz, mengen ech, war e ganz grouse Succès. Mir hate 60 Organisatiounen mat iwwer 120 Vertriederinnen a Vertrieder, déi sur place waren. Fir mech ass et wichteg, an dat hunn ech am Ufank vun deem Prozess och gesot: Dat heite muss eng participativ Approche sinn, fir dass mer hei weiderkommen. Mir mussen transversal denken – dat ass och schon e puermol heibanne gesot ginn – an dat ass genau dat, wat ech wëll maachen. An déi Konferenz war elo wierklech eng ganz wichteg Etapp fir d'Ausschaffe vum nationalen Aktionsplang géint gender-based Violence.

D'Assisen hate verschidden Zilsatzungen. Ech mentionéieren et vläicht kuert, fir dass Der et och besser verstitt, ier mer dann och kënnen méi am Detail eng Kéier an der zoustänneger Chamberskommissioun driwwer schwätzen. Et war mer wichteg, éischters sämtlech Acteuren – well mer hunn e ganze Koup Acteuren: dat sinn natierlech Ministère, dat sinn éffentlech Institutiounen a Verwaltungen, dat sinn ONGen an et sinn d'Interessevertriedungen aus dem sozialen, aus dem gesondheetlechen, aus dem pädagogesche Beräich – zesummenzebréngen op deem wichtige Sujet, an zweetens, dass mer op eppes opbauen, wat scho besteet, well et gétt ganz vill. Mee mir kënnen dat verbessern, mir kënnen et optimiséieren, mir kënnen eis besser vernetzen. An dofir ass wierklech déi pluridisziplinär Approche esou wichteg.

An da solle mer eis och wierklech bewosst sinn, em wat et hei geet, wa mer vu geschlechtsbasierter Gewalt schwätzen, well – Dir hutt et och richtig gesot –

hei schwätze mer net just vun haislecher Gewalt. Dat heiten ass vill méi breet, et geet vill méi déif, y compris Cyberharcèlement, ekonomesch Violence ass och scho mentionéiert ginn, mee d'Lëscht ass extrem laang an dofir ass et och wierklech eng ganz villschichteg Problematik.

Gëschter op eiser Konferenz hu sech d'Leit zesumme fonnt a verschiddenen Atelieren, wou déi verschidde Voleten, déi Dir och mentionéiert hutt, am Detail diskutéiert gi sinn. Wat fir Verbesserung brauche mer bei der Offer vun de Formatiounen? Ganz wichteg. Wéi kënnen mer besser opklären, sensibiliséieren an informéieren am Kader vun der Preventiounsaarbecht? Wéi kënnen mer d'Auteure vu Gewalt méi an d'Veantwortung huelen a se och sanctionéieren? Wéi kënnen mer d'Affer vu geschlechtsbasierter Gewalt besser en charge huelen? A wat fir Nobessere brauche mer, wat de strofrectleche Kader ugeet? An en anere ganz wichtige Volet ass: Wéi kënnen mer eng besser fakten- an zuelebaséiert Politick ëmsetzen, déi sech och op wëssenschaftlech Erkenntnisser a realitéitsno Zuele stäipt?

Ech mengen hei, dat sinn alles Voleten, wou mer nobessere kënnen, wou mer nobessere mussen, mee wou mer, wéi gesot, iwwer eng participativ Approche mat de Leit, déi um Terrain sinn, déi mat de Leit schaffen, déi sech all Dag mat där doter Problematik ausereesetzen, konfrontéiert sinn.

Ech kann Iech elo d'Konklusiounen net ginn, well dat war gëschter Mëtteg. Mee déi Konklusiounen, déi wäerte gezu ginn a Rapporten an déi wäerten natierlech analyséiert ginn. An de But ass jo hei, dass déi dann an den Aktionsplang mat afléissen. Dat ass hei de But. Dat heite waren elo déi éischt Assisen. Ech géif soen, wa mer de Plang bis stoen hunn, da kann eventuell esou eng Zort vun Assise och eppes sinn, wat herno an der Ëmsetzung och en interessant Format ass, dat heescht et war vläicht déi éischt Assise, mee vläicht net déi lescht.

Et gétt ganz, ganz vill zu deem Sujet ze soen. Ech probéieren, e bëssen op d'Zäit ze kucken.

Fir dese Plang auszuschaffen, hate mer bis elo en informellen Aarbechtsgrupp, wou d'Ministère zesumme mat deenen Acteuren um Terrain dann och dra sinn. Ech mengen, dee Grupp, dee wäert sech och formell kreéieren, wa mer de Plan d'action national offiziell lancéieren, wa mer Iech e presentéiere kommen. Wann e mol vun der Regierung ofgeseent gëtt, da wäert och e formelle Grupp kreéiert ginn, well, ech mengen, eng staark Gouvernance ass ganz wichteg, an dat ass och eng vun de Recommendatiounen an et gétt och vum GREVIO gefrot.

Dat heescht: Wéi geet et elo weider? D'Konklusiounen vun den Assise ginn elo scho Mëtt Februar an deem informellen Aarbechtsgrupp, deen et haut gétt, diskutéiert. An do sinn natierlech sämtlech Ministère wierklech och hei an der Verantwortung. Mir mussen alleguerter matschaffen an ech mengen, d'Justizministesch ass eng vu villen, mee och merci, dass si de Mëtteg hei ass, well e ganze Koup vun de Mesüeren, em déi et hei geet, falen natierlech an den Domän vun der Justiz. Mat de Reformen, déi rezenterweis och vum Regierungsrat ugeholl goufen, hunn d'Justiz- an och d'Santésministesch zesumme mat der Regierung wierklech bewisen, datt mer et ganz eescht menge mam Afferschutz an och mat de Fraerichter.

Ech mengen, op de Volet Feminicide wäert d'Elisabeth Margue herno nach agoen. Ech suivéieren des Aarbechtsmethod, wéi gesot, op eng inklusiv Aart a Weis ze schaffen. An ech sinn natierlech och frou, fir an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze kommen, fir dat dann alles och nach méi am Detail



ze presentéieren, wann d'Konklusiounen dann aus deenen Ateliere gezu gi sinn. A jo, mäi Plang ass nach ëmmer, de Plan d'action national virum Summer fäerdeg stoen ze hunn.

Deen zweete Volet, dee mech da méi spezifesch berëtt, dat ass d'national Ulafstell. Déi steet och am Koalitiounsaccord an ass fir mech och wierklech ganz wichteg. Et läit mer wierklech um Häerz, dass mer dat hikréien. Ech hat Iech dat scho gesot, mir wëllen de Pilotprojet am Abrëll lancéieren. Mir sinn do en dernière ligne droite, mir sinn an der konkreter Planungsphas, loosse mer et esou soen, well d'Zesummespill mat deene verschiddenen Acteuren ass wichteg. Mir mussen d'Prozeduren opsetzen. Do mussen nach verschidde Saache gekläert ginn, mee ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat fir den Abrëll hikréien.

Hei geet et drëms, déi verschidde Volete vun enger ganzheetlecher Prise en charge op enger Plaz zesummenzebréngen, dat heescht dee medezinnesche Volet, dat heescht déi psychologesch, juristeschen an och polizeilech Demarchen. Déi Ulafstell, déi soll à terme 24 Stonnen op 24, 7 Deeg d'Woch fonctionéieren, dat heescht iwwer Telefon an och sur place. Dat hu mir elo net a véier Méint stoen. Do mussen mol Leit agestallt ginn. Dat muss sech fannen. Mir wëllen dat natierlech esou séier wéi méiglech stoen hunn. Mee dofir schwätze mer eeben elo vun engem Pilotprojet, un deem mer schaffen, wou da step by step dat wierklech esou en place gesat gëtt, dass mer herno eng Ulafstell hunn, déi wierklech 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, mat professionelle Leit fonctionéiert.

De Regierungsrat huet och Mëtt Januar – ech mengen d'lescht Woch oder virun zwou Wochen, ech weess et net méi – e formell Begleeterorgan an d'Liewe geruff, wou dann d'Ministère dra sinn, och d'Justizautoritéiten, och d'Police an dann natierlech eisen operationelle Partner, an dat ass d'Croix-Rouge. Wéi gesot, dat heiten ass dann d'Pilotphas, déi mer am Prinzipp am Abrëll wäerte lancéieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat hikréien an dann eppes hunn, op dat mer da wierklech kënnen opbauen.

Verschidde Froen, Här Deputéierten, déi an der Interpellatioun, an Ärer Interventioun opgeworf gi sinn, betreffen elo och aner Ministèren, virun allem de wichtege Volet vu Formatiounen. Ech si frou, Iech elo hei och e puer Elementer kënnen matzedeelen, déi d'Formatioun bei der Police ubelaangen, Informatiounen, déi ech vum Inneministère kommunizéiert krut an déi ech Iech da géif hei wëlle mat op de Wee ginn.

D'Basisformatioun vun de Polizistinnen a vun de Polizisten couvréiert de Sujet vun der haislecher Gewalt. Déi polizeilech Interventioun bei haislecher Gewalt stellt eng heefeg Aufgab, wéi mer wëssen, vun all Polizist a Polizistin duer. Et ass eng geféierlech Aarbecht, well se och imprevisibel ass. An dofir schafft d'Police och hei scho säit Jore mat Femmes en détresse, déi d'Polizistinnen an d'Polizisten forméieren.

Och iwwer aner Forme vu Gewalt, mat deenen d'Police ze dinn huet, gëtt et Formatiounen. Allerdéngs muss een awer soen: Et besteet um Niveau vun der Police keng spezifesch Formatioun zu den eenzelne Forme vu geschlechtsbasierter Gewalt. Ech mengen, dat ass dann och eppes, wat mer am Aktiounsplang wëllen ugoen a wat mat der Police diskutéiert gëtt.

Generell wëlle mer am nationalen Aktiounsplang en Akzent op de Volet Formatioun setzen. An hei geet et wierklech drëms ze kucken: Wéi eng Formatioun gëtt et? Wou missten d'Inhalter verbessert ginn? Wou misste se prezisiéiert ginn, fir dann och déi verschidde

Forme vu Gewalt spezifesch zum Beispill fir Schoullungen ze gebrauchen, déi da modulabel kënnen sinn, jee nodeem, wien déi da soll beusprochen? Alles dat wäert dann och an den Aktiounsplang afléissen.

Ech wëll Iech och matdeelen, dass de MEGA zesumme mat der Police, den LGBTIQ+-Associatiounen a mat Femmes en détresse amgaangen ass, un enger Formatioun iwwer Diversitéit an Antidiskriminatioun ze schaffen. An eng aner Initiativ vun der Police, déi och zesumme mam MEGA während der Orange Week ëmgesat ginn ass an déi ech och ganz begrëssen, ass de formidable Long-métrage „Hors d'haleine“ vum Lëtzebuurger Realisateur Eric Lamhène. Deen ass virun 180 Stagiaire-fonctionnaire bei der Police gewise ginn. Also fir déi, déi dee Film net gesinn hunn: Ech kann e wierklech nëmme recommandéieren! An dee Film gëtt dann och am Formatiounsprogramm vun der Police an Zukunft mat integréiert. An eisen Aktivitéiten, déi vum MEGA organiséiert ginn, wäerte mer och op dee Film zrëckgräifen. En ass wierklech ganz gutt gemaach a wäert e wichtege Bestandteil vun eiser Sensibilisatiounsarbeit sinn.

Dann ass an der Interpellatioun och d'Fro opgeworf ginn, wat fir Outil-de-formationen an eise Bildungswiesen zur Verfügung stinn. Do kann ech Iech dann zu deem Volet vläicht e puer Informatiounen hei iwwermëttelen. Ech wëll betounen, dass den Educatiounsministère eng ganz Rei Initiativen a senger Hand huet, fir der Gewaltthematik an de Schoulen och resolutt entgéintzotrieden, an déi virun allem och dem Léierpersonal sollen zur Verfügung stoen.

Et gëtt zum Beispill e Guide „Maltraitance de mineur: Procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse“, wou et drëms geet, dem Léierpersonal déi Prozeduren nozeleeën, déi mussen entaméiert ginn, wann d'Wuel vun engem Schüler oder enger Schülerin a Gefor ass. Dat geschitt natierlech ëmmer ënnert dem Secret professionnel, zemoos dann, wann e Signalement bei der Police muss gemaach ginn, wa sech konkret Indicien opdoe vu grave Fäll vu Gewalt.

An deem Kontext sief och op de Rôle vun dem Service psycho-social et d'accompagnement scolaires an de Schoulen higewisen, deen e wichtege Point de contact ...

*(Signal sonore d'un portable, hilarité et brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | A, TikTok.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat gëtt d'Geleeënheet, eng kleng Paus ze maachen, Madamm Minister, an da fuere mer weider.

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Et ass schéin, e bësse Musek der-tëschent ze héieren. Da si mer elo alleguerten nees e bëssen opgefrescht. Voilà!

Ech wollt op de Rôle vun dem Service psycho-social et d'accompagnement scolaires an de Schoulen hiweisen, deen och e wichtege Point de contact fir d'Schülerinnen a fir d'Schüler, fir d'Elteren an awer och fir d'Léierpersonal ass, fir bei Gewalt oder bei Verstéiss géint d'Kannerrechter no Ausweeër ze sichen.

E weidert Element an deser Diskussioun ass awer och d'Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Lycéeën, wou all Lycée obligéiert ass, Délégués à la protection des élèves aus dem SePAS-Personal oder vun de Services socio-éducatifs ze designéieren.

Da stellt de MENJE dem Léierpersonal och e Guide „Let's talk about sex“ zur Verfügung, mat Informatiounen iwwert d'Santé affective et sexuelle. Ech ginn elo net an d'Detailer. Ech mengen, hei sinn e ganze

Koup Saachen, déi et och am Educatiounsministère haut scho gëtt. Dass deen Dispositif, deen et gëtt, verbesserungsfäeg ass, dat ass, mengen ech, wéi bei allem, wat mer maachen, d'Realitéit.

Vläicht e leschte Punkt zu deem Sujet: De Bildungsministère ass amgaangen, un engem „Guide d'accompagnement des élèves trans au sein des lycées“ ze schaffen. Ech mengen, och dee Volet ass hei mentionéiert ginn an ass och wichteg.

Bon, wa mer vun Educatioun schwätzen, kéinte mer elo och d'Bréck maachen op eng Diskussioun, déi mer den nächsten Dënschdeg an der Petitiounskommis-sioun wäerten hunn. Et geet ëm LGBTIQ+-Thematiken. Ech wëll där Debatt natierlech absolutt net virgräifen, mee Sexismus opgrond vu sexueller Orientéierung oder Geschlechtsidentitéit, ob dat Homophobie, Lesbophobie, Transphobie, awer och Misogynie an all hiren Ausféierungen, ob dat verbal, psychesch oder physesch ass, och dat ass geschlechtsbaséiert Gewalt.

A wa mer gesinn, wat no deene Petitiounen, wéi déi deposéiert gi sinn, geschitt ass, ech mengen, dann ass d'Schlagwuert do wierklech Hatespeech. Mir gesinn d'Klima vun Haass. Mir gesi Gewalttopriff. An ech mengen, dat huet alles wierklech näischt, awer och glat a guer näischt mat Meenungsfräiheet ze dinn! Mir gesi Fraerchter, déi a Fro gestallt ginn. Mir gesi Rechter vun LGBTIQ+-Communautéiten, ...

*(Interruption)*

... déi a Fro gestallt ginn, Mënscherechter, déi a Fro gestallt ginn. An alles dat kënnen mir net akzeptéieren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Den Discours de haine, dee mer do gesinn, huet eis och derzou motivéiert, verschidden Acteuren zesummenzeruffen – dat war de leschten November –, fir justement och iwwert dat ze schwätzen, ob dat online oder offline geschitt, wou mer d'Police, de Parquet, och déi staatlech finanziéiert Acteure wéi BEE SECURE, Kanner-Jugendtelefon, Zentrum géint Radikalisatioun, zesumme geruff hu fir ze kucken, wéi mer kënnen zesummeschaffen, fir deem entgéintzewirken.

An ech mengen, dat sinn alles Thematiken, déi wäerten an de Plan d'action national géint gender-based Violence afléissen. Déi wäerte mer och am Kader vun neien oder iwwerschaafte Plan d'action national LGBTIQ+ aféieren, well ech mengen, Hate-speech, Hatecrime, dat wäert ganz staark am Fokus vun all deenen Diskussiounen sinn a bleiwen.

Ech hunn dat gëschter op der Konferenz gesot: Wat mer hei maachen, ass wierklech eng Mammutaufgab, well dat ass esou breet an d'Mesüeren, déi mer hei wëllen erauszéien aus dem Plan d'action national ... Wéi gesot, eng Mesür, déi setze mer jo elo schonn ëm mat der zentraler Ulafstell. Mir wëllen hei konkret weiderkommen an dofir sinn hei ganz vill Acteuren, mat deene mer dat mussen a wëllen zesumme maachen. An ech stinn ëmmer der Chamberskommis-sioun zur Verfügung, ech kommen och ganz gären dohinner, fir iwwer all déi Saache mat Iech weider an en continu ze schwätzen.

An ech géif gären, well d'Zäit leeft effektiv of, der Justizministeschen awer och nach d'Wuert ginn, well si huet och e ganz wichtege Volet hei ze couvréieren. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dir hutt d'Transitioun scho gemaach. Dann ass d'Wuert elo fir d'Justizministeschen.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An ech géif och domat ufänken, dem Här Baum Merci ze soen, dass en dëse wichtege Sujet op den Ordre du jour vun haut gesat huet.

Gewalt géint Fraen, an dorënner och d'haislech Gewalt, ass e wichteg Theema, an dat steet gottseidank säit e puer Joren och am Fokus dank e puer couragéierte Fraen, déi Temoignagë gemaach hunn a gesot hunn, wat fir schockéierend Evenementer si an hirem Liewen erlieft hunn an déi maachen, datt dat haut keen Tabu theema méi ass an datt mir hei an der Chamber och driwwer diskutéieren.

A mir mussen als Politick deene Leit e kloer Message ginn, datt mer hir Suergen eescht huelen an déi Temoignagen eescht huelen. An ech mengen, datt ass haut op alle Fall geschitt.

Ech géif och der Madamm Backes villmools Merci soe fir hir Koordinatiounsopgaw, déi se an deem Mammutdossier iwwerhëlt. Et si vill Acteuren, déi intervéieren, an an deem Sënn villmools merci och dofir.

Ech géif dann op de juristesche Volet agoe vun der ganzer Debatt a wou ganz kloer zwou Prioritéiten am Fokus stinn. Dat Éischt ass: Mir mussen garantéieren, dass d'Affer besser geschützt ginn an d'Täter uerdentlech bestrooft ginn. An da mussen mer natierlech der Justiz déi néideg Moyene ginn, fir datt se hir Aarbecht ka beschtméiglech maachen.

Wat elo d'Gesetzestexter ubelaangt, do wësst Der, datt mer konstant dru schaffen, fir déi nach besser ze maachen an ze kucken, ob wierklech all Forme vu Gewalt och couvréiert si vun onsen Texter. Dir wësst, datt mer och un enger genereller Reform vum Code pénal schaffen. Déi wäert an e puer Etappen iwwert d'Bün goen, mee mer wäerten hei de Bléckwénkel vun den Affer vu Gewalt géint Fraen natierlech och kucken. An Dir wësst, datt mer eng Direktiv ëmzesetzen hu vum Mee vum leschte Joer iwwer Gewalt géint Fraen an haislech Gewalt. An och an deem Kontext wäerte mer scho probéieren, e Maximum u Mesüeren ze huelen, fir d'Texter ze verbesseren an den Affer e bessere Schutz ze bidden.

Ee Sujet, deen haut och vill ugeschwat ginn ass, ass dee vun der Violence psychologique. Do ass et esou, datt aktuell d'Texter schonn eng Rei Elementer couvréieren, datt dat och esou e bëssen e Faisceau d'indices ass, dee mat a Consideratioun geholl gëtt. Mee mir wäerten am Kader vun der Transpositioun vun der Direktiv nach eng kéier kucken, wat ee ka maachen, ob een dat vläicht nach kann an enger separater Dispositioun anescht couvréieren.

Dat selwecht géillt fir d'Violence économique, woubäi natierlech och muss gesot ginn, datt och ganz grouss Moyene mussen konzentriert ginn, fir de Fraen hir Autonomie an hir Independance ze stäerken an net onbedéngt just iwwert déi repressiv Schinn an deem Domän ze fueren.

Och den Online ass ugeschwat gi vun enger ganzer Rei vun Acteuren. Och do kucke mer, wéi d'Texter nach kënnen adaptéiert ginn, woubäi een natierlech muss wëssen, datt et ëmmer wichteg ass, och den Technologiekader vum Code pénal neutral ze halen. Dat hu mer an enger ganzer Rei anere Froen och schonn e puermol kënnen soen.

Déi Fro, déi och ugeschwat ginn ass, ass déi vum Consentement, an do ass besonnesch d'Affär Pelicot och ganz markant an deem Kontext. An hei zu Lëtzebuerg, muss ech soen, hu mer souwuel d'Jurisprudenz wéi och den Text d'lescht Joer, also 2023, nach méi prezis gestalt vum Consentement, wat, mengen ech, eng ganz gutt Saach ass. Mir hunn eng ganz prezis Notioun vum Consentement. A gitt eng kéier,

wannechgelift, dee franséischen Text liesen. Dat ass Dag an Nuecht, deen Ënnerscheid tëscht dem franséischen an dem lëtzebuergeschen Text. An an deem Sënn setze mir eis och zesumme mat anere Länner ëmmer um europäeschen Niveau derfir an, wa mer iwwert Directives d'harmonisation minimale schwätzen, fir wierklech eng ambitiéis Approche ze hunn, wat d'Definitioun vum Consentement ubelaangt.

De Feminicide, dozou, mengen ech, muss een éischstens mol d'Fro stellen: Wéi genau definéiere mer et? Definéiere mer et just als Gewalt, also de Mord u Fraen, well se Frae sinn? Oder ass et méi spezifesch de Mord vu senger eegener Fra an der Partnerin? Wa mer vu Mord schwätzen, da muss ee sech bewosst sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg am Fong geholl um Maximum si vun der Peine, dat heescht, mir si bei der Réclusion à vie. Do ass och keng Forschett virgesinn, soudatt et eigentlech keen Ënnerscheid géif maachen, wa mer dat géifen aféieren. Dat ass och den Ënnerscheid vläicht zu Frankräich, well a Frankräich ass dat net de Fall.

An dann, wa mer en Niveau drënner ginn, op d'Violenzen, do hu mer zweemol eng Circonstance aggravante, eng kéier op der Säit vun der haislecher Gewalt, wou eng Circonstance aggravante virgesinn ass, wa Gewalt géint den eegene Partner gemaach gëtt. An op där anerer Säit ass et säit 2023 dann och eng Circonstance aggravante, wa Gewalt géint eng Fra gemaach gëtt, well se eng Fra ass. Soudatt een awer zu Lëtzebuerg wierklech ka soen, datt all Mann, dee seng Fra ëmbréngt oder schléit, well se eng Fra ass, oder seng Fra ass, dofir méi haart bestrooft gëtt, esou wéi haut am Moment den Text ass.

Mir hunn am Accord de coalition stoen, datt mer elo kucken, wéi déi Circonstance aggravante an der Praxis och wäert ukommen, wéi vill déi wäert gesprach ginn. Am Moment hu mer nach keng Zuelen dozou, well, Dir wësst, Affäre brauchen e bëssen, bis se viru Gericht sinn. Dëst ass eréischt 2023 gestëmmt ginn. A mir hunn nach keng Urteeler iwwer Affären, wou dës Circonstance aggravante gespillt hätt, soudatt et nach e bëssen ze fréi ass, fir dorun eppes ze änneren.

Mir hunn och rezent am Regierungsrot fir déi Fro vum Sursis e Projet de loi op de Wee ginn, fir déi e bëssen anescht ze klären. Eis Propos ass, dass bei Prisonsstrafe vu méi wéi zwee Joer de Riichter net méi speziell muss motivéieren, firwat e kee Sursis gëtt. Och dat ass eng Fuerderung vun enger Rei Associatiounen, déi an deem Domän ënnerwee sinn, well se eebe justement, d'Madamm Delcourt hat et beschriwwen, eng gewësse Frustratioun erliwien, wann den Täter dann herno op Sursis ass.

Och den Zeieschutzprogramm, iwwert dee mer scho konnte schwätzen, och bei der Debatt iwwert d'Traite, wäert definitiv hëllefen. Mir hunn am Regierungsrot och schonn e Projet de loi ugeholl iwwert de Certificat de virginité, soudatt mer zwee Punkten am Accord de coalition, déi méi Gerechtegkeet schafen, och schonn ëmgesat hunn.

Dir hat, Här Baum, och d'Fro vun der Assistance judiciaire opgeworf. Fir mech ass et widerhin esou, datt d'Assistance judiciaire muss un de Revenu gebonne sinn. Mir hu jo och e Gesetz hei gestëmmt an deem Haus fir d'Assistance judiciaire partielle, wou mer mierken, datt lues a lues Demandë kommen, mee wat awer warscheinlech nach e bësse brauch, bis dat och méi bekannt ass. Déi Fro, déi sech fir mech nach stellt, ass, an dat wollt ech eng kéier mam Barreau kucken: Wéi gëtt an dësen Dossieren de Revenu appreciéiert? Well et ass jo de Revenu vum Menage. An do wollt ech eng kéier d'Gespréich mam Barreau

siche fir ze kucken, wéi déi Dossiere sech zesumme stellen a wat een do eventuell nach misst maachen.

Dann de Volet Mëttel fir d'Justiz: Do ass ganz kloer e Volet Formatioun. Do ass et awer esou, datt all jonke Magistrat, deen de Parcours mécht vun der Formatioun, a senger initialer Formatioun eng Grondausbildung huet vun engem Dag, wou e speziell op de Sujet vun der Violence domestique ausgebilt gëtt, an och an der Formation continue mat der École nationale de la magistrature a Frankräich, mee och en interne Formatiounen zu deem Sujet ugebuede ginn. D'Magistrate si souwisou och en échange mat allen Acteuren um Terrain a se sinn och ganz present an den Aarbechtsgruppen, wou se sech och kënnen echangéieren iwwert déi rezent Jurisprudenz. Et ass d'ailleurs och esou, datt déi Affäre vu spezialiséierte Magistraten traitéiert ginn.

Wa mer vu Protektioun schwätzen, da schwätze mer och vun de Mesures de protection. An an deem Sënn hu mer och am bal leschte Regierungsrot e Projet de loi ugeholl fir den European Protection Order, deen et am Fong erlaabt, wann een an engem Land Beneficiaire ass vun enger Mesure de protection, och hei zu Lëtzebuerg kënnen eng Mesure de protection unzefroen respektiv an engem anere Land, wat zousätzlech erëm derzou wäert bäidroen, datt e bessere Schutz vum Affer gewärleescht ass.

D'Preuve, dat ass méi schwierig, dat wësse mer, mee do erënneren ech drun, datt et och d'Umedo gëtt. Dat ass am Fong geholl eng Stell, wou een higoen an d'Preuve schonn ophuele ka vun engem Akt, mee ouni datt een awer direkt eng Plainte maache muss. An ech mengen, datt dat awer och e ganz wichtigen Acteur ass.

Et ass wouer, datt mer besser Zuele brauchen. Do sinn ech ganz bei Iech, dat huet de GREVIO jo och soulevéiert. Do sinn eng Rei Acteuren, déi schonn Zuelen ophuelen. Dat mussen mer e bësse besser koordinéieren. An eppes, wat eis ganz kloer wäert widerbréngen an deem Dossier, ass, wa mer d'Justiz anescht opstellen. Mir sinn amgaangen, un der Refonte vun der Applikatioun JU-CHA ze schaffen, an do ass kloer, datt mer déi esou mussen opstellen, datt mer herno méi einfach kënnen déi verschidden Zuelen erauszéien aus dem System, fir datt mer kënnen déi néideg Statistiken op d'Bee setzen.

Da ganz kuerz zum Bracelet électronique. Dat ass en Dossier, op deem mer widerhi schaffen. Hei wär et natierlech e bëssen anescht, well mer eis warscheinlech an enger Mesür vum Nouveau code de procédure civile befannen an net onbedéngt an enger Mesür vum Code de procédure pénale, wou herno d'Exekutioun vun der Strof betraff ass. Mee mir schaffen dorunner, well d'Zil soll jo sinn, dat ganz anescht opstellen, fir och an Dossiere vu Violence domestique kënnen de Bracelet électronique unzewenden.

Voilà, ech mengen, dat war et vu menger Säit. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister.

Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Interpellatioun ofgeschloss.

### Motions

An da géife mer zu de Motiounen kommen. Ech hunn dräi Motiounen hei leien, zwou vum Här Baum an eng vun der Madamm Minella. Mir huele se der Reie-folleg no, wéi se erakomm sinn.

**Motion 1**

Déi éischt Motioun ass déi vum Marc Baum iwwert d'Zuelen an d'Statistiken iwwert d'Féminiciden.

Här Baum, wëllt Dir direkt oder duerno eppes soen?

*(Négation)*

Wie soss wëllt dozou eppes soen? D'Madamm Morgenthaler. Jo, d'Madamm Welfring. Madamm Morgenthaler, fänkt Dir emol un.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Jo, no den Erklärungen vun der Madamm Ministesch géife mer proposéieren, wann dat fir den Här Baum an der Rei ass, beim Invite ze schreiwen „nombres de féminicides et violences commis au Luxembourg“ an dann och froen, ob et méiglech wär, amplaz vun 2004 op 2023 ze verweisen, nom Gesetz, also deem vun de Circonstances aggravantes.

A wat herno d'Publikatioun vun de Statistiken ugeet, do géife mer der Regierung dann natierlech iwwerloossen, a wat fir engem Kontext déi da géife publizéiert sinn. Et wär denkbar, dass dat vläicht den Observatoire de l'égalité wär, mee dat iwwerloosse mer hinnen dann.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Ech hoffen, dass Der, Här Baum, elo dat alles matkritt hutt, wat do gefrot gouf.

*(Assentiment)*

Ok, très bien.

Dann ass et un der Madamm Welfring, duerno un der Madamm Delcourt.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Merci. Bei där doter Motioun liicht, mengen ech, jiddwengem an, dass se wichteg ass, dass mer där Saach noginn, well et effektiv wichteg ass, dass mer Zuelematerial hunn, fir eis Aktiounen besser kënnen ze orientéieren a Verbesserung virzehuelen, do, wou se néideg sinn.

An ech kéint eigentlech och domat liewen, dass mer dat ausweiden op aner Wäerter, wou mer mussen och weider Zuelen erhiewen. Dofir droe mir déi heite mat. Mir hate selwer d'Iddi, esou eng wéi déi heiten auszeschaffen. An ech si dofir frou, dass se hei ass.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Madamm Delcourt.

**Mme Claire Delcourt** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir wäeren och mat der Propos vun der CSV d'accord. Ech wollt awer och nach eng Kéier drop hiweisen, dass am Rapport vum Comité violence domestique eng ganz Rëtsch vu Chiffere schonn erhuewe ginn. An déi gëtt et iwwregens och vum Observatoire de l'égalité. Déi sinn och do ze fannen. An do gëtt et och eng Grafik, wou d'Mordfäll opgelëscht ginn, och no Geschlecht. Dat heescht, mir hunn awer schonn eng Rei vu Chifferen.

An, bon, och wéi elo d'Madamm Ministesch sot ... also, mir wäeren elo derfir, och déi Evolutionen ze observéieren, a mir géifen elo mol ofwaarden, wat dann elo als Propos hei elo um Dësch läit, éier mer soen, wat mer stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Delcourt. Ass soss nach eng Wuertmeldung do? Soss géif ech dem Här Baum d'Wuert ginn. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Jo, merci. Merci, Här President. Also, et si jo am Fong zwou Ännerunge proposéiert, wann ech dat richtig verstane

hunn: Am Invite, dass hannert „nombre de féminicides“ och „violences“ derbäikënn. Domat sinn ech ganz averstanen.

Dann d'Fro, ab wéini een dat elo ugeet. Ech verstinn de Gedanken, dass ee seet: „Ma ab 2023 ass d'Form vu Circonstance aggravante agefouert ginn.“ Ech mengen awer, an dat wier einfach eng Fro, dass mer alleguer Interêt drun hätten, wa mer géife versichen, fir iwwerhaupt kënnen dat ze appreciéieren, sou wäit wéi méiglech och kënnen no hannen ze goen. Also déi eenzeg Zuel, déi ech fonnt hunn, war am 2019er Rapport vun MEGA. Do ass vun zwee Féminicidë rieds gewiescht.

Mir hunn effektiv och Äntwerte kritt op Question-parlementairen. An d'Madamm Delcourt ass och drop agaangen. Et gëtt scho statistesch Material.

Wann dat der CSV elo wichteg ass – ech mengen, ech hätt gär, dass et duerchgeet –, da kann ech och domadder zefridde sinn, mat 2023. Mee ech géif awer wierklech de waarmen Appell maachen, de Versuch zumindest ze maachen, sou wäit et geet, no hannen an der Zäit ze goen. Ech mengen och, dass dat net dee gréissten Deel vun der Mammutaufgab wier. Also ech wier, wann dat net anescht geet, dann esou domadder averstanen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Sou, elo musse mer eis just eens ginn, iwwer wat mer ofstëmmen, dass dat kloer ass.

Madamm Morgenthaler, kann ech Iech elo froen, wat ...

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Ech hat Récksprouch mat der Madamm Ministesch geholl, well et ass si, déi herno Zuele muss liwweren. Wann ech richtig verstane hunn, ass et fir Iech ok, awer méi wäit zrëckzuegoe wéi 2023?

**Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice | Ech gi just ganz kuerz ze bedenken: Mir schwätzen hei ganz vill doriwwer, wivill Aarbecht d'Justizautoritéiten hunn, an dat dote bedeit, wa mer dat esou maachen à l'heure actuelle, dass all Dossier eenzel muss erausgeholl ginn an an all Dossier muss gekuckt ginn, d'Fakten, ob an deem hei Fall de Mord da begaange ginn ass, well deen, deen ermort ginn ass, eng Fra ass oder net.

Dat heescht an deem Sënn, ech si gären d'accord, Efforten ze maachen, mee en Engagement vun der Chamber géif ech awer elo scho wäitreechend fannen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Morgenthaler? Ech muss ...

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Här Baum?

**M. Claude Wiseler**, Président | Also wann ech elo richtig verstane hunn, hätt Dir gär, dass 2023 doranner géif stoe komme fir den Accord?

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Dat war eis initial Propos, an der Hoffnung, ass den Här Baum domadder zefridde wär.

**M. Claude Wiseler**, Président | Da ginn ech dem Här Baum nach eng Kéier d'Wuert, dass mer elo kloer kommen.

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Jo, also ech mengen, dass Der Iech d'Liwwen awer selwer schwéier maacht, well doduerch, dass Der all Forme vu Violencen elo matgeholl hutt, ass et natierlech méi einfach, wann een 2023 als Riichtjoer hält. Wann et wierklech just ëm Morde geet – där hu mer der jo awer eng iwwerschaubar Zuel –, do kéinte mer zrëckgoen.

Ech wier domadder averstanen, an dat wier da mäi Kompromiss zur Güte, well ech jo esou en harmoniebedürftege Mënsch sinn, ...

*(Hilarité)*

... dass mer, dass mer d'Propos vun der Madamm Morgenthaler unhuelen an 2023 dohinnerschreiwen. An ech hätt awer wierklech gär, wat de Féminicide ugeet, en Engagement, zumindest e mëndlecht Engagement vun der Regierung, dass ee kuckt, souwäit dat dran ass, och an d'Vergaangenheet ze goen, och unni dass dat elo eng verbindlech Obligatioun ass, mee dass dat awer zumindest e staarkt Zeechen ass, wat hei d'Chamber vu sech gëtt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech gesinn, dass d'Madamm Minister dat éischter positiv gesäit, wann ech hire Gesichtsausdrock vun hei aus gesinn.

*(Hilarité)*

An da mengen ech, dass mer déi Versioun vun 2023 mat de Violencen huelen a mam Engagement vun der Regierung, fir ze kucken, wat méiglech ass op Basis vun de Féminiciden als Zuelen ze kucken. Voilà!

Kënne mer dann iwwert déi nei Form vun der Motioun ofstëmmen?

*(Assentiment)*

Da géif ech d'Motioun zum Vott stellen.

**Motion 1 modifiée**

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– qu'aucun décompte officiel d'actes qualifiables de féminicides existe au Luxembourg ;*

*– que tous nos pays voisins recensent le nombre de féminicides commis par année,*

*invite le Gouvernement*

*– à recenser le nombre de féminicides et violences commis au Luxembourg depuis 2023 et publier une statistique annuelle sur le nombre de féminicides et de tentatives de féminicides au Luxembourg.*

*(s.) Marc Baum, David Wagner.*

**Vote sur la motion 1 modifiée**

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Neestëmm, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cohen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydia Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

### Motion 2

Da komme mer zu där zweeter Motioun vun dem Här Baum. An dat ass eng Motioun iwwert d'Aschreiwung an d'Schoulprogramme vun där Problematik an de Violencen, iwwert déi mer elo geschwat hunn.

Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Morgenthaler an den Här Baum, also deen aneren Här Baum. Madamm Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Jo, all d'Riednerinnen a Riedner virdrun hunn, mengen ech, douewen um Pult gesot, wéi wichteg dat ass, wat den Här Baum hei oder déi Lénk hei an hirer Motioun fuerderen.

Et ass an där drëtter Motioun, déi herno nach wäert kommen, och zum Deel ugeschnidden. Do geet och rieds iwwer Preventioun, Sensibiliséierung a Bewosstsäinsschafung an och d'Formatiounen a ville Beräicher, déi mer do uschwätzen. An déi heite geet nach méi explizitt op d'Schoul an. An dofir hu mer absolutt kee Problem, dat matzedroen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn elo e bëssen eng aner Approche wéi meng Virriednerin. Et as nämlech dat hei: Mir hunn do wierklech e ganz spezifesch Thema, wou ech Iech muss soen: Ech kennen d'Schoulprogramm net méi.

Ech weess, dass et e Fach gött „Vie et société“. Do geet et ëm de Mënsch. Do geet et ëm den Ëmgang vun de Mënsche mateneen. Do geet et och ëm Gewalt. Ech weess awer net, ob an deem Programm hei effektiv d'haislech Gewalt u sech thematiséiert ass.

A well ech och net un den Här Minister komm sinn, wollt ech Iech froen, well ech esou en harmoniebedürftege Mënsch si wéi och de Marc Baum, ob et méiglech wär ...

*(Hilarité et interruptions diverses)*

Et läit um Numm, et muss um Numm leien, et muss um Numm leien.

... ob et méiglech wär, dass mer déi heite vläicht géifen op den Ordre du jour huelen, wann den

Educationsminister eng Kéier hei ass, an dat ass jo spéitstens ...

*(Interruption)*

... muer de Fall. Wann Der wëllt domat averstane sinn, da kéint ee se vläicht muer zur Ofstëmmung bréngen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Elo kucke mer, ob déi zwee Här Baumen do op een Nenner kommen. Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk), interpellateur | Jo, ech muss soen, den Här Fraktiounspriecher vun der DP suckelt awer scho ganz staark u mengem Harmonie-Tissu, deen ech hunn.

*(Hilarité générale)*

An ech muss Iech awer soen, datt ech awer e bësse knoutereg sinn, datt den Educationsminister net hei ass, well den Datum hei hu mer erausgesicht net opgrond vun enger Demande, mee vun engem Accord, datt de Minister hei wier.

Ech hunn awer kee Problem domadder, wa mer elo muer heiriwwer ofstëmmen. Ech mengen, d'Madamm Morgenthaler huet dat ganz richteg gesot. Dat hei ass eppes ... Wann een d'Diskussioun e bësse verfollegt huet, misst ee soen: „Ça coule de source.“ Mee et ass ëmmer besser, wann een dat dann och festhält. An ech sinn dann och domadder d'accord – gesitt Der, Här Baum! –, dat hei da muer zum Vott ze stellen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass jo wonnerschéin. Dann hu mer déi elo op muer vertaagt. A soubal de Minister hei ass, setze mer déi op den Ordre du jour, fir iwwert se ofstëmmen ze loossen.

### Motion 3

Da komme mer zur drëtter Motioun vun der Madamm Minella. Madamm Minella, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Madamm Minella, wëllt Dir d'Wuert elo net?

*(Négation)*

Sinn aner Wuertmeldungen am Sall iwwert dës Motioun?

*(Négation)*

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stellen ech se zum Vott.

### Vote sur la motion 3

An ech maachen de Vott op. Déi drëtt Motioun, d'Motioun vun der Madamm Minella, steet elo zum Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

*(Brouhaha)*

Probéiert nach de Vote par procuration bis zum Schluss ze maachen. Mir si geschwënn derduerch. E klengen Effort nach. Bon. Dat ass net de Fall. Da schléissen ech de Vott heimat of.

Dës Motioun huet 59 Jo-Stëmme kritt bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Weltring ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.23 heures.)*

## Sommaire

| Objet  | N°   | Auteur                              | Page | Objet   | N°   | Auteur                            | Page |
|--|------|-------------------------------------|------|---|------|-----------------------------------|------|
| Prix de vente des logements rachetés par la SNHBM  | 0813 | Marc Goergen                        | 70   | Affaires de fraude au faux président  | 1405 | Sam Tanson                        | 84   |
| Extension de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach   | 1372 | Meris Sehovic                       | 70   | Obésité au Luxembourg   | 1406 | Sven Clement                      | 85   |
| Rénovation énergétique des bâtiments publics   | 1373 | Joëlle Welfring, Meris Sehovic      | 70   | Dataspace4Health  | 1407 | Sven Clement                      | 85   |
| Don de lait maternel   | 1374 | Françoise Kemp                      | 71   | Inondations   | 1408 | Claude Haagen                     | 86   |
| Collecte de signatures dans les écoles   | 1375 | Ben Polidori                        | 71   | Ostéodensitométrie  | 1409 | Sven Clement                      | 87   |
| Maladie hémorragique épizootique   | 1376 | Stéphanie Weydert, Jeff Boonen      | 72   | Ordinateur quantique du Luxembourg MeluXina-Q   | 1410 | Liz Braz                          | 87   |
| Vente de logements publics abordables et sociaux sur le marché privé   | 1377 | David Wagner                        | 72   | Services de messagerie « LuxChat4Gov » et « LuxChat »   | 1411 | Ben Polidori                      | 87   |
| Crèches de nuit  | 1378 | Djuna Bernard                       | 73   | Propos de la procureure générale d'État concernant la police et la justice  | 1412 | Dan Biancalana, Paulette Lenert   | 88   |
| Saisie de cochons d'Inde négligés  | 1379 | Claire Delcourt                     | 73   | Digitalisation dans l'agriculture   | 1413 | Franz Fayot                       | 88   |
| Manque de places dans la maison relais à Mersch  | 1380 | Jean-Paul Schaaf                    | 73   | Trouble de la tranquillité publique par des systèmes d'alarme acoustique  | 1414 | Fred Keup, Tom Weidig             | 89   |
| Propagation d'une nouvelle drogue Captagon®  | 1381 | André Bauler, Carole Hartmann       | 74   | Endettement des jeunes  | 1416 | Sven Clement                      | 89   |
| Conseil de discipline  | 1383 | Liz Braz                            | 74   | Utilisation de l'intelligence artificielle dans la fonction publique et surveillance des applications à haut risque | 1417 | David Wagner                      | 91   |
| Expulsion de centres d'accueil de personnes vulnérables  | 1384 | Joëlle Welfring                     | 74   | Taux d'intérêt  | 1418 | Laurent Mosar                     | 91   |
| Espace de type coworking dans une commune de la Nordstad   | 1385 | André Bauler, Gusty Graas           | 75   | Cyberattaque contre les sites Internet de la fonction publique  | 1419 | Ben Polidori, Liz Braz            | 92   |
| Obligation vaccinale   | 1386 | Marc Goergen                        | 75   | Suppression de la prime d'astreinte auprès du TICE  | 1420 | Marc Goergen                      | 92   |
| Position luxembourgeoise par rapport à l'externalisation en dehors de l'UE de certaines procédures d'asile   | 1387 | Sam Tanson, Meris Sehovic           | 76   | Accès à des lignes de crédit par des associations sans but lucratif   | 1421 | Sam Tanson                        | 92   |
| Étude concernant l'intersection Rossmillen (CR335/CR338)   | 1388 | Jeff Engelen                        | 76   | Contrôles effectués par l'ITM sur les chantiers   | 1422 | Sven Clement                      | 93   |
| Digitalisation de la santé   | 1389 | Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert | 77   | Projet Centre sportif Belval  | 1423 | Georges Engel                     | 93   |
| Législation relative à l'information sexuelle et à l'avortement  | 1390 | Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert | 77   | Gestion des infrastructures sportives nationales  | 1424 | Georges Engel                     | 94   |
| Accès à l'Aéroport de Luxembourg   | 1391 | Liz Braz                            | 77   | Enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles  | 1425 | Joëlle Welfring, Djuna Bernard    | 94   |
| Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)  | 1392 | Franz Fayot                         | 78   | Saison de la chasse au Luxembourg   | 1426 | Guy Arendt, Gusty Graas           | 95   |
| Carrière de facteur  | 1393 | Georges Engel, Mars Di Bartolomeo   | 79   | Services de traduction pour réfugiés  | 1427 | Marc Baum                         | 95   |
| Avenir des télécommunications  | 1394 | Sven Clement                        | 79   | Cyberattaque contre les sites Internet de la fonction publique  | 1428 | Marc Goergen                      | 95   |
| Ancien centre d'émission radiophonique de Junglinster  | 1395 | Franz Fayot                         | 80   | Pensions de la fonction publique  | 1429 | Claude Haagen                     | 96   |
| Document juridique émis par la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est | 1396 | Franz Fayot                         | 80   | Cérémonies à l'occasion du 80 <sup>e</sup> anniversaire de la Bataille des Ardennes                                 | 1430 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 96   |
| Construction d'un collège franco-luxembourgeois à Audun-le-Tiche   | 1397 | Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori    | 80   | Remboursement des frais relatifs aux formations de l'ADEM   | 1431 | Marc Goergen                      | 96   |
| Système LU-Alert   | 1398 | Meris Sehovic                       | 81   | Plainte de harcèlement au lieu de travail auprès de l'ITM   | 1432 | Sven Clement                      | 97   |
| Projet « Clarence »  | 1399 | Ben Polidori                        | 82   | Avancement du projet de contournement Alzingen-Hesperange   | 1433 | Meris Sehovic                     | 97   |
| Actes antisémites  | 1400 | Laurent Mosar                       | 82   | Fuite de données sur le site LU-Alert   | 1434 | Meris Sehovic                     | 98   |
| Plateforme d'e-commerce Temu   | 1401 | Stéphanie Weydert                   | 82   | Projet de construction d'un nouveau laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture        | 1435 | Charles Weiler, Jeff Boonen       | 98   |
| Musée de la Banque Luxembourg  | 1402 | Diane Adehm                         | 83   | Interdiction de l'IA chinoise DeepSeek  | 1914 | Marc Goergen                      | 98   |
| Gouvernance du Centre culturel « Spektrum » Rumelange  | 1403 | Djuna Bernard                       | 84   | Placement de demandeurs de protection internationale sur une liste d'attente pour les structures d'hébergement      | 1940 | Joëlle Welfring                   | 99   |



## Prix de vente des logements rachetés par la SNHBM | Question 0813 (29/05/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7325 vun 2022 goung ervir, dass tèschent 2018 an 2022 eng 44 Wunnengen erëm vun der SNHBM zeréckkaf goufen. An der Äntwert op d'Fro N° 0390 hat de Minister geschriwwen, dass d'SNHBM eng Risikomarge vu 6 % op hir Verkafspräisser drop rechent, fir dem finanzielle Risiko, deen aus der Schätzung vun de Baukäschten entsteet, an eventuelle Präisrevisiounen Rechnung ze droen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 0390 hat de Minister net op d'Fro geäntwert, ob d'Wunnengen, déi d'SNHBM zeréckkaf huet, spéider bei engem weidere Verkaf zu engem méi héije Präis verkaf goufen? Kann de Wunnengsbauminister dëst ausschléissen oder net?

2. Wéi erkläert de Minister, dass bei verschiddenen SNHBM-Wunnengen, déi um Internetsite annoncéiert waren an déi vun der SNHBM zeréckkaf goufen, Präisënnerscheeder vu 50.000 € oder méi zustane kommen?

3. Wéi fixéiert d'SNHBM d'Verkafspräisser vun de Wunnengen, déi si iwwert d'Virkaafsrecht ofkaf huet?

### Réponse (04/12/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'QP 0390 geschriwwen, kommen, wann eng Wunneng vun der SNHBM zeréckkaf gëtt an dono nees un en eligibele Client verkaf gëtt, eventuell Renovéierungsarbechten, Notaireskäschten, Honorairen an aner Käschte vun der SNHBM dobäi.

ad 2. Wéi scho bei der Fro 1 geschriwwen, ginn all d'Käschten, déi en Relatioun mat dem Rachet an der Revente vun enger Wunneng ze dinn hunn, mat en compte geholl.

Dat sinn zum Beispill:

- administrativ Käschte vun der SNHBM
- Notaireskäschten, bezunn op déi zeréckkaafte Wunneng
- Käschte fir eventuell Reparaturaarbechten an der Wunneng
- Frais d'entretien vun der Wunneng a Fraise vun der Kopropriétéit fir déi Zäit, wou d'Wunneng eidel ass
- Käschte fir d'Promotioun/d'Vermarktung, fir en neie Client ze fannen
- Finanzéierungskäschten (Zënsen)
- an aner eventuell Käschten, verbonne mat enger spezifescher Wunneng

D'SNHBM wëll all hire Clientë gerecht Präisser ubidden, fir net deen een oder deen anere Client ze favoriséieren oder ze benodeelegen duerch ze vill Ofwäichung bei Verkafspräisser fir vergläichbar Wunnengen. Dës Approche huet der SNHBM och scho gehollef, d'Verkafspräisser vun anere vergläichbare Wunnengen ze reduzéieren ouni Verloscht ze maachen.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 2.

### Extension de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach | Question 1372 (16/10/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Am Summer 2021 huet d'Chamber e Finanzéierungsgesetz gestëmmt, fir den nördlechen Deel vun der N7 auszubauen an ze securiséieren. Fir dës wichtegen

Infrastrukturprojet virunzedreien huet déi viregt Regierung alles an d'Weeër geleet, fir datt d'Chantiersaarbechte fir d'Streck tèscht dem Fridhaff a Wäiswampech Ufank 2025 ufänke kënnen.

Am Koalitiounsaccord 2023-2028 gouf wärenddeem festgehal, datt eng Erweiterung vun Deeler vun der N7 op véier Spuere geprüeft soll ginn. Well dat aktuell Finanzéierungsgesetz dësem Ausbau net Rechnung dréit, huet d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten der d'Stroossebauverwaltung den Optrag ginn, d'Machbarkeet vum Ausbau ze analyséieren. An hirer Äntwert op meng erweidert parlamentaresch Fro vum Abrëll 2024, huet d'Ministesch annoncéiert, datt éischt Resultater vun dëser Etüd no der grousser Vakanz virleie géifen an d'Regierung op där Basis hir Decisioun huele wäert.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten ze stellen:

1. Huet d'Stroossebauverwaltung hir Analys zum Ausbau vun der N7 tèscht dem Fridhaff a Wäiswampech op véier Spuere ofgeschloss?

2. Wat sinn d'Resultater vun der Analys?

3. Wéi positionéiert sech d'Regierung par rapport zu de präsentéierte Resultater?

4. Fänkt de Chantier vun der Securiséierung vun der N7 tèscht dem Fridhaff a Wäiswampech pünktlech Ufank 2025 un?

### Réponse (15/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert den Ausbau vun der N7 tèscht dem Fridhaff a Wäiswampech.

Esou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, hunn ech, wéi der wësst, der Stroossebauverwaltung den Optrag ginn, eng méiglech Erweiterung vun der N7 op 2 x 2 Spuere, do wou dëst méiglech ass, ze analyséieren.

Dës Analys ass nach ëmmer amgaangen, wäert awer kënnen dësen Hierscht ofgeschloss ginn. Esoubal d'Resultater vun der Analys virleien, wäert d'Regierung eng Entscheedung betreffend den Ausbau vun der N7 huelen. Wat d'Securiséiere vun der N7 betrëfft, esou wäert déi Analys och doriwweier Opschloss ginn.

### Rénovation énergétique des bâtiments publics | Question 1373 (16/10/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Dans le cadre de la nouvelle directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments adoptée en avril 2024, des règles supplémentaires ont été établies pour tous les bâtiments publics, avec l'objectif de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique des bâtiments de l'Union européenne d'ici à 2030, ainsi que de rendre ces bâtiments neutres pour le climat d'ici 2050. Une amélioration progressive à travers des normes minimales de performance énergétique prévoit que d'ici 2030, les 16 % de bâtiments les moins performants devront être rénovés et les 26 % restants devront l'être d'ici 2033. De plus, les États membres devront définir des mesures spécifiques concernant l'élimination progressive des combustibles fossiles dans le secteur du chauffage et du refroidissement en vue d'une suppression complète d'ici 2040. Conjointement, la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique introduit une nouvelle obligation de rénovation de 3 % par an des bâtiments dont

le secteur public est propriétaire. Compte tenu du fait que ces nouvelles exigences ne concernent plus exclusivement l'État central, mais bien l'ensemble du secteur public, la surface totale soumise à l'obligation de rénovation augmentera, selon des estimations, d'environ 126.253 m<sup>2</sup> à 5.400.000 m<sup>2</sup><sup>1</sup> pour le Luxembourg. Afin de déterminer la surface totale précise, la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit l'établissement d'une liste de tous les bâtiments publics tombant sous le champ d'application de la nouvelle définition.

Selon le PNEC, il est également envisagé de renforcer le rôle précurseur de l'État et d'élaborer une stratégie de décarbonation en concertation avec l'ensemble des ministères. De même, le document prévoit la prise en compte du besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive susvisée adoptée en avril. Parallèlement, l'Administration des bâtiments publics est en train de mettre en œuvre un plan de remplacement des chaudières fossiles pour ses bâtiments (réponse à la question parlementaire n° 7873).

Monsieur le Ministre de l'Énergie a régulièrement exprimé sa volonté d'accélérer les efforts en matière d'efficacité énergétique des bâtiments publics et de renforcer le rôle précurseur de l'État dans ce domaine.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quand le Gouvernement compte-t-il présenter une liste mise à jour de tous les bâtiments publics soumis à l'obligation de rénovation, avec leurs surfaces et consommations énergétiques respectives ?

2) Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il pour accélérer et renforcer le rôle précurseur de l'État en matière de rénovation énergétique des bâtiments publics ?

3) Quel budget supplémentaire le Gouvernement prévoit-il d'allouer pour les travaux de rénovation énergétique et le remplacement des chaudières à combustibles fossiles d'ici 2030, comme prévu dans le PNEC ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir une répartition détaillée de ces montants par année ?

4) Quel est l'état d'avancement du plan de remplacement des chaudières à combustibles fossiles dans les bâtiments publics ?

5) Quel est l'état d'avancement de la stratégie de décarbonation visant à atteindre la neutralité climatique de l'administration publique ?

### Réponse (19/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Conformément à l'article 6 de la directive européenne (UE) 2023/1791 du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique (EED – Energy Efficiency Directive), l'Administration des bâtiments publics établira, pour le 11 octobre 2025 au plus tard, un inventaire des bâtiments de son patrimoine d'une surface au sol utile totale supérieure à 250 m<sup>2</sup> et comprenant les surfaces, les consommations annuelles d'énergie et les certificats de performance énergétique respectifs.

<sup>1</sup> Mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030, juillet 2024 (p. 80)

S'y ajouteront les bâtiments des autres organismes publics, avec les mêmes critères, sachant que la directive s'applique à tous les bâtiments appartenant à ou occupés par des organismes publics. Ces derniers sont définis par ladite directive comme étant « les autorités nationales, régionales ou locales et les entités directement financées et administrées par ces autorités mais n'ayant pas de caractère industriel ou commercial ». Les organismes publics concernés sont ainsi l'État, les communes, les syndicats communaux et toute autre entité correspondant à la définition précitée.

L'obligation de rénovation de l'article susmentionné vaut pour les bâtiments qui n'atteignent pas le niveau de performance énergétique nZEB rénovation qui est en cours de définition par la Direction générale énergie au Ministère de l'Économie. Ce niveau permettra par la suite de déterminer les bâtiments du patrimoine des entités susmentionnées qui seront soumis à cette obligation de rénovation.

ad 2) Le rôle précurseur de l'État en matière de bâtiments est décrit par la mesure n° 319 de la mise à jour (juillet 2024) du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Afin de renforcer davantage ce rôle précurseur de l'État, il est prévu d'élaborer une stratégie de décarbonation en concertation avec l'ensemble des ministères. De même, ce document prévoit la prise en compte du besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive susvisée.

Le rôle précurseur de l'État ne se limitera pas à la rénovation énergétique, mais concerne également les nouvelles constructions par la réalisation de bâtiments à énergie positive et l'utilisation maximale de la surface en toiture disponible pour des installations photovoltaïques.

ad 3) Le budget pour travaux de rénovation incluant l'assainissement énergétique représente actuellement 80 à 85 millions d'euros par année.

Le remplacement des chaudières à combustibles fossiles, prévu par la mesure n° 109 de la mise à jour du PNEC jusqu'en 2040 dans le cadre de la décarbonation des bâtiments de l'État, demande dès à présent pour les bâtiments du patrimoine de l'Administration des bâtiments publics un budget annuel de 15 à 20 millions d'euros.

ad 4) L'Administration des bâtiments publics est en train de mettre en œuvre un plan de remplacement des chaudières fossiles pour les bâtiments dans son patrimoine (réponse à la question parlementaire n° 7873).

Cependant, la stratégie prévoit d'un côté l'assainissement énergétique prioritaire des bâtiments les plus émissifs, y compris le remplacement systématique du système de chauffage existant par un système de chauffage non fossile et d'un autre côté de manière plus générale, pour tous les bâtiments, le remplacement des chaudières fonctionnant sur base d'énergies fossiles arrivant à leur fin de vie.

En ce qui concerne les autres organismes publics et notamment les communes, le remplacement des chaudières à combustibles fossiles est pris en compte dans le cadre de l'obligation de rénovation énergétique (article 6 de l'EED en cours de transposition, l'atteinte du niveau nZEB rénovation après rénovation peut aussi nécessiter le remplacement de chaudières fossiles (spécifique au bâtiment) et déjà aujourd'hui, au niveau des efforts de décarbonation des communes notamment dans le cadre du Pacte Climat 2.0 (mesures 2.2 – valeurs-cibles pour l'énergie, l'efficacité et l'impact sur le climat).

ad 5) La stratégie de décarbonation poursuivant l'objectif de la neutralité climatique de l'administration étatique dès 2040, tel qu'annoncée par la mesure n° 109 de la mise à jour du PNEC, comprend plusieurs éléments, dont notamment :

- le parc immobilier de l'État : les mesures d'assainissement énergétique des bâtiments étatiques et le remplacement de chaudières fossiles, tel que décrits dans les réponses ci-dessus ;
- en matière d'énergie renouvelable et de réduction de l'empreinte carbone, tous les futurs projets ou en cours de construction visent une conception exemplaire et innovante en matière de durabilité et d'efficacité énergétique et environnementale et recourent massivement aux énergies renouvelables ;
- le parc automobile de l'État ;
- les marchés publics.

.....

### Don de lait maternel | Question 1374 (16/10/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande et promeut activement l'allaitement maternel comme étant l'aliment idéal pour préserver la santé des nourrissons. Dans ses « Recommandations de l'OMS relatives aux soins du nourrisson prématuré ou de faible poids de naissance », l'organisation explique que : « Lorsque le lait de la mère n'est pas disponible, il est possible d'envisager le lait maternel provenant d'une donneuse pour alimenter les nourrissons prématurés ou de faible poids de naissance, y compris en cas de grande prématurité (< 32 semaines de gestation) ou de très faible poids de naissance (< 1,5 kg). »

Dans certains pays européens, les autorités sanitaires ont mis en place des lactariums qui gèrent la collecte, la préparation, le traitement, la conservation et la distribution de lait maternel. L'objectif est de permettre le don de lait maternel pour le redistribuer aux nourrissons qui en ont besoin.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce qu'il est possible de faire don de lait maternel au Luxembourg ?
  - Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?
  - Dans la négative, pourquoi est-ce que cette option n'est pas donnée dans notre pays ?
- 2) Est-ce qu'il ne faudrait pas mettre en place un lactarium au Luxembourg pour pouvoir suivre les recommandations formulées par l'OMS ?

3) Au niveau européen, le « Plan d'action pour la protection, la promotion et le soutien de l'allaitement maternel en Europe », qui vise à promouvoir l'allaitement, formule un certain nombre de propositions et recommandations à mettre en place au niveau national. Quelles propositions et recommandations concrètes le Gouvernement souhaite-t-il mettre en place pour promouvoir, soutenir et protéger davantage l'allaitement maternel ?

### Réponse (18/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg ne dispose pas de lactarium, bien que les principes de dons de lait personnalisés recueillis par une mère pour son propre enfant se pratiquent et soient fortement encouragés. Ils s'exercent particulièrement pour des nouveau-nés hospitalisés. À l'inverse, les dons de lait anonymes recueillis par une mère pour un autre enfant que le sien, ne se pratiquent pas au Luxembourg.

Une contrainte importante à la mise en place d'un lactarium au Luxembourg, est le nombre en soi de personnes allaitantes, à laquelle s'ajoute les taux d'allaitement maternel à améliorer en termes de durée. Pour garantir une opérationnalité efficace d'un lactarium, il faudra des quantités importantes et régulières de lait maternel ainsi que la volonté de l'offrir en tant que don. Ces conditions doivent être assurées avant de se pencher sur les différentes missions d'un lactarium qui sont notamment, collecter, préparer, qualifier, traiter, conserver, délivrer et distribuer du lait humain.

ad 2) Comme déjà indiqué dans la réponse à la question précédente, pour mettre en place un lactarium opérationnel au Luxembourg, un approvisionnement de lait en quantité suffisante doit être assuré.

Les maternités et les services encadrant les mères durant les premiers mois après la naissance s'efforcent prioritairement à atteindre des taux d'allaitement élevés pour au moins couvrir les 6 premiers mois de vie : une période critique pendant laquelle le lait maternel est notamment essentiel aux bébés prématurés et de faibles poids de naissance.

ad 3) Bien que les principes et recommandations de l'OMS et des instances européennes orientent fréquemment nos recommandations nationales en matière de santé publique, la faisabilité dans le contexte Luxembourg doit être réévaluée.

De ce fait, au niveau national, le Comité national pour la protection, la promotion et le soutien de l'allaitement maternel, est un organe instauré en 1996 qui regroupe une représentation de tous les professionnels et toutes les organisations, actives dans le domaine. Il émet des recommandations également sur base des résultats des études nationales comme ALBA (Étude ALBA 2015 : L'alimentation de nos bébés<sup>†</sup>), réalisée à intervalle régulier pour identifier les taux de l'allaitement maternel et d'autres problèmes en lien avec l'alimentation des bébés. Selon l'enquête ALBA 2015, le taux d'allaitement initial est élevé (90,2 % allaitent en maternité), mais ce taux diminue fortement pour atteindre pour un allaitement exclusif à 4 mois 33,1 %. Les mamans témoignent souvent d'une impression de manque de lait (due probablement à un manque de connaissance et/ou à un manque de confiance). La reprise du travail est encore un moment crucial et il ressort des retours du terrain que les mamans pensent souvent qu'il faut sevrer pour reprendre le travail.

Des campagnes promouvant l'allaitement sont donc réalisées régulièrement pour le grand public, avec également une information aux personnes allaitantes sur leur droit dans le contexte du travail (pauses d'allaitement, environnement propice pour l'allaitement).

.....

### Collecte de signatures dans les écoles | Question 1375 (16/10/2024) de M. Ben Polidori (LSAP)

Rezent soll et am Lycée Josy Barthel zu Mamer zu engem Virfall komm sinn, bei deem Schüler:innen ënnersot kruten, Ënnerschrëften ze sammelen fir en Uleies, dat hinne wichtig war. Déi Jonk solle virgehathunn, e Brëif mat esou villen Ënnerschrëfte wéi méiglech un d'Direktioun vum Lycée ze adresséieren fir ze ënnersträchen, wéi vill Ënnerstëtzung hir Doleance innerhalb vun der Schoul fënnt. D'Direktioun soll dës Initiativ awer guer net guttgeheeschthunn, esou dass d'Sammele vun den Ënnerschrëfte virbuedegouf mam Argument, dass Petitiounen am Viraus vun der Direktioun misse geneemegt ginn. Eng nodréiglech Erlabnis soll net ausgestellt gi sinn, esou dass de Schüler:innen hir Initiativ huet missen ofgebrach ginn.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi steet de Minister zu der Approche, d'Recht op d'Sammele vun Ënnerschrëfte vun enger virausgoender Erlabnis duerch d'Schouldirektioun ofhängeg ze maachen? Gesäit de Minister hei net de Risiko, dass kritesch Initiative blockéiert kéinte ginn?

2. Am Koalitiounsaccord gëtt betount, dass Kompetenze wéi d'kritesch Denken an der Schoul solle gefërdert ginn an och d'Participatiounsrechter vun de Jonke sollen ausgebaut ginn. Wäert de Minister sech an deem Sënn dofir staark maachen, e schouliwwergräifend eenheetlecht a petitiounsfrëndlecht Ëmfeld am Secondaire ze schafen?

3. Wéi eng Recommendatioune kruten de Fondamental a wéi eng de Secondaire, wann et ëm d'Participatiounsméiglechkeete vun de Schüler:innen an hiert Recht op kritesch Eegeninitiative geet?

**Réponse** (22/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech deelen d'Aschätzung vun den honorabelen Deputéierten, datt d'kritesch Denken an der Schoul soll gefërdert ginn an d'Participatiounsrechter vun de Jonke solle gesécher sinn. Wéi partizipativ de Lëtzebuurger Schoulsystem ass, a wéi ee Stellwäert d'kritesch Denken an d'demokratesch Grondwäerter an eise Schoulen hunn, doriwwer kënnen sech déi honorabel Deputéiert gären e Bild maache bei der „Semaine de la Démocratie“, déi des Woch stattfënnt, gären och am LJB, deen e gudd Lycée ass, an deen elo endlech zur Rou sollt kommen, am Interessi eebe grad vun de Schülerinnen a Schüler.

Leider ass dëst och no der Ukënnegung vum Direkter, fir net fir eng weider Period als Direkter ze kandidéieren, nach net de Fall. Esou leien dem Ministère Informatiounen vir, datt elo och nach d'Elteren an d'Schüler mat an déi intern Streidereien am LJB mat eragezu gi sinn.

Déi Petitioun, op déi sech déi honorabel Deputéiert bezéien, ass direkt oder och indirekt op falsch Informatiounen zeréckzeféieren, déi vu Mataarbechter vum LJB gestreet goufen. Ech wëll dat op dëser Plaz net kommentéieren, mä wäert déi fir esou Fäll virgesinne Moosnamen ergräifen. Ech wëll awer ënnersträichen, datt d'Schüler natierlech op déi géeege Manéier hir Meenung kënnen artikuléieren. Grad esou kloer ass awer och, datt all Agent vun der Schoul et ze ënnerloossen huet, d'Schüler bei hirer Mee-nungsbildung ze manipuléieren.

D'Schoulpnerschaft leeft vun der Diversitéit vun de Siichtweisen. D'Schoul kann awer nëmme dovun profitéieren, wann déi ënnerschiddlech Meenungen am géigesäitege Respekt ausgetoscht ginn an zesummen no deene beschte Léisunge fir d'Schoul gesicht gëtt. Et ass un der Zäit, fir de Wee zu dësem géigesäitege Respekt zeréckzefannen. Den LJB ass besser, wéi de Ruff, deen en an deene vergaangene Méint kritt huet. Ech zielen op allegueren d'Schoulpnerschaft, fir dëst ënner Beweis ze stellen, dëst am Interessi vun de Schülerinnen a Schüler vum LJB, am Interessi vun der ganzer Schoulcommunautéit.

**Maladie hémorragique épizootique** | Question **1376** (16/10/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** | **M. Jeff Boonen** (CSV)

Zanter engem Joer trieden a Frankräich ëmmer méi Fäll vun epizootescher Hemorragie bei de Ranner op.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Goufen hei zu Lëtzebuerg scho Fäll vun epizootescher Hemorragie bei de Ranner festgestallt? – Wa jo, wéi vill Fäll si bis elo bekannt?

2. Ass schonn e Vaccin disponibel an, wa jo, wéi vill Dose sinn op Stock?

3. Gi spezifesch Mesuren en place gesat, fir e weidert Ausbreede vun der Krankheet ze verhënneren?

4. Des Weidere gouf kierzlech e Fall vu Blozongekrankheet vum Typ 12 an Holland, net wäit vun der däitscher Grenz, festgestallt. Ginn et och heifir scho Vaccinen an, falls jo, wéi vill Dose sinn disponibel?

**Réponse** (28/10/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Neen, bis elo ass nach kee Fall vun epizootescher Hemorragie bei de Ranner hei zu Lëtzebuerg bekannt.

ad 2. Et gëtt e Vaccin um europäesche Maart. Dee Vaccin huet och schonn eng ATU (autorisation temporaire d'utilisation) vum Ministère de la Santé. Mir wäerten de Vaccin lo bestellen.

ad 3. Dës Krankheet gëtt grad ewéi d'Blozongekrankheet vun enger Méck iwverdrouen, an doduerch ass d'Verhënnerung vun enger Verbreedung net esou einfach. Momentan loosse mer zu Lëtzebuerg keng Béischten eran, déi aus infizéierte Gebitter kommen.

ad 4. Wat de Vaccin géint de Blozongen Serotype 12 betrëfft, huet sech bis elo nach keng Firma bereet erkläert, dee Vaccin ze produzéieren. Bis elo ginn et och just vereenzelt Fäll an Holland. Mir verfolgegen d'Situatioun op europäeschem Niveau a wäerte gegebenefalls eng Demande fir d'Produktioun vun engem Vaccin ënnerstëtzen.

**Vente de logements publics abordables et sociaux sur le marché privé** | Question **1377** (16/10/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Selon des informations parues dans la presse, les promoteurs publics tels que le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), construisent des logements qualifiés de sociaux et/ou d'abordables. En vertu des dispositions contractuelles de vente ou de bail, les acquéreurs de ces logements peuvent, sous certaines conditions, les revendre sur le marché privé, parfois avec une plus-value substantielle, ou bien les promoteurs sociaux peuvent exercer leur droit de préemption.

Lors de l'acquisition de ces biens, les acheteurs ont bénéficié de conditions très avantageuses, notamment en fonction de leur situation financière, avec des critères tels que l'absence de propriété au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans ce contexte, nous souhaiterions obtenir de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire une estimation des pertes financières et foncières que l'État a subies, ou pourrait subir à l'avenir, en raison de la revente de ces biens sur le marché privé :

1) Pourriez-vous fournir un chiffrage du nombre total de biens immobiliers construits par le Fonds du logement et la SNHBM depuis leur création ?

2) Combien de ces biens ont été revendus sur le marché privé, échappant ainsi à la propriété publique malgré l'existence d'un droit de préemption ?

3) Dans quelles communes ces biens se situent-ils, et combien de biens dans chacune de ces communes ont été vendus sur le marché privé ?

4) Pourriez-vous estimer le montant moyen des plus-values générées par ces ventes immobilières ?

5) Serait-il également possible de quantifier la superficie totale des terrains ayant quitté le domaine public pour finir sur le marché privé à la suite de ces transactions ?

6) Enfin, combien de biens immobiliers actuellement détenus par les promoteurs publics sont encore susceptibles d'être vendus sur le marché privé, dans l'hypothèse où ces promoteurs n'exerceraient pas leur droit de préemption ?

**Réponse** (11/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Depuis sa création, il y a 45 ans, le Fonds du logement a mis 1.736 logements sur le marché destinés à la vente aux particuliers.

La Société nationale des habitations à bon marché (ci-après « SNHBM ») a été créée en 1919 et fête cette année ses 105 ans. Il n'est donc pas aisé de retracer ce chiffre. À l'occasion de son centenaire, la SNHBM a édité un livre regroupant la majorité des logements réalisés.

Il est estimé que la SNHBM a construit environ 9.000-10.000 logements depuis sa création.

ad 2) Avant le milieu de l'année 2013, le Fonds du logement disposait de droits de préemption de durées allant de 10 à 20 ans. La totalité de ces biens a donc été, ou sera encore, revendue sur le marché privé.

À partir du milieu de l'année 2013, le Fonds du logement a adopté un droit de préemption couvrant la totalité de la durée de l'emphytéose, qui est de 99 ans. Le Fonds du logement exerce toujours son droit de préemption et procède ainsi toujours au rachat des logements vendus.

Avant février 2018, la SNHBM disposait de droits de préemption de durées allant de 12 à 25 ans. La totalité de ces biens a donc été, ou sera encore, revendue sur le marché privé.

À partir de février 2018, la SNHBM a adopté un droit de préemption de 99 ans. La SNHBM exerce toujours son droit de préemption et procède ainsi toujours au rachat des logements vendus depuis 2018.

ad 3) Les 1.736 logements, mis sur le marché destiné à la vente aux particuliers, du Fonds du logement sont répartis sur 27 communes, avec les villes de Luxembourg, Differdange, Dudelange et Esch-sur-Alzette qui représentent 75 % des ventes réalisées. Dans son rapport d'activités 2023, à la page 47, le Fonds du logement illustre la répartition des logements sur les 27 communes.

En raison de son long historique, la SNHBM ne dispose pas de toutes les données. À partir de février 2018, la SNHBM a adopté un droit de préemption de 99 ans et elle exerce toujours son droit de préemption depuis.

La SNHBM a toutefois établi un historique depuis 2018. Le tableau ci-dessous reprend les logements (par commune) mis en chantier et destinés à la vente au cours des années correspondantes.

ad 4) Le Fonds du logement et la SNHBM ne sont pas en mesure d'évaluer les plus-values réalisées par les acquéreurs.

ad 5) Le Fonds du logement et la SNHBM ne sont pas en mesure d'évaluer la superficie totale des terrains





ayant « fini sur le marché privé à la suite de ces transactions ».

ad 6) Depuis 2013 le Fonds du logement et depuis 2018 la SNHBM exercent toujours leur droit de préemption et procèdent toujours au rachat des logements. Ainsi, plus aucun bien n'est susceptible d'être vendu sur le marché privé.

**Crèches de nuit | Question 1378 (17/10/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)**

Zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rëtsch u Crèchen a Maison-relais fir Kanner. Dës Offer adresséiert sech allerdéngs virun allem un Elteren, déi während de regulären Auerzäite schaffen. Vill Elterendeeler schaffen allerdéngs op Schichten oder maache Permanence, wat si virun eng Rei Erausfuederunge stellt, wat d'Kannerbetreiwung ubelaangt. Sief et, well keng aner Persoun op d'Kand oppasse kann, oder well et an der Émgéigend keng Strukture gëtt, déi ausserhalb vun de regulären Auerzäiten owes ophunn.

D'reglementaresch Dispositiounen erlaben et den agreéierte Strukturen, tëscht 5.00 Auer moies an 23.00 Auer owes Kanner ze betreiwen. Well et aktuell keng Nuetscrèchen zu Lëtzebuerg gëtt, gräifen déi meescht betraffen Elteren op sougenannt „Dageseltere“ während de betraffenen Auerzäiten zeréck. An dësem Zesummenhang huet och d'Presidentin vum Policesyndikat SNPGL an engem rezente Interview um Radio d'Fuederung gestallt no regionale Crèché fir Kanner, deenen hir Elteren am öffentlechen Dëngscht an op Schichte schaffen, ewéi zum Beispill Polizisten oder Pompjeeën.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, folgend Froen un den Här Educationminister, den Här Minister fir den öffentlechen Dëngscht, den Här Aarbechtsminister an den Här Policeminister stellen:

1. Wéi vill Eltere schaffen aktuell zu Lëtzebuerg op Schichten? Wéi vill schaffen der dovun am öffentlechen Dëngscht? Wéi verdeelen sech dës op déi verschidde Berufsgruppen?
2. Wéi grouss ass déi aktuell Demande an de Kannerbetreiwungsstrukturen tëscht 19.00 an 23.00 Auer owes?
3. Wéi vill Elterendeeler, déi op Schichte schaffen, gräifen aktuell op Dageselteren zeréck?
4. Wéi positionéieren sech d'Ministère zu der Fuederung vum Policesyndikat, wat d'Kreatioun vu regionale Crèché fir Kanner, deenen hir Elteren am öffentlechen Dëngscht an op Schichte schaffen, ubelaangt?

**Réponse (19/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministère du Travail | M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | M. Serge Wilmes, Ministère de la Fonction publique**

ad 1. Vu datt keng Obligatioun besteet, d'Schaffen op Schichten am Privatsecteur bei enger offizieller Instanz ze mellen, leie keng esou Statistike vir.

D'Verwaltungen, déi am öffentlechen Dëngscht vun der Schichtaarbecht betraff sinn, si folgend:

- Police
- Arméi
- Administration pénitentiaire
- Administration des douanes et accises
- Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse

De Minister vun der Fonction publique huet keng Zuelen iwwert d'Schichtaarbecht an de jeeweilige Verwaltungen.

ad 2. Vun de 64.781 Kanner, déi am Juni 2024 an enger autoriséierter Struktur opgeholl goufen, hunn der 792 (also e bëssen iwwer 1 %) gefrot, fir op d'mannst eemol am Mount tëscht 19.00 Auer an 23.00 Auer betreit ze ginn.

ad 3. Am Juni haten 238 Dageselteren en Agreement fir Dag an Nuecht. Et waren 379 Kanner, déi op d'mannst eemol am Mount tëscht 19.00 Auer an 23.00 Auer betreit solle ginn.

ad 4. Dës Fuederung ass bekannt. Et ass e legitime Uleies, dat net nëmmen d'Police, mee och vill aner Berufsgruppen am privaten an öffentlechen Dëngscht betrëfft. An deem Sënn wäert vun der Regierung un enger iwwergräifender Léisung geschafft ginn.

Den Educationminister schafft um Zil, datt bis 2030 keng Kanner méi sollen op enger Waardelëscht vun enger Betreiwungsstruktur stoen. Esou steet et am aktuelle Regierungsprogramm. D'Gemengen an d'Gestionnaire sollen ënnerstëtzt gi bei dësem Ausbau, deen noutwenneg ass. Et ass am Moment net virgesinn, dësen Ausbau nëmme fir bestëmt Gruppe vun Eltere méi séier virunzedeiwen.

Fir Elteren, déi op Schichte schaffen, ass et méi schwéier, eng Betreiwungsstruktur ze fannen. Dofir sollen d'Veerhältnissen vun de Strukturen an der nonformaler Bildung entwéckelt ginn, fir méiglech villen Elteren eng passend Betreiwung ze erméiglechen.

**Saisie de cochons d'Inde négligés | Question 1379 (17/10/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)**

An engem rezente Presseartikel ass vun engem Déiereschutzfall bericht ginn, wou 401 Mierschwéngercher saiséiert goufen, well se net ënner aartgerecht Bedéngunge gehale goufen. Sait der éischter Kontroll den 30. September hu missen iwwer 100 Déiere wéinst diverse Grënn (Verfettung vun den Organer oder Deformatiounen vun Zänn) ageschléifert ginn. Vu verschidde Déiereschutzorganisatiounen gouf kritiséiert, datt dës Affaire net transparent gehandhaabt gouf a keng gutt Kommunikatioun stattfand huet. En plus gouf vun deenen Déiereschutzorganisatiounen kritiséiert, datt ee sech hätt kënnen méi Zäit loosse fir d'Ënnersichung vun den Déieren a soumat net hätt misse sou schnell esou vill Déieren euthanaséieren.

An dësem Zesummenhang wéilt ech der Madame Minister fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froen stellen:

1. Gouf et, ewéi et am Presseartikel ervir geet, keen offiziell Schreiwes vun der ALVA? Wa net, wissou? Wéini gëtt d'ALVA an offiziell Schreiwes eraus?
2. Firwat huet d'ALVA an esou engem Fall ewéi dësen, wou ganz vill Déiere saiséiert goufen, just eng Déiereschutzorganisatioun kontaktéiert?
3. Wéi eng Déiereschutzorganisatiounen si wéi oft am Joer 2022 an 2023 vun der ALVA em Hëllef gefrot ginn, fir Déieren opzehuelen?

**Réponse (24/10/2024) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

ad 1. An dëser Affär gouf et keen offiziell Schreiwes vun der ALVA. Generell ass et esou, dass d'ALVA iwwert hir Aarbecht um Terrain betreffend d'Déiere-wuel, wou et sech ëm een héichsensibelt Thema, och fir all implizéiert Acteuren, handelt, net no bausse kommunizéiert. D'ALVA wäert awer hir Kommunikatioun an dësem Beräich iwwerdenken, fir an Zukunft jee no Fall méi proaktiv ze kommunizéieren.

ad 2. An dësem Fall war d'Unzuel vun den Déieren op der Plaz am Virfeld schwéier anzuschätzen, eréischt wéi d'Déieren erausgeholl gi sinn, konnten se all eenzel gezielt ginn. D'ALVA kontaktéiert am Allgemengen eng Organisatioun, déi, wann se sech bereet erklärt bei enger Aktioun ze hëllefen, d'Déieren an hir Obhut hëllt a sech gegebenefalls jee no Bedarf och mat weideren Acteuren fir d'Versuerge vun den Déieren a Verbindung setzt. An dësem Fall ass d'Organisatioun nach op der Plaz, wéi d'Ausmooss vun der Unzuel vun den Déieren ze gesi war, gefrot ginn, ob fir si d'Gerance machbar wier.

ad 3. Et gëtt keng Statistik doriwwe, wéi oft déi eng oder aner Organisatioun gefrot ginn ass. Wéi eng Organisatioun kontaktéiert gëtt, hënk haaptsächlech vun der Déierenart of an dono, ob d'Organisatioun bei der Kontaktopnam Kapazitéit(en) huet oder net. Et kënn et vir, datt Kontakt mat enger Organisatioun opgeholl gëtt, déi dann un eng aner verweist oder selwer eng aner kontaktéiert, well se dee Moment keng Plaze fräi huet.

**Manque de places dans la maison relais à Mersch | Question 1380 (17/10/2024) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)**

Aus der nationaler Press vum 15. Oktober geet ervir, dass d'Gemeng Miersch mat engem akuten Plazmangel an de Maisons relais an de Betreiwungsariichtungen ze kämpfen huet. Sou ass gewosst, dass d'Kanner, déi ab hirem drëtten Joer an de Precoce kënnen goen, keng deementspreechend Plaz an de Maisons relais kréien. Doraus erschléisst sech, dass Elteren, déi vollzäit schaffen an net kënnen op d'Hëllef vun der Famill zréckgräifen, hir Kanner net an de Precoce kënnen schécken a gezwonge sinn, op Crèchen oder Dagesammern zréckzegräifen, wat substanzuell finanziell Konsequenze fir déi jeeweileg Familien huet.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Educationminister stellen:

1. Wéi eng Mesurë gesäit den Educationminister vir, fir an Zukunft esou ee Plazmangel ze verhënnere?
2. Gëtt den Edukatiounminister de Gemenge Virgaben zum Ausbau vun der Offer fir sécherzestellen, dass all Kanner Zougank zu enger öffentlecher Betreiwung hunn?
3. Op wéi enge Krittere kréien d'Kanner zu Miersch, an och an anere Gemengen, déi op enger Waardelëscht stinn, eng Plaz an der Maison relais?
4. Aus besotem Artikel geet ervir, dass d'Gemeng Miersch net aleng mat deem Problem géing stoen. Kann den Educationminister déi Ausso bestätegen? Wa jo, wéi vill Gemenge si konkret vum Plazmangel an de Maisons relais betraff?
5. Huet de Minister Zuele vun de privaten Offeren a Kenntnis doriwwe, ob et och an de private Betreiwungsstrukturen Waardelëschte gëtt?

**Réponse (19/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. Et sief bemierkt, datt den Ausbau vun de Plaze fir Kanner an der nonformaler Bildung am Regierungsprogramm 2023–2028 virgesinn ass an et ass eng vun de Prioritéiten vun der Regierung, datt all Kand soll kënnen seng Plaz hunn an engem Betreiwungs- a Bildungsservice (SEA). Et lafen eng Rei Reflexiounen, fir Léisungen zur aktueller Problematik ze fannen a fir de Familjen hire Besoinen

entgéintzekommen. Wéi am Regierungsprogramm indiquéiert, ënnerstëtzt de Staat d'Gemengen an d'Gestionnaires an hire respektiven Demarchen. Deem-entspreechend sinn déi finanziell Ennerstëtzung vum Staat fir d'Gemenge beim Bau vu SEAen schonn erhéicht ginn.

ad 2. D'Gemengen oder och privat Prestatairë këmmen sech ëm d'Schafe vu Plazen an de Betreuungs- a Bildungsservicer. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) gëtt keng Virgaben. Et wäerten awer Concertatioune gefouert gi mat de betraffene Parteien an ënner anerem mat de Gemeengeresponsablen, dëst am Kontext vun der Volontéit vun der Regierung, d'Kannerplazen an de SEAen auszubauen.

ad 3. D'Prioritéitscritèrë gi vun de SEAen selwer definiert a ginn net vum MENJE festgeluecht. Dëst gëllt souwuel fir déi konventionéiert wéi och fir déi privat Strukturen. Dofir variéieren d'Prioritéitscritèrë jee no SEA. Critèrë betreffend d'Plazeverdeelung si weeder am Gesetz nach an engem groussherzogleche Règlement festgeluecht. Deementspreechend ënnerläit et net dem Ministère, hei Critèren ze fixéieren. D'Gemengen an déi respektiv Gestionnaire setzen dës selwer fest.

ad 4. D'Waardelëschte ginn direkt vun de Gestionnaire vum de Betreuungs- a Bildungsstrukture gëréiert. Dofir huet de MENJE keng strukturéiert Informatiounen iwwert e Mangel an disponibele Plazen. Fir deem entgéintzewierken, gouf am Mäerz 2024 eng Ëmfro bei de SEAen fir Schoulkanner lancéiert fir erauszefannen, wéi vill Kanner keng Plaz konnte kréien; d'Zil dovun ass, erauszefannen, wéi vill Kanner op de Waardelëschte stinn an de Besoin u Betreuungsplazen ze erkennen.

D'Resultater vun der Ëmfro, op déi 66 % vun den Haiser geäntwert hunn, hunn erginn, dass a 34 Gemengen an op d'mannst engem SEA Kanner op der Waardelëscht stinn. Et ass awer och ze ernimmen, dass d'Analysen, déi op Basis vun der Facturatioun vum CSA gemaach goufen, weisen, dass am Abrëll 2024 6.387 Plazen uechter d'Land net besat waren.

ad 5. Et sief drun erënnert, dass déi meescht non-formal Bildungsstrukturen e privaten Träger hunn, eng ASBL oder eng Entreprise mat kommerzieller Ausrichtung. Verschiddener sinn och vun der Gemeng selwer gëréiert. Et gëtt also och privat Betreuungs- a Bildungsstrukturen, déi Waardelëschten hunn.

Am Aktivitéitsbericht vum MENJE ass ze liesen, dass déi gesamt Offer u Plazen am Secteur vun der non-formaler Bildung (SEA, Mini-Crèche an Assistenten parentales) vu 64.424 Plazen am Joer 2022 op 68.400 Plazen am Joer 2023 geklomm ass. Dëst entsprécht enger Erhéijung vu 6,2 % par rapport zum Joer vir-drun. Et ass ze preziséieren, dass eng selwecht Plaz vu méi Kanner, natierlech zu ënnerschiddlechen Zäiten, ka besat ginn.

Vun dëse Plazen ass en Total vu 47.391 Plaze fir Schoulkanner reservéiert. Well de Gestionnaire selwer kompetent ass fir d'Gestioun, huet de MENJE deemno keng Gesamtvue vun de Waardelëschten.

**Propagation d'une nouvelle drogue Captagon® | Question 1381 (17/10/2024) de M. André Bauler | Mme Carole Hartmann (DP)**

Récemment, les médias allemands ont signalé une augmentation significative du trafic et de la consommation de la drogue synthétique Captagon®. Au départ, l'Allemagne était considérée comme un

simple pays de transit dans le circuit de distribution de cette substance. Cependant, il devient désormais évident que la production et la consommation de Captagon® représentent un problème croissant qui nécessite une attention particulière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que des signes de consommation de Captagon® ont pu être constatés au Luxembourg ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles tendances spécifiques peuvent être observées quant aux consommateurs et modes de consommation ?
- 3) Est-ce qu'une sensibilisation en relation avec les dangers associés au Captagon® est envisagée ?
- 4) Quelles stratégies seront mises en place pour prévenir une diffusion de la substance au Luxembourg ?
- 5) Existe-t-il des partenariats ou des collaborations avec d'autres pays, en particulier l'Allemagne, pour mieux comprendre la dynamique du marché du Captagon® et pour élaborer des réponses coordonnées face à cette problématique ?

**Réponse (19/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) et 2) Les informations fournies par les services spécialisés en matière d'usage récréatif de drogues qui sont en contact direct avec les usagers de produits psychoactifs, ainsi que les données issues du Dispositif national d'alerte précoce en matière de nouvelles substances émergentes et leurs modes de consommation, ne permettent pas de conclure que le Captagon® soit sujet à un usage non médical significatif et/ou problématique ou que ce dernier ait significativement augmenté récemment à l'échelle nationale.

ad 3) et 4) Les mesures nationales d'information, de sensibilisation et de prévention s'appliquent à une grande variété de produits psychoactifs, dont les amphétamines (phényléthylamines) et substances assimilées qui témoignent d'effets similaires à la fénétyline (métabolisé), principal principe actif contenu originairement dans le Captagon® et qui fut produit en Allemagne à partir des années soixante. Cette approche est préférée notamment parce qu'il existe un nombre fort élevé de produits contenant les mêmes principes actifs qu'ils disposent ou disposaient d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) ou non.

Il importe en effet de souligner que le Captagon® n'est ni une nouvelle drogue, ni une substance en soi mais le nom d'un médicament psychostimulant qui a été commercialisé notamment sous le nom de Captagon® pour le traitement de la narcolepsie et du trouble déficitaire de l'attention. D'ajouter que le Captagon® est entre-temps retiré du marché.

ad 5) D'une part, il existe une collaboration nationale avec le réseau TEDI (Trans-European Drug Information project) et d'autre part, il y a un échange continu avec l'EUDA (European Drug Agency) qui a justement publié en 2023 un rapport<sup>2</sup> étoffé en la matière et qui continue à suivre les évolutions en matière de consommation et de trafic du Captagon®, ou des produits vendus comme tel, à travers les informations fournies par les dispositifs de monitoring de l'ensemble des États membres de l'UE. Ces réseaux

et collaborations nationaux et européens permettent d'harmoniser les informations en matière de l'émergence de nouvelles tendances de consommation et de mettre en œuvre d'éventuelles réponses coordonnées.

**Conseil de discipline | Question 1383 (17/10/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)**

Le Conseil de discipline joue un rôle central dans la gestion des sanctions des fonctionnaires ayant enfreint leurs devoirs. Il est chargé de prononcer des sanctions disciplinaires, allant d'un simple avertissement jusqu'à la révocation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- 1) Combien de fois le Conseil de discipline a-t-il été saisi au cours des cinq dernières années ? Pendant cette même période, combien d'enquêtes à charge et à décharge ont été menées par le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ?
- 2) Combien de sanctions ont été prononcées durant la période 2023-2024 ? Quelles sont ces sanctions ?
- 3) D'après les statistiques, quels reproches sont les plus fréquents ?
- 4) Combien de fois le conseil a-t-il été saisi en tant qu'instance d'appel ?

**Réponse (15/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique**

ad 1) Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 18 octobre 2024, le Conseil de discipline des fonctionnaires de l'État a été saisi de 144 dossiers disciplinaires.

Pendant cette même période, le CGID a été saisi de 342 affaires du secteur étatique.

ad 2) Durant la période 2023-2024, le Conseil de discipline des fonctionnaires de l'État a prononcé les sanctions suivantes dans 46 affaires.<sup>↑</sup>

La légère différence entre le nombre de sanctions et le nombre d'affaires s'explique par le fait que le Conseil de discipline peut prononcer plusieurs sanctions cumulativement pour une affaire.

ad 3) Les dossiers visent souvent des situations complexes qui s'apprécient dans leur ensemble. Compte tenu de leur contexte particulier, ils sont difficilement comparables pour en extraire une statistique parlante.

ad 4) Durant la période 2023-2024, le Conseil de discipline des fonctionnaires de l'État a été saisi en tant qu'instance de recours dans 5 affaires.

**Expulsion de centres d'accueil de personnes vulnérables | Question 1384 (17/10/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)**

Dans les dernières semaines, la presse nationale a publié plusieurs témoignages de familles au point d'être expulsées de foyers d'accueil de l'Office national de l'accueil, notamment une famille avec une mère souffrant de problèmes de santé graves et une famille avec un jeune enfant de 4 ans.

Dans son analyse de l'accord de coalition 2023-2028 datant de janvier 2024, le Collectif réfugiés (LFR) se dit être « alarmé par les mises à la rue de plus en plus nombreuses décidées ces derniers mois par l'administration plongeant de nombreuses personnes dans une situation de grande précarité », notant par

<sup>2</sup> EMCDDA (2023), Technical report – Captagon trafficking and the role of Europe, Publications Office of the European Union, Luxembourg

ailleurs que « le désengorgement des structures d'accueil ne peut se faire que si des mesures concrètes et efficaces pour faciliter l'accès des BPI/BPT (bénéficiaires de protection internationale/bénéficiaires de protection temporaire) à un logement privé sont mises en place. »

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) De manière générale, quelles règles sont appliquées par l'Office national de l'accueil afin de décider si une personne ou famille doit quitter son logement dans un centre d'accueil ?

2) Dans quels délais les personnes concernées sont-elles informées par l'ONA de l'intention de les mettre à la porte ?

3) Les personnes concernées bénéficient-elles d'un accompagnement pour les aider à trouver un logement autonome, suite à la notification qu'elles seront expulsées de leur logement ? Comment cette prise en charge est-elle organisée le cas échéant ?

4) Dans le contexte des expulsions des centres d'accueil, quelles règles spécifiques sont mises en place par rapport à des personnes présentant des vulnérabilités (personnes âgées, femmes enceintes, personnes souffrant de maladies graves ou troubles mentaux, etc.) ou des familles avec enfants ? De quelles garanties les personnes vulnérables bénéficient-elles dans ce contexte ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données statistiques sur le nombre d'expulsions des centres d'accueil au cours des cinq dernières années, ventilées par année, par la catégorie des personnes concernées (familles, personnes célibataires) ?

6) Le Gouvernement entend-il mettre en place des mesures additionnelles pour faciliter l'accès des BPI ou BPT à un logement ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées à cet égard ?

**Réponse (19/11/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

ad 1) Selon la législation en vigueur, l'Office national de l'accueil (ONA) a pour mission d'organiser l'accueil des demandeurs de protection internationale. L'ONA envoie des mises en demeure, dont des demandes en déguerpissement, dans l'ordre chronologique des obtentions des statuts de bénéficiaire de protection internationale (BPI) depuis 2016.

Pour une personne déboutée (en situation irrégulière), l'ONA n'est plus responsable de son hébergement, et elle doit donc quitter la structure. Les personnes concernées reçoivent cette information par courrier de la part de l'ONA.

ad 2) En règle générale, le droit à un hébergement dépend du statut de la personne. Une personne ayant le statut de demandeur de protection internationale bénéficie d'un hébergement au sein d'une structure de l'ONA. En revanche, pour une personne déboutée (en situation irrégulière), l'ONA n'est plus responsable de son hébergement, et elle doit donc quitter la structure dans un certain délai qui est synchronisé avec le délai de la décision négative émise par la Direction générale de l'immigration du Ministère des Affaires intérieures. En général, les personnes disposent de 30 jours pour s'inscrire à un programme de retour volontaire, et l'interdiction d'accès aux structures de l'ONA est alignée sur cette période. Les personnes concernées reçoivent cette information par courrier de la part de l'ONA.

ad 3) À l'obtention du statut de protection internationale, les BPI disposent de tous les droits sociaux d'un citoyen luxembourgeois. Ainsi, ils ont accès au marché du travail et aux différentes prestations sociales, dont l'accès à un logement social ou abordable, au même titre que tout autre résident. L'ONA, quant à lui, offre un encadrement social ciblé dans le cadre duquel les BPI sont informés de leurs droits et orientés vers les services compétents, tels que l'Office social ou l'ONIS.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a conventionné le service LISKO de la Croix-Rouge luxembourgeoise, centre luxembourgeois pour l'intégration et la cohésion sociale, qui vise à encadrer et soutenir les BPI dans leurs démarches ainsi que leur autonomisation.

ad 4) Lors de l'obtention de son statut, le BPI peut profiter de toutes les aides mises à disposition par l'État, au même titre que les résidents luxembourgeois. L'ONA les oriente vers tous les services nationaux en mesure de les aider pour trouver un logement (offices sociaux, Fonds du logement, SNHBM, etc.). En cas de fortes vulnérabilités, l'ONA peut accorder un délai de tolérance.

En ce qui concerne les personnes déboutées de leur demande de protection internationale, celles-ci ont la possibilité de demander un sursis à l'éloignement pour raisons médicales.

ad 5) Le nombre de déguerpissements en présence d'un huissier durant les 5 dernières années :

- 2019 : Pas de déguerpissement enregistré
- 2020 : Pas de déguerpissement enregistré
- 2021 : Pas de déguerpissement enregistré
- 2022 : 3 déguerpissements (3 familles)
- 2023 : 4 déguerpissements (1 famille et 3 célibataires)
- 2024 : 3 déguerpissements (3 célibataires)

ad 6) Afin de faciliter l'accès au logement des BPI, le Gouvernement mise sur des mesures visant l'autonomisation et l'employabilité des DPI pour qu'ils soient préparés au marché du travail et du logement dès l'obtention de leur statut. Les BPT peuvent être hébergés dans les structures de l'ONA pendant toute la période de validité de la protection temporaire.

**Espace de type coworking dans une commune de la Nordstad | Question 1385 (17/10/2024) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)**

L'an dernier, le Ministère de la Fonction publique a fait aménager un espace de type « coworking » dans une commune de la « Nordstad ». Les locaux étaient initialement réservés aux fonctionnaires et employés du ministère, puis ils ont été mis à la disposition de l'ensemble des fonctionnaires et employés gouvernementaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Quelles ont été les dépenses effectuées par le ministère en vue d'aménager les locaux concernés ? Quels sont les points saillants de la convention rédigée à cet effet ?
- Combien de fonctionnaires et employés publics ont pu profiter entre-temps de cet espace coworking ? De quels départements ministériels émanent-ils ?
- Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il de ce projet pilote ?

**Réponse (18/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique**

Le projet pilote de l'ouverture d'un espace coworking à Schieren a été présenté pour la première fois lors d'une conférence de presse le 4 août 2023, tandis qu'une volonté de décentralisation par la création d'antennes sous forme d'espaces coworking a déjà été annoncée par le Premier ministre lors de son discours sur l'état de la nation en octobre 2021.

Le choix du site à Schieren s'imposait en raison de la localisation idéale à côté d'un axe routier très fréquenté, d'une distance de moins de 100 mètres d'une gare et d'un arrêt RGTR, la proximité par rapport à une piste cyclable régionale et la disponibilité d'emplacements de parking gratuits. Les responsables communaux offraient en outre des conditions idéales pour ledit projet pilote en proposant un bail « all-in » qui englobait non seulement la surface de 200 m<sup>2</sup> dans un centre culturel entièrement rénové, mais également le mobilier et l'équipement nécessaires pour l'exploitation de 22 postes de travail, ensemble avec des prestations auxiliaires, comme le nettoyage et la conciergerie. Le prix forfaitaire convenu entre la Commission des loyers et le conseil échevinal de la commune de Schieren est de 11.500,- EUR par mois, pour un contrat d'une durée initiale de 2 ans, renouvelable.

L'espace ouvrait ses portes en décembre 2023, dans un premier temps, exclusivement aux agents du Ministère de la Fonction publique et du Ministère de la Digitalisation. Après une phase de rodage, l'espace est à disposition de l'ensemble des agents publics depuis le 2 avril 2024. En ce jour, 107 agents publics se sont inscrits pour pouvoir profiter de l'espace coworking à Schieren et ce chiffre est en progression continue depuis la fin du projet pilote et l'ouverture à l'ensemble des agents.

Sachant que la fréquentation n'est non seulement dépendante de la disponibilité de postes, mais également du niveau de connaissance et d'acceptation de cette nouvelle forme de travail auprès des responsables hiérarchiques, il est à constater que le Ministère de la Fonction publique avance dans la transposition de son approche stratégique, présentée lors de la Commission parlementaire de la fonction publique le 28 mars 2024, en présence notamment des deux honorables Députés Bauler et Graas (lien <sup>↑</sup> vers le procès-verbal de la commission parlementaire du 28 mars 2024), qui vise à côté de la mise à disposition de postes en espaces coworking une communication continue envers les chefs d'administration en vue de les familiariser avec cette nouvelle possibilité de travail à distance.

**Obligation vaccinale | Question 1386 (18/10/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Ëmmer erëm kënn et duerch nei Infektiounswelle souwuel an der Chamber als och an der Gesellschaft zu enger Diskussioun iwwert eng méiglech Impfflicht. Nach ënnert der fréierer Ministesch fir d'Justiz Sam Tanson ass enger Proposition de loi geschaff ginn, déi am Kader vun enger Pandemie eng Impfpflicht virgesäit. An ëffentlechen Interviewen huet d'Madamm Tanson och ëmmer betount, dass esou e Projet prett wier.

Och an der Chamber ass esou eng Impfflicht schonns diskutéiert ginn. Heizou passend ass et zum Beispill am Januar 2022 eng Motioun vun der CSV ginn, déi déi deemoleg Regierung dozou opfuert, „à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi insituant une obligation vaccinale générale pour les

résidents et les frontaliers majeurs". Dès Motioun ass vun der Majoritéit ofgeleent ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass dee vun der Madamm Tanson zitéierte Projet de loi nach existent? Gëtt dëse Projet nach traitéiert oder ass en aus dem Aarbechtsplang gestrach ginn? Falls net, wéini wäert de Projet deposéiert ginn?

2. Wéi steet de Ministère de la Santé an de Ministère de la Justice haut zu enger Impfflicht?

**Réponse** (20/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Fir de Moment ass eng eventuell Impfflicht keen Diskussionsujet a war och ni Géigestand vu legaler oder reglementärer Dispositioun zu Lëtzebuerg. All Impfungen, déi zu Lëtzebuerg vum CSMI recommandéiert ginn, kënnen fräiwëlleg am Interêt vun der Präventioun vun iwwerdrobare Krankheeten a vun der Gesondheet vun eis all gemaach ginn.

.....

**Position luxembourgeoise par rapport à l'externalisation en dehors de l'UE de certaines procédures d'asile** | Question **1387** (18/10/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Dans une lettre adressée aux 27 États membres de l'UE, la Présidente de la Commission européenne a annoncé que la Commission présentera une nouvelle proposition législative concernant l'éloignement de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Dans cette même lettre, la Présidente a noté que l'UE devrait continuer ses réflexions sur le développement de « return hubs », de centres de retour, en dehors de l'Union européenne, et que l'UE pourra tirer des leçons de l'expérience de la mise en œuvre du protocole entre l'Italie et l'Albanie. Dans le cadre de ce protocole, l'Italie a commencé à transférer certains groupes de demandeurs de protection internationale vers des centres de détention en Albanie, où leurs demandes seront traitées.

Les déclarations récentes de la Présidente de la Commission européenne ainsi que l'accord entre l'Italie et l'Albanie ont été critiqués par de nombreuses associations. Dans ce contexte, Amnesty International plaide pour un abandon des discussions sur l'externalisation des responsabilités en matière de protection de réfugié.e.s, et estime que les centres de retour sont incompatibles avec le droit européen et international.

Selon un reportage de radio luxembourgeois, le Gouvernement luxembourgeois ne s'opposerait désormais plus de manière principale à une organisation des procédures d'asile à l'extérieur de l'Union européenne. Ainsi, le Ministre de l'Intérieur s'est dit prêt à discuter sur des modèles tels que le protocole entre l'Italie et l'Albanie ou encore sur des accords bilatéraux entre l'UE et des pays tiers.

Or, selon un article de presse datant d'aujourd'hui, Monsieur le Premier ministre a mis en doute la faisabilité pratique de l'externalisation de l'analyse des demandes d'asile par le biais de centres de retour.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre exclut-il catégoriquement que le Luxembourg soutiendra la mise en place de « centres de retour » voire l'externalisation de la procédure ou d'une partie de la procédure de traitement des demandes d'asile en dehors de l'UE ?

2) Monsieur le Premier ministre rejoint-il l'analyse de Amnesty International que la mise en place de « centres de retour » est incompatible avec le droit européen et international ?

3) De manière générale, quelle est la position luxembourgeoise par rapport à l'externalisation de la procédure d'asile en dehors de l'UE ?

**Réponse** (08/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'immigration est un sujet important et il s'agit de mettre en œuvre en Europe une politique migratoire responsable et solidaire, qui soit acceptée par les citoyens. Nous devons d'une part assumer notre responsabilité humanitaire, et d'autre part relever les défis que la société doit affronter, sans pour autant la surcharger. Ainsi, nous devons davantage nous occuper de l'immigration clandestine. Et ceci afin de protéger l'espace Schengen avec des frontières intérieures ouvertes.

C'est pourquoi le Gouvernement soutient une politique d'immigration responsable avec un cadre clairement défini, tel que prévu par l'accord de coalition : les demandeurs d'asile qui ont une perspective d'obtenir une protection doivent rapidement recevoir une réponse et être intégrés, et les personnes sans perspective de demeurer sur le territoire doivent obtenir une réponse dans les plus brefs délais et être mieux encadrées en vue de leur retour – ceci en évitant de faux espoirs.

Depuis 2015, environ 19.000 personnes ont introduit des demandes de protection internationale au Luxembourg. 8.500 personnes se sont vu octroyer une protection. En parallèle, 3.850 personnes ayant fui la guerre en Ukraine bénéficient actuellement d'une protection temporaire au Grand-Duché. Avec des capacités d'accueil de plus en plus sous pression à travers l'Union européenne, la mise en œuvre du pacte migration et asile est un pas important vers un relèvement de notre système afin de permettre un accueil digne de ceux qui ont besoin d'une protection et de répartir la charge de la migration d'une manière plus équitable. La protection des frontières extérieures doit être renforcée, et ceci également pour lutter davantage contre le trafic et les trafiquants des êtres humains. Lors des contrôles aux frontières extérieures, l'utilisation du SIS (Système d'information Schengen) et du VIS (Visa Information System) devra être améliorée ; à l'heure actuelle, seuls 50 % des visas sont contrôlés via le VIS.

Il est inacceptable que des migrants se noient en mer lors de leur traversée. En matière de sauvetage en mer, une obligation internationale, le Luxembourg contribue aux activités de l'agence Frontex avec la mise à disposition d'un hélicoptère, afin de repérer les embarcations de migrants en péril et de réduire le nombre de décès en Méditerranée.

L'Union européenne devra impérativement améliorer sa politique de retour de personnes n'ayant pas le droit de séjourner sur son territoire. Dans ce contexte, étant donné que le retour volontaire, comparé au retour forcé, reste la voie privilégiée du Gouvernement, le Luxembourg est en train d'élaborer un nouveau concept pour favoriser davantage le recours au retour volontaire dans le chef de personnes en séjour irrégulier. En parallèle, le Gouvernement veillera à inclure dans ses accords avec les pays partenaires en matière de coopération au développement une clause de réadmission de leurs ressortissants.

Au niveau de l'Union européenne, le Gouvernement exige le respect des droits fondamentaux et le respect

du droit international dans toutes les réformes proposées par la Commission européenne.

Il faut distinguer la mise en place éventuelle de centres de retour d'une part, et l'externalisation des procédures d'asile, de l'autre.

Le concept de « centres de retour » dans des pays tiers, viserait à accueillir exclusivement des personnes en séjour irrégulier, ayant épuisé toutes les voies de recours judiciaires possibles et refusant un retour volontaire vers leur pays d'origine. Il ne sera pas possible de concrétiser pareil concept sans amender la directive retour 2008/115 et de l'assortir de garanties solides en matière de respect des droits fondamentaux. Le Gouvernement estime également que les défis organisationnels liés à la gestion d'un centre de retour seraient d'ordre majeur.

À ce stade, le sujet de l'externalisation en matière d'asile ou de retour a été brièvement abordé lors du conseil JAI du 10 octobre 2024 et du Conseil européen du 17 octobre 2024, mais il n'existe pas encore de proposition au niveau européen. La Commission européenne est investie du droit d'initiative. Dès que la Commission aura présenté des propositions législatives, celles-ci seront examinées par le Luxembourg au regard des principes énoncés ci-dessus.

À noter que l'externalisation des procédures d'asile n'est pas ancrée dans le pacte sur la migration et l'asile.

D'ores et déjà, le modèle rwandais est incompatible avec les principes évoqués ci-dessus.

.....

**Étude concernant l'intersection Rossmillen (CR335/CR338)** | Question **1388** (18/10/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 24. August 2021 hunn ech eng parlamentaresch Fro (N° 4892) gestallt, fir op déi geféierlech Verkéierssituatioun vun der Kräizung op der Rossmillen (CR335/CR338) hinzewiesen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro huet den deemolege Mobilitéitsminister François Bausch präziséiert, datt eng Sécherheetsetüd um Lefe wier, fir dës Kräizung am Detail ze analyséieren. Weider heescht et, datt no dëser Analys e Projet géif ausgeschafft ginn, deen den Erkenntnisser vun där besoter Analys géif Rechnung droen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsminister:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi eng Erkenntnisser sech aus där genannter Etüd iwwert d'Kräizung bei der Rossmillen erginn hunn?

2. Wéi schätzt déi aktuell Regierung – no den Erkenntnisser vun där Analys – d'Geféierlechkeet vun der Kräizung bei der Rossmillen an?

3. Wéi eng konkret Schrëtt respektiv Aarbechte si geplangt, fir déi geféierlech Verkéierssituatioun op der Rossmillen ze entschäerfen, a wéini ka mat der Ëmsetzung vun deenen Aarbechte gerechent ginn?

**Réponse** (11/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro freet den honorabelen Deputéierten Informatiounen zu der Sécherheetsetüd iwwert d'Kräizung op der Rossmillen (CR335/CR338).

ad 1. Aus der genannter Sécherheetsetüd hunn sech zwee Haaptpunten erauskristalliséiert. Deemno koum d'Etüd zur Conclusioun, dass de Stroosseverlaf um Kräizungspunkt net den aktuelle Richtlinnen entsprécht. Zweetens ass d'Sicht fir de Verkéier um

CR338 a Faarrichtung Hengescht-Bënzelt op de Verkéier um CR335, deen dobäi och nach d'Virfaart huet, net gutt, an entsprécht net de minimale Siichtwäiten, déi laut de genante Richtlinie fir esou eng Kräizung virgeschriwwen sinn.

ad 2. Fir op dës Fro ze äntweren, zitieren ech an éischter Linn déi genannten Etüd: „Das Unfallgeschehen am Knotenpunkt ist als gering einzuschätzen. Lediglich 5 Unfälle mit Personenschäden innerhalb des 6 Jahres Zeitraums 2013–2018.“

Zousätzlech geet aus der Etüd ervir, dass een déi problematesch Konzeptioun vum Kräizungsberäich misst mat a Betruecht zéien, déi speziell fir d'Motorradfuerer eng Gefor duerstellt.

ad 3. Et ass virgesinn, d'Kräizung reegelkonform emzebauen an den Automobilisten\*innen um CR338 d'Virfaart ze ginn. Dës Entscheidung baséiert éischten op der méi héijer Verkéiersbelaaschtung vum CR338, an zweetens op déi besser Visibilitéit op de virfaartsberechtigte Verkéier.

De Virprojet fir d'Émgestalte vun der Kräizung hunn ech den 31. Mee 2024 approvüert. Am Moment ass geplangt, mat den Aarbechten un der Kräizung am Fréijoer 2026 unzefänken, dat énnert der Viraussetzung, dass bis dohinner d'Geneemegung virleien.

**Digitalisation de la santé | Question 1389 (18/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Paulette Lenert (LSAP)**

Suite à des divergences de vues concernant les solutions en matière de digitalisation de la santé, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) s'était retirée en 2022 du conseil de gérance de l'agence eSanté. Les responsables de l'AMMD reprochaient aux autres responsables de l'agence de ne pas suffisamment prendre en compte la solution proposée et largement soutenue par l'AMMD.

1) Comme Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait annoncé en début de l'année que des pourparlers seraient prévus avec l'AMMD, nous aimerions savoir quels ont été les résultats de ces pourparlers concernant cette matière.

2) Les représentants de l'AMMD ont-ils entre-temps repris leur siège au conseil de gérance de l'agence eSanté ? Dans la négative, quelles sont les perspectives en vue d'un retour ?

**Réponse (20/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Ces pourparlers sont toujours en cours.

ad 2) Les réflexions sont toujours en cours et le ministère est confiant qu'elles vont être finalisées en fin d'année.

**Législation relative à l'information sexuelle et à l'avortement | Question 1390 (18/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Paulette Lenert (LSAP)**

Dans le cadre de l'évaluation de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de la grossesse, le Gouvernement précédent avait mis en place un groupe de travail. Ce groupe de travail était composé des représentants suivants :

- Ministère de la Santé
- Direction de la santé
- Ministère de la Justice

- Collège médical
- Conseil supérieur de certaines professions de santé
- Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique
- Planning Familial

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quel est l'état d'avancement des travaux d'analyse de ce groupe de travail, respectivement a-t-il pu finaliser ses travaux ?
- 2) Quelles sont les cas échéant les conclusions ?
- 3) Madame la Ministre envisage-t-elle une réforme de ladite législation et le cas échéant dans quel sens ?
- 4) Quel est l'état d'avancement des travaux permettant d'établir des statistiques fiables sur les interruptions de grossesse ?
- 5) Quel est l'état d'avancement des discussions permettant d'établir une nomenclature pour les interruptions de grossesse ?

**Réponse (20/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Selon les informations à la disposition du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, le groupe de travail, auquel se réfèrent les honorables parlementaires, s'est réuni une seule fois au mois de mars 2023 pour un premier échange d'idées avec les acteurs du terrain au sujet d'une éventuelle réforme de la loi modifiée du 15 novembre 1978 portant sur l'information sexuelle, la prévention de l'avortement clandestin et la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse.

ad 2) Conscient de la nécessité d'adapter la loi précitée du 15 novembre 1978 et conformément à l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement actuel va procéder à la suppression du délai de réflexion de trois jours entre la consultation légale et l'acte d'interruption volontaire de grossesse. Parallèlement, et toujours suivant ce même accord, le Gouvernement va procéder à l'interdiction des certificats de virginité.

ad 3) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est sur le point de finaliser la rédaction d'un avant-projet de loi aux fins précitées.

ad 4) et 5) En ce qui concerne l'état d'avancement des travaux permettant d'établir des statistiques sur les interruptions de grossesse et l'état d'avancement des discussions permettant d'établir une nomenclature pour les interruptions de grossesse, il y a lieu de mentionner que lors de la réunion du 31 janvier 2024, les membres présents de la Commission de nomenclature, siégeant en composition « MedHosp », ont voté une recommandation circonstanciée introduisant une sous-section 2 intitulée « Actes liés à une grossesse se terminant par un avortement » à la section 1 – Obstétrique, au chapitre 6 « Gynécologie » du tableau des actes et services à la deuxième partie « Actes techniques » du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrétant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Par ce biais, entre autres les deux nouveaux actes avec les libellés suivants seront introduits :

- « Interruption de grossesse par moyen médicamenteux avant la fin de la 14<sup>e</sup> semaine d'aménorrhée [...] »
- « Interruption de grossesse par déclenchement médicamenteux ou curetage entre la fin de la 14<sup>e</sup> semaine d'aménorrhée et la fin de la 22<sup>e</sup> semaine d'aménorrhée [...] ».

Lesdits libellés sont supposés être les corollaires de l'article 12 de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse. Dès leur insertion dans la nomenclature des actes et services des médecins, l'identification du nombre d'actes en question est censée être réalisable.

**Accès à l'Aéroport de Luxembourg | Question 1391 (18/10/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)**

L'Aéroport de Luxembourg – le seul aéroport international au Luxembourg – a desservi pas moins de 4,79 millions de passagers en 2023, témoignant d'une dynamique de croissance considérable. La fréquentation de l'aéroport se répercute forcément sur le niveau de la congestion du trafic routier aux portes du bâtiment. Ainsi, aux heures de pointe, il faut compter plus d'une demi-heure de la sortie du bâtiment de l'aéroport jusqu'au rond-point de la route de Trèves, qui se situe pourtant à une distance d'à peine 300 mètres. La mise en place de l'extension du tram ainsi que de la gare de bus « Héienhaff » au printemps de l'année prochaine marquera un tournant dans le raccordement de l'aéroport au transport public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Au-delà de l'amélioration du raccordement de l'aéroport au transport public, Madame la Ministre envisage-t-elle une deuxième sortie routière directe vers le quartier Neudorf afin de soulager le flux du rond-point de la route de Trèves ?
- 2) Quel sera l'impact prévisible sur le trafic routier de la construction de la « Airport City » allant de pair avec la création du « Skypark Business Centre » ?

**Réponse (15/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

L'honorable Députée s'enquiert dans sa question parlementaire sur la gestion du trafic routier à la sortie de l'enceinte de l'Aéroport de Luxembourg.

ad 1) Afin de soulager le flux du rond-point de la route de Trèves (route nationale N1), deux nouveaux accès ont été prévus pour desservir l'aérogare et le « Skypark Business Center » :

- 1) dans le cadre du projet « Skypark Business Center », un accès direct à la route de Trèves au niveau de la rue Lou Hemmer a été mis en service le 4 mars 2024 ;
- 2) dans le cadre du projet « Nouveau boulevard du Höhenhof », un nouvel accès à l'aérogare à partir de l'échangeur Senningerberg et le Cargocenter sera mis en service début 2025.

La mise en service de la sortie d'autoroute et l'activation partielle du boulevard Höhenhof ont déjà permis d'améliorer sensiblement les conditions de circulation. En décembre, le risque d'embouteillage sera encore réduit grâce à l'activation de la prochaine phase de transformation du boulevard Höhenhof.

Une fois les travaux d'optimisation de la circulation achevés, les passagers auront le choix entre deux possibilités d'accès à l'autoroute A1 (sorties 9 Senningerberg et 10 Cargocenter) depuis le terminal ou les parkings situés à proximité. De plus, la sortie B du parking souterrain de l'aéroport sera parallèle à la route nationale N1 et débouchera sur cette dernière à hauteur de l'arrêt de bus « Senningerberg Lou Hemmer », permettant aux passagers de sortir sans passer par le rond-point de l'aéroport.

ad 2) Des prévisions de trafic ont été réalisées pour l'ensemble de la région, en tenant compte des mesures infrastructurelles et d'exploitation définies dans le Plan national de mobilité 2035. Ces études indiquent que le trafic devrait augmenter de 25 % dans ce secteur entre 2022 et 2035.

L'accès au « Skypark Business Center », ainsi qu'à la zone de livraison du terminal, est indépendant de l'entrée de l'aéroport. Bien en amont de l'aéroport, le flux de locataires et de visiteurs est déjà dévié de la route nationale N1 et dirigé vers le parking souterrain situé à l'arrière du bâtiment.

L'impact attendu sur l'entrée de l'aéroport est donc marginal.

.....

## Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) | Question 1392 (18/10/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Les initiatives nationales et européennes pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ou encore les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) se sont multipliées ces dernières années. Une dimension importante sont les rapports non financiers avec la directive du 22 octobre 2014, dont le champ d'application sera encore élargi avec la directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), en cours de transposition. Une autre dimension consiste dans les formations et certifications offertes par des organismes comme l'Institut national pour le développement durable et la RSE (INDR) fondé en 2007.

Une analyse des différents rapports et des politiques en matière d'ESG adoptés par les entreprises luxembourgeoises montre cependant des disparités considérables au niveau des priorités fixées, mais aussi de la qualité de ces politiques, ce qui est largement dû à l'absence de tout contrôle des rapports non financiers et aux multiples référentiels, non standardisés, utilisés.

Ainsi, pour les années 2019-2021, sur 81 entreprises au Luxembourg qui remplissaient le critère d'avoir au moins 500 employés selon la liste des « principaux employeurs au Luxembourg en 2022 » éditée par le State<sup>3</sup>, 16 entreprises étaient exclues à cause de leur forme juridique<sup>4</sup>, et 5 entreprises pour ne pas remplir pas le deuxième critère concernant le bilan ou le chiffre d'affaires. D'après certaines recherches, 40 entreprises n'auraient pas publié de rapport non financier après l'entrée en vigueur de la loi sur les rapports non financiers, pour 28 d'entre elles parce qu'il s'agit de sociétés filiales dont la société mère publie déjà un rapport non financier en consolidant toutes ses entités. Cependant, 12 entreprises n'ont pas fait de déclarations non financières bien qu'elles aient été concernées et non exemptes par la loi. À la fin, 20 entreprises luxembourgeoises ont fait un reporting non financier sur leurs objectifs de durabilité.

L'analyse de ces rapports fait également apparaître que les mesures favorisant l'environnement sont le parent pauvre des politiques ESG des entreprises luxembourgeoises.

Enfin, les 20 rapports analysés sont très peu comparables, au vu des nomenclatures, référentiels et méthodes disparates utilisés. Enfin, selon une enquête de l'INDR<sup>5</sup> en 2022, environ 40 % des entreprises

participantes ont une politique RSE, mais peu la communiquent au public et peu sont disposées à mettre en place un budget dédié à une stratégie de développement durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Est-il conscient qu'un certain nombre d'entreprises concernées ne se conforment pas à leur obligation de rédiger et publier un rapport non financier sur leurs engagements en matière d'objectifs RSE ?

2) Existe-t-il une instance, par exemple au sein de la Chambre de Commerce, qui contrôle la mise en place, mais aussi la qualité des politiques RSE au sein des entreprises luxembourgeoises, et les moyens déployés pour les transposer ?

3) Existe-t-il une réflexion quant à la mise en place d'un référentiel unique par le Gouvernement pour les rapports non financiers, éventuellement différents selon les secteurs économiques, afin d'en améliorer la lisibilité et la comparaison ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il actuellement des informations sur des entreprises, qui rapportent des pratiques en matière ESG ?

**Réponse (19/11/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice**

ad 1) La loi du 23 juillet 2016 concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes a naturellement vocation à s'appliquer, comme toute loi.

La directive, et donc la loi subséquente, qui au passage avait modifié la directive sur la comptabilité (« Accounting Directive »), contraint certaines grandes entreprises à rendre publiques des informations de nature non financière. En conformité avec ladite directive, la Commission avait ajouté des recommandations et des lignes directrices (« Guidelines »), notamment sur le reporting ainsi que sur le climat et l'environnement, et il semble que ce sont ces dernières qui ont été peu suivies dans la pratique.

En conséquence, la Commission s'était engagée dans le cadre du Green Deal et de son programme de travail 2020 à réviser et à compléter cette directive sur le reporting non financier, et qui contribue aussi à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action sur la finance soutenable. La proposition introduite par la Commission le 21 avril 2021 en tant que partie du paquet de mesures en matière de finance durable annoncées dans la « Communication on EU Taxonomy, Corporate Sustainability Reporting, Sustainability Preferences and Fiduciary Duties », a entre-temps été adoptée et est en cours de transposition en droit national.

Cette démarche, qui va harmoniser les obligations en matière de reporting sur la durabilité, va étendre et renforcer les obligations de la directive antérieure, notamment par les points suivants :

– élargissement du champ d'application à toutes les entreprises d'une certaine dimension ainsi qu'à

toutes les entreprises cotées sur les marchés régulés (hormis les microentreprises) ;

- exigence d'un audit (« assurance ») portant sur les informations pour en assurer l'exactitude ;
- introduction d'exigence de reporting plus précise, ainsi qu'une obligation de reporting conforme aux standards en matière de durabilité européenne ;
- obligation de répertorier et formater l'information en question de manière digitale afin qu'elle puisse être traitée de manière automatisée.

Enfin, la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (« CSDDD ») et modifiant la directive 2019/1937 et le règlement 2023/2859, adoptée en date du 13 juin dernier, met en œuvre de manière harmonisée mais contraignante une obligation de reporting sur leur devoir de vigilance que les entreprises mettent en œuvre dans leur chaîne d'activités, en veillant toutefois à ne pas dupliquer les obligations de reporting mentionnées plus haut.

Au final, les directives CSRD et CSDDD, en cours de transposition en droit national, formeront un bloc cohérent et complet non seulement de reporting, mais aussi de nature à favoriser l'élaboration par les entreprises de véritables éléments stratégiques de RSE et de ESG parmi leurs objectifs. Le Ministère de l'Économie accompagnera les entreprises dans ce processus, tout en évitant les charges administratives inutiles.

Pour ce qui est des sanctions actuelles pour des entreprises qui, selon certaines recherches qu'évoque l'honorable Député, ne respecteraient pas les obligations actuellement en vigueur, les dispositions en matière de droit des sociétés prévoient des sanctions qu'il appartient le cas échéant aux tribunaux de prononcer.

ad 2) Le processus d'accompagnement peut être effectué par l'Institut national pour le développement durable et la RSE (INDR) rattaché à la Chambre de Commerce, ainsi que par la « House of Sustainability ».

Les entreprises peuvent avoir encore recours à des experts à cette fin, mais il n'appartient pas aux pouvoirs publics d'évaluer les orientations retenues et les modalités de leur mise en œuvre, ou à fortiori de s'immiscer dans la marche des entreprises. Les directives CSRD et CSDDD n'envisagent d'ailleurs pas cela, ni même la plupart des parties prenantes.

Dans le cadre du Pacte national « Entreprises et droits de l'homme », les pactes conclus volontairement par les entreprises avec le Ministère des Affaires étrangères portent sur 6 points que celles-ci s'engagent à mettre en œuvre en vue de promouvoir des objectifs de RSE et ESG :

- sensibiliser leur personnel et leurs parties prenantes à la protection des droits de l'homme en entreprise ;
- nommer une personne responsable des droits de l'homme dans leur organisation ;
- former les salariés concernés en matière d'entreprises et de droits de l'homme ;
- développer des instruments de gouvernance permettant d'identifier les risques et de prévenir les violations des droits de l'homme ;
- mettre en œuvre une ou plusieurs voies de recours pour traiter les cas signalés de violations des droits de l'homme ;
- publier un rapport annuel standardisé sur les mesures mises en œuvre.

ad 3) La directive CSRD prévoit la mise en œuvre d'un référentiel unique de reporting RSE à travers les normes ESRS (European Sustainability Reporting

<sup>3</sup> <https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/principaux-employeurs/2021/principauxemployeurs-taille.pdf>

<sup>4</sup> Les ASBL, les fondations et les établissements publics étant exemptés de la rédaction d'une déclaration non financière.

<sup>5</sup> <https://indr.lu/wp-content/uploads/2022/09/panorama-dd-entreprise-20223.pdf>



Standards), dont des projets de normes sont élaborés par l'EFRAG et sont soumis à l'adoption de la Commission européenne par voie d'acte délégué. En outre, l'élaboration de normes ERSR sectorielles est également prévue afin de prendre en considération les spécificités économiques des principaux secteurs d'activité.

La directive CSDDD comprend un volet relatif aux rapports et à leur publication par les entreprises, à leur collecte par une autorité désignée à cette fin, ainsi qu'au rôle de la Commission européenne, qui prendra des mesures d'exécution visant à garantir que lesdits rapports soient uniformisés.

ad 4) Le Gouvernement n'a pas d'informations particulières supplémentaires. Certaines entreprises disposent d'une politique ESG et RSE développée, intégrée et au cœur de leur démarche stratégique, et elles communiquent également à ce sujet, tandis que d'autres, parfois parce que leur secteur et leurs activités sont peu ou pas impactés par ces considérations, n'ont pas développé ces aspects.

La directive CSDDD fixera désormais un cadre harmonisé pour développer de manière obligatoire un processus interne de devoir de vigilance et faire rapport, puisqu'elle énonce qu'elle « vise à faire en sorte que les entreprises qui opèrent sur le marché intérieur contribuent au développement durable et à la transition vers la durabilité des économies et des sociétés grâce au recensement, et si nécessaire, à la hiérarchisation, à la prévention, à l'atténuation, à la suppression, à la réduction au minimum et à la réparation des incidences négatives réelles ou potentielles sur les droits de l'homme et l'environnement découlant des activités propres aux entreprises, des activités de leurs filiales et de celles de leurs partenaires commerciaux dans les chaînes d'activités des entreprises, et en veillant à ce que celles qui sont affectées par le non-respect de cette obligation puissent disposer d'un accès à la justice et de voies de recours ».

**Carrière de facteur** | Question 1393 (18/10/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Aktuell soll eng gréisser Unzuel vu Recourse vu Bréifdréier a Bréifdréiesche vu POST Lëtzebuerg virum Verwaltungsgericht agerecht gi sinn.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir d'Fonction publique an der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

– Stëmmt et, datt vill Recourse vu Bréifdréier a Bréifdréiesche virum Verwaltungsgericht a Relatioun mat engem Reklassement agerecht gi sinn? Wéi vill Recourse sinn et der genee?

– Féieren dës onzieleg eenzel Recoursen net zu enger Iwwerlaaschtung vun dem schonns ganz chargéierte Verwaltungsgericht?

– Wat kënnen Persounen, déi an esou enger änlecher Situatioun wéi d'Bréifdréier a Bréifdréiesche sinn, virum Verwaltungsgericht maachen, ouni d'Gerichter ze surchargéieren?

**Réponse** (15/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Mir kënnen den Deputéierte bestätegen, dass ongeféier 320 Bréifdréier a Bréifdréieschen eng ronn 640 Recourse virum Verwaltungsgericht agerecht hunn. D'Bréifdréier an d'Bréifdréiesche froen an dese Recoursen e Reklassement an d'Karriär C1. Vu dass all d'Recoursen awer dee selwechten Objet hunn an se

vun deem nämmlechten Affekot agerecht goufen, ass sech géeneegt ginn, dass e puer Dossieren elo als Pilot-Dossier traitéiert ginn. D'Partei sinn sech och eens, dass, esoubal eng definitiv Decisioun an desen Dossier geholl gëtt, all Dossier identesch a konform zu de Pilot-Dossieren traitéiert soll ginn.

Et steet all Bierger zou, e Recours viru Gericht ze maachen, wann e mat enger Situatioun oder Decisioun net zefridden ass.

**Avenir des télécommunications** | Question 1394 (18/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Europäesch Kommissioun huet den 21. Februar 2024 e Wäissbuch mam Titel „Wéi kann de Besoin un digitaler Infrastruktur an Europa gedeckt ginn?“ virgestallt. Dëst Dokument analyséiert déi europäesch Erausforderunge beim Opbau vun zukünftege Konnektivitéitsnetzer a stellt méiglech Zenarie vir, fir Investitiounen unzezéien, Innovatiounen ze förderen, d'Sécherheet ze erhéien an e richtegen digitale Banemaart ze realiséieren.

An Däitschland huet d'Bundesministerium fir Digitales an Transport de 16. a 17. Abrëll 2024 eng Unhéierung mat Stakeholderen aus der Telekommunikationsbranche zu dem Theema duerchgefouert an eng Stellungnam un d'Europäesch Unioun geschéckt. Dëst weist d'Wichtigkeet vun enger breet ofgestëmmter nationaler Positioun zu dem Sujet.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng änlech Consultatioun mat Stakeholderen aus der Telekommunikationsbranche zu Lëtzebuerg organiséiert?

– Wa jo, wéi eng Conclusiounen huet een doraus gezunn?

– Wann nee, ass esou eng Consultatioun geplangt?

2. Wéi bewäert d'Regierung de Virschlag, e méi integréierte Funkfrequenzmaart respektiv en harmoniséierten Usaz fir d'EU-wäit Frequenzverwaltung ëmzesetzen? Wéi eng konkret Moosname géif d'Regierung als sënnavoll ugesinn, fir dëst ëmzesetzen?

3. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vun der EU-Kommissioun, dass déi bisheereg Beméiungen ëm méi EU-wäit Koordinatioun, Konvergenz a Sécherheet bei der Frequenzverwaltung net vu Succès gekréint wären? Wéi eng Moosname kéinten op europäeschem Niveau zu Verännerunge féieren?

4. Setzt sech d'Regierung dofir an, en EU-Frequenzplang a Richtung 6G gesetzlech ze verankeren, fir dass nei technologesch Fortschréitter an der ganzer EU gläichzäiteg kënnen agefouert ginn?

5. Wéi bewäert d'Regierung de Virschlag zum „Verfall bei Netnutzung“ a Bezuch op Frequenzen?

6. Wéi gesäit d'Regierung d'Méiglechkeet, mat Hëllef vun industriepolitesche Moosnamen „europäesch Champions“ am Telekommunikationsberäich ze schafen?

7. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vun Investoren, dass duerch d'Fragmentatioun vun europäeschen Telekommunikationsmaart d'EU net attraktiv fir Groussinvestitiounen ass? Wéll d'Regierung eppes dogéint ënnerhuelen, a wa jo, wat?

8. Wéi bewäert d'Regierung d'Instrument vun de Konnektivitéitsgutschäiner? Plangt d'Regierung, esou Gutschäiner och zu Lëtzebuerg anzeféieren?

9. Wéi gesäit d'Regierung eng méiglech Ännerung vun der Maartregulatioun vun enger ex-ante-Regulatioun zu enger ex-post-Regulatioun? Mat wéi enge

méiglechen Auswierkungen op den TK-Maart rechent d'Regierung no enger eventueller Aféierung?

10. Wéi bewäert d'Regierung de Virschlag, d'„Hierkonfliktprinzip“ anzeféieren, bei deem d'Rechtswirschräfte vum Nidderloosungsmemberstaat agehale ginn, ouni dass d'Rechtswirschräfte vun den eenzele Memberlänner, an deene Servicer ugebuede ginn, musse befollegt ginn?

**Réponse** (14/11/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Regierung begréisst d'Initiativ vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwer d'Zukunft vun den digitalen Infrastrukture vun Europa, an deelt d'Ambitioun, d'EU am Interessi vum Konsument méi kompetitiv ze maachen. D'Analys vum Wäissbuch zu der technologescher Evolutioun an den Erausforderunge fir Europa am Bezuch op den Ausbau vun Ultrahéchgeschwindegkeets-Konnektivitéitsnetzwerker si besonnesch relevant.

D'Europäesch Kommissioun huet all interesséiert Parteien invitéiert, d'Wäissbuch am Kader vun hirer eegener öffentlecher Consultatioun ze kommentéieren. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) huet sengersäits iwwer seng Websäit de Public iwwert d'öffentlech Consultatioun vun der Kommissioun informéiert. Den Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda (SMC) huet d'Allgemengheet iwwer eng Informatiounscampagne op de sozialen Netzwierker duerch d'Plattform „Innovative Initiatives“ op dës Consultatioun opmierksam gemaach.

ad 2. bis 5. D'Regierung deelt den Avis vum „Body of European Regulators for Electronic Communications“ („BEREC“) a vum „Radio Spectrum Policy Group“ („RSPG“) zum Wäissbuch, a begréisst d'Initiativ, d'Koordinatioun vum Kalenner vun de Steeën a vun den Autorisatiounsprozedure vun neie Frequenzbänner ze stäerken. D'Regierung betruecht eng komplett Harmoniséierung vun de Frequenzprozeduren op EU-Niveau allerdéngs virsiichteg. Et ass wichteg, deenen technesche Spezifizitéiten, déi vu Land zu Land variéieren kënnen, Rechnung ze droen.

D'Regierung begréisst d'Propositioun vun der Kommissioun, fir en europäesche Frequenzplang a Richtung 6G op europäeschem Niveau ze verankeren, fir op dem Wee eng harmoniséiert Notzung vu 6G an der ganzer EU ze garantéieren.

D'Applikatioun vum Prinzip „Verfall bei Netnutzung“ erlaabt eng effikass an effizient Notzung vun de Frequenzen am Aklang mam europäeschen elektronnesche Kommunikatiounscode.

ad 6. a 7. D'Regierung ënnerstëtzt d'Schafe vun europäeschen Champions am Beräich vun der Telekommunikatioun mat Hëllef vun industriepolitesche Moosnamen. D'Diversitéit vu Produkter a Servicer am Interessi vum Konsument solle weider gefördert ginn.

D'Regierung deelt d'Meenung vun der EU-Kommissioun, dass bedeutend Investitioune gebraucht ginn, fir eng nohalteg an zukunftssécher digital Infrastruktur ze garantéieren. D'Regierung begréisst d'Suerge vun der Kommissioun, fir d'Kaderbedéngunge fir esou Investitiounen ze verbessern. D'Kommissioun huet festgestallt, datt den Telekommunikationsmaart an Europa méi fragmentéiert wéi an anere Regione vun der Welt ass. Dofir kéint d'Ewechuele vun onnéidege reglementaresche Barrieren hëllefen, Investitiounen an Telekommunikationsnetzwerker an der EU méi attraktiv ze maachen, an domat nei Wuesstemsméiglechkeeten opzemaachen.



ad 8. 2022 huet d'Regierung d'Emissioun vu Konnektivitéitsgutschäiner zu Lëtzebuerg agefoert. E Beneficiaire vun der „Allocation de vie chère“ ka vun enger Remise vun 10 Euro de Mount op sengem Festnetz-internetabonnement, deen op der Adress vu senger Haaptresidenz ugemellt ass, profitéieren. Dës Remise ka bei engem Internetbedreier vu senger Wiel, no Empfang vu sengem Konnektivitéitsbong, ugefrot ginn. All Stot, deen „d'Allocation de vie chère“ kritt, ka vun dëser Remise profitéieren.

ad 9. an 10. D'Regierung deelt dem BERC seng Meinung, dass d'ex-ante-Regulatioun sech bewisen huet, fir den Telekommunikatiounsmaart opzemaachen an d'Konkurrenz an d'Konsumentewiel ze féerden. Den Iwwergang vun enger ex-ante- op eng ex-post-Approche erfuerdert eng suergfältig Impaktstudie. Am Moment ass et ze fréi, fir d'Konsequenzen an den Patrimoine vum Hierkonftlandprinzipp, a vum Paradigmewissel vun enger ex-ante-Regulatioun op eng ex-post-Regulatioun ze bewäerten.

**Ancien centre d'émission radiophonique de Junglinster | Question 1395 (21/10/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)**

L'ancien centre d'émission radiophonique de Junglinster, avec son bâtiment central achevé en 1932 et ses antennes iconiques, est un témoin unique de notre patrimoine industriel national. Ce site a joué un rôle capital dans l'histoire des médias en Europe et dans le rayonnement international du Luxembourg, en permettant à la station privée Radio Luxembourg de diffuser, dès 1933, un programme multilingue à travers toute l'Europe et au-delà. Ce site a ainsi contribué à faire de Luxembourg un pionnier de la radiodiffusion et à projeter la voix du pays sur la scène internationale bien avant l'avènement des médias modernes.

Inscrit au cadastre de la commune de Junglinster (section JB, numéros 1018/6327 et 1001/5899), le site bénéficie d'une protection nationale par arrêté ministériel du 19 décembre 2022.

Il m'est rapporté que le propriétaire, le Broadcasting Center Europe, filiale de RTL Group, envisagerait un projet d'aménagement du site impliquant la destruction des antennes et un reclassement du site dans son ensemble.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

– Monsieur le Ministre est-il informé de ce projet de destruction des antennes, qui constituent un élément central de ce patrimoine ? Ces structures ne font-elles pas partie des éléments protégés ?

– Le ministre peut-il confirmer que le propriétaire cherche à obtenir un reclassement du site ? Quel est l'état actuel du dossier ?

– Serait-il possible d'envisager une mise en valeur de ce site exceptionnel en collaboration avec le propriétaire, afin de préserver ce patrimoine unique qui a marqué l'histoire internationale des médias ?

**Réponse (21/11/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité**

Les antennes actuellement en place sur le site de l'ancien centre d'émission radiophonique de Junglinster, qui ne sont pas les antennes d'origine y érigées, ne font pas partie des éléments classés patrimoine culturel national sur ce site. Aussi, une information quant à leur destruction n'est-elle pas obligatoire à l'égard du Ministre de la Culture.

Un recours contre la décision de classement de la station émettrice et des bassins d'eau a été introduit et l'affaire est pendante devant les juridictions administratives. En cas de décision favorable à la protection du patrimoine architectural, un projet de mise en valeur du site pourrait être élaboré ensemble avec le propriétaire et l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA.

Quant à un éventuel reclassement du site, il s'agit d'une question d'aménagement communal et de développement urbain qui relève de la compétence des autorités communales sur base de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

**Document juridique émis par la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est | Question 1396 (22/10/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)**

Le 18 octobre 2024, la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, a émis un document juridique dans lequel elle considère l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) du 19 juillet 2024 comme sans ambiguïté. En vertu du droit international, ce document oblige dès lors tous les États membres de l'ONU à mettre fin à la présence illégale d'Israël dans le territoire palestinien occupé. Les États doivent donc s'abstenir de tout acte reconnaissant l'occupation illégale, y compris toute modification du statut territorial depuis 1967 ou l'annexion de facto ou de jure d'un territoire. En pratique, cela signifie que tous les États doivent distinguer entre leurs relations avec Israël et le territoire palestinien occupé au niveau de leurs relations diplomatiques, consulaires et économiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre envers ce document juridique émis par la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ?

– Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il garantir que le Luxembourg respecte le droit international à cet égard ?

– Cette prise de position de la Commission d'enquête, change-t-elle la politique étrangère du Gouvernement ? Dans l'affirmative, comment ? Quelles sont les conséquences de cette prise de position de la Commission d'enquête au niveau européen et au niveau national ?

– Quels efforts Monsieur le Ministre estime-t-il entreprendre afin d'assurer que l'avis rendu par la CIJ le 19 juillet 2024 et la prise de position de la Commission d'enquête soient respectés au niveau européen ?

**Réponse (18/11/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

D'emblée, le ministère tient à préciser que le Luxembourg figurait parmi les États qui avaient soutenu la résolution de l'Assemblée générale A/RES/77/247 du 30 décembre 2022 et, ce faisant, sollicité l'avis consultatif de la Cour internationale de justice. Par ailleurs, le Luxembourg a aussi apporté son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/ES-10/L.31/Rev.1 du 13 septembre 2024, qui expose plusieurs lignes directrices d'action qui découlent de l'avis consultatif. Dans ce contexte, le

Luxembourg a bien pris note du document d'analyse juridique émis par la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qui est basé sur la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les actions israéliennes illégales à Jérusalem-Est occupée et dans le reste du territoire palestinien occupé. Ce document émis par la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, est largement conforme à la position que le Luxembourg a exprimée à travers ses votes à l'Assemblée générale des Nations Unies, et n'entraîne aucun changement de position. Le Luxembourg est en contact étroit avec les autres États membres de l'Union européenne pour échanger des points de vue sur la manière de traduire en actions concrètes cette analyse juridique et de faire en particulier le suivi des recommandations relatives à la mise en œuvre de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice. Différentes pistes sont explorées au niveau de l'UE, et le Luxembourg estime qu'une coordination et un engagement au niveau de l'Union européenne, y compris pour les États membres qui n'ont pas voté en faveur de la résolution, est la meilleure façon de garantir le suivi.

**Construction d'un collège franco-luxembourgeois à Audun-le-Tiche | Question 1397 (21/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Ben Polidori (LSAP)**

Depuis plusieurs années la construction d'un collège franco-luxembourgeois à Audun-le-Tiche est en discussion. Bien que le département ait déjà prévu une enveloppe de 20 millions d'euros pour le nouvel établissement, le projet n'a pas avancé les dernières années.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelle est la position du Gouvernement au sujet de la construction d'un établissement scolaire franco-luxembourgeois à Audun-le-Tiche ?

2) Quel type d'établissement scolaire et quel système éducatif le Gouvernement envisagerait-il pour ce projet ?

3) Quelle serait la contribution luxembourgeoise à ce projet ?

4) Quels efforts le Gouvernement a-t-il entrepris pour faire avancer ce projet ?

5) Quelles sont les raisons pour la lenteur des progrès de la réalisation de cet établissement scolaire franco-luxembourgeois ?

6) Le Gouvernement, prévoit-il la participation à la construction d'autres d'établissements scolaires dans la Grande Région ? Y a-t-il éventuellement des plans pour la construction d'un lycée de la Grande Région ? Dans l'affirmative, lesquels ?

**Réponse (22/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

ad 1) La création d'un établissement (collège et/ou lycée) transfrontalier est un projet en discussion entre le Luxembourg, les élus locaux, l'Académie de Nancy-Metz et le Ministère français de l'Éducation nationale depuis de nombreuses années. Le Gouvernement luxembourgeois s'est toujours montré ouvert à conduire des réflexions sur cette idée.



Dans un premier temps, un projet Interreg Grande Région, appelé Educo, a réuni les parties prenantes de la région pour étudier la faisabilité du rapprochement des deux systèmes éducatifs.

Ce projet avait dégagé plusieurs pistes de coopération qui ont été réalisées en partie dans le cadre de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) sur base de conventions entre le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et l'Académie de Nancy-Metz.

Mais le projet Educo a aussi mis en évidence des défis importants pour réaliser ce rapprochement et concevoir une offre unique binationale. Il y a d'une part les différences de l'organisation des deux systèmes, des différents cycles, l'existence en France du collège qui ne correspond pas au cycle inférieur du secondaire luxembourgeois ainsi qu'une problématique d'échelle, c'est-à-dire une organisation déconcentrée en France, organisée à l'échelle académique et centralisée au Luxembourg.

L'enseignement des langues diffère également en termes de début des apprentissages, de volume horaire, des exigences, des curriculums et des méthodes d'enseignement.

ad 2) Malgré ces défis, le Gouvernement luxembourgeois est toujours resté favorable au développement d'un tel établissement et a proposé par le passé qu'il pourrait être conçu selon le modèle des écoles européennes, modèle qui connaît un grand succès au Luxembourg. Cette proposition n'a toutefois pas été soutenue à ce jour par la partie française au niveau du Ministère français de l'Éducation nationale.

ad 3) Par deux courriers récents à ses homologues français, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a rassuré la partie française sur la pérennité du soutien luxembourgeois à ce projet et a proposé la mise en place d'un groupe technique pour travailler sur un nouveau modèle, de faire une analyse des contenus qui pourraient y être enseignés et surtout de réfléchir à un régime linguistique adapté, en s'inspirant par exemple du processus de développement et du modèle de l'école binationale germano-luxembourgeoise de Schengen.

Nous sommes en attente de la position du nouveau Gouvernement français sur la question.

ad 4) La contribution luxembourgeoise serait technique dans un premier temps, il s'agira de former un groupe de travail composé d'experts en développement curriculaire, en pédagogie et en méthodologie et didactique de l'enseignement des langues pour travailler sur tous les contenus et programmes à enseigner dans un tel établissement.

Hormis la question des programmes, d'autres questions, toutes aussi épineuses ne doivent pas être sous-estimées et sont à analyser par d'autres experts comme le choix d'un site pour la construction, le budget pour les infrastructures, les frais de fonctionnement, la rémunération des enseignants, le transport des élèves.

ad 5) À défaut d'avancées sur le projet d'une école binationale, le MENJE et l'Académie de Nancy-Metz, ont développé une version « light », c'est-à-dire la mise en place d'un parcours plurilingue, avec une composante comme la découverte de la langue luxembourgeoise dans les écoles de Villerupt et d'Audun-le-Tiche avec continuation de ce projet au collège de Villerupt. Ceci avait été retenu dans la déclaration d'intention signée entre le MENJE et le rectorat lors de la CIG de 2023. Le projet a démarré

à la rentrée scolaire 2024-2025 avec un équivalent à temps plein, un chargé de cours engagé par le MENJE, pour mettre en place, avec les enseignants français ce parcours de découverte de la langue luxembourgeoise. Le rectorat soutient fortement cet éveil précoce aux langues, éveil aux langues du voisin.

ad 6) Le Gouvernement n'est pas opposé à la participation à la construction d'un tel projet, sous condition que les travaux conceptuels préparatoires laissent entrevoir une réelle perspective de réalisation du projet et d'accord entre toutes les parties concernées.

.....  
**Système LU-Alert | Question 1398 (21/10/2024) de M. Meris Sehovic (déli gréng)**

En date du 17 octobre 2024, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a présenté le nouveau système d'alerte et d'information LU-Alert, à travers lequel des différentes autorités publiques peuvent déclencher des messages d'alerte et d'information à la population. À côté de la transmission de messages d'alerte par le biais de diffusion cellulaire et SMS géolocalisé, LU-Alert inclut également une application mobile et un nouveau site Internet, sur lesquels les messages d'alerte et d'information émis par le système peuvent être consultés.

Le lancement du nouveau système est accompagné d'une semaine de tests qui a commencé en date du 17 octobre.

Dans ce contexte, un premier message d'alerte « test » a été envoyé le 17 octobre, suivi par un deuxième le 18 octobre et un troisième de 21 octobre. Par ailleurs, les tests mensuels, tels qu'effectués jusqu'à présent, seront maintenus. Selon le Ministère de l'Intérieur, les messages de test seraient clairement identifiés comme tels.

Néanmoins, force est de constater que le premier message d'alerte « test » datant du 17 octobre comprenait un message de vigilance rouge à cause d'inondations, précédé par le mot « test ». Il est fort probable que ce message a conduit à des malentendus auprès de la population, puisque l'information qu'il s'agissait d'un test était facile à rater. Le deuxième message quant à lui contenait une alerte de vigilance orange pour verglas, précédée par l'indication « test test test ». Un troisième test a été lancé le 21 octobre, contenant une alerte de crue subite au canton de Mersch.

La page d'accueil du site web LU-Alert quant à elle affiche un bandeau avertissant la population que trois alertes sont en cours actuellement. Les lecteur.trice.s attentif.ve.s peuvent découvrir que dans un deuxième temps que les alertes actuellement en cours sont des alertes « test » plutôt que des alertes réelles.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les messages d'alerte « test » qui contiennent des informations de vigilance spécifiques (telles que « Inondations, alerte rouge, sud du pays ») et qui sont simplement précédés par la mention « test » peuvent trop facilement être confondus avec des messages d'alerte réels ? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un message « test » expliquant qu'il s'agit d'un test et indiquant qu'aucune action n'est requise de la part de la population serait plus clair et éviterait d'alarmer inutilement la population ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre adaptera-t-il les messages « test » du système afin d'éviter des malentendus ?

2) De même, Monsieur le Ministre adaptera-t-il l'affichage des alertes « test » sur le site web LU-Alert afin d'éviter des malentendus inutiles ?

3) Comment les autorités publiques décident-elles du canal d'alerte qui sera utilisé pour informer la population d'une situation spécifique ? Quelle est la procédure appliquée à cet égard ?

**Réponse (25/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad 1) Le premier message d'alerte test envoyé par SMS géolocalisé (« location-based SMS », LB-SMS), le 17 octobre 2024 à la suite du lancement du nouveau système d'information et d'alerte à la population, contenait le texte suivant :

« TEST Inondations, vigilance rouge, sud du pays/ Hochwasser, Stufe rot, Süden des Landes/ Floods, level red, south of the country // Details: website lu-alert ».

À la suite de ce premier test, quelques retours sont parvenus au Ministère des Affaires intérieures, l'informant que le premier terme, précisant qu'il s'agissait d'un test, pouvait passer inaperçu pour ne pas être détonnant par rapport au reste du contenu du message.

Pour remédier à cette éventualité de confusion dans l'esprit des destinataires du message test, le deuxième message d'alerte test envoyé par « location-based SMS », le 18 octobre 2024, a été rédigé comme suit :

« TEST TEST TEST / Verglas, niveau orange / Gefrierender Regen, Stufe orange / Freezing rain, level orange // 18.10.24 11h-13h / Details: website lu-alert ».

Les tests ont été conduits dans des conditions réelles, notamment en faisant allusion à une situation potentiellement réelle, non seulement pour s'assurer de la fonctionnalité technique des canaux d'alerte utilisés, mais aussi de la compréhension du contenu du message auprès de la population.

Suite à la semaine de tests qui a eu lieu entre le 17 et 24 octobre 2024, j'inviterai la population à participer à un sondage d'opinion sur lesdits tests, qui contiendra notamment des questions au sujet du contenu du message et de sa compréhension.

ad 2) Cela ne s'avère pas nécessaire, considérant que les messages d'alerte test affichés sur le site Internet de « LU-Alert » s'identifient clairement comme tels.

En effet, la description de l'alerte précise :

« TEST TEST TEST  
Ceci est un message test du système d'alerte et d'information national LU-Alert. Aucune action n'est requise de votre part. En cas de danger réel, vous auriez reçu un message tel que : [...] ».

ad 3) Les différentes autorités publiques qui sont menées, de par leurs missions respectives, à communiquer des alertes et informations à la population, ont défini une gouvernance commune sur l'utilisation du système « LU-Alert », qui a été approuvée par le Gouvernement en conseil lors de sa séance du 24 juillet 2024.

Conformément à ladite gouvernance, les autorités publiques choisissent le canal d'alerte à utiliser en fonction de leur adéquation à la situation encourue.

Ainsi, il est par exemple recouru au SMS géolocalisé (« location-based SMS », LB-SMS) lorsque l'événement en question est susceptible de présenter un danger certain ou important pour la population, à la diffusion cellulaire (« Cell Broadcast », CB) lorsque l'événement en question est susceptible de présenter

un danger important ou imminent pour la population et qu'une action immédiate est attendue d'eux.

Les messages d'alerte et d'information indiquant un évènement de niveau de gravité moindre sont en principe uniquement transmis par l'application mobile « LU-Alert ».

Cependant, pour atteindre le plus de personnes, toutes les alertes et informations sont aussi publiées sur l'application mobile « LU-Alert » et le site Internet [www.lu-alert.lu](http://www.lu-alert.lu).

.....

**Projet « Clarence » | Question 1399 (22/10/2024) de M. Ben Polidori (LSAP)**

Le projet « Clarence », fruit d'un partenariat entre LuxConnect et Proximus, est prévu pour être lancé à l'automne 2024. Ce cloud souverain vise à garantir une gestion intégrale des données au Luxembourg, en toute indépendance vis-à-vis des acteurs non européens. À la veille de son lancement, plusieurs interrogations subsistent quant à son avancement et ses perspectives.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Premier ministre :

- 1) Où en est précisément l'avancement du projet « Clarence » ? À quelle phase de son développement se trouve-t-il actuellement et quelle est la date envisagée pour son entrée en service ?
- 2) Quel est le montant total des investissements engagés pour ce projet ? Quelle a été la contribution financière de l'État luxembourgeois, notamment à travers l'implication de LuxConnect ?
- 3) Quels types de services « Clarence » proposera-t-il à ses utilisateurs ? Ses capacités et fonctionnalités permettront-elles de rivaliser avec des infrastructures telles que le cloud souverain français « OVHCloud » ?
- 4) À qui s'adressera ce cloud souverain ? Est-il destiné exclusivement aux entreprises ou les particuliers pourront-ils également en bénéficier ?
- 5) Le Gouvernement envisage-t-il de transférer certains de ses services publics ou des données sensibles vers cette nouvelle infrastructure une fois celle-ci opérationnelle ? Si oui, lesquels ?
- 6) Ce cloud sera-t-il entièrement soumis aux réglementations luxembourgeoises et européennes, garantissant ainsi une stricte souveraineté numérique ?

**Réponse (20/11/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

La société Clarence SA a été fondée en octobre 2023 et est le fruit d'une joint-venture entre LuxConnect SA et Proximus Luxembourg SA. Son objectif est de fournir une solution de cloud souverain déconnecté et hautement sécurisé. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale axée sur les données ainsi que dans le cadre des initiatives nationales en intelligence artificielle.

L'offre de Clarence SA se distingue par la mise à disposition d'environnements séparés dédiés à chaque utilisateur, déployés physiquement dans les centres de données de LuxConnect SA, situés à Bettembourg et à Bissen. Actuellement, l'installation est en cours, avec une mise en production prévue avant la fin de l'année.

Cette offre est une première dans le domaine du stockage de données, grâce à une coopération unique en Europe. Elle repose sur une plateforme multiperformante, technologiquement éprouvée et gérée par un opérateur local, entièrement hébergée dans un centre de données national. L'absence totale de lien direct entre le fournisseur de la technologie et la plateforme garantit une sécurité avancée, tant en matière de confidentialité que de cybersécurité. Cette solution « air gapped », sans connexion externe, se distingue des solutions actuellement disponibles et étant entièrement hébergée au Luxembourg, elle est soumise aux cadres législatif et réglementaire luxembourgeois et européen. Elle offre une conformité complète avec la législation européenne, sans risque de soumission à des juridictions extérieures.

Ce cloud est destiné avant tout aux acteurs ayant des exigences spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité des données, et nécessitant des services personnalisés, y compris des applications basées sur l'intelligence artificielle. Les utilisateurs incluent typiquement des entités publiques et des entreprises.

Il n'y a pas eu de contribution financière de l'État luxembourgeois en faveur du projet. Les investissements sont intégralement pris en charge par LuxConnect SA et Proximus Luxembourg SA. En 2023, Clarence SA affiche une capitalisation de 5.030.000 EUR, avec LuxConnect SA comme actionnaire majoritaire, détenant 60 % des actions.

Le CTIE envisage de profiter de cette nouvelle offre sur le marché luxembourgeois pour étendre sa plateforme de cloud privé (govCloud) et ainsi proposer des services avancés autour des données et de l'intelligence artificielle.

.....

**Actes antisémites | Question 1400 (22/10/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)**

An der Nuecht vu samschdes, den 12. op sonndes, den 13. Oktober – also um Virowend vum nationale Commemoratiounsdag a kuerz virum Joresdag vun der éischter Deportatioun vu jiddesche Matbierger duerch d'Nazien an de Ghetto vu Litzmannstadt – ass zu Miedernach eng Gedenkplack, déi un d'Affer vun der Shoah erënnert, vun Onbekannte mat roud der Faarf beschmiert a profanéiert ginn. An engem Schreiwes verurteilen eng Rei Shoah-Gedenkorganisationen dës Dot als „Akt vun oppem Antisemitismus“. D'Gemeng Ärendall huet Plainte géint Onbekannt agereecht.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Premierminister an un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Fäll vun antisemitesch motivéiertem Vandalismus sinn zanter dem 1. Januar 2024 registréiert ginn?
2. Wéi vill antisemitesch motivéiert Strofdote sinn insgesamt an dësem Joer registréiert ginn?
3. Wéi vill Fäll krute juristesch Suiten an a wéi vill Fäll koum et zu enger Verurteilung vun den Täter?
4. Wat fir Erkenntnisser huet de „Comité interministériel pour le suivi du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme“ (PANAS), deen d'Regierung de 27. Mäerz 2024 en place gesat huet, bis ewell gesammelt?
5. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir géint de wuessenden Antisemitismus an der Gesellschaft virzegoen?  
– Plangt d'Regierung speziell Opklärungscampagnen, virun allem an de Schoulen? – Plangt d'Regierung,

eventuell de Code pénal unzepassen, wann déi aktuell juristesch Moyenen net duerginn?

**Réponse (21/11/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre**

ad 1. an 2. D'Regierung verurteilt d'Profanatioun vun der genannter Gedenkplack schaarf. D'Regierung leent all Form vun Diskriminatioun strikt of an dréck der beträffender Gemeinschaft hir Solidaritéit an Ënnerstëtzung aus.

D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, Statistiken vun Vandalismus op antisemitesch motivéiert Doten opzeschlësselen. 2024 sinn 8 penal Plaiten deposéiert gi mam Motiv „criminalité à motivation politique et religieuse“, déi vun der Police judiciaire traitéiert gi sinn.

ad 3. Mir referéieren eis op d'Äntwerten zu der QP 0987 a QP 0869, wou präziséiert gouf, datt den informatesche System vun de Justizautoritéiten am Moment allgemeng d'Affairen erfaasst, déi ënnert d'Artikelen 454 a 457-1 vum Code pénal falen, ouni dobäi de genauen Detail opzeschlësselen. Deemno ginn d'Fäll am Kontext vun Antisemitismus net eenzel statistesch opgeléicht.

ad 4. Déi eenzel Membere vum Comité de suivi du Plan d'action national contre l'antisémitisme si vum Regierungsrot Enn Juli genannt ginn. Sätdeem ass de Comité de suivi zweemol zesummekomm. Déi éischte Kéier gouf mat der Police grand-ducale iwwer verbessert Sécherheetsmoosnamen diskutéiert. Déi zweet Sëtzung war a Form vun engem Seminär, mat Spezialisten aus dem Ausland, fir déi nei Forme vun Antisemitismus ze belichten.

Déi nächst Sitzung wäert sech notamment mat der Fro vun enger besserer statistescher Opnam vun antisemitesche Virfäll beschäftegen. D'Regierung wëll zesumme mat alle beteiligten Acteuren, en ligne mam PANAS, eng Verbesserung vun de Statistiken iwwer Virfäll mat Diskriminatiounshannergrond errechen.

ad 5. D'Education an eise Schoulen, mee och d'Formatioun vun Erwuessene spillen eng grouss Roll, fir géint den Antisemitismus virzegoen. Ze bedenken ass, datt den Antisemitismus villschichteg ass, an datt et net duergeet, sech op d'Tragedie am 2. Weltkrich ze limitéieren. D'Regierung wäert sech den Efforte vun der Europäescher Kommissioun an internationalen Organisatiounen wéi dem Conseil de l'Europe oder der Unesco am Beräich vun der Education an der Formatiouen uschlëssen, mam Zil der Öffentlechkeet nei Programmer an deem Domän kennen unzebidden. Den Antisemitismus fällt juristesch zu Lëtzebuerg an de Kader vum Artikel 454 a vum Artikel 457-1 vum Code pénal, dee virgesäit, datt all Opruff zu Haass oder Gewalt géint eng Persoun oder Gruppéierung, op Grond e. a. vun der Hierknof oder Relioun, strafbar ass. Den Artikel 80 vum Code pénal, deen 2023 agefouert gouf, gesäit och eng „circonstance aggravante“ fir d'Crimen, Delikter a gewësse Kontraventiounen an deem Kontext vir. Eng Upassung vum Code pénal ass aktuell net virgesinn.

.....

**Plateforme d'e-commerce Temu | Question 1401 (22/10/2024) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)**

Déi chineesesch online Vermaartungsplattform Temu huet déi lescht Méint weltwäit immens vill Clienté fir sech gewonnen an ass och amgaangen, an Europa ëmmer méi präsent ze ginn. Dës Plattform lackelt d'Clienté mat ganz nidderege Präisser, ass awer och schonnegativ opgefällt wéinst net gemaache Liwwerungen oder Liwwerungen vun net konformen oder

<sup>6</sup> Lien vers le site Internet « LU-Alert », informant sur les canaux d'alerte

defekte Gidder. Ausserdeem ginn d'Gidder, déi iwwert dës Plattform bestallt goufen, oft net richtig deklaréiert an et gëtt mat alle Mëttel probéiert, laanscht d'Zollpflicht ze kommen.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madame Ministesch fir Konsumenteschutz, den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus an den Här Finanzminister:

1. Sinn der Regierung dës Problemer bekannt?
2. Wa jo, gëtt et Pläng, fir eng Flut vu falsch deklaréierten an/oder net konforme Gidder anzedämmen oder ze verhënneren?
3. Gëtt et Statistiken, wéi vill Päck falsch deklaréiert goufen a wéi vill sinn op dës Plattform zeréckzeféieren?
4. Wéi ka séchergestallt ginn, dass Gidder, déi keen CE-Zertifikat hunn, net duerch d'Hannerdier importéiert ginn?
5. Wat kënnen Verbraucher ënnerhuelen, wa si net konform Gidder geliewert kréien?

**Réponse** (26/11/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Déi honorabel Deputéiert stellt eng Rei Froen zu der Online-Plattform Temu.

ad 1. Problemer, wéi Liwwerungen, déi net ukommen, oder Liwwerunge vun net konformen oder defekte Gidder, sinn de betroffenen Autoritéite bekannt. Et ass gewost, dass, jee no Verpackung, Wuere musse verzollt ginn. Der Regierung leien allerdéngs keng spezifesch Zuelen zu der Plattform Temu vir. Op EU-Niveau lafen aktuell wéinst deene Virwërf verschidden Enquëten.

Jee no Problematik si verschidden Autoritéite betraff:

- d'Douane fir d'Kontrolle bei der Entrée vun de Wueren op Lëtzebuurger Territoire,
- den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) fir ze kontrolléieren, ob Wueren, déi op Lëtzebuerg verkaaft ginn, den EU-Ufuerderunge punkto Produktsécherheet entsprechen,
- d'Direktioun fir Konsumenteschutz am Kader vum Affichage vu Präisser a Reklammen, esouwéi Marketingtricker, déi een op dëser Plattform fanne kann, an
- d'Konkurrenzautoritéit (Autorité de la concurrence), déi am Kader vum Digital Services Act (DSA) den Usprechpartner zu Lëtzebuerg ass, wann et ëm bestëmmte Praxisse vun Online-Plattformen geet.

ad 2. Zu Lëtzebuerg këmmere sech aktuell virun allem d'Douane an den ILNAS an hire jeweilige Kompetenzberäicher dorëms, fir net konform Gidder vum Marché ze huelen.

Ewéi an all den EU-Memberstaate baséieren d'Douaneskontrollen heizuland haaptsächlech op enger Risikoanalys, déi verschidden Indicateuren a Krittären ëmfaasst. Wéinst der Komplexitéit vun de Liwwerketten a well d'Douanesformalitéite fir E-Commerce-Päck dacks vu verschiddenen Déngschtleeschter duerchgefouert ginn, ënner anerem vun Operateuren am Transport- a Logistiksektor, an net gezwongenermoosse vun de Plattformen selwer, ass et quasi onméiglech, d'Kontrollen op eng spezifesch Plattform, ewéi zum Beispill „Temu“, ze cibléieren. Des Weidere kënnen dës Formalitéiten och an engem aneren EU-Memberstaat, ouni d'Interventioun vun der Lëtzebuurger Douane, gemaach ginn. Zum Beispill, e Pak aus engem Drëttstaat, dee fir e

Lëtzebuurger Awunner geduecht ass, ka bei eisen Nopere verzollt ginn an duerno op d'Adress vum Lëtzebuurger Destinatar geliewert ginn. D'Douane schafft intensiv mat de jeeeweils zoustännegen Autoritéiten zesammen, esou zum Beispill mam ILNAS, fir net konform Wueren aus dem Verkéier ze zéien.

Den ILNAS, eng ëffentlech Verwaltung, déi dem Wirtschaftsministère ënnerstallt ass, kontrolléiert reegelméisseg d'Konformitéit vun enger ganzer Unzuel vu Produkter, déi zu Lëtzebuerg ugebuede ginn. D'Kategorie vu Produkter, déi kontrolléiert ginn, sinn am ILNAS-Gesetz festgehalen. Dat sinn ënner anerem elektresch Apparater, Spillsaachen, Maschinnen, Kleeder, Bauprodukter. Dës Produkter gi vum ILNAS op Basis vun engem Echantillonnage kontrolléiert, dëst am Austausch mat den aneren EU-Memberstaaten, déi alleguerten och online Kontrolle maachen.

D'Sécherheet vun de Produkter, déi online verkaf ginn, ass net ëmmer garantéiert. Dofir huet den ILNAS d'Kontrollen an de leschten dräi Joer verstärkt. Op den online Maartplaz ginn d'Produkter op administrativ Aspekter kontrolléiert. Et gëtt zum Beispill gekuckt, ob déi obligatoresch Marquagen, Warnzeechen a Kontaktinformatiounen virleien. Reegelméisseg ginn och eng Rei Produkter kaf, fir se an akkreditéiert Laboratoiren ze schécken an op technesch oder cheemesch Aspekter ze kontrolléieren. Bei Produkter, déi net konform sinn, ginn d'online Maartplazen informéiert. Dës mussen se da vun der Online-Plattform erfuehlen. Den ILNAS schafft och enk mat der Lëtzebuurger Douane zesumme fir ze kucken, ob en importéiert Produkt geféierlech ass.

Dat neit Reglement 2023/988 iwwert d'Produktsécherheet, dat am Dezember 2024 a Kraaft triede wäert, stellt nei Ufuerderungen un d'Sécherheet a bréngt aner Obligatiounen, och fir online Maartplazen.

D'EU-Reglement 2022/2065 iwwer digital Déngschter an online Sécherheet (Digital Services Act) ass säit dem 17. Februar a Kraaft a responsabiliséiert Online-Plattformen am Kampf géint d'Verbreedung vun illegalen Inhalter (onsécher oder gefälschte Produkter, Opriff zum Haass, terroristesch Inhalter, Verletzung vum der Privatsphär asw.) online. Deemo mussen online Mäert wéi Temu Moosnamen ëmsetzen, fir ënner anerem d'Circuléiere vu Verkafsannoncé fir illegal Produkter (zum Beispill Fälschungen, net konform oder geféierlech Produkter) op hirer Plattform ze verhënneren. Zum Beispill muss d'Plattform eng Prozedur ubidden, fir dass all Notzer vun der Plattform een illegaalt Produkt der Plattform direkt an einfach melle kann (de sougenannte „Meldebutton“). Soubal d'Plattform dës Informatioun krut, muss dës préiwen, ob et sech tatsächlech ëm eng illegal Annonce handelt oder net. Falls de Benotzer keng Äntwert vum Bedreier kritt, kann e sech hei zu Lëtzebuerg un den nationalen Digital Services Coordinator, d'Konkurrenzautoritéit, wënnen.

Well Temu am Sënn vum Digital Services Act als eng ganz grouss Online-Plattform agestuift ass, muss dës zousätzlech all Risiken, déi vun der Notzung vun hirem Service ausginn (zum Beispill d'Verbreedung vun illegalen Inhalter oder Risiko fir d'Sécherheet vu Mannerjärege), analyséieren a verstärkt dogéint virgoen (zum Beispill duerch Ännerunge vun Algorithmen a Geschäftsbedéngungen oder Verbesserung vun interne Prozeduren). D'Risikoanalys an een dozougheierenden Auditrapport mussen vum Temu järelech verëffentlecht ginn.

Op Basis vun dem Digital Services Act huet d'EU-Kommissioun den 31. Oktober 2024 eng formell Enquëte

gestart, déi ënner anerem de Verkaf vun net konforme Produkter op Temu ënnersicht. D'EU-Kommissioun gëtt hei vun den nationalen Digital Services Coordinatoren ënnerstëtzt.

ad 3. Am Joer 2023 huet d'Douane am Import 1.314 Irregularitéite bei 15.722 Kontrolle festgestallt. Well d'Douanesformalitéiten net musse vum Fournisseur selwer gemaach ginn, kann net festgestallt ginn, a wéi vill vun dëse Fäll Wuere vun Temu betraff waren.

D'Direktioun fir Konsumenteschutz ass am Joer 2024 vu just engem Konsument kontaktéiert ginn. An deem Fall goung et effektiv ëm e Problem vun enger Liwwerung an e Problem mam Retour vum Pak. D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) huet hirersäits zwee Uruff vu besuergegte Konsumente kritt, ma et gouf nach kee schrëftlechen Dossier bei hinnen eragereecht. Bedéngt duerch déi kleng Betrag, déi hei um Spill stinn, muss een dovun ausgoen, dass vill Konsumenten dowéinst keng Plainte maachen.

Och wann Temu schonn 2023 en Thema an Europa war, goufen d'Direktioun fir Konsumenteschutz, d'ULC an de Centre européen des consommateurs (CEC) eréischt 2024 fir d'éischt mat konkreter Froen zu Temu befaasst.

ad 4. Fir den Import vu Wueren aus China ze reegelen ass d'EU-Kommissioun zoustänneg. Hei gëtt tëscht den europäesche Partner eng Léisung fir déi ganz EU gesicht ginn.

ad 5. Konsumenten, déi net konform Gidder geliewert kréien, sollen sech bei der Direktioun fir Konsumenteschutz mellen. Dës Autoritéit kann d'Fäll ophuelen an un déi betraffen Hëllefssstelle weiderleeden. Dës Fäll fléissen esou an déi lafend Enquëten op EU-Niveau mat an.

Als Notzer vun Temu soll de Konsument esou illegal Produkter direkt bei der Online-Plattform Temu mellen, fir dass dës dogéint ka virgoen oder zur Verantwortung ka gezu ginn. Wann den Notzer Problemer beim Melle vun illegale Produkter begéint oder d'Plattform net reagéiert, kann den Notzer eng Plainte bei der Konkurrenzautoritéit areeche. Nieft dem klassesche Wee besteet och eng online Prozedur op guicht.lu, fir esou Plainten eranzerechen.

**Musée de la Banque Luxembourg** | Question 1402 (22/10/2024) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

Um Internet gëtt ee gewuer, dass de Lëtzebuurger Bankmusée, deen 1995 opgaang ass an sech am Siège vun der Spuerkeess befënnt, permanent zou ass. An deem Musée sinn d'Leit méi gewuer ginn iwwert d'Geschicht vun der Lëtzebuurger Finanzplaz an iwwert de Fonctionnement vun enger Bank.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Ass gewost, wisou dës Musée zou ass?
- Ass de Lëtzebuurger Staat un deem Musée bedeelegt oder gehéiert dësen eleng der Spuerkeess?
- Ass den Här Minister der Meenung, dass dës Musée wichteg ass fir d'Finanzeducatioun vun de Kanner?
- Gëtt dru geduecht, dës Musée erëm opzemaachen oder een aneren ze schafen?

**Réponse** (14/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

De „Musée de la Banque“ gouf 1995 vun der Spuerkeess opgemaach, an ass am Siège vun der Bank

ënnerbruecht. E gehéiert eleng der Spuerkeess, déi eng systemesch Bank an een autonomen Établissement public ass.

D'Äntwert op der honorabeler Deputéiert hir Froe baséieren dofir op den Elementer, déi d'Bank dem Finanzministère op seng Demande zoukomme gelooss huet.

De Musée weist d'Geschicht vun der Spuerkeess a vun der Finanzplaz. D'Ausstellung huet also een éischter historesche Wäert, an ass net op Finanzeducatioun am haitege Sënn ausgeluecht.

De Musée ass am Kader vun der Covidpandemie zougemaach ginn, an ass säitdeem net méi fir de Public op. D'ëst opgrond vun enger Rei Facteuren:

1. Reduzéierten Interessi: Schon 2019 an Ufank 2020 waren an der Moyenne pro Mount nach just 294 Visiteuren am Musée. Zënter dem Confinement ass den Interessi un der Ausstellung weider staark zeréckgegaangen.

2. Operative Risiko: D'Ouverture fir de Public huet en héije betribliche Risiko mat sech bruecht, well d'Ausstellung direkt niert de Bureaue vun der Direktioun vun der Bank läit.

3. Attractivitéit vum Musée: Eng héich finanziell Investitioun wier néideg gewiescht, fir d'Inhalter ze aktualiséieren an un déi haitege Standarden unzepassen.

4. Besoin vu Raimlechkeeten: D'Raimlechkeeten, an deenen d'Ausstellung ënnerbruecht ass, ginn elo gebraucht fir Bureaue fir d'Servicer vun der Spuerkeess.

Et gétt nach keng konkret Pläng fir déi weider Zukunft vun der Ausstellung. Eng ganz Rei Piste si virtuellbar a wäerten diskutéiert ginn.

## Gouvernance du Centre culturel « Spektrum » Rumelange | Question 1403 (22/10/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La semaine dernière, plusieurs articles de presse ont annoncé que la directrice du Centre culturel « Spektrum » à Rumelange avait été relevée de ses fonctions suite à des accusations de mauvaise gestion et de harcèlement moral. Dans le sillon de cette décision, quatre membres du conseil d'administration de « Spektrum » ont démissionné en bloc, dénonçant un manque de transparence et faisant part de leur désaccord avec ce qu'ils elles perçoivent comme une réorientation arbitraire d'un projet ambitieux et innovateur issu de la Capitale culturelle « Esch2022 ». En effet, « Spektrum » était un projet d'envergure de la commune de Rumelange dans le cadre de « Esch2022 », qui devait ancrer un lieu de rencontre participatif et inclusif pour l'art de la performance dans le sud du pays dans la lignée des tiers-lieux. Afin de pouvoir poursuivre cette mission au-delà de 2022, la structure avait obtenu une convention avec le Ministère de la Culture, prévoyant un financement à raison de 50 000 euros par an.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant du départ de la directrice du Centre culturel « Spektrum » ? Dans l'affirmative, quand est-ce que le Ministère de la Culture a-t-il eu connaissance des problèmes existants au sein de la structure et du conseil d'administration ? Quand est-ce que le ministre a-t-il eu connaissance de l'expulsion de la directrice et quelle est son analyse de la situation actuelle au sein de la structure ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de divergences d'opinion sur la future orientation de l'institution qui seraient à l'origine de la démission des quatre membres du conseil d'administration de « Spektrum » ?

3) « Spektrum » ayant bénéficié d'une convention pour permettre la pérennisation de son concept au-delà de « Esch2022 », Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les conséquences éventuelles d'un changement radical d'orientation sur le financement du projet par le Ministère de la Culture ? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la convention et/ou le montant afférent devront être réévalués si l'ambition du projet était revue à la baisse ?

4) Étant donné que des rumeurs de harcèlement circulent dans la presse, est-ce que Monsieur le Ministre ou ses services ont été saisis dans le cadre de la charte de déontologie par une des parties prenantes ?

## Réponse (22/11/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) Le Ministère de la Culture entretient un contact régulier avec ses acteurs conventionnés pour échanger sur leurs projets et activités, des défis rencontrés ou pour apporter avis et conseil en cas de besoin. C'est dans ce contexte, que le Ministère de la Culture a pris connaissance de la rupture du contrat de travail de la directrice en date du 9 octobre dernier par celle-ci.

Il n'appartient pas au Ministère de la Culture d'interférer dans la gestion quotidienne d'un acteur culturel, celle-ci relevant de la responsabilité de l'organe de gestion en place. Toutefois, afin d'encadrer d'éventuels problèmes de gouvernance ou d'autres types de dysfonctionnements qui pourraient survenir au sein d'une structure culturelle avec laquelle le Ministère de la Culture entretient des relations, le Ministère de la Culture a publié en 2022 sa Charte de déontologie pour les structures culturelles, à laquelle tout acteur conventionné est tenu d'adhérer. Cette charte de déontologie énonce des règles de bonnes pratiques et de bonne gouvernance que les structures s'engagent à adopter, et prévoit un système de signalement des dysfonctionnements de toute nature.

ad 2) À l'heure actuelle, le Ministère de la Culture n'est pas en connaissance d'un quelconque changement d'orientation du « Spektrum ».

ad 3) Les liens entre le Ministère de la Culture et de l'association sont réglés par voie de convention qui énumère les missions à accomplir par l'association. C'est sur cette base que le Ministère de la Culture évalue annuellement son engagement financier. Un changement d'orientation du « Spektrum » entraînerait une réévaluation de la convention.

ad 4) La Charte de déontologie a été mise en place par le Ministère de la Culture afin de promouvoir au sein des établissements conventionnés, l'application des recommandations et principes déontologiques. La sensibilité des données et le respect de la confidentialité des dossiers traités ne permet pas au Ministère de la Culture de divulguer des informations ou données dont il aurait eu connaissance dans ce cadre.

## Affaires de fraude au faux président | Question 1405 (22/10/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon des informations véhiculées dans la presse, l'entreprise luxembourgeoise « Tousaciers » a été victime, l'automne dernier, de l'escroquerie au faux président et se serait fait voler un million d'euros en automne 2023.

L'entreprise a déposé une plainte en responsabilité civile contre la Spuerkeess soulevant la question de la responsabilité des banques. Les plaidoiries auront lieu le 5 novembre au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien d'affaires de fraude au faux président ont été dénoncées au cours des cinq dernières années ?

2) Dans combien de cas la question de la responsabilité des banques a-t-elle été soulevée ?

3) De combien d'affaires la CSSF a-t-elle été saisie ?

4) Quelles suites ont été données aux plaintes déposées ?

## Réponse (29/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Un tableau<sup>†</sup> récapitulatif représente le nombre d'affaires nouvelles sur les cinq dernières années, et ce par année de prise en charge de l'affaire.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des tentatives et sont tributaires de la compréhension du dossier au moment de son inscription. De plus, comme la fraude au faux président n'est pas une infraction en soi, mais un mode opératoire, son inscription dans les systèmes de la justice, basée exclusivement sur les personnes et les infractions, n'est qu'une inscription manuelle et supplémentaire aux fins de statistiques avec tous les défauts qu'une telle inscription peut avoir.

Sur ces dernières cinq années, on constate une augmentation du nombre d'affaires. Cependant, si on revient encore plus en arrière, on retrouve quelque 30 dossiers en 2014, 35 en 2015 et puis une stagnation entre 12 et 15 dossiers par an entre 2016 et 2018. Cette stagnation et diminution des dossiers peut s'expliquer par les campagnes d'information et de formations qui ont été effectuées au sein des entreprises ainsi que la mise en place de moyens techniques et comptables rendant la tâche plus difficile aux auteurs.

Quant à la reprise des affaires, celle-ci peut s'expliquer par la facilité d'accès aux informations des entreprises et de leurs employés via Internet (open source) et les nouveaux moyens techniques disponibles aux auteurs, tel que le spoofing de numéros de téléphone, d'adresses électroniques et l'enregistrement instantané de noms de domaines ou de comptes courriels similaires aux personnes ou entreprises visées sans devoir justifier d'une réelle identité tout en faisant usage de connexions intraquables.

ad 2) La question de la responsabilité des banques relève principalement de la compétence des juridictions civiles, lorsque celles-ci sont saisies d'assignations en responsabilité civile introduites par des entreprises. Ces procédures civiles visent principalement à obtenir un éventuel remboursement des fonds détournés et non à identifier l'/les auteur/s de l'infraction pénale.

Par conséquent, les éléments relatifs au nombre de cas soulevant cette question ne sont pas à disposition du parquet et nécessiteraient une analyse des procédures civiles en cours.

ad 3) Sur base de la définition donnée par Europol à la notion de fraude au président, la CSSF a été contactée dans un seul cas où une telle fraude aurait été commise à l'encontre d'une entité non surveillée. L'entité concernée n'a pas soulevé la responsabilité des banques lors de ses échanges avec la CSSF. Il est toutefois utile de noter que la CSSF est confrontée presque quotidiennement à des cas d'usurpation d'identité dans le cadre desquels des personnes mal intentionnées contactent des consommateurs afin de les initier à effectuer des paiements.

ad 4) Un tableau<sup>†</sup> récapitulatif représente le suivi des affaires nouvelles sur les cinq dernières années, et ce par année de prise en charge de l'affaire.

### Obésité au Luxembourg | Question 1406 (22/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Obésité ass eng ëmmer méi grouss Erausfuere- rung fir eis Gesellschaft. Laut Zuelen aus Frankräich ass d'Zuel vun de Persounen, déi un Obésitéit leiden, an de leschte Joerzénge dramatesch geklommen. A Frankräich ass de Prozentsaz vun 8,5 % am Joer 1997 op 17 % am Joer 2020 geklommen, wat bedeit, datt méi wéi 8,5 Millioune Fransouse beträff sinn. Besonnesch alarmant ass d'Situatioun bei de Kanner: 34 % vun de Kanner tëscht 2 a 7 Joer an 21 % vun de Kanner tëscht 8 a 17 Joer waren 2020 a Frankräich iwwergewichteg oder adipös.

Dës Entwécklung ass net nëmme e gesondheet- leche Problem, mee huet och ekonomesch a sozial Konsequenzen. An deem Kontext ass et wichteg ze verstoen, wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg ausgesäit a wéi eng Moosname geholl ginn, fir dësem Problem entgéintzewierken. Gläichzäiteg stellt sech d'Fro, wéi d'Donnéen iwwer de Gesondheitszoustand vun de Bierger, speziell am Beräich vun der Obésitéit, gesammelt, gespäichert a genotzt ginn, ënner Beuechte vum Dateschutz.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg am Verglach zu de franséischen Zuelen? Wéi vill Prozent vun der lëtzebuergescher Bevëlkerung leiden un Obésitéit, opgeschlësst no Alter a sozioekonomeschem Hannergrond?
2. Wéi eng Moosname goufen a ginn zu Lëtzebuerg geholl, fir d'Obésitéit ze bekämpfen a virzebeugen, besonnesch bei Kanner a Jugendlechen?
3. A wéi enge staatlechen Datebanke ginn den Index de masse corporelle (IMC) an aner Donnéeë mat Bezuch op d'Gesondheet gespäichert? Wéi laang ginn dës Donnéeë gehalt?
4. Gëtt et eng Vernetzung tëscht de verschidde- nen Datebanken, wéi zum Beispill dem Médico-sportif, der Médecine au travail an anere medezinneschen Institutionen? Falls jo, wéi gëtt den Dateschutz do- bëi garantéiert?
5. Wéi ginn dës Donnéeën aktuell genotzt? Gëtt et Pläng, fir dës Donnéeën am Kader vun der Preven- tioun an der ëffentlecher Gesondheitspolitik ze be- notzen? Wa jo, wéi soll dat ausgesinn?
6. Gëtt et Pläng, fir d'Obésitéit als chronesch Krank- heit unzeerkennen, änlech wéi et an anere Länner diskutéiert gëtt? Wéi eng Konsequenze kéint dat fir d'Gesondheitsversuergung zu Lëtzebuerg hunn?

### Réponse (28/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Donnéen iwwert d'Situatioun zu Lëtze- buerg baséieren op enger europäescher Ëmfro, der European Health Interview Survey (EHIS)<sup>7</sup> fir Erwues- sener an op der Etude HBSC (Health Behaviour in School-aged Children)<sup>8</sup> fir Jonker vun 11 bis 18 Joer. A bëiden Ëmfroe gëtt de BMI op Basis vum Gewicht an der Gréisst, déi dee Befrote selwer deklaréiert, berechent. Zousätzlech erhieft d'Schoulmedezinn Donnéeën (gemoossen Donnéeën iwwert Gréisst a Gewicht) vu Kanner tëschent 4 an 12 Joer.

D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass änlech wéi déi a Frank- räich. 2019 ware 16,5 % vun Erwuessene vun Obesi- téit beträff. Dës Zuele sinn e bësse méi héich wéi am Joer 2014 (an zwar 15,6 %). Den Undeel u Persounen, déi un Obésitéit leiden, gëtt mam Alter méi grouss (Grafik 1<sup>†</sup>).

Laut der Ëmfro vum EHIS variéiert den Undeel vun Erwuessene mat Obésitéit mam Niveau vun der Aus- bildung (wat als Indicateur fir de sozioekonomeschen Niveau vun der Bevëlkerung steet). Wat den Niveau vun der Ausbildung méi niddreg ass, wat den Undeel vu fettleibege Leit méi klëmmt. Bei Leit mat enger Basisausbildung war den Undeel vun Erwuessene mat Obésitéit 28,1 % (2019), während dësen nëmme 9,9 % bei Leit mat engem méi héijen Ausbildungs- niveau war.

Wat d'Bevëlkerung vu Kanner a Jugendlechen ueget, ass de Verglach mat Frankräich schwéier, well d'Altersgruppen, déi analyséiert goufen, net iden- tesch sinn. Laut Daten aus de schoulmedezinnesche Visitten am Fundamental bleift den Undeel vu Kan- ner vu 4 bis 12 Joer, déi Iwwergewicht/Obésitéit präsentéieren, zimmlech stabil (Grafik 2<sup>†</sup>). Et ass ze beuechten, dass zënter 2020 WHO-Wuesstemskurven als Referenz benotzt ginn.

Et ass net méiglech, d'Donnéen vum der Schoulmede- zinn mat Informatiounen iwwert de sozioekonome- schen Zoustand en lien ze setzen.

Wat Jugendlecher am Alter tëschent 11–18 Joer ueget, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, konstatéiert d'Etude HBSC en Trend zu enger Erhéi- jung vun Iwwergewicht/Obésitéit. De Prozentsaz klëmmt vu 14 % am Joer 2006 op 21 % am Joer 2022 (Grafik 3<sup>†</sup>).

Ofhängeg vum Wuelstandsniveau, dee vun de Ju- gendlechen empfonnt gëtt, beobachte mir, datt, wann dës méi niddereg ass, de Prozentsaz vun Iw- wergewicht/Obésitéit bei Jugendlechen eropgeet. Dës klëmmt vun 22 % am Joer 2006 op 31 % am Joer 2022 (Grafik 4<sup>†</sup>).

ad 2. Den interministerielle Programm „Gesond iessen, méi beweegen“ (GIMB) huet als Zil d'Promo- tioun vun enger equilibréierter Ernierung an enger reegelméisseg Bewegung fir d'ganz Bevëlke- rung. Dës Programm gëtt reegelméisseg evaluéiert an adaptéiert. De Réseau de compétences diabète et obésité morbide de l'enfant an de Réseau de compétences diabète et obésité morbide de l'adulte (autoriséiert an amgaangen, en place gesat ze ginn) wäerten eng zousätzlech Ënnerstëtzung brénge fir d'Obésitéit.

ad 3. Donnéeën iwwert den IMC (an zwar d'Gewicht an d'Héicht) aus der Schoulmedezinn gi bei der Direc- tion de la santé, der Ligue médico-sociale an de Ge- mengem, déi e schoulmedezinnesche Service hunn, gespäichert. Dës Donnéeën gi während enger Periode vun 10 Joer ab dem Enn vun der Scolaritéit oder dem Austréit vum Lëtzebuerg Schoulsystem gehalen.

ad 4. Et gëtt keng Vernetzung tëscht de verschidde- nen Datebanken.

ad 5. D'Donnéen gi benotzt, fir d'Prioritéiten am Do- maine vun der ëffentlecher Gesondheet festzeleeën an Aktiounen ze plangen.

ad 6. Pläng, fir d'Obésitéit als chronesch Krankheet unzeerkennen, sinn an der Diskussioun. Dës kann den éischte Schrëtt si fir eng besser Versuergung a manner Stigmatisatioun. Dës ass en ligne mat den Objektiv vum de Projete vun de Réseaux de compé- tences fir Obésitéit bei Kanner an Erwuessenen.

### Dataspace4Health | Question 1407 (22/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Obésitéit ass eng ëmmer méi grouss Erausfuere- rung fir eis Gesellschaft a steet a staarker Ver- bindung mat anere Krankheeten, wéi zum Beispill Diabeetes. Am Mäerz 2024 gouf zu Lëtzebuerg de Projet Dataspace4Health lancéiert, deen sech als Zil gesat huet, den Austausch vu Gesondheitsdate sécher a konform ze gestalten. Dës Projet konzen- tréiert sech ënner anerem op Diabeetes als ee vun de Schwéierpunkten. Gläichzäiteg hunn de Rot vun der Europäescher Unioun an d'Europäescht Parlament am Mäerz 2024 eng provisoresch Eenegung iwwer eng Veruerdung fir en European Health Data Space (EHDS) fonnt.

An dësem Kontext ass et wichteg ze verstoen, wéi dës Initiativen zesummespillen an d'Gesondheits- versuergung zu Lëtzebuerg beaflossen, besonnesch a Beräicher wéi Obésitéit an Diabeetes. Dobäi stellen sech Froen iwwer d'Sammlung, d'Späicherung an d'Notzung vu Gesondheitsdaten, gradwéi iwwer de Schutz vun dëse sensibelen Informatiounen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi plangt d'Regierung, d'Dataspace4Health mat dem European Health Data Space ze verbannen? Wéi eng Virdeeler gesäit d'Regierung fir d'Lëtzebuergeser Gesondheitsversuerger an d'Patienten duerch dës zwou Initiativen?
2. Wéi gëtt d'Verbindung tëscht Obésitéit an Dia- beetes am Kader vum Dataspace4Health Projet be- récksiichtegt? Gëtt et Pläng, fir d'Obésitéit als eege Schwéierpunkt an dës Projet ze integréieren?
3. Wéi eng Aart vu Gesondheitsdaten, déi fir d'Fuer- schung an d'Preventioun vu Krankheete wéi Obesi- téit an Diabeetes wichteg sinn, ginn am Moment zu Lëtzebuerg gesammelt a wéi ginn dës am Kader vum Dataspace4Health a vum EHDS genotzt?
4. Wéi gëtt de Schutz vu sensibele Gesondheits- daten am Kader vum Dataspace4Health garantéiert? Wéi gëtt séchergestellt, datt d'Patienterechter am Aklang mam EHDS respektéiert ginn, besonnesch wat d'Recht op Zougang an d'Kontroll vun eegenen Don- néeën ueget?
5. Wéi eng Moosname si virgesinn, fir d'Interopera- bilitéit vun de Gesondheitsdaten tëscht de verschid- dene Systemer zu Lëtzebuerg an am Kader vum EHDS ze garantéieren?
6. Wéi plangt d'Regierung, d'Fuerschung an d'Inno- vatioun am Beräich vun der Gesondheet duerch d'Notzung vun dësen neie Méiglechkeeten ze ënner- stëtzen, besonnesch a Beräicher wéi Obésitéit an Dia- beetes?
7. Wéi eng Roll wäert d'Agence eSanté an d'Ëmset- zung vum Dataspace4Health a vum EHDS zu Lëtze- buerg spillen? Wéi gëtt hir Expertis an dësem Beräich genotzt?

### Réponse (04/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Ufank 2024 huet den EU-Rot zesumme mam Europäesche Parlament e provisoreschen Accord iwwert d'Veuerdung vum EHDS erreecht. Den EHDS huet als Zil, den Austausch an den Zougang op Gesondheitsdonnéeën EU-wäit ze erliichteren, an definéiert konkret Konditiounen, fir Zougang op Ge- sondheitsdonnéeën ze kréien. D'Adoptioun vun dëser europäescher Veruerdung ass fir Ufank 2025 erwaart.

<sup>7</sup> <https://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-obesite-nutrition-tabac-alcool-comparaison-2019.html>

<sup>8</sup> [https://hbcs.uni.lu/fr/?page\\_id=986#hbcs-lux-tendances-surpoids](https://hbcs.uni.lu/fr/?page_id=986#hbcs-lux-tendances-surpoids)

Soubal den EHDS ëmgesat ass, mussen Projeten, déi Gesondheetsdonnéeën sammelen oder deele wëllen, den Ufuerderunge vum EHDS nokommen. Fir ze assureieren, dass Dataspace4Health konform mam EHDS funktionéiert, wäerten déi relevant Acteuren enk an d'Ëmsetzung vum EHDS mat agebonne ginn.

ad 2. Den Dataspace4Health weist säi Potential ënnert anerem am Kader vum Diabeetes. Bei dësem spezifesche Beispill ginn déi legal, technesch a praktesch Elementer consideréiert, fir déi relevant Donnéeën zesummenzebréngen an esou klinesch Entscheedungen ze ënnerstëtzen. Dëst wäert et erlaben, Komplikatiounen an der Behandlung vum Diabeetes-Patiente besser vermeiden ze kënnen.

ad 3. Dataspace4Health baut op scho besteeënden Donnéeën op, déi z. B. vum Luxembourg Institute for Health oder Hôpitaux Robert Schuman gesammelt ginn. Donieft kënnen och Donnéeën, déi vun eise verschiddene Verwaltungen oder am Kader vu klinesch Studie gesammelt ginn, mat afléissen. Bei all Ëmgang mat Donnéeën ass den Dateschutz prioritär.

Den zukünftigen EHDS wäert de Kader fir déi spezifesch Prozeduren an Infrastrukture fir d'Weiderverwärtung vun Donnéeën genau definéieren. Zum Beispill wäert den EHDS virschreiwene, wéi eng Kategorie vu Gesondheetsdonnéeën mussen fir sekundär Zwecker, wéi Fuerschung a Preventiounspolitik, zur Verfügung gestallt ginn.

ad 4. An der Mise en place vum Dataspace4Health ass et eng Prioritéit, all déi applikabel europäesch an national Veruerdnungen ze respektéieren, besonnesch a punkto Dateschutz (z. B. RGDP). An deem Sënn gouf e spezifeschen Aarbechtspak ausgeschafft, fir déi legal a reglementaresch Konformitéit ze assureieren. Den EHDS wäert en neie reglementéierte Kader schafen, deem an Aklang mam RGDP-Reglement wäert sinn. D'Leit wäerten d'Kontroll iwwert hir elektronesch Gesondheetsdonnéeën behalen.

ad 5. Den EHDS wäert der Interoperabilitéit an dem Echange vun Donnéeën e Kader ginn. Op nationalem Niveau wäert sech dësem Kader mussen ugepasst ginn. De Ministère setzt op eng proaktiv an enk Zesummenaarbecht mat all de concernéierten Acteuren, fir dëst ze garantéieren.

ad 6. Zënter 2008 huet d'Regierung Investissementen an d'Gesondheetstechnologie verfollegt mam Zil, d'Prise en charge vu Patienten ze verbessern an och zur Diversifikatioun vun der Wirtschaft bäize droen. 2019 huet d'Regierung d'data-driven Innovatiounsstrategie publizéiert, an där och d'Notze vun Donnéeën am Gesondheetssektor fir d'Innovatioun festgehale gouf. De Lancement vum LNDS am Joer 2022 verstärkt dës data-driven Innovatiounsstrategie.

D'Disponibilitéit an d'Variétéit vu biomedezinneschen Daten, souwéi d'Méiglechkeet, Donnéeën an Echtzäit opzehuelen an ofzeruffen, bitt vill Méiglechkeete fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun am Gesondheitsberäich.

D'Regierung pousseiert eng koordinéiert Strategie tëschent Gesondheits-, Fuerschungs- a Wirtschaftspolitik, fir dass eis Gesellschaft an de Genoss vu personaliséierter an datäräicher Medezinn komme kann.

ad 7. Stand elo ass den Dataspace4Health e Fuerschungs-, Entwécklungs- an Innovatiounsprojekt, duerch deem ee „Proof of Concept“ entstoe soll. Zesumme mat der Agence eSanté wäert analyséiert ginn, wéi konkret Uschlëss un déi verschidde Servicer vun der Agence kënnen erméiglecht a vereinfacht ginn.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum EHDS wäert d'Agence eSanté eng wichteg Roll bei der Notzung

vu primäre Gesondheetsdonnéeën spillen. Dofir wäert och bei der Ëmsetzung vum EHDS enk mat der Agence zesumme geschafft ginn.

**Inondations | Question 1408 (22/10/2024) de M. Claude Haagen (LSAP)**

Régulièrement nos communes sont confrontées avec des inondations qui dépassent les abords de nos rivières et eaux. Normalement les sédiments résultant de ces inondations sont enlevés par les communes ou instances étatiques afin de garantir les différentes exploitations des terrains inondés concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quels sont les permis ou autorisations nécessaires pour pouvoir effectuer les travaux de remblai et de déblai, de nettoyage et d'enlèvement des sédiments ?
- 2) Dans le cadre des mesures anti-crues les communes et l'État ont réservé et classé des terrains inondables pour protéger les habitants contre les inondations. Ces terrains peuvent parfois être utilisés pour des besoins agricoles, touristiques, culturels et sportifs pendant certaines saisons. Les travaux de remise en état qui sont récurrents annuellement ou semestriellement doivent-ils faire l'objet d'un permis ou d'une autorisation ?
- 3) Il me revient que si les alluvions étaient imprégnées de substances ou particules nuisibles voire toxiques il faudrait les traiter et éliminer sur des décharges spéciales. Si tel est le cas, qui en assume les frais d'analyses de sol et de décharge ?
- 4) Dans le cas où les dépôts fluviaux ne seront pas enlevés l'activité agricole, touristique, culturelle ou sportive pourrait-elle avoir lieu ?
- 5) Si tel n'est pas le cas ne faudrait-il pas examiner chaque fois toutes les zones inondées ? Dans l'affirmative quel ministère ou quelle administration pourrait le faire ?

**Réponse (03/12/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Après une inondation, les travaux de nettoyage peuvent être effectués en principe sans autre autorisation sur les voiries et autour des bâtiments. En ce qui concerne les travaux d'enlèvement des sédiments qui se sont accumulés pendant plusieurs années dans les lits et les berges des cours d'eau, des autorisations selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, selon la loi modifiée du 18 juillet 2018 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles, selon la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets et, dans certains cas, selon la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés sont requises. Ces autorisations sont délivrées en principe pour une seule intervention, car il s'agit souvent de travaux d'une certaine envergure. Dans certains cas, des autorisations peuvent également être délivrées pour une période de plusieurs années pour des travaux de faible envergure et avec un impact mineur sur la nature et l'écologie.

Dans le cas où des autorisations selon la loi déchets et selon la loi commodo sont requises, une seule et unique demande est à faire auprès de l'Administration de l'environnement qui instruira la demande

pour répondre simultanément aux exigences des deux lois.

L'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dispose notamment que : « Sur l'ensemble du territoire communal, toute réalisation, transformation, changement du mode d'affectation, ou démolition d'une construction, ainsi que les travaux de remblais et de déblais sont soumis à l'autorisation du bourgmestre. [...] »

Partant, une autorisation de construire est requise pour effectuer des travaux de remblai et de déblai.

Les travaux de nettoyage et d'enlèvement des sédiments ne tombent pas per se sous le champ d'application de l'article 37 précité sauf si leur envergure est telle que des travaux de remblai respectivement de déblai supplémentaires seraient requis.

ad 2) Les zones inondables ont été classées conformément à la directive européenne 2007/60/CE, dite « directive inondation » et à l'article 38 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et ont été réglementées par les règlements grand-ducaux du 30 mars 2022 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation pour les 17 cours d'eau majeurs du Luxembourg. Ce classement n'est pas en relation directe avec des mesures anti-crues réalisées par les communes ou par l'État. Les travaux sont donc soumis aux mêmes conditions que celles exposées dans la réponse à la première question.

Si les travaux de remise en état impliquent uniquement des opérations d'entretien et de réparation, ils ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 37 la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Si en revanche, ces travaux tombent sous le champ d'application de l'article 37 de cette loi, ils requièrent au préalable la délivrance d'une autorisation de construire de la part du bourgmestre.

ad 3) En ce qui concerne les projets d'enlèvement de sédiments qui se sont accumulés pendant plusieurs années dans les lits et les berges des cours d'eau, des analyses de sédiments sont effectuées dans le cadre des études réalisées dans ce contexte par un organisme agréé dans le domaine de l'environnement (Agréments E5 et F3). Ces études permettent de déterminer si ces sédiments sont à évacuer vers une décharge du type A ou du type B. Dans certains cas d'exception, une élimination des sédiments vers une décharge du type B peut être nécessaire en raison de la concentration d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Si les surfaces nécessaires à cet effet sont disponibles, les sédiments du lit du cours d'eau présentant une concentration trop élevée en HAP peuvent être stockés temporairement sur place alors que la concentration en HAP se dégrade sous l'effet des rayons UV de sorte à ce que les normes de stockage pour le dépôt en décharge de type A peuvent être respectées.

Les frais d'analyse et de mise en décharge sont à charge du maître d'ouvrage. Ce genre de travaux est assuré par l'État sur les voies navigables de la Sûre inférieure et de la Moselle tandis que les communes s'occupent – en collaboration avec les administrations étatiques – des travaux sur les autres cours d'eau. Les communes peuvent bénéficier d'un subside du Fonds pour la gestion de l'eau.

ad 4) Les sédiments accumulés lors d'une période d'inondation n'entravent en principe pas les activités sur les surfaces concernées.

ad 5) cf. réponse 4)

**Ostéodensitométrie** | Question **1409** (22/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Juni huet RTL gemellt, dass Patienten, wann si e Rendez-vous ufroen, fir d'Densitéit vun hire Schanke gemooss ze kréien, mussen bis Mäerz 2026 waarden. Dëst géif fir Roserei bei ville Patiente suergen. De Grond dofir ass, dass zanter dem August 2000 et hei am Land just eng eenzeg Maschinn gëtt, fir d'Densitéit vu Schanken ze moossen, an dës ass komplett iwwerlaascht, wéi vun den Hôpitaux Robert Schuman erkläert gëtt. An der Moyenne géife mat deem Gerät tëscht 5.500 a 6.000 Examen am Joer gemaach ginn. Trotz Delaie vun ëmmerhin 18–20 Méint fir e Rendez-vous gouf réischt am Dezember 2023 de Gesetzestext geännert, deen d'Zuel vun den Apparater, déi kënnen installéiert ginn, vun 1 op 3 eropsetzt. Laut der Santéministesch wier den Zweeten an der Prozedur. Dee soll am Kader vum Centre Hospitalier du Nord op Wolz kommen. Den drëtten Apparat soll eventuell an de Süde kommen, méi genau op Esch.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass den aktuelle Stand zu dësen Aussoe vun der Ministesch, déi viru méi wéi dräi Méint gemaach goufen?
2. Wat genee ass zënter der RTL-Reportage vum Ministère ënnerholl ginn, fir d'Utschafung vun dësen zwee Apparater ze beschleunegen?
3. Den aktuellen Apparat ass mëttlerweil 24 Joer al. Iwwert d'Joren hätten ëmmer nees Infrastrukture missen erneiert ginn, well et duerch déi vill Exame pro Joer zu engem immens grouse Verschleiß kënn. Néierens a ganz Europa géife sou vill Examen op enger Infrastruktur gemaach ginn. Entsprecht dës 24 Joer alen Apparat nach den aktuellen Standarden, déi fir Densitometrie-Apparater gefuerdert ginn? Wann nee, ass geplangt, dësen Apparat an Zukunft duerch een neien ze ersetzen?
4. Wéi héich ass d'Strahlung (a Millisievert) fir d'Patienten, wann eng Miessung mam aktuellen Apparat gemaach gëtt? An am Verglach dozou, wéi héich ass d'Strahlung (a Millisievert) vun de méi moderne Modeller, déi geplangt sinn? Sinn dës méi stralungs-aarm?

**Réponse** (03/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. No der leschter Ännerung am Joer 2023 um Gesetz vum 8. März 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolplanifikatioun (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière), ass d'Zuel vun den autoriséierten Ekipementer op nationalem Niveau fir d'Miessung vun der Knachendicht nom DXA-Verfare vun een op dräi ugepasst ginn. Zënter dëser Gesetzesännerung gouf eng Demande fir den Akaf an d'Subventionnéierung vun engem Ekipement vum Centre Hospitalier du Nord (CHdN) agereecht. Dës Demande ass no engem positiven Avis vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH) genehmegt ginn a wann all d'Prozeduren an d'Amenagement vum Lokal sou wéi geplangt ofgeschloss kënnen ginn, da kënnen déi éischt Patienten am Januar empfaange ginn.

ad 2. Geméiss der Applikatioun vum geännerte Gesetz vum 8. März 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolplanifikatioun (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière), kann en drëtten Apparat envisagéiert ginn. Fir dëst ze maachen, muss e Spidol eng Demande stellen, wat bis elo nach net de Fall ass.

D'Spideeler sinn am Austausch, fir dem M3S d'Demanden zäitno virzeleeën.

ad 3. D'Méiglechkeet vun engem eventuelle Remplacement vun dësem Apparat ass Deel vun den iwwergräifenden Iwwerleeungen an Diskussiounen bezüglech der Osteodensitometrie, déi lafen. Et ass ze präzisieren, datt den aktuell exploitéierten Apparat bei den HRS keng 24 Joer huet, en ass aus dem Joer 2013 an net aus dem Joer 2000. Eng Demande fir d'Erneuerung vum Apparat, dee bei den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) exploitéiert gëtt, soll eisen Informatiounen no kuerzfristeg agereecht ginn.

ad 4. D'Effektivdosis läit beim aktuellen an och zukünftigen Apparat bei ongeféier 0,01 mSv fir een Examen, woubäi den neien Apparat weider Funktionalitéiten huet. Dës Dosis entsprécht den Empfehlung vun den Autoritéite vun der Radioprotektioun<sup>9</sup>.

**Ordinateur quantique du Luxembourg MeluXina-Q** | Question **1410** (22/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Rezent gouf an der Press gemellt, datt de Grand-Duché mat der Installatioun vum Quantecomputer „MeluXina-Q“ eng nei Ära am Beräich vun der Héichleeschtungsrechnertechnologie ageleet huet. Dësen neie System, dee bei LuxProvide zu Biissen installéiert gëtt, soll verschidde Besoinen an de Beräicher FinTec, Gesondheet, Materialfuerschung an och Cybersecurity erfëllen an dobäi hëllefen, de Lëtzebuerger Standuert als digitalen a wëssenschaftlechen Innovatiounshub ze stäerken.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch vun der Digitalisierung, Fuerschung an Héichschoul, wéi och dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wat sinn technesch an operationell Mesuren, déi mussen ëmgesat gi fir d'Notze vu sou engem Quantecomputer?
2. Wéi héich chiffriert sech de Montant u Computing Power, deen iwwert den aktuelle MeluXina fir Recherche an Développement offréiert ginn ass, fir d'Innovatioun virunzedreihen?
3. Gëtt et schon Iwwerleeungen a konkret Pisten, wéi een dës verbessert Quantecomputertechnologie un Entreprises a Recherche-Institutur zur Verfügung stelle wëll? Sinn eventuell scho Partneriater virgesinn? A wa jo, a wéi engen Domainen?
4. Op wéi eng Fuerschungs- an Entwécklungsdomäiner setzt een déi nächst 5 Joer d'Prioritéit beim Asaz vum MeluXina-Q?
5. Wéi gëtt den Energie- a Waasserverbrauch fir d'Notzung vu Quantecomputer ageschat?
6. Ass geplangt, de Quantecomputer MeluXina-Q och fir europäesch Projete wéi d'Entwécklung vun den EuroQCI-Satelliten ze notzen?
7. Wéi laang ass d'Notzungsdauer respektiv d'Liewensdauer vun esou engem Supercomputer? Wat geschitt no dëser Period mt der Infrastruktur?

**Réponse** (28/11/2024) de **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Digitalisation, Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Froe vun der éierbarer Deputéiert zum Quantecomputer MeluXina Q an zum HPC (High Performance

Computer) MeluXina goufen am Kader vun der mëndlecher Äntwert op d'Question élargie 23 vum éierbaren Deputéierte Gérard Schockmel an der Plenarséizung vum 14. November 2024 beäntwert.

De MeluXina Q wäert sech an enger éischter Phas éischter u Fuerschungsinstitutur adresséieren, wat et hinnen erlaabt, nei Quantum-Algorithmen ze entwéckelen an ze testen. Och an der Software-Entwécklung gëtt et eng grouss Expertis an der Lëtzebuerger Fuerschungslandschaft, a Lëtzebuerger Fuerscher wäerten un der Software schaffen, déi néideg ass, fir esou Quantecomputeren ze bedriewen. Ronderëm dësen neie Quantecomputer soll een Ekosystem entwéckelt ginn, deen et och Entreprises erlaabt, a spezifische Secteuren, wéi de Finanzen, der Cybersecurity, der Materialfuerschung oder der Präzisiounsmedezinn nei Applikatiounen ze entwéckelen. Dofir wäerten och Partneriater zwëschent de Fuerschungsinstitutur an den nationalen Entreprisé geféiert ginn, déi fir deen néidegen Knowledge Transfer suerge wäerten.

Niewent dem Quantecomputing ginn och nach aner Facetten aus dem Quanten-Ekosystem zesumme mat de Fuerschungsacturen adresséiert, wéi zum Beispill d'Quantekommunikatioun, wou aktuell scho Projeten zesumme mat der Industrie um Lafe sinn.

Et kann zousätzlech präziséiert ginn, datt Lëtzebuerg iwwer 65 % vun der Gesamtkapazität vum MeluXina verfüügt, wat ongeféier 365.00 Node-Hours pro Mount (CPU + GPU) entsprécht. Déi restlech 35 % gi genotzt fir Innovatiounsprojeten, déi vun EuroHPC JU ausgeschriwwen ginn. An dësem Joer (Januar–November 2024) goufen 80 % vun der Rechekapazität vun öffentleche Fuerschungsinstitutur fir Recherche-, Developpements- an Innovatiounsprojete genotzt, wat ongeféier 3,3 Milliounen Node-Hours entsprécht. Déi restlech 20 % goufe fir Innovatiounsprojete vu privaten Entreprisé genotzt.

**Services de messagerie « LuxChat4Gov » et « LuxChat »** | Question **1411** (22/10/2024) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Le service de messagerie « LuxChat4Gov », lancé en mai 2023, permet aux agents du secteur public de communiquer de manière sécurisée. Par ailleurs, la version grand public, « LuxChat », propose une solution de messagerie instantanée pour les citoyens et les entreprises, garantissant le respect de la vie privée, sans publicité ni utilisation des données personnelles. Bien que ces deux solutions représentent une avancée en matière de souveraineté numérique, plusieurs questions subsistent quant à leur utilisation, leur accessibilité et certains aspects techniques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien d'utilisateurs ont téléchargé LuxChat depuis son lancement? Pourriez-vous répertorier ces chiffres en distinguant LuxChat4Gov de la version grand public et entreprise?
- 2) Disposez-vous de chiffres concernant l'utilisation active de ces plateformes? Si oui, quels sont la fréquence d'utilisation et le volume d'échanges effectués via LuxChat et LuxChat4Gov?
- 3) Actuellement, pour utiliser LuxChat, il est nécessaire de disposer d'un numéro de téléphone mobile luxembourgeois. Les frontaliers, ne disposant pas de tels numéros, sont donc exclus de ce service. Le

<sup>9</sup> <https://www.iaea.org/resources/rpop/health-professionals/other-specialities-and-imaging-modalities/dxa-bone-mineral-densitometry/patients>

Gouvernement envisage-t-il d'étendre cette offre afin que les frontaliers puissent également utiliser cette solution ?

4) Dans la section « Messages directs » de LuxChat, il existe une rubrique « Suggestions » avec une barre de recherche permettant de trouver des contacts en recherchant simplement leur nom. Cette fonctionnalité, qui semble à un annuaire national, ne semble-t-elle pas superflue et en contradiction avec les principes de protection des données personnelles ?

5) Quel est le rôle des prestataires de LuxChat dans la gestion de ce service ? Ces prestataires ont-ils un accès aux données des utilisateurs ou sont-ils strictement limités à des tâches techniques sans interférence avec la confidentialité des échanges ?

6) LuxChat4Gov étant spécifiquement conçu pour les communications sécurisées des agents publics, pourquoi son usage n'est-il pas rendu obligatoire pour tous les membres du Gouvernement et les hauts fonctionnaires, afin d'éviter l'utilisation de canaux moins sécurisés ?

7) Quelles mesures sont prises pour garantir que les échanges sensibles des membres du Gouvernement ne transitent pas par des systèmes non sécurisés, lorsque LuxChat4Gov n'est pas utilisé ?

8) Est-il prévu d'étendre l'obligation d'utilisation de LuxChat4Gov à l'ensemble des administrations publiques pour sécuriser l'intégralité des échanges institutionnels ?

9) Le Gouvernement prévoit-il d'inciter les entreprises et les particuliers à adopter LuxChat pour encourager l'utilisation d'une solution souveraine respectueuse de la vie privée ? Si oui, quelles actions de promotion ou de soutien sont envisagées ?

**Réponse (25/11/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation**

En se basant sur les dernières statistiques disponibles, l'application Luxchat4Gov a été téléchargée 3.669 fois sur le Google Play Store, 6.422 fois dans l'iOS App Store et 3.837 à travers le CTIE software center sur Windows.

À ce jour, plus de 10.000 agents sont enregistrés pour utiliser Luxchat4Gov. Le nombre d'utilisateurs actifs par jour peut être évalué en moyenne à quelque 1.000 personnes, avec un volume d'échange nécessitant un stockage d'environ 290 Go.

Plusieurs campagnes d'information et de promotion pour Luxchat4Gov ont déjà été réalisées. Ainsi le public cible de Luxchat4Gov s'élargit de jour en jour. Après les agents de l'État central, le monde de l'éducation au Luxembourg et les agents du secteur communal viennent tout récemment d'accéder à Luxchat4Gov. Toutefois, comme les serveurs spécialisés dédiés sont sous la responsabilité de chaque secteur (police, Gouvernement central, éducation et communes), chaque secteur a également la charge de communiquer et de promouvoir le service auprès du public-cible de leur secteur.

Le service Luxchat est géré par des prestataires privés, dont LU-CIX GIE, qui a récemment confirmé avoir travaillé avec LuxID pour élaborer une solution permettant aux frontaliers de bénéficier dudit service. Concernant la question sur l'annuaire, LU-CIX GIE a également confirmé que seuls les utilisateurs ayant expressément demandé à apparaître dans l'annuaire sont visibles et que cette fonctionnalité s'avère pleinement conforme aux règles du RGPD et aux normes de protection des données personnelles.

Le site officiel de Luxchat ([www.luxchat.lu](http://www.luxchat.lu)) précise que dans le cadre du projet, les infrastructures

informatiques et le stockage des données sont décentralisés et sous la gestion des différents prestataires de services. Les messages et les fichiers sont stockés de manière chiffrée sur les serveurs sécurisés des prestataires. Aucun tiers, y compris les prestataires, n'a accès aux messages ou fichiers échangés, garantissant ainsi la confidentialité des échanges.

Concernant l'utilisation des différents canaux de communication, le Gouvernement maintient sa recommandation conformément à celle élaborée par l'Agence nationale de la sécurité de l'information (ANSSI) et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) dans la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique et la ligne directrice émise par le Commissariat du Gouvernement à la protection des données.

Plus d'informations sur la sécurité des communications dans la fonction publique peuvent être retrouvées dans la réponse à la question parlementaire n° 0423 du 5 mars 2024.

.....

**Propos de la procureure générale d'État concernant la police et la justice | Question 1412 (22/10/2024) de M. Dan Biancalana | Mme Paulette Lenert (LSAP)**

La procureure générale d'État s'est récemment exprimée lors d'une interview sur RTL à propos de divers sujets relatifs à la police et à la justice en général. L'intervention et le rôle de la police judiciaire dans la lutte contre la mendicité agressive ont notamment été abordés en détail. Par ailleurs, la lutte contre le trafic de drogues et le renforcement de l'injonction d'éloignement ont également été discutés.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) D'après la procureure générale d'État, une section des stupéfiants de la PJ aurait reçu l'ordre d'établir des statistiques sur des affaires mineures liées aux drogues, ceci au détriment de leur travail en relation avec des affaires de plus grande envergure. Madame la Ministre peut-elle confirmer ces propos ? Dans l'affirmative, sur quels types de cas ces statistiques se concentrent-elles et dans quel but sont-elles établies ?

2) Interrogé quant aux suites réservées à l'action de grande envergure déployée, Madame la Procureure générale d'État indique que tous les procès-verbaux, sauf un, ont été classés. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ceci constitue le bilan définitif concernant l'intervention du dispositif spécial par rapport à la mendicité ? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que, face à ce constat, le « dispositif spécial » était démesuré ?

**Réponse (26/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice**

ad 1) Les propos relayés par les honorables Députés ne peuvent être interprétés de manière non équivoque. Soit il a été suggéré qu'une section du Service de police judiciaire aurait été chargée de la mission d'établir des statistiques, soit il a été suggéré qu'une section du Service de police judiciaire aurait été déployée uniquement « pour faire du chiffre ».

Le fait que des ordres auraient été donnés dans un de ces buts et donc au détriment de la lutte contre la criminalité liée aux drogues ne peut pas être confirmé.

En effet, le Gouvernement a la ferme volonté de lutter davantage contre la criminalité organisée dont le

trafic de stupéfiants. La criminalité liée aux drogues porte directement atteinte à la sécurité et à la qualité de vie notamment des personnes qui habitent ou travaillent dans les communes et quartiers particulièrement affectés. Déjà sous le Gouvernement précédent, des habitants et commerçants surtout du quartier de la gare de la ville de Luxembourg avaient appelé à l'aide des décideurs politiques.

Dans le cadre de cette lutte contre le trafic de stupéfiants, la police effectue régulièrement des actions d'envergure. Au cours des mois de juillet, août et septembre 2024, la police a procédé à 59 interpellations lors de telles actions. Afin de permettre à la police de remplir sa mission de lutte contre les stupéfiants de manière encore plus efficace, le Ministre des Affaires intérieures s'est engagé à renforcer les moyens techniques et les effectifs de la police, en particulier ceux du Service de police judiciaire.

De même, la Ministre de la Justice s'est engagée à augmenter considérablement le nombre de postes de magistrats et de renforcer les moyens des autorités judiciaires dans le cadre de la lutte contre les réseaux de la criminalité organisée transfrontaliers e. a. par un élargissement ciblé du champ d'application des mesures de sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules ainsi que de captation de données informatiques, le but des enquêtes étant surtout de pouvoir démanteler les structures de ces organisations criminelles.

La réponse conjointe de la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, du Ministre des Affaires intérieures, de la Ministre de la Justice et du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la question parlementaire n° 1283 a également réaffirmé que toutes les mesures préventives comme répressives du paquet de mesures dans le domaine de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants lancé en 2021 soit ont déjà été réalisées, soit sont bien en train d'être mises en œuvre ou ont encore été complétées par des initiatives complémentaires comme le lancement du projet pilote d'unité de police locale.

Ceci illustre parfaitement la volonté et une approche cohérente du Gouvernement de garantir la sécurité et la santé des citoyens, de lutter efficacement contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants et de mettre à disposition des autorités de poursuite enfin les moyens nécessaires à cet effet.

ad 2) Il convient de rappeler les précisions apportées en commission jointe du 23 janvier 2024 et en commission jointe du 14 mars 2024, ainsi que dans la réponse à la question parlementaire 0656 du 24 avril 2024, que le « dispositif spécial » déployé dans les quartiers Gare, Bonnevoie et Ville-Haute à Luxembourg, avait comme objectif principal d'assurer, entre autres sous forme de patrouilles pédestres, une présence policière régulière et visible dans les quartiers cités et à agir ainsi de manière positive sur le sentiment d'insécurité des citoyens. L'objectif d'accroître la présence de la police dans ces quartiers, rendant les forces de l'ordre plus visibles et accessibles, a été pleinement atteint. D'autres objectifs étaient notamment la sécurité et la salubrité publiques, la lutte contre le trafic de stupéfiants, l'immigration clandestine, la prostitution et aussi la mendicité agressive.

.....

**Digitalisation dans l'agriculture | Question 1413 (23/10/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)**

Selon la Commission européenne, l'un des principaux objectifs de la PAC 2023-2027 est de moderniser l'agriculture et les zones rurales en favorisant et



en partageant les connaissances, l'innovation et la numérisation. Les technologies numériques et relatives aux données sont susceptibles de révolutionner l'agriculture en aidant les agriculteurs à travailler de manière plus efficace et durable. La digitalisation dans l'agriculture couvre de nombreux aspects de la gestion d'entreprise, des troupeaux, des cultures et également de la commercialisation.

Les rapports entre les instances administratives et l'agriculteur sont déjà largement digitalisés. Ainsi, la majorité des formulaires sont mis à disposition des bénéficiaires d'aides agricoles sous forme numérique sur le portail « myguichet.lu ». Néanmoins, le développement rapide de la numérisation au niveau des exploitations agricoles constitue un défi important pour les agriculteurs face aux procédures administratives très complexes.

Par ailleurs, la Commission européenne avait lancé une enquête en ligne adressée aux agriculteurs au printemps concernant la simplification administrative. Les questions portaient entre autres sur le temps consacré aux tâches administratives et aux déclarations obligatoires pour obtenir les aides de la PAC et satisfaire aux contrôles. Selon les résultats préliminaires de cette enquête publiés par la Commission en avril, un tiers des interrogés ont déclaré travailler plus de six jours par an sur les demandes d'aide. 22 % des sondés déclarent ne pas avoir recours à de l'aide externe pour les demandes pour obtenir des aides.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

- 1) Dans quelle mesure des alternatives aux démarches administratives dématérialisées sont maintenues dans le secteur agricole ?
- 2) Quelles formes de soutien sont proposées aux agriculteurs dans leurs démarches administratives ?
- 3) Selon Madame la Ministre, combien de temps les agriculteurs luxembourgeois consacrent-ils à ces démarches ? Combien d'entre eux confient ce travail à un prestataire externe ?
- 4) Est-ce qu'il y a des agriculteurs actifs qui renoncent aux aides auxquelles ils auraient droit parce qu'ils jugent les démarches administratives trop fastidieuses ?

**Réponse** (21/11/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Parmi les demandes à déposer, actuellement seules les demandes surfaces et l'enquête de la structure de l'agriculture doivent impérativement passer par une démarche myguichet.lu. Ceci repose sur des obligations qui émanent de la réglementation communautaire. Le passage au sans-papier qui a eu lieu en 2021 a été annoncé deux années en avance pour laisser aux agriculteurs suffisamment de temps pour se préparer. Les autres demandes sont également possibles via formulaires papier généralement disponibles en téléchargement depuis le portail de l'agriculture.

ad 2) Le portail de l'agriculture reprend des fiches de mesure pour chaque régime d'aide et indique les coordonnées des gestionnaires responsables à toutes fins utiles. Les agriculteurs sont libres de s'adresser aux diverses organisations du secteur agricole (Chambre d'agriculture, conseillers agricoles, syndicats agricoles, organisations agricoles non gouvernementales ...) qui elles aussi prêtent traditionnellement assistance aux exploitants agricoles dans leurs démarches administratives.

D'autres instances telles que les services de comptabilité, assurances ou les banques peuvent également prêter service dans des situations spécifiques.

Concernant plus particulièrement la démarche relative aux demandes surfaces, il importe de souligner que le portail de l'agriculture présente une page dédiée à cette tâche comprenant notamment des manuels utilisateurs très détaillés ainsi que des tutoriels expliquant la manipulation de la demande en ligne. En outre, les responsables organisent annuellement des formations aux agriculteurs. Enfin, une version « bac à sable » (démarche avec un exploitant fictif) sera disponible dans les prochaines semaines, notamment comme outil de formation aux étudiants du Lycée technique agricole.

ad 3) L'enquête récente du mois d'avril 2024, malheureusement non représentative, de la Commission européenne sur la simplification administrative indique spécifiquement pour le Luxembourg que 58 % des bénéficiaires des régimes d'aide font appel à des services externes à leur exploitation pour préparer les demandes d'aides dont la moitié pour toutes leurs demandes d'aide. La plus grande majorité s'adresse aux associations agricoles ou coopératives.

Environ un tiers des participants à la requête indiquent consacrer 3 à 4 jours pour les demandes d'aides un autre tiers y met 5 à 6 jours. 17 % des réponses consacrent plus de 6 jours à la préparation des demandes d'aides.

Des informations détaillées sur le besoin en temps pour d'autres démarches administratives font défaut. Concernant la démarche relative aux demandes surfaces, il est à noter que celle-ci peut être établie soit par l'exploitant lui-même soit par une tierce personne (à l'aide de codes d'activation personnel et mandataire). En 2024, le taux des demandes établies par une tierce personne s'élevait à 40 % ; tendance croissante. Cela montre clairement que l'établissement est de plus en plus considéré comme une tâche à externaliser. En ce qui concerne le temps à investir pour finaliser une demande surfaces, il faut préciser que les démarches sont préchargées avec les données déclaratives de l'année précédente. L'exploitant ne commence donc pas à zéro, mais y apporte les actualisations nécessaires, dont le volume varie en fonction de l'orientation et de la taille des exploitations. Enfin, il faut signaler que le temps à investir dépend aussi de la convivialité des assistants en ligne. Les responsables s'efforcent au mieux de concevoir des démarches compréhensibles et facilement maniables.

ad 4) Pour l'année 2024, à notre connaissance aucun agriculteur actif n'a renoncé à déposer une demande d'aides pour les raisons évoquées par l'honorable Député Monsieur Fränz Fayot.

**Trouble de la tranquillité publique par des systèmes d'alarme acoustique** | Question 1414 (23/10/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Tom Weidig** (ADR)

E Méindeg, de 14. an en Dönschdeg, de 15. Oktober 2024 hunn d'Leit, déi ronderëm d'Gebai vun der BIL an der Escher Strooss an der Stad sou wéi an enger Rei Stroossen am weideren Émkrees liewen, vun ongeféier 22.30 Auer un en haarden a konstanten Alarm héieren. Engagéiert Leit, déi vun engem sécherheets-relevanten Virfall bei der Bank ausgaange sinn, hunn doropshin d'Police geruff. Wéi d'Beamten op der Plaz agetraff waren, huet sech awer no Ausso vun de be-traffenen Awunner erausgestallt, datt et sech just ëm obligatoreschen Test handelt.

D'Beamten hunn d'Leit drop higewisen, datt den Test nach bis viraussichtlech 6.00 Auer Moies géif goen. Si kéinten hei net intervenéieren. Dat, obwuel et sech ëm eng kloer Stéierung vun der Nuetsrou gehandelt huet, wouvun och Famille mat klenge Kanner be-traff waren. An och d'Policereglement vun der Stad Lëtze-buerg hält am Artikel 28 fest: „Les propriétaires ou gardiens de systèmes d'alarme acoustique doivent prendre les dispositions nécessaires pour éviter que la tranquillité publique ne soit troublée par le déclenchement abusif des sirènes.“

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung dee Virfall bekannt?
2. Gesäit d'Gesetz effektiv obligatoresch Tester vun den Alarmanlage vu Banke vir? Wéi eng Dispositiounen zum Schutz viru Kaméidi vun de Leit, déi ronderëm wunnen, sinn dobäi virgesinn?
3. Wéi war déi Decisioun vun der Police begrënnt, fir hei net ze intervenéieren?

**Réponse** (21/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Am Kader vun de Kommodo Geneemegung vum Aarbechtsminister gi be-traffen Etablissementer ver-pflicht, eng Brandmeldeanlag ze installéieren, déi och periodesch kontrolléiert muss ginn. Bei dëse Kontrolle muss d'Integralitéit vun de Sireene getest ginn.

An dësem konkreete Fall ass, wéi d'Police eis et er-kläert huet, um Alarm geschafft ginn. D'Sécherheets-beamten hunn der Police matgedeelt, dass d'Sireen nach bis ongeféier 1.00–2.00 Auer géif daueren.

D'Beamte konnten op der Plaz net feststellen, dass d'Gepiips esou perturbéierend gewiescht wier, dass et d'Noperschaft vum Schlofen ofgehalen hätt. Beim Centre d'intervention national gouf just eemol an dësem Kontext reklaméiert, wat drop schléisste gelooss huet, dass et sech hei ëm een isoléierte subjektive Fait gehandelt dierft hunn.

Eng prealabel Informatioun un d'Autoritéiten an déi direkt Nopere kann hëllefen, esou Situatiounen, wéi an der parlamentarescher Fro beschriwwen, bescht-méiglech virzegräfen.

**Endettement des jeunes** | Question 1416 (23/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'LU-HFCS-Etude vun der Banque centrale du Luxem-bourg weist eng bedenklech Entwécklung vun der Verschuldung bei jonke Leit op. D'Studie weist, datt d'Duerchschnittsverschuldung (ouni Hypothék) bei de 16–34-Järegen tëscht 2017 an 2021 vu 25.800 € op 45.300 € geklommen ass. Dëst bedeit eng Hausse vu bal 76 % bannent 4 Joer.

Dës Hausse ass besonnesch besuergneserregend, well se sech mat der Inflatoun an de steigenden Zënzen an de leschte Joren nach méi staark op déi be-traffe Stéit auswierke kann. D'Erfahrung aus anere Länner, wéi zum Beispill aus Éisträich, weist, datt dës Situatioun zu enger verstärkter Unzuel u Privatinsolvenzen ënnert jonke Leit féiere kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Gëtt et méi granular opgeschlüsselt Zuele fir Jonker?
2. Wéi eng Moosnamen huet d'Regierung an de leschten 3 Joer geholl, fir d'Finanzkompetenz vu jonke Leit ze stäerken?

- Wéi eng spezifesch Programmer gouf et?
- Wat waren d'Käschte vun dëse Programmer?
- Wéi vill Leit hunn un dëse Programmer deelgeholl?

3. Gëtt et staatlech ënnerstëtzt Berodungsstelle fir jonk Leit mat Scholden?

- Wa jo, wéi eng sinn dat?
- Wéi vill finanziell Ënnerstëtzung kréien dës Stelle vum Staat?
- Wéi vill Leit hunn an de leschten 3 Joer op dës Servicer zréckgegraff?

4. Plangt d'Regierung nei Moosnamen am Beräich vun der Preventioun vu Jugendverschuldung?

- Wa jo, wéi eng?
- Wa jo, wéi eng Budgete si virgesinn?

5. Gëtt et eng zentral Statistik iwwert d'Unzuel vun jonke Leit ënner 35 Joer, déi a Privatinsolvenz sinn?

- Wa jo, wéi huet sech dës Zuel an de leschte 5 Joer entwéckelt?
- Wann nee, firwat gëtt esou eng Statistik net gefouert?

6. Wéi schätzt d'Regierung d'Auswirkung vum Inflation an Zënsëmfeld op déi aktuell Verschuldungssituatioun bei jonke Leit an?

**Réponse** (02/12/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Sämtlech Zuelen, déi ëffentlech zougänglech sinn, befannen sech an dësem Heft:  
[https://www.bcl.lu/fr/Recherche/publications/cahiers\\_etudes/176/BCLWP176.pdf](https://www.bcl.lu/fr/Recherche/publications/cahiers_etudes/176/BCLWP176.pdf).

ad 2. Dës Regierung huet sech virgeholl, fir verstärkt d'Finanzbildung an de Grondschoulen an och am Enseignement secondaire anzebréngen.

Am Sekundarunterricht goufen an de leschte Joren eng Partie nei Initiative gestart, fir d'Finanzkompetenze vu jonke Leit ze stäerken, dat zum Beispill spezifesch iwwert nei Formatiounen, wéi déi nei Sektion N – „Entrepreneuriat, finance et marketing“ am Enseignement classique, déi den Entrepreneurship an de Mëtelpunkt stellt oder och nach am Enseignement général d'GCF an der Division administrative et commerciale, déi spezifesch op eng weiderbildend akademesch Ausbildung am Beräich vun de Finanzen virbereet.

An dëse Sektionen, déi an der éischter Phas just am ECG ugebued ginn, waren an de leschten dräi Joren 71 (Sektion N) respektiv 99 (Sektion GCF) Schülerinnen a Schüler ageschriwwen. Et si keng zousätzlech Käschten duerch dës Ausweitung vun der schoulescher Offer entstanen.

Donieft gëtt et säit 2021 de Projet vun de Sustainable Entrepreneurial Schools. Dëst ass eng Initiativ vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère. D'Initiativ riicht sech u Lycéeën, déi sech am Sustainable Entrepreneurial Competence Programm engagéieren, an all Joer kréien d'Schoulen, déi d'Krittären erfëllen, e Label iwwerrecht, deen et erlaabt, hiren Engagement no baussen ze affichéieren. De 24. Oktober goufen insgesamt 19 Lycéeën mat engem Label ausgezechent an domat ginn also méi wéi 18.000 Schülerinnen a Schüler erreecht.

Am Kontext vun der nationaler Strategie iwwert d'Wëssensvermittlung am Finanzberäich vun 2017 krut d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) d'Missioun, fir mat dozou bäizedroen, d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze féerden.

Divers Initiative sinn zanterhier en place gesat ginn, sou z. B. den Internetsite [www.letzfin.lu](http://www.letzfin.lu), wou jidder-een, och déi Jonk, Informatiounen zu aldeegleche Finanzfroen fënnt.

Zum Konzept LëtFin gehéieren och eng Helpline: [help@letzfin.lu](mailto:help@letzfin.lu), fir konkret Froen am Zesummenhang mat der Finanzbildung ze stellen, souwéi verschidden Appen, wéi d'Budgets-App, déi et soll erméiglechen, den Iwwerbléck iwwer seng Einnahmen an Ausgaben ze behalen (<https://www.letzfin.lu/lapplication-letzfin-budget-fait-peau-neuve/>). LëtFin ass zanter 2021 respektiv 2022 och op diverse soziale Medien präsent.

Och si verschidde Videoe publizéiert ginn, fir virun der Iwwerverschuldung ze warnen (<https://youtu.be/OIUU4J2SIFQ>) an d'Leit, a besonnesch déi Jonk, ze sensibiliséieren, hiren eegene Budget opzestellen (<https://youtu.be/wRvR2rdCjdc>) a bei de „Buy now, pay later“-Offere virsichteg ze sinn (<https://www.letzfin.lu/buy-now-pay-later-4/>).

Déi lescht Jore goufen donieft divers Sensibiliséierungscampagnen ë. a. mat der Thematik vun der Iwwerverschuldung an de Lëtzebuurger Medien geschalt.

Fir déi national Woch vun der Präventioun vun der Iwwerverschuldung (Semaine nationale de prévention du surendettement) goufen ë. a. 2 Videoe „Vrai ou faux?“ zum Thema Iwwerverschuldung gemaach (<https://www.letzfin.lu/semaine-nationale-de-prevention-du-surendettement-2/>).

Ausserschoulesch Aktiounen sinn ë. a.:

- d'„Woch vun de Suen“, déi zanter 2015 vun Actueuren aus dem Finanzsektor, och a Kollaboratioun mat Enseignanten organiséiert gëtt,
- de Programm „Fit for Life“, dee sech u Schüler am Alter tëscht 14 a 16 Jore riicht, a wou Sujeten, wéi déi perséinlech Finanzen an och d'Iwwerverschuldung, nieft aneren, thematiséiert ginn.

Vertrieder vun der CSSF, der Fondation ABBL pour l'éducation financière a Leit aus dem Bankewiesen intervenéieren och punktuell an de Schoulen.

Vu déi breet Panoplie un Initiativen ass et net méiglech, eng präzis Opstellung vun de Käschten respektiv de Leit ze maachen.

ad 3. De Familljeministère ënnerstëtzt verschidde Servicer, déi am Beräich vun der Iwwerverschuldung aktiv sinn. Och wann dës sech net exklusiv u jonk Leit richte, hu se awer hir Importenz an dëser Thematik. Et ass och ervirzeesträichen, dass dës Servicer notament, mä net exklusivement, am Beräich vun der Iwwerverschuldung aktiv sinn, an dës Äntwert sech also net nëmmen op d'Verschuldung per se bezitt.

An dësem Kader ass et wichteg ze rappeléieren, dass zu Lëtzebuerg d'Iwwerverschuldung an d'Prozedur, déi derhannert stécht, op engem Gesetz vum 8. Januar 2013 iwwert de Surendettement baséieren.

Esou gi Leit, déi sech an dëser Prozedur befannen, iwwert déi gesamt Prozedur vun de Services d'information et de conseil en matière de surendettement, de sogenannten SICS, begleet. Zu Lëtzebuerg gëtt et am Moment zwee esou Servicer: dee vun der Ligue médico-sociale an dee vun Inter-Actions ASBL. Ausserdeem gi Leit, déi sech an dëser Prozedur befannen, vun engem Sozialaarbechter perséinlech encadréiert, souwuel mat d'Sozialbegleitung, wéi och d'Finanzgestioun ueget. Dat wieren de „Service de suivi financier et social“ vun Inter-Actions ASBL an de „Service d'accompagnement social“ vun der Ligue médico-sociale.

Dës verschidde Servicer hunn ënner anerem folgend Missiounen:

- Si huelen un der Surendettements-Prozedur deel, an un den Aarbechte vun der Commission de médiation en matière de surendettement a vum Friddensrichter.

- Si begleeden den Debituer während der ganzer Surendettements-Prozedur a si säin Haaptgesprächspartner fir all Froen.

- Si hunn och als generell Missioun, fir Privatpersounen iwwert d'Sujete Verschuldung an Iwwerverschuldung ze informéieren.

- Si hunn eng Preventiounsmissioun a schaffe Moosnamen aus.

Souwuel Inter-Actions ASBL wéi och d'Ligue médico-sociale gi finanziell vum Familljeministère ënnerstëtzt. Dëst fir hir Aktivitéiten, wou Familljen an der Iwwerverschuldung oder mat finanziellen a soziale Schwierigkeeten ënnerstëtzt ginn. Am Joer 2023 hunn dës zwou Associatiounen fir hir Aktivitéiten an dësem Domaine ronn 1.722.000 € kritt. Fir d'Joer 2024 si ronn 2.241.000 € budgetiséiert.

Am Joer 2021 hunn déi verschidden SICSen 3.723 Informatiounsdemanden unni RDV enregistriert. 240 Leit hunn en RDV gefrot, dovunner ass ronn 1/3 net op den éischten RDV komm.

Am Joer 2022 hunn déi verschidden SICSen 3.342 Informatiounsdemanden unni RDV enregistriert. 282 Leit hunn en RDV gefrot, dovunner ass ronn 1/3 net op den éischten RDV komm.

Am Joer 2023 hunn déi verschidden SICSen 2.434 Informatiounsdemanden unni RDV enregistriert. 326 Leit hunn en RDV gefrot, dovunner si ronn 45 % net op den éischten RDV komm.

ad 4. D'Surendettements-Servicer spillen eng zentral Roll an der Präventioun.

Si halen zum Beispill Coursen an de Schoulen a bidde Formatiounen un, fir iwwert d'Thema vum Surendettement ze sensibiliséieren.

Esou existéiert zum Beispill och eng Helpline, iwwert déi d'Leit sech informéieren kënnen, a si stelle verschidden Outilen zur Verfügung, fir iwwert d'Iwwerverschuldung opzklären ewéi zum Beispill Internetsäiten. Esou kann een zum Beispill um Site [www.dettes-net.lu](http://www.dettes-net.lu) Informatiounen iwwert den SICS fannen, mee och allgemeng Informatiounen iwwert, ënner anerem, den Endettement a Preventiounsmesuren.

Fir d'Efforten an dësem Kontext nach weider ze verstärken, gouf an de leschten 2 Joer vum Familljeministère, zesumme mat Inter-Actions ASBL an der Ligue médico-sociale, eng Woch vun der Präventioun vum Surendettement organiséiert. Och 2025 wäert nees esou eng Woch organiséiert ginn.

D'Zil vun dëser Aktioun ass et, d'Bevëlkerung inklusiv Kanner, Jugendlecher a jonk Erwuessener, op dës Thematik opmierksam ze maachen an awer och déi Professionell am soziale Sektor iwwert déi verschidde Facettë vum Sujet ze sensibiliséieren.

Am Kader vun dëser Woch ginn ënner anerem Formatiounen, Workshops an divers aner Evenementer ugebueden. Dës Aktiounen richte sech och u jonk Leit a ginn entsprechend pedagogesch ugepasst. Esou gëtt gekuckt, dass dës Evenementer och a Jugendhaiser an a Schoule kënnen stattfannen, fir dass och jonk Leit sech mat dëser Thematik befaassen.

Hei eng kleng Iwwersiicht vun e puer Evenementer, déi sech souwuel an der Preventiounswoch wéi och iwwert dat ganz Joer u jonk Leit, mä och un all aner Alterskategorie richte:

- Ciné-Débat: Dëst Evenement riicht sech u Lycéeschüler an erméiglecht de Jugendlechen, op Basis vun

engem Film an engem Echange iwwert dës Thematik sensibiliséiert ze ginn (fir Schüler ab enger 3°),  
– Animatiounen iwwert de Budget fir Schüler aus dem LTPES,  
– Formatiounen iwwert dat ganz Joer, wou Leit sech iwwert de Budget vun engem Stot forméiere kënnen (zum Beispill beim CNFPC oder beim CIGR), ...

Och hei stellt de Familljeministère all Joer eng finanziell Enveloppe zur Verfügung, fir dëser Preventiouns- a Sensibiliséierungsarbecht Rechnung ze droen.

Aktuell schafft och de SCRIPT un engem neie „Finanzführerschäin“. Et handelt sech heibäi ëm theoretesch a praktesch Modullen am Beräich vun der Finanzkompetenz. An de méi theoretesch orientéierte Modulle ginn z. B. d'Theemen nohaltegen a raisonnabele Konsum, Scholden a Kreditter, Steieren an Assurancen, Ëmgang mat Erspuernesser asw. verdéift. An de méi praktesche Modulle léieren d'Schülerinnen an d'Schüler, z. B. finanziell Besoinen ze erkennen an e Budget opzestellen.

Dës Modulle ginn an Zesummenaarbecht mat Actueuren aus der Finanzwelt ausgeschafft a wäerten transversal, also a verschiddene Fächer a fir verschiddenen Altersstufen ugebuede ginn. Doduerch wäerten och déi Schülerinnen a Schüler Accès hunn, déi net op enger Ökonomie-Sektion sinn. Dës nei Offer soll vun der Rentrée 2025 un an de Schoule getest kënnen ginn.

Och am Enseignement fundamental gëtt am Kontext vun der Refonte vum Plan d'études dru geduecht, d'Finanzbildung méi visibel an nohaltegen an de Schoulprogrammer ze verankeren.

ad 5. Hei eng Iwwersicht <sup>†</sup> vun der Unzuel un neien Demandé virun der Commission de médiation en matière de surendettement säit dem Akraafttriede vum Gesetz vum 8. Januar 2013 iwwert de Surendettement.

53 Dossiere goufen am Joer 2023 an d'Surendettementsprozedur opgehol. Dëst mécht ronn 63 Debiteuren aus. 8 % vun dësen 63 hate manner wéi 30 Joer, 56 % haten tëschent 31 a 50 Joer.

Op den 31. Dezember 2023 ware 730 Dossieren am elektronnesche Repertoire, deen am Kader vum Gesetz vum 8. Januar 2013 iwwert de Surendettement geschafte gouf, enregistréiert. Dës Zuel bezitt sech op déi 3 Phasen, déi am Gesetz verankert sinn, an zwar:

- d'Phase de règlement conventionnel (597 Dossieren)
- d'Phase de redressement judiciaire (83 Dossieren)
- d'Phase de rétablissement personnel – déi sougenannte Privatinsolvenz (50 Dossieren).

Et ass awer ze preziséieren, dass net all dës Dossieren nach en cours sinn. Esou sinn zum Beispill vun de 597 Dossieren, déi sech an der Phase de règlement conventionnel befannen, 397 net méi aktiv.

ad 6. Allgemeng bedeiten héich Inflation an héich Zënse méi deier a manner zougängelech Kreditter, wëssend, dass d'Inflatiouns- an Zënsemfeld permanent evoluéiert. Ob a wéi sech d'Verschëldungssituatioun vun deene Jonken entwéckelt, hänkt letztendlech och vun der Kafkraaft, dem Kafverhalten an de Besoinen vun de Betreffene selwer of, sou dass eng pauschal Ausso net méiglech ass.

**Utilisation de l'intelligence artificielle dans la fonction publique et surveillance des applications à haut risque | Question 1417 (24/10/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)**

Le règlement européen sur l'intelligence artificielle (IA) est la première législation globale émanant d'un

organisme de régulation majeur dans ce domaine. Ce règlement classe les applications d'IA en trois catégories de risque. Les systèmes présentant un risque inacceptable, tels que les systèmes de notation sociale gérés par le Gouvernement, sont interdits. Les applications à haut risque, telles que les outils de tri de CV utilisés pour le recrutement, sont soumises à des exigences légales spécifiques. Enfin, les applications qui ne sont ni interdites ni classées comme à haut risque échappent en grande partie à la réglementation.

Dans l'accord de coalition CSV-DP 2023-2028, il est fait mention de la volonté d'implémenter l'intelligence artificielle dans certains processus de travail de la fonction publique.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Madame la Ministre de la Digitalisation :

- 1) Pourriez-vous nous indiquer dans quelles administrations publiques de l'État l'implémentation d'applications d'IA est en cours ou envisagée ?
- 2) Pourriez-vous identifier les applications d'IA qui relèveraient de la catégorie des systèmes à haut risque, ainsi que les catégories de personnes physiques et groupes vulnérables susceptibles d'être affectés négativement par leur utilisation ?
- 3) Quelles sont les mesures mises en place pour prévenir les abus liés à l'utilisation des données, ainsi que toute forme de discrimination ou de biais implicites découlant de cette technologie ?
- 4) En parallèle à l'utilisation des applications d'IA, des tests en conditions réelles sont-ils effectués pour évaluer la fiabilité et la sécurité de ces systèmes ?
- 5) Est-ce que les usagers des services publics sont informés que leurs données sont traitées par un système d'intelligence artificielle lorsqu'ils interagissent avec ces services ?

**Réponse (26/11/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation**

En ce qui concerne les projets AI4GOV, appels à projets effectués par le Ministère de la Digitalisation, ils peuvent être consultés en suivant le lien : <https://mindigital.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/AI-4Gov.html>.

Il est toutefois à noter que cette liste n'est pas exhaustive, dans la mesure où une administration, en sa qualité de responsable du traitement, est libre de développer et d'implémenter des applications et des outils informatiques (dont des outils IA) unilatéralement, sans en avertir le Ministère de la Digitalisation.

Une meilleure vue d'ensemble sur les IA à haut risque sera assurée par la mise en place, conformément au règlement sur l'intelligence artificielle (« AI Act »), d'un registre spécifique des IA de ce type. La mise en œuvre du AI Act est actuellement en cours de réalisation.

Afin d'éviter toute forme de discrimination, diverses mesures ont été mises place. Mais avant toute chose, il s'agit de préciser que l'IA dans l'administration publique vise une IA centrée sur l'être humain et la confiance. En effet, une IA utilisée de manière responsable et centrée sur l'être humain, désigne la conception, le développement et le déploiement de systèmes d'intelligence artificielle dans le secteur public qui priorisent le bien-être humain, l'éthique, la transparence et la responsabilité. Cette approche garantit que les technologies de l'IA servent les besoins des administrés, tout en respectant les droits fondamentaux et en atténuant les risques associés à leur utilisation.

Il est indubitable que l'administration publique doit jouer un rôle exemplaire dans le développement et l'application des systèmes d'IA afin de garantir et de maintenir une relation de confiance avec les citoyens. Le respect des exigences en matière de protection des données et des droits fondamentaux sont un élément clé dans ce contexte.

À cette fin, des campagnes de sensibilisation des agents de l'État sur des thématiques liées à l'IA sont régulièrement organisées par le Ministère de la Digitalisation, notamment par le biais du comité AI4Gov. Ce comité anime et développe une communauté d'acteurs étatiques intéressés aux thématiques de l'IA et de la science des données. L'objectif est notamment d'y présenter l'avancement des différents projets retenus et d'inviter des intervenants externes, avec une expertise particulière dans le domaine de l'IA, pour assurer un échange de vue qui permet d'approfondir les connaissances et les réflexions en la matière.

En outre, un groupe de travail interministériel « AI Legal & Ethics Working Group », composé d'experts du Ministère de la Digitalisation, du Service des médias et des communications, du Service information et presse du Gouvernement et du Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État, assure une évaluation préliminaire des risques juridiques et éthiques liés aux projets soumis au comité AI4Gov.

L'information des usagers des services publics concernés par un traitement de données à caractère personnel, qui implique le recours à des solutions d'intelligence artificielle, s'opère par l'entité responsable du traitement dans les conditions prévues par la réglementation applicable.

**Taux d'intérêt | Question 1418 (24/10/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)**

Après deux baisses successives des taux d'intérêts directeurs par la Banque centrale européenne se pose la question de savoir si les banques de la place financière ne devraient pas également répercuter cette baisse auprès de leurs clients. Or, selon mes informations, cela ne semble pas encore être le cas pour toutes les banques. Cette question est d'autant plus d'actualité qu'une baisse des taux d'intérêts débiteurs faciliterait l'accès au logement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?
- Monsieur le Ministre peut-il nous informer combien de banques ont opéré une baisse des taux ?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les banques devraient automatiquement répercuter la baisse des taux auprès de leurs clients ?

**Réponse (15/11/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Dans sa question parlementaire n° 1418 du 23 octobre 2024, l'honorable Député s'enquiert au sujet des baisses successives des taux d'intérêts directeurs par la Banque centrale européenne et des taux d'intérêts accordés par les établissements de crédit dans le cadre de l'accès au logement.

Il échet de renvoyer l'honorable Député en premier lieu à la réponse à la question parlementaire n° 0956 du 8 juillet 2024.

Ensuite, d'après les chiffres provisoires de la Banque centrale du Luxembourg publiés à des intervalles



réguliers, le taux d'intérêt variable des crédits immobiliers accordés aux ménages a diminué de :

- 1 point de base pour atteindre 4,48 % en août 2024, contre 4,49 % en juillet 2024,
- 3 points de base pour atteindre 4,45 % en septembre 2024, contre 4,48 % en août 2024.

Ces taux peuvent évidemment différer des taux accordés aux ménages sur une base individuelle et qui dépendent d'une analyse au cas par cas de chaque dossier par les établissements en question.

Il n'appartient finalement pas au Gouvernement d'intervenir dans la politique commerciale d'une banque.

**Cyberattaque contre les sites Internet de la fonction publique** | Question 1419 (24/10/2024) de **M. Ben Polidori** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Laut mengen Informatiounen waren den 23. Oktober sämtlech Internetsitte vum Staat kuerz virun der Mëttesstonn net méi zougänglech. Dëse Virfall huet méiglecherweis de Fonctionnement vun den öffentlechen Dénsgschter beaflosst.

An deem Zesummenhang wéilt mir der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an dem Här Staatsminister folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioun bestätegen?
2. Handelt et sech hei ëm Cyberattacken? Wa jo, ëm wéi eng Zort vun Attacken huet et sech hei gehandelt a wéi eng Mesurë sinn hei geholl ginn, fir de Problem ze behiewen? Wann net, goufen technesch Problemer oder Feeler an der Infrastruktur identifizéiert a behiewen?
3. Wéi eng weider Mesurë si geplangt, fir änlech Ausfäll an Zukunft ze verhënneren? Gëtt et speziell Preventiounsstrategien am Beräich vun der Cybersécherheet, déi ugepasst ginn?
4. Denkt d'Regierung driwwer no, fir KI-Technologien anzesetzen, fir den Netzverkéier an der Echtzäit kënnen ze analyséieren an den Traffick, dee vun Norm ofwächt, wéi bei DDoS-Attacken, ze ënnerbannen?
5. Gedenkt d'Regierung hir Kommunikatioun mat der Öffentlechkeet bei sou Incidenten ze verbesseren, fir séier an transparent Informatiounen iwwert d'Ursachen an déi ënnerholle Mesuren ze vermëttelen?

**Réponse** (25/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Digitalisation | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Jo, duerch eng DDoS-Attack waren d'Internetsitten, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologë vum Staat (CTIE) hebergéiert ginn, den 23. Oktober kuerz virun der Mëttesstonn net méi errechbar.

Cyberattaque sinn en dynamesche Prozess, bei deenen d'Ugräifer regelméisseg nei Methoden an Techniken entwéckelen, fir d'Sécherheetmesuren, déi en place sinn, ze ëmgoen. Et ass eng Zort Kaz-a-Maus-Spill, bei deem all Säit probéiert, där anerer e Schrëtt viraus ze sinn. Soubal am Domaine vun der IT-Sécherheet nei Protektiounsmechanismen entwéckelt ginn, probéieren d'Ugräifer nei Methoden ze fannen, fir dës ze ëmgoen.

De CTIE registréiert ëmmer nees nei Tentativ vum Attacken op seng Systemer (cf. d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1179 vum 12. September 2024), bei deenen seng Mesuren awer verhënneren, dass d'Attacken en Impakt hunn.

Mat dësem Zil adaptéiert an optimiséiert de CTIE lafend déi verschidden, komplementar Protektiounsmechanismen, déi en place sinn, fir déi staatlech

IT-Infrastruktur ze schützen. Hei fléissen och déi Erkenntnisser mat an, déi de CTIE während enger Attack iwwert d'Strategie vum Ugräifer gewënnt. Dëst war och de Fall bei den DDoS-Attacke vum 21. Mäerz an 23. Oktober 2024. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0522 vum 22. Mäerz 2024 erwäant, ginn aus Sécherheetsgrënn keng detailléiert Informatiounen iwwert d'Mesuren, déi geholl goufen, genannt. D'Aart a Weis vun enger eventueller Kommunikatioun vun den Incidenten an der Öffentlechkeet gëtt vu Fall zu Fall evaluéiert.

Parallèll zu dëse Beméiungen aktualiséiert de CTIE regelméisseg seng Sécherheetssystemer, fir vun neien, méi performanten Technologien ze profitéieren. Wéi a ganz ville Beräicher vun der IT, wäert d'KI an der Zukunft och am Beräich vun der Cybersécherheet hir Plaz fannen.

**Suppression de la prime d'astreinte auprès du TICE** | Question 1420 (24/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'FGFC mell an engem Communiqué, dass d'Prime astreinte fir verschidde Mataarbechter beim TICE wäert ewechfalen. Zitat:

„Fakt ass, dass 110 Mataarbechter beim TICE déi besote Primm verléieren, déi zanter 1978 un dat ganz Personal ausbezuel gouf. D'Mataarbechter goufen ënnert dës Konditiounen agestallt an hunn hiert Liewen do drop opgebaut. Hei geet et ëm eng pensionabel Primm vun 22 Punkten (aktuell 512,05 € brutto), déi d'Mataarbechter ab November 2024 all Mount verléieren.

Et handelt sech och net nëmme just ëm Mataarbechter aus dem Atelier an der Administratioun. Vun deene ronn 110 Mataarbechter si majoritär Agents de transport betraff – 44 Buschaufferen, déi am Moment krankheetsbedéngt reklasséiert sinn. De Statut vun de Gemengebeamte schreift vir, dass dës Primm un d'Karriär gebonnen ass. De Maître Bauler, Affekot vun der FGFC an Expert am Gemengesecteur, bezitt kloer Stellung, dass dëst net rechtens ass.

[...] D'FGFC huet och beim Minister Gloden intervenéiert fir matzedeelen, dass et bedenklech ass, dass säi Finanzcontrôle ronn 45 Joer brauch, fir déi anscheinend Illegalitéit feststellen an et dann och nach keen Dialog gëtt, fir eng adaptéiert Léisung ze fannen.“

Am Procès-verbal vum Suessemer Gemengerot vum 18. Oktober 2024 hunn déi Gemengeresponsabel behaupt, dass den Inneministère op eegen Initiativ beim TICE-Syndikat 2021 agegraff huet, fir déi Primm net méi ausbezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Bleift den Inneminister bei der Entscheedung, deene Leit beim TICE déi Prime d'astreinte ewechzehuelen?
2. Kéinten déi Leit iwwert en anere Mechanismus hire Gehaltsverloscht kompenséiert kréien?

**Réponse** (25/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures

Et ass dem Inneministère seng Aufgab, ze iwwerpréiwen, ob d'legal Bestëmmunge vun de Remuneratione vun Gemengepersonal agehale ginn. Et ass deemno net esou, dass eng Primm ofgeschaaft gëtt. Et gëtt just verlaangt, dass d'Ausbezuere vun der „prime d'astreinte“ am Respekt vun de legale Bestëmmunge geschitt.

An deem Kontext sief drun erënnert, dass d'Decisioun vum Comité vum TICE vum 24. Oktober 1978, eng eenheetlech „prime d'astreinte“ vun 22 Index-Punkte fir d'Integralitéit vum Personal anzeféieren, vum deemolegen Inneminister Joseph Wohlfart (LSAP) refuséiert gi war.

D'Präzisiounen, déi den Inneministère dem TICE dozou de 6. November 1978 an engem Schreiwes ginn huet, sinn nach ëmmer aktuell:

„1) en ce qui concerne les agents de transport la décision est superfétatoire ; en effet tous les fonctionnaires nommés à une fonction de la carrière de l'agent de transport bénéficient de plein droit d'une prime d'astreinte de vingt-deux points indiciaires. [...] 2) pour ce qui est des autres fonctionnaires, une prime d'astreinte ne peut être allouée que si les conditions prévues par l'article 19 précité sont remplies, notamment en ce qui concerne la prestation d'heures de service pendant les périodes spécialement relevées (nuits, samedis, dimanches, etc.). Si effectivement de telles heures sont prestées, la prime afférente doit être fixée en tenant compte de l'importance de l'assujettissement ; 3) s'il peut paraître injuste que des agents de transport, simplement occupés à des travaux de bureau, continuent néanmoins à jouir d'une prime d'astreinte, cela résulte de la volonté expresse du législateur et ne peut en aucun cas être invoqué pour allouer des primes à des fonctionnaires ne remplissant pas les conditions légales.“

An de „Rapports de vérification du bilan et du compte de profits et pertes“ fir d'Geschäftsjoren 2021 an 2022 goufen déi Responsabel vum TICE vun der „Direction du contrôle de la comptabilité communale“ vum Inneministère méi wéi eng Keier drop higewisen, dass d'Ausbezuere vun der „prime d'astreinte“ un all Beschäftegt vum TICE net am Aklang mam legale Kader ass.

De Rapport fir den Exercice 2021 ass op de 16. Dezember 2022 datéiert a gouf ënner der deemoleger Ministesch Taina Bofferding verfaasst. De Rapport fir den Exercice 2022 ass op de 7. Februar 2024 datéiert.

Hei en Extrait aus dem Rapport fir den Exercice 2022, dee sech op dee vun 2021 beriff:

„À l'instar des observations formulées dans le rapport de vérification du 16 décembre 2022 relatif au bilan et au compte de profits et pertes de l'exercice 2021, il a été constaté qu'une prime d'astreinte mensuelle de 22 points indiciaires avait été versée à l'ensemble des fonctionnaires et employés communaux du T.I.C.E., alors que l'article 20 du règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux ne prévoit qu'une prime d'astreinte de 22 points indiciaires pour les fonctionnaires exerçant la fonction de sapeur-pompier professionnel, d'agent de transport, et de garde champêtre. [...]“

Am Interessi vun de Leit, déi net méi an de Genoss vun der „prime d'astreinte“ wäerte kommen, appelléieren ech un déi Responsabel vum TICE, un d'Personalverriedung an un d'Gewerkschaften, fir sech zesummen un een Dësch ze setzen, fir am Kader vun der bestoender Reglementatioun eng Léisung ze fannen.

**Accès à des lignes de crédit par des associations sans but lucratif** | Question 1421 (24/10/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

À la lumière du récent scandale impliquant Caritas Luxembourg, les associations sans but lucratif (ASBL) sont désormais confrontées à des conditions



beaucoup plus strictes qu'auparavant pour l'obtention de lignes de crédit et de soutien financier auprès des banques.

Bien que le détournement précité ait mis en exergue l'importance d'un contrôle adéquat par les banques lors de l'octroi de crédits, des conditions trop strictes pourraient mettre en péril la continuité des services essentiels à la société luxembourgeoise fournis par ces ASBL, en particulier dans les secteurs les plus vulnérables de notre société.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) De manière générale, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour restaurer la confiance dans la situation financière des associations sans but lucratif ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il des mesures spécifiques, notamment en collaboration avec les institutions financières au Luxembourg, pour garantir la disponibilité continue des crédits et du soutien financier aux associations sans but lucratif, tout en assurant une surveillance adéquate afin de prévenir des incidents similaires à l'avenir ?

3) Le Gouvernement prévoit-il des mécanismes ou des garanties financières supplémentaires pour protéger la stabilité et la capacité opérationnelle des ASBL durant cette période difficile ?

**Réponse (25/11/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Le Ministère des Finances déplore que des associations sans but lucratif (ASBL) soient potentiellement impactées par l'affaire pour détournements de fonds de Caritas Luxembourg, alors que ni celles-ci, ni le Gouvernement n'ont été à l'origine de cette affaire.

Pour restaurer la confiance dans le secteur en question, le Gouvernement a pris l'engagement d'élaborer des lignes directrices de bonne gouvernance concernant notamment le dispositif de gestion et de gouvernance interne, l'organisation administrative, comptable et informatique et le contrôle interne des ASBL bénéficiant d'un financement de l'État. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

En ce qui concerne la surveillance des établissements de crédit, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a indiqué dans sa lettre du 11 novembre 2024 et transmis le même jour à la Chambre des Députés que « sans vouloir anticiper les conclusions qui se dégageraient des analyses de la CSSF portant sur le cas spécifique de Caritas, le cadre législatif actuel paraît approprié pour encadrer au niveau bancaire des cas de détournement de fonds. Avec une mise en pratique adéquate du cadre réglementaire actuellement en vigueur, la probabilité d'un cas de fraude devrait être fortement réduite, même si aucun texte législatif ne pourra mettre le système à l'abri de la matérialisation d'un tel événement. » Pour arriver à cette conclusion, la CSSF a passé en revue la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment, les règles applicables en matière de gestion du risque de crédit ainsi que la législation en vigueur en matière de prévention de la fraude dans le dénouement des paiements.

Concernant l'accès des ASBL à des lignes de crédit, le Ministère des Finances ne dispose pas d'informations quantitatives lui permettant de juger le bien-fondé de l'affirmation selon laquelle les ASBL « sont désormais confrontées à des conditions beaucoup plus strictes qu'auparavant ». D'après l'Association des banques et banquiers luxembourgeois (ABBL), seules des ASBL pouvant présenter des garanties peuvent se voir octroyer un crédit. À cet égard, toujours selon l'ABBL,

les enquêtes en cours au niveau judiciaire ainsi que de la CSSF et de la Banque centrale du Luxembourg et l'analyse de leurs conclusions ne devraient pas amener un renforcement des conditions d'octroi de crédit, tout au plus cela pourrait entraîner une vigilance accrue voire une reconsidération de ce qui peut être considéré comme une « garantie étatique », ainsi que la validité juridique de la cession de cette dernière.

Il n'appartient bien évidemment pas au Gouvernement de s'immiscer dans la politique commerciale des banques qui doivent en toutes circonstances respecter le cadre prudentiel en vigueur.

**Contrôles effectués par l'ITM sur les chantiers | Question 1422 (25/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°1275 vum 2. Oktober 2024 erkläert den Aarbechtsminister, datt d'Dispositiounen vum Code de procédure pénale net fir d'Inspektoren vum der ITM gëllen. Amplaz géifen d'Konventiounen N° 81 an N° 129 vum der OIT souwéi d'ITM-Kader-Gesetz applizéiert ginn. Dës géifen den Inspektoren erlaben, all Fro an d'Employeuren an d'Salariéen ze stellen, ouni datt si mussen op hir Rechter opmierksam gemaach ginn.

D'Charte vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun, d'Europäesch Mënscherechtskonventioun an eis Verfassung garantéieren awer fundamental Rechter, dorënner d'Recht, sech net selwer ze belaauchten. Dëst Recht géilt prinzipiell bei all staatlecher Enquête, déi zu enger Strof féiere kann. D'ITM huet d'Kompetenz, fir Sanktiounen ze verhänken an och Procès-verballen un de Parquet weiderzeleeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Deelt d'Madamm Minister d'Interpretatioun vum Aarbechtsminister, datt d'Konventioun vum der OIT d'Grondrechter vun de Beträffenen aschränke kënnen?

2. Wéi ass dës Approche mam Artikel 47 vun der EU-Grondrechtscharta an dem Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun vereinbar?

3. Ass d'Madamm Minister net och der Meenung, datt eng Persoun, déi vun der ITM befreit gëtt an där hir Aussoen zu enger Strof féiere kënnen, d'Recht huet, sech net selwer ze belaauchten an dëst Recht och matgedeelt kréie muss?

**Réponse (26/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice**

D'Ufro 1275 betrëfft de legale Kader, an deem d'ITM sech beweegt. An der Äntwert op d'Ufro 1275 gëtt dës d'Prozedur beschriwwen: „Am Fall wou Infractione constatéiert ginn, kënnen d'Employeuren an d'Salariéi vum der ITM opgefuert ginn, sech innerhalb vun engem Delai vun op d'mannst 8 Deeg ze regulariséieren. Falls dat net geschitt, kann d'ITM hinnen eng Geldstrof verhänken an/oder am Fall vun Infractionen, wou penal Strofe virgesi sinn, dem Procureur d'État e Procès-verbal zoukomme loosse fir eventuell penal Poursuitten.“

Mir sinn also hei nach net an der penaler Prozedur an hunn e System, deem d'Grondrechter vun der concernéierter Persoun schützt, well en hir d'Méiglechkeet gëtt, sech ze regulariséieren, iert eng Denonciatioun beim Parquet gemaach gëtt, wat normalerweis net de Fall ass, wa potentiell Infractione constatéiert ginn.

Falls et net zu enger Regulariséierung kënn an d'ITM dem Procureur d'État e Procès-verbal zoukomme

léisst, an deem da strofrechtlech Poursuitten decidéiert, spillen ab deem Moment all d'prozedural Garantien aus dem Code de procédure pénale, déi sech notamment op den Artikel 47 vun der EU-Grondrechtscharta an den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun baséieren.

**Projet Centre sportif Belval | Question 1423 (24/10/2024) de M. Georges Engel (LSAP)**

De Gesetzesprojet, mat der Nummer 8135, fir de Bau-projet vum neie „Centre sportif Belval“, fir deem de Fonds Belval, fir de Bau a Gestiouen zoustänneg ass, gouf Ufank 2023 deposéiert an d'Finanzéierungsgesetz gouf de 27. Juni 2023 gestëmmt.

Am aktuelle Budget 2025 fënnt een de Centre sportif Belval och am Volet vum Sportsministère erëm an do ass ze liesen: „Il est envisagé de regrouper les infrastructures sportives nationales d'envergure telles que le vélodrome, l'Institut national des sports (INS), le Centre sportif Belval et la Coque dans un établissement public (AINS).“

Heizou wollt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Wou ass de Projet vum Centre sportif Belval drun?

2. Wéini ass mat der kompletter Fäerdegstellung vun den Infrastrukturen ze rechnen?

3. Ass et fir d'Regierung net eng Prioritéit, dës fir de Sport op der Uni a fir déi aktuell 6.000 Studenten imminent wichteg Infrastruktur zäitno fäerdeg ze stellen?

4. D'Uni funktionéiert elo säit Joren an d'Studente ginn nach ëmmer op verschidde Plazen an de Gemenge ronderëm deplacéiert, fir Sport ze maachen. Wéi wichteg ass Sport am Studium fir de concernéierte Minister?

5. An der leschter Regierung huet den deemolege Sportminister sech agesat, fir aus den 3 x 25 m Bassengen een 1 x 25 an 1 x 50 m Basseng ze maachen. De Projet war awer laut zoustännegem Bauten- an Educatiounsminister schonn ze wäit fortgeschritt. Wéi gesäit den aktuelle Sportminister dës Méiglechkeet?

6. Kann de Sportminister Explikatiounen ginn zum am Budget 2025 ugekënnegten Établissement public, deem eng Rei Sportsinfrastrukture soll geréieren? Wat geschitt mat den aktuellen Établissements publics, déi elo scho bestinn a Sportsinfrastrukture geréieren?

**Réponse (26/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur**

Den honorablen Deputéierte stellt Froen zum Centre sportif Belval.

Nodeems de Plan d'aménagement particulier (PAP) ausgeschafft an approvéiert gouf, ginn am Kader vum Projet vum Centre sportif Belval aktuell d'Dossiere vun der Exekutioun fäerdeg ausgeschafft, d'Exekutiouns-Konventioun ënnerschriwwen an d'Baugeneemegung ugefrot.

Den neie Centre sportif entsteet am aktuelle Park beim Lycée Bel-Val. Et mussen 2 weider Busquaien do entstoen an an de Prozedure mat virgesi ginn, fir och dem Plan national de mobilité 2035 Rechnung ze droen (Passage vum Tram, de Planning vum Ofraffe vum existente Parking fir Autoen a Busser a Funktioun vum zukünftege Bau vun der Gare RGTR am

Süde vun der Gare CFL-Belval Université an am Kader vum Bau vun de Stroosseninfrastrukture ronderëm de Quartier Belval Sud.)

Soubal d'Baugeneemegung do ass, kann de Fonds Belval d'Ausschreibung fir d'Konstruktiounsaarbechte publizéieren.

Wann déi uewe genannte Prozeduren alleguerten am Planning accordéiert sinn, kënnen Terrassementsaarbechten am Hierscht 2025 ufänken. D'Mise en service vum Centre sportif ass fir Enn 2028 virgesinn.

Wat elo d'Studentinnen a Studenten ubelaangt, esou ass et esou, dass d'Universitéit Lëtzebuerg hinne selbstverständlech een harmonescht Studienëmfeld bidde wëll, dat de Bedierfnisser an de Wënsch no mentalem a kierperlechtem Bien-être Rechnung dréit.

Zu dësem Zweck organiséiert d'Universitéit fir hir Studentinnen a Studenten eng grouss Zuel vu gratis Sportsaktivitéiten, ewéi Basket, Halefussball, Schwammen, Danzen, Kloteren, Ju-jitsu a villes méi. All dës Aktivitéite ginn op der Internetsäit vun der Universitéit ausféierlech beschriwwen.

Zu der Gréisst vun de Bassengen ass et esou, dass d'Decisionen iwwert hir Gréisst virun der Amtszäit vum aktuelle Sportminister getraff gi sinn an aus ersiichtleche Grënn irreversibel sinn.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt den Institut national des sports (INS) an en Etablissement public transforméiert, mam Zil, eng besser a koordinéiert Gestiou vun den nationale Sportinfrastrukturen ze garantéieren. Doduerch entsti méiglech Synergië mat dem besteeënden Etablissement public, sou dass aktuell nach intern Analysen iwwer d'Governance gefouert ginn.

**Gestion des infrastructures sportives nationales | Question 1424 (24/10/2024) de M. Georges Engel (LSAP)**

Am aktuelle Budget 2025 kann een ënnert dem Volet vum Sportsministère liesen: „Il est envisagé de regrouper les infrastructures sportives nationales d'envergure telles que le Vélodrome, l'Institut national des sports (INS), le Centre sportif Belval et la Coque dans un établissement public (AINS).“

Zousätzlech kann een awer och aus dem Koalitiounsaccord liesen: „Le Gouvernement s'engage à transformer l'Institut national des sports (INS) en AINS pour rendre possible et assurer la gestion des infrastructures sportives nationales et à envergure nationale, comme par exemple le vélodrome, la SportFabrik, les infrastructures sportives nécessaires au bon fonctionnement du Sportlycée et le futur musée des sports.“

Heizou wollt ech dem Sportminister folgend Fro stellen:

1. Kommen déi am Koalitiounsaccord opgelëschten Infrastrukture wéi SportFabrik a Sportmusée, dann och an dee selwechten Etablissement public, deem am Budget 2025 erwänt gëtt?
2. Wëll den Här Sportminister da verschidden nei Etablissements publics an d'Weeër leeden? Wann net, wéi gëtt dann d'Gestiou vun der SportFabrik an dem zukünftege Sportmusée gereegelt?

**Réponse (21/11/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports**

De Gesetzesprojet, fir en Etablissement public ze schafen, wat Synergien an der Gestiou vun den nationale Sportinfrastrukturen erméiglecht, ass am Moment nach net ofgeschloss. Wéi schonns erwänt

kéinte SportFabrik a Sportmusée dodran hir Plaz fanen. 't ass, Stand haut, nach ze fréi, fir Detailler iwwer d'Gestiou vun dësen Infrastrukturen ze kommunizéieren.

**Enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles | Question 1425 (24/10/2024) de Mme Joëlle Welfring | Mme Djuna Bernard (déi gréng)**

Les enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles sont souvent soumis à des interventions médicales irréversibles, telles que des opérations chirurgicales ou des traitements hormonaux, souvent à un âge très jeune, sans que ces enfants puissent exprimer leur propre consentement. Ces interventions visant à « normaliser » leur apparence physique selon des critères binaires de genre, soulèvent des questions cruciales concernant le respect des droits fondamentaux de l'enfant, en particulier en ce qui concerne leur droit à l'intégrité physique et à une prise de décision éclairée. De plus elles peuvent entraîner des conséquences à long terme, tant sur le plan physique que psychologique. À l'échelle nationale et internationale ces pratiques sont de plus en plus souvent pointées du doigt par la Cour européenne des droits de l'homme, le Comité des droits de l'enfant ou encore le Comité contre la torture, qui ont exprimé leurs préoccupations face à ces interventions médicales irréversibles pratiquées sans le consentement de la personne concernée. Ils recommandent au Luxembourg de prendre des mesures législatives pour interdire de telles interventions non nécessaires d'un point de vue médical chez les enfants, afin de respecter leurs droits humains fondamentaux.

En Allemagne, le cadre légal pour les chirurgies intersexes a été renforcé en 2021 avec l'adoption d'une loi interdisant les interventions chirurgicales non nécessaires d'un point de vue médical, sauf en cas de nécessité urgente pour la santé, et qui exige l'approbation d'un tribunal ainsi que la consultation d'une commission spécialisée avant toute intervention. Cependant une évaluation scientifique publiée en septembre de cette année a révélé que ce modèle a entraîné des retards dans certains cas où les interventions médicales étaient jugées nécessaires.

Au Luxembourg, l'ancien Gouvernement a créé un groupe de travail en 2023 pour examiner la possibilité d'une interdiction des interventions médicales irréversibles sans consentement chez les enfants.

À l'approche de l'Intersex Awareness Day le 26 octobre, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre peut-elle fournir des données concernant le nombre de nouveau-nés présentant des variations des caractéristiques sexuelles au Luxembourg ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle fournir des données concernant le nombre d'interventions chirurgicales chez des nouveau-nés présentant des variations des caractéristiques sexuelles au Luxembourg ?
- 3) Dans la négative, est-il envisagé de mettre en place un registre pour collecter ces statistiques mentionnées ci-dessus ?
- 4) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour se conformer aux recommandations internationales concernant la suspension des opérations chirurgicales chez les enfants qui ne répondent pas à une nécessité médicale ?

5) Le Gouvernement prévoit-il de renforcer la législation en faveur des droits des enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles ?

6) Quel est l'état d'avancement des travaux du groupe mis en place en 2023 pour examiner un possible cadre législatif au Luxembourg ?

7) Comment Madame la Ministre évalue-t-elle les retours de l'évaluation scientifique du cadre législatif allemand concernant les interventions chez les enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles ? Quelles leçons Madame la Ministre en tire-t-elle pour l'élaboration d'un cadre légal au Luxembourg ?

8) Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre afin d'améliorer les travaux de sensibilisation et de formation du personnel dans le secteur de la santé (sage-femmes, urologues, gynécologues, infirmier.ères, ...) au sujet des droits et des besoins des enfants et personnes présentant des variations des caractéristiques sexuelles ?

**Réponse (02/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité**

ad 1) La littérature médicale donne des chiffres très variables sur la fréquence des « différences in sex development ("DSD") », notamment à cause des incertitudes diagnostiques et des incohérences dans les définitions appliquées.

La plupart des pays ne possèdent pas de registres de naissances reprenant ces informations. Le Bundestag, en préparation de la loi mentionnée par les honorables Députées, a estimé la fréquence à 300 cas annuels sur 780.000 naissances en Allemagne. Au prorata de la population, ceci ferait 2,88 cas au Luxembourg par an. En Belgique, la Chambre des représentants a estimé dans sa proposition de résolution du 4 février 2021 qu'environ 80 enfants « DSD » naissent chaque année dans leur pays. Rapporté à la population luxembourgeoise, ceci ferait 4,5 cas par an. La « KannerKlinik », qui en principe devrait centraliser ces pathologies complexes, a confirmé en moyenne 3 cas par an au Luxembourg.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne dispose pas de ces données. Les cas avérés de « DSD » sont adressés à des centres de compétences hautement spécialisés à l'étranger, comme le demandent d'ailleurs les recommandations internationales.

ad 3) Il existe un registre périnatal au Luxembourg, néanmoins les données recueillies dans le cadre de la surveillance de la santé périnatale ne portent pas sur les nouveau-nés présentant des variations des caractéristiques sexuelles.

ad 4) Comme expliqué, les cas de « DSD » sont en principe adressés via la « KannerKlinik » à des centres de compétences hautement spécialisés à l'étranger qui se composent d'équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge des enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles.

Ces centres appliquent les recommandations internationales de prise en charge et sont par ailleurs soumis à leur législation nationale.

ad 5) Pendant la législature précédente, des pourparlers entre les ministères concernés ont été menés sans aboutir à une prise de position formelle.

ad 6) En début 2023, un groupe de travail interministériel, qui regroupait des agents du Ministère de la Justice, du Ministère de la Famille, du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé, ainsi que certains experts médicaux nationaux et internationaux, avait

été créé dans le but de débattre d'un avant-projet de loi élaboré par le Ministère de la Justice. Puisqu'il n'a pas été possible de faire avancer cet avant-projet de loi avant la fin de la législature, le groupe de travail ne s'est plus réuni depuis lors.

ad 7) La loi allemande (« Gesetz zum Schutz von Kindern mit Varianten der Geschlechtsentwicklung vom 12. Mai 2021 ») prévoit à l'article 6 une évaluation de loi au cours des 5 années à partir de l'entrée en vigueur de la loi, ainsi la première évaluation sera prévue d'ici 2026. Étant donné que l'accord de coalition prévoit que « le Gouvernement suivra de près et analysera le cadre légal en la matière dans les autres pays de l'Union européenne », l'évaluation précitée sera suivie de près par les ministères concernés.

ad 8) Vu le nombre limité d'enfants concernés, il est essentiel de garantir d'abord une prise en charge initiale de qualité dans un endroit où les compétences nécessaires sont réunies et de garantir que le personnel de santé y affecté soit formé de façon adéquate concernant ce sujet très spécifique et complexe. À cet effet, tous les enfants concernés sont donc en principe pris en charge au Service national de pédiatrie spécialisée de la « KannerKlinik », ceci en collaboration étroite avec un centre de compétences spécialisé en « DSD » à l'étranger.

Concernant la sensibilisation au sujet des enfants et des personnes présentant des variations des caractéristiques sexuelles, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a financé par le biais d'une convention de coopération avec « ITGL – Intersex & Transgender Luxembourg ASBL » des semaines d'information et de sensibilisation organisées en mai 2024 (volet transgenre) et octobre 2024 (volet personnes intersexes) qui se sont également adressées aux professionnel-le-s de la santé.

Le Ministère de l'Égalité de genres et de la Diversité a signé en juin 2024 une convention de coopération avec « ITGL – Intersex & Transgender Luxembourg ASBL » dans le cadre d'un projet pilote pour étendre l'offre de consultations en groupe et individuelles pour les personnes intersexes et trans.

Le Ministère de l'Égalité de genres et de la Diversité, en coopération avec le Comité interministériel LGBTIQ+, est actuellement en train d'adapter le Plan d'action national LGBTI qui, dans sa version adoptée en 2018, comporte également le chapitre 8 sur les personnes intersexes. Dans ce contexte, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale avait répondu à la question parlementaire n° 1018 qu'il entend réévaluer toutes les mesures non encore réalisées de ce chapitre, dont également les actions pour la sensibilisation des professionnels de la santé (chapitre 8, objectif 2, action 6 du Plan LGBTIQ+).

.....  
**Saison de la chasse au Luxembourg** | Question 1426 (24/10/2024) de **M. Guy Arendt** | **M. Gusty Graas** (DP)

D'Juegdseason huet rezent ugefaangen a wäert nach bis den 31. Januar 2025 weiderlafen. Vu dass mir héich Wëldbestänn hunn, ass d'Juegd e wichtegt Element, fir dës an de Grëff ze kréien. An engem rezente Presseartikel huet de Vizepresident vun der Fédération St-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg („FSHCL“) bemängelt, datt et hei zu Lëtzebuerg kee richtige Gestionsplang fir d'Juegd gëtt, ewéi dat zum Beispill an Däitschland oder an der Belsch de Fall wier. An dëse Länner beinhalten dës Pläng genau Informatiounen zum Wëldbestand, wat an och wéi vill Wëld soll geschoss ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ginn d'Jeeër iwwert de Wëldbestand informéiert a gëtt mat hinne kommunizéiert, wat prioritär soll geschoss ginn?
2. Aus wéi enge Grënn gëtt et hei zu Lëtzebuerg kee Plan de gestion fir d'Juegdseason?
3. Ass d'Afféierung vun esou engem Plang ugeduecht?

**Réponse** (02/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Reng Bestandeszielunge ginn net duerchgefuert. Esou Zielunge si schwéier ëmfaassend ze realisieren. Vill méi wäertvoll ass d'Erkennung vu bestëmmten Trends, déi duerch d'Ofschosszuele sichtbar ginn. E weideren Indikator vum Wëldbestand ass de systematesche Monitoring vum Impakt vun de Wëldpopulatiounen op hire Liewensraum. Dëse Monitoring erméiglecht präzis Aussoen, ob eng Populatioun lokal problematesch ass an eng Upassung erfuert, oder ob, beim Ausbleiwe vu Schied, keng reduzierend Moossnamen néideg sinn.

Fir all Juegdous gëtt pro Période cynégétique vun dräi Joer en Ofschossplang erstallt, deen d'Juegd- piechter guidéiert. Dëse Plang definéiert spezifesch Minimal- a Maximalofschosszuele fir all Schuelewëld- aart jee no Wëldaart an och jee no Geschlecht an Altersklass.

Esou gëtt präzis matgedeelt, wéi vill an a wat fir engem Verhältnis Wëld geschoss muss ginn, fir eng dem Liewensraum ugepasste Populatioun ze erreechen.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt et Gestionspläng fir all Schuelewëldaarten, déi als Ofschosspläng opgestallt ginn. Dës Pläng enthalen Zilsetzunge fir den Ofschoss vun den nächsten dräi Joer, déi fir all Juegdous individuell festgeluecht sinn. Gläichzäiteg fügen se sech an e landeswäit Gestionskonzept an, wat duerch déi 5 regional Juegdkommissiounen lokal ugepasst gëtt. Dëst erméiglecht eng kohärent Gestioum op lokalen Unitéiten an engem groussraimege Kontext.

ad 3. Wéi heidriwwer schonn erwänt, gëtt et zu Lëtzebuerg Gestionspläng sous forme vun Ofschosspläng fir dräi Joer.

Zousätzlech zu dëse Gestionspläng gëtt aktuell un engem spezifischen nationalen Dokument fir d'Gestioum vum Wëllschwäi geschafft, dat iwwer déi reng Ofschossmoossnamen erausgeet. Dëst Dokument gëtt a Kollaboratioun mat alle relevanten Acteuren ausgeschafft, fir eng ëmfaassend Gestioum an Adaptatioun un déi spezifesch Bedierfnesser ze erméiglechen.

No der Finalisatioun vun dësem Wëllschwäimangementplang gëtt evaluéiert, ob änlech Pläng och fir aner Wëldaarten, wéi d'Routwëld oder d'Réiwëld, entworfen solle ginn.

.....  
**Services de traduction pour réfugiés** | Question 1427 (24/10/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il m'a été rapporté que la prise en charge de certains services de traduction a été restreinte pour les personnes qui résident dans les structures d'accueil. Il s'agirait notamment des services de traduction pour leurs démarches quotidiennes importantes, par exemple lors d'une visite chez un médecin ou à l'hôpital.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'il y a eu un changement concernant l'accès à des services de traduction pour les personnes résidant dans les structures d'accueil ?

2) Dans l'affirmative, pouvez-vous m'expliquer en quoi consiste ce changement de politique et quelles en sont les raisons ?

**Réponse** (21/11/2024) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Il n'y a pas eu de changements récents dans la prise en charge des frais de traduction. En effet, les demandeurs de protection internationale (DPI) ont le droit de commander, pour tous leurs rendez-vous administratifs et/ou médicaux, un traducteur professionnel indépendant mis à disposition par l'organisme visité. L'Office national de l'accueil (ONA) prend à sa charge les frais de traductions auprès des cabinets médicaux indépendants des hôpitaux.

ad 2) cf. question 1)

.....  
**Cyberattaque contre les sites Internet de la fonction publique** | Question 1428 (24/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„Als Reaktioun op déi weltwäit ëmmer weider zouhuelend Menace vu gréisseren DDoS-Attacken huet déi viregt Regierung 2018 decidéiert, een nationalen DDoS Scrubbing Center ze schafen, an deem ass och säit Enn 2020 voll operationell.“

Dëst huet d'Regierung an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0544 bestätegt.

Am Mäerz dëst Joer gouf et eng DDoS-Attack, wou ënnert anerem d'Websäit vum CTIE attackéiert gouf. Wéi an der Press ze liesen ass, gouf et den 23. Oktober op en Neits eng Cyber-Attack, dës kéier op d'Websäit vun der Regierung an dem 112.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Cyber-Attacke goufen zënter 2020, opgeschlësselt pro Joer, vum DDoS Scrubbing Center erkannt? Wéi vill goufen ofgewiert a wéi vill Attacken hunn een Impakt (z. B. Websäiten, déi net accessibel sinn) hannerlooss?

2. Wéi eng Moossname goufen zënter der Attack am Mäerz 2024 ënnerholl, fir d'Verdeedegung géint Cyber-Attacken ze verbesseren?

3. Aus wéi enge Grënn konnten d'Websäite vum 112 an der Regierung elo am Oktober trotzdeem lamgeluecht ginn? Wat ass geplangt, fir dëst an Zukunft ze verhënneren?

**Réponse** (25/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministere de la Digitalisation | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Wéi an der Äntwert op d'Fro 0544 an Evidenz gesat, ass den DDoS Scrubbing Center ee Krisegestionsinstrument, dat, wéi am „Plan d'intervention d'urgence Cyber“ (PIU Cyber) definéiert, am Fall vu massiven DDoS-Attacken op kritesch Infrastrukturen agesat ka ginn, fir esou Attacken ofzewieren.

Déi protegéiert Entitéite sinn an éischter Linn ugehale, fir selwer Protektiounsmoossnamen ze ergreifen, fir sech géint DDoS-Attacken ze schützen. Nëmmen am Fall wou dës Moossnamen net gräifen an et zu massiven Impakter um nationalen Niveau kënn, gëtt de Scrubbing Center aktivéiert. Well de Scrubbing Center am Normalfall den Internet-Traffic

vun de kriteschen Infrastrukturen net gesäit, kënnen op deem Niveau och keng DDoS-Attacken erkannt ginn.

Duerch eng DDoS-Attack waren d'Internetsitten, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologie vum Staat (CTIE) hebergéiert ginn, wéi ënner anerem den 112. public.lu, den 23. Oktober kuerz virun der Mëttesstonn net méi erreechbar.

Cyberattacke sinn en dynamesche Prozess, bei deenen d'Ugräifer reegelméisseg nei Methoden an Techniken entwéckelen, fir d'Sécherheitsmesuren, déi en place sinn, ze ëmgoen. Et ass eng Zort Kaz-a-Maus-Spill, bei deem all Säit probéiert, där anerer e Schrëtt viraus ze sinn. Soubal am Domaine vun der IT-Sécherheet nei Protektiounsmechanismen entwéckelt ginn, probéieren d'Ugräifer nei Methoden ze fannen, fir dës ze ëmgoen.

Dëst weist sech doduerch, dass de CTIE ëmmer nees nei Tentativ vum Attacken op seng Systemer registréiert (cf. d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1179 vum 12. September 2024), bei deenen seng Mesuren awer verhënneren, dass d'Attacken en Impakt hunn.

Mat dësem Zil adaptéiert an optimiséiert de CTIE lafend déi verschidden, komplementar Protektiounsmechanismen, déi en place sinn, fir déi staatlech IT-Infrastruktur ze schützen. Hei fléissen och déi Erkenntnisser mat an, déi de CTIE während enger Attack iwwert d'Strategie vum Ugräifer gewënnt. Dëst war och de Fall bei den DDoS-Attacke vum 21. Mäerz an 23. Oktober 2024. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0522 vum 22. Mäerz 2024 erwäant, ginn aus Sécherheitsgrënn keng detailléiert Informatiounen iwwert d'Mesuren, déi geholl goufen, genannt.

Zousätzlech goufen awer och Schrëtt ënnerholl, fir d'Kapazitéit vum Scrubbing Center esou séier wéi méiglech auszebauen, esou dass an Zukunft och op dësem Niveau de défense kënnen verschidden applikativ a kombinéiert DDoS-Attacken ofgewiert ginn. Dës Kapazitéit stinn zousätzlech zur Verfügung fir d'Preventioun vun enger méiglecher nationaler Kris, wa bei massiven Impakter um nationalen Niveau d'Mesuren de défense vum CTIE net méi géifen duergoen.

**Pensions de la fonction publique** | Question 1429 (24/10/2024) de **M. Claude Haagen** (LSAP)

L'accord de coalition 2023-2028, en faisant référence au dernier bilan technique du régime d'assurance pension du 26 avril 2022, prévoit qu'une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet ».

Or, les différentes prises de position et déclarations de la majorité restent vagues, voire contradictoires à plusieurs égards, notamment en ce qui concerne la portée des démarches entreprises par le Gouvernement en vue de garantir la viabilité de notre système de retraites.

J'aimerais dès lors poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Les démarches entreprises par le Gouvernement pour trouver un consensus sur la viabilité de notre système de retraites concernent-elles également les régimes spéciaux et transitoires de la fonction publique et des secteurs assimilés ?

**Réponse** (18/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La large consultation visée a pour but de recueillir la position et les propositions de tous les acteurs de la société civile sur leur appréciation et les modifications éventuelles nécessaires afin de garantir la viabilité de l'assurance vieillesse au Luxembourg. S'il est vrai que les constats ayant amené le Gouvernement à prévoir cette large consultation se trouvent confinés dans les avis de l'IGSS et du CES sur la situation financière du régime général d'assurance pension, il n'est pas moins vrai que le régime général de pension et les régimes spéciaux de pension sont – depuis les réformes de 1999 et 2012 – alignés d'un tel degré que toute discussion de changements potentiels dans le régime général aurait des répercussions sur les régimes spéciaux, y compris celui des agents publics. Voilà pourquoi les représentants des syndicats de la fonction publique sont également consultés.

**Cérémonies à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille des Ardennes** | Question 1430 (25/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le nouvel ambassadeur de Belgique au Luxembourg vient d'annoncer qu'à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille des Ardennes en décembre prochain nos deux gouvernements souhaitent inviter le Président des États-Unis, Joe Biden, aux cérémonies prévues à cette occasion.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Le Gouvernement luxembourgeois peut-il confirmer cette intention ?
- 2) Le cas échéant, les deux gouvernements entendent-ils lancer cette invitation conjointement ou séparément ?
- 3) Y a-t-il déjà eu des concertations sur le déroulement des cérémonies de commémoration des deux côtés de la frontière ?
- 4) Y a-t-il déjà eu des contacts avec l'ambassade des États-Unis, respectivement la Maison Blanche, en vue d'une telle invitation ?

**Réponse** (18/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois confirme que le Président des États-Unis, M. Joe Biden, a été invité à la cérémonie commémorative qui sera organisée le 14 décembre 2024 au cimetière militaire américain de Hamm à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire du début de la Bataille des Ardennes.

ad 2) D'un commun accord avec les autorités fédérales belges, il a été décidé que les invitations respectives se feraient séparément.

ad 3) Des échanges réguliers et à différents niveaux (niveau fédéral et communal en Belgique) ont eu lieu depuis plusieurs mois pour garantir le bon déroulement et la meilleure transition possible entre la cérémonie prévue à Hamm dans la matinée du 14 décembre et celle de Bastogne prévue le même jour dans l'après-midi.

ad 4) Dans le cadre des préparatifs liés à la cérémonie de commémoration du 14 décembre 2024, les autorités luxembourgeoises sont en contact régulier

et étroit avec les autorités américaines, ainsi qu'avec les différents services compétents américains à Washington DC par l'intermédiaire de l'Ambassade du Luxembourg à Washington DC.

**Remboursement des frais relatifs aux formations de l'ADEM** | Question 1431 (25/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Leit, déi bei der ADEM eng Aarbecht sichen, kënnen Formatioune maachen, fir esou hir Chancen op eng Aarbechtsplaz ze erhéijen. D'Käschte vu verschiddene Formatioune ginn direkt vun der ADEM iwwerholl, zum Beispill iwwert ee Vouchersystem, deen ee ka bei enger Organisatioun aléisen.

Fir aner Formatioune bezilt d'ADEM d'Käschten eréischt, wann d'Leit d'Formatioun fäerdegemaach hunn. D'Leit mussen an deem Fall d'Geld virstrecken. Heiansdo kaschten dës Formatioune awer Dausenden Euro an d'Leit hunn dat Geld dann net a sëtzen an der Zwéckmillchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi eng Léisunge bitt d'ADEM de Leit, déi an der uewe beschriwwener Situatioun sinn?
2. kéint d'ADEM hei net och d'Käschte vun der Formatioun direkt virstrecken?  
Falls nee, besteet dann net d'Méiglechkeet, dass d'ADEM ee Pabeier ausstellt, mat deem d'Leit op d'mannst kéinten ee Kredit op enger Bank ophuelen, fir hir Formatiounen kënnen ze bezuelen an d'Suen duerno vun der ADEM rembourséiert ze kréien?

**Réponse** (11/11/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Am Kader vu senger Missioun fir d'Employabilitéit vun de Leit, déi op der Sich no Aarbecht sinn, ze verbesseren, schafft d'ADEM mat enger Rei Partner am Beräich vun der Formatioun zesummen, wéi z. B. de Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC), de Chambres professionnelles (Chambre des Salariés – CSL, Chambre de Commerce – CC, Chambre des Métiers – CdM), den Institut national des langues Luxembourg (INLL), de Competence Center, Digital Learning Hub (DLH), wéi och mat aneren éffentlechen Organismen an Associatiounen, déi eng (inter)ministeriell Konventioun hunn (COSP-HR, Initiativ Rëm Schaffen etc.).

Dës Partner erlaben der ADEM, hir Offer u Formatiounen all Joer ze erweideren an den Aarbechtssichenden d'Méiglechkeet ze ginn, gratis Formatiounen a verschiddene Kompetenzberäicher ze maachen (sektoriell, transversal, sproochlech etc.).

2023 huet d'ADEM 5.499 Participatiounen un dëse gratis Formatioune festgehalen, géintiwier 3.551 2022.

Zudeem kënnen d'Aarbechtssichend vum Dispositif « Bon à tarif réduit » profitéieren, deen hinnen et erlaabt, e reduzéierten Droit d'inscription ze kréien (10 € pro Cours), fir Formatiounen ze suivéieren ënner der Koordination vum Service de la formation des adultes (SFA) oder dem INLL.

2023 si 6.846 Bonge gebraucht gi vun den Aarbechtssichenden, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn.

Donieft kann een, ënnert verschiddene Konditiounen, eng finanziell Hëllef (Aide à la formation professionnelle) kréie fir Formatiounen, déi net direkt vun der ADEM couvriert ginn, an dat egal, ob ee Chômeur indemnisé ass oder Demandeur d'emploi (Règlement grand-ducal du 10 mai 2007 déterminant les



conditions et modalités d'attribution d'une aide à la formation professionnelle).

Wann d'Initiativ vum Aarbechtssichende kënn, da besteet d'Hëllef aus engem Zréckbezuule vun engem Deel vun de Formatiounskäschten.

An dësem Fall muss den Aarbechtssichenden d'Formatiounskäschte prefinanzéieren a kritt dann no der Formatioun, sous réserve, dass seng Demande formell ugeholl gouf, 75 % vun de Käschte rembourséiert, plafonéiert op de Montant mensuel vum Salaire social minimum fir net qualifizéiert Aarbechter. Déi reschtlech 25 % kann hie rembourséiert kréien, wann hie seng professionnell Reintegratioun reusséiert an an den 3 Méint no der Formatioun en CDI oder en CDD vun op d'mannst 18 Méint ka presentéieren.

ad 2. De virgenannte Règlement grand-ducal vum 10 mai 2007 gesäit déi direkt Prise en charge vum Fonds pour l'emploi vun de Formatiounskäschte vir, am Fall wou d'Initiativ vun der Ufro fir eng Formation professionnelle vun der ADEM kënn. Dës Méiglechkeet notzt d'ADEM am Kader vun de Programmer Upskilling a Reskilling, déi Enn 2022 lancéiert goufen.

D'Zil vum Aarbechtsministère an der ADEM ass et, méi systematesch op dës Méiglechkeet vun der direkter Prise en charge vun de Formatiounskäschten zréckzegräifen, fir de Leit op der Sich no Aarbecht den Accès zu pertinente Formatiounen ze erliichteren an dat oui Prefinanzement.

**Plainte de harcèlement au lieu de travail auprès de l'ITM | Question 1432 (25/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)**

D'Lëtzebuerger Gesetz iwwert moralesch Belästegung op der Aarbecht, dat den 9. Abrëll 2023 a Kraaft getrueden ass, gëtt der Inspection du travail et des mines (ITM) eng wichteg Roll bei der Behandlung vu Fäll vu moralescher Belästegung. Wann en Employé mengt, dass moralesch Belästegung trotz de Moosnamen vum Patron bestoe bleift, oder wann de Patron keng adequat Moosnamen hëlt, kann den Employé oder d'Personaldelegatioun de Fall un d'ITM weiderginn.

D'ITM muss dann eng Enquête maachen, déi betraffe Parteien héieren (dat potenziell Affer, de presuméierten Täter vun der Belästegung, aner Mataarbechter an de Patron) an e Rapport mat Empfehlunge schreien. Dëse Bericht muss dem Patron bannent 45 Deeg nom Empfang vum Dossier geschéckt ginn. De Patron muss doropshi Moosnamen huelen, fir den Akt vun der Belästegung direkt op en Enn ze bréngen. Am Fall vun Net-Anhale kann d'ITM eng administrativ Geldstrof vu bis zu 25.000 Euro operleeën.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. „Un rapport est remis à l'employeur dans les 45 jours au plus tard de la réception du dossier.“ Fänkt den Ufank vun de 45 Deeg mat der Arrivée vun der Plainte un oder der Entscheidung vun der ITM fir ze ënnersichen?
2. Wéi vill Fäll/Reklamatiounen sinn zënter dem 9. Abrëll 2023 bei der ITM opgemaach ginn?
3. Wéi vill vun dësen Fäll hunn zu enger Enquête gefouert?
4. Wéi vill vun dësen Fäll/Reklamatiounen hunn net zu enger Enquête an engem Bericht vun der ITM gefouert? Wat waren d'Konsequenzen?
5. Vun de gemellte Fäll vun Harcèlement, wéi vill goufen à l'amiable geléist, wéi vill duerch eng formell Interventioun, a wéi vill ginn nach veraarbecht?

6. Wat sinn déi typesch Empfehlunge vun der ITM un d'Patronen a Fäll vu moralescher Belästegung?

7. Gëtt et Statistiken iwwer de Profill vun den Affer an Täter vu moralescher Belästegung (zum Beispill no Geschlecht, Alter, Aktivitéitssecteur)?

8. A wéi ville Fäll war d'Personaldelegatioun an de Prozess vun der Behandlung vu Reklamatiounen iwwer moralesch Belästegung involvéiert?

9. Wéi vill Mataarbechter hunn d'Méiglechkeet genotzt, hiren Aarbechtskontrakt oui Preavis opzeléisen, wéinst gravem Mëssverhale vum Patron no Fäll vu moralescher Belästegung?

**Réponse (18/11/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail**

ad 1. Den Delai vun de 45 Deeg fänkt mat der Arrivée vun der Plainte un.

ad 2. Zënter dem 9. Abrëll 2023 huet d'ITM 185 Plainten iwwer moralesch Belästegung kritt.

ad 3. Vun den 185 Plainten hunn der 148 zu enger Enquête gefouert.

ad 4. 37 Plainten hunn net zu enger Enquête gefouert, well d'Fakten net als moralesch Belästegung ze consideréiere waren oder well déi angeblech Affer net méi op eis Ufro reagéiert hunn oder well et sech ëm vague anonym Reklamatiounen gehandelt huet, oui irgendwelch detailléiert Informatiounen punkto Affer, Täter oder Fakten.

D'ITM huet dës Plainten oui Suiten zougemaach an huet déi betraffe Patronen opgefuerdert, eng Kopie vun hirer interner Prozedur iwwer moralesch Belästegung ze schécken.

ad 5. D'Resultat vun den 148 Enquêtes ass wéi follegt: 74 Enquêtes goufe clôturéiert, oui dass d'ITM konnt zur Conclusioun kommen, dass et Fäll vu moralescher Belästegung sinn, aus verschiddene Grënn:

- entweder waren d'Fakten net genuch detailléiert a circonsciéiert
- oder hunn net déi néideg Charakteristiken opgewisen, déi néideg waren, fir se als moralesch Belästegung ze qualifizéieren,
- oder et ware widderspréchelech Versiounen, tëscht deenen d'ITM net konnt entscheeden. An deem Fall gouf dem Plaignant ugeroden, dat zoustänneg Geriicht ze saiséieren, wann hien trotzdeem seng Plainte a seng Fuerderung wollt geltend maachen.

An 10 Fäll hunn déi detailléiert Fakten an déi duerchgefouert Enquête der ITM erlaabt ze schlussfolgeren, dass et Fäll vu moralescher Belästegung sinn.

Den Detail vun deenen 10 Fäll ass wéi follegt:

- A 6 vun dësen Fäll huet de Patron déi néideg intern Mesurë geholl, fir déi moralesch Belästegung ze stoppen.
- 2 Fäll hunn zu enger Transaction à l'amiable gefouert.
- An engem Fall huet d'Affer mat Effet immédiat demissionéiert pour faute grave vum Patron an d'Saach virun dat zoustänneg Geriicht bruecht.
- An engem anere Fall huet d'ITM de Patron opgefuerdert, déi néideg Moosnamen ze huelen, fir déi moralesch Belästegung direkt ze stoppen an huet den Dossier och dem Parquet weidergeleet wéinst der Gravitéit vun de Fakten.

Fir 64 Plaintë leeft d'Enquête weider.

ad 6. D'ITM fuerdert den Employeur op, mëttels enger Injonctioun, déi néideg Moosnamen ze huelen, fir Akte vu moralescher Belästegung direkt op en Enn ze bréngen an d'Feelverhale vum betraffene Salarié ze sanktionéieren.

ad 7. Wat d'Verdeelung no Geschlecht vun den Affer ugeet, ass et wéi follegt. ↑

D'Verdeelung vun de Reklamanten no Altersgrupp ass wéi follegt. ↑

D'ënnerdeelung no Aktivitéitssecteur ass wéi follegt. ↑

De Status vum angeblechen Täter vun der Belästegung, nämlech ob et zum Beispill en Aarbechtsskolleeg, en hierarchesche Chef oder e Client ass. ↑

ad 8. Och wann eng Plainte wéinst moralescher Belästegung vun enger Personaldelegatioun ka gemaach ginn, wéi dat bei 5 Meldungen de Fall war, gëtt d'ITM awer net onbedéngt doriwweier informéiert, wann de Plaignant d'Hëllef vun der Personaldelegatioun gefrot huet, fir hie bei senger Situatioun vu moralescher Belästegung ze ënnerstëtzen.

Tatsächlech ass et esou, dass wann dat angeblech Affer d'ITM kontaktéiert huet, d'Fortsetzung vun der Enquête normalerweis am enken an exklusive Kontakt mam Affer oder sengem Affekot duerchgefouert gëtt.

ad 9. D'ITM gouf vun engem Fall duerch den Affekot vum Affer iwwert eng Demissioun mat Effet immédiat wéinst gravem Mëssverhale vum Patron informéiert.

**Avancement du projet de contournement Alzingen-Hesperange | Question 1433 (25/10/2024) de M. Meris Sehic (déi gréng)**

Depuis plusieurs années, la commune de Hesperange fait face à des problèmes de congestion routière récurrents, en particulier aux heures de pointe, entraînant des désagréments considérables pour les habitants.e.s et les usagères et usagers de la route. Ce phénomène s'est accentué avec la croissance démographique soutenue de la commune. Plus de 22.000 véhicules traversent quotidiennement la commune, créant des embouteillages importants, affectant ainsi la qualité de vie des riverain.e.s et la fluidité des déplacements vers Luxembourg-ville et ses environs.

Face à cette situation, le projet de contournement Alzingen-Hesperange vise à réduire la congestion routière en déviant le trafic de transit hors du centre-ville, améliorant la fluidité du trafic et la sécurité routière. Étant donné que les premières études du projet ont débuté en 2017, Madame la Ministre a précisé au début de l'année que les travaux de l'avant-projet définitif (APD) devraient être finalisés fin 2024 et qu'une loi de financement pourra être déposée durant l'année 2025.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Quel est l'état d'avancement des travaux de l'avant-projet définitif ?
- 2) Quand Madame la Ministre prévoit-elle de déposer le projet de loi de financement pour ce projet ?
- 3) Madame la Ministre est-elle en mesure d'indiquer un calendrier pour la suite des procédures et le début des travaux ?
- 4) Étant donné que le projet initial du contournement prévoyait l'intégration d'infrastructures pour la mobilité douce, cette composante est-elle toujours maintenue ? Quelles mesures concrètes sont envisagées à cet égard ?

**Réponse (26/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

L'honorable Député s'enquiert sur l'avancement du projet de contournement Alzingen-Hesperange.

ad 1) Les études de l'avant-projet détaillé sont en cours et les études géométriques du tracé du contournement seront terminées vers la fin de 2024. Cela permettra d'élaborer un projet de loi de financement des travaux au cours de l'année 2025.

ad 2) Il est prévu de déposer le projet de loi de financement à la Chambre des Députés en 2025.

ad 3) En raison de la grande complexité du projet et du nombre important d'acteurs impliqués, il n'est à ce stade pas possible de fixer un calendrier. Les études environnementales se poursuivent parallèlement aux études de génie civil et géotechniques. Les travaux débiteront une fois que toutes les autorisations et emprises requises auront été obtenues.

ad 4) Oui, la prise en compte et l'intégration de la mobilité douce restent prioritaires dans l'élaboration du projet. Une des mesures envisagées à cet égard est la conception et l'intégration d'une piste cyclable longeant le tracé du contournement, dans le but de promouvoir la mobilité active et d'offrir une alternative durable et sécurisée aux modes de transport motorisés.

Une autre priorité dans l'élaboration de l'avant-projet détaillé est le maintien des liaisons existantes (par exemple, l'actuelle piste cyclable nationale PC1), ainsi que la prise en compte des liaisons projetées (par exemple, les futures pistes cyclables nationales PC11 et 103).

.....

**Fuite de données sur le site LU-Alert** | Question 1434 (25/10/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En date du 17 octobre 2024, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a présenté le nouveau système d'alerte et d'information LU-Alert, à travers lequel des différents autorités publiques peuvent déclencher des messages d'alerte et d'information à la population. À côté de la transmission de messages d'alerte par le biais de diffusion cellulaire et SMS géolocalisé, LU-Alert inclut également une application mobile et un nouveau site Internet, sur lesquels les messages d'alerte et d'information émis par le système peuvent être consultés.

Sur le site Internet, un formulaire de contact permet aux utilisateurs.trices de soumettre leur retour d'expérience via un formulaire dédié.

Selon les informations portées à notre connaissance, une fuite de données aurait eu lieu par le biais du formulaire de contact du site. En effet, lors de la prévisualisation de leurs réponses sur le formulaire, les utilisateurs.trices auraient pu voir les réponses et données soumises par d'autres utilisateurs.trices.

Même s'il semble que cette faille ait déjà été corrigée, cet incident soulève des questions sur la sécurité des données personnelles des citoyen.ne.s que je me permets de poser à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence d'une fuite de données sur le site LU-Alert ? Dans l'affirmative, quand et comment les services de Monsieur le Ministre ont-ils découvert la faille sur le site ?

2) Monsieur le Ministre peut-il estimer combien de personnes ont-été affectées par cette fuite de données ?

3) Quelles mesures ont été prises pour corriger cette faille de sécurité ?

4) Les personnes concernées par cette fuite en ont-elles été informées, et dans l'affirmative, quand et comment cette campagne d'information a-t-elle eu lieu ? Dans la négative, Monsieur le Ministre informera-t-il les personnes concernées ?

**Réponse** (25/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer qu'il y a effectivement eu un problème de faible envergure en relation avec les formulaires de retour d'expérience en langue allemande et anglaise publiés sur le site LU-Alert.

Les équipes du CTIE ont été notifiées d'un problème le 22/10/2024 à 11.25 heures. En l'espèce il s'agissait d'un problème lié au cashing et non pas d'une fuite de base de données. La configuration de l'outil de cashing, qui est utilisé afin de garantir une haute disponibilité du site Internet, a été adaptée pour les formulaires concernés. À 12.54 heures, le correctif a été apporté et le problème a été résolu.

Depuis la mise en ligne des formulaires concernés (formulaires en langue allemande et anglaise uniquement) jusqu'à la correction du problème, 16 personnes ont éventuellement pu consulter le contenu du formulaire de la personne qui les a directement précédées.

En l'espèce, l'information des personnes concernées ne s'est pas révélée nécessaire conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données.

En effet, l'analyse de l'incident effectué sur base de critères objectifs a démontré que la violation de la confidentialité des données à caractère personnel n'a pas engendré de risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, compte tenu notamment de la courte période de la violation, du caractère non sensible des données divulguées, du petit volume des données divulguées et du nombre réduit des personnes concernées.

.....

**Projet de construction d'un nouveau laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture** | Question 1435 (25/10/2024) de **M. Charles Weiler** | **M. Jeff Boonen** (CSV)

Den aktuelle Laboratoire vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) ass scho säit Joren net méi konform, an et hunn sech successiv Regierunge beméit, en neie Site ze fannen, fir een neie Labo ze bauen. Noddeems alternativ Sitten net a Fro koumen, huet déi lescht Regierung decidéiert, de Laboratoire op de Campus vun der Akerbauschoul op Gilsdref ze bauen an huet déi néideg administrativ Schrëtt an d'Weeër geleet. Dëse Laboratoire ass ee wichtege Baustee fir den zukünftege Landwirtschafts-Hub an der Nordstad.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un d'Madame Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau stellen:

1. Wéi steet d'Regierung ze dësem Projet?
2. Wat ass dee leschte Stand vun de Planungen?
3. Wéini gëtt de Projet de loi deposéiert?
4. Wéini soll de Bau ufänken a wéini soll de Laboratoire fäerdeg ginn?

**Réponse** (25/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zu dem Projet fir de Bau vum Laboratoire vun der „Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA)“.

ad 1. De Bau vum neie Laboratoire huet héich Prioritéit fir d'Regierung. Den ASTA Laboratoire soll sou séier wéi méiglech eng nei Infrastruktur kréien, déi u seng Besoinen ugepasst ass. De Laboratoire brauch dës Infrastruktur, fir seng Aktivitéiten an engem Kader ausféieren ze kënnen, deen den Ufuerderungen un d'Beruffssécherheet, mee och dem Gesondheets- an Ëmweltschutz gerecht gëtt. Ausserdeem ass d'Verlagerung vum Laboratoire wichteg fir d'Entwécklung vum Projet „Neie Schoul-campus“, deen am Moment um Site vum fréiere Lycée technique agricole geplangt ass. Do sinn zousätzlech Strukture fir de Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT) an de Lycée technique pour professions de santé (LTPS) geplangt.

ad 2. Den Avant-projet détaillé ass amgaangen ofgeschloss ze ginn a muss nach validéiert ginn. Déi néideg Geneemengungs-Dossiere sinn amgaange préparéiert ze ginn. Parallell muss vun der Gemeng Bettenduerf eng punktuell Modifikatioun vum PAG gemaach ginn.

ad 3. De Projet de loi gëtt viraussichtlech ugangs 2025 deposéiert.

ad 4. Fir d'éischt muss de Projet de loi gestëmmt ginn a wann d'Exekutiounspläng souwéi déi néideg Geneemengunge virleien, kënnen d'Ausschreiwungen ufänken.

D'Dauer vun den Aarbechte gëtt wéinst der Komplexitéit vum Bau op mindestens 40 Méint geschätzt.

.....

**Interdiction de l'IA chinoise DeepSeek** | Question urgente 1914 (07/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi chinesesch Firma DeepSeek huet am Beräich vun der kënschtlecher Intelligenz de Maart opgewierbelt an d'Aktiecourse vu Konkurrenzproduiten abriechte gelooss, well déi nämmelech Servicer zu engem Brochdeel vun de Käschten ugebuede kënnen ginn.

Allerdéngs ass aus sécherheetspolitescher Siicht d'Notzung vum chinesesche Produit ëmstridden, well heibäi massiv perséinlech Donnéeën vu Bierger:inne vun der chinesescher Regierung kéinte gesammelt an ausgenutzt ginn.

Verschiede Länner, dorënner och EU-Länner, hunn d'Notzung vun DeepSeek dofir scho verbueden a blockéieren de Service souwäit se kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Digitalisation dës Fro stellen:

– Wäert déi lëtzebueresch Regierung DeepSeek verbidden oder aschränken?

**Réponse** (11/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

D'CNPD, Commission nationale pour la protection des données, huet den 3. Februar 2025 Rekommandatiounen zum Dateschutz am Kader vun DeepSeek un d'Effentlechkeet kommunizéiert<sup>10</sup>. D'CNPD huet de Public op Risiken opmierksam gemaach an huet präziséiert, datt dëse Modell vu generativer AI net fir europäesch Konsumenten entworfen ginn ass.

<sup>10</sup> <https://cnpd.public.lu/fr/actualites/national/2025/02/deepseek.html>

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

De Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État vum Ministère fir Digitaliséierung huet den 30. Januar 2025 eng Kommunikatioun iwwer E-Mail un all d'Mataarbechter vum Staat geschéckt, fir Richtlinnen zu der Notzung vun Outils vu Künstlecher Intelligenz un d'Mataarbechter ze ginn a Recommandatiounen auszuschwätzen. Et ass ënnert anerem recommandéiert ginn, keng onverëffentlecht professionell Informatiounen mat Applikatiounen ze deelen, AI Services abegraff, déi net vum Staat zur Verfügung gestallt goufen.

**Placement de demandeurs de protection internationale sur une liste d'attente pour les structures d'hébergement** | Question urgente 1940 (13/02/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un récent article de presse a remis en lumière la problématique des demandeurs de protection internationale masculins voyageant seuls qui ne sont plus automatiquement admis au centre de primo-accueil, mais se voient placés sur une liste d'attente. Selon l'article de presse, une centaine d'hommes figureraient actuellement sur la liste d'attente, celle-ci ayant été réintroduite en décembre 2024.

Les demandeurs de protection internationale concernés sont réorientés envers la structure d'urgence pour sans-abris Wanteraktioun, pour laquelle ils doivent se réinscrire tous les jours et qui n'est pas un lieu d'accueil continu, les demandeurs se trouvant sans lieu où rester ou déposer leurs affaires pendant cinq heures par jour.

En juillet 2024, le tribunal administratif a annulé la décision du directeur de l'ONA de refuser l'hébergement d'un demandeur de protection internationale, le plaçant sur la liste d'attente. La Cour administrative a annulé la décision précitée, le sujet du litige étant devenu obsolète suite au transfert de la personne concernée en Suisse, pays considéré comme étant compétent pour traiter la demande de protection internationale.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Combien de personnes figurent actuellement sur la liste d'attente pour un lit dans une structure d'hébergement ? Comment ce chiffre a-t-il évolué depuis décembre (chiffres ventilés par semaine) ?
- 2) Combien de demandeurs de protection internationale dorment dans la Wanteraktioun depuis son ouverture pour la saison 2024-2025 (chiffres ventilés par semaine) ?
- 3) Quelles mesures Monsieur le Ministre prend-il afin de s'assurer que l'incertitude quotidienne ne résulte pas dans une détérioration de la santé physique et mentale des demandeurs de protection internationale ?
- 4) Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder avec le placement de demandeurs de protection internationale sur une liste d'attente au vu des décisions judiciaires contestant la procédure suivie par le Gouvernement et remettant en question la légalité et la conformité du processus avec les droits des demandeurs de protection internationale ?

**Réponse** (17/02/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

En guise d'introduction, il y a lieu de rappeler que la liste d'attente est en place depuis son introduction en septembre 2023 par le Gouvernement précédent, en raison du taux élevé de saturation du réseau de structures d'hébergement de l'Office national de l'accueil (ONA). Ainsi, les hommes non vulnérables, qui voyagent seuls, se voient assignés de manière temporaire sur une liste d'attente afin de pouvoir garantir l'accueil de demandeurs de protection internationale vulnérables.

Toutefois, les personnes en question bénéficient des différentes aides matérielles et financières au même titre que les DPI logés au sein du réseau de l'ONA, y inclus d'un suivi social afin d'assurer leur bien-être.

Le nombre de personnes placées sur la liste d'attente est soumis à des fluctuations quotidiennes, et varie depuis décembre 2024 entre 30 et 110 personnes. En date du 14 février, 107 personnes se trouvaient sur la liste. Quant à la fréquentation du foyer de nuit de la WAK, ce chiffre varie entre 0 et 70 depuis son ouverture en date du 15 novembre 2024.

Finalement, l'honorable Députée fait référence au jugement du tribunal administratif de juillet 2024 annulant de la décision du directeur de l'ONA de placer une personne sur la liste d'attente. Or, il y a lieu de préciser que l'État, ayant introduit un recours au jugement précité, a obtenu gain de cause dans cette affaire en deuxième instance. En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Députée, il est renvoyé au jugement du 13 février 2025 (n° 52312R du rôle).

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799